



# Rapatriements et rapatriés. La formation de l'identité du hikiagesha, 1945-1958

Constance Sereni

## ► To cite this version:

Constance Sereni. Rapatriements et rapatriés. La formation de l'identité du hikiagesha, 1945-1958. Histoire. Institut National des Langues et Civilisations Orientales- INALCO PARIS - LANGUES O', 2014. Français. NNT : 2014INAL0032 . tel-01368925

**HAL Id: tel-01368925**

**<https://theses.hal.science/tel-01368925>**

Submitted on 20 Sep 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Institut National des Langues et Civilisations Orientales

École doctorale N°265

*Langues, littératures et sociétés du monde*

Centre d'Etudes Japonaises

## THÈSE

présentée par :

**Constance SERENI**

soutenue le : 21 novembre 2014

pour obtenir le grade de : **Docteur de l'INALCO**

Discipline : Etudes japonaises

## **Rapatriements et rapatriés. La formation de l'identité du *hikiagesha*, 1945- 1958**

Thèse dirigée par :

**Monsieur Michael LUCKEN**

Professeur des universités, INALCO

**RAPPORTEURS :**

**Monsieur Eric SEIZELET**

Professeur des universités, Université Paris Diderot

**Monsieur Benjamin STORA**

Professeur des universités, Université Paris 13

---

**MEMBRES DU JURY :**

**Monsieur Pierre-François SOUYRI**

Professeur ordinaire, Université de Genève

**Monsieur Bernard THOMANN**

Maître de conférences, INALCO

Introduction.....	6
Les populations hors du Japon à la défaite .....	7
Un rapatriement rapide, d'une ampleur inégalée .....	15
Un rapatriement aux facettes multiples .....	19
Une identité forgée dans l'adversité.....	22
La création d'une mémoire .....	26
Hikiagesha : une identité simplifiée, une mémoire unique .....	28
Chapitre 1 .....	32
Un succès relatif la planification et l'encadrement des rapatriements .....	32
Le mythe d'un rapatriement facile.....	32
Les stipulations des accords de la conférence de Postdam .....	33
<i>Blacklist</i> et la mise en place de l'occupation.....	36
Le Japon dans l'incertitude de la fin du mois d'août.....	44
La mise en place des rapatriements.....	53
Les moyens mis en œuvre .....	59
De 1945 à 1948 : les quatre premières phases du rapatriement.....	64
De septembre 1945 à février 1946.....	64
Du 15 mars à juillet 1946.....	66
De juillet à décembre 1946 .....	67
De janvier 1947 au 31 décembre 1948 .....	70
Un grand succès d'organisation .....	73
Chapitre 2 .....	73
Une expérience loin d'être uniforme .....	73
La Mandchourie.....	81
Les pionniers japonais en Mandchourie : une population particulièrement vulnérable.....	82
L'armée du Kwantung a-t-elle abandonné les civils japonais en Mandchourie ? .....	88
Les groupes de pionniers : un taux de mortalité d'un tiers .....	94
Prisonniers de guerre et réquisitions des usines.....	102
L'attente des rapatriements et l'ouverture du port de Huludao .....	105
La fin des rapatriements depuis la Mandchourie.....	112
Sakhaline (Karafuto) et les îles Kouriles (Chishima) .....	116
L'évacuation d'urgence .....	119
La tragédie du 22 août 1945: trois navires de rapatriement torpillés .....	121
La prise de contrôle soviétique et les rapatriements officiels depuis Karafuto.....	125

La Chine .....	130
L'utilisation des soldats japonais par les troupes nationalistes .....	131
Un rapatriement néanmoins laborieux .....	134
La Chine aux mains des communistes : les négociations pour rapatrier les deniers Japonais qui restent en Chine .....	137
Taïwan : un retour sans encombres ? .....	140
Population japonaise .....	140
Un transfert de pouvoir aux enjeux complexes .....	143
La reddition des Japonais à Taïwan .....	147
L'organisation des rapatriements .....	149
La Corée .....	154
« Rentrez chez vous à la nage ! » .....	154
Le 38 <sup>e</sup> parallèle ou la ligne de la mort .....	160
La multiplicité des expériences .....	164
Chapitre 3 .....	172
Les Japonais internés en Sibérie .....	172
Prisonniers de guerre ou internés ? .....	173
500 000 prisonniers de guerre : le décret n° 9898cc .....	176
Les camps de travail .....	180
Le problème des chiffres : le nombre d'internés .....	183
Les conditions d'internement des prisonniers japonais .....	188
La mise en place des rapatriements au niveau des gouvernements japonais et soviétique .....	193
<i>Damoi</i> : la promesse du retour .....	200
L'éducation marxiste .....	206
Les « rapatriés rouges » : violences à bord des navires et manifestations au port de Maizuru .....	212
Les chiffres annoncés par l'URSS en 1949, la fin des rapatriements .....	217
Chapitre 4 .....	223
Les rapatriements tardifs : le retour des derniers internés en URSS et des Japonais restés en Chine .....	223
Le recensement de 1950 et l'appel du gouvernement japonais aux Nations unies .....	226
Le traité de San Francisco : le Japon gère seul les rapatriements .....	232
La deuxième phase des rapatriements depuis la Chine : l'appel de la Croix-Rouge .....	234
La mort de Staline et la reprise des rapatriements depuis l'URSS .....	241
La normalisation des relations diplomatiques avec l'URSS : les derniers internés au cœur des débats .....	245

La déclaration commune de 1956 entre le Japon et l'URSS et les derniers rapatriements depuis l'URSS .....	252
La fin des rapatriements au Japon : un problème réglé ? .....	255
La réouverture des blessures : le retour des enfants et des femmes restés en Chine, de 1972 à 1999 .....	260
Une page impossible à tourner : le procès intenté par l'État par les zanryū hōjin dans les années 2000 .....	264
Un rapatriement sans fin .....	270
Chapitre 5 .....	272
Le retour des rapatriés et la création de l'identité du <i>hikiagesha</i> .....	272
L'accueil des rapatriés : les centres d'aide .....	272
La mise en place de centres d'accueil .....	273
Des centres aux multiples fonctions .....	280
Des lieux chargés d'émotion .....	283
Porter secours aux démunis : l'aide dans les camps .....	287
La prophylaxie des maladies contagieuses .....	290
Les traitements subis par les femmes et le cas des avortements .....	294
Un lieu clé dans la création de l'identité des rapatriés .....	298
Trouver sa place au sein des ruines : la réintégration des rapatriés dans le Japon vaincu .....	301
Le voyage en train, première impression des Japonais de métropole .....	302
Rentrer, mais où ? .....	306
Repartir de zéro : la situation financière des rapatriés .....	311
Retrouver un emploi dans une économie en miettes .....	313
Les habitations pour rapatriés : une réintégration en marge .....	318
Les <i>hikiagesha</i> en tant que groupe revendicatif .....	328
Les associations de rapatriés au Japon .....	328
Les biens restés à l'étranger, les demandes de compensation et la définition légale des rapatriés .....	332
Les premières actions des associations civiles .....	334
Les négociations d'après la signature du traité de San Francisco : la loi de 1957 .....	337
La loi de 1967 sur les mesures d'aides aux rapatriés civils .....	341
Chapitre 6 .....	347
La constitution d'un récit communautaire unifié .....	347
La mémoire officielle : les ouvrages historiques produits par l'état et la production d'un récit mémoriel unifié .....	348
Les premières annales du rapatriement .....	350

L'historiographie locale et nationale.....	351
Les lieux de mémoire officiels : les musées commémoratifs .....	367
Le Heiwa kinen tenjii shiryô kan .....	368
Exposer la souffrance : soldats, internés et rapatriés .....	371
Une guerre sans responsabilité et sans ennemis .....	374
Le formatage de la mémoire dans les témoignages du rapatriement .....	377
<i>Les rapatriés : auteurs, sujets et objets de littérature</i> .....	377
La temporalité de l'écriture des témoignages .....	380
<i>Ceux qui écrivent et ceux qui n'écrivent pas : le silence volontaire des témoins</i> .....	383
<i>La mémoire formatée : une structure commune</i> .....	386
<i>Les anciens maîtres aux prises avec leurs ex-sujets coloniaux</i> .....	393
<i>Se transformer pour survivre</i> .....	397
<i>La littérature du rapatriement en opposition avec les témoignages</i> .....	402
<i>La disparition du Japon : l'identité contrariée</i> .....	407
<i>Les étoiles filantes sont vivantes : un récit normatif ?</i> .....	411
Annexe 1 .....	416
Principaux décrets et lois au sujet des rapatriés .....	416
Annexe 2 .....	418
Liste des toponymes chinois et coréens cites en japonais.....	418
Bibliographie.....	420
<i>Articles</i> .....	420
<i>Chapitres d'ouvrages collectifs</i> .....	425
<i>Monographies, romans, autobiographies</i> .....	426
<i>Thèses</i> .....	436
<i>Articles de quotidiens</i> .....	437
Publications de la Heiwa kinen jigyo tokubetsu kikin 平和祈念事業特別基金 ( <i>Fondation spéciale pour la paix et la consolation</i> ) .....	438
<i>Musées du rapatriement</i> .....	443
<i>Publications du gouvernement japonais et des villes japonaises</i> .....	444
<i>Publications des Nations unies</i> .....	446
<i>Publications du SCAP</i> .....	447
<i>Publications du gouvernement américain</i> .....	448
<i>Conventions de Genève</i> .....	449
<i>Lois et minutes de la Diète</i> .....	449

## Introduction

Août 1945. Le Japon est en train perdre la guerre dans laquelle il s'est engagé depuis 1931, quand l'armée du Kwantung a envahi la Mandchourie. Près de quinze années de conflits ont affaibli l'économie et consumé les ressources, la population est épuisée. En métropole, sur les quatre îles qui forment le territoire principal du Japon, et dans l'archipel d'Okinawa, la destruction règne. La population a été écrasée par des bombardements meurtriers. Tokyo, sur laquelle se sont abattue des nuées de bombes incendiaires, s'est presque entièrement consumée, faisant plusieurs centaines de milliers de morts. Aucune ville majeure de métropole n'a été épargnée, sauf peut-être Hiroshima et Nagasaki, qui vont bientôt devenir tristement célèbres.

En comparaison, les sujets de l'empereur qui vivent dans les colonies que le Japon s'est constitué depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ont été relativement épargnés. À Taïwan, la plus ancienne des colonies, la guerre n'a finalement eu que peu d'impact : les Américains ont renoncé à prendre l'île, trop bien défendue, et ont privilégié une remontée par les îles de l'ouest, Iwo Jima, puis Okinawa. Japonaise depuis 1910, la Corée n'a connu aucun bombardement. Quant à la Mandchourie, elle aussi a été épargnée par les bombardements alliés, et le Japon ignore que l'armée soviétique s'apprête à traverser la frontière le 8 août 1945.

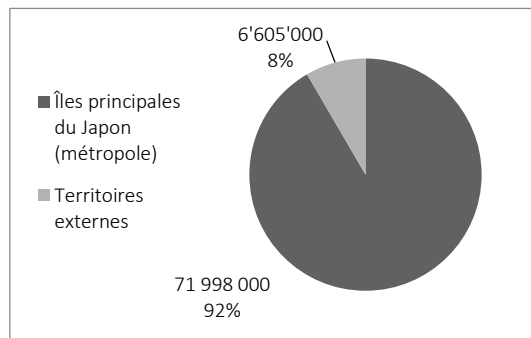
L'invasion de la Mandchourie et la défaite du Japon sont des catastrophes qui s'abattent sur cette population expatriée. Le sol de l'empire se dérobe sous leurs pieds, comme un tapis qu'ont aurait ôté d'un grand coup. Eux qui étaient les sujets d'une grande puissance se retrouvent soudain appartenant à un pays vaincu, qui plus est sur un sol devenu brusquement étranger. La population locale, jusque là en position d'infériorité, est désormais maître de la situation. Elle reprend ses biens et expulse les Japonais de leurs terres.

Il faut donc rentrer au Japon, mais par quel moyen ? Le pays n'a plus de marine, plus de navire de commerce, l'armée est désorganisée, la panique est partout. Dans ces conditions, ce n'est souvent qu'au prix d'un long périple que les Japonais réussiront à rentrer en métropole. La guerre a beau être finie, pour cette population le danger sera toujours présent. Tout au long des années 1940, 1950 et même 1960, des navires de rapatriement ramèneront petit à petit au Japon les Japonais perdus sur le vaste territoire asiatique. Certains, cependant, ne rentreront jamais, morts en chemin ou dans les camps où les Soviétiques interneront toute une partie de l'armée du Kwantung. D'autres, en Mandchourie surtout, s'intégreront à la population locale : des jeunes filles épouseront ainsi un Chinois ou bien encore des enfants seront adoptés, plutôt que de risquer la mort à traverser les territoires immenses les séparant de la frontière.

#### *Les populations hors du Japon à la défaite*

La population concernée est considérable. Aux civils des colonies s'ajoutent les plus de trois millions de soldats engagés dans la guerre : au total, plus de six millions et demi de Japonais vont devoir s'efforcer de regagner leur patrie dans une Asie profondément déstabilisée, négocier avec les armées victorieuses, se faire humble avec les populations locales parfois en quête de vengeance. Et du fait de son ampleur et de sa complexité logistique, leur retour représentera l'une des plus grandes entreprises du gouvernement d'occupation du Japon. En même temps, le retour de cette population dans un pays dévasté provoquera des brisures profondes. Ces rapatriés deviendront une catégorie à part dans le Japon d'après la guerre. Et ils devront dans leur identité et leur mémoire composer avec le contexte nouveau.





2002, p. 19.

#### La population du Japon en août 1945

Les chiffres varient entre 6,6 millions et 6,9 millions selon les sources. La proportion de civils et de militaires fluctue aussi selon les sources : les chiffres le plus souvent avancés sont de 3 534 000 soldats et 3 066 000 civils outre-mer.

Watt, Lori, *When Empire Comes Home: Repatriation in Postwar Japan, 1945-1958*, thèse, Columbia University,

Ces six millions et demi se divisent à peu près également entre civils et soldats : environ trois millions de civils, pour la plupart des colons de l'empire japonais, et trois millions et demi de militaires, dispersés le long des nombreuses lignes de front où combat le Japon au terme de quinze années de guerre.

L'expansionnisme japonais a commencé avec la création de l'armée moderne, entre autre à partir de la loi de conscription de 1873, qui a permis de former une armée capable d'agir à l'extérieur du Japon. C'était un enjeu important pour le tout nouveau gouvernement de Meiji : pour que le pays se hisse au niveau des puissances occidentales et évite le dépeçage dont a été victime la Chine, il devait s'imposer sur la scène internationale. Dès 1874, cette force nouvelle s'est exercée à Formose (Taïwan) : le 1<sup>er</sup> août, le Japon a déclaré la guerre à la Chine, en prenant pour *casus belli* l'influence trop importante de cette dernière sur la Corée, plaque tournante commerciale pour les deux puissances (en particulier pour le textile<sup>1</sup>.) Bien qu'au départ, le but n'ait pas été explicitement le gain de territoire, cette guerre qui partait du désir de protéger les intérêts japonais en Corée a représenté la première étape de l'expansionnisme japonais : lors des négociations de 1895 après la victoire japonaise, la

<sup>1</sup> Beasley, William Gerald, *Japanese imperialism 1894-1945*, Oxford : Clarendon Press, OUP, 1991, p.46.

position de la Chine ne lui permettait plus de refuser les termes imposés par les Japonais. La triple intervention de la France, de la Russie et de l'Allemagne limitait toutefois les gains retirés du traité de Shimonoseki. Le Japon, qui convoitait la péninsule du Liaodong (qu'on appelle en japonais *kantō-shū* 関東州<sup>2</sup>, ce qui se transcrit à l'époque Kwantung en Occident) au sud de la Mandchourie pour son importance économique et stratégique, a dû s'incliner, n'obtenant de cette guerre, que le contrôle sur Formose Taïwan et les îles environnantes<sup>3</sup>. Reste que, même si ce n'était pas au départ son projet, il tenait ainsi désormais sa première colonie. De fait, le 30 janvier 1896, un gouverneur général japonais a officiellement été mis à la tête de l'île et des Japonais ont commencé à s'y installer<sup>4</sup>.

Cette première colonie sera suivie par une deuxième : la Corée, obtenue au terme d'un conflit avec la Russie. En effet, l'intervention russe lors du traité de Shimonoseki était loin d'être désintéressée : pour obtenir un port sur le Pacifique utilisable en hiver, la Russie convoitait également la péninsule du Liaodong et son port, Port-Arthur (Lüshung.) En Corée comme en Mandchourie, elle tentait d'asseoir son influence : après la construction du chemin de fer transmandchourien en 1896, elle a obtenu une concession d'exploitation de la péninsule de Liaodong de la part de la Chine en 1898 puis, au terme de la révolte des Boxers, a installé un protectorat en Mandchourie.

Pour le Japon, la Russie est une menace dangereuse. Il quintuple son budget militaire pour faire de sa flotte la première de la zone et noue une alliance avec l'Angleterre en 1902. En 1903, après le refus de la Russie de retirer ses troupes de Mandchourie, comme elle en

---

<sup>2</sup> Du chinois Guandong ou, dans l'ancienne transcription en français, Kwantung. Le mot désigne les territoires se trouvant à l'est de la passe de Sanhaiguan, donc la péninsule du Liaodong.

<sup>3</sup> Beasley, William Gerald, *Japanese imperialism 1894-1945*, Oxford : Clarendon Press, OUP, 1991, p. 55.

<sup>4</sup> Naikaku tokeikyoku 内閣統計局, *Nihon teikoku tōkei nenkan* 日本帝國統計年鑑 (statistiques annuelles de l'empire du Japon,) dans Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚げの記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tôkyô : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991 p. 16.

avait pris l'engagement avec la Chine, le conflit éclate : c'est la guerre russo-japonaise de 1904-1905. Le Japon et la Russie avaient déjà par le passé résolu des questions territoriales de manière paisible : l'île de Sakhalin (Karafuto en japonais), territoire contesté entre les deux puissances, avait été officiellement concédée par le Japon à la Russie en échange de Chishima (îles Kouriles.) La victoire du Japon lui permet, en vertu traité de Portsmouth (5 septembre 1905,) de prendre finalement possession du sud de Sakhalin, jusqu'au cinquantième parallèle, mais surtout d'obtenir enfin des droits sur la péninsule du Liaodong.

Le Japon est donc après la guerre russo-Japonaise dans une position très avantageuse sur le territoire continental, ce qui donne aux partisans de l'expansionnisme au gouvernement un nouvel élan. En mai 1904, le cabinet se réunit pour décider de ce que seront les relations entre la Corée et le Japon, et pour établir une liste d'ambitions japonaises en Corée, incluant la présence d'une force armée au Japon et l'instauration d'une forme de protectorat. En octobre 1905, ce protectorat se met en place. Il se solde finalement par l'annexion pure et simple de la Corée au territoire japonais en 1910<sup>5</sup>.

Enfin, au terme de la Première Guerre mondiale, le Japon ayant déclaré la guerre à l'Allemagne suite au traité d'alliance anglo-japonais de 1902, la Société des nations (SDN) le nomme mandataire de certaines îles du Pacifique, dont les îles Mariannes, Palau, les îles Carolines et les îles Marshall. Il obtient également des droits économiques sur la région du Shantung, anciennement contrôlée par l'Allemagne. Entre 1895 et 1919, les territoires contrôlés par le Japon ont donc presque doublés.

---

<sup>5</sup> Beasley, William Gerald, *Japanese imperialism 1894-1945*, Oxford : Clarendon Press, OUP, 1991, p.86.

### L'expansion territoriale du Japon entre 1895 et 1919

Territoire	Année et moyen d'acquisition	Superficie
Japon (métropole)		382 561 km <sup>2</sup>
Taïwan	Guerre sino-japonaise, 1895	35 961 km <sup>2</sup>
Sakhalin du Sud	Guerre russo-japonaise, 1905	36 090 km <sup>2</sup>
Concession du Kwantung	Guerre russo-japonaise, 1905	3 462 km <sup>2</sup>
Corée	Annexion, 1910	220 788 km <sup>2</sup>
Îles du Pacifique	Première Guerre mondiale, 1919	2 149 km <sup>2</sup>

Source : Shinkichi Etô, « Asianism and the Duality of Japanese Colonialism, 1879-1945 », H. L. Wesseling éd., *History and Underdevelopment*, Leidebb, Centre for the History of European Expansion, 1980, p. 114 (cité par Gann, in Myer et Peattie (1984), p. 500).

Ces territoires font partie de l'empire du Japon et, officiellement du moins, les populations locales sont des sujets japonais à part entière. Ce n'est pas le cas en Mandchourie. À la fin de la guerre russo-japonaise, les Japonais établissent trois entités pour contrôler la péninsule du Liaodong (Kwantung) : un gouverneur général (kantō to tokufu 関東都督府), le Chemin de fer de Mandchourie<sup>6</sup> (minami manshū tetsudō 南滿州鉄道) et, pour protéger ce dernier, une garnison qui deviendra l'armée du Kwantung (kantō-gun 関東軍). Le Chemin de fer de Mandchourie va devenir le vecteur principal de l'expansion coloniale en Mandchourie. Cette compagnie semi-publique devait d'abord seulement gérer le réseau ferré laissé par la Russie. Rapidement, elle devient une entreprise colossale, gérant également des exploitations minières ainsi que plusieurs ports. Son importance est telle qu'elle double son capital en moins de quinze ans : il passe de deux cents millions de yen en 1906 à quatre cent quarante en 1920<sup>7</sup>. Quant à l'armée du Kwantung, qui devait au départ être une simple force de protection, elle devient une institution énorme chargée protéger la Mandchourie des forces nationalistes chinoises émergentes et, après 1917, de la menace posée par l'URSS naissante.

---

<sup>6</sup> La société des chemins de fer de Mandchourie du Sud (南滿州鉄道株式会社/南滿洲鉄道株式会社, Minami Manshū Tetsudō Kabushiki-gaisha,) ou Mantetsu 満鉄, fondée en 1906, qui s'étendait du port de Lüshun ou Port-Arthur, à la pointe méridionale de la péninsule du Liaodong, jusqu'à Harbin, où il était relié au Chemin de fer de l'Est chinois.)

<sup>7</sup> Young, Louise, *Japan's Total Empire: Manchuria and the Culture of Wartime Imperialism*, Berkeley : University of California Press, 1999, p. 31.

La révolution de 1911 en Chine et l'instabilité politique qui s'en est ensuivie ont contribué à modifier le regard que les Japonais portaient sur la Chine. C'est durant cette période qu'à l'idéal de communauté asiatique est venu s'ajouter un élément qui allait être déterminant dans l'expansion japonaise sur le continent : la tentation d'étendre les intérêts japonais en Chine, pas seulement dans les provinces du Nord-Est, mais dans tout le pays. L'ingérence du Japon dans les affaires politiques chinoises était en effet une nécessité, non seulement pour la protection des intérêts japonais, mais également dans l'optique de leur projet asiatiste. La Chine et surtout la Mandchourie revêtaient une très grande importance pour le Japon : 85 % des investissements japonais à l'étranger étaient en Chine, dont 80 % en Mandchourie<sup>8</sup>.

Au terme de conflits d'intérêt grandissants entre nationalistes chinois, seigneurs locaux et Japonais, des officiers de l'armée du Kwantung font fin par provoquer un incident de frontière, qui a mené le 18 février 1932 à la proclamation de l'État du Mandchoukouo. Prétendument indépendant, il était en réalité sous le contrôle complet du Japon. Pourtant, le Mandchoukouo possédait tous les signes extérieurs d'un pays indépendant : une déclaration d'indépendance vis-à-vis de l'État chinois, un chef d'État (le dernier empereur de la dynastie mandchoue, Puyi,) une monnaie, un drapeau et un hymne national, ainsi qu'une capitale, Changchun, rebaptisée Shinkyō 新京 (« nouvelle capitale ») en japonais (Xinjing en chinois). La Société des nations refusant cependant de reconnaître son indépendance, le Japon s'est retiré de cette dernière en 1932.

À partir de la création du Mandchoukouo, le Japon sera toujours engagé dans des conflits impliquant un nombre grandissant de soldats. La guerre éclate avec la Chine en 1937,

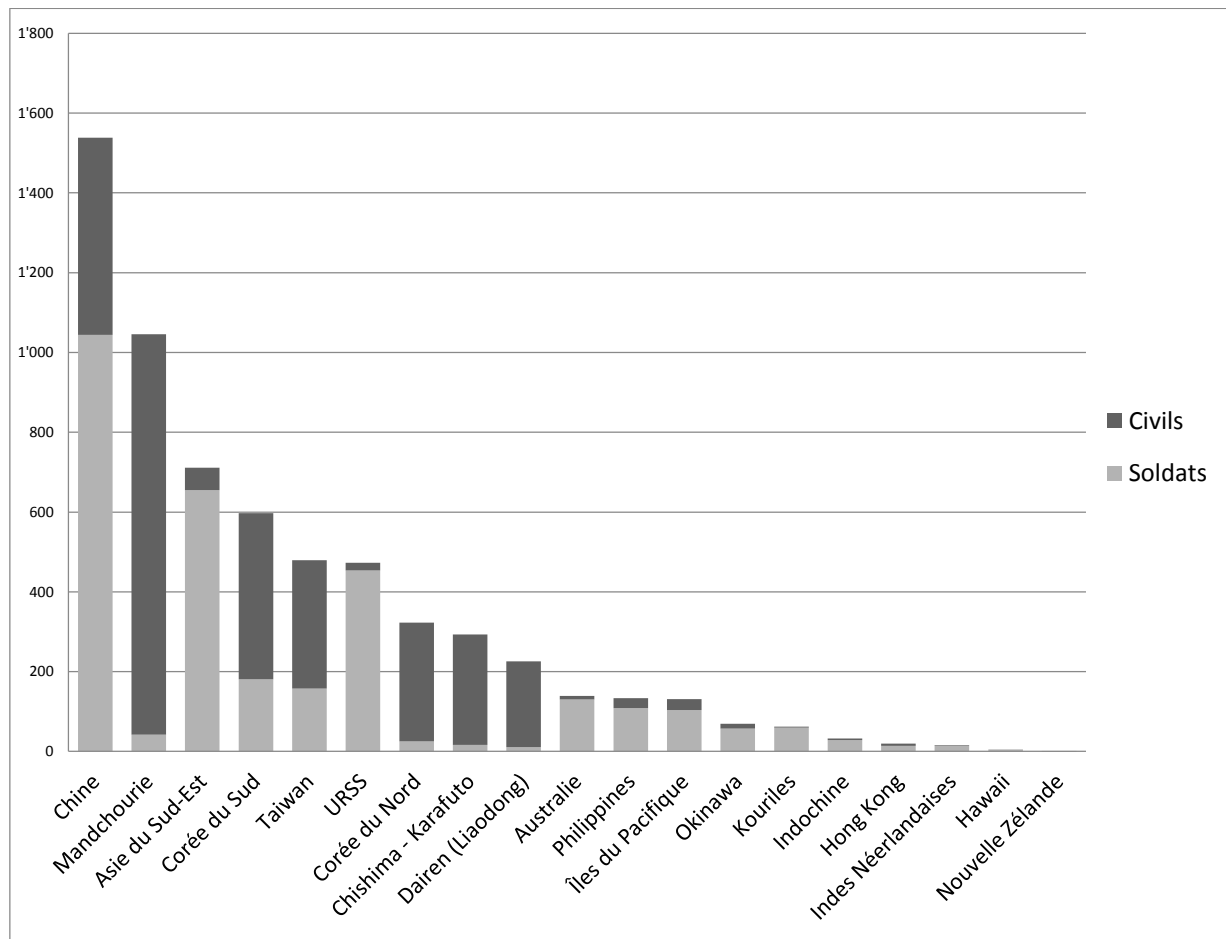
---

<sup>8</sup> Guex, Samuel, « Les spécialistes de la Chine et l'armée impériale : le cas de Sasaki Tôichi, *Ebisu*, n°35, 2006, p.143-144.

avec les États-Unis et ses alliés en 1941. Cela ajoute encore au nombre de ressortissants japonais à l'étranger. Cependant, si on observe les chiffres concernant ceux qui seront effectivement rapatriés après 1945, il apparaît que, selon les régions, la proportion de soldats et de civils varie énormément selon leur lieu de provenance.

**Distribution des personnes effectivement rapatriées au Japon par région d'origine**

	Civils	Soldats	Total		Civils	Soldats	Total
<b>Chine</b>	493 635	1 044 460	1 538 095	<b>Philippines</b>	24 211	108 912	133 123
<b>Manchourie</b>	1 003 609	41 916	1 045 525	<b>Îles du Pacifique</b>	27 506	103 462	130 968
<b>Asie du Sud-Est</b>	56 177	655 330	711 507	<b>Okinawa</b>	12 052	57 364	69 416
<b>Corée du Sud</b>	416 109	181 209	597 318	<b>Kouriles</b>	2 382	60 007	62 389
<b>Taïwan</b>	322 156	157 388	479 544	<b>Indochine</b>	3 593	28 710	32 303
<b>URSS</b>	19 155	453 787	472 942	<b>Hong Kong</b>	5 062	14 285	19 347
<b>Corée du Nord</b>	297 194	25 391	322 585	<b>Indes néerlandaises</b>	1 464	14 129	15 593
<b>Chishima - Karafuto</b>	277 485	16 006	293 491	<b>Hawaii</b>	310	3 349	3 659
<b>Dairen (Liaodong)</b>	215 037	10 917	225 954	<b>Nouvelle Zélande</b>	406	391	797
<b>Australie</b>	8 445	130 398	138 843				



Note : échelle du graphique en milliers de personnes.

La proportions de civils et de militaires a été obtenue en combinant les statistiques finales publiées par le ministère de la Santé japonais en 1989 combinant rapatriés civils et militaires, et les statistiques publiées en 1990 sur les rapatriés civils<sup>9</sup>.

Les rapatriés d'URSS sont pour la plus grande part des soldats de l'armée du Kwantung faits prisonniers en Mandchourie et internés en Sibérie, d'où ils ont été rapatriés. Au moment de la défaite, ces soldats se trouvaient en Mandchourie. Pour obtenir un tableau fidèle de la situation à la fin de la guerre en Mandchourie, il faut combiner la colonne des civils rapatriés de Mandchourie avec celle des soldats rapatriés d'URSS. On obtient alors un total de 495 703 soldats et 1 022 764 civils.

Source : Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 252, tableau 14.

C'est donc un nombre considérable de personnes qu'il faut rassembler, déplacer et accueillir au Japon. Pourtant, cette opération se réalisera, dans les premiers temps du moins, avec une rapidité et une efficacité remarquable.

<sup>9</sup> Le nombre de personnes rapatriées entre 1989 et 1990 est négligeable à cette échelle, tout comme le nombre de rapatriés entre 1990 et 2014, qui ne s'élève qu'à quelques dizaines de personnes rentrées tardivement de Chine. Voir chapitre 4.

Cinq millions de personnes déplacées en un an et quatre mois : entre le 15 août 1945 et le 31 décembre 1946, près de 80 % des 6,5 millions de Japonais d'outre-mer ont été rapatriés au Japon<sup>10</sup>. En décembre 1949, ce chiffre s'élève à plus de 90 %<sup>11</sup>. Lorsque ces statistiques sont évoquées, c'est souvent pour mettre l'accent sur la rapidité impressionnante avec laquelle les rapatriés sont rentrés au Japon et l'efficacité des moyens logistiques déployés par le gouvernement japonais et le commandant suprême des forces alliées (SCAP), le général Douglas MacArthur.

Il s'agit en effet d'orchestrer « le mouvement de population de masse le plus large que l'humanité ait jamais connu <sup>12</sup> », « une migration par voie maritime d'une échelle sans parallèle dans l'histoire<sup>13</sup> ». C'est l'un des enjeux principaux des premiers jours de l'occupation et l'un des problèmes majeurs auquel est confronté MacArthur lorsqu'il prend la tête de l'occupation américaine <sup>14</sup>. Il n'est donc pas surprenant que les Reports of General MacArthur

---

<sup>10</sup> Kōseishō Engokkyoku 厚生省援護局, récapitulatif des chiffres officiels par année, 1 janvier 1990, cité par Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 252.

<sup>11</sup> Katō, Yōko 加藤陽子, « Haisha no kikan » 敗者の帰還 (Le retour des vaincus), dans *Sensō no ronri – nichiro sensō kara taiheiyō sensō made* 戦争の論理・日露戦争から太平洋戦争まで (La logique de la guerre – de la guerre russo-japonaise à la guerre du Pacifique), Tōkyō : Keisōshobō 勁草書房, 2005, p. 204.

<sup>12</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tokyo : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 250.

<sup>13</sup> « *The mass repatriation effected in the Western Pacific was a waterborne migration in scope without parallel in history* » (Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur*, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, p. 193.)

<sup>14</sup> « *...repatriation became one of the major problems confronting General Macarthur.* » (Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur*, Volume I Supplement : MacArthur in



consacrent un chapitre entier aux rapatriements d'outre-mer, qui sont présentés comme l'un de ses plus grands succès :

The smoothness of an operation transporting over six and one-half million Orientals from areas as far south as Melbourne, as far east as Hawaii, and as far west as Burma could only have been the result of a high degree of cooperation among responsible authorities. Careful staff planning and brilliant execution were reflected in the vast numbers moved, and the attendant negligible loss of life was caused by accident or disease and not by shipwrecks<sup>15</sup>.

*Le succès d'une opération demandant le transport de plus de six millions et demi d'Orientaux [sic] depuis des territoires s'étendant aussi loin au sud que Melbourne, à l'est que Hawaii et à l'ouest que la Birmanie ne pouvait qu'être le résultat d'un haut niveau de coopération entre les autorités responsables. Le nombre de personnes déplacées atteste d'une planification minutieuse et d'une exécution exemplaire, et les pertes négligeables qui en ont résulté sont dues aux accidents et aux maladies et non à des naufrages.*

À quoi peut-on comparer ce mouvement de population sans précédent ? L'histoire française offre l'exemple du retour d'Algérie, qui présente des similarités intéressantes pour ce qui est de la population civile : dans les deux cas, il s'agit d'une population mixte, composée d'administrateurs, de colons et d'industriels, confrontée à une décolonisation forcée et contrainte de se réintégrer dans un pays qui lui est parfois hostile. Cependant, les deux situations se caractérisent aussi par de grandes disparités, non seulement du fait du contexte colonial (les colonies japonaises sont loin d'être aussi anciennes que la colonisation du Maghreb par la France), mais aussi par l'échelle des retours engendrés par la décolonisation. Globalement, la décolonisation française a provoqué l'entrée en métropole de près d'un million et demi de rapatriés à partir de 1956, dont 650 000 rapatriés d'Algérie pendant l'année 1962<sup>16</sup>, chiffre beaucoup plus faible que les 6,5 millions de Japonais (civils et militaire

---

*Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, p. 149.)

<sup>15</sup> Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, p. 193.)

<sup>16</sup> Statistiques de l'INSEE, [http://www.insee.fr/fr/ffc/docs\\_ffc/ip444.pdf](http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ip444.pdf).

confondus) qui ont dû être transportés. Sans compter la différence d'échelle entre la taille des territoires d'où les rapatriements ont dû être effectués, du simple point de vue du nombre de personnes transportées par mois, les deux opérations diffèrent fondamentalement.

Comparons toutefois brièvement les périodes d'influx maximal de rapatriés des Français depuis l'Algérie et des Japonais depuis, majoritairement, les territoires sous contrôle chinois. La fuite des Français d'Algérie a été particulièrement rapide. La majorité de retours datent des mois de mai, juin et juillet 1962, pendant la « panique » entre le cessez-le-feu et la proclamation de l'indépendance<sup>17</sup> : 511 942 personnes en provenance d'Algérie entrent en France pendant ces trois mois, dont 200 000 débarquent à Marseille au cours du seul mois de juin<sup>18</sup>. Au Japon, pendant l'été 1946, on compte plus de 185 000 rapatriés par semaine pendant deux semaines consécutives<sup>19</sup>, en écrasante majorité en provenance du seul territoire chinois. En huit mois, de février à octobre 1946, 3 679 830 rapatriés japonais ont déjà été accueillis dans les centres de rapatriement de la métropole<sup>20</sup>.

**L'avancée des rapatriements : évolution du nombre total de personnes (civils et militaires confondus) au effectivement rapatriées entre la défaite et octobre 1946**

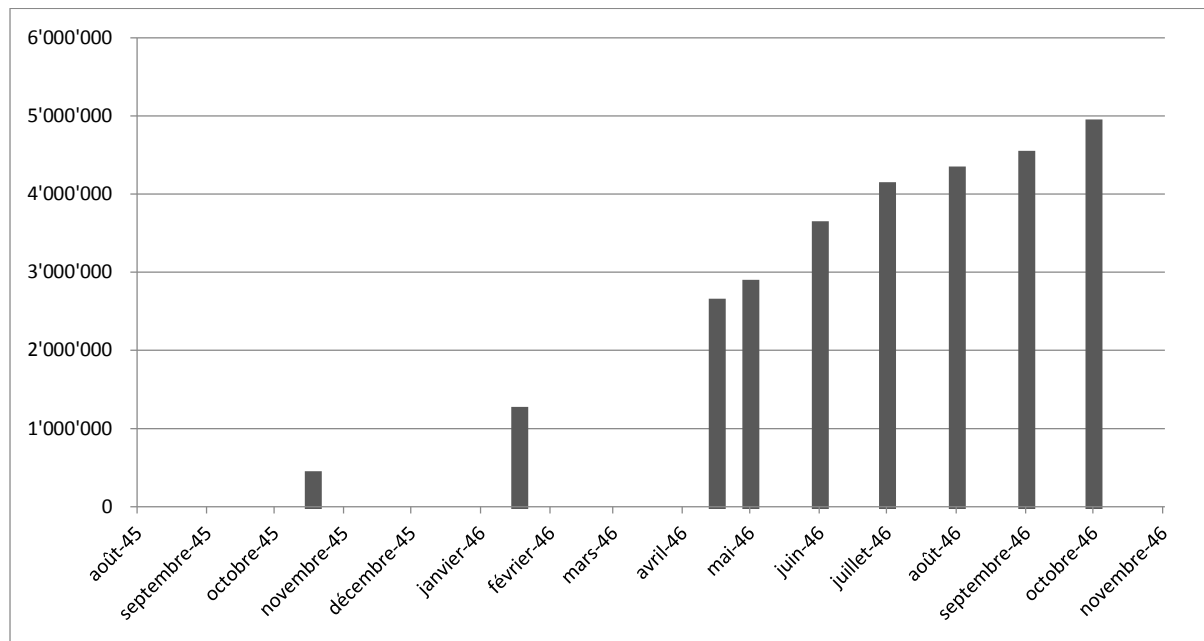
---

<sup>17</sup> Depuis l'Algérie, de 1954 à fin 1961, on ne compte en effet que 180 000 départs définitifs.

<sup>18</sup> Esclangon-Morin, Valérie, *Les rapatriés d'Afrique du Nord de 1956 à nos jours*, Collection Histoire et perspectives méditerranéennes, Harmattan, Paris : 2007, 414p. , pp. 64, 72, 74.

<sup>19</sup> Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, p. 155.

<sup>20</sup> *Final report : progress of demobilization of the Japanese Armed Forces, 30 December 1946*, Supreme Command of the Allied Powers, inclosure 44.



Source : General Headquarters / Supreme Commander for the Allied Powers, *Final report : Progress of Demobilization of the Japanese Armed Forces, 30 December 1946*, Supreme Command of the Allied Powers, inclosure #45.

Bien qu'il ne s'agisse pas d'une décolonisation, un autre point de comparaison concerne l'exode des populations allemandes depuis l'Europe de l'est, dès la seconde moitié de l'année 1944. Les chiffres sont contestés, mais il s'agit probablement d'un mouvement de population impliquant près de quinze millions d'Allemands<sup>21</sup>. Lori Watt écrit à ce sujet dans sa monographie sur les rapatriements japonais :

Because the US insisted upon and provided resources for demobilization and repatriation, millions of people were able to reach Japan in relative safety, averting a humanitarian disaster similar to what had occurred in the expulsion of Germans from the East. [...] Approximately two million of the twelve-fourteen million Germans expelled from Eastern Europe and elsewhere are believed to have perished during their journey toward Germany, a mortality rate of 16 %. Japan's mortality rate was much lower, at less than 5 %<sup>22</sup>.

<sup>21</sup> Rummel, Rudolph Joseph, *Death by Government*, New-Brunswick : Transaction Publishers, 1997, p. 305. Rummel donne également comme chiffres possibles 11 603 400 expulsés et 18 millions d'expulsés, mais considère le chiffre de 15 millions comme plus probable.

<sup>22</sup> Watt, Lori, *When Empire Comes Home: Repatriation in Postwar Japan, 1945-1958*, Thèse, Columbia University, 2002, p. 30. Là aussi, les estimations du nombre de morts varient énormément, et Rummel

*Grâce au fait que les États-Unis ont demandé et fourni les ressources pour la démobilisation et les rapatriements, des millions de personnes ont pu atteindre le Japon en relative sécurité, évitant une catastrophe humanitaire semblable à celle qui s'est produite lors de l'expulsion des Allemands de [l'Europe de] l'est. [...] On pense que près de deux millions des douze à quatorze millions d'Allemands expulsés ont péri pendant leur périple vers l'Allemagne, un taux de mortalité de 16 %. Le taux de mortalité au Japon est beaucoup plus faible, soit moins de 5 %.*

#### *Un rapatriement aux facettes multiples*

Ce taux de réussite global cache une réalité plus complexe. On ne doit pas parler d'un seul rapatriement, mais de plusieurs, tant les expériences ont été différentes selon les cas. Le paramètre qui a le plus influencé l'expérience des rapatriés est bien évidemment l'endroit où ils se trouvaient au moment de la défaite : c'est selon les zones géographiques que les armées d'occupation se sont partagées la tâche de rapatrier les Japonais. Il est donc tout d'abord nécessaire de se référer aux différentes zones d'occupation telles qu'elles ont été définies par le *General Order n°1 (Japan)*<sup>23</sup>. Rappelons tout d'abord la nature de ces zones, avec un ordre d'idée du nombre de Japonais présents dans chacune d'entre elles<sup>24</sup> :

- Zones sous contrôle chinois <sup>25</sup> : la Chine, à l'exception du territoire de Mandchourie, Taïwan et l'Indochine française au nord du 16<sup>e</sup> parallèle.  
2 000 000, soit 30 % de la population outre-mer.
- Zones sous contrôle soviétique : la Mandchourie, la Corée au nord du 38<sup>e</sup> parallèle, Karafuto (Sakhaline) et Chishima (îles Kouriles).  
2 720 000, soit 41 % de la population outre-mer.

---

cite des chiffres allant de 800 000 à 3 200 000 morts d'après les Allemands eux-mêmes. Les chiffres de Watt correspondent aux estimations les plus communément admises.

<sup>23</sup> Joint Chiefs of Staff, J.C.S. 1467/2, « *Instruments for the surrender of Japan, General order No.1* », SWNCC21/8.

<sup>24</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 50-51.

<sup>25</sup> Au moment de la rédaction du *General Order n° 1*, il s'agit de la république nationaliste de Chine sous le contrôle de Chiang Kai-Shek, désignée dans le texte officiel en tant que « *the Republic of China* ». Les forces communistes ne sont pas mentionnées. (Joint Chiefs of Staff, J.C.S. 1467/2, « *Instruments for the surrender of Japan, General order No.1* », SWNCC21/8, Military and Naval, a.)

- Zones sous contrôle du Royaume-Uni et des Pays-Bas (SACSEA<sup>26</sup>) : les îles Andaman, les îles Nicobar, la Birmanie, la Thaïlande, l'Indochine française au sud du 16<sup>e</sup> parallèle, la Malaisie (dont Singapour), Sumatra, Java, les petites îles de la Sonde, Buru, Seram, Ambon, les îles Kai, les îles Aru, les îles Tanimbar, les îles de la mer d'Arafura, les Célèbes (Sulawesi), Halmahera, la Nouvelle-Guinée néerlandaise et Hong-Kong.  
750 000, soit 11 % de la population outre-mer.

- Zones sous contrôle australien (GOCAMPF<sup>27</sup>) : Bornéo, la Nouvelle-Guinée britannique et les îles Salomon<sup>28</sup>.  
140 000, soit 2 % de la population outre-mer.

- Zones sous contrôle américain : la Corée du Sud, les îles anciennement sous mandat japonais, l'archipel d'Ogasawara, les Philippines, les autres archipels du Pacifique  
990 000, soit 15 % de la population outre-mer.

Certaines zones connaissent un taux de mortalité faible : dans celles qui sont sous contrôle chinois, c'est-à-dire la Chine (excluant la Mandchourie, sous contrôle soviétique), Taïwan et l'Indochine française au-dessus du 16<sup>e</sup> parallèle, le taux de mortalité des Japonais depuis leur première zone de rassemblement après la défaite jusqu'au Japon n'est que de 5 %. Or il s'agit principalement de soldats, et ce chiffre paraît étonnamment faible si on se remémore quelles avaient pu être les actions de l'armée japonaise pendant la guerre sur ces territoires : l'armée vaincue offrait aux Chinois des motifs légitimes de vengeance<sup>29</sup>.

D'autres groupes connaissent un sort bien moins clément. Parmi les civils, celui qui paie le tribut le plus élevé en termes de vies est sans conteste celui des colons envoyés depuis les régions agricoles en crise de la métropole pour exploiter la terre de Mandchourie (*kaitakudan* 開拓団). Les statistiques recueillies par le ministère des Affaires étrangères en

---

<sup>26</sup> Supreme Allied Commander South East Asia Command, soit Lord Mountbatten.

<sup>27</sup> General Officer Commanding Australian Military Forces, soit John Northcott.

<sup>28</sup> La première version du *General Order n°1* ne statue pas au départ sur la séparation des responsabilités entre les forces britanniques et australiennes : « -the exact breakdown between Mountbatten and the Australians to be arranged between them and the details of this paragraph then prepared by the Supreme Commander for the Allied Powers », mais les versions suivantes présentent la distinction vue plus haut (voir par exemple dans *Final Report Progress of Demobilization of the Japanese Armed Forces 31 december 1946*, inclosure n°1, p. 1.)

<sup>29</sup> Katō, Yōko 加藤陽子, « Haisha no kikan » 敗者の帰還 (Le retour des vaincus), dans *Sensō no ronri – nichiro sensō kara taiheiyō sensō made* 戦争の論理・日露戦争から太平洋戦争まで (La logique de la guerre – de la guerre russo-japonaise à la guerre du Pacifique), Tōkyō : Keisōshobō 勁草書房, 2005, p. 204.

1956 montrent que, des 223 000 colons résidant en Mandchourie à la fin de la guerre, seuls 63 %<sup>30</sup> sont rentrés au Japon. Près d'un tiers<sup>31</sup> sont morts après la défaite, dont environ 67 000 de faim ou de maladie et 11 520 de mort violente<sup>32</sup>.

Au-delà des taux de mortalité, il faut également ajouter au nombre des Japonais qui ne sont pas rapatriés les plusieurs milliers d'enfants japonais (donc beaucoup sont également issus de famille de colons) qui sont adoptés par des familles chinoises. Parfois, il s'agit d'orphelins ayant perdu leurs parents à cause de violences ou de maladies, parfois simplement d'enfants séparés de leurs parents par les aléas de la fuite. Dans d'autre cas, ce sont les parents qui les ont confiés à des familles chinoises, de peur qu'ils ne survivent pas à la fuite. Certains de ces enfants sont rapatriés dans les mouvements de masse qui débutent en 1946, mais lorsqu'en 1958, l'arrêt de la coopération sino-japonaise met un terme aux rapatriements depuis la Chine, il reste encore plus de 10 000 Japonais en Chine<sup>33</sup>.

Ces pertes n'étaient pas forcément inévitables. Si les colons sont ainsi à la merci des Soviétiques et des Chinois, c'est en grande partie à cause du manque de préparation avant la défaite et des tergiversations du gouvernement japonais pendant le mois d'août 1945. Alors que la situation en Chine les force à évacuer en laissant leurs biens, les ordres officiels sont de rester sur place. Aucune structure n'est donc en place pour les accompagner. Nombre d'entre eux ont l'impression d'avoir été purement et simplement abandonné par leur armée et leur

---

<sup>30</sup> Autour de 140 000 personnes.

<sup>31</sup> 78 500 personnes.

<sup>32</sup> Pour plus de détails sur les morts de colons en Mandchourie, voir chapitre 2 la Mandchourie.

<sup>33</sup> Efird, Rob, « Distant Kin: Japan's "War Orphans" and the Limits of Ethnicity », *Anthropological Quarterly*, vol. 83, n° 4, 2010, p. 810.

gouvernement dans cet espace liminal entre la paix et guerre<sup>34</sup>. C'est cette situation qui est à la source de la panique qui mène aux suicides collectifs et aux abandons d'enfants<sup>35</sup>.

L'image véhiculée par la mémoire collective tend à être monolithique et à ne se concentrer que sur ces zones où le rapatriement a été le plus difficile et le plus sanglant, ignorant la grande majorité des cas. C'est ainsi que le rapatriement des colons et pionniers agriculteurs de Mandchourie est bien plus présent dans la mémoire collective que celui des autres zones. Or la Mandchourie, même s'il s'agit certainement de l'exemple le plus tragique, ne représente pas une généralité, mais un cas particulier. De même, alors que celui des soldats internés en Sibérie, occupe une place centrale dans la mémoire des rapatriements, ils ne représentent qu'une petite partie des soldats à être revenus de l'étranger.

Quoi qu'il en soit, c'est autour des cas les plus douloureux que s'est forgée l'identité des rapatriés. C'est une identité de survivants, de personnes ayant échappé à une situation terrible. C'est aussi une identité dont l'enjeu est extrêmement important : au sein du Japon de l'après-guerre, les rapatriés sont victimes de discriminations. Considérés comme des éléments extérieurs, ils ont du mal à se réintégrer dans leur société. Il leur sera donc nécessaire de se rassembler, et ce faisant, de fondre leurs identités multiples en une seule.

#### *Une identité forgée dans l'adversité*

---

<sup>34</sup> Tamanoi, Mariko, *Memory Maps: the State and Manchuria in Postwar Japan*, Honolulu : University of Hawai'i Press, 2009, p. 71.

<sup>35</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, pp. 152-155.

Les rapatriés viennent des quatre coins de l'empire japonais et leurs parcours ont été divers et multiples. À part le fait d'avoir été rapatriés, ils n'ont souvent rien en commun. Pourtant, ils vont être tous désignés sous un seul terme, celui de *hikiagesha* 引揚者 (rapatriés). Et autour de celui-ci qu'une nouvelle identité collective va se cristalliser.

La notion de création d'identité est complexe, surtout lorsqu'on souhaite aborder celle d'un groupe. Essentiellement subjective, elle touche à la fois à la psychologie et à la sociologie, et se situe à l'intersection de l'individu et du groupe. La question de l'identité s'est souvent posée, que ce soit en littérature, en philosophie, ou en art. Parmi les sciences sociales, la sociologie s'est souvent penchée dessus, et encore récemment avec la publication de l'ouvrage de Claude Dubar, *La Crise des identités*<sup>36</sup>. Il y décrit une mutation récente de la notion même d'identité, les formes antérieures d'identification des individus liées à la culture et au statut social n'étant plus dominantes, face à d'autres formes d'identité plus récentes qui sont narratives et réflexives et moins bien définies. Ces premières sont dépendant de l'existence de « groupements appelés “communautés” considérés comme des systèmes de places et de noms pré assignés aux individus et se reproduisant à l'identique à travers les générations<sup>37</sup> », alors que les deuxièmes émergent de « collectifs multiples, variables, éphémères, auxquels les individus adhèrent pour des périodes limitées et qui leur fournissent des ressources d'identification qu'ils gèrent de manière diverse et provisoire<sup>38</sup> ». Ces deux mode d'identité sont utiles dans le cas qui nous intéresse, celui des rapatriés japonais. Ces derniers se trouvent en effet à la frontière entre ces deux types d'identités, une identité ferme et pré-assignée, et une identité fluide, multiple et variable, capable de changer de contenu et

---

<sup>36</sup> Dubar, Claude, *La Crise des identités*, Paris : Presses Universitaires de France, 2010 (4<sup>ème</sup> édition corrigée, édition originale 2000.)

<sup>37</sup> Dubar, Claude, *La Crise des identités*, Paris : Presses Universitaires de France, 2010, p. 4-5.

<sup>38</sup> Dubar, Claude, *La Crise des identités*, Paris : Presses Universitaires de France, 2010, p. 5.



de s'adapter selon les circonstances. C'est à travers le passage du statut d'anciens sujets coloniaux à celui de victimes de guerre que cette fluidité identitaire se manifeste le plus clairement.

L'identité est le résultat d'un processus, l'identification : « [Ce] n'est pas ce qui reste nécessairement "identique" mais le résultat d'une "identification" contingente. C'est le résultat d'une double opération langagière : différenciation et généralisation <sup>39</sup> . » La différenciation suppose la définition d'un groupe par rapport à un autre : les facteurs discriminants peuvent être imposés par un groupe dominant, ou au contraire servir pour exclure un groupe minoritaire. Cette identification est également interne. Une identité collective suppose une adhésion de tous ceux qui font partie du groupe à une conscience partagée, ici celle d'avoir traversé un moment précis de l'histoire, d'avoir subi une transformation à cause d'expériences uniques à ce groupe, expériences dont la force est d'autant plus grande qu'elle s'accompagne de traumatismes et de déchirures. Pour autant, la conscience partagée ne va pas de soi. Le groupe des rapatriés est hétéroclite, les expériences qu'ils sont censés avoir partagé sont en réalité multiples. Ici, le moment de transformation qui rassemble ces individualités et leur donne une identité est celui du retour au Japon, alors que l'identité individuelle provenant d'une expérience unique se heurte à une identification sociale imposée par l'autre (le groupe dominant, le Japon de la métropole) dans une logique classificatoire. Alors émerge une identité collective interne du groupe, en réaction à la classification imposée du dehors, non seulement par le partage de marqueurs communs, mais aussi à travers des revendications et des demandes communes. Le rapatrié, à la fois autre et compatriote, est désigné comme distinct par le biais d'un processus particulier qui lui ôte son

---

<sup>39</sup> Dubar, Claude, « Polyphonie et métamorphoses de la notion d'identité », *Revue française des Affaires sociales*, n°2, avril-juin 2007, p. 12.

identité coloniale pour lui en conférer une nouvelle qui gomme toutes les spécificités locales, celle de *hikiagesha*, définie par la misère et la maladie, le besoin et les revendications. L'aide qui leur sera donnée à cause de leur détresse contribuera à en faire une catégorie à part, distincte du reste des Japonais, à la fois physiquement par la création de lieux particuliers qui leur sont réservés et conceptuellement par l'aboutissement d'un processus qui les définit comme catégorie minoritaire.

L'identification à ce groupe n'est pas neutre. Au-delà des conséquences juridiques et sociales, l'appartenance au groupe des *hikiagesha* est porteuse de conséquences psychologiques et émotionnelles. Comme l'écrit encore Claude Dubar, « il y a aussi des “noms qui blessent” voire “qui tuent” parce que les questions d'identité touchent à l'intime, aux jugements sur soi, à l'estime de soi-même<sup>40</sup> ». Nous verrons ce que le fait d'être assimilé au groupe des rapatriés peut impliquer de violences et de discriminations, en particulier pour les femmes rapatriées. Issus d'une histoire que l'après-guerre veut effacer, celle de la réalité coloniale, les rapatriés gêneront tant que leurs revendications, autour de laquelle leur identité collective est formée, sont centrées autour des colonies et des biens coloniaux. Cependant, grâce à un processus de négociation avec l'État, cette identité va s'adapter pour devenir moins problématique. Ils formeront alors un sous-ensemble d'un groupe plus large et aussi plus acceptable, celui des victimes de guerre.

---

<sup>40</sup> Dubar, Claude, « Polyphonie et métamorphoses de la notion d'identité », *Revue française des Affaires sociales*, n°2, avril-juin 2007, p.19.

La mémoire des rapatriés, que ce soit celle véhiculée par les musées et les histoires officielles publiées par l'État ou celle dont peut trouver l'écho dans les témoignages, a elle aussi été homogénéisée. De la même façon que l'identité même des rapatriés a dû s'adapter pour rentrer plus facilement dans la société de l'après-guerre, le discours produit sur les rapatriés et par les rapatriés a dû lui aussi se plier aux contraintes du discours dominant de l'après-guerre. Leur mémoire paraît ainsi comme formatée par la nécessité de rentrer dans des cadres acceptables.

La notion de mémoire d'un groupe, qu'il s'agisse de celle d'un pays (mémoire nationale) ou celle d'une communauté, n'est pas aussi simple qu'il pourrait sembler. C'est ce qui motivait par exemple la réflexion du sociologue durkheimien Maurice Halbwachs dans *La Mémoire collective*, publiée en 1950<sup>41</sup>. Or, à part dans cette étude et celle de Marc Bloch sur la transmission du passé<sup>42</sup>, cette notion n'était finalement guère présente dans les sciences sociales jusque dans les années 1970, même si en sociologie, Roger Bastide l'a développé dans plusieurs ouvrages reprenant les idées de Halbwachs. Comme le fait remarquer Marie-Claire Lavabre dans *Faire de l'histoire*<sup>43</sup>, même Pierre Nora et Jacques le Goff, alors que leur but est justement de présenter les nouvelles directions que doit emprunter l'histoire, ne lui consacrent pas de chapitre de leur ouvrage de 1974 sur les nouvelles directions de la pensée

---

<sup>41</sup> Halbwachs, Maurice, *La mémoire collective*, Paris : Albin Michel, 1997, 295 p. (Presses universitaires de France, 1950) p. 97 ; voir également Halbwachs, Maurice, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris : Albin Michel, 1994, 367 p. (Alcan, 1925.)

<sup>42</sup> Bloch, Marc, « Mémoire collective, tradition et coutume. À propos d'un livre récent », *Revue de synthèse historique*, XL (nouvelle série XIV), 1925, n° 118-120, p. 73-83.

<sup>43</sup> Le Goff, Jacques et Nora, Pierre (dir.), *Faire de l'histoire*, avec Paris : Gallimard (Bibliothèque des histoires), 1974, 3 tomes : tome 1 Nouveaux problèmes, tome 2 Nouvelles approches, tome 3 Nouveaux objets, nouvelle édition en un volume 2011, 1008 p.

historique<sup>44</sup>. Au contraire, en 1978, le premier article de Pierre Nora sur la mémoire collective sera fondateur et l'inscrira comme thème central pour les années à suivre<sup>45</sup>.

La mémoire des rapatriés fait partie de ce qu'on peut appeler la mémoire nationale qu'a le Japon de la Seconde Guerre mondiale. C'est une facette de cet ensemble complexe d'éléments qui, partagés, produisent ce phénomène de mémoire nationale, dont « l'idée même [...] est un sentiment récent<sup>46</sup> ». La mémoire nationale est un lieu de débat en perpétuelle mouvance, liée à l'histoire nationale, mais dépassant celle-ci. L'histoire est nationale, et objective, la mémoire au départ uniquement personnelle et subjective. « Il y avait donc autrefois une histoire nationale et des mémoires particulières : il y a aujourd'hui *une* mémoire nationale, mais dont l'unité est faite d'une revendication patrimoniale divisée, en permanente démultiplication et recherche de cohésion<sup>47</sup>. »

Cette mémoire partagée n'apparaît pas spontanément, mais nécessite des agents de production. Elle est construite et véhiculée d'une façon qui convient bien au concept développé par Pierre Nora, les « lieux de mémoire », lieux focaux où se construit la mémoire communautaire. Par définition et par opposition à la mémoire personnelle, la mémoire collective ne peut pas émerger *ex nihilo* au sein des individus : « Les lieux de mémoire naissent et vivent du sentiment qu'il n'y a pas de mémoire spontanée, qu'il faut créer des archives, qu'il faut maintenir des anniversaires, organiser des célébrations, prononcer des éloges

---

<sup>44</sup> Lavabre, Marie-Claire, « Usages et mésusages de la notion de mémoire », *Critique internationale*, Vol. 7, 2000, p. 49.

<sup>45</sup> Nora, Pierre, « Mémoire collective » dans Le Goff, Jacques, Chartier, Roger, et Revel, Jacques (dirs.), *La nouvelle histoire*, Paris : Les Encyclopédies du savoir moderne, 1978, pp 398-401.

<sup>46</sup> Nora, Pierre, *Les lieux de mémoire*, Paris : Quarto-Gallimard, 1984-1992, « L'ère des commémorations », vol. III « Les Frances », partie 3 : De l'archive à l'emblème, p. 1006.

<sup>47</sup> Nora, Pierre, *Les lieux de mémoire*, Paris : Quarto-Gallimard, 1984-1992, vol. III « Les Frances », partie 3 : De l'archive à l'emblème, p. 1010.

funèbre, notariar des actes, parce que ces opérations ne sont pas naturelles<sup>48</sup>. » Ce n'est pas une mémoire naturelle qui émerge de l'expérience, c'est une mémoire qui, pour être partagée, doit provenir de la volonté qu'elle existe et de la création de focales autour desquels elle peut se cristalliser. Ces lieux de mémoire définis par Pierre Nora peuvent être de nature diverse : les « lieux topographiques » que sont les archives, les bibliothèques et les musées, mais aussi les champs de bataille, les ports de débarquement, les terre où s'élevaient les camps de prisonniers, les « lieux monumentaux » auxquels appartiennent les statues, stèles, cimetières, les « lieux symboliques, » qui peuvent être des repères placés dans le temps, comme les anniversaires, les commémorations, mais aussi les images emblématiques, des « lieux fonctionnels », comme les manuels d'histoire, les textes autobiographiques ou les associations du souvenir<sup>49</sup>.

C'est à partir de ces éléments que, chez les rapatriés, s'est construit un récit communautaire dominant unifié, celui du rapatrié comme victime, mémoire qui efface volontairement toute trace de la colonisation et qui a pour effet de faire d'eux un simple cas particulier des victimes de guerre, au lieu de s'attacher à ce qui fait leur particularité.

*Hikiagesha : une identité simplifiée, une mémoire unique*

---

<sup>48</sup> Nora, Pierre, *Les lieux de mémoire*, Paris : Quarto-Gallimard, 1984-1992, « Entre mémoire et histoire : la problématique des lieux », vol. I « La République », p. xxxv.

<sup>49</sup> Nora, Pierre, « Mémoire collective » dans Le Goff, Jacques, Chartier, Roger, et Revel, Jacques (dirs.), *La nouvelle histoire*, Paris : Les Encyclopédies du savoir moderne, 1978, pp 398-401.

Étudier les rapatriements demande impérativement de se pencher tout d’abord sur la façon dont le gouvernement japonais et le gouvernement d’occupation allié ont coopéré pour parvenir à organiser des déplacements d’une telle ampleur. En réalité, ni le gouvernement japonais ni les Alliés n’avaient prévu de plan pour le retour des civils. La mise en place et l’organisation au plus haut niveau des rapatriements a constitué un travail de longue haleine, nécessitant des moyens immenses et la coopération de nombreux pays. Le chapitre 1 étudiera ce processus d’un point de vue organisationnel, point de départ essentiel pour saisir la suite des événements.

Toutefois, cette vision globale laisse peu de place aux spécificités et surtout aux expériences très variées qu’ont vécues les rapatriés pendant leur retour. Les chapitres 2, 3 et 4 s’efforceront de restituer quels ont pu être les différents parcours.

Dans le chapitre 2, la première phase du rapatriement, de 1945 à 1949, sera examinée selon les zones géographiques. En effet, à chaque zone correspond un contexte différent : dans certains cas, les rapatriements se feront facilement, de manière ordonnée, alors que, dans d’autres, il s’agira plus d’une fuite éperdue que d’un retour organisé. Grâce aux témoignages laissés par les rapatriés, surtout les quelques mille cents contenus dans la série *Heiwa no Ishizue* <sup>50</sup> en trente-neuf volumes, il est possible de déterminer combien ces expériences ont pu être différentes au niveau personnel.

---

<sup>50</sup> Heiwa kinen jigyo tokubetsu kikin 平和祈念事業特別基金 (fondation spéciale pour la paix et la consolation), dir., « Kaigai hikiagesha ga kataritsugu rôku » 海外引揚者が語り継ぐ労苦 (Récits de leurs peines transmis par les rapatriés d’outre mer), *Heiwa no Ishizue* 平和の礎 (La pierre de fondation de la paix), Tōkyō : Heiwa kinen jigyo tokubetsu kikin 平和祈念事業特別基金 (fondation spéciale pour la paix et la consolation), 20 volumes, 1991-2010, 8 238 p, et Heiwa kinen jigyo tokubetsu kikin 平和祈念事業特別基金 (fondation spéciale pour la paix et la consolation), dir., « Gunjin gunzoku tanki zaishoku ga kataritsugu rôku », 軍人軍属短期在職者が語り継ぐ労苦 (Récits de leurs peines transmis par les soldats et les personnes employées par l’armée à titre temporaire), *Heiwa no Ishizue* 平和の礎 (La pierre de fondation de la paix), Tōkyō : Heiwa kinen jigyo tokubetsu kikin 平和祈念事業特別基金 (fondation spéciale pour la paix et la consolation), 19 volumes, 1991-2009, 9 321 p.

Le chapitre 3 s'attachera au cas des soldats japonais internés en URSS qui, avant d'être rapatriés, ont connu l'emprisonnement et le travail forcé. Leur expérience permet de mettre en relief les rapports complexes entre le Japon, les États-Unis, et l'URSS au tout début de la guerre froide, et comment ces impératifs géopolitiques ont pu se répercuter sur l'après-guerre des anciens soldats de l'armée du Kwantung. Le cas des internés de Sibérie est très particulier : au départ considérés avec compassion par la population japonaise, ils s'attireront les foudres de l'opinion publique quand certains reviendront imprégnés de propagande communiste.

Le chapitre 4 sera consacré au cas des retours tardifs, c'est-à-dire aux rapatriements d'après 1952, date à laquelle le Japon cesse d'être sous domination américaine. Là-aussi, les rapatriés se retrouvent au cœur des débats de la politique internationale. Ceux qui rentreront tardivement auront une expérience bien différente des autres rapatriés, en particulier les jeunes filles et les petits enfants laissés en Chine en 1945. Élevés par des familles chinoises, ils se trouvent véritablement pris entre deux mondes. Ni japonais ni véritablement chinois, ils cherchent parfois malgré tout à rentrer au Japon, plutôt pour y connaître des conditions économiques plus douces que pour retrouver une famille dont certains ne se souviennent plus. Certains ne rentreront que dans les années 1980 et 1990, plus de quarante ans après la fin de la guerre.

Le chapitre 5 sera consacré à la formation de l'identité de *hikiagesha*, dans ce qu'elle a de plus monolithiques. Ici, ce sont les expériences communes qui seront surtout évoquées, celles qui ont servi à transformer le groupe des rapatriés en une classe à part, à travers les épreuves traversées au retour au Japon, les difficultés à se réintégrer, et le dialogue avec l'état pour obtenir des réparations pour leurs biens perdus à l'étranger.

Enfin, le chapitre 6 s'interrogera sur la mémoire des rapatriements, telle qu'elle est visible dans les histoires officielles publiées par les agences gouvernementales, dans les musées consacrés au rapatriement, et dans les témoignages publiés par les rapatriés eux-mêmes.



## Chapitre 1

### Un succès relatif la planification et l'encadrement des rapatriements

#### Le mythe d'un rapatriement facile

Du fait de son ampleur, des moyens mis en œuvre et du pourcentage relativement faible de pertes en vies humaines, les historiens s'accordent pour qualifier les rapatriements japonais de succès global. Ainsi Dower, dans son analyse de l'occupation, écrit :

From a logistical standpoint, the repatriation process was an impressive accomplishment. Between October 1, 1945 and December 31, 1946, over 5.1 million Japanese returned to their homeland on around two hundred Liberty Ships and LSTs loaned by the American military, as well as on the battered remnants of their once-proud fleet<sup>51</sup>.

*D'un point de vue logistique, le processus de rapatriement fut une réussite impressionnante. Entre le 1 octobre 1945 et le 31 décembre 1946, plus de 5,1 millions de Japonais sont rentrés chez eux, à bord d'environ deux cents Liberty Ships et LST prêtés par l'armée américaine, ainsi que sur ce qu'il restait de leur flotte autrefois si puissante.*

Ce n'est pas pour autant qu'il faut considérer les rapatriements comme un succès absolu. Si on prend le taux de mortalité comme indicateur du succès des opérations, le chiffre de 5 % évoqué plus haut n'a pas grand sens lorsque on considère que près d'un tiers des paysans colons de Mandchourie ne sont pas rentrés. Il faut donc analyser d'une part le processus qui a mené au succès global de l'opération et de l'autre les dysfonctionnements qui ont provoqué des tragédies comme celles de ces colons. Plusieurs points doivent être élucidés.

Il s'agit tout d'abord d'une période de transition, où l'autorité passe de l'ancien gouvernement japonais à la nouvelle autorité d'occupation. Or cette transition n'a pas été

---

<sup>51</sup> Dower, John W, *Embracing Defeat – Japan in the wake of World War II*, New York: W.W. Norton & Company / The New Press, 1999, p. 54.

immédiate. Dans l'intervalle entre la défaite et l'arrivée de MacArthur, les autorités japonaises ont donc dû mettre au point des stratégies pour rapatrier six millions et demi de personnes dans les plus brefs délais. Leurs efforts en ce sens ont été mis à mal par l'arrivée des Alliés qui, prenant le contrôle du pays, se sont retrouvés en charge de la démobilisation et du rapatriement des troupes et des civils.

#### Les stipulations des accords de la conférence de Postdam

Les rapatriements résultaient de la décision prise par les vainqueurs dès 1943 de retirer au Japon tous ses territoires outre-mer. Le démantèlement de l'empire était au cœur des délibérations dès les premières conférences entre puissances alliées. Lors de la déclaration du Caire, publiée le 1<sup>er</sup> décembre 1943, les chefs des gouvernements de la Chine, des États-Unis et de la Russie ont indiqué officiellement leur intention d'enlever au Japon toute les îles du Pacifique prises ou occupées depuis le début de la Première Guerre mondiale, de restituer à la République chinoise tous les territoires, tels que la Mandchourie, que les Japonais avaient « volés<sup>52</sup> » aux Chinois et d'expulser le Japon de tous les autres territoires dont il s'était emparé par la violence. La Corée, quant à elle, recevrait également son indépendance « en temps voulu<sup>53</sup> ».

---

<sup>52</sup> « *All the territories Japan has stolen from the Chinese* » (Déclaration de la Conférence du Caire, 1<sup>er</sup> décembre 1945, texte complet dans U.S. Department of State, *Occupation of Japan: Policy and Progress*, Honolulu, Hawaii : University Press of the Pacific, 2004, Appendix 1, p. 51. Ce livre rassemble une grande partie des documents sur l'implémentation de l'occupation.)

<sup>53</sup> « *in due course Korea shall become free and independent* » (U.S. Department of State, *Occupation of Japan: Policy and Progress*, Honolulu, Hawaii : University Press of the Pacific, 2004, p. 51.)

Le but explicite de ces dispositions et ensuite de la déclaration de Postdam était de rendre le Japon incapable de provoquer une nouvelle guerre<sup>54</sup>. Il ne s'agissait pas officiellement de servir les intérêts directs des alliés : au Caire, les auteurs de la déclaration ont déclaré ne convoiter aucun avantage pour leur pays et n'avoir aucune volonté d'expansion territoriale propre<sup>55</sup>. Il faut toutefois légèrement tempérer ces principes dans le cas de l'URSS. Dans les dispositions prises lors de l'accord secret concernant l'entrée en guerre de l'URSS contre le Japon, signé à Yalta le 11 février 1945, les chefs de gouvernement des États-Unis et du Royaume-Uni reconnaissaient que les revendications suivantes de l'URSS devaient être satisfaites après la défaite du Japon : maintien du *statu quo* en Mongolie extérieure, rétablissement des droits de la Russie violés par l'attaque japonaise de 1904 (c'est-à-dire retour à l'URSS de la partie méridionale de Sakhaline et des îles adjacentes) et cession des îles Kouriles<sup>56</sup>.

Derrière le démontage de l'empire, l'ambition était aussi d'éviter de nouveaux conflits en créant des états qui soient ethniquement plus homogènes. On retrouve également l'application de ce concept en Europe, avec l'expulsion des allemands l'Europe de l'Est. Le déplacement de ces populations était expliqué et motivé par l'hypothèse que les conflits de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle étaient le résultat d'une trop grande mixité démographique au sein des États, thèse soutenue en Europe surtout par l'URSS et les autres régimes

---

<sup>54</sup> Benett, Martin T., « Postwar Treatment of Japan », *Annals of the American Academy of Political and Social Sciences*, vol. 246, Making the United Nations Work, (Jul. 1946), p. 118-119.

<sup>55</sup> « *They covet no gain for themselves and have no thought of territorial expansion* » (U.S. Department of State, *Occupation of Japan: Policy and Progress*, Honolulu, Hawaii : University Press of the Pacific, 2004, p. 51.)

<sup>56</sup> voir Focsaneanu, Lazar, « Les Traités de paix du Japon », *Annuaire français de droit international*, volume 6, numéro 6, 1960, p. 260.

communistes<sup>57</sup>. Remettre les populations « à leur place » se voulait donc une mesure de prévention pour l'avenir.

Ce sont ces intentions qui étaient au cœur des revendications des alliés lors de la déclaration de Potsdam, le 26 juillet 1945<sup>58</sup>. Ce document, qui exigeait la reddition inconditionnelle du Japon, posait comme condition le fait que les termes de la déclaration du Caire soient appliqués, « réduisant la souveraineté japonaise aux îles de Honshū, Hokkaidō, Shikoku et certaines îles mineures » qui seraient désignées par les alliés<sup>59</sup>. Quant aux troupes japonaises, on leur permettrait « de rentrer dans leurs foyers en leur donnant la possibilité de mener des vies pacifiques et productives<sup>60</sup>. »

Lorsque l'empereur annonce que le Japon accepte officiellement la déclaration de Potsdam le 15 août 1945, le sol sur lequel les Japonais d'outre-mer s'étaient installés et qui était placé sous juridiction japonaise devient d'un seul coup une terre étrangère. Selon les mots de Lori Watt, « lorsque les frontières élastiques de *gaichi* (Japon hors métropole) retournèrent brusquement aux îles originelles du Japon, les populations qui s'étaient installées partout dans les colonies se retrouvèrent brusquement comme des poissons

---

<sup>57</sup> voir par exemple Prauser, Steffen et Rees, Arfon, *The Expulsion of 'German' Communities from Eastern Europe at the end of the Second World War*, European University Institute, Florence, HEC No. 2004/1, p. 6.

<sup>58</sup> Le texte complet de la déclaration de Potsdam peut être trouvé à plusieurs endroits, dont U.S. Department of State, *Occupation of Japan: Policy and Progress*, Honolulu, Hawaii : University Press of the Pacific, 2004, p. 53-55.

<sup>59</sup> « (8) *The terms of the Cairo Declaration shall be carried out and Japanese sovereignty shall be limited to the islands of Honshu, Hokkaido, Kyushu, Shikoku and such minor islands as we determine* ». (Proclamation Defining Terms for Japanese Surrender (The Potsdam Declaration), 26 juillet 1946, U.S. Department of State, *Occupation of Japan: Policy and Progress*, Honolulu, Hawaii : University Press of the Pacific, 2004, p. 54.)

<sup>60</sup> « (9) *The Japanese military forces, after being completely disarmed, shall be permitted to return to their homes with the opportunity to lead peaceful and productive lives.* » (Proclamation Defining Terms for Japanese Surrender (The Potsdam Declaration), 26 juillet 1946, U.S. Department of State, *Occupation of Japan: Policy and Progress*, Honolulu, Hawaii : University Press of the Pacific, 2004, p. 55.)

échoués sur une plage après la marée haute<sup>61</sup> ». Leur statut change brutalement : de colons, ils deviennent indésirables sur les terres qu'ils pensaient leur appartenir, de soldats, ils deviennent prisonniers de guerre en sursis.

Or les deux points cités plus haut sont les seules indications que les Alliés ont communiquées aux Japonais au sujet du sort de leur empire. Pour les militaires, la démobilisation et le retour étaient prévus et seraient précisés dans les documents préparatoires à la reddition du Japon, mais pour les civils, la situation était plus complexe : le texte de la déclaration de Potsdam ne mentionnait pas plus que la déclaration du Caire ou les accords de Yalta les millions de civils japonais de l'empire et leur sort futur.

#### *Blacklist* et la mise en place de l'occupation

Cela ne veut pas pour autant dire que les forces alliées n'avaient pas préparé leur victoire. Juste avant l'ouverture de la conférence de Potsdam, le général MacArthur avait publié *Blacklist*, son plan pour l'occupation du Japon en cas de reddition, le 16 juillet 1945 et l'a présenté ensuite à des représentants des commandements alliés du Pacifique à Guam. En réalité, *Blacklist* n'avait pas été prévu spécifiquement pour la conférence de Potsdam, puisqu'il avait commencé à être élaboré en mai 1945 : le commandement américain avait été prévenu par les représentants soviétiques qu'il existait une possibilité que le Japon se rende

---

<sup>61</sup> Watt, Lori, *When empire comes home: repatriation and reintegration in postwar Japan*, Cambridge, Massachusetts : Harvard East Asian Monographs, 2009, p. 35.

à l'été 1945 et avait lancé la préparation d'un plan le plus rapidement possible<sup>62</sup>. Deux autres plans avaient été également élaborés pour occuper le Japon de force au cas où il n'accepterait pas de se rendre : *Olympic*, un débarquement par le sud de Kyūshū, et *Coronet* », un parachutage massif de troupes au cœur même de la plaine du Kantō<sup>63</sup>. *Blacklist* prévoit lui un débarquement allié en plusieurs phases, établissant rapidement des bases aux points les plus stratégiques. Ce plan supposait que MacArthur lui-même serait chargé d'imposer des termes aux Japonais et que c'est lui qui serait ensuite chargé de faire appliquer ces demandes. Il présentait déjà une estimation des structures qui seraient nécessaires pour une bonne mise en place de l'occupation allié au Japon, sachant qu'elle pouvait être de longue durée<sup>64</sup>.

*Blacklist* se concentrait nécessairement sur les problèmes que les Américains anticipaient sur le sol japonais, puisque c'était là la grande inconnue pour les alliés, qui n'avaient pas encore mis le pied sur les îles principales du Japon. Il s'agissait en particulier de prévenir un soulèvement possible de la population civile ou démobilisée. Dans cette perspective, la question d'une démobilisation et d'un désarmement rapide et efficace des forces armées japonaises était centrale<sup>65</sup>. C'est au sein des dispositifs pour la démobilisation qu'étaient mentionnés les soldats et civils japonais hors du Japon. Les procédures pour la démobilisation des forces armées japonaises désignaient le commandant en chef des forces

---

<sup>62</sup> Dépêche de MacArthur (Commander-in-Chief, Allied Forces, Pacific) à Eisenhower (War Department, United States), référence *Rad C-15431, CINCAFPAC to AGWAR, 4 May 45*, citée dans le document *G-3 GHQ Adm 381/61*, dans Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, p. 2 et note 9.

<sup>63</sup> Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, p. 2.

<sup>64</sup> Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, p. 3.

<sup>65</sup> Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, p. 10.

alliées pour le Pacifique (CINCAFPAC soit *Commander-in-Chief, Allied Forces, Pacific*, c'est-à-dire MacArthur lui-même) comme responsable pour l'organisation du rapatriement des troupes japonaises<sup>66</sup>. Si *Blacklist* prévoyait bien qu'il faudrait ramener ces troupes et ces civils vers les îles principales, ce document montre également que les Américains étaient loin d'avoir prévu l'ampleur du travail qui leur serait demandé : le rapatriement des militaires et « de leurs auxiliaires civils » devait simplement « se conformer aux ordres du commandant-en-chef de l'armée américaine du Pacifique<sup>67</sup> », autrement dit, pour les auteurs de *Blacklist*, le rôle des alliés serait simplement d'encadrer le retour des soldats qui serait effectué grâce à des moyens japonais. Au contraire, ce plan insistait sur le fait qu'il fallait empêcher les forces japonaises de piller les régions qu'ils occupaient et protéger les populations locales. La crise humanitaire provoquée par l'état lamentable de l'armée japonaise, en particulier dans les îles du Pacifique, n'était visiblement pas encore connue de l'état-major de MacArthur au moment de la rédaction. Ils n'anticipaient donc pas d'autre difficulté que celle de contrôler une armée démobilisée potentiellement hostile<sup>68</sup>.

---

<sup>66</sup> United States Army Forces, Pacific, *Basic outline plan for Blacklist operations to occupy Japan proper and Korea after surrender or collapse*, N 11620-A, Fort Shafter, Hawaii : US Army Forces, Pacific, 1945, Annex 5c appendix 6b « Procedure for Demobilization of Japanese Armed forces Personnel », Part 2. Concept, alinea a, p. 1.

<sup>67</sup> « (3) General orders issued at appropriate times by designated Commanders of Occupying Forces in the several areas in which Japanese forces are located, will provide for the evacuation of Japanese armed forces personnel and their civilian auxiliaries to JAPAN proper. These orders will provide that such movements of personnel will conform to schedules established by the Commander-in-chief, United States Army Forces, Pacific, or his designated successor » (United States Army Forces, Pacific, *Basic outline plan for Blacklist operations to occupy Japan proper and Korea after surrender or collapse*, N 11620-A, Fort Shafter, Hawaii : US Army Forces, Pacific, 1945, Annex 5b « Assumed terms of surrender » 3. Summary of surrender terms b. orders and proclamations, p. 12.)

<sup>68</sup> United States Army Forces, Pacific, *Basic outline plan for Blacklist operations to occupy Japan proper and Korea after surrender or collapse*, N 11620-A, Fort Shafter, Hawaii : US Army Forces, Pacific, 1945, annex 5b « Assumed terms of surrender » 3. Summary of surrender terms b. orders and proclamations, point 3, A, B, C, et D, p. 12.

Dans les faits, c'est bien Blacklist qui a été appliqué à partir du 30 août 1945, avec l'arrivée de la 11<sup>e</sup> division aéroportée d'Okinawa à Atsugi<sup>69</sup>, préparant l'arrivée du général MacArthur le même jour à 14 heures<sup>70</sup>. Ce dernier est bien désigné comme chef des opérations et, de CINCAFPAC, il devient SCAP (*Supreme Commander for Allied Powers*<sup>71</sup>.)

Ce terme de SCAP sera utilisé de manière plus générale pour désigner les autorités d'occupation, même si, au Japon, c'est souvent le terme de GHQ (*General Headquarters*, c'est-à-dire quartiers généraux de l'armée d'occupation, en japonais *rengō kokugun saikō shireikan sōshi reibu* 連合国軍最高司令官総司令部) qui était préféré<sup>72</sup>. Toutefois, le SCAP n'était pas supposé agir seul et au seul nom des autorités américaines. En réponse à la demande des soviétiques et conformément aux termes discutés pendant la conférence de Yalta et confirmés à la conférence de Berlin, les alliés devaient se consulter pour tout ce qui touchait à l'occupation américaine du Japon<sup>73</sup>. Deux organes consultatifs ont finalement été créés : la commission d'Extrême-Orient » (*Far Eastern Commission*), composée de représentants des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'URSS, de la Chine, de la France, des Pays-Bas, du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de l'Inde, siégeant à Washington ou Tokyo ; et le conseil allié pour le Japon (*Allied Council for Japan*), composé du commandant suprême des forces alliées (SCAP) ou de son adjoint, président du conseil et représentant des États-Unis, d'un

---

<sup>69</sup> Atsugi 厚木, département de Kanagawa.

<sup>70</sup> Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, p. 29.

<sup>71</sup> U.S. Department of State, *Occupation of Japan: Policy and Progress*, Honolulu, Hawaii : University Press of the Pacific, 2004, Appendix 16, « Authority of General MacArthur as Supreme Commander for the Allied Powers », september 6, 1945, pp. 88-89.

<sup>72</sup> Dower, John W, *Embracing Defeat – Japan in the wake of World War II*, New York: W.W. Norton & Company / The New Press, 1999, p. 45. Voir par exemple Takemae Eiji 竹前英治, *GHQ*, Iwanami shoten 岩波書店, Tokyo : 1983, 214 p.

<sup>73</sup> « Agreement of Foreign Ministers at Moscow on Establishing far eastern Commission and allied Council for Japan (December 27, 1945) », U.S. Department of State, *Occupation of Japan: Policy and Progress*, Honolulu, Hawaii : University Press of the Pacific, 2004, appendix 12, p. 69.



représentant de l'URSS, d'un représentant de la Chine nationaliste et d'un membre représentant à la fois le Royaume-Uni, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Inde. La commission d'Extrême-Orient devait formuler la politique et les principes suivant lesquels pourraient être réalisé l'accomplissement des obligations incombant au Japon au terme de sa reddition, tandis que le conseil allié pour le Japon devait servir d'organisme consultatif auprès du SCAP.

En réalité, aucune des deux entités n'a eu de réelle efficacité — le conseil allié, en particulier, n'a joué aucun rôle<sup>74</sup>. D'après Immanuel Hsu, « l'inefficacité du conseil allié pour le Japon a été remarquable. Des soixante-quatre réunions qui se sont tenues entre le 7 août 1947 et le 21 décembre 1949, date à laquelle le délégué soviétique a quitté le conseil, cinquante-trois ont été déclarées ajournées par le président [MacArthur] moins d'une minute après l'ouverture de la séance<sup>75</sup>. » Hsu, lui-même membre de la délégation chinoise au conseil allié pour le Japon, attribue cette inefficacité au fait que le contrôle et le pouvoir du SCAP était disproportionné par rapport aux autres membres, et donc qu'ils n'ont pas pu jouer leur rôle de conseillers, surtout au vu de l'animosité grandissante entre le SCAP et le délégué soviétique.

Cependant, cette demande de représentation de la part des Soviétiques et le fait que les organes créés pour y répondre n'étaient pas efficaces ont pesé sur les rapatriements. L'incapacité des Soviétiques à jouer le rôle qu'ils souhaitaient dans l'occupation du Japon a certainement contribué à expliquer leurs réticence à libérer les internés japonais : le fait de détenir des prisonniers japonais leur paraissait être un levier important pour faire pression

---

<sup>74</sup> Focsaneanu, Lazar, « Les Traités de paix du Japon », *Annuaire français de droit international*, volume 6, numéro 6, 1960, pp. 261-262.

<sup>75</sup> « *The ineffectiveness of the Allied Council for Japan has been outstanding. Of the sixty-four meetings convened between August 7, 1947 and December 21, 1949, when the Soviet delegate walked out of the council, fifty-three were declared adjourned by the chairman in less than a minute after he had called them to order* » (Hsu, Immanuel C. Y., « Allied Council for Japan », *The Journal of Asian Studies*, vol. 10, n°02, février 1951, p. 173.)

sur le SCAP et donc sur les États-Unis, en particulier à l'ONU<sup>76</sup>. C'est en effet autour de la question des rapatriements des zones occupées par les Soviétiques que se cristalliseront les tensions entre les Américains et les Soviétiques à partir de 1946, les premiers demandant un rapatriement plus rapide, les seconds souhaitant participer plus activement à l'occupation du Japon<sup>77</sup>.

Ces deux organes ne sont pas mis en place avant le début 1946, et c'est donc MacArthur, devenu officiellement gouverneur militaire du Japon le 2 septembre 1945 après la signature des actes de capitulation du Japon, qui devra avec son état-major prendre les premières décisions au sujet du rapatriement. Il doit naturellement s'appuyer sur les plans et les ordres existants. Or Blacklist n'évoque pas en détail les rapatriements des Japonais et les ordres donnés par le gouvernement des États-Unis dans ses instructions à MacArthur intitulées *Basic Initial Post Surrender Directive to Supreme Commander for the Allied Powers for the Occupation and Control of Japan* ne font pas non plus référence à cette question<sup>78</sup>. Seul le rapatriement des prisonniers de guerre alliés et des membres de pays tiers, c'est-à-dire les anciennes colonies du Japon (le document donne l'exemple de la Corée et Taïwan) est évoqué. Les ordres de MacArthur pour les territoires conquis et pour les colonies sont seulement « de procéder à une séparation totale sur le plan gouvernemental et administratif de [ces territoires] d'avec le Japon<sup>79</sup> ».

---

<sup>76</sup> voir à ce sujet infra, et Kasatonova, Elena L., Hisai Hisaya 白井久也 (trad), *Kantōgun-hei wa naze shiberia ni yokuryū sareta ka 関東軍兵はなぜシベリアに抑留されたか* (Pourquoi l'armée du Kwantung fut-elle internée en Sibérie), Shakai hyōronsha 社会評論社, Tokyo : 2004,

<sup>77</sup> United States Department of State Foreign relations of the United States, 1946. The Far East (1946), Japan, pp. 85-604, 186, 309, 505, 559.

<sup>78</sup> United States Joint Chiefs of Staff, *Basic Initial Post Surrender Directive to Supreme Commander for the Allied Powers for the Occupation and Control of Japan*, référence JCS1380/15=SWNCC 52/7, 3 Novembre 1945, pp. 134-168.

<sup>79</sup> « d. You will take appropriate steps in Japan to effect the complete governmental and administrative separation from Japan of (1) all Pacific islands which she has seized or occupied under mandate or otherwise since the beginning of the World War in 1914, (2) Manchuria, Formosa and the Pescadores,

Sans plan précis, surtout pour le rapatriement des civils, le SCAP se trouve confronté à une situation critique. D'après les plans préliminaires, tout rapatriement devait au départ être effectué par les Japonais seuls, mais il apparaît rapidement que, sans l'aide des Alliés, l'état de la flotte japonaise ne permet pas un transfert rapide des populations. Il est en effet essentiel que le rapatriement des Japonais ait lieu le plus rapidement possible, d'une part pour des raisons humanitaires, et de l'autre, plus pragmatiquement, pour des raisons purement économiques : si les Japonais ne sont pas rapatriés, c'est aux Alliés qu'il incombe de s'assurer de leur survie<sup>80</sup>. Les *Reports of General MacArthur* insistent surtout sur la première de ces deux raisons et les documents diplomatiques citent volontiers l'impératif humanitaire comme motivation principale<sup>81</sup>.

Malgré cette insistance des *Reports of General MacArthur* sur l'élément humanitaire, il semble toutefois que l'argument économique ait semblé plus pertinent en 1945 pour l'opinion publique américaine au terme d'une guerre où la propagande antijaponaise était féroce. Dans un article du *New York Times* de septembre 1945, Robert Turnbull, correspondant du journal pour le Japon, justifie l'intervention de la Cinquième flotte américaine dans ce rapatriement par cet impératif économique : « À moins qu'un

---

(3) Korea, (4) Karafuto, and (5) such other territories as may be specified in future directives. » (United States Joint Chiefs of Staff, *Basic Initial Post Surrender Directive to Supreme Commander for the Allied Powers for the Occupation and Control of Japan*, référence JCS1380/15=SWNCC 52/7, 3 Novembre 1945, Partie I. General and Political 4. « the establishment of military authority over Japan » d., p. 138.)

<sup>80</sup> "their early return to Japan was desirable for purely humanitarian reasons as well as for the purpose of easing the economic burden of the liberated countries" (Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, p. 149.). Voir également Watt, Lori, *When Empire Comes Home: Repatriation in Postwar Japan, 1945-1958*, Thèse, Columbia University, 2002, p. 25.

<sup>81</sup> Par exemple, une lettre de George Atcheson Jr, conseiller politique au Japon, au Secrétaire d'Etat : « the repatriation of Japanese civilians on a broad scale from various overseas areas was undertaken by this Headquarter purely for humanitarian reasons ». United States Department of State, *Foreign relations of the United States, 1946. The Far East*, U.S. Government Printing Office, 1946, Vol VIII, p. 310 (lettre du 7 septembre 1946.)

rapatriement soit mis en place, il est à craindre que les Alliés doivent assumer la charge de nourrir ces personnes<sup>82</sup>. »

Toutefois, ce problème économique ne semble pas non plus refléter totalement les préoccupations principales du gouvernement des États-Unis, en particulier en ce qui concerne le rapatriement des civils. L'un des enjeux majeurs semble avoir été la suppression rapide de l'influence japonaise hors de métropole, même si ce n'est pas ce qui est mis en avant dans les *Reports of General MacArthur*. Un rapport secret<sup>83</sup> daté du 27 juin 1946, envoyé au secrétaire d'État américain James F. Byrnes par le général John H. Hildring<sup>84</sup>, évoque une déclaration du président Truman au sujet de l'évacuation en particulier de la Mandchourie. Dans cette déclaration, identifiée comme datant du 16 décembre 1945, Truman rappelle ceci : pour aider à la croissance d'une « Chine forte, unifiée et démocratique » – ce qui fait partie des objectifs majeurs des États-Unis –, il est nécessaire d'éliminer toute influence japonaise en Chine<sup>85</sup>. Le texte continue :

Although the President indicated that this was to be done primarily by the evacuation of Japanese troops from China, it is obvious that the elimination of Japanese influence from China also calls for the repatriation of those Japanese civilians whose presence in China would permit continued Japanese influence or would threaten the peace and security of China. [...] It must be recognized that many, if not most, Japanese civilians, if permitted to remain in China, would secretly strive for the resurgence of Japanese power and influence on the continent. The danger is particularly grave in view of the dominant position the Japanese have held in the political and economic life of Formosa, Manchuria, and many parts of North China<sup>86</sup>.

---

<sup>82</sup> « unless repatriation is carried out it is feared that the Allies will be saddled with the problem of feeding those people » Turnbull, Robert, « Few cargo ships left to Japanese » (27 septembre 1947), *New York Times*, disponible sur <http://www.nytimes.com>.

<sup>83</sup> Dépêche n°740.00119 Pacific War/6-2746.

<sup>84</sup> alors membre du Département d'État des États-Unis au Comité de coordination américain de la Marine en temps de guerre (U.S. State-War-Navy Coordinating Committee, SWNCC)

<sup>85</sup> United States Department of State, *Foreign relations of the United States, 1946. The Far East: China*, U.S. Government Printing Office, 1946, Vol X – China, p. 902.

<sup>86</sup> United States Department of State, *Foreign relations of the United States, 1946. The Far East: China*, U.S. Government Printing Office, 1946, Vol X – China, Appendix « B », pp. 902–903.

*Bien que le Président ait indiqué que ce but doit être accompli principalement par l'évacuation des troupes japonaises hors de Chine, il est évident que l'élimination de l'influence japonaise en Chine demande également le rapatriement de ceux des citoyens japonais dont la présence en Chine permettrait une persistance de l'influence japonaise ou qui mettrait en péril la paix et la sécurité de la Chine. [...]. Force est de constater que de nombreux, voire même la plupart, des civils japonais, si on les autorisait à rester en Chine, œuvreraient en secret pour le retour du pouvoir et de l'influence japonaise sur le continent. Le danger est particulièrement grave en raison de la position dominante que les Japonais ont eue dans la vie politique et économique à Formose, en Mandchourie, et dans de nombreuses parties du nord de la Chine.*

La conclusion de cette note est on ne peut plus claire : « De ce point de vue, il est dans l'intérêt des États-Unis de rapatrier tous les civils Japonais actuellement en Chine. » La déclaration rapportée ici date certes du 16 décembre, mais il est fort probable que ces principes, qui sont en accord avec ceux qui avaient été mis en avant lors des grandes conférences de la guerre, ont servi à guider le SCAP dans son processus de décision dès la défaite.

#### Le Japon dans l'incertitude de la fin du mois d'août

Face au SCAP, le gouvernement japonais va tenter de négocier et d'organiser lui-même les rapatriements. Cela implique un dialogue entre les organes de gouvernement japonais mis en place dans l'urgence après la défaite et les autorités d'occupation. Or le Japon se trouve face à une multitude de cas différents demandant des réponses différentes. Nous nous intéresseront donc d'abord au processus de décision au niveau gouvernemental et global, puis nous examinerons les spécificités propres aux différents territoires et les réponses et actions menées sur le terrain.

Les rapatriements n'avaient pas été envisagés avant la défaite du Japon, en particulier pour les populations civiles. Non seulement il n'existe pas de trace de plan global pour préparer un éventuel repli des populations, mais des groupes de colons ont été envoyés en Mandchourie jusqu'en mai 1945<sup>87</sup>. La première mention officielle émanant du gouvernement au sujet du sort des civils disséminés dans l'empire japonais date de la veille de l'annonce officielle de la défaite : l'annonce d'urgence du 14 août, provenant du ministère des Affaires étrangères (signée par le ministre Tōgō Shigenori 東郷茂徳<sup>88</sup>) et envoyé aux ambassades, aux consulats-généraux (*sōryōji kan* 総領事館) et consulats de Mandchourie, de Chine et d'Asie du Sud<sup>89</sup>.

L'annonce, intitulée « Directive aux institutions présentes dans les pays d'outre-mer au sujet de l'approbation des termes de la déclaration faite par les pays adverses<sup>90</sup> », se divise en deux parties : la première consiste en une déclaration qui doit guider de manière globale les actions des différents consulats :

現地居留民の指導保護に付て（ママ）は今後事態極めて困難を加うるに至るべきは想像に難からざる処・・・・・・帝国臣民として規律ある行動を執らしむると共に、従（ママ）に失意に陥らしむることなくあらゆる困苦

---

<sup>87</sup> Young, Louise, *Japan's Total Empire: Manchuria and the Culture of Wartime Imperialism*, Berkley : University of California Press, 1999, p. 407.

<sup>88</sup> Tōgō Shigenori 東郷茂徳 (1882-1950), ministre de la Grand Asie orientale (Ministère de la Grande Asie orientale, 大東亜省 *Daitōashō*) au sein du cabinet Suzuki (Suzuki Kantarō 鈴木貫太郎), du 7 avril 1945 au 17 août, moment de la dissolution du gouvernement. Aussi ministre des affaires étrangères du cabinet Tōjō de 1941 à 1942 où il démissionne pour cause de désaccord avec la politique du cabinet. Tōgō est condamné comme criminel de classe A à 20 ans de prison et meurt de maladie en 1950 après avoir été transféré de sa prison à un hôpital américain de l'arrondissement de Sumida à Tokyo.

<sup>89</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚げの記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tokyo : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 48.

<sup>90</sup> *Sankakoku sengen jōkō judaku ni kan suru zaigai genchi kikan ni tai suru kunren*, 14/08/1945, 三ヶ国宣言条項受諾に関する在外現地機関に対する訓令(昭 20. 8. 14) (Directive aux institutions présentes dans les pays d'outre-mer au sujet de l'approbation des termes de la déclaration faite par les pays adverses). Disponible en microfilm parmi les documents du Ministère des affaires étrangères au sujet de l'approbation de la déclaration de Potsdam, mesures appliquée et état des différents territoires (*Potsudamu sengen judaku kankei ikken, zengosochi oyobi kakuchi jōkyō kankei* ポツダム宣言受諾関係一件, 善後措置および各地状況関係), référence A'1.0.0.1-2 S20.8 microfilm A'-0115.

に耐い（ママ）、今後長きにわたる時艱克復の闘志を新たならしむる如く御指導相成度く . . . . . <sup>91</sup>

*En ce qui concerne la protection et des directives aux résidents de ces régions, on peut aisément concevoir que la situation va dès à présent s'aggraver jusqu'à devenir extrêmement difficiles ... Veuillez leur donner des instructions de façon à ce qu'ils puissent, tout en continuant à agir comme le doivent des sujets de l'empire japonais, supporter ces épreuves tragiques sans tomber dans le désespoir, reprendre courage et surmonter les difficultés de la longue et terrible période qui les attend...*

La seconde partie de cette communication comprend des dispositions concrètes (*gutaiteki sochi* 具体的措置) qui viennent préciser ces principes un peu vagues : les personnes isolées doivent se regrouper entre Japonais ; si nécessaire, les ressortissants japonais doivent demander protection aux pays représentant les intérêts du Japon ou à la Croix-Rouge et, pour les personnes présentes en Chine, coopérer avec le gouvernement chinois ; les personnes employées dans des entreprises d'État (chemin de fer, électricité, hôpitaux, etc.), ainsi que les conseillers aux gouvernements étrangers doivent poursuivre leur travail si possible ; la nourriture nécessaire aux résidents doit être garantie sans privation ; les biens des résidents doivent être protégés autant que possible (il sera demandé aux pays vainqueurs de protéger les biens à l'étranger<sup>92</sup>).

Il s'agit donc fondamentalement de rester sur place, de protéger les possessions japonaises et de continuer autant que possible à agir normalement. Ces dispositions très conservatrices montrent combien l'état est à ce moment-là de la guerre loin d'imaginer la fuite éperdue dans laquelle vont se lancer les civils en particulier de Mandchourie, ainsi que

---

<sup>91</sup>, (*Sankakoku sengen jōkō judaku ni kan suru zaigai genchi kikan ni tai suru kunren*, 14/08/1945, 三ヶ国宣言条項受諾に関する在外現地機関に対する訓令(昭 20. 8. 14) (Directive aux institutions présentes dans les pays d'outre-mer au sujet de l'approbation des termes de la déclaration faite par les pays adverses), cité par Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tokyo : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 48.)

<sup>92</sup> Wakatsuki Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tokyo : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 49.

le dénuement total dont ils vont souffrir. Ce point de vue va peu à peu changer au fur et à mesure que des informations concrètes sur la situation non seulement des civils mais aussi des militaires vont être transmises au nouveau gouvernement qui s'organise peu à peu.

Le 17 août 1945, le cabinet de Suzuki Kantarō <sup>93</sup>, qui dirigeait le Japon jusqu'à la fin de la guerre, est en effet remplacé par celui du prince Higashikuni<sup>94</sup>, le premier et jusqu'ici le seul membre de la famille impériale (il est l'oncle de Hirohito) à accéder à ce titre. Le 22 août, l'organe qui prenait les décisions au plus haut niveau pour la conduite de la guerre, le Conseil suprême pour la direction de la guerre (*saikō sensō shidō kaigi* 最高戦争指導会議<sup>95</sup>), est dissout. Il est remplacé par un nouvel organe qui sera responsable de toutes les décisions liées à la fin de la guerre pour le cabinet Higashikuni, le Conseil de gestion de la fin de la guerre (*Shūsen shori kaigi* 終戦処理会議). Y siègent certains des principaux dirigeants de la fin de la guerre : Higashikuni lui-même, mais également Shigemitsu Mamoru<sup>96</sup>, ministre des affaires étrangères, Shimomura Sadamu<sup>97</sup>, dernier ministre de la guerre, Konoe Fumimaro<sup>98</sup>, trois fois

---

<sup>93</sup> Suzuki Kantarō 鈴木貫太郎 (1898-1948), premier ministre du 7 avril 1945 au 17 août 1945.

<sup>94</sup> de son nom complet Higashikuni-no-miya Naruhiko-ō 東久邇宮稔彦王 (1887-1990), ou prince Higashikuni Naruhiko.

<sup>95</sup> Katō, Yōko 加藤陽子, « Haisha no kikan » 敗者の帰還 (Le retour des vaincus), dans *Sensō no ronri – nichiro sensō kara taiheiyō sensō made* 戦争の論理・日露戦争から太平洋戦争まで (La logique de la guerre – de la guerre russo-japonaise à la guerre du Pacifique), Tōkyō : Keisōshobō 勁草書房, 2005, p. 206. Le Conseil suprême pour la direction de la guerre avait été créé le 4 avril 1945 sous le cabinet Koiso (Koiso Kuniaki 小磯國昭, 1880-1950, premier ministre du 7 juillet 1944 au 7 avril 1945.)

<sup>96</sup> Shigemitsu Mamoru 重光葵 (1887-1957), ministre des affaires étrangères du 4 avril 1943 au 7 avril 1947, puis au sein du cabinet Higashikuni ministre des affaires étrangères ainsi que de la Grande Asie orientale (Ministère de la Grande Asie orientale, 大東亜省 Daitōashō) jusqu'à l'abolition de ce ministère le 25 août. Il sera plus tard de nouveau ministre des affaires étrangères de 1954 à 1956.

<sup>97</sup> Shimomura Sadamu 下村定 (1887-1968), général et ministre de l'armée de terre (rikugun daijin 陸軍大臣) sous le cabinet Higashikuni.

<sup>98</sup> Konoe Fumimaro 近衛文麿 (1891-1945), premier ministre du 4 juin 1937 au 5 janvier 1939, puis du 22 juillet 1940 au 18 juillet 1941 et du 18 juillet 1941 au 18 octobre 1941. Il se suicidera le 16 décembre 1945 pour éviter d'être jugé comme criminel de guerre.



premier ministre, Yonai Mitsumasa<sup>99</sup>, amiral et ancien premier ministre, Toyoda Soemu<sup>100</sup>, dernier chef d'état-major de la marine impériale japonaise de la guerre, et Umezū Yoshijirō<sup>101</sup>, dernier chef d'état-major de l'armée impériale après la destitution de Tōjō Hideki.

Ce Conseil suprême pour la fin de la guerre est soutenu par deux autres entités : le Conseil de gestion et de communication pour la fin de la guerre (*Shūsen jimu renraku iinkai* 終戦事務連絡委員会), qui, sous la direction de Ogata Taketora<sup>102</sup>, est composé des autres chefs de ministères et doit gérer les aspects plus concrets liés à la défaite ; le Comité exécutif du conseil de gestion et de communication (*Shūsen jimu renraku iinkai kanjikai* 終戦事務連絡委員会幹事会) pour les décisions courantes<sup>103</sup>. Ce sont ces organes qui vont gérer la période de flou entre la fin de la guerre et le début formel de l'occupation, c'est-à-dire jusqu'à ce que MacArthur, après être arrivé le 30 août à Atsugi, s'installe dans le bâtiment du Dai-ichi seimei<sup>104</sup> le 17 septembre.

Rapidement, le conseil suprême se penche sur le problème l'orientation à choisir pour opérer le retour des civils et des militaires à l'étranger<sup>105</sup>. Les premières conclusions restent

---

<sup>99</sup> Yonai Mitsumasa 米内光政 (1880-1948), amiral de la marine impériale et premier ministre du 16 janvier au 22 juillet 1940.

<sup>100</sup> Toyoda Soemu 豊田副武 (1885-1957), amiral et chef d'état-major de la marine impériale japonaise du 25 avril 1945 à la fin de la guerre.

<sup>101</sup> Umezū Yoshijirō 梅津美治郎 (1882-1949), général et chef d'état major de l'armée impériale du 18 juillet 1944 à la fin de la guerre.

<sup>102</sup> Ogata Taketora 緒方竹虎.

<sup>103</sup> Katō, Yōko 加藤陽子, « Haisha no kikan » 敗者の帰還 (Le retour des vaincus), dans *Sensō no ronri – nichiro sensō kara taiheiyō sensō made* 戦争の論理・日露戦争から太平洋戦争まで (La logique de la guerre – de la guerre russo-japonaise à la guerre du Pacifique), Tōkyō : Keisōshobō 勁草書房, 2005, pp. 206-208, Watt, Lori, *When Empire Comes Home: Repatriation in Postwar Japan, 1945-1958*, Thèse, Columbia University, 2002, pp. 65-67.

<sup>104</sup> Bâtiment principal de la compagnie d'assurance Daiichi seimei 第一生命, le Dai ichi seimei kan 第一生命館 construit en 1938 dans le quartier de Chiyoda à Tōkyō et situé à moins d'un kilomètre du palais impérial servira de quartier général au SCAP jusqu'en 1952.

<sup>105</sup> Katō, Yōko 加藤陽子, « Haisha no kikan » 敗者の帰還 (Le retour des vaincus), dans *Sensō no ronri – nichiro sensō kara taiheiyō sensō made* 戦争の論理・日露戦争から太平洋戦争まで (La logique de

très conservatrices : vu les conditions qui prévalent au Japon et l'absence de moyens de transport, il semble plus prudent de conseiller aux civils japonais de rester sur place et de protéger autant que possible les possessions japonaises, comme l'annonce du 14 août l'avait indiqué<sup>106</sup>. Pour les militaires, le 2 septembre 1945, le Japon applique le *General Order Number one (Japan)*<sup>107</sup>, qui donne des instructions aux soldats japonais à l'étranger et leur indique à quelle armée se rendre, mais qui stipule rien quant à leur retour.

Un document préliminaire daté du 3 septembre et comportant des conclusions au sujet de la marche à suivre pour les rapatriements<sup>108</sup> provoque cependant un changement drastique d'opinion au sein du Conseil. Il présente des statistiques qui font état d'un nombre possible de 3 630 000 soldats et 4 610 000 civils se trouvant hors du Japon. Par ailleurs, ce

---

la guerre – de la guerre russo-japonaise à la guerre du Pacifique), Tōkyō : Keisōshobō 勁草書房, 2005, p. 207.

<sup>106</sup> On peut par exemple trouver une déclaration dans ces termes datée du 31 août dans Etō Jun 江藤 淳 ed., *Senryō shiroku* 占領史録 (Documents historiques sur l'occupation), Tokyo Kōdansha 講談社, 1982, Vol 2, p. 168, cité par Watt, Lori, *When Empire Comes Home: Repatriation in Postwar Japan, 1945-1958*, Thèse, Columbia University, 2002, p. 67.

<sup>107</sup> Joint Chiefs of Staff, J.C.S. 1467/2, « *Instruments for the surrender of Japan, General order No.1* », SWNCC21/8, approuvé par le président des Etats-Unis le 17 août et publié par le gouvernement japonais le 2 septembre (en japonais 「日本政府宛一般命令第一号」). Texte intégral en japonais dans Takemae Eiji 竹前栄治 ed., *GHQ shirei (SCAPIN A) sōshisei* GHQ 指令「SCAPIN-A」総集成 (Ordres du SCAP – Compilation complète des SCAPIN A), エムティ出版, 1997, 660 pages, vol 2, pp. 1-7 ; et en anglais dans United States Department of State, *Foreign relations of the United States: diplomatic papers 1945. The British Commonwealth, The Far East*, U.S. Government Printing Office, 1945, Vol VI, pp. 658–9. Ce document est analysé dans le cadre des rapatriement par Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991p. 50, Watt, Lori, *When empire comes home: repatriation and reintegration in postwar Japan*, Cambridge, Massachusetts : Harvard East Asian Monographs, 2009, p. 37, et dans le cadre des origines de la guerre froide par Gallicchio, Marc S., *The cold war begins in Asia: American East Asian policy and the fall of the Japanese Empire*, Contemporary American History Series, New York : Columbia University Press, 1988, p. 72.

<sup>108</sup> *Gaisei butai oyobi kyoryūmin kikan yusō shori yōryō (an)* 外征部隊及居留民帰還輸送処理要領 (案) (Principes généraux pour les dispositions au sujet du retour des forces déployées et des résidents à l'étranger - version préliminaire), 3 septembre 1945, , dans Kōbun ruiju 公文類聚 (Collection de documents officiels), volume 19, 1945 (昭和二十年), rouleau 65 (code 二 A／十三類／二九四九), cité par Katō, Yōko 加藤陽子, « Haisha no kikan » 敗者の帰還 (Le retour des vaincus), dans *Sensō no ronri – nichiro sensō kara taiheiyō sensō made* 戦争の論理・日露戦争から太平洋戦争まで (La logique de la guerre – de la guerre russo-japonaise à la guerre du Pacifique), Tōkyō : Keisōshobō 勁草書房, 2005, p. 207.

même document estime la capacité de transport japonaise à seulement 420 000 tonnes<sup>109</sup>, ce qui semble très insuffisant pour le total estimé de 8 240 000 personnes à rapatrier<sup>110</sup>. Ce document conclut au vu des statistiques que « le retour doit commencer par le continent, en particulier la Chine<sup>111</sup> », donc par une région où la moitié des ressortissants japonais sont des civils.

En conséquence, le 5 septembre, le Conseil prend une décision officielle qui va à l'encontre de ses déclarations précédentes<sup>112</sup>. Pour la première fois, un ordre de priorité est arrêté et il est décidé de réquisitionner la majeure partie de la flotte disponible pour les rapatriements. Jusque alors, le Conseil avait conclu que les civils devaient rester sur place ; il déclare désormais que c'est eux qui doivent être prioritaires. Dans son analyse, Katō avance deux raisons qui permettraient d'expliquer ce revirement, au-delà du document préparatoire décrit plus haut.

Tout d'abord, le 3 septembre, Shigemitsu rencontre MacArthur et obtient qu'il lève le blocus sur la flotte japonaise et autorise des réparations en vue de leur utilisation dans le cadre des rapatriements, ce qui permettrait de pallier la difficulté la plus grande, c'est-à-dire l'incapacité totale du Japon à effectuer des rapatriements par lui-même. Sans cette

---

<sup>109</sup> Le SCAP fera une estimation de 510 000 tonnes (voir infra) mais en tirera également la conclusion que cette capacité est largement insuffisante.

<sup>110</sup> Cette estimation est beaucoup plus élevée que le chiffre communément qui varie entre 6,6 millions et 7,1 millions.

<sup>111</sup> 「帰還輸送ノ重点ヲ先ツ大陸、特ニ支那及滿州ニ指向ス」, cité par Katō, Yōko 加藤陽子, « Haisha no kikan » 敗者の帰還 (Le retour des vaincus), dans *Sensō no ronri – nichiro sensō kara taiheiyō sensō made* 戦争の論理・日露戦争から太平洋戦争まで (La logique de la guerre – de la guerre russo-japonaise à la guerre du Pacifique), Tōkyō : Keisōshobō 勁草書房, 2005, p. 207.

<sup>112</sup> *Gunji kimitsu – gaisei butai oyobu kyoryūmin kikan yusō ni kan suru ken* 軍事機密 外征部隊及居留民帰還輸送二関スル件 (Secret militaire – au sujet du retour des forces déployées et des résidents à l'étranger), cité par Katō, Yōko 加藤陽子, « Haisha no kikan » 敗者の帰還 (Le retour des vaincus), dans *Sensō no ronri – nichiro sensō kara taiheiyō sensō made* 戦争の論理・日露戦争から太平洋戦争まで (La logique de la guerre – de la guerre russo-japonaise à la guerre du Pacifique), Tōkyō : Keisōshobō 勁草書房, 2005, p. 207.

autorisation, il était en effet vain d'envisager des rapatriements, que ce soit de civils ou de militaires. Deuxièmement, Shigemitsu a reçu le 25 août un télégramme de l'ambassadeur Tani Masayuki<sup>113</sup>, basé à Nankin, qui décrit la situation en Chine : malgré les ordres officiels des autorités chinoises, les résidents japonais ont en majorité quitté leur domicile et leur lieu de travail après le cessez-le-feu et évacuent la zone sans discontinuer<sup>114</sup>. Plus tôt, Shigemitsu avait envoyé à Tani des instructions indiquant de donner l'ordre aux Japonais de rester sur place<sup>115</sup>, mais ce n'est qu'avec cette réponse de Tani qu'il devient possible de mesurer combien il est illusoire de vouloir faire respecter ces consignes. La politique conservatrice qui consistait à attendre sur place pour limiter les pertes était donc totalement impossible à appliquer.

Devant cet état de fait, seul un rapatriement rapide est envisageable, la situation des réfugiés étant extrêmement inquiétante. La proposition est acceptée officiellement par le cabinet le 5 septembre, puis cette décision est portée devant la Diète le 7 septembre, avec l'adoption du *Guide des opérations au sujet du retour et de transport des troupes japonaises*

---

<sup>113</sup> Tani Masayuki 谷正之(1889-1962) ambassadeur plénipotentiaire spécial au gouvernement fantoche de République de Chine basé à Nankin sous Wang Jingwei 汪 兆銘 (1883-1944)

<sup>114</sup> 「支那の出方に拘はらず在留邦人の大多数は今次停戦の結果其居住家室及職業を失ふ結果、何れは引揚の已むなき事情にある」, 25 août 1945, télégramme de Tani Masayuki 谷正之 à Shigemitsu Mamoru 重光葵, intitulé *Zaishina hōjin hogo sochi ni kan suru ken* 「在支邦人保護措置ニ関スル件」 (Au sujet des mesures de protections aux japonais en Chine), Etō Jun 江藤 淳 ed., *Senryō shiroku* 占領史録 (Documents historiques sur l'occupation), Tokyo Kōdansha 講談社, page 152, également cité par Katō, Yōko 加藤陽子, « Haisha no kikan » 敗者の帰還 (Le retour des vaincus), dans *Sensō no ronri – nichiro sensō kara taiheiyō sensō made* 戦争の論理・日露戦争から太平洋戦争まで (La logique de la guerre – de la guerre russo-japonaise à la guerre du Pacifique), Tōkyō : Keisōshobō 勁草書房, 2005, p. 208

<sup>115</sup> 「在留邦人は現地在留を本則とす」, cité par Katō, Yōko 加藤陽子, « Haisha no kikan » 敗者の帰還 (Le retour des vaincus), dans *Sensō no ronri – nichiro sensō kara taiheiyō sensō made* 戦争の論理・日露戦争から太平洋戦争まで (La logique de la guerre – de la guerre russo-japonaise à la guerre du Pacifique), Tōkyō : Keisōshobō 勁草書房, 2005, p. 208

et des résidents à l'étranger<sup>116</sup> : il faut rapidement procéder au rapatriement des Japonais outre-mer « au vu de la situation terrible dans ces territoires ». Insistant sur la nécessité avant toute chose d'obtenir l'autorisation des Alliés, le document s'abstient toutefois de donner des détails plus concrets<sup>117</sup>. Sans l'aide des forces alliées, constate-t-il, le rapatriement ne pourra jamais s'effectuer dans des délais acceptables, il faut donc en faire la demande rapidement<sup>118</sup>.

Il faut noter également qu'une nouvelle directive datée du 18 septembre et émanant du Comité exécutif<sup>119</sup> vient contredire en apparence les principes exposés plus haut, en réitérant l'ordre de rester sur place et de protéger les possessions japonaises, partout où cela est possible<sup>120</sup>. Pour Katō, il s'agit là non d'un retour en arrière, mais de la conséquence de la mise en place d'un plan plus concret, qui nécessite plus de temps et donc demande aux populations d'attendre. Un autre aspect de cette nouvelle directive est qu'elle modifie l'ordre de priorité d'évacuation : les groupes les plus vulnérables restent prioritaires, mais les zones du Sud-Pacifique doivent passer d'abord. Or c'est le SCAP qui souhaite que cette région soit traitée en premier, comme ce sera décrit plus loin. Les souhaits de l'occupant passent donc avant ceux du gouvernement japonais, premier signe probant que le processus de rapatriement sera sous le contrôle du SCAP et non sous celui des Japonais<sup>121</sup>.

---

<sup>116</sup> *Gaisei butai oyobi kyōryūmin kikan yusō nado ni kan suru jisshiyōryō* 外征部隊及び居留民帰還輸送等に関する実施要領 (Décret d'application au sujet du retour et de transport des troupes japonaises à l'étranger ainsi que des civils y résidant), 7 septembre 1945.

<sup>117</sup> 「現地 of 悲状に鑑み」, préambule à la directive citée plus haut.

<sup>118</sup> *Ibid.*, article 2, alinéa 1.

<sup>119</sup> Réunion du conseil exécutif du 18 septembre 1945, document intitulé *Kaigai butai narabi ni kyōryūmin kikan ni kan suru ken* 海外部隊並ニ居留民帰還ニ関スル件 (Au sujet du retour des troupes à l'étranger et des résidents), citée par Katō, Yōko 加藤陽子, « Haisha no kikan » 敗者の帰還 (Le retour des vaincus), dans *Sensō no ronri – nichiro sensō kara taiheiyō sensō made* 戦争の論理・日露戦争から太平洋戦争まで (La logique de la guerre – de la guerre russo-japonaise à la guerre du Pacifique), Tōkyō : Keisōshobō 勁草書房, 2005, p. 209.

<sup>120</sup> Watt, Lori, *When Empire Comes Home: Repatriation in Postwar Japan, 1945-1958*, Thèse, Columbia University, 2002, p. 67.

<sup>121</sup> Katō, Yōko 加藤陽子, « Haisha no kikan » 敗者の帰還 (Le retour des vaincus), dans *Sensō no ronri – nichiro sensō kara taiheiyō sensō made* 戦争の論理・日露戦争から太平洋戦争まで (La logique de

Ce sera confirmé par la réponse du SCAP à un mémorandum envoyé le 29 septembre. Dans ce texte, le gouvernement japonais annonce au SCAP son intention de rapatrier en premier malades, enfants et personnes âgées, avant de procéder à l'évacuation des Philippines<sup>122</sup>. La réponse arrive le 2 octobre sous la forme de la SCAPIN 89<sup>123</sup> : le rapatriement des nationaux japonais sera contrôlé par le SCAP, lequel donnera des instructions à ce sujet rapidement et suivra des impératifs militaires. À partir de ce moment, le gouvernement japonais n'a plus de pouvoir de décision sur les rapatriements<sup>124</sup>.

#### La mise en place des rapatriements

Le pouvoir de décision est donc du côté du SCAP. Cependant, on ne saurait attendre : chaque jour risque de coûter leur vie à des Japonais. La situation est particulièrement dramatique sur certaine des îles du Pacifique : parmi les exemples les plus frappants, on peut citer les Marshall, où toutes les voies de communications sont coupées. Dans l'atoll de Wotje (Uozze), où se trouvent 3 334 Japonais (dont seulement 10 sont des civils, rattachés à l'armée), le taux de morts de maladie atteint presque les 60 %, tandis que sur Maloelap (également aux Marshall), 1 410 Japonais sur 3 300 meurent de faim ou de maladie dans les derniers mois de

---

la guerre – de la guerre russo-japonaise à la guerre du Pacifique), Tōkyō : Keisōshobō 勁草書房, 2005, pp. 208-210.

<sup>122</sup> Katō, Yōko 加藤陽子, « Haisha no kikan » 敗者の帰還 (Le retour des vaincus), dans *Sensō no ronri – nichiro sensō kara taiheiyō sensō made* 戦争の論理・日露戦争から太平洋戦争まで (La logique de la guerre – de la guerre russo-japonaise à la guerre du Pacifique), Tōkyō : Keisōshobō 勁草書房, 2005, pp. 211-213.

<sup>123</sup> Les SCAPIN sont les directives du Commandant suprême des forces alliées aux autorités japonaises.

<sup>124</sup> SCAPIN 89, *Repatriation of Japanese Nationals*, 2 octobre 1945

la guerre (42,3 %) En comparaison, sur cette dernière île, le nombre de morts au combat est deux fois moindre<sup>125</sup>.

Toutefois, si Japonais et Américains sont d'accord sur le fait que le rapatriement de ces populations doit être le plus rapide possible, les deux parties ne s'accordent pas sur l'ordre dans lequel il doit s'effectuer. Les autorités japonaises souhaitent, après avoir secouru les soldats des zones les plus démunies, donner la priorité aux civils, aux femmes et aux enfants, ainsi qu'à d'autres personnes fragiles<sup>126</sup>. A l'opposé, pour le SCAP, la priorité va explicitement au retour des militaires et à leur désarmement<sup>127</sup>. Malgré les souhaits des Japonais, l'ordre de priorité appliqué sera celui voulu par le SCAP. Il a l'avantage, pour l'occupant, de vider plus rapidement les régions du Pacifique et du Sud-Pacifique, où se trouvent essentiellement des militaires (990 000 hommes environs, soit 15 % des Japonais à rapatrier), et donc de permettre de démobiliser le plus rapidement possible certaines des forces américaines du Pacifique. D'autres pourront également l'être afin de servir de forces d'occupation<sup>128</sup>.

---

<sup>125</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 251

<sup>126</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 254, Katō, Yōko 加藤陽子, « Haisha no kikan » 敗者の帰還 (Le retour des vaincus), dans *Sensō no ronri – nichiro sensō kara taiheiyō sensō made* 戦争の論理・日露戦争から太平洋戦争まで (La logique de la guerre – de la guerre russo-japonaise à la guerre du Pacifique), Tōkyō : Keisōshobō 勁草書房, 2005, p. 209.

<sup>127</sup> « e. First priority will be granted to the movement of Japanese military and naval personnel, and second priority to the movement of Japanese civilians » (Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, p. 151 ) ; voir aussi SCAPIN 822 *Repatriation*, 16 mars 1946, Annex I, 5.

<sup>128</sup> Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, chapitre V et VI ; aussi Katō, Yōko 加藤陽子, « Haisha no kikan » 敗者の帰還 (Le retour des vaincus), dans *Sensō no ronri – nichiro sensō kara taiheiyō sensō made* 戦争の論理・日露戦争から太平洋戦争まで (La logique de la guerre – de la guerre russo-japonaise à la guerre du Pacifique), Tōkyō : Keisōshobō 勁草書房, 2005, p. 209.

Selon le plan original pour les rapatriements<sup>129</sup>, toutefois, la responsabilité du SCAP n'est pas la même sur tous les territoires. Autant le SCAP a totale autorité sur les zones occupées par l'armée américaine, autant il ne peut servir que d'intermédiaire ou de relais dans les zones contrôlées par le généralissime des forces chinoises Chiang Kai-Shek<sup>130</sup>, par les Soviétiques et par les forces alliées en Asie du Sud-Est<sup>131</sup> ou australiennes<sup>132</sup>. Le rôle du SCAP se bornera à « prendre les mesures nécessaires<sup>133</sup> », terme vague qui sera ensuite source de problèmes lors des conflits autour du rapatriement des Japonais issus des zones placées sous contrôle soviétique. Le problème de ces dernières se pose même dès le tout début des discussions du SCAP au sujet des Japonais hors de métropole : la première instruction des alliés au gouvernement Japonais au sujet du rapatriement, la SCAPIN 32, informe ce dernier que les rapatriements des Japonais de Mandchourie et de Corée du Nord sont entièrement sous la compétence des autorités soviétiques<sup>134</sup>. La SCAPIN du 16 octobre (SCAPIN 148 *Policies*

---

<sup>129</sup> Décrit dans SCAPIN 822 *Repatriation*, 16 mars 1946 ; puis ensuite dans G-3 GHQ SCAP, *Rpt on Mass Repatriation in the Western Pac*, Apr. 47, document reprenant toutes les directives américaines sur les rapatriements jusqu'en 1947, p. 4 et 6-7 (cité dans Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994.)

<sup>130</sup> 1887-1975. Le nom du généralissime chinois et chef des forces nationalistes, en chinois traditionnel 蔣介石, en chinois simplifié 蒋介石, peut être transcrit Jiǎng Jièshí en pinyin mais cette transcription suit la lecture en mandarin de son nom et non la lecture cantonaise qui est celle qu'il utilisait. Pour retranscrire cette lecture, on peut écrire entre autres Chiang Kai-chek, Tchang Kai-chek, ou Chang Kai-chek, mais c'est ici la transcription la plus courante dans les ouvrages de recherche modernes en langue française qui sera utilisée, soit Chiang Kai-Shek.

<sup>131</sup> SEAC, South East Asia Command, organisation créée pour prendre en charge les opérations des Alliés en Asie du Sud-Est, sous le commandement de Lord Mountbatten de 1943 à 1946.

<sup>132</sup> GOCAMPF, General Officer Commanding Australian Military Forces. A la fin de la guerre, il s'agit du Lieutenant-général John Northcott.

<sup>133</sup> « *In the evacuation of Japanese nationals (des régions qui ne sont pas sous leur contrôle) SCAP will make the necessary arrangements* », Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, p. 151.

<sup>134</sup> « *declare repatriation of such Japanese nationals to be entirely within jurisdiction of Russian authorities* » SCAPIN 32, *Japanese nationals and their repatriation from Manchuria and Northern Korea*, 17 septembre 1945, dans Supreme Commander for the Allied Powers Directives to the Japanese Government (SCAPINS (Record Group 331) – *Kokuritsu kokkai toshokan kensei shiryōshitsu tainichi shirei shū* 国立国会図書館憲政資料室対日指令集 (Collection des ordres en rapport avec le Japon, salle de référence sur le gouvernement constitutionnel (Kensei), bibliothèque nationale de la Diète), p. 7.



*Governing Repatriation of Japanese Nationals in Conquered Territories*) souligne que les négociations avec les autres puissances seront nécessairement effectuées par les Américains puisque le Japon n'aura plus d'activité diplomatique à partir du 25 octobre<sup>135</sup>.

Toutefois, assez rapidement, il apparaît que la coordination entre les différents alliés ne sera pas facile : dès l'automne 1945, pour pallier le manque de navires, le SCAP demande aux armées ayant capturé des navires japonais de les mettre à sa disposition pour le rapatriement ; or, si l'Australie et le Royaume-Uni répondent rapidement, la Chine ainsi que l'URSS refusent d'accéder à cette demande, malgré « des efforts répétés<sup>136</sup> ». Ces difficultés ne feront que s'exacerber avec la montée de l'antagonisme entre les États-Unis et l'URSS, et elles culmineront avec le débat au sujet des prisonniers japonais internés en Sibérie.

Pour ce qui est de la répartition pratique des tâches, le SCAP exprime la volonté de conserver un rôle principalement de direction : il prend en charge la coordination avec les états-majors des autres armées et assume la supervision de l'ensemble des opérations. C'est lui qui émet les directives pour la réception, la prise en charge, la démobilisation et le transport des troupes. Même lorsque d'anciens navires de la flotte japonaise sont utilisés, ils sont placés sous les ordres du commandant de la V<sup>e</sup> flotte des États-Unis et, dans le cas des navires civils (marine marchande), sous les ordres d'un officier chargé de la coordination avec

---

<sup>135</sup> SCAPIN 148, *Policies governing repatriation of Japanese nationals in conquered territory*, 16 octobre 1945, *ibid*.

<sup>136</sup> « repeated efforts to obtain shipping from China and the Union of Soviet Socialist Republics were unproductive. » Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, p. 152.

la flotte marchante japonaise (nommé FLTO-SCAP) et au sein d'un organisme dédié le Shipping Control Authority for the Japanese Merchant Marine (SCAJAP), créé dès le 12 octobre 1945<sup>137</sup>.

La SCAPIN 148 *Policies Governing Repatriation of Japanese Nationals in Conquered territories* du 16 octobre attribue toutefois clairement une grande partie du poids des rapatriements aux Japonais : ils doivent avoir lieu autant que possible sur des bateaux japonais, militaires ou appartenant à la flotte marchande. De même, l'équipement, le ravitaillement et l'équipage des navires doivent être fournis par les Japonais. Poursuivant sa politique de faire passer la démobilisation avant le retour des civils, le SCAP demande que les militaires soient rapatriés en premier. Les rapatriements des zones contrôlées par les Américains, eux, auront lieu sur des bateaux américains.

Le SCAP confie également aux autorités japonaises la responsabilité d'exécuter ses ordres en territoire japonais, en particulier pour tout ce qui touche à l'accueil et au traitement des rapatriés une fois sur le sol japonais : la création de centres de rapatriements, l'organisation de mesures de prophylaxie (vaccination, lutte antiparasite, inspection sanitaire des rapatriés) et d'éventuelles quarantaines, l'inspection des bagages et l'identification des criminels de guerre<sup>138</sup>. Le ministère de la Santé (*kōseishō* 厚生省) est désigné comme organe central du rapatriement sous le contrôle du SCAP. C'est également le gouvernement japonais qui doit payer le coût général des opérations<sup>139</sup>.

---

<sup>137</sup> Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, p. 154.

<sup>138</sup> Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, p. 154.

<sup>139</sup> Takemae Eiji 竹前英治 ; Ricketts, Robert et Swann, Sebastian, trad., *The Allied Occupation of Japan*, New York : Continuum International Publishing Group, 2003, p. 110.

Les ordres sont ponctuels au départ, mais après la conférence sur le rapatriement du 15 au 17 janvier à Tokyo <sup>140</sup>, ils sont rapidement (dès mars 1946) rassemblés et codifiés dans une directive (la SCAPIN 822) qui, avec ses modifications (elle est remplacée par la SCAPIN 927 en mai 1946), restera ensuite à la base de toutes les opérations de rapatriements<sup>141</sup>. Elle ne concerne d'ailleurs pas seulement le retour des Japonais d'outre-mer, mais également le rapatriement des Coréens et autres personnes de nationalité non japonaise se trouvant en métropole. Les deux opérations sont en effet considérées comme symétriques puisqu'elles font appel aux mêmes centres de rapatriements et, si possible, requièrent les mêmes navires, qui peuvent ainsi être utilisés pour transporter des personnes à la fois vers et depuis les anciennes colonies.

Les aspects pratiques des opérations de rapatriement sont essentiellement dévolus aux Japonais et encadrés par le SCAP. Il faut également souligner que les centres de rapatriement et les différents organes chargés de l'organisation ne font pas de différence formelle entre les civils et les militaires, au-delà de la nécessité du désarmement. Les centres de rapatriement sont donc dès le début conçus comme mixtes et le sort des civils et des militaires inextricablement liés, même s'ils obtiennent ensuite des aides de nature différentes.

---

<sup>140</sup> GHQ/SCAP Records, Top Secret Records of Various Sections. Administrative Division, :Miscellaneous Information Records, 1946-47, *Agreements Reached at Conference on Repatriation, 15 January - 17 January 1946, Tokyo, Japan* Prepared by GHQ/SCAP, (box CHS-1, folder 25), janvier 1946.

<sup>141</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku 戦後引揚の記録* (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 255.

Au départ, le SCAP entend utiliser les navires restant aux forces japonaises ainsi que les reliquats de la marine marchande. Or, étant donné le nombre de bateaux militaires détruits et le manque de matière première pour renouveler la flotte, leur nombre s'élève selon leur estimations au moment de la défaite seulement à 167 navires capables de ne transporter que 87 600 passagers<sup>142</sup> et ne pouvant être utilisés qu'à 50 %. En termes de tonnage, la flotte japonaise ne se monte qu'à 510 000 tonnes, tandis qu'il faut au minimum 400 000 tonnes pour maintenir une activité économique normale du Japon<sup>143</sup>. Ainsi qu'il l'a été mentionné plus haut, le SCAP demande également aux armées alliées de leur livrer les navires qu'ils ont capturés, mais après le refus des autorités chinoises et soviétiques, il ne recevra que 14 bateaux capturés par le SACSEA (forces alliées d'Asie du Sud-Est), soit seulement 23 000 places supplémentaires.

Le SCAP prévoit une utilisation intensive de ces faibles moyens japonais pour le rapatriement, tant en ce qui concerne les navires ayant appartenus à la marine japonaise que les bateaux de marchandise. Tous ceux qui sont aux mains des Japonais peuvent servir au transport de personnes, avec toutefois une condition très ferme pour l'emploi des navires marchands : les cargos ne peuvent être utilisés que si la présence de passagers ne réduit pas leur capacité à transporter en même temps des marchandises<sup>144</sup>. De la même façon, les

---

<sup>142</sup> Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, p. 150.

<sup>143</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku 戦後引揚の記録* (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 254.

<sup>144</sup> « *personnel to be repatriated will be transported in cargo vessel only to the extent that the cargo carrying capacity of the vessel is not curtailed within.* » (Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, p151, alinéa c)

navires considérés comme essentiels pour le transport de passagers entre les îles du Japon ne doivent pas être utilisés comme navires de rapatriement<sup>145</sup>. À cet effet, on peut citer une remarque du chef de la section économique et scientifique du SCAP (Economic and scientific section ESS), le colonel Raymond C. Kramer <sup>146</sup>, lors d'une réunion du comité exécutif du conseil de gestion et de communication pour la fin de la guerre, le 19 septembre 1945. Face au risque de provoquer une famine au Japon même en réquisitionnant les navires marchands pour le rapatriement, il demande : « Qu'est-ce qui est le plus important : dix mille morts de faim en Mandchourie ou dix mille morts de faim au Japon<sup>147</sup> ? »

Sur ce point, la Diète n'est pas du même avis que le SCAP : selon le guide des opérations présenté à la Diète le 7 septembre 1945 et cité plus haut<sup>148</sup>, il pourrait être nécessaire de sacrifier une partie des ressources nécessaires à la production et à l'export si cela permettait au rapatriement de s'effectuer plus rapidement. Ce sont là les mots mêmes du texte, qui stipule que le rapatriement doit se faire le plus rapidement possible, et ce, « même si les populations de métropole doivent sacrifier ce qui leur est nécessaire<sup>149</sup> ». Le SCAP réagit rapidement à la demande des Japonais de diminuer encore leurs capacités de transport

---

<sup>145</sup> G-3 GHQ SCAP, Rpt on Mass Repatriation in the Western Pac, Apr. 47, p. 4 et 6-7

<sup>146</sup> Finn, Richard B., *Winners in Peace: MacArthur, Yoshida, and Postwar Japan*, Berkeley : University of California Press, 1992, p. 58 ; Takemae Eiji 竹前英治 ; Ricketts, Robert et Swann, Sebastian, trad., *The Allied Occupation of Japan*, New York : Continuum International Publishing Group, 2003, p. 174. Kramer ne restera à la tête de l'ESS, dont la principale tâche est le démantèlement des zaibatsu, que jusqu'en décembre 1945.

<sup>147</sup> Katō, Yōko 加藤陽子, « Haisha no kikan » 敗者の帰還 (Le retour des vaincus), dans *Sensō no ronri – nichiro sensō kara taiheiyō sensō made* 戦争の論理・日露戦争から太平洋戦争まで (La logique de la guerre – de la guerre russo-japonaise à la guerre du Pacifique), Tōkyō : Keisōshobō 勁草書房, 2005, p. 209.

<sup>148</sup> *Gaisei butai oyobi kyōryūmin kikan yusō nado ni kan suru jisshiyōryō* 外征部隊及び居留民帰還輸送等に関する実施要領 (Décret d'application au sujet du retour et de transport des troupes japonaises à l'étranger ainsi que des civils y résidant), 7 septembre 1945.

<sup>149</sup> 「内地民生上の必要を犠牲にするも」 (préambule, *Gaisei butai oyobi kyōryūmin kikan yusō nado ni kan suru jisshiyōryō* 外征部隊及び居留民帰還輸送等に関する実施要領 (Décret d'application au sujet du retour et de transport des troupes japonaises à l'étranger ainsi que des civils y résidant), 7 septembre 1945. )

commercial : le 27 septembre 1945, une SCAPIN répond par la négative à la demande de convertir 260 000 tonneaux de navires marchands en vaisseaux de rapatriement et interdit l'utilisation de bateaux autres que les navires de transport de passagers sans l'autorisation du SCAP<sup>150</sup>. Finalement, des 510 000 tonneaux de la flotte japonaise, seuls 35 000 de navires marchands et 105 000 de navires militaires peuvent être utilisés, soit 27,5 %<sup>151</sup>. Or, avec une capacité de transport n'atteignant pas les 150 000 tonneaux, il faudrait au moins quatre ans pour rapatrier la population civile en Chine (1 500 000 personnes environ). Ce constat provoque une véritable consternation parmi les responsables japonais<sup>152</sup>.

De leur côté, les Américains ont calculé que, pour la zone qui est prioritaire à leurs yeux, c'est-à-dire le Pacifique, il faudra des années pour venir à bout des rapatriements avec les seules forces japonaises. Or, ainsi que nous l'avons vu plus haut, d'une part il est nécessaire de libérer les forces alliées qui sont encore actives dans la région et de l'autre la rupture des lignes d'approvisionnement dans les Philippines et les autres archipels du Pacifique a créé une urgence humanitaire. Il est donc essentiel que les troupes japonaises soient ramenées au Japon rapidement<sup>153</sup>. Il faut noter qu'il est de toute façon impossible pour le moment d'agir en Mandchourie et dans le nord de la Corée sans réponse des Soviétiques sur la question des rapatriements. Or les deux parties n'arrivent pas à arriver à un accord. En janvier 1946, lors de la première discussion à Séoul entre le général John R. Hodge, commandant des forces américaines en Corée, et le commandant-en-chef des forces soviétiques en Extrême-Orient,

---

<sup>150</sup> SCAPIN 68, *Shipping for repatriation of japanese nationals*, 27 septembre 1945.

<sup>151</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 254.

<sup>152</sup> Bōei chōsen shishitsu hen senshi sōsho 防衛庁戦史室編「戦叢書 昭和 20 年の支那派遣軍 〈2〉」 cité par Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 255.

<sup>153</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 254.

Aleksandr Vassilevski, les exigences des Soviétiques en terme de matériel pour rapatrier les Japonais du nord de la Corée sont telles que le général américain refuse leurs conditions. Les Soviétiques refuseront ensuite de répondre aux demandes répétées des Américains jusqu'à un premier accord en septembre 1946<sup>154</sup>. Devant les demandes répétées des Japonais<sup>155</sup>, le rapatriement depuis la Mandchourie commencera durant les premiers mois de l'année 1946, en utilisant le port de Huludao (en japonais, コロ島 ou 葫蘆島 Korotō), sous contrôle chinois et non soviétique.

Devant ces capacités très insuffisantes, le SCAP envisage très tôt d'utiliser des transports de troupes américains pour suppléer aux moyens japonais. Dès le 15 novembre, une SCAPIN propose d'utiliser des LST (Landing Ships, Tank) pour transporter à la fois des Coréens du Japon vers la Corée et des soldats japonais de Chine jusqu'au Japon<sup>156</sup>. La conférence sur le rapatriement du 7 décembre 1945, au sein du SCAP, recommande que soient assignés à ce transport 100 cargos de type Liberty, 100 LST et 7 navires-hôpitaux, capables de transporter 25 000 malades au Japon avant juillet 1946<sup>157</sup>. En termes de tonnage, les LST (2) **pourquoi (2) ?**, modèle principalement utilisé par les Américains dans le Pacifique, font en moyenne 2 500 tonnes et les Liberty Ships en font de 5 000 à 14 000, ce qui donne une capacité de transport supplémentaire comprise entre 750 000 et 1 650 000 tonnes<sup>158</sup>.

---

<sup>154</sup> Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, p. 154-155, 158

<sup>155</sup> Narashi Wataru 榎橋渡, Secrétaire général du cabinet, signe une déclaration annonçant l'intention du gouvernement de faire une nouvelle demande officielle au SCAP au sujet des Japonais de Mandchourie et du nord de la Corée le 30 janvier 1946. (« Japan to ask allies to aid repatriation », 31 Janvier 1946, *New York Times*)

<sup>156</sup> SCAPIN 283, *Repatriation*, 15 novembre 1945.

<sup>157</sup> G-3 GHQ SCAP, Rpt on Mass Repatriation in the Western Pac, Apr 47, p. 39

<sup>158</sup> United States Naval Division, *Dictionary of American naval fighting ships*, vol. IV (L-M), 1976.

Début 1946, le SCAP reçoit 106 Liberty Ships (dont six seront convertis en navires hôpitaux <sup>159</sup> de 1 200 lits chacun) et 100 LST, dont finalement seulement 85 seront utilisés pour les rapatriements<sup>160</sup>.

Ces navires sont commandés par des Japonais et placés sous l'autorité du SCAJAP. Ils doivent commencer leur service en mars 1946<sup>161</sup>. Les premiers navires arrivent en février : la War Shipping Administration (WSA) contrôle l'envoi de Liberty Ships depuis les États-Unis, de vaisseaux militaires américains présents dans les Philippines et des LST naviguant au large des Mariannes. Lorsqu'ils arrivent au Japon, il est malgré tout nécessaire de les adapter à l'usage qui va en être fait. SCAJAP coordonne les préparatifs, qui vont de l'ajout de signalisation en japonais à bord à la formation de l'équipage japonais <sup>162</sup>. Leur capacité de transport est augmentée : les Liberty Ships, dont la capacité normale en temps de guerre est de 1 500 personnes (2 500 en cas d'urgence), vont transporter 3 500 Japonais ou Coréens. Les LST, prévus normalement pour 400 à 900 Américains, vont transporter 1 200 rapatriés<sup>163</sup>. D'après les *Reports of General MacArthur*, ces capacités correspondent au standard « oriental » pour

---

<sup>159</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 255 et G-3 GHQ SCAP, Rpt on Mass Repatriation in the Western Pac, Apr 47, p. 39

<sup>160</sup> Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, note 38

<sup>161</sup> Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, p. 154

<sup>162</sup> Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, p. 155

<sup>163</sup> Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, note 12 ; Kōseishō Engokyo 厚生省援護局, *Hikiage to engo 30 nen no ayumi* 引揚と援護三十年の歩み (30 ans d'aide aux rapatriés), Tokyo : Kōseishō, 1977, p. 55.



le transport des passagers<sup>164</sup>. Les passagers décriront plus tard les conditions déplorables régnant au fond des cales de ces bateaux, dépourvues d'air et de lumière.

#### De 1945 à 1948 : les quatre premières phases du rapatriement

Bien que les détails des rapatriements demandent à être étudiés par zone géographique, tant les situations sont différentes selon les régions, il est utile, afin d'obtenir une vue d'ensemble, de considérer la chronologie globale du déroulement des opérations.

##### *De septembre 1945 à février 1946*

Les six premiers mois du rapatriement constituent nécessairement une phase de mise en place générale. Le rapatriement des zones sous contrôle américain (les zones prioritaires) est lancé alors que le système n'est pas encore totalement en place<sup>165</sup> et pendant que se poursuivent les négociations entre le SCAP et les autorités japonaises au sujet du manque de moyens. Le premier navire de rapatriement, le *Takasagomaru* 高砂丸, arrive dès le 25 septembre au port de Beppu en provenance de l'archipel de Woleai, en Micronésie<sup>166</sup>. Ce

---

<sup>164</sup> « *vast numbers were moved under oriental passenger standards* » Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement: MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, p. 155.

<sup>165</sup> Katō, Yōko 加藤陽子, « Haisha no kikan » 敗者の帰還 (Le retour des vaincus), dans *Sensō no ronri – nichiro sensō kara taiheiyō sensō made* 戦争の論理・日露戦争から太平洋戦争まで (La logique de la guerre – de la guerre russo-japonaise à la guerre du Pacifique), Tōkyō : Keisōshobō 勁草書房, 2005, p. 209.

<sup>166</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 39.

navire de transport <sup>167</sup> qui avait servi de bateau-hôpital pendant la guerre du Pacifique transporte 1 600 marins japonais souffrant principalement de dénutrition<sup>168</sup>. Ce seront les premiers rapatriés de l'après-guerre. Quelques bateaux suivront en provenance des zones contrôlées par les américains, des LST et des cargos Liberty Ships utilisés par des Américains eux-mêmes de manière non-officielle<sup>169</sup>, avant la remise aux mains des Japonais des 100 Liberty Ships et 85 LST en février-mars 1946.

La mise en place des moyens de transports et des centres de rapatriement pour accueillir les nouveaux arrivants se poursuit pendant cette période. L'apport de navires américains demande une phase de préparation en janvier-février 1946. Pendant cette période, on parvient toutefois à rapatrier une grande partie des Japonais du sud de la Corée, des Ryūkyū et des Philippines<sup>170</sup> en utilisant des navires japonais <sup>171</sup>. Le 24 février, le statut du rapatriement est le suivant d'après les estimations du SCAP <sup>172</sup> :

---

<sup>167</sup> Construit en 1937 par Mitsubishi, le Takasagomaru assurait la liaison Taïwan-Kōbe jusqu'à la guerre. (voir

[http://www.city.kobe.lg.jp/culture/culture/institution/museum/tokuten/2007\\_01oyako.html](http://www.city.kobe.lg.jp/culture/culture/institution/museum/tokuten/2007_01oyako.html))

<sup>168</sup> Noma, Hisashi 野間恒, *Shōsen ga kataru taihei-yō sensō : shōsen mitsui senji senshi* 『商船が語る太平洋戦争 商船三井戦時船史』 (La guerre du Pacifique racontée par les navires marchands : l'histoire des navire marchands Mitsui pendant la guerre), titre anglais : *Japanese merchant ships at war : the story of Mitsui and O.S.K. liners lost during the Pacific War*, imprimé à compte d'auteur, 2002, 608 p., pp. 357, 590.

<sup>169</sup> Katō, Yōko 加藤陽子, « Haisha no kikan » 敗者の帰還 (Le retour des vaincus), dans *Sensō no ronri – nichiro sensō kara taihei-yō sensō made* 戦争の論理・日露戦争から太平洋戦争まで (La logique de la guerre – de la guerre russo-japonaise à la guerre du Pacifique), Tōkyō : Keisōshobō 勁草書房, 2005, p. 214.

<sup>170</sup> Il reste toutefois encore des prisonniers de guerre aux Philippines, voir infra.

<sup>171</sup> Kōseishō Engokyoku 厚生省援護局, récapitulatif des chiffres officiels par année, 1 janvier 1990, cité par Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 252 ; Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, p. 154.

<sup>172</sup> GHQ/SCAP, *Public Health and Welfare Weekly Bulletin*, 24 février au 2 mars 1946, Section I : Welfare.

Total à rapatrier au Japon :	6 390 857
Total des rapatriés à compter du 24 février :	1 465 980
Total restant :	4 924 877

Dans la même période, sur les 1 497 031 personnes à rapatrier dans d'autres pays à partir du Japon, 829 757 l'ont été (dont 564 791 Coréens). En six mois, 2 295 737 personnes ont été déplacées depuis ou vers le Japon grâce au dispositif de rapatriement et 23 % des Japonais hors de métropole ont été rapatriés au Japon.

*Du 15 mars à juillet 1946*

La deuxième phase des rapatriements se concentre sur la Chine et Taïwan, ainsi que sur les 750 000 Japonais stationnés dans les zones britanniques<sup>173</sup>. Les navires américains permettent une accélération nette du mouvement, mais cette rapidité accrue provoque plusieurs problèmes : le risque d'épidémie, pressenti dès le début, se concrétise. Il devient nécessaire de garder des navires en quarantaine devant certains ports : Uraga, Sasebo et Hakata sont désignés comme ports de quarantaine<sup>174</sup>. L'ampleur du problème est telle qu'à un moment, 22 navires comprenant 76 000 passagers sont simultanément en quarantaine en rade du port d'Uraga<sup>175</sup>. Les centres de rapatriement sont dépassés par le flot d'arrivants, qui

---

<sup>173</sup> Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, chapitre 6, note 11.

<sup>174</sup> Mémorandum du SCAP n°AG 720.4 (6 Apr 46) PH (dans GHQ/SCAP, *Public Health and Welfare Weekly Bulletin*, (31 mars au 6 avril 1946) ; et SCAPIN 865, *Quarantine Procedure for Cholera In Repatriates*, 6 avril 1946.

<sup>175</sup> Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, p. 155.

atteint jusqu'à 185 000 personnes par semaine<sup>176</sup>. Durant cette période, le nombre de ports utilisables reste faible et les transports à l'intérieur du Japon sont encore loin d'être rétablis, mais la préparation de centres d'accueils permet d'absorber graduellement cet influx<sup>177</sup>.

*De juillet à décembre 1946*

Pour la première fois depuis le début des rapatriements, à partir de juillet, le nombre de places disponibles sur les navires dépasse le nombre de passagers prévus : le nombre de rapatriés baisse à des niveaux presque « négligeables<sup>178</sup> », sauf dans le cas du port de Huludao. Le rythme du rapatriement ralentit considérablement, ce qui permet le retour au États-Unis de 51 Liberty Ships le 15 août.

Dans les zones contrôlées par les Américains, le rapatriement des prisonniers de guerre est temporairement suspendu en juillet, sauf pour les malades. Devant le manque de main d'œuvre dû au déplacement des troupes vers le Japon occupé et à la démobilisation d'une

---

<sup>176</sup> Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, p 155.

<sup>177</sup> Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, p. 150 et 155.

<sup>178</sup> Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, p. 158.

grande partie de l'armée américaine, les prisonniers de guerre considérés comme valides sont quant à eux utilisés pour démanteler les bases militaires américaines du Pacifique,<sup>179</sup>.

Le 8 août 1946, le SCAP annonce un plan pour le retour de tous les personnes et prisonniers de guerre déplacés depuis les zones contrôlées par les États-Unis, soit un total d'environ 69 000 personnes : 45 000 dans les Philippines, 5 000 à Hawaii, 7 000 dans la zone Pacifique et 12 000 à Okinawa. Ils seront rapatriés en trois groupes de taille égale en octobre, novembre et décembre 1946<sup>180</sup>.

Les Britanniques avaient également prévu dès la fin de la guerre d'utiliser un grand nombre de prisonniers de guerre pour les opérations nécessaires à la transition vers la paix : reconstruction des infrastructures, démantèlement des bases, et maintien de la paix. Le but exprimé était de les faire travailler aussi dur que possible afin de terminer les tâches nécessaires le plus rapidement possible<sup>181</sup>. Les régions contrôlées par le SACSEA représentent près de 738 000 prisonniers de guerre à la défaite<sup>182</sup> et en 1946 le Royaume-Uni déclare avoir l'intention de garder 113 500 prisonniers de guerre jusqu'en 1947<sup>183</sup>. Concrètement, ces prisonniers sont utilisés à des fins assez variées : de la construction ou réparation de routes et de chemins de fer à l'agriculture. Leurs tâches vont même jusqu'à déterrer les corps de soldats

---

<sup>179</sup> Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, p. 152, 158, 159.

<sup>180</sup> Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, p. 158.

<sup>181</sup> « *the maximum use is to be made of Japanese surrendered personnel for work in the Services* » 'HQ SACSEA Administrative Directive n° 36', 31 décembre 1945, PRO, WO 203/2727, dans Towle, Philip, Kosuge, Margaret et Kibata, Yoichi (eds.), *Japanese Prisoners of War*, New York : Continuum International Publishing Group, 2003, p. 146.

<sup>182</sup> Dennis, Peter, *Troubled Days of Peace : Mountbatten and South East Asia Command, 1945-1946*, Manchester : Manchester University Press, 1987, pp. 225-26.

<sup>183</sup> Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, p. 158.

alliés pour qu'ils puissent être ramenés ou ré-enterrés dans des cimetières militaires, ce dont certains soldats japonais se souviendront plus tard avec un dégoût particulier<sup>184</sup>.

MacArthur demande aux Britanniques le retour de tous les prisonniers de guerre japonais avant le 31 décembre 1946. En réponse à ces négociations, 89 000 Japonais seront effectivement rapatriés des zones d'Asie du Sud-est sous contrôle britanniques de juillet à décembre 1946 mais, fin 1946, les Britanniques conservent toujours environ 80 000 prisonniers de guerre en Birmanie et en Malaisie<sup>185</sup>.

Le flot de rapatriés en provenance de Huludao augmente graduellement, passant de 7 500 par jour en juillet à 10 000 par jour en septembre. Malgré une épidémie de choléra qui freine les opérations<sup>186</sup>, la Mandchourie est évacuée en octobre 1946, à l'exception de 68 000 ingénieurs et techniciens gardés par le gouvernement chinois pour permettre un transfert de technologie<sup>187</sup>. Le port de Huludao est sous le contrôle des nationalistes ; un accord avec les communistes permet cependant le transfert des Japonais dans les zones de Mandchourie contrôlés par les communistes vers Huludao (entre autres grâce aux négociations de Marshall<sup>188</sup>, qui seront toutefois impuissantes à régler la guerre civile chinoise comme l'espérait Truman).

---

<sup>184</sup> Kibata Yoichi, « Japanese Treatment of British Prisoners : the Historical Context », dans Towle, Philip, Kosuge, Margaret, et Kibata, Yōichi, *Japanese Prisoners of War*, New York : Continuum International Publishing Group, 2000 pp. 146-147

<sup>185</sup> Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, p. 159.

<sup>186</sup> Cette épidémie provoque un bref arrêt des opérations de rapatriement en août 1946. Voir General Headquarters / Supreme Commander for the Allied Powers, *Public Health and Welfare Weekly Bulletin*, (26 juillet au 3 août 1946,) p. 31.

<sup>187</sup> voir par exemple Gillin, Donald G. et Etter, Charles, *Staying On : Japanese Soldiers and Civilians in China, 1945-1949*, *The Journal of Asian Studies* (1983), 42 : pp 497-518.

<sup>188</sup> Voir Levine, Steven I., « A New Look at American Mediation in the Chinese Civil War: The Marshall Mission and Manchuria ». *Diplomatic History*, 1979, vol. 3, n°4, p. 349–376., Wei Liang-tsai, « George C. Marshall and American mediation in China », *EurAmerica*, vol.12, n°4, décembre 1982, pp. 53-93.

C'est également pendant cette période que les premiers accords sont enfin conclus avec les Soviétiques. Le 26 septembre, le représentant soviétique au Japon, (le lieutenant-général Derevyanko <sup>189</sup>, annonce au général MacArthur que l'URSS est prête à procéder au rapatriement de prisonniers de guerres et de civils japonais. Le 19 décembre 1946, un accord est conclu : les Soviétiques doivent laisser partir tous les Japonais démobilisés et civils ; le général MacArthur, en contrepartie, accepte de se charger du transport, à un rythme de 50 000 par mois (il propose même de transporter jusqu'à 360 000 personnes par mois si les soviétiques libèrent les Japonais plus rapidement). Pendant le mois de décembre, 30 200 personnes sont ainsi rapatriées depuis le nord de Corée, de Sibérie, de Dairen (Port Arthur), de Sakhalin et des Kouriles <sup>190</sup>.

Au total, au 31 décembre 1946, entre 5 096 323 <sup>191</sup> (selon le ministère de la Santé) et 5 103 323 <sup>192</sup> (selon le SCAP) Japonais ont été rapatriés au Japon. Quel que soit le chiffre retenu, il s'agit de près de 80 % du nombre total estimé par le SCAP originellement.

*De janvier 1947 au 31 décembre 1948*

Cette phase surtout est marquée par les désaccords au sujet des autres zones restant à vider, celles contrôlées par les Soviétiques, puisque les Britanniques, ayant terminé fin 1947

---

<sup>189</sup> Kuzma Nikolayevich Derevyanko (1904-1954), représentant de l'URSS lors de la signature des actes de capitulation du Japon le 2 septembre 1945, puis représentant de l'URSS au Allied Council for Japan. (Hsu, Immanuel C. Y., « Allied Council for Japan », *The Journal of Asian Studies*, vol. 10, n°02, février 1951, p. 174).

<sup>190</sup> G-3 GHQ SCAP & FEC, Status of Repatriation Report, 10, 17, 24 and 31 Dec 46.

<sup>191</sup> Kōseishō Engokyoku 厚生省援護局, récapitulatif des chiffres officiels par année, 1 janvier 1990, cité par Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 252.

<sup>192</sup> G-3 GHQ SCAP & FEC, Status of Repatriation Report, 6 jan 1947.

les opérations nécessitant l'emploi de prisonniers de guerre japonais en Asie du Sud-est, ont libéré les 80 000 Japonais qui restaient sur ces territoires<sup>193</sup>. Au départ, les progrès semblent tout à fait encourageants : fin 1947, environ 625 000 Japonais ont été rapatriés de façon officielle des zones contrôlées par les soviétiques. Il faut ajouter à ce nombre les 294 000 qui ont traversé la frontière entre la Corée du Nord et celle du Sud depuis la défaite sans l'accord des Soviétiques, pour être ensuite rapatriés sous le contrôle des Américains depuis la Corée du Sud<sup>194</sup>. Toutefois, ce chiffre est loin d'atteindre les estimations américaines, qui s'appuient sur les *Reports of Demobilization*<sup>195</sup> : il reste d'après les estimations obtenues autour de 751 000 Japonais dans les zones soviétiques au 31 décembre 1947. L'absence de chiffres portant sur la mortalité dans les camps soviétiques ne permet pas aux Américains de savoir si ce chiffre est proche ou non de la réalité<sup>196</sup>.

Après un bref arrêt des rapatriements depuis les zones soviétiques dû aux conditions climatiques en Sibérie et à Karafuto entre décembre 1947 et mai 1948, le processus reprend : en mai et juin 1947, 87 546 Japonais sont rapatriés de cette zone. Or ce nombre n'atteint pas les 50 000 mensuels promis à MacArthur, qui réagit dans la presse en septembre 1948 :

There is a deep and natural resentment throughout Japan at what is generally regarded by all Japanese as a basic disregard of human and moral values in the retention in Russia after more than three years following surrender of half a million Japanese prisoners employed under shocking conditions of forced servitude in works designed to increase the Soviet war potential. This, despite solemn undertaking entered into by the Allied

---

<sup>193</sup> Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, note 18.

<sup>194</sup> G-3 GHQ SCAP & FEC, Status of Repatriation Report, 2 janvier 1948.

<sup>195</sup> Compilés au sein de *Final report progress of demobilization of the Japanese Armed Forces, 30 December 1946*, Supreme Command of the Allied Powers.

<sup>196</sup> Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, p. 159. Cette question du nombre des internés et de la mortalité dans les camps sera abordé au sujet des rapatriés sous contrôle soviétique.



Powers in Clause 9 of the Potsdam Declaration offered as a condition to the Japanese surrender, which reads as follows: « The Japanese military forces, after being completely disarmed, shall be permitted to return to their homes with the opportunity to lead peaceful and productive lives<sup>197</sup>. »

*Il existe dans tout le Japon un sentiment profond de ressentiment contre ce qui est considéré par tous comme un mépris des valeurs humaines et morales : la détention, plus de trois ans après la défaite, d'un demi-million de prisonniers japonais dans des conditions choquantes de travail forcé, employés à des travaux visant à accroître le potentiel de guerre soviétique. Et ceci, en dépit de l'engagement solennel pris par les puissances alliées dans l'article 9 de la déclaration de Potsdam, offert comme condition de la capitulation du Japon, qui se lit comme suit : « Les forces militaires japonaises, après avoir été entièrement désarmées, seront autorisés à retourner chez eux avec toutes les possibilités de mener une vie paisible et productive. »*

Malgré les réticences de l'URSS, le bilan des rapatriements de 1945 à 1948 est extrêmement positif pour l'occupant et pour le gouvernement japonais. Le nombre total de Japonais à rapatrier (selon les estimations du SCAP, en février 1946<sup>198</sup>) était de 6 390 857. Au 31 décembre 1948, il n'en reste officiellement plus que 247 153<sup>199</sup>. D'après les chiffres du Kōseishō établis en 1989<sup>200</sup>, le nombre total de rapatriés est finalement de 6 293 399 personnes : près de 150 000 personnes vont donc encore rentrer au Japon entre 1948 et 1989

---

<sup>197</sup> Communiqué de presse du SCAP, 18 septembre 1948, cité dans Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, p. 160.

<sup>198</sup> General Headquarters / Supreme Commander for the Allied Powers, *Public Health and Welfare Weekly Bulletin* (24 février au 2 mars 1946), Section I Welfare.

<sup>199</sup> Chiffres obtenu par soustraction des chiffres présentés par le Kōseishō à la statistique précédente. La précision n'est pas la même sur tous les territoires, le chiffre est donc approximatif. Il existe des estimations plus tardives qui diffèrent légèrement : d'autres statistiques que celles présentées par le Engokyoku, en 2006, donnent le chiffre de 6 296 813 (*Nisenroku nen ichigatsu tsuitachi kōseishō matome* 2006 年 1 月 1 日 厚生労働省まとめ, reproduit dans Tōkyō Shinbun « daizukai » 東京新聞「大図解」», 19/8/2007.) la différence ne peut pas entièrement être expliquée par les 2 476 *zanryū koji* résidant au Japon.

<sup>200</sup> Kōseishō Engokyoku 厚生省援護局, récapitulatif des chiffres officiels par année, 1 janvier 1990, cité par Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 252.

et autour de 100 000 ne rentreront jamais. Leur cas sera abordé plus en détail au sujet des internés soviétiques et des enfants et femmes japonais restés en Chine et en Mandchourie.

### Un grand succès d'organisation

Pour le gouvernement japonais comme pour le SCAP, le problème qui se pose en août 1945 est surtout logistique. Il s'agit de trouver suffisamment de navires et d'hommes pour organiser le retour d'une population gigantesque éparpillée aux quatre coins de l'Asie vers le Japon le plus rapidement possible. De ce point de vue, l'opération est un succès retentissant : sans l'URSS, la seule à freiner véritablement les retours, tout aurait été terminé en 1948.

Ce bilan positif occulte néanmoins plusieurs réalités. Tout d'abord, si, d'un point de vue logistique, les situations varient finalement assez peu, l'expérience des rapatriés eux-mêmes dépend largement de l'endroit où ils se trouvaient le 15 août 1945. Taïwan, la Corée, la Mandchourie, Karafuto et Chishima : chaque cas est différent. Les rapatriés suivront des parcours si différents qu'il sera difficile de comprendre comment une fois au Japon ils seront tous confondus en une seule catégorie.

## Chapitre 2

### Une expérience loin d'être uniforme

Pour le SCAP, l'opération de rapatriement s'est effectuée comme un ensemble coordonné, comportant plusieurs phases d'un même mouvement. C'est en tout cas la lecture qu'en donne les *Reports of General MacArthur*. D'un point de vue organisationnel, cette lecture met en valeur la progression d'un mouvement général de retour pris dans son ensemble. Toutefois, lorsqu'on veut considérer quelle a pu être l'expérience vécue par les Japonais pris dans ce mouvement global, il est nécessaire de considérer chaque situation de manière séparée.

Les Japonais vivant à l'étranger étaient bien loin d'être égaux. Certains vivaient depuis plusieurs générations dans des colonies établies, comme la Corée ou Taïwan, où ils régnaient en maîtres sur la population, en riches propriétaires, industriels ou marchands. D'autres étaient de simples paysans que la pauvreté avait chassés du Japon et qui avaient su saisir la chance qui leur était offerte de se donner une vie nouvelle dans les grandes plaines vierges du nord de la Chine. Pourtant, le facteur qui influera le plus sur la façon dont ils rentreront au pays sera sans conteste la région dont ils étaient issus. La distance importait peu : revenir de Taïwan était plus facile que de la Corée. Ce seront plutôt les conditions locales, les structures mises en places par les armées victorieuses, les conditions météorologiques et le rapport des anciens colons avec leurs anciens colonisés qui expliqueront la diversité caractérisant l'expérience vécue par les rapatriés lors du retour.

Pour examiner ces disparités, une simple division par armées d'occupations (comme celle suivie par Lori Watt dans sa synthèse sur les rapatriements<sup>201</sup>) ne suffit pas. Certes, certaines caractéristiques s'expliquent facilement quand on recourt à cette catégorie. La chronologie relative des rapatriements montre une certaine concordance des rapatriements

---

<sup>201</sup> Watt, Lori, *When Empire Comes Home: Repatriation in Postwar Japan, 1945-1958*, Thèse, Columbia University, 2002, p. 15-62.

selon les armées concernées : ainsi, le tableau suivant laisse apparaître que le rapatriement s'est effectué globalement plus tôt pour les zones sous contrôle américain et chinois que pour celles placées sous contrôle britannique et soviétique<sup>202</sup>.

**Dates de début et de fin des rapatriements par région géographique (ordre chronologique)**

Région géographique	Armée d'occupation (officielle) <sup>203</sup>	Date de début du rapatriement des civils	Date de fin du rapatriement des civils
Corée du Sud	États-Unis	octobre 1945	avril 1946
Chine et Hong Kong	Chine	novembre 1945	fin 1946
Malaisie et Singapour	Royaume-Uni	décembre 1945	février à septembre 1946
Territoires australiens	Australie	janvier 1946	novembre 1946
Philippines	États-Unis	à partir de janvier 1946	
Bornéo du Nord (Malaisie)	Royaume-Uni	février 1946	
Java, Sumatra	Royaume-Uni	février 1946	septembre 1946
Taiwan	Chine	mars 1946	mai 1947
Vietnam (nord)	Chine	avril 1946	mai 1946
Vietnam (sud)	Royaume-Uni	avril 1946	août 1946
Thaïlande	Royaume-Uni	mai 1946	août 1946
Mandchourie, Dairen	URSS	mai 1946	1947
Célèbes (Sulawesi)	Royaume-Uni	mai 1946	juin 1946
Moluques, Petite Sonde, Nouvelle Guinée néerlandaise	Royaume-Uni	mai 1946	juin 1946
Birmanie	Royaume-Uni		août 1946
Corée du Nord	URSS	décembre 1946	juillet 1948
URSS ; Sakhaline, Kouriles	URSS	décembre 1946	juillet 1949

<sup>202</sup> Dans le cas britannique, cela est dû à la rétention de nombreux prisonniers de guerre pour du travail forcé, et dans le cas soviétique à la fois aux problèmes diplomatiques entre l'URSS et les États-Unis et aux internements en Sibérie.

<sup>203</sup> La présence de troupes communistes n'est ici pas prise en compte.

Source : à partir de Kobayashi, Hideo 小林英夫, Shibata, Yoshimasa 柴田善雅, Yoshida, Sennosuke 吉田千之輔, *Sengo ajia ni okeru nihonjin dantai. Hikiage kara kigyō shinshutsu made* 戦後アジアにおける日本人団体-引揚げから企業進出まで (L'association de Japonais dans l'Asie d'après-guerre. Des rapatriements à l'expansion économique), Tōkyō, Yumani shobō ゆまに書房, 2008, p. 15, et Kōseishō engokyoku 厚生省援護局 (ministère de la Santé, bureau d'aide) éd., *Hikiage to engo 30 nen no ayumi* 引揚げと援護三十年の歩み (30 ans d'assistance aux rapatriés), Kōseishō 厚生省, 1977, p. 689.

Ce tableau montre également qu'une simple division par armées d'occupations ne suffit pas à expliquer les disparités entre les régions. Les rapatriements de Chine et de Taïwan, par exemple, ne suivent pas la même temporalité alors qu'ils se sont réalisés sous le contrôle du gouvernement nationaliste chinois. Malgré le fait qu'elle soient toutes deux nominalement sous domination nationaliste, le contexte politique était différent dans ces deux régions. Le rapatriement de Taïwan est souvent considéré comme celui qui a été le plus facile, tandis que ceux de Chine ont été beaucoup plus difficiles à organiser<sup>204</sup>.

D'autre part, regrouper les zones par armée d'occupation ne permet pas de prendre en compte la complexité des changements après la défaite. Prenons le cas de la Mandchourie. Si on suit les termes du *General Order n°1*, le seul agent habilité à s'occuper de la démobilisation et des rapatriements des Japonais en Mandchourie était l'URSS. Pourtant, selon les accords du Caire, c'est à la Chine nationaliste que le territoire de Mandchourie devait finalement revenir. Or l'absence de troupes nationalistes chinoises en Mandchourie en août 1945 a fait que ce sont les Soviétiques qui ont été habilités à recevoir la reddition des Japonais dans cette région. La guerre civile chinoise et la présence de troupes communistes en Mandchourie rendaient la situation encore plus délicate : les sources soviétiques montrent qu'au départ, Staline avait probablement l'intention de diviser la Chine au niveau de la rivière

---

<sup>204</sup> Voir le cas de Taïwan, exposé plus loin.

Yangzi et ne voulait pas encourager l'avancée de Mao. Les forces communistes ont néanmoins obtenu l'autorisation de la part des Soviétiques d'entrer en Mandchourie en septembre 1945<sup>205</sup>.

Après le début du retrait des forces soviétiques en mars 1946, c'est l'armée communiste de Mao qui a pris le contrôle d'une grande partie du territoire de Mandchourie, à l'exception de la région entourant Dairen, qui est restée aux mains des Soviétiques jusqu'en 1950. Le Sud-Mandchourien s'est en revanche retrouvé sous contrôle de l'armée nationaliste chinoise jusqu'en 1948<sup>206</sup>. Par conséquent, la situation réelle pour les Japonais de la région était loin d'être simple : selon les zones de Mandchourie où ils se trouvaient à la défaite et selon la période à laquelle ils ont été finalement rapatriés, ils ont dû traiter avec des forces d'occupation et des gouvernements différents. Ce n'est pas à une seule armée d'occupation que les Japonais ont eu à faire en Mandchourie, mais à trois forces différentes. Il est donc bien difficile de traiter du cas de la Mandchourie si on ne conçoit cette dernière que comme une zone à l'époque sous contrôle soviétique.

Nous ne traiterons pas ici des rapatriements depuis toutes les régions, et en particulier ceux (principalement de soldats) en provenance des régions du Pacifique et du Sud-Est asiatique. En effet, pour ces zones où les rapatriements se sont effectués sous le contrôle direct des armées d'occupation concernées, il n'est pas certain qu'un traitement par zones plus précis présente un intérêt profond par rapport au tableau général proposé au chapitre précédent, en tout cas dans le contexte de cette étude. Nous n'allons donc ici traiter que de

---

<sup>205</sup> Murray, Brian, *Stalin, the Cold War, and the division of China: a multi-archival mystery*, Cold War International History Project n°12, Washington, DC : Woodrow Wilson International Center for Scholars, 1995, p. 2-3, 17 ; Burianek, Irmtraud Eve, *The Chinese Civil War 1945 – 1949*, GRIN Verlag, 2012, p. 7.

<sup>206</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku 戦後引揚の記録* (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 121.

quelques zones spécifiques : celles qui rassemblent l'immense majorité des populations civiles et où l'organisation des rapatriements a posé le plus de problèmes, c'est-à-dire tout d'abord la Mandchourie, puis Sakhaline et les îles Kouriles, la Chine continentale (hors Mandchourie et Taïwan), Taïwan et enfin la Corée. À elles seules, ces zones couvraient près de 97 % de la population civile d'outre-mer<sup>207</sup> et 65 % des soldats<sup>208</sup>, soit au total 79 % des Japonais hors du Japon. De plus, ces zones représentaient les trois zones d'occupations principales : celles sous contrôle soviétique, américain et chinois.

L'étude du cas de la Mandchourie, qui est devenu sans conteste le point focal de la mémoire des rapatriements, permettra d'une part de dégager les thèmes qui deviendront des tropes bien connus de l'expérience des rapatriements et de l'autre de déterminer si, au sein même de la Mandchourie, les expériences individuelles ont toujours été similaires.

Sakhaline et les îles Kouriles, également sous contrôle soviétique, présentent à la fois de nombreuses similarités et des différences claires avec le cas mandchourien. Le retour des Japonais a pris une forme particulière : cette région a en effet été la seule à être évacuée par les autorités japonaises lors de la défaite. Cette évacuation n'a concerné qu'une petite partie de la population, une autre fuyant par ses propres moyens. Les rapatriements officiels organisés par les autorités soviétiques ne commenceront que plus d'un an après la défaite. Il

---

<sup>207</sup> Estimations des populations obtenus d'après les différents recensements de l'état japonais et compilés dans le rapport sur le démobilisation : General Headquarters / Supreme Commander for the Allied Powers, *Final report progress of demobilization of the Japanese Armed Forces*, 30 December 1946, Supreme Command of the Allied Powers, inclosure 44. D'après ces estimations, le nombre de civils dans ces zones est de 1 230 000 pour la Mandchourie, 418 000 pour Sakhaline et les îles Kouriles, 446 021 en Chine continentale (hors Mandchourie), 159 795 à Taïwan, 186 758 en Corée au sud du 38<sup>e</sup> parallèle et 280 000 au nord, soit un total de 3 116 552 civils pour ces zones, sur un nombre total estimé ici à 3 200 741 toutes zones confondues.

<sup>208</sup> D'après les mêmes sources, pour les militaires : 594 000 pour la Mandchourie (qui seront rapatriés depuis la Sibérie), 63 550 pour Sakhaline et les îles Kouriles, 1 056 600 en Chine continentale (hors Mandchourie), 318 086 à Taïwan, 424 445 en Corée au sud du 38<sup>e</sup> parallèle et 73 349 au nord, soit un total de 2 243 366 sur 3 424 052.

ne s'agit donc pas d'une simple extension des rapatriements depuis la Mandchourie, mais d'une situation différente qui se traduit par des expériences distinctes du cas de la Mandchourie.

Nous aborderons aussi quelques particularités du cas de la Chine, qui est également souvent rattaché à celui de la Mandchourie. Toutefois, la situation politique complexe qui prévalait dans une Chine en proie à la guerre civile opposant nationalistes et communistes fait que les enjeux sont ici bien différents. Les deux armées tenteront de se servir des forces japonaises démobilisées pour gagner un avantage stratégique. De plus, l'armée japonaise en Chine a peu combattu à la fin de la guerre : c'est essentiellement une armée victorieuse, qui n'a pas le sentiment d'avoir été vaincue par les Chinois. Sa reddition et les rapatriements sont donc plus tardifs et bien plus complexes qu'ailleurs.

Bien qu'il s'agisse d'un territoire qui doit revenir à la Chine, le cas de Taïwan sera traité séparément. C'est en effet une exception dans l'histoire des rapatriements de masse. Pour l'écrasante majorité des analystes, l'expérience des rapatriés de Taïwan est beaucoup moins difficile que les autres : il s'agit d'un rapatriement relativement ordonné et aisé. C'est le contexte géopolitique de la passation de pouvoir en Chine, encadrée par les États-Unis, qui permet d'expliquer comment la situation à Taïwan a pu être plus facile qu'en Chine continentale, alors que, dans les deux cas, il s'agit de rapatriements organisés par les autorités de Chine nationaliste. Le climat particulier de la colonisation de Taïwan a également contribué à rendre le cas des rapatriements si singulier.

Les rapatriements effectués depuis la Corée du Sud feront également l'objet d'une partie séparée. La population japonaise de Corée, parfois installée dans la colonie depuis une trentaine d'années et qui n'a pas connu de grandes privations pendant la guerre n'a pas réagi



de la même façon que les Japonais de Mandchourie et estt loin d'avoir vécu les mêmes expériences. Nous examinerons également dans cette partie la fuite des Japonais venus de Mandchourie et de Corée du Nord à travers le 38<sup>e</sup> parallèle et rapatriés depuis la Corée du Sud.

## La Mandchourie

La Mandchourie tient une place majeure au cœur de la mémoire des rapatriés. La mémorialisation officielle<sup>209</sup> ainsi que les œuvres destinées au grand public (romans<sup>210</sup> et séries télévisées<sup>211</sup>) consacrées au sujet des rapatriements est en général centrée sur les retours de Mandchourie, que ce soit la fuite des civils (surtout des colons) ou le retour des soldats de l'armée du Kwantung internés en Sibérie. Très présente dans ces œuvres, l'image de la mère accompagnée de ses enfants fuyant la Mandchourie chargée de ses maigres possessions s'est imposée comme raccourci visuel traduisant l'expérience des rapatriements dans son ensemble<sup>212</sup>.

Pour autant, si elle s'est imposée historiquement, elle ne représente pas de façon fidèle l'ensemble des rapatriements, ni même l'ensemble de la situation propre à la

---

<sup>209</sup> Voir en particulier le Musée et centre de documentation pour la paix et le recueillement *Heiwa kinen tenji shiryō kan* 平和祈念展示資料館 situé à Shinjuku à Tōkyō. L'exposition sur les rapatriés se concentre sur les retours des zones sous contrôle soviétiques, avec une insistance dans les objets mis en avant sur 1) le retour des colons de Mandchourie, 2) le retour des soldats de l'armée du Kwantung capturés en Mandchourie et envoyés en Sibérie. Le musée était administré par la Fondation spéciale pour la Paix, institution administrative indépendante (*Dokuritsu kōsei hōjin Heiwa kinen jigyo tokubetsu kikin* 独立行政法人平和祈念事業特別基金) rattachée au ministère des Affaires internes, mais est maintenant sous contrôle direct du ministère. Voir chapitre 6 pour une analyse complète.

<sup>210</sup> Parmi les œuvres destinées au grand public qui traitent de la Mandchourie, citons le premier texte autobiographique de rapatrié, *Les étoiles filantes sont vivantes* de Fujiwara, Tei, publié en 1949, et maintes fois réédité : l'édition en livre de poche a été réimprimée 14 fois depuis sa première publication (ce texte est analysé dans le 6<sup>ème</sup> chapitre). Parmi les exemples les plus récents, *Akai tsuki*, de Nakanishi Rei, publié en 2001 et réédité en 2006, a été vendu à plus de 200 000 exemplaires d'après sa couverture et a fait l'objet d'une série télévisée ainsi que d'une pièce de théâtre en 2005. (Fujiwara, Tei 藤原てい, *Nagareru hoshi wa ikiteiru* 流れる星は生きている (les étoiles filantes sont vivantes), première édition Tōkyō : Hibiya shuppansha 日比谷出版社, 1949, réédition Tōkyō : Seishun shuppansha 青春出版社, 1971, réédition en livre de poche Tōkyō : Chūkōkōronsha, collection Chūkō bunkō, 1976, 332 p. ; Nakanishi, Rei なかにし礼, *Akai Tsuki*, 赤い月 (la lune rouge), Tōkyō : Shinkō bunkō 新潮文庫, 2001, réédition en deux volumes Tōkyō : Bungei shunjū 文藝春秋, 2006, 349 p. et 382 p. )

<sup>211</sup> La plus récente des nombreuses séries télévisées consacrées aux rapatriements de Mandchourie est *Kaitakusha tachi*, 開拓者たち (les pionniers), retransmise sur la NHK en mars 2012. La série, qui suit une femme envoyée pour épouser un colon, s'accompagne d'interviews et de témoignages de rapatriés recueillis pour l'occasion.

<sup>212</sup> C'est l'image qui figure sur les affiches du Heiwa kinen kan cité plus haut.

Mandchourie. Cette dernière présentait plusieurs caractéristiques qu'il est nécessaire de rappeler : premièrement, la présence des Japonais en Mandchourie était récente pour la grande majorité d'entre eux (à part dans la péninsule du Kwantung, qui faisait partie officielle de l'empire japonais depuis le traité de Portsmouth en 1905 et qui comporte en 1942 398 838 habitants<sup>213</sup>). Il ne s'agissait pas, comme en Corée, à Taïwan ou à Sakhaline, d'une terre où les Japonais sont présents depuis plusieurs générations. Les Japonais nés en Mandchourie étaient en général des enfants au moment de la défaite. Deuxièmement, la Mandchourie contenait l'une des populations les plus vulnérables, celle des colons (ou pionniers, en japonais *kaitakusha* 開拓者<sup>214</sup>) : il s'agissait d'agriculteurs pauvres envoyés au Mandchoukouo, pays officiellement indépendant, mais en réalité sous contrôle japonais, pour cultiver la terre<sup>215</sup>. Du fait de leur position géographique et de leur situation économique, ce sont ceux qui ont connu les plus grandes difficultés à la défaite.

### *Les pionniers japonais en Mandchourie : une population particulièrement vulnérable*

La Mandchourie présentait la particularité de comporter un très grand nombre de civils japonais en dehors du territoire officiel du Japon (mis à part la péninsule du Kwantung, ce n'était pas un territoire japonais, mais un pays officiellement indépendant, le Mandchoukouo). Les civils, toutefois, étaient venus en réponse à une politique d'émigration

---

<sup>213</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, tableau p. 16.

<sup>214</sup> Le terme *kaitaku* 開拓 a pour sens premier rendre cultivable, défricher.

<sup>215</sup> Bien que le Mandchoukouo ne soit pas une colonie à proprement parler, on peut utiliser ici le terme colons, puisqu'il s'agit d'une véritable politique nationale colonisatrice assimilant de fait sinon de droit le Mandchoukouo à une possession japonaise.

initiée par l'État japonais. Il est nécessaire de préciser en quoi consistaient ces politiques et quel type de population elles avaient mobilisé pour comprendre pourquoi certains étaient plus vulnérables au moment de la défaite.

Sans conteste, le groupe qui a souffert le plus des rapatriements de Mandchourie, ce sont les membres des *kaitakudan* (groupes de pionniers, 開拓団), composés d'agriculteurs envoyés pour défricher ce qui leur était présenté comme une terre vierge : la Mandchourie.

L'envoi d'agriculteurs pionniers en Mandchourie était en effet l'un des objectifs majeurs du gouvernement, qui cherchait à la fois à peupler la contrée et à trouver une solution à la crise économique à laquelle les petits agriculteurs faisaient alors face. En 1936, le cabinet Hirota a fait de la colonisation de la Mandchourie l'un des piliers de sa politique nationale et a lancé un programme ambitieux d'émigration visant à peupler ce nouveau et vaste territoire<sup>216</sup>. Toutefois, afin d'atteindre les objectifs prévus (plusieurs centaines de milliers d'immigrants), un appareil institutionnel complexe a dû être mis en place, à des niveaux différents : des associations de villages aux campagnes nationales de propagande, en passant par un organisme bureaucratique spécialisé et qui était destiné à accompagner les colons pendant toutes les étapes de leur migration. Ce projet a été qualifié par Louise Young de « machine à migration<sup>217</sup> », tant son fonctionnement était étendu et efficace.

L'enjeu principal de cette « machine » était de rendre la mission coloniale en Mandchourie séduisante pour les pionniers. En effet, la dépression du secteur agricole des années 1930, ajoutée au manque de terres disponibles au Japon, ne constituait pas une

---

<sup>216</sup> Plan pour l'implémentation de la colonisation et de l'émigration vers la Mandchourie (*Manshū kaitaku imin suishin keikaku*, 滿州開拓移民推進計画). Voir Young, Louise, *Japan's Total Empire: Manchuria and the Culture of Wartime Imperialism*, Berkeley : University of California Press, 1999, p. 352.

<sup>217</sup> Young, Louise, *Japan's Total Empire: Manchuria and the Culture of Wartime Imperialism*, Berkeley : University of California Press, 1999, p. 353.

motivation suffisante pour les fermiers. Certes, ceux qui avaient émigré en Mandchourie étaient également exemptés de service militaire, mais cet avantage ne suffisait pas à motiver un départ pour une terre inconnue et réputée être en proie aux brigands. Tout en usant d'une propagande très intense, à grand renfort de langage impérialiste décrivant le rôle du fermier colon en des termes héroïques et guerriers, le gouvernement a mis en place des dispositions concrètes visant à faciliter et à simplifier la mission du colon. Au sein même du gouvernement du Mandchoukouo, un organisme bureaucratique est devenu opérationnel dès 1936 pour servir le projet impérialiste japonais, le Bureau général des pionniers (Kaitaku sōkyoku 開拓総局), chargé de l'administration des colons et des sociétés japonaises, ainsi que de la gestion du transfert de terres et du déplacement des populations chinoises. Un certain nombre d'associations et de sociétés affiliées au gouvernement se sont partagées l'administration des communautés sur place. De toutes ces sociétés, c'est certainement la Manshū takushoku kōsha<sup>218</sup> 満州拓殖公社 (Société publique pour le défrichement de la Mandchourie) ou Mantaku qui était de loin la plus importante, puisque c'est elle qui servait d'intermédiaire entre le colon japonais et la nouvelle société dans laquelle il allait se placer, servant d'agent pour l'achat et la sélection des terres, et négociant avec les habitants chinois le rachat de leurs terres et leur déplacement, généralement au détriment de ces derniers. Ainsi, la bureaucratie japonaise isolait complètement le colon japonais du marché local et lui permettait de n'avoir à traiter qu'avec des intermédiaires japonais. De même, un réseau de stations de recherche, connu sous le nom global de « laboratoire pionnier » (Kaitaku kenkyūjo 開拓研究所) contrôlait l'avancée des colons et examinait leurs conditions de vie et de travail. Tous ces organismes visaient à rendre aussi simple que possible l'intégration des nouveaux colons dans

---

<sup>218</sup> Créée en 1937.

leur cadre de travail, en leur fournissant toutes les infrastructures dont ils pouvaient avoir besoin et en leur évitant toute négociation avec les habitants locaux<sup>219</sup>.

Toutefois, bien que l'émigration vers la Mandchourie ait été rendue plus simple, les candidats étaient peu nombreux. Il était donc nécessaire d'encourager activement l'émigration par une propagande et une campagne d'incitation gérées au niveau national et relevant du ressort du ministère des Colonies et ministère celui de l'Agriculture et des Forêts<sup>220</sup>. De 1936 à 1938, ce mouvement d'incitation était surtout dominé par l'action de groupes et d'associations au niveau des villages, visant à déplacer des foyers, voire des villages entiers<sup>221</sup>. À partir de 1938, un nouveau mode de recrutement des pionniers est apparu : les Milices patriotiques ou *giyūtai* 義勇隊<sup>222</sup>. Elles étaient le fruit d'organisations visant à recruter des garçons<sup>223</sup> ayant entre 14 et 21 ans grâce à des programmes d'information et d'incitation

---

<sup>219</sup> Young, Louise, *Japan's Total Empire: Manchuria and the Culture of Wartime Imperialism*, Berkeley : University of California Press, 1999, p. 355-358.

<sup>220</sup> Young, Louise, *Japan's Total Empire: Manchuria and the Culture of Wartime Imperialism*, Berkeley : University of California Press, 1999, p. 359.

<sup>221</sup> Dans le cadre de la politique *bunson*, *bunkyō* 分村、分故, l'une des stratégies employées par le gouvernement, qui consiste à déplacer des villages entiers. Sur le sujet, voir Kobayashi, Shinsuke 小林信介, *Manshū imin sōshutsu ni okeru minshū dōin no katei to haikei –saidai sōshutsuken Naganoken o jirei to shite* 満州移民送出における民衆動員の過程と背景～最大送出県・長野県を事例として～ (Contexte et processus de la mobilisation de masse en ce qui concerne l'envoi d'émigrants en Mandchourie : le cas du département ayant envoyé la plus grande population, le département de Nagano), Thèse, Université de Kanagawa 金沢大学, 2005, p. 10. Voir aussi Watanabe, Masako 渡辺雅子 et al, *Manshū bunson imin no shōwa shi : zanryūsha nashi no hikiage ōita ken ōtsuru kaitaku dan* 満洲分村移民の昭和史: 残留者なしの引揚げ大分県大鶴開拓団 (histoire de l'époque de Shōwa des villages entiers de la préfecture d'Ōita déplacés en Mandchourie : le groupe de pionniers de Ōtsuru, préfecture d'Ōita, rapatrié dans son intégralité), Tōkyō : Sairyūsha 彩流社, 2011, 253 p. pour des témoignages d'habitants de tels villages.

<sup>222</sup> Le nom global de l'organisation est *Manmō kaitaku seishōnen giyūgun* 満蒙開拓青少年義勇軍, soit armée patriotiques de jeunes gens pour la colonisation de la Mandchourie et de la Mongolie, chaque groupe étant un *tai* 隊 ou brigade. Le plan est mis sur pied le 11 février 1938 par le comité pour la colonisation de la Mandchourie (*Manshū takusoku iinkai* 満州拓植委員会). (Shiratori, Michihiro, 白取道博, « *Manmō kaitaku shōnen giyūtai no sōsetsu katei* » 「満蒙開拓青少年義勇軍」の創設過程 (La formation des milices patriotiques pionnières de Mandchourie), *Hokkaidō daigaku kyōiku gakubu kiyō* 北海道大學教育學部紀要, n°45, 1985, p. 218.)

<sup>223</sup> Des jeunes filles seront également recrutées pour servir d'épouses à ces jeunes gens. Désignées collectivement par le terme « fiancées du continent » (*tairiku no hanayome* 大陸の花嫁), elles étaient recrutées dans les villages puis envoyées en Mandchourie retrouver un fiancé qu'elles n'avaient vu

dans les écoles des villages. Les jeunes gens étaient motivés à partir par une énergique campagne de propagande rapprochant l'essor colonisateur de l'effort de guerre et le rôle des pionniers de celui des soldats. L'organisation des milices était d'ailleurs quasi militaire. L'effet de ces campagnes a été tel que, pendant la période allant de 1938 à 1945, les jeunes gens issus des *giyūtai* ont représenté près d'un tiers de tous les émigrants en Mandchourie<sup>224</sup>. En 1940, pour répondre à cet afflux, un autre bureau, le Seinen giyūtai kunren honbu 青年義勇隊訓練本部 (quartier général pour l'entraînement des milices patriotiques de jeunes hommes) a été créé au sein du gouvernement du Mandchoukouo. Il devait gérer spécifiquement l'afflux de jeunes gens des milices patriotiques et leur apporter l'entraînement adapté à leur mission colonisatrice<sup>225</sup>.

#### **Nombres de colons (agriculteurs) émigrant en Mandchourie**

	Nombre d'émigrants adultes*	Membres des Milices des jeunesses patriotiques
<b>1932-1936</b>	15 079	-
<b>1937-1941</b>	140 363	52 876
<b>1942-1945</b>	63 640	33 909
<b>Total (1932-1945)</b>	219 082	86 785

\* Certains des chiffres du tableau original dont ces totaux ont été tirés ont été obtenus à partir du nombre de foyers, selon la base de cinq personnes par foyer, ce qui était le nombre prévu par les plans d'émigration. Les autres sont obtenus par recensement direct.

---

qu'en photographie. Voir par exemple le travail de Kanō, Mikiyo 加納美紀代 sur le sujet, en particulier le chapitre « Manshū to onnatachi » 満州と女たち (les femmes et la Mandchourie), dans Ōe, Shinobu 大江志乃夫 et al, dir, *Bōchō suru teikoku no hitonagare* 膨張する帝国の人流 (le flot de personnes dans l'empire en expansion), série Iwanami kōza kindai nihon to shokuminchi 岩波講座近代日本と植民地 (Cours Iwanami - le Japon moderne et le colonialisme), Tōkyō: Iwanami shoten,, 1993, p. 199-222.

<sup>224</sup> Young, Louise, *Japan's Total Empire: Manchuria and the Culture of Wartime Imperialism*, Berkeley : University of California Press, 1999, p. 377.

<sup>225</sup> Young, Louise, *Japan's Total Empire: Manchuria and the Culture of Wartime Imperialism*, Berkeley : University of California Press, 1999, p. 356.

Ces pionniers envoyés pour travailler la terre ne formaient qu'une partie des Japonais présents en Mandchourie, mais ils représentaient le groupe le plus vulnérable. Les agriculteurs adultes acceptant d'émigrer en Mandchourie étaient en effet issus des classes d'agriculteurs les plus pauvres du Japon<sup>226</sup>. Les jeunes des milices patriotiques étaient encore plus démunis : non seulement ils venaient des mêmes strates sociales, mais leur vulnérabilité était encore accrue par leur âge<sup>227</sup>.

Il ne faut toutefois pas perdre de vue le fait qu'il ne s'agit là que d'une partie de la population. Les habitants des grandes villes, moins isolés et souvent plus riches, se sont retrouvés à la défaite dans une moins grande détresse que les pionniers. Certains ont même pu éviter une grande partie des difficultés liées à la défaite, en particulier les employés de la Mantetsu <sup>228</sup> (chemin de fer de Mandchourie). Leur situation était bien différente non seulement de celle des colons, mais même de celle des Japonais « ordinaires » (*ippan no nihonjin* 一般の日本人) : lors des rapatriements, les employés de la Mantetsu, appuyés par la plus grande entreprise de Mandchourie, ont souvent pu éviter les tragédies des mois suivant

---

<sup>226</sup> *Binnō* 貧農, paysan pauvre. À cette époque, d'après Young, ils sont définis comme des agriculteurs possédant moins de 5 *tan* (soit environ 0.5 ha) de terre.

<sup>227</sup> Young, Louise, *Japan's Total Empire: Manchuria and the Culture of Wartime Imperialism*, Berkeley : University of California Press, 1999, p. 399.

<sup>228</sup> De son nom complet Société des chemins de fer de Mandchourie du Sud (*minami manshū tetsudō kabushiki-gaisha* 南満州鉄道株式会社). Cette entreprise est fondée en 1906, originellement pour exploiter la ligne de chemin de fer construite par la Russie qui passe aux mains des Japonais après la guerre russo-japonaise, et qui est la véritable colonne vertébrale de l'industrie japonaise en Mandchourie. La compagnie construit également les mines, aciéries, et usines nécessaires pour cette industrie, une partie de ces filiales (comme l'aciérie Shōwa) devenant par la suite indépendantes.



la défaite. Beaucoup ont été ramenés au Japon plus vite et plus efficacement que les autres, à bord des trains de la compagnie, dans lesquels ils étaient prioritaires<sup>229</sup>.

### *L'armée du Kwantung a-t-elle abandonné les civils japonais en Mandchourie ?*

Il peut paraître illogique, considérant la tournure que prenait la guerre, que des groupes de colons aient été envoyés en Mandchourie jusqu'en mai 1945<sup>230</sup>. Il ne faut pas pour autant en conclure que le Japon n'avait pas anticipé l'issue probable des hostilités. Au contraire, c'est dans le but de protéger la Mandchourie d'une éventuelle attaque soviétique qu'ils ont été envoyés dans ces régions. Les politiques mises en place en décembre 1942 et août 1943 prévoyaient ainsi d'accélérer l'implantation des colons, en particulier des milices patriotiques dans des zones tampons situées le long de la frontière soviétique dans le but de constituer un réservoir humain pour l'armée impériale et de créer une ligne de « fortins humains » (*ningen tōchika* 人間トーチカ<sup>231</sup>).

Cependant, la défense de la Mandchourie était d'ores et déjà compromise. Après mai 1945, l'armée ne pouvait plus espérer arrêter les Soviétiques en cas d'attaque. Dès la défaite de l'Allemagne, le plan mis en place pour l'armée du Kwantung avait plutôt essentiellement

---

<sup>229</sup> Ce point, perçu comme une injustice par les rapatriés, était encore d'actualité en 2006 : dans l'*Asahi Shinbun*, le fils d'un des employés s'insurge contre cette image de la Mantetsu comme privilégiée, en décrivant le difficile retour de sa famille alors que son père est pourtant membre de la compagnie. (« Tokkenteki na mantetsu ikidooru hanashi o kiite » 特権的な満鉄 憤る話を聞いて (La Mantetsu privilégiée – écoutez cette histoire qui provoque la colère), *Asahi shinbun*, 朝日新聞, 22 février 2006.)

<sup>230</sup> Young, Louise, *Japan's Total Empire: Manchuria and the Culture of Wartime Imperialism*, Berkeley : University of California Press, 1999, p. 407.

<sup>231</sup> Young, Louise, *Japan's Total Empire: Manchuria and the Culture of Wartime Imperialism*, Berkeley : University of California Press, p. 1999, p. 405-407.

pour but de protéger la Corée et la péninsule du Kwantung, considérés comme les territoires les plus cruciaux pour le Japon, et d'abandonner la Mandchourie aux Soviétiques.

Cette décision stratégique a eu pour effet de laisser sans défense une grande partie de ces populations vulnérables. Nombre de récits de rapatriés exprimeront leur ressentiment devant ce qu'ils ont perçu comme une véritable trahison de la part de l'armée du Kwantung. Un certain nombre de termes qu'on retrouve fréquemment dans les récits des civils de Mandchourie en font état : la population civile est un peuple qu'on a « jeté », un peuple « abandonné » (*suterareta tami*<sup>232</sup> 捨てられた, ou *kimin*<sup>233</sup> 棄民). Il convient donc d'analyser plus en détail comment une armée censée être l'une des pièces maîtresses de la puissance militaire japonaise a pu en être conduite à laisser derrière elle son peuple et comment ces décisions ont pu être perçues par les civils à l'époque.

Avant le début de la guerre contre les États-Unis, l'armée du Kwantung constituait une force impressionnante comptant près de sept cent mille hommes. Ses effectifs ont encore augmenté ensuite pour atteindre leur maximum en 1943, après la mobilisation des Japonais de Mandchourie. Or, avec l'intensification des combats sur le front du Sud en été 1944 et avec la bataille de la mer des Philippines qui a commencé en juin 1944 pour arrêter le

---

<sup>232</sup> Pour un exemple de l'utilisation de cette expression, voir Fujita, Shigeru 藤田繁, *Kusa no hi: Mamô kaitakudan suterareta tami no kiroku* 草の碑・満蒙開拓団・捨てられた民の記録 (une stèle d'herbe : annales du peuple abandonné des colons de Mandchourie), Kanazawa : Nôto insatsu shuppanbu 能登印刷出版部, 1989, 773 p. Cet ouvrage est également cité par Young, Louise, *Japan's Total Empire: Manchuria and the Culture of Wartime Imperialism*, Berkeley : University of California Press, 1999, p. 399.

<sup>233</sup> Ce terme est presque synonyme du premier, mais le caractère 棄 est plus associé à l'idée d'abandon. Il se retrouve dans un grand nombre de titre d'ouvrages destinés au grand public sur les rapatriements, et est analysé entre autre dans Fujimaki, Keishin 藤巻啓森, « 'Manshū imin' kara 'manshū kimin' e - aomori ken ni okeru 'manshū imin' no haikai » 満州移民" から " 満州棄民" へ---青森県における" 満州移民" の背景 (de l'immigration en Mandchourie aux abandonnés de Mandchourie, le contexte de l'immigration en Mandchourie dans le département d'Aomori) *Aomori ake no hoshi tanki daigaku kenkyū kiyō* 青森明の星短期大学研究紀要 n°29, 2003, p. 43-62, et également dans Tamanoi, Mariko, *Memory Maps: the State and Manchuria in Postwar Japan*, Honolulu : University of Hawai'i Press, 2009, p. 71.

débarquement américain aux Philippines, une partie des troupes a été déplacée vers le Pacifique. Les effectifs ont donc diminué<sup>234</sup>. En août 1945, les estimations donnent un effectif de 713 000 soldats japonais en Mandchourie, plus environ 80 000 soldats coréens ou chinois sous contrôle japonais<sup>235</sup>.

En août 1945, la stratégie de l'armée suit les principes énoncés plus haut : l'armée du Kwantung doit se retirer en cas d'invasion soviétique et se replier sur un territoire triangulaire ayant comme sommet Shinkyō<sup>236</sup> et comme base une ligne allant de la ville de Tsūka\* sur la frontière coréenne au port de Dairen\* au sud de la péninsule du Kwantung, abandonnant ainsi les trois quarts de la Mandchourie<sup>237</sup>.

Lorsque l'armée soviétique franchit finalement la frontière le 9 août, les gouvernements locaux émettent des ordres d'évacuation à l'intention des civils, comme cela a été décrit au chapitre précédent. Toutefois, comme aucun moyen de transport n'est mis à la disposition des fuyards, ces ordres ne font qu'ajouter à la confusion ambiante : les civils

---

<sup>234</sup> Ienaga, Saburō 家永三郎, *Taiheiyō sensō 太平洋戦争*, Tōkyō : Iwanami shoten 岩波書店, 1968, p. 176-177.

<sup>235</sup> Glantz, David, *August Storm: The Soviet 1945 Strategic Offensive in Manchuria*, Leavenworth Papers No. 7. Fort Leavenworth, Kansas: Combat Studies Institute, U.S. Army Command and General Staff College, 1983, p. 28.

<sup>236</sup> 新京 (japonais Shinkyō, pinyin Xīnjīng, aujourd'hui 长春 Chōngchūn), ancienne capitale du Mandchoukouo située au nord de la frontière avec la Corée. Les noms des villes sous l'empire japonais étaient lus avec une lecture sino-japonaise, très loin de la prononciation chinoise originale, ou dans le cas des villes de Sakhaline et des Kouriles, avaient un nom japonais différent du nom russe. De plus, certaines villes, comme Shinkyō, ont changé de nom entre la période de domination japonaise et la période actuelle. Pour des raisons d'unification, les noms donnés dans ce chapitre seront en priorité les noms impériaux japonais, sauf dans les cas où cette pratique nuit à la compréhension. Dans ce cas, les villes apparaîtront en japonais avec leur équivalent moderne entre parenthèse, puis seront désignées sous leur nom moderne. Une liste des noms de villes avec leurs équivalents est disponible en annexe. Les noms y figurant seront indiqués dans le texte par une astérisque lors de leur première occurrence. Dans le cas des villages de petite taille, qui parfois n'existent plus, seul le nom japonais sera donné.

<sup>237</sup> Motojima, Nobu, 本島進, *Manshū hikiage aishi 満州引揚哀史* (la tragique histoire des rapatriements de Mandchourie), Tōkyō : Keibunsha 慧文社, 2009, p. 22-23 ; Young, Louise, *Japan's Total Empire: Manchuria and the Culture of Wartime Imperialism*, Berkeley : University of California Press, 1999, p. 408.

apprennent qu'ils doivent évacuer, mais ils ignorent quels moyens de transport employer, et surtout dans quelle direction ils doivent se diriger<sup>238</sup>. La retraite de l'armée du Kwantung, sans affronter les troupes soviétiques, ajoute à la confusion et à l'incompréhension des populations. Les troupes japonaises détruisent les ponts et les routes pour ralentir l'avancée des Soviétiques, comme le montre le témoignage suivant :

開拓団本部に琿春警察から避難命令が伝達されたのは、九日午前八時頃だという。[...]琿春橋が黒煙を上げていたのだ。関東軍は私たちを起き去りにして、渡り終えた橋を向こう側から爆破して退却した。信じられない黒煙である<sup>239</sup>

C'est apparemment à 8 heures le 9 août que le quartier général du kaitakudan (groupe de pionniers) a reçu un ordre d'évacuation de la part de la police de Konshun\*<sup>240</sup>. [...] Du pont de Konshun s'élevait une fumée noire. L'armée du Kwantung était partie en nous laissant là, et une fois le pont traversé, l'avait fait sauter avant de battre retraite. La fumée était incroyable.

Les civils se pressent dans les gares, demandant à être placés en sécurité. Les gouvernements locaux tentent de remédier à cette situation en commençant à mettre en place une évacuation grâce aux trains existants. Le plan ne prend en compte que les familles pouvant être déplacées par chemin de fer, c'est-à-dire les citoyens. Là aussi, l'ordre de priorité mis en place pour les évacuations prête à confusion et donne aux populations ordinaires l'impression qu'elles sont reléguées au dernier rang.

---

<sup>238</sup> Young, Louise, *Japan's Total Empire: Manchuria and the Culture of Wartime Imperialism*, Berkeley : University of California Press, 1999, p. 406.

<sup>239</sup> 「開拓団本部に琿春警察から避難命令が伝達されたのは、九日午前八時頃だという。[...]琿春橋が黒煙を上げていたのだ。関東軍は私たちを起き去りにして、渡り終えた橋を向こう側から爆破して退却した。信じられない黒煙である」, Tamada Kiyoko 玉田澄子, dans Motojima, Nobu, 本島進, *Manshū hikiage aishi* 満州引揚哀史 (la tragique histoire des rapatriements de Mandchourie), Tōkyō : Keibunsha 慧文社, 2009, p. 23.

<sup>240</sup> Konshun ou Hunchun fait aujourd'hui partie de la Préfecture autonome coréenne de Yanbian.

Pourtant, l'intention des autorités locales n'était pas, du moins officiellement, d'établir une discrimination entre militaires, administrateurs et personnes ordinaires, mais de faciliter l'évacuation en faisant partir d'abord ceux qui pouvaient être contactés et rassemblés le plus aisément et qui étaient donc prêts plus rapidement à partir plus rapidement : les familles de soldats de l'armée du Kwantung et des employés de la Mantetsu (chemin de fer de Mandchourie) étaient jugés aptes à se préparer au départ en deux ou trois heures seulement<sup>241</sup>. Wakatsuki cite le plan d'évacuation suivant, datant du 9 août :

le 9 août : 17 116 familles de l'état-major et familles associées à l'armée  
le 10 août : 16 700 familles liées à la Mantetsu  
le 11 août : le personnel de l'ambassade et du Kantōkyoku<sup>242</sup> soit 750 familles  
le 12 août : les familles des militaires affectés au gouvernement de Mandchoukouo, soit 749 familles  
le 13 août : les employés des entreprises d'état et les personnes ordinaires, soit 23 029 familles<sup>243</sup>.

Assez naturellement, cette politique est perçue comme un favoritisme et est source de mauvaises interprétations et de mécontentement de la part de la population, qui conclut à une discrimination, comme le montre le témoignage suivant :

---

<sup>241</sup> Motojima, Nobu, 本島進, *Manshū hikiage aishi* 満州引揚哀史 (la tragique histoire des rapatriements de Mandchourie), Tōkyō : Keibunsha 慧文社, 2009, p. 23-24, Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 313-315.

<sup>242</sup> 関東局, bureau du Kwantung, l'un des organes de gouvernement principaux de l'état japonais en Mandchourie.

<sup>243</sup> Manmō dōhō engokai 満蒙同胞援護会 (dir.), *Manmō shūsen shi* 満蒙終戦史 (histoire de la fin de la guerre en Mandchourie et Mongolie), Kawade shobō shinsha 河出書房新社, 1962, 932 p. , cité par Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 315.

ソ連軍の飛行機から機銃掃射を受けました。[連軍そつと頭を持ち上げて林口街の方を見ると、関東軍関係の家族とか、女子軍属の一団を乗せた列車が走り去るのが見えました。私たちも汽車に乗りたくても乗らずに、歩いて避難しているのにおもうと、これが同じ日本人なのかと悔しく思ったものでした<sup>244</sup>。

Les avions de l'armée soviétique nous ont tiré dessus avec des mitrailleuses. [...] J'ai levé la tête avec précaution et j'ai regardé vers Rinkō<sup>245</sup>. J'ai vu un train qui partait, avec à bord entre autre des familles de l'armée du Kwantung ainsi que tout un groupe de femmes auxiliaires de l'armée. Nous, qui aurions bien voulu monter dans un train mais ne le pouvions pas, nous allions devoir fuir à pied. En y réfléchissant, nous nous sommes dit avec amertume : « Ce sont des Japonais comme nous, ceux-là ? »

Le plan cité plus haut prévoyait de commencer l'évacuation dès le 9 août, mais le premier train est finalement planifié pour le 10 août à 18 heures, au départ de Shinkyō. Des retards successifs font que ce train ne partira finalement que le 11 à 1 heures 40 du matin<sup>246</sup>. Ironiquement, ce premier train d'évacuation n'atteindra pas son but, s'arrêtant à Heijō\* (Pyongyang) en raison d'un manque de ravitaillement dû à la désorganisation générale. Les passagers seront retenus en Corée du Nord sous contrôle soviétique et seront finalement loin de faire partie des premiers à rentrer au Japon<sup>247</sup>.

Même ceux qui parviennent à prendre place dans un train sont loin d'éviter les dangers. L'incident de Shōsan (*shōsankoku jiken* 小山克事件) en est un triste exemple. Le 13 août 1945, un train parti de Shinkyō le même jour à 1 heures 50 du matin avec 490 passagers à bord est reçu en gare de Kyūdai\* par une foule de Chinois hostiles armés d'instruments de

---

<sup>244</sup> Naemura Tomiko 苗村富子, citée par Motojima, Nobu, 本島進, *Manshū hikiage aishi* 満州引揚哀史 (la tragique histoire des rapatriements de Mandchourie), Tōkyō : Keibunsha 慧文社, 2009, p. 24.

<sup>245</sup> 林口 (japonais Rinkō, pinyin Línkǒu), région rattachée à Mukden.

<sup>246</sup> Handō, Kazutoshi 半藤一利, *Soren ga manshū ni shinkō shita natsu* ソ連が満洲に侵攻した夏 (L'été où l'URSS a envahi la Mandchourie), Tōkyō : Bungei shunjū 文藝春秋, 1999, Bunshū bunko 文春文庫, 2002, p. 230-231.

<sup>247</sup> Motojima, Nobu, 本島進, *Manshū hikiage aishi* 満州引揚哀史 (la tragique histoire des rapatriements de Mandchourie), Tōkyō : Keibunsha 慧文社, 2009, p. 24.

ferme. Le train parvient à repartir, les Japonais ayant laissé leurs biens, mais est ensuite arrêté au tunnel de Shōsan<sup>248</sup>, où un groupe d'hommes armés forcent les femmes japonaises à sortir du train et en violent plus d'une centaine. Certains tentent de fuir pour prévenir les autorités, mais sont massacrés jusqu'à ce qu'une jeune fille de 13 ans, blessée, parvienne finalement à prévenir les autorités à la gare<sup>249</sup>.

### *Les groupes de pionniers : un taux de mortalité d'un tiers*

Malgré les tentatives d'évacuation, une grande majorité des Japonais ordinaires ainsi que de Japonais vivant dans les campagnes, en particulier les colons agriculteurs mentionnés plus haut, n'ont bénéficié d'aucune aide pour leur rapatriement, et n'ont reçu aucune instruction particulière leur indiquant la marche à suivre<sup>250</sup>. Rappelons les quelques chiffres cités plus haut<sup>251</sup> : des 223 000 pionniers qui résidaient en Mandchourie à la fin de la guerre, près d'un tiers sont morts après la défaite, dont environ 67 000 de faim et de maladie et

---

<sup>248</sup> 小山, en chinois xiǎoshān, n'est pas un toponyme à proprement parler mais signifie « colline » en chinois. Le tunnel de chemin de fer est nommé Shōsan, soit ce même mot pris dans sa lecture sino-japonaise. Ce nom n'a pas de sens en japonais.

<sup>249</sup> Handō Kazutoshi 半藤一利, *Soren ga manshū ni shinkō shita natsu* ソ連が満洲に侵攻した夏 (L'été où l'URSS a envahi la Mandchourie), Tōkyō : Bungei shunjū 文藝春秋, 1999, Bunshūn bunko 文春文庫, 2002, p. 230-232 ; voir également Kitano, Kenji 北野憲二, *Manshūkoku teikoku no tsūka ochi* 満州国皇帝の通化落ち (la chute de Tsūka dans l'empire du Mandchoukouo), Shin jinbutsu ōrai sha 新人物往来社, 1992, p. 190-194 ; Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚げの記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 125.

<sup>250</sup> Watt, Lori, *When Empire Comes Home: Repatriation in Postwar Japan, 1945-1958*, Thèse, Columbia University, 2002 p. 47 ; Young, Louise, *Japan's Total Empire: Manchuria and the Culture of Wartime Imperialism*, Berkeley : University of California Press, 1999, p. 407-409

<sup>251</sup> Ce chiffre, tiré d'un rapport du Ministère des affaires étrangères en 1956, n'est pas égal au chiffre de 305 867 obtenu en additionnant les chiffres indiqués dans le tableau précédent. Cela est dû au grand nombre de colons abandonnant l'aventure mandchourienne pour revenir au Japon.

11 520 de mort violente. Ce chiffre représente 45 % du montant total des morts de civils en Mandchourie, alors que le nombre total de colons ne représentait qu'à peu près 14 % de la population de la région<sup>252</sup>. Les morts violentes étaient le fait parfois des Soviétiques, parfois des Chinois (ex-membres de l'armée du Kwantung, paysans dépossédés, travailleurs forcés), lesquels cherchaient à se venger ou bien simplement à reprendre leurs biens. Ce sont également ces attaques qui ont laissés les colons vulnérables à la famine et à la maladie, en les forçant à fuir en abandonnant leurs possessions<sup>253</sup>. Ces populations étaient d'autant plus démunies devant la désorganisation due à la défaite qu'elles étaient extrêmement dépendantes du cadre organisationnel mis en place par l'État. N'ayant jamais traité avec d'autres intermédiaires que les différentes agences japonaises, ces communautés fonctionnaient en vase clos et n'avaient que peu de contact avec les populations chinoises.

On doit également déplorer un nombre non négligeable de morts par suicide. Le tableau suivant montre quelle a été la cause de la mort de 9 662 membres de groupes pionniers, tous morts de mort violente, et faisant partie de 75 villages pour lesquels il existe des chiffres précis : au total, plus de la moitié des morts violentes ont été dues au suicide, provoqué par l'attaque imminente de forces ennemies.

---

<sup>252</sup> Manshū kaitakushi kankō-kai 満洲開拓史刊行会(ed.), *Manshū kaitakushi* 満洲開拓史 (*Histoire des colons de Mandchourie*), Manshū kaitakushi kankō-kai, Tōkyō : Kaitaku Jikōkai toritsugi 開拓自興会取次, 1966, p. 436-437.

<sup>253</sup> Manshū kaitakushi kankō-kai 満洲開拓史刊行会(ed.), *Manshū kaitakushi* 満洲開拓史 (*Histoire des colons de Mandchourie*), Manshū kaitakushi kankō-kai, Tōkyō : Kaitaku Jikōkai toritsugi 開拓自興会取次, 1966, p. 415-422.



### Cause du décès, parmi 9 662 morts de morts violente au sein des colons de Mandchourie

Cause de la mort	Provenance de l'attaque			Nombre de morts au total
	Chinois	Soviétiques	Combinés	
<i>Suicide</i>	3 420	759	216	4 195
<i>Mort au combat</i>	1 141	1 620		2 761
<i>Suicide ou combat</i>	476	1 418		1 894
<i>Autre</i>	-	-	-	612
Toutes causes	5 037	3 797	216	9 662

Source : Manshū kaitakushi kankō-kai 満洲開拓史刊行会(ed.), *Manshū kaitakushi* 満洲開拓史 (*Histoire des colons de Mandchourie*), Manshū kaitakushi kankō-kai, Tōkyō : Kaitaku Jikōkai toritsugi 開拓自興会取次, 1966, p. 430-432, cité par Young, Louise, *Japan's Total Empire: Manchuria and the Culture of Wartime Imperialism*, Berkley, University of California Press, 1999, p. 410.

Certains de ces suicides étaient des actes individuels désespérés ou des suicides de familles individuelles. Dans l'épouvante de la défaite et la crainte encore plus prégnante des actes de vengeance de la part des Chinois et des exactions de Soviétiques, certains se sont préparés à un dernier combat donc l'issue était forcément fatale. Furuya Mitsutoshi 古谷三敏<sup>254</sup>, qui deviendra plus tard un célèbre auteur de manga, raconte ainsi que son père lui a enseigné, alors que la défaite était imminente, comment dégoupiller une grenade, « au cas où<sup>255</sup> ». Il est difficile d'imaginer que le père de Furuya espérait que son fils âgé de 9 ans serait à même de se défendre avec une grenade dont il parvenait à peine à ôter la goupille. S'il a

<sup>254</sup> Furuya, Mitsutoshi 古谷三敏 (1936- ), auteur en particulier de la série *Dame Oyaji* ダメおやじ (un père nul), publiée de 1970 à 1982, au sujet d'un employé ordinaire qui n'a aucune autorité, ni dans son travail, ni dans sa famille. Furuya est né à Mukden en 1936 et rentre au Japon en décembre 1945.

<sup>255</sup> « Mon père m'a enseigné comment enlever la goupille de sécurité d'une grenade, en disant que c'était au cas où. La goupille était très difficile à manipuler pour un enfant. » 「ぼくもおやじから万が一のときにと、手榴弾の安全ピンの抜き方を教えてもらった。安全ピンが子供の力では手とてもきつく感じた。」 (Chūgoku hikiage mangaka no kai 中国引揚げ漫画家の会 (dir.), *Boku no Manshū : mangaka tachi no haisen taiken* ボクの満州: 漫画家たちの敗戦体験 (ma Mandchourie : l'expérience de la défaite des auteurs de manga), Tōkyō : Akishobō 亜紀書房, 1995, p. 65.)

appris à son fils à manier ce type d'arme, c'est pour lui éviter une mort plus atroce en cas d'attaque<sup>256</sup>.

Un nombre difficile à estimer de suicides relève cependant de ce que les historiens ont plus tard appelé *shūdan jiketsu* 集団自決 (le terme *jiketsu* peut vouloir dire à la fois « détermination personnelle » et « suicide », et le terme *shūdan* signifie « en groupe »)<sup>257</sup>. Un exemple tristement célèbre permet d'éclairer les conditions dans lesquelles se sont déroulés ces actes tragiques : dans la colonie de Mizuho 瑞穂, environ cinq cents colons, se trouvant encerclés par des forces hostiles, ont ingéré du poison. Il s'agissait en grande majorité de femmes et d'enfants, incités à cet acte par les hommes. Les hommes ont ensuite attaqué leurs agresseurs dans un combat désespéré. Nombre d'entre eux se sont tués eux-mêmes quand ils sont parvenus à survivre au combat<sup>258</sup>. Il existe nombre d'autres rapports similaires. Wakatsuki cite des cas de mort par *shūdan jiketsu* dans les villages et régions de Maruban 板

---

<sup>256</sup> Il s'agit d'une politique encouragée par l'armée, dans la logique d'une armée où les soldats ne devaient pas être faits prisonniers : les soldats distribuaient aux civils des grenades, en leur donnant quelques instructions simples sur leur utilisation, pour qu'ils puissent éviter d'être capturés. Voir Field, Norma, *In the realm of a dying emperor*, New York : Knopf Doubleday, édition originale 1991, réédition 2011, p.61 et 66. Ici comme dans le cas des suicides en masses cités plus bas, la notion de choix personnel dans l'utilisation de tels outils est délicate : les soldats pouvaient encourager, voir menacer les civils, pour qu'ils utilisent ce moyen de dernier recours.

<sup>257</sup> Certains historiens, notamment l'Américaine Norma Field, considèrent que traduire ce terme par « suicide collectif » n'est pas correct, et qu'il serait plus juste d'utiliser le terme « suicide de groupe forcé », puisqu'il s'agit dans la plupart des cas d'une décision prise par un petit nombre et imposée aux autres, et non d'une décision collective. (Field, Norma, *In the realm of a dying emperor*, New York : Knopf Doubleday, édition originale 1991, réédition 2011, p. 61.) Mariko Tamanoi suit la même nomenclature que Field. Face à un tel acte, il est difficile de faire la part des choses entre ce qui relève du suicide, compris comme un acte volontaire impliquant une décision personnelle, et un acte de meurtre collectif. Les enfants, en particulier, ne peuvent pas être considérés comme ayant fait un quelconque choix, et doivent être considérés comme des victimes d'homicides de la part de leurs parents et non de suicides. Le terme « suicide collectif » sera utilisé ici pour faciliter la compréhension, mais chaque cas doit être considéré individuellement pour déterminer ce qui relève ou non d'un véritable suicide.

<sup>258</sup> Nagano-ken kaitaku jikōkai manshū kaitaku-shi kankōkai 長野県開拓自興会満州開拓史刊行会, (dir.), *Nagano-ken manshū kaitaku shi : kakudanhen* 長野県満州開拓史・各団編 (histoire de la colonisation de Mandchourie par les colons de la préfecture de Nagano : les colonies prises individuellement), Nagano : Nagano-ken kaitaku jikōkai manshū kaitaku-shi kankōkai 長野県開拓自興会満州開拓史刊行会, 1984, p. 42, cité par Tamanoi, Mariko, *Memory Maps: the State and Manchuria in Postwar Japan*, Honolulu : University of Hawai'i Press, 2009, p. 68.

子房, Hōsan 宝山, Ashū 亜州, Takahashi 高橋, Kutami 来民, et Mizuho (cité plus haut). Dans ces six endroits, il recense un total de 1 896 morts par « suicide collectif » provoqué par des attaques de « brigands » (c'est-à-dire de Chinois et non de Soviétiques<sup>259</sup>). Dans le village de Kutami, on comptait un seul rescapé<sup>260</sup>. Kutami présentait d'ailleurs la particularité d'être un village composé uniquement de *burakumin*<sup>261</sup> venus de la région de Kumamoto<sup>262</sup>.

Un grand nombre de récits de rapatriés mentionnent ces suicides collectifs. Nishida Takeshi 西田武 raconte par exemple ses derniers jours dans le hameau de Shirayama 白山, dépendant du village d'Ashū, où Wakatsuki recense 356 morts par suicide<sup>263</sup>. Nishida est né en 1917 et est donc un homme de 28 ans quand vient la défaite. Il participe aux discussions entre les colons au sujet de ce qu'ils doivent faire lorsque le village est assailli par des Chinois au soir du 23 août. Les combats continuent la journée suivante et les Japonais voient qu'ils ne pourront pas défendre le village très longtemps. Ils sont désespérés. Un groupe de plusieurs familles vient voir Nishida cette nuit-là vers 3 heures du matin :

---

<sup>259</sup> Les écrits des rapatriés parlent en général de « bandits mandchouriens » (*manshū hizoku* 満州卑属). Ce terme vague recouvre plusieurs réalités : des véritables bandes de hors-la-loi qui attaquaient des villages isolés, mais surtout après la défaite, des paysans non-Japonais déplacés pour donner leur terre aux Japonais, qui viennent reprendre leur bien aux Japonais. (Tamanoi, Mariko, "Between colonial racism and global capitalism: Japanese repatriates from northeast China since 1946", *American Ethnologist* 2003, vol. 30, n°4, p. 528.)

<sup>260</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 156.

<sup>261</sup> Le terme *burakumin* 部落民, littéralement « personne des quartiers », désigne un groupe social discriminé socialement au Japon, descendants de classes considérées comme parias à l'époque féodale.

<sup>262</sup> Voir Takahashi, Yukiharu 高橋幸春, *Kibō no imin-shi : manshū e okurareta 'hisabetsu buraku' no kiroku* 絶望の移民史 : 満州へ送られた「被差別部落」の記録 (histoire de l'immigration de l'espoir : annales des burakumin envoyés en Mandchourie), Tōkyō : Mainichi shinbunsha 毎日新聞社, 1995, 237p.

<sup>263</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 156.

山内さん、北野さんの一家やその他の人たちも「西田さん、北さん、白山郷在住中はいろいろとお世話になりました。ありがとう。わしら一足先にあの世に参らせてもらうから、後をよろしく」と暇乞いされたので驚き、「皆さん、早まったことをしてはなりませんよ。皆で力を合わせて齊齊哈爾に行きましょう」と、手を取り合い、思いとどまるように泣きながら説得して、いったん本部に引き返し、事態を見守ることとした<sup>264</sup>。

Monsieur Yamauchi et monsieur Kitano, accompagnés de leur famille et de quelques autres personnes, sont venus nous dire adieu : « monsieur Nishida, monsieur Kita, vous nous avez été d'un grand secours pendant tout le temps où nous avons habité à Shiroyama. Merci. Nous allons quitter ce monde quelques pas devant vous, alors nous vous faisons confiance pour la suite des événements. » Choqué, je leur ai répondu : « Il ne faut pas agir avec trop de précipitation. Rassemblons toutes nos forces, et allons jusqu'à Chichiharu\*. » Je leur ai pris la main en pleurant, et je les ai persuadés d'abandonner leur idée. Je les ai accompagnés jusqu'au bureau central temporairement, et j'ai décidé de veiller sur leur situation.

Il parvient à échapper à l'attaque et à rejoindre ensuite le camp de réfugiés de Chichiharu. Bien que son récit traite du suicide, lui-même n'est pas impliqué directement. L'anecdote racontée ici le met finalement en valeur, puisqu'il réussit à empêcher le suicide des familles dont il parle. Beaucoup plus rares sont les récits de rapatriés disant avoir participés eux-mêmes en tant qu'acteurs aux suicides de groupe. Mariko Tamanoi cite cependant le texte qu'elle qualifie d'exceptionnel d'une rapatriée, Takahashi Sumiko 高山すみ子. Dans son livre intitulé *Nono san ni narundayo*<sup>265</sup> (vous deviendrez des Bouddha),

---

<sup>264</sup> Nishida Takeshi 西田武, « Ashū shirayama kyō kaitakudan – matsuki » 亜州白山郷開拓団・末記 (récit de la fin du groupe de colons du hameau de Shirayama à Ashū), Heiwa kinen jigyo tokubetsu kikin 平和祈念事業特別基金 (fondation spéciale pour la paix et la consolation), éd., « Kaigai hikiagesha ga kataritsugu rōku » 海外引揚者が語り継ぐ労苦 (Récits de leurs peines transmis par les rapatriés d'outre mer), *Heiwa no Ishizue* 平和の礎 (La pierre de fondation de la paix), Tōkyō : Heiwa kinen jigyo tokubetsu kikin 平和祈念事業特別基金 (fondation spéciale pour la paix et la consolation), vol.9, 1999, p. 140-141. Infra, cette série de recueils de témoignages sera désignée sous le nom *Heiwa no Ishizue - Hikiagesha*.

<sup>265</sup> Takayama, Sumiko 高山すみ子, *Nono san ni narundayo* : manshū kaitaku naraku no soko kara ノノさんになるんだよ : 満蒙開拓奈落の底から (vous deviendrez des bouddhas : depuis l'abysse des groupes pionniers de Mandchourie), Nagano : 銀河書房 Ginga shobō, 1987, 226 p., cité par Tamanoi, Mariko, *Memory Maps: the State and Manchuria in Postwar Japan*, Honolulu : University of Hawai'i Press, 2009 p. 69-70.

Takahashi raconte les événements qui la mènent à disposer ses deux jeunes enfants à la mort, les calmant pendant qu'un officier japonais les abat avec une arme à feu. Elle pense être la prochaine à mourir et se prépare en priant au coup de feu qui doit l'abattre, mais la personne supposée la tuer est abattue par les Soviétiques qui se ruent dans le village et détruisent la grange où elle attend son sort. Ensevelie dans les décombres, elle perd connaissance et, lorsqu'elle se réveille plusieurs heures plus tard, les combats sont terminés. Elle décide alors de vivre : elle est enceinte, elle a perdu deux enfants, elle veut au moins que survive celui qu'elle porte en elle. Takahashi est l'une des rares à parler d'un tel acte à titre personnel dans ses mémoires. De tels actes sont très rarement décrits à la première personne, mais Takahashi est d'une certaine façon autorisée à le faire par le fait que ses enfants ne sont pas morts directement de sa main. Son récit se plie également à une autre caractéristique visible dans les récits des rapatriés qui mentionnent les « suicides collectifs » : les auteurs de l'acte, quand ils survivent, survivent par accident et non par volonté. Selon Tamanoi, c'est justement parce que son récit est conforme à ces normes que Takahashi peut écrire ce texte.

En réalité, c'est l'armée soviétique qui a infligé le plus de violences aux civils japonais, en particulier aux femmes, même si les cas de violence de la part des Chinois n'ont pas été négligeables en Mandchourie<sup>266</sup>. Les chiffres concernant les violences faites aux femmes sont extrêmement flous et difficiles à obtenir à cause du stigma social écrasant qu'impliquait le viol à l'époque. Takeda Shigetarō 武田繁太郎, l'un des premiers à écrire sur cette question, propose une estimation du nombre de femmes violées en Mandchourie qui va de 30 000 à

---

<sup>266</sup> Les Chinois n'exerceront par contre globalement pas de représailles envers les Japonais en Chine continentale malgré les atrocités qui y ont été commises par l'armée japonaise pendant la guerre. Voir infra.

40 000<sup>267</sup>, tandis que Wakatsuki, sans annoncer de chiffre, détaille un grand nombre d'incidents ponctuels. Il divise ces attaques en deux types : des incidents isolés, impliquant un ou deux soldats soviétiques, et des viols collectifs où les femmes japonaises étaient systématiquement violées, souvent malgré leur tentatives de déguisement, sans discrimination d'âge ou de statut (certaines seront la cible d'avortements obligatoires une fois rentrées au Japon<sup>268</sup>).

Dans les récits des rapatriés, on trouve souvent des références à des viols collectifs d'une extrême violence, mais les personnes qui les relatent affirment toujours avoir pu échapper à cette situation grâce à une ruse ou par simple hasard. Dans les récits personnels de la fin de la guerre, on ne trouve pas de témoignages directs de la part des victimes, parce que celles-ci n'ont pas écrit sur leur expérience tant le traumatisme était grand ou bien parce que, même trente ans ou quarante ans après la guerre, le coût social de la vérité reste trop grand pour les victimes qui préfèrent déguiser la vérité. C'est bien sûr à rapprocher de la réserve qui apparaît dans les récits lorsqu'il est question de suicides/massacres de groupe ou d'abandons d'enfants japonais à des familles chinoises<sup>269</sup>.

---

<sup>267</sup> Takeda, Shigetarō 武田繁太郎, *Chinmoku no 40 nen : hikiage josei kyōsei chūzetsu no kiroku* 沈黙の四十年：引き揚げ女性強制中絶の記録 (un silence de 40 ans : l'avortement forcé sur les femmes rapatriées), Tōkyō : Chūō kōronsha, 1985, p. 196.

<sup>268</sup> Dans son livre sur le sujet, le journaliste Takeda Shigetarō n'avance pas de chiffre total pour les femmes ayant subi des avortements. D'après les entretiens qu'il a pu faire avec certains médecins et infirmières concernés, il s'agit au minimum de plusieurs centaines, au maximum de quelques milliers de femmes. Takeda, Shigetarō 武田繁太郎, *Chinmoku no 40 nen : hikiage josei kyōsei chūzetsu no kiroku* 沈黙の四十年：引き揚げ女性強制中絶の記録 (un silence de 40 ans : l'avortement forcé sur les femmes rapatriées), Tōkyō : Chūō kōronsha, 1985, p. 56 ; Watt, Lori, *When Empire Comes Home: Repatriation in Postwar Japan, 1945-1958*, Thèse, Columbia University, 2002 p. 47 ; Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚げの記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 123-125.

<sup>269</sup> Tamanoi affirme n'avoir jamais lu ou entendu un récit de rapatriée affirmant avoir été elle-même victime d'un viol à la fin de la guerre. Les récits de viols sont toujours à la troisième personne, et si c'est une femme qui raconte ses souvenirs, elle expliquera souvent comment elle a pu échapper au viol. (Tamanoi, Mariko, *Memory Maps: the State and Manchuria in Postwar Japan*, Honolulu : University of Hawai'i Press, 2009, p. 72-74.)

### *Prisonniers de guerre et réquisitions des usines*

Parmi les rapatriés de Mandchourie, une catégorie est largement absente : celle des hommes jeunes qui ont été mobilisés pour certains dans les derniers mois de la guerre et qui ont été fait prisonniers de guerre. Dans l'ensemble, les groupes de réfugiés étaient composés de femmes, d'enfants et d'hommes trop âgés pour se battre. Il faut ajouter au traumatisme de ces populations le fait que pour nombre d'entre eux, leur mari ou leur père ne rentrera pas, ayant été fait prisonnier de guerre par les Soviétiques.

Staline annonce la victoire des Soviétiques contre le Japon le 23 août 1945. Peu après, les chiffres officiels sur la guerre sont publiés : les pertes de l'armée soviétique s'élèvent à 8 219 morts et 22 264 blessés, et les pertes japonaises à 80 000 morts<sup>270</sup>. Le *sovinformburo*<sup>271</sup> annonce officiellement le chiffre de 594 000 prisonniers de guerre le 12 septembre 1945<sup>272</sup>. Ces chiffres sont difficiles à prouver et souvent contestés. Nous les analyserons en traitant au chapitre suivant le cas des prisonniers de guerre transférés dans des camps en Sibérie et de leur retour tardif au Japon.

---

<sup>270</sup> Jones, Francis Clifford, « Chapter XII - Events in Manchuria, 1945-47 », *Manchuria since 1931*, London : Oxford University Press: Royal Institute of International Affairs, 1949, p. 224.

<sup>271</sup> La principale agence de presse de l'Union soviétique entre 1941 et 1961, en russe Советское информационное бюро, Sovetskoye informatsionnoye byuro, ou Sovinformburo (Совинформбюро).

<sup>272</sup> Annonce du *Sovinform*, citée par Kasatonova, Elena L., Hisai Hisaya 白井久也 (trad), *Kantōgun-hei wa naze shiberia ni yokuryū sareta ka* 関東軍兵はなぜシベリアに抑留されたか (Pourquoi l'armée du Kwantung fut-elle internée en Sibérie), Tōkyō : Shakai hyōronsha 社会評論社, 2004, p. 46. Kasatonova analyse en détail la question du nombre total des prisonniers de guerre qui varie énormément selon les sources.

Ce ne sont pas seulement les hommes qui sont envoyés en Sibérie, mais également une grande partie des machines industrielles. Les Soviétiques confisquent des usines entières et les envoient en Russie comme prises de guerre. Il ne s'agit pas d'une action opportuniste, mais bien d'un plan qui s'inscrit dans les motivations de l'URSS dès le début des opérations contre le Japon : le démantèlement des usines et des machines japonaises commence immédiatement après la défaite. C'est une priorité pour les Soviétiques, qui veulent accomplir cette tâche le plus rapidement possible. L'estimation en dollars de la valeur des installations capturées par les Soviétiques est énorme et montre d'ailleurs la puissance industrielle du Japon en Mandchourie. Pour certaines industries (la métallurgie, l'aciérie, les mines), ce sont plus des trois quarts des moyens de production qui sont saisis.



### Pertes industrielles en Mandchourie liées à l'occupation soviétique

Industrie	Estimation des pertes dues à l'occupation soviétique : confiscations et dommages (en dollars de 1946)	Estimation de la baisse de production due à l'occupation soviétique en Mandchourie
Électricité	201 000 000	71 %
Charbon	100 000 000	-
Minerais de fer	141 260 000	51-100 %
Voies ferrées	137 160 000	-
Métallurgie	150 000 000	80 %
Activités minières (autres que charbon et fer)	10 000 000	75 %
Pétrole et huile minérale	11 000 000	65 %
Ciment	23 000 000	50 %
Industrie chimique	14 000 000	50 %
Papier, pulpe de bois	7 000 000	30 %
Industrie textile	38 000 000	75 %
Radio, téléphone, télécommunications	25 000 000	20-100 %
<b>Total</b>	<b>857 420 000</b>	

Source : d'après les chiffres de la Pauley Mission envoyée en 1946 pour estimer la situation économique en Mandchourie, résultats reproduits entre autres dans United States Dept. of State, *The China White Paper. August 1949*, Stanford, Stanford University Press, 1967, p. 597-604, tableau récapitulatif ci-dessus tiré de Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō, Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 132.

Cette énorme perte de moyens de production en Mandchourie ne s'accompagne pas nécessairement d'un gain comparable en URSS. Hara Kazusada 原一貞, ingénieur employé par l'une des plus grandes usines de Mandchourie, l'aciérie Shōwa (Shōwa seitetsusho 昭和製鋼所) à Anzan\*, raconte que, mi-septembre, les Soviétiques donnent l'ordre de démanteler toutes les machines de leurs usines. Plus de dix mille Japonais sont employés à cette tâche et, en deux mois, 70% des machines industrielles sont envoyées en URSS, ce qui constitue plus de soixante millions de tonnes d'équipement et vingt-cinq usines entières. Hara se retrouve

chargé de superviser le démantèlement de chaufferies d'origine allemande à l'usage des générateurs des aciéries. Il note que mettre en pièces des machines aussi sophistiquées à une telle vitesse ne peut conduire qu'à leur destruction. Les machines démontées trop rapidement et dont les pièces sont envoyées en vrac peuvent difficilement être réassemblées, surtout par des ouvriers qui ne connaissent pas ce type de machines. Elles « ont certainement fini comme tas de ferraille<sup>273</sup> ». L'opération de démantèlement des usines s'achève le 12 novembre, avec le départ des contremaîtres soviétiques. Hara lui-même restera huit années de plus en Mandchourie, réquisitionné une seconde fois, mais cette fois par les communistes chinois qui ont eux-aussi besoin de ses compétences d'ingénieur pour remettre en état et faire fonctionner les anciennes installations japonaises.

### *L'attente des rapatriements et l'ouverture du port de Huludao*

Dans l'attente des rapatriements, les Japonais qui le peuvent se rassemblent tant bien que mal dans des grandes villes come Harubin\* (Harbin), Shinkyō, ou Hōten\* (Mukden). Les colons des zones frontalières, qui ne peuvent pas rejoindre les villes, forment des camps de réfugiés autour des villes de Chichiharū, Kairin\* Hōsei\*, Enkichi\*, Tonka\*, Tsūka et Fujun\* afin de pouvoir survivre à l'hiver qui approche. Pendant ces jours terribles où ils n'ont d'autre choix que d'attendre, de nombreux pionniers meurent de faim ou de maladies infectieuses. Les

---

<sup>273</sup> 「ソ連内でスクラップにされたのではないかと思う」, « omoide no nikki » 思い出の日記 (journal intime de mes souvenirs), dans par Tanoue, Yōko 田上洋子, *Oya to ko ga kataritsugu manshū no hachi gatsu jūgo nichi – anzan –shōwa seitetsu no kazoku-tachi* 親と子が語り継ぐ満洲の「8月15日」: 鞍山・昭和製鋼所の家族たち (le 15 août en Mandchourie transmis des parents aux enfants : les familles de Anzan et de l'aciérie Shōwa), Tōkyō : Fuyō shobō 芙蓉書房, 2008, p. 84.

victimes sont plus nombreuses parmi les plus fragiles, c'est-à-dire les enfants et les vieillards. Dans le camp de Hōsei, zone la plus au nord de la région du Hēilóngjiāng, près de la frontière russe, où se regroupent un peu plus de dix mille colons des groupes de pionniers (*kaitakudan*), le taux de mortalité est de plus de 50 % et seuls cinq mille pionniers survivent à l'hiver. Murai Mitsuo 村井光雄, membre de la Société d'information pour les réfugiés de Harbin (Harubin nanmin renraku kai ハルビン難民連絡会) écrit dans un rapport aux autorités chinoises que dans le camp où il travaille à Harbin une moyenne de trente réfugiés meurent chaque jour à partir d'octobre 1945. En août 1946, lorsqu'ils sont finalement rapatriés, il ne reste plus dans ce camp que cinquante individus, le groupe de réfugiés ayant été presque entièrement annihilé par la faim, la maladie et le froid<sup>274</sup>.

Or les Soviétiques refusent pour le moment de négocier avec le SCAP au sujet des rapatriements. Il faut donc trouver un moyen de contourner cet obstacle. C'est à partir du port de Korotō\* (Huludao)<sup>275</sup>, qui présente l'avantage d'être aux mains des nationalistes chinois et non des Soviétiques, que se fera finalement la plus grande partie du rapatriement de Mandchourie : plus d'un million de Japonais passeront par ce port.

L'ouverture du port de Huludao est bien évidemment une étape majeure pour les rapatriés de Mandchourie, qui jusqu'alors se trouvaient enfermés dans l'intérieur du pays : les ports sont fermés et la frontière entre la Corée du Nord et la Corée du Sud au 38<sup>e</sup> parallèle est contrôlée par les Soviétiques. Cependant, le cas de Huludao présente une autre

---

<sup>274</sup> Ryōneishō korotō-shi seifu shinbun benkōshitsu 遼寧省葫蘆島市政府新聞弁公室 (bureau de communication de la ville de Huludao, province du Liaodong) et Ryōneishō shakaika gakuin 遼寧省社会科学院 (Académie des sciences sociales de la région de Liaodong), (dir.), *Korotō hyaku man nihon kyoryūmin no daisōkan* 葫蘆島百万日本居留民の大送還 (le grand rapatriement d'un million de Japonais depuis Huludao), Beijing : China Intercontinental Press (五洲伝播出版社), 2005, p. 74.

<sup>275</sup> 葫蘆島. Le port s'appelle en japonais Korotō (souvent コロ島), en pinyin Húludǎo. Dans la littérature chinoise sur le sujet, il est désigné sous son nom chinois, et c'est le cas également dans les quelques sources en anglais qui touchent à ce sujet. Ici, c'est donc le nom chinois qui sera préféré par la suite.

caractéristique : elle permet d'illustrer le fait que les acteurs du rapatriement ne sont pas seulement le SCAP, le gouvernement japonais, et les armées d'occupation. Les individus et les associations d'entraide de Japonais peuvent également jouer un rôle décisif. En effet, si un million de personnes a pu rentrer par le port de Huludao, c'est en partie grâce aux actions de trois individus.

Tominaga Takako 富永孝子 consacre un chapitre de son livre sur l'ouverture de Dairen<sup>276</sup> à l'aventure de ces trois hommes. Elle a trouvé leur trace dans un article de l'Asahi datant du 17 mars 1946 et intitulé « La véritable situation en Mandchourie » qui émanait de Maruyama Kunio 丸山邦雄<sup>277</sup>, Shinpo Hachirō 新補八郎 et Musashi Masamichi 武蔵正道. Ils menaient alors campagne dans les journaux japonais pour demander que leurs compatriotes soient rapidement rapatriés de Mandchourie. Eux-mêmes avaient réussi à s'échapper de Mandchourie dans le but d'alerter les autorités sur la détresse dans laquelle se trouvaient dans cette région les civils<sup>278</sup>.

Leur histoire commence à Anzan : Maruyama Kunio, employé de l'aciérie Shōwa seitetsusho à Anzan, décide début 1946, avec l'appui de l'association d'entraide de l'entreprise, de monter une expédition pour alerter le Japon de la situation dramatique dans

---

<sup>276</sup> Tominaga, Takako 富永孝子, *Dairen : kūhaku no roppyaku nichi –sengo, soko de nani ga okotta ka*, 大連・空白の六百日：戦後、そこで何が起ったか：戦後、そこで何が起ったか (Dairen : 600 jours de vide – que s'est-il passé là-bas à la fin de la guerre), Tōkyō : Shinhyōronsha 新評論社, 1986, 523 p. Tominaga a elle-même été rapatriée de Dairen à l'âge de 13 ans.

<sup>277</sup> Maruyama, Kunio 丸山邦雄, 1903-1981.

<sup>278</sup> Tominaga, Takako 富永孝子, *Dairen : kūhaku no roppyaku nichi –sengo, soko de nani ga okotta ka*, 大連・空白の六百日：戦後、そこで何が起ったか：戦後、そこで何が起ったか (Dairen : 600 jours de vide – que s'est-il passé là-bas à la fin de la guerre), Tōkyō : Shinhyōronsha 新評論社, 1986, p. 292-320 ; voir également Musashi, Masamichi 武蔵正道, *Ajia no akebono - shisen wo koete アジアの曙—死線を越えて (l'aube de l'Asie : traverser la ligne de la mort)*, Tōkyō : Jiyūsha 自由社, 2000, 229 p.

Maruyama, Kunio 丸山邦雄, *Naze korotō o hiraita ka – zaiman hōjin no hikiage hiroku なぜコロ島を開いたか—在満邦人の引揚げ秘録 (pourquoi Korotō (Huludao) a été ouverte – les annales secrètes du rapatriement des Japonais de Mandchourie)*, Tōkyō : Nagata shobō 永田書房, 1970, 320 p.

laquelle se trouvent les civils en Mandchourie et d'essayer d'obtenir qu'ils soient rapidement rapatriés. Il recrute deux autres hommes, Shinpo Hachiro et Musashi Masamichi, qui se distinguent par leurs capacités à parler chinois et anglais. Les trois émissaires quittent Anzan le 8 février 1946, déguisés en Chinois, puis rejoignent Dairen; où ils obtiennent une lettre d'introduction de la part de Raymond Lane<sup>279</sup>, l'évêque de Fushun, et de Takasaki Tatsunosuke 高崎達之助 <sup>280</sup>, directeur de la Zenmanshū nihonjinkai 全満日本人会, la principale association d'entraide de Japonais en Mandchourie après la guerre<sup>281</sup>.

La Zenmanshū nihonjinkai avait déjà tenté d'envoyer des émissaires au Japon : deux groupes d'émissaires portant des lettres adressées au ministre des Affaires étrangères Yoshida Shigeru 吉田茂 avaient été envoyés le 22 septembre 1945. Ils étaient bien parvenus jusqu'au Japon le 10 octobre, mais à cette date, le gouvernement japonais n'avait plus d'autorité pour traiter avec les autres puissances au sujet des rapatriements. Cette action n'avait donné finalement aucun résultat concret<sup>282</sup>. Takasaki est donc au départ sceptique quant aux chances de succès de l'expédition de Maruyama, Shinpo et Musashi, mais il se laisse finalement convaincre et leur apporte le soutien de la Zenmanshū nihonjinkai.

Murayama, Shinpo et Musashi quittent la Mandchourie à partir du port de Tanggu le 9 mars 1946. Une fois au Japon, ils mènent une campagne d'information dans les journaux et

---

<sup>279</sup> Raymond Aloysius Lane (1894-1974) (voir « Bishop Raymond A. Lane Dead; A Maryknoll Superior General », *The New York Times*, 3 août 1974)

<sup>280</sup> Takasaki Tatsunosuke 高崎達之助 (1885-1964.)

<sup>281</sup> Maruyama, Kunio 丸山邦雄, *Naze korotō o hiraita ka – zaiman hōjin no hikiage hiroku* なぜコロ島を開いたか—在満邦人の引揚げ秘録 (pourquoi Korotō (Huludao) a été ouverte – les annales secrètes du rapatriement des Japonais de Mandchourie), Tōkyō : Nagata shobō 永田書房, 1970, p. 47-50.

<sup>282</sup> Tominaga, Takako 富永孝子, *Dairen : kūhaku no roppyaku nichi –sengo, soko de nani ga okotta ka*, 大連・空白の六百日: 戦後、そこで何が起ったか: 戦後、そこで何が起ったか (Dairen : 600 jours de vide – que s'est-il passé là-bas à la fin de la guerre), Tōkyō : Shinhyōronsha 新評論社, 1986, p. 319-320.

ils parviennent à rencontrer plusieurs personnalités importantes<sup>283</sup>. Grâce à l'influence de l'église catholique, qui les soutient suite à leur lettre d'introduction de l'évêque Lane, ils parviennent finalement à remonter jusqu'à MacArthur, qu'ils rencontrent en personne le 5 avril 1946. Ils profitent de cette brève entrevue pour lui exposer la situation des Japonais en Mandchourie et lui suggérer d'utiliser le port de Huludao comme point de départ pour les rapatriements. Quelques jours plus tard, MacArthur fait commencer les négociations avec les Chinois pour l'ouverture du port<sup>284</sup>.

La portée de cette aventure aux péripéties parfois héroïques (la fuite des trois hommes s'accompagne d'épisodes où ils risquent maintes fois leur vie) ne toutefois pas être surestimée. Il n'est pas certain que l'action de Maruyama, Shinpo et Musashi ait modifié grand-chose au plan du SCAP. Si MacArthur les a écoutés, c'est parce qu'ils agissaient à un moment où le SCAP était de toute façon en train d'envisager l'évacuation de Mandchourie : Tominaga cite une missive du 20 février 1946 où le général MacArthur envoyait une demande formelle au gouvernement des États-Unis pour demander le début des rapatriements de Mandchourie<sup>285</sup>. 'Étant le seul port important à ne pas être contrôlé par les Soviétiques, Huludao était un point de départ évident. Cependant, même si cette mission n'a eu

---

<sup>283</sup> Entre autres, ils rencontrent Narahashi Wataru 櫛橋 渡 (1902-1973), alors secrétaire du Premier ministre Shidehara Kijūrō 幣原喜重郎, puis Satō Eisaku 佐藤 榮作 (1901-1975), alors directeur au ministère des transports et futur premier ministre de 1964 à 1972.

<sup>284</sup> Maruyama rapporte que l'entrevue avec le SCAP commence mal, les Américains ne trouvant pas le port de « Korotō » sur leurs cartes. Finalement, le malentendu s'éclaircit lorsqu'ils comprennent qu'il s'agit du port de Huludao. (Musashi, Masamichi 武蔵正道, *Ajia no akebono - shisen wo koete アジアの曙—死線を越えて* (l'aube de l'Asie : traverser la ligne de la mort), Tōkyō : Jiyūsha 自由社、2000, p. 111-113 ; Maruyama, Kunio 丸山邦雄, *Naze korotō o hiraita ka – zaiman hōjin no hikiage hiroku なぜコロ島を開いたか—在満邦人の引揚げ秘録* (pourquoi Korotō (Huludao) a été ouverte – les annales secrètes du rapatriement des Japonais de Mandchourie), Tōkyō : Nagata shobō 永田書房, 1970, p. 85-86, 91-93, 99, 100-105.)

<sup>285</sup> Tominaga, Takako 富永孝子, *Dairen : kūhaku no roppyaku nichi –sengo, soko de nani ga okotta ka, 大連・空白の六百日：戦後、そこで何が起ったか：戦後、そこで何が起ったか* (Dairen : 600 jours de vide – que s'est-il passé là-bas à la fin de la guerre), Tōkyō : Shinhyōronsha 新評論社, 1986, p. 319-320.

principalement qu'une importance symbolique, cet épisode a le mérite de montrer que les rapatriés étaient parfois loin d'avoir simplement des objets passifs dans une situation dominée par des décisions prises en haut lieu où les individus n'étaient souvent considérés que comme des pions poussés d'un côté de la carte à un autre.

C'est fin avril 1946, quelques semaines à peine après la rencontre de Maruyama avec MacArthur, que l'opération de rapatriement à partir du port de Huludao commence à se mettre en branle. 1,45 millions de Japonais sont concernés, principalement en Mandchourie, mais aussi en Chine du Nord. 800 000 d'entre eux se trouvent dans des régions contrôlées par le Guomindang, 370 000 dans des régions contrôlées par les forces communistes, et 270 000 dans les zones contrôlées par les Soviétiques<sup>286</sup>.

Le 7 mai 1946, les premiers bateaux de rapatriement partent avec à leur bord les premiers rapatriés : 2 489 personnes réparties sur deux navires. Après ce début rapide, les rapatriements progressent rapidement : le 20 août 1946, 560 850 Japonais (les deux tiers de ceux qui se trouvaient dans les zones contrôlées par les nationalistes) sont déjà rentrés au Japon<sup>287</sup>.

---

<sup>286</sup> Ryōneishō korotō-shi seifu shinbun benkōshitsu 遼寧省葫蘆島市政府新聞弁公室 (bureau de communication de la ville de Huludao, province du Liaodong) et Ryōneishō shakaika gakuin 遼寧省社会科学院 (Académie des sciences sociales de la région de Liaodong), (dir.), *Korotō hyaku man nihon kyoryūmin no daisōkan* 葫蘆島百万日本居留民の大送還 (le grand rapatriement d'un million de Japonais depuis Huludao), Beijing : China Intercontinental Press (五洲伝播出版社), 2005, p. 83.

<sup>287</sup> Ryōneishō korotō-shi seifu shinbun benkōshitsu 遼寧省葫蘆島市政府新聞弁公室 (bureau de communication de la ville de Huludao, province du Liaodong) et Ryōneishō shakaika gakuin 遼寧省社会科学院 (Académie des sciences sociales de la région de Liaodong), (dir.), *Korotō hyaku man nihon kyoryūmin no daisōkan* 葫蘆島百万日本居留民の大送還 (le grand rapatriement d'un million de Japonais depuis Huludao), Beijing : China Intercontinental Press (五洲伝播出版社), 2005, p. 84.

Les régions contrôlées par les communistes posent plus de problème. George C. Marshall<sup>288</sup> est envoyé par le gouvernement américain en Chine pour tenter de régler le problème de la guerre civile entre les communistes et les nationalistes. Se penchant entre autres sur la question du rapatriement des civils japonais depuis la Mandchourie<sup>289</sup>, il parvient au terme de conférences avec Zhou Enlai<sup>290</sup> et Zhang Qun<sup>291</sup> à négocier un plan de rapatriement conjoint entre les trois forces. Des passages sont organisés par les deux armées pourtant en guerre pour convoier les Japonais jusqu'au port de Huludao. En septembre 1946, la majorité des civils des zones contrôlées par les communistes sont rapatriés grâce à cet accord, dont 182 222 par Huludao<sup>292</sup>.

Au total, du 7 mai au 31 décembre 1946, 1 017 549 Japonais (dont 16 607 prisonniers de guerre) sont rapatriés par le seul port de Huludao<sup>293</sup>. Ce sont pour la plupart des femmes,

---

<sup>288</sup> George C. Marshall (1880-1959), général américain, auteur de l'*European Recovery Plan*, plus connu sous le nom de plan Marshall. Il est envoyé en Chine dès novembre 1945 pour tenter de négocier une entente entre les forces de Chiang Kai-shek et celle de Mao.

<sup>289</sup> Cette opération, qui porte le nom de Mission Marshall se soldera bien entendu par un échec. Marshall réussit malgré tout à créer un « comité des trois » qui réunit le représentant du parti communiste Zhou Enlai, le représentant des nationalistes, Zhang Qun, et lui-même, à Nankin en janvier 1946. La mission Marshall, si elle ne permet pas de mettre fin à la guerre civile, permet une collaboration entre forces communistes et nationalistes sur certains points, dont le plus frappant est l'organisation du rapatriement des civils japonais. (Voir par exemple May, Ernest R. « 1947-48: When Marshall Kept the U.S. out of War in China. » *Journal of Military History*, n°66(4), 2002, p. 1001-1010.)

<sup>290</sup> Zhou Enlai 周恩來, en pinyin Zhōu Ēnlái (1898-1976), premier ministre de République populaire de Chine de 1949 à sa mort.

<sup>291</sup> Zhang Qun 張群, en pinyin Zhāng Qún (1889-1990), alors gouverneur de la province du Sichuan. Il sera premier ministre de la république de Chine de 1947 à 1948.

<sup>292</sup> Ryōneishō korotō-shi seifu shinbun benkōshitsu 遼寧省葫蘆島市政府新聞弁公室 (bureau de communication de la ville de Huludao, province du Liaodong) et Ryōneishō shakaika gakuin 遼寧省社会科学院 (Académie des sciences sociales de la région de Liaodong), (dir.), *Korotō hyaku man nihon kyoryūmin no daisōkan* 葫蘆島百万日本居留民の大送還 (le grand rapatriement d'un million de Japonais depuis Huludao), Beijing : China Intercontinental Press (五洲伝播出版社), 2005, p. 84, 87.

<sup>293</sup> Ryōneishō korotō-shi seifu shinbun benkōshitsu 遼寧省葫蘆島市政府新聞弁公室 (bureau de communication de la ville de Huludao, province du Liaodong) et Ryōneishō shakaika gakuin 遼寧省社会科学院 (Académie des sciences sociales de la région de Liaodong), (dir.), *Korotō hyaku man nihon kyoryūmin no daisōkan* 葫蘆島百万日本居留民の大送還 (le grand rapatriement d'un million de Japonais depuis Huludao), Beijing : China Intercontinental Press (五洲伝播出版社), 2005, p. 87.



des enfants ou des vieillards, puisque une grande partie des hommes ont été capturés par les Soviétiques<sup>294</sup>.

Cette opération d'une extraordinaire ampleur est l'objet d'une mémorialisation importante de la part du gouvernement chinois, qui culmine le 25 mai 2006 par l'érection d'une stèle et la création d'un parc pour la paix dans la ville de Huludao, non loin de l'endroit où se trouvait le quai d'embarquement des navires de rapatriements<sup>295</sup>. Le discours officiel chinois sur l'événement tend à souligner le contraste entre les actions des Japonais pendant la guerre et l'humanité dont ont fait preuve les Chinois à cette occasion, allant jusqu'à transcender les querelles politiques<sup>296</sup>.

#### *La fin des rapatriements depuis la Mandchourie*

Après octobre 1946, le rythme des rapatriements depuis la Mandchourie se ralentit sensiblement. Un petit groupe de 4 300 personnes, composé à la fois d'experts qui avaient

---

<sup>294</sup> Watt, Lori, *When Empire Comes Home: Repatriation in Postwar Japan, 1945-1958*, Thèse, Columbia University, 2002 p. 51.

<sup>295</sup> Site officiel du gouvernement de la République Populaire de Chine, [http://www.gov.cn/misc/2006-06/26/content\\_319677\\_2.htm](http://www.gov.cn/misc/2006-06/26/content_319677_2.htm)

<sup>296</sup> « *Le rapatriement de masse des Japonais à partir de Huludao montre la largesse d'esprit et l'humanisme du peuple Chinois. Ils n'ont pas répondu à la violence par la violence face à leurs anciens ennemis. A la place, ils leur ont tendu la main pour les aider avec générosité et mansuétude.* » 「葫芦島日本居留民大送還は、中国人民の広い懐と人道主義精神の表れである。これら昔日の敵国の国民に対し中国人民は、暴をもって暴に替えることなく、中華民族の寛容と厚い仁義をもって、かれらに援助の手を差し伸べた。」 Ryōneishō korotō-shi seifu shinbun benkōshitsu 遼寧省葫芦島市政府新聞弁公室 (bureau de communication de la ville de Huludao, province du Liaodong) et Ryōneishō shakaika gakuin 遼寧省社会科学院 (Académie des sciences sociales de la région de Liaodong), (dir.), *Korotō hyaku man nihon kyoryūmin no daisōkan* 葫芦島百万日本居留民の大送還 (le grand rapatriement d'un million de Japonais depuis Huludao), Beijing : China Intercontinental Press (五州伝播出版社), 2005, p. 91.

été réquisitionnés par les nationalistes à Shinkyō et de colons qui étaient restés bloqués dans des zones communistes difficiles d'accès, est rapatrié fin novembre 1946<sup>297</sup>. Des rapatriements de civils sont également organisés par les Soviétiques à partir du port de Dairen. Ils concernent tous les civils de la péninsule du Liaodong (Kwantung) qui n'ont pas pu profiter des rapatriements organisés par les Chinois. Avec l'aide de navires du SCAP, les Soviétiques organisent le retour de 212 053 personnes depuis cette zone en 1947. La majorité des rapatriements depuis les zones soviétiques de Mandchourie est alors terminée puisqu'on ne compte plus que 4 914 rapatriés depuis Dairen en 1948 et 2 861 en 1949<sup>298</sup>.

Dans les zones contrôlées par les Chinois des deux camps, une nouvelle vague de rapatriements permet d'évacuer environ 30 000 retardataires pendant l'été 1947. Or, à partir de l'été suivant, la guerre civile en Chine rend les déplacements au sein du pays de plus en plus difficiles. L'entente fragile qui avait été négociée par Marshall entre communistes et nationalistes s'effondre et l'accord au sujet des rapatriements de Japonais ne tient plus. Le dernier mouvement de masse date de l'été 1948, quand les nationalistes, dans un dernier effort, utilisent les avions destinés au ravitaillement de leurs troupes à Mukden pour ramener quelques milliers de Japonais jusqu'à Kinshū\* à côté de Huludao. Entre 3 000 et 4 000 Japonais supplémentaires seront rapatriés à cette occasion<sup>299</sup>.

---

<sup>297</sup> Ryōneishō korotō-shi seifu shinbun benkōshitsu 遼寧省葫蘆島市政府新聞弁公室 (bureau de communication de la ville de Huludao, province du Liaodong) et Ryōneishō shakaika gakuin 遼寧省社会科学院 (Académie des sciences sociales de la région de Liaodong), (dir.), *Korotō hyaku man nihon kyoryūmin no daisōkan* 葫蘆島百万日本居留民の大送還 (le grand rapatriement d'un million de Japonais depuis Huludao), Beijing : China Intercontinental Press (五洲伝播出版社), 2005, p. 91.

<sup>298</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 252-253.

<sup>299</sup> Kōseishō shakai engokkyoku engo 50-nenshi henshū iinkai 厚生省社会援護局援護 50 年史編集委員会, *Engo gojūnen shi* 援護 50 年史 (histoire de 50 ans d'assistance), Tōkyō : Gyōsei ぎょうせい, 1997, p. 38 ; Ryōneishō korotō-shi seifu shinbun benkōshitsu 遼寧省葫蘆島市政府新聞弁公室 (bureau de communication de la ville de Huludao, province du Liaodong) et Ryōneishō shakaika gakuin 遼寧省社会科学院 (Académie des sciences sociales de la région de Liaodong), (dir.), *Korotō hyaku man*

Pour autant, le nombre total de rapatriés est loin d’atteindre le nombre de Japonais en Mandchourie à la défaite. Dans la pétition présentée à l’ONU en juin 1951, le gouvernement japonais avance les chiffres suivants : le nombre de Japonais présents en Mandchourie et dans la péninsule du Kwantung en août 1945 était estimé à 1 945 000. On a pu vérifier le décès de 158 099 d’entre eux. Il faut leur ajouter les 42 390 soldats déportés en Sibérie dont la mort a été rapportée par des témoins, mais pour lesquels il n’existe pas de preuves officielles. Certains sont encore vivants : d’après les témoignages des rapatriés, on peut identifier 53 948 Japonais qui étaient vivants en Mandchourie après la défaite, mais qui, en 1950, ne sont toujours pas rentrés au Japon. Enfin, le gouvernement n’a aucune information sur le sort de 26 492 autres Japonais de Mandchourie. En tout, près de 80 000 personnes auraient encore été présentes en Mandchourie en 1950<sup>300</sup>.

Certains de ces « non-rapatriés » selon l’expression japonaise (*mikikansha* 未帰還者, littéralement personnes qui se sont pas encore rentrées) sont des civils restés en Chine, en particulier des enfants et des femmes : des familles chinoises ont adopté des orphelins ou recueilli des enfants dont les parents ne pouvaient pas se charger. Les négociations pour le retour d’une partie de ces personnes seront abordées plus loin au sujet de la deuxième phase des rapatriements dans les années 1950 et du retour des « orphelins » pendant les années 1980<sup>301</sup>.

---

*nihon kyoryūmin no daisōkan* 胡芦島百万日本居留民の大送還 (le grand rapatriement d’un million de Japonais depuis Huludao), Beijing : China Intercontinental Press (五州伝播出版社), 2005, p. 91.

<sup>300</sup> Chiffres tirés d’une enquête commencée faite à l’occasion du recensement de la population du Japon en octobre 1950 et dont les résultats sont publiés le 1<sup>er</sup> mai 1951, citée dans Kōsheishō shakai engokyoku engo 50-nenshi henshū iinkai 厚生省社会援護局援護 50 年史編集委員会, *Engo gojūnen shi* 援護 50 年史 (histoire de 50 ans d’assistance), Tōkyō : Gyōsei ぎょうせい, 1997, p. 77.

<sup>301</sup> Voir I.3.b Ceux qui ne reviennent pas : les disparus et les enfants et femmes restés en Chine (zanryū koji et zanryū fujin)



## Sakhaline (Karafuto) et les îles Kouriles (Chishima)

Le cas de Sakhaline et des îles Kouriles est en général rattaché à celui des autres zones occupées par les Soviétiques<sup>302</sup>. C'est toutefois une région qui mérite d'être traitée séparément : l'expérience du rapatriement de ces deux régions est bien distincte de celle qu'ont vécue les Japonais de Mandchourie ou de Corée du Nord. La situation géographique, le fait que dans ces cas, ils habitaient souvent autour des ports et le grand nombre de bateaux encourageait la fuite. Cette situation ressemble à celle que on a pu observer en Corée du Sud, où un grand nombre de départs étaient également spontanés. Toutefois, à Sakhaline et aux îles Kouriles, la situation était compliquée d'une part par le blocus soviétique (les Japonais ont interdiction de quitter l'île à partir du 23 août 1945) et d'autre part par le climat de la région, qui rend tout déplacement difficile dès que l'hiver approche. Autre particularité, la population de Sakhaline faisait, depuis 1943, officiellement partie de la métropole et non des colonies<sup>303</sup>. Par conséquent, lors de l'invasion soviétique, un grand mouvement d'évacuation de l'île s'est mis en place, mais il ne s'agissait pas pour les autorités japonaises d'un rapatriement (*hikiage* 引揚), plutôt d'une évacuation d'urgence (*kinkyū sokai* 緊急疎開<sup>304</sup>). Il y aura bien un rapatriement proprement dit, organisé par les Soviétiques une fois qu'ils auront pris contrôle de la zone, mais celui-ci aura lieu de fin 1946 à 1949.

La population importante de ces îles est une autre raison pour laquelle ces zones ne doivent pas être négligées. Selon les chiffres fournis par la région de Hokkaidō, 417 976

---

<sup>302</sup> Lori Watt ne fait que mentionner le cas de Sakhaline et des Kouriles au sujet de l'occupation soviétique. (Watt, Lori, *When Empire Comes Home: Repatriation in Postwar Japan, 1945-1958*, Thèse, Columbia University, 2002 p. 45-54.)

<sup>303</sup> Depuis 1943, voir *infra*.

<sup>304</sup> Hokkaidōchō 北海道庁 (dir.) Karafuto shūsen-shi nenpyō 樺太終戦史年表, non publié, 1968, cité par Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 99.

personnes vivaient à Sakhaline à la défaite<sup>305</sup> (à l'époque, en japonais, Karafuto<sup>306</sup> 樺太). Ce chiffre n'inclut pas les soldats de l'armée japonaise (80 000 environ) et les travailleurs saisonniers (qui représentaient de 30 000 à 40 000 personnes), ni les Coréens amenés de force par l'armée<sup>307</sup>. Les îles Kouriles (en japonais, Chishima 千島) étaient beaucoup moins peuplées, puisqu'elles ne comptaient que 16 500 personnes environs. Les habitants de Chishima, archipel composé d'une trentaine de petites îles, sont surtout rassemblés sur les îles du Sud. Contrairement aux habitants de Karafuto, les habitants de Chishima étaient pour plus de 70 % d'entre eux pêcheurs. Deux mille habitants des îles principales du Japon venaient également pendant l'été comme travailleurs saisonniers<sup>308</sup>.

Les forces japonaises et soviétiques s'affrontent à Karafuto à partir du 10 août. Les forces soviétiques d'invasion se heurtent à la 88<sup>e</sup> division de l'armée japonaise, qui tente de défendre Karafuto. L'annonce de la reddition du Japon le 15 août n'arrête pas les Soviétiques : plusieurs villages sont incendiés le long de la frontière et plus de 1 100 maisons détruites le

---

<sup>305</sup> Hokkaidōchō 北海道庁 (dir.) *Karafuto shūsen-shi nenpyō* 樺太終戦史年表, non publié, 1968, cité par Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 99. Le dernier recensement officiel date de 1942 et fait alors état de 398 838 Japonais vivant à Karafuto (Sakhaline), cité par Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 16.

<sup>306</sup> Dans la littérature japonaise sur le sujet, les termes Karafuto et Chishima désignent les îles sous l'autorité japonaise, tandis que les noms russes servent à désigner la région sous le contrôle soviétique. Les termes ne sont pas synonymes : la région de Karafuto ne couvre que le sud de l'île de Sakhaline. Il semble donc pertinent d'utiliser la nomenclature japonaise pour parler des régions administratives japonaises.

<sup>307</sup> 16 113 Coréens d'après le ministère de l'intérieur japonais. (voir Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 120.)

<sup>308</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 96.

16 août. L'assaut soviétique et la résistance japonaise continuent près d'une semaine après la fin officielle de la guerre<sup>309</sup>.

Finalement, les dernières troupes japonaises se rendent officiellement le 20 août<sup>310</sup>. Cette reddition est l'occasion de nombreux incidents sanglants, les Soviétiques n'acceptant pas le cessez-le-feu. Le 20 août, à Maoka 真岡, aujourd'hui Kholmsk (Холмск), les Soviétiques tirent sur les troupes Japonaises voulant se rendre, faisant plus de 80 morts<sup>311</sup>. Des 80 300 soldats japonais capturés à Karafuto et Chishima, 60 800 sont envoyés dans des camps de travail, sur place à Sakhaline ou bien plus rarement en Sibérie<sup>312</sup>.

Les violences ne s'arrêtent pas aux militaires. Le cas du port de Maoka, précédemment cité, illustre cette situation. Près de 6 000 résidents de Maoka avaient déjà été évacués à l'aube du 20 août, quand les navires soviétiques pénètrent dans le port et tirent sur la ville et les plus de 18 000 réfugiés attendant d'être évacués, faisant environ 1 000 morts parmi les civils. Les suicides ne sont pas rares : on cite souvent le cas des neuf jeunes femmes affectées aux communications à Maoka, en mémoire de qui une stèle est érigée dans la ville de Wakkanai 稚内 à Hokkaidō<sup>313</sup>.

---

<sup>309</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 102.

<sup>310</sup> Glantz, David, *August Storm: The Soviet 1945 Strategic Offensive in Manchuria*, Leavenworth Papers No. 7. Fort Leavenworth, Kansas: Combat Studies Institute, U.S. Army Command and General Staff College, 1983, p. 151.

<sup>311</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 102.

<sup>312</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 111.

<sup>313</sup> Voir le site officiel de l'office du tourisme de la ville de Wakkanai 稚内 où se trouve cette stèle (c'était avec le standard de Wakkanai que les 9 jeunes femmes étaient en liaison téléphonique pendant l'incident) : [http://www.welcome.wakkanai.hokkaido.jp/sightseeing/rekishi\\_kankou/otome/](http://www.welcome.wakkanai.hokkaido.jp/sightseeing/rekishi_kankou/otome/).

### *L'évacuation d'urgence*

La première phase du retour depuis Karafuto et Chishima n'est pas un rapatriement d'après-guerre. Il s'agit d'une évacuation ou d'une véritable fuite vers Hokkaidō qui a lieu alors que les combats continuent.

À Chishima, la fuite des Japonais est principalement spontanée. Puisque la population vit principalement de pêche, il est relativement facile de trouver un moyen de transport vers Hokkaidō grâce aux nombreux bateaux qui sont disponibles. Un nombre non négligeable d'habitants s'enfuient donc par leurs propres moyens : entre l'invasion soviétique du 10 août et le 15 décembre 1946, on dénombre 4 080 personnes ayant fui de l'archipel par leurs propres moyens, soit près d'un quart de la population<sup>314</sup>. Ceux qui restent dans les îles Kouriles après la prise de contrôle des Soviétiques seront rapatriés de Sakhaline quand l'opération officielle de rapatriement sera lancée en décembre 1946.

À Karafuto, territoire plus vaste et beaucoup plus peuplé, un ordre d'évacuation officiel est lancé par le gouvernement local. Contrairement aux tentatives d'évacuation menée en Mandchourie, qui ont eu un effet très limité, cette opération est parvenue à être relativement efficace, du moins jusqu'à ce que les Soviétiques interdisent les déplacements. L'évacuation nécessitait un appareil organisationnel puissant. Dès l'invasion soviétique le 10 août, les autorités de Karafuto ont ouvert un comité d'urgence (*kinkyū buka kaigi* 緊急部課会議) pour

---

<sup>314</sup> d'après Gaimushō 外務省 (dir.) *Soren chiku hikiage kakuchi jōkyō* ソ連地区引揚各地状況 (l'état des rapatriements des différentes zones sous contrôle soviétique), cité par Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 96.



mettre au point le processus d'évacuation de la région. Le comité considérait que les troupes soviétiques posent un réel danger pour les populations civiles et donc qu'il n'y a pas d'autre choix que d'évacuer les civils de Karafuto vers le Japon. Devant le nombre de personnes à déplacer, un ordre de priorité est arrêté : les femmes, les enfants de moins de 13 ans et les personnes âgées étaient prioritaires pour monter à bord des navires. L'opération a commencé le 13 août, après quelques problèmes dus aux difficultés d'organisation<sup>315</sup>.

Convaincre les populations de s'enfuir n'était pas toujours aisé. En effet, dans cette région occupée par le Japon depuis le traité de Portsmouth (au terme de la guerre Russo-japonaise, en 1905), certaines familles vivaient là depuis trente ou quarante ans. De plus, depuis 1943, Karafuto et Chishima avaient été désignées comme faisant partie de la métropole même du Japon (*naichi* 内地) : les habitants de Karafuto n'étaient pas sur un sol étranger, comme pouvaient l'être les colons de Mandchourie. C'étaient des sujets de l'empire, vivant sur le territoire japonais proprement dit. Certains n'admettaient donc pas d'être forcés à évacuer et refusaient quitter leur village, jusqu'à y être contraints par la force par les soldats japonais<sup>316</sup>.

L'évacuation a impliqué un déplacement de masse exceptionnel vers le sud de l'île de Sakhaline, à bord non seulement des trains spécialement réquisitionnés mais également par des moyens de transports improvisés (voitures à cheval, bicyclettes). Toyohara\*, la plus

---

<sup>315</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, pp. 97-99.

<sup>316</sup> 樺太引揚史, Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 99.

grande ville de Karafuto, qui comptait alors environ 27 000 habitants, a vu arriver plus de 60 000 personnes qui se sont réfugiées pour attendre un moyen de transport vers Hokkaidō<sup>317</sup>.

L'opération était bel et bien d'une ampleur exceptionnelles : du 13 au 23 août, date où les soviétiques ont interdit aux Japonais de quitter l'île, 87 670 personnes (surtout des femmes et des enfants) ont été évacuées vers le Japon, en seulement onze jours<sup>318</sup>. Un grave incident est toutefois venu troubler ce rapatriement le 20 août 1945 : le naufrage de trois navires d'évacuation.

#### *La tragédie du 22 août 1945: trois navires de rapatriement torpillés*

L'évacuation de Sakhaline est marqué dans la mémoire par un incident tragique : alors que les rapatriements viennent à peine de commencer, trois navires chargés de civils, le *Ogasawa-maru* 小笠原丸, le *Dainigōshinkō-maru* 第二号新興丸、et le *Taitō-maru* 泰東, sont la cible de torpilles, de la part d'un sous-marin de nationalité inconnue, mais certainement soviétique. Cette attaque a lieu le 22 août 1945, soit un jour avant que les Soviétiques interdisent officiellement de quitter Sakhaline et alors que le cessez-le-feu est bien sûr en application.

Le *Ogasawa-maru* sombre à 4 heures du matin le 22 août 1945, emportant avec lui 640 personnes environ. 62 survivants sont repêchés. Le *Taitō-maru* coule quelques heures plus tard. Des 780 passagers estimés à son bord, 660 périssent. Le *Dainigōshinkō-maru*,

---

<sup>317</sup>Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 100.

<sup>318</sup>Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 99.

touché mais ayant résisté au naufrage grâce à sa plus grande taille, se réfugie au port de Rumoi 留萌, sur la côte ouest de l'île de Hokkaidō. On ne trouve que 229 corps à son bord, mais on estime à 400 le nombre de victimes sur ce seul navire, les autres corps ayant été emportés par les eaux<sup>319</sup>.

Cet incident étant resté célèbre, nombre de témoignages de survivants ont été recueillis et une stèle a été érigée non loin du port de Rumoi<sup>320</sup>. Le témoignage de Sasaki Kayoko 佐々木嘉代子, passagère du *Dainigōshinkō-maru*, est assez représentatif des descriptions de l'incident. Sasaki a 10 ans au moment où elle fuit Sakhaline avec sa mère. Elle raconte comment, au moment de monter à bord, la foule se divise en deux lignes : l'une est dirigée vers la cale du navire, l'autre vers le pont. Après l'impact des torpilles, la cale du navire s'emplira rapidement d'eau de mer : bien que personne ne puisse alors le savoir, ces deux files séparent donc les vivants des morts. La petite fille est proche du pont lorsqu'elle entend un grand bruit accompagné d'un choc violent. L'électricité cesse de fonctionner et l'ordre est donné de fuir vers le pont du bateau :

甲板上がるとそこは、血を流して死んだ人や、苦しんでいる人びとでいっぱいでした。瀕死のわが子を苦しませるよりはと荒むしろにくるみ、海に投げ込み、手を合わせて号泣する母親、そんなつらい光景があちこちで繰り広げられていたのです。横穴をあけられた船倉では、海水に浮く樽の間から手を差し出して助けを求める人、助けのロープが届かず、力尽きた人が、一人二人と海に消えて

---

<sup>319</sup> Minutes de la 101<sup>e</sup> séance de la Diète, « dai 101 kai kokkai yosan iinkai daiyon bunkakai dai 1 gō, shūgiin, kokuritsu kokkai toshokan », 第 101 回国会 予算委員会第四分科会 第 1 号”. 衆議院、国立国会図書館 10 mars 1984.

(<http://kokkai.ndl.go.jp/SENTAKU/syugiin/101/0390/10103100390001a.html>)

<sup>320</sup> Voir le site officiel de la région de Rumoi, <http://rumoifan.net/shun/1008/100813sansen-rumoi.htm>. Le site présente également des témoignages de personnes ayant vu arriver le navire.

いきました。それは筆では書き尽くせぬ情景であります。船は傷つき傾きながらも自力で留萌港に着いたのです<sup>321</sup>。

Quand je suis arrivée sur le pont du navire, il était plein de corps, d'où le sang coulait, et de gens qui souffraient. Une mère, rendue folle par les souffrances de son propre enfant en train de mourir, l'avait jeté à la mer plutôt que de le voir souffrir. Elle hurlait, les mains jointes. Partout, on voyait ce genre de scènes. Dans la cale du bateau, dont la coque était percée sur le côté, il y avait des personnes qui flottaient dans l'eau au milieu des tonneaux, et qui tendaient la main pour qu'on les secoure. Mais la corde qui devait les aider ne les atteignait pas, et ces personnes, qui avaient utilisé toutes leurs forces, disparaissaient dans l'eau par groupes de un ou deux. C'est une scène qu'il est impossible de décrire du pinceau<sup>322</sup>. Le bateau, blessé, penchant sur le côté, arriva par ses propres moyens jusqu'au port de Rumoi.

Arrivés à Rumoi, les rescapés du *Dainigōshinkō-maru* se partagent les quelques vivres laissés par les morts. La mère de Sasaki reste quelques temps à Rumoi pour s'occuper des corps des victimes et tenter de prévenir les familles. Un mois après l'attaque, Sasaki parviennent à rejoindre Sendai, où vit la famille de sa mère.

L'attaque des trois navires fait l'objet d'une commémoration dans la région de Rumoi où, depuis 1984, une cérémonie est organisée tous les ans le 16 août en mémoire des trois navires coulés<sup>323</sup>. Le nombre total des victimes sur les trois navires est difficile à connaître. Les chiffres donnés plus hauts ne peuvent être qu'une estimation, tant il est difficile de faire confiance aux manifestes officiels vu la précipitation avec laquelle les passagers sont montés à bord. Dans une discussion à la Diète en 1966 au sujet de la récupération possible des ossements se trouvant dans l'épave du *Taitō-maru*, le chiffre de 1 708 personnes est avancé,

---

<sup>321</sup> Sasaki Kayoko 佐々木嘉代子, « gyorai o uketa Dainishinkō-maru de seikan » 魚雷を受けた第二新興丸で生還 (rentrée saine et sauve à bord du Dainishinkō-maru (sic), touché par une torpille), *Heiwa no Ishizue - Hikiagesha*, vol. 3, 1993, p. 223.

<sup>322</sup> Note de traduction : il s'agit d'un pinceau utilisé pour écrire. En français, on dirait « de la plume ».

<sup>323</sup> <http://rumoifan.net/shun/1008/100813sansen-rumoi.htm>

et c'est celui qui est en général utilisé<sup>324</sup>. L'association principale pour la mémoire des victimes s'appelle 1708 Plus en référence à la possibilité d'un plus grand nombre de victimes<sup>325</sup>.

Même si, dans les discussions officielles, c'est le terme « sous-marin de nationalité inconnue » (*kokusekifumei no sensuikan* 国籍不明の潜水艦) qui est utilisé, dans la plupart des medias, la possibilité d'un doute sur le fait que l'attaque ait été due à un navire soviétique n'est même pas évoquée<sup>326</sup>. À la Chambre des représentants, la question de l'appellation du sous-marin est même source d'un débat animé en 1983, entre Seya Hideyuki 瀬谷英行<sup>327</sup> et Kuriyama Takakazu 栗山尚一<sup>328</sup>, le premier soutenant que la responsabilité d'une attaque de sous-marin est nécessairement difficile à attribuer et que, par conséquent, le terme « de nationalité inconnue » n'a aucun sens ici<sup>329</sup>. Cependant, en l'absence de confirmation de la part de la Russie ou de preuves matérielles, ce terme est le seul qui puisse convenir, et c'est

---

<sup>324</sup> Minutes de la 51<sup>e</sup> séance de la Diète « Dai 051 kai kokkai – naikaku iinkai dai30 gō » 第051回国会 内閣委員会 第30号, 26 avril 1966.

<http://kokkai.ndl.go.jp/SENTAKU/syugiin/051/0388/05104260388030c.html>

<sup>325</sup> Wakatsuki, lui, cite le chiffre de 1658 victimes, qui est l'autre chiffre communément admis. (Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚げの記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 100, tiré de 防衛省の『戦史叢書』) En comparaison, le nombre de victimes du torpillage du Lusitania en 1915, autrement plus célèbre internationalement, est en général estimé à 1 195 personnes (voir Wood, M.G., Smith, D.I., Hayns M.R., « The sinking of the Lusitania : reviewing the evidence », *Science & Justice : Journal of the Forensic Science Society*, n°42(3), p. 173.)

<sup>325</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚げの記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 252.

<sup>326</sup> Un article de l'Asahi Shinbun datant 15 août 2010, par exemple, parle d'un « *kyūsoren no sensuikan* » (旧ソ連の潜水艦), c'est-à-dire un sous-marin de l'ancienne URSS. (« hikiage fune sanseki kōgeki sare gisei, tsuitō no ensō to uta hirō » 引き揚げ船三隻、攻撃され犠牲・追悼の演奏や歌披露 (trois navire de rapatriement attaqués, hécatombe – concert et récitation de poèmes en leur mémoire) *Asahi Shinbun* 朝日新聞, 8 août 2010.)

<sup>327</sup> Seya Hideyuki 瀬谷英行 (1919-2008) représentant à la Diète pour la région de Saitama.

<sup>328</sup> Kuriyama Takakazu 栗山尚一 (1931- ), qui sera plus tard ambassadeur aux États-Unis.

<sup>329</sup> 「大体、潜水艦というのは海の中にもぐって攻撃するのでしょうか。やられた方はわかりませんよ。国籍不明というのはあたりまえなんですよ。」 « En général, un sous-marin attaque quand il est sous l'eau. Ceux qui se sont fait toucher ne peuvent pas le voir ! C'est une évidence qu'on ne sache pas sa nationalité. », Seya Hideyuki 瀬谷英行, Minutes de la 98<sup>e</sup> séance de la Diète « Dai 98 kai kokkai yosan iinkai dai san go » 第098回国会予算委員会第3号, 10 mars 1983. (<http://kokkai.ndl.go.jp/SENTAKU/sangiin/098/1380/09803101380003c.html>)

toujours celui qui est utilisé officiellement lorsqu'on parle de l'attaque, en particulier pour les opérations de récupération des restes des victimes mentionnées plus haut<sup>330</sup>.

### *La prise de contrôle soviétique et les rapatriements officiels depuis Karafuto*

À Karafuto comme à Chishima, une grande proportion de Japonais a réussi à fuir. Néanmoins, en janvier 1946, il reste toujours un nombre estimé de 282 566 Japonais à Karafuto. Les fuites sur des bateaux privés ont nettement ralenti après l'interdiction soviétique de franchir la frontière le 23 août et encore plus pendant les mois d'hiver, lorsque la navigation sur des embarcations de petite taille est dangereuse<sup>331</sup>.

En effet, rentrer par ses propres moyens n'est pas sans danger. L'exemple suivant montre à quel point ces passages sont périlleux, premièrement à cause des navires soviétiques qui interdisent le passage, mais aussi simplement du fait du mauvais temps qui sévit entre Sakhaline et Hokkaidō en septembre.

Izumi Harutoyo 和泉春豊 habite dans la campagne, dans la région d'Ōtomari (大泊郡) à Karafuto. Il a reçu l'ordre d'évacuer, mais il est difficile pour les habitants de cette région rurale de se déplacer jusqu'aux ports du sud de l'île. De fait, lorsque l'évacuation officielle se termine, la famille n'a pu quitter Karafuto. Il voit tour à tour ses voisins faire leurs bagages et

---

<sup>330</sup> Des demandes de la part des associations telles que 1708 Plus (site internet <http://www.1708plus.com>) auprès du gouvernement russe pour leur faire admettre qu'il s'agissait d'un sous-marin soviétique n'ont pas abouti.

<sup>331</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku 戦後引揚の記録* (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 101.

quitter l'île, avant que, finalement, la famille prenne la décision de s'enfuir elle aussi sur un bateau non officiel (il utilise le terme *mikkō fune* 密航船, bateau clandestin), le 11 septembre 1945. Les eaux ont surveillées par des patrouilleurs soviétiques et sont donc très dangereuses :

船は夜を待ち無事出航したかに思えたが、一時間後にソ連の監視艇に遭遇。明かりを消し停船、探照灯で照らした。その間皆一言の言葉も出ない。一時間ほどでソ連の監視艇は去り、また全速で走る。監視艇がくる。停船[...]波が出てきた。船長は南東方向に進路を変えた。この場合遠廻りをしても仕方無いとのことだ<sup>332</sup>。

Le bateau avait attendu la nuit pour quitter le port, et nous pensions être en sécurité, quand une heure plus tard nous rencontrâmes un bateau de surveillance soviétique. Les lumières ont été éteintes, et le moteur coupé. Nous étions éclairés par le projecteur qui cherchait le bateau. Pendant ce temps, personne ne prononçait une parole. Après une heure environ, le bateau de surveillance soviétique est parti. Nous sommes repartis à pleine vitesse. Là, un autre navire de surveillance est apparu. Arrêt de notre bateau. [...] Les vagues commençaient à se creuser. Le capitaine a changé notre route, nous dirigeant vers le sud-est. Dans cette situation, il n'y avait pas d'autre choix que de faire un détour.

Le bateau a pu éviter les patrouilles soviétiques, mais n'est toujours pas en sécurité. Les vagues et le vent font que le port d'Esashi 枝幸, le plus proche de leur position, est inaccessible. C'est finalement à Wakkanai que les réfugiés pourront accoster. En chemin, ils ont rencontré un autre bateau clandestine qui, contrairement au leur, n'avait pas de moteur et n'arrivait pas à faire route contre les vagues. N'ayant pas la puissance nécessaire pour les remorquer, le bateau sur lequel Izumi était monté a été forcé de les abandonner à leur sort.

---

<sup>332</sup> Izumi Harutoyo 和泉春豊, « hikiage, mikkōfune » 引揚げ、密航船 (rapatrié sur un bateau clandestin), *Heiwa no Ishizue – Hikiagesha*, vol. 2, 1992, p. 227-228.

Malgré tout, un nombre non négligeable de personnes ont réussi à s'enfuir après le 23 août. Ce mouvement reprend au printemps : pendant la seule année 1946, avant les rapatriements officiels, 24 000 personnes environ ont quitter Karafuto par leurs propres moyens<sup>333</sup>. En tout et en incluant les îles Kouriles, c'est plus du quart de la population qui est rentrée par ses propres moyens depuis la fin de la guerre.

La création de l'oblast de Sakhaline (Сахалинская область, Sakhalinskaïa oblast) le 2 janvier 1946, qui comprend l'île de Sakhaline ainsi que les îles Kouriles, en fait une partie officielle de l'URSS. Des colons russes arrivent pour peupler la région. Les Japonais qui restent et surtout les soldats qui n'ont pas été envoyés en Sibérie sont utilisés par les Soviétiques comme travailleurs.

Nakatani Yutaka 中谷豊, natif de Karafuto, fait partie de ces Japonais utilisés comme travailleurs forcés à Sakhaline. Il a été mobilisé puis envoyé juste avant la défaite en renforcement dans le nord, où il a été capturé. Il fait partie d'un groupe de travailleurs forcés qui sont envoyés dans plusieurs régions, où il est successivement employé à labourer des champs et à défricher des forêts jusqu'en mai de l'année 1946. Ensuite, il participe pendant plus de six mois à des travaux sur les lignes de chemin de fer. Le travail est difficile et dangereux, à cause des contraintes de temps imposées par les Soviétiques, mais Nakatani semble avoir pu jouir d'une certaine liberté : il peut aller voir sa sœur à Maoka et assister au départ de ses camarades qui ont été rapatriés avant lui. Finalement, il reçoit l'ordre de rentrer au Japon en novembre 1949 :

---

<sup>333</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 101.



新品の下着、軍服、軍靴が支給され、帰国命令が出た。(…)終戦、虜、北樺太、真岡、豊原、内湊、幾多の中隊をめぐり、多数の戦友とも別れ、三年四か月の捕虜の終止符だ。私達は、青春を損失し、苦しい数々の思い出ばかり、人との厚い友情が心の中に湧いてくる。(…)耐えて生きて来たのだ。船上より真岡、というより樺太を見る。二度と踏むことのない我が故郷、私を二十三年真育ててくれた島よ。雲仙丸は白い航跡を残し、一路北海道を目指す。私達の前途には未知の人生が、始まろうとしている、甘い考えはゆるされない。『函館』は祖国だ<sup>334</sup>。

On nous a distribué de nouveaux dessous, de nouveaux uniformes, des chaussures d'uniforme, et on nous a donné l'ordre de rentrer au Japon. [...] La fin de la guerre, la captivité, le nord de Sakhalin, Maoka, Toyohara, et Uchibuchi que j'avais parcourus avec toutes ces différentes compagnies, tous les camarades de guerre que j'ai perdus... C'était la fin de trois ans et quatre mois en tant que prisonnier de guerre. Nous avons perdu notre jeunesse, et n'avions que le souvenir de jours de peine sans nombre, mais c'est l'amitié profonde entre nous qui nous emplissait le cœur. [...] Nous avons tout surmonté et nous avons survécu. À bord du bateau, je regardais Maoka, ou plutôt Karafuto. Mon pays natal, dont je ne foulerai plus jamais le sol, l'île qui m'avait élevé pendant 23 ans. L'Unzen-maru pointé droit sur Hokkaidō laissait derrière lui un sillage blanc. Devant nous se dressait une nouvelle vie encore inconnue. J'ai résolu de commencer cette nouvelle vie sans m'autoriser de pensées sentimentales. Mon pays natal, c'est Hakodate.

Bien que Nakatani n'ait été rapatrié qu'en 1949, parmi les derniers, les Japonais commencent à l'être de Sakhaline en décembre 1946. Le premier navire part le 5 décembre; dans le mois suivant, 11 805 civils et 3 077 soldats sont rapatriés. Pour faciliter cette opération, un nouveau centre de rapatriement est ouvert à Hakodate 函館, sur la pointe sud de l'île de Hokkaidō<sup>335</sup>. Les rapatriements s'effectuent de manière sporadique, souvent interrompus par les rudes hivers, jusqu'en avril 1949<sup>336</sup>. En tout, de 1946 à 1949, 292 590 personnes ont été

---

<sup>334</sup> Nakatani Yutaka 中谷豊, « Kita-karafuto no yokuryū o taete » 北樺太の抑留に耐えて (supporter l'internement dans le nord de Karafuto), *Heiwa no Ishizue - Hikiagesha*, vol. 2, 1992, p. 223.

<sup>335</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 115.

<sup>336</sup> Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, chapitre VI, p. 161.

rapatriées par les canaux officiels<sup>337</sup>. L'URSS annonce alors que les rapatriements sont terminés. Les Japonais, de leur côté, estiment qu'il manque environ 80 000 personnes. La différence entre les deux chiffres est énorme, mais plusieurs facteurs permettent de l'expliquer. Premièrement, les estimations démographiques à la fin de la guerre étaient très peu fiables, et ce des deux côtés. Deuxièmement, l'URSS ne transmettait pas aux autorités japonaises de chiffres sur le nombre d'internés qui n'avaient pas été rapatriés, que les autorités japonaises estimaient à 60 800 pour Karafuto et Chishima<sup>338</sup>. En tout état de cause, quelques rapatriements supplémentaires depuis Sakhaline ont été organisés de 1957 à 1959, mais les chiffres sont loin de couvrir la différence entre les estimations : 173 Japonais sont rentrés en 1957, 526 en 1958, et 130 en 1959<sup>339</sup>.

---

<sup>337</sup> Statistiques du Ministère de la Santé, cités par Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 252-253.

<sup>338</sup> Réclamation officielle du Japon à l'ONU en juin 1951, citée par Hirano, Kōji 平野滋治, « Mikikansha no mondai » 未帰還者の問題, dans *Sengo kyōsei yokuryū shi hen san iinkai* 戦後強制抑留史編纂委員会 (comité pour la compilation d'une histoire des internements d'après-guerre en Sibérie), dir., *Sengo kyōsei yokuryū shi* 戦後強制抑留史 (Histoire des internements d'après-guerre en Sibérie), Tōkyō : Heiwa kinen jigyo tokubetsu kikin 平和祈念事業特別基金 (fondation spéciale pour la paix et la consolation), vol. 4, 2005, p. 52.

<sup>339</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 252, 117-118.

## La Chine

Le fait de se situer d'un côté ou de l'autre de la frontière avec la Mandchourie et donc d'avoir à traiter avec les nationalistes chinois plutôt qu'avec les Soviétiques a souvent fait la différence entre la vie ou la mort, tant le sort des Japonais était différent selon que l'armée d'occupation était soviétique ou nationaliste.

En effet, la caractéristique la plus remarquable de la fin de la guerre en Chine est la relative absence de violences et d'actes de vengeance contre les Japonais, et ce, malgré les crimes de guerre dont ils ont pu s'y rendre coupables. Comme l'écrit Yasuo Wakatsuki, la Chine est la plus grande victime de l'armée japonaise, et les massacres et atrocités commis entre autres à Nanjing auraient pu motiver une vengeance sanglante<sup>340</sup>. Or c'est l'inverse qui s'est produit : les actes de vengeance sont restés particulièrement rares. Cette remarquable retenue est parfois attribuée à l'influence de Chiang Kai-Shek, en particulier de son discours du 14 août 1945<sup>341</sup>. Wakatsuki en cite une large partie, dont voici un bref extrait :

Mes chers compatriotes, pour nous autres Chinois, le fait de répondre au mal qui nous a été fait par le bien est l'une des caractéristiques suprêmes de notre peuple. Nous avons constamment proclamé « la clique militaire japonaise est notre ennemi, mais le peuple japonais, lui, ne l'est absolument pas. » Il faut que nous nous en souvenions. Aujourd'hui, c'est sur ce point que nous devons être particulièrement vigilants<sup>342</sup>.

---

<sup>340</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 73.

<sup>341</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 50 ; 76, Watt, Lori, *When Empire Comes Home: Repatriation in Postwar Japan, 1945-1958*, Thèse, Columbia University, 2002 p. 41 ; Gillin, Donald G et Etter, Charles, « Staying on: Japanese Soldiers and Civilians in China, 1945-1949 », *Journal of Asian Studies*, Mai 1983, vol. 43, n° 3, p. 499.

<sup>342</sup> 「同胞諸君、われわれ中国人は旧悪を思わず人に善をなす、ということが、わが民族の伝統的な至高至重の特性であり、われわれが一貫して声明したのは、『われわれは日本軍閥を

Toutefois, il ne faut pas surestimer l'effet de ce discours, qui n'a pu être entendu par tous et dont il est difficile de mesurer la portée. Quoi qu'il en soit, il est certain que les Japonais ont été particulièrement bien traités en Chine. Paradoxalement, c'est particulièrement vrai pour les soldats, qui ont été recrutés pour se battre contre les communistes au côté de l'armée nationaliste et qui étaient parfois mieux traité que les soldats chinois.

### *L'utilisation des soldats japonais par les troupes nationalistes*

D'après les dispositions prises pendant la guerre, c'est aux troupes de Chiang Kai-Shek que devaient se rendre les soldats japonais et c'étaient également elles qui étaient responsables de déporter les civils. Officiellement, le désarmement et les rapatriements devaient s'effectuer dans les plus brefs délais<sup>343</sup>.

Or la situation en Chine au lendemain de la défaite était complexe. Les nationalistes ont continué d'utiliser l'armée japonaise pour maintenir l'ordre et surtout pour empêcher les communistes de prendre le contrôle du pays<sup>344</sup>. Juste avant la reddition, les troupes japonaises stationnées en Chine marquaient en outre une forte résistance à l'idée qu'elles

---

敵するが、日本人民を決して敵として認めない』と述べたことを思い出さなければならない。これは今日、特に注意しなければならないところである」 cité en japonais par Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 74-75.

<sup>343</sup> United States Joint Chiefs of Staff, *Basic Initial Post Surrender Directive to Supreme Commander for the Allied Powers for the Occupation and Control of Japan*, référence JCS1380/15=SWNCC 52/7, 3 Novembre 1945

<sup>344</sup> Pepper, Suzanne, *Civil War in China: The Political Struggle, 1945-1949*, Berkeley : University of California Press, 1978, p. 10-11.

avaient été vaincues. À Shanghai, alors la plus importante ville de Chine, les Japonais ont ainsi accueilli l'armée nationaliste sans montrer la moindre humilité, comme l'écrivent les historiens Donald Gillin et Charles Etter : « Comme les Japonais dans le reste de la Chine, ceux à Shanghai n'avaient aucunement l'impression d'avoir été vaincus, encore moins par le régime de Chiang Kai-Shek<sup>345</sup>. » De plus, les forces japonaises n'ont pas été systématiquement désarmées. Dans de nombreux cas, des bataillons entiers de japonais ont été transférés dans l'armée nationaliste pour les aider dans leur combat contre les communistes. En janvier 1947, il restait encore plus de 80 000 soldats japonais combattant sous le drapeau de la Chine nationaliste et participant au combat contre les communistes en Chine du Nord et en Mandchourie<sup>346</sup>. En ne comptant que la période entre la défaite et la mi-octobre 1945, entre 1 100 et 1 500 soldats ont péri dans des affrontements, pour la plupart du côté des nationalistes<sup>347</sup>. Dans l'ensemble, les soldats japonais étaient très bien traités par l'armée nationaliste : les troupes qui aidaient les nationalistes en Mandchourie jusqu'en 1947 recevaient des rations au moins deux fois plus généreuses que celles qui étaient distribuées aux soldats chinois<sup>348</sup>.

Les forces japonaises ne sont d'ailleurs pas les seules à avoir été utilisées par les nationalistes pendant la guerre civile chinoise. À partir de la fin du mois de septembre 1945, des troupes américaines ont débarqué en Chine pour participer au désarmement des Japonais (qui devait normalement être mené par les Chinois seuls). Cinquante mille Marines, de la 1<sup>e</sup>

---

<sup>345</sup> Gillin, Donald G et Etter, Charles, « Staying on: Japanese Soldiers and Civilians in China, 1945-1949 », *Journal of Asian Studies*, Mai 1983, vol. 43, n° 3, p. 497, p. 505-509.

<sup>346</sup> Pepper, Suzanne, *Civil War in China: The Political Struggle, 1945-1949*, Berkeley : University of California Press, 1978, p. 10-11 ; Gillin, Donald G et Etter, Charles, « Staying on: Japanese Soldiers and Civilians in China, 1945-1949 », *Journal of Asian Studies*, Mai 1983, vol. 43, n° 3, p. 500.

<sup>347</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku 戦後引揚の記録* (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 78.

<sup>348</sup> Gillin, Donald G et Etter, Charles, « Staying on: Japanese Soldiers and Civilians in China, 1945-1949 », *Journal of Asian Studies*, Mai 1983, vol. 43, n° 3, p. 500.

et 6<sup>e</sup> division principalement, ont été déployées dans le nord, officiellement pour aider les troupes de Chiang Kai-Shek à recevoir la reddition de troupes japonaise, mais en réalité pour aider les nationalistes à reprendre le contrôle du pays<sup>349</sup>. Ils venaient s'ajouter aux soixante mille soldats américains qui étaient déjà présents sur le territoire chinois à la fin de la guerre. Ainsi, à Tianjin, ce sont les Américains qui ont reçu la reddition de plus de cinq cent mille Japonais. Les Marines resteront en Chine pendant quatre ans, pour protéger les possessions et les ressortissants américains, reculant progressivement vers le sud à mesure qu'avançaient les troupes communistes. De la fin de la guerre à juin 1949, un contingent de soixante dix mille Marines est demeuré en Chine<sup>350</sup>.

S'ils se servaient des soldats japonais, les nationalistes n'ont pas mis en place de dispositif leur permettant d'utiliser les techniciens civils japonais dont ils pouvaient disposer, comme ont pu le faire les Soviétiques. La Chine continentale comptait pourtant près de 95 000 civils japonais, en général répartis dans les grandes villes<sup>351</sup>. La plupart ont été envoyés dans des camps de réfugiés, où, après avoir perdu leurs biens, ils ont dû attendre de longs mois avant d'être rapatriés. Les usines japonaises tombées aux mains des nationalistes ne pouvant être exploitées correctement, dans la plupart des cas, elles sont devenues rapidement inutilisables<sup>352</sup>.

---

<sup>349</sup> Russell, Lee E, *The US Marine Corps Since 1945*, Oxford: Osprey, 1983, p. 4.

<sup>350</sup> Pepper, Suzanne, *Civil War in China: The Political Struggle, 1945-1949*, Berkeley : University of California Press, 1978, p. 10-11.

<sup>351</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku 戦後引揚の記録* (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 76-77.

<sup>352</sup> Gillin, Donald G et Etter, Charles, « Staying on: Japanese Soldiers and Civilians in China, 1945-1949 », *Journal of Asian Studies*, Mai 1983, vol. 43, n° 3, p. 510-511.

### *Un rapatriement néanmoins laborieux*

Au total, les rapatriements depuis la Chine ont été plus lents qu'ailleurs. Et si la situation des civils japonais en Chine n'a pas été aussi grave que celle de leurs homologues de Mandchourie, il ne faut pas pour autant en conclure que leur rapatriement s'est passé sans heurts. Les violences contre les civils étaient rares, mais les rapatriés ont rencontré des situations parfois très difficiles. Le transport de dizaines de milliers d'individus jusqu'aux camps prévus pour les rassembler jusqu'à leur départ était souvent pénibles et dans des conditions de confort très insuffisantes. Asano Sada 浅野さだ décrit son transport jusqu'au port de Tianjin, à cent vingt kilomètres de Pékin, avec ses trois enfants. Elle rencontre un problème qui peut paraître trivial, mais qui rappelle la réalité de ces transports de masse et les conditions dans lesquelles ils s'effectuaient.

私達の引揚げは方々と折衝した結果、天津港から最後の引揚船と決定した。昭和二十一年三月下旬であった。天津港まで無蓋貨車に貨物と一緒に詰めこまれた敗戦国民のざみである。全員立ったきり、私は片足で立ちん坊のまま運ばれていった。しばらくすると長男と次男が代わるがわる、小便が、と合図してくる、男の子は他の人にたのんで貨車から降して用をたすのに成功してホットした、次は娘の番である。これには泣きたいほど困り、我慢させるだけさせているうち、誰やらが、床に穴がある、と教えてくれ、他人さまにお願いしてやっと目的を果たすことができた<sup>353</sup>。

Notre rapatriement fut finalement décidé, après de nombreuses négociations. Nous allions prendre le dernier bateau à partir du port de Tianjin. C'était à la fin du mois de mars 1946. Jusqu'à Tianjin, nous étions entassés avec nos bagages dans un wagon sans toit, un piètre assemblage de membres d'un peuple vaincu. Tout le monde était debout, et moi sur un seul pied. Rapidement, chacun à tour de rôle, mes deux garçons donnaient le signal qu'ils

---

<sup>353</sup> Asano Sada 浅野さだ « Waga ko ni kakinokosu » わが子に書きのこす (écrits laissés à mes enfants), *Heiwa no Ishizue – Hikiagesha*, vol. 3, 1993, 314 p. 265.

devaient uriner. J'avais réussi à passer les garçons à d'autres personnes pour qu'ils fassent leur affaire depuis le wagon, quand ce fut au tour de ma fille. C'était à pleurer. Je ne pouvais que lui dire de se retenir quand on m'a appris qu'il y avait un trou dans le plancher. En demandant à tout le monde, j'ai finalement réussi à atteindre mon but.

La question de l'hygiène, en particulier celle des enfants, est très souvent présente dans les récits de femmes<sup>354</sup>. Fujiwara Tei, dans le plus célèbre texte sur les rapatriés, le roman *Les étoiles filantes sont vivantes*<sup>355</sup>, inspiré de sa propre expérience en Mandchourie, raconte comment la narratrice, dans un train allant vers la Corée, se retrouve incapable de nettoyer les habits de ses enfants, deux fils de 6 et 3 ans, et une petite fille qui vient de naître. Ses garçons, qui n'ont eu à manger que des restes douteux, sont tous deux malades et sont atteints de diarrhée. Elle n'a plus de langes pour sa plus jeune et aucun moyen de changer les habits des aînés. Elle décrit la réaction de dégoût des autres passagers et sa totale impuissance face à cette situation, qu'une mère de famille devait normalement pouvoir gérer<sup>356</sup>. C'est certainement le choc ressenti en perdant d'un seul coup tout contrôle sur ces événements auparavant quotidiens qui explique l'importance de ces descriptions : la mère de famille responsable et capable de gérer son foyer s'aperçoit soudain qu'elle n'a plus la maîtrise de sa destinée ni de celle de ses enfants.

---

<sup>354</sup> Dans *Heiwa no Ishizue*, en faisant une recherche textuelle à partir des termes les plus courants pour parler des langes des petits enfants, on trouve 109 témoignages distincts qui mentionnent la difficulté de trouver ou de laver les langes (27 pour le terme おしめ, 12 pour オシメ, 38 pour おむつ et 22 pour オムツ.)

<sup>355</sup> Fujiwara, Tei 藤原てい, *Nagareru hoshi wa ikiteiru* 流れる星は生きている (les étoiles filantes sont vivantes), première édition Tōkyō : Hibiya shuppansha 日比谷出版社, 1949, réédition Tōkyō : Seishun shuppansha 青春出版社, 1971, réédition en livre de poche Tōkyō : Chūōkōronsha, 中央公論社 collection Chūkō bunko 中公文庫, 1976. L'édition utilisée ici est la 14<sup>e</sup> réimpression de cette dernière édition, datant de 2010.

<sup>356</sup> Fujiwara, Tei 藤原てい, *Nagareru hoshi wa ikiteiru* 流れる星は生きている (les étoiles filantes sont vivantes), Tōkyō : Chūōkōronsha, 中央公論社 collection Chūkō bunko 中公文庫, 1976 (14<sup>e</sup> réimpression, 2010), p. 31-32.



Les camps de réfugiés étaient également insalubres et les internés risquaient la malnutrition ou les maladies infectieuses. Kan Kichi 乾キチ, arrivée à Shanghai en 1942 avec son mari, raconte la situation dans le camp où elle est internée. Son mari, qui travaille pour une entreprise semi-gouvernementale non loin de Shanghai, reste à son poste jusqu'au 15 septembre. Fuyant l'avancée de la 8e armée de route (les forces communistes), il la rejoint à Shanghai. Elle raconte qu'elle assiste à la mort de l'enfant nouveau-né de l'une de ses amies et la mort de malnutrition et de maladie de nombreux enfants vivant dans le camp, jusqu'à son rapatriement sur l'avant dernier bateau, le 4 février 1942<sup>357</sup>.

Une autre rapatriée, Koiwa Teruko 小岩テル子, voit également des femmes et des enfants souffrir de la faim dans le camp où elle est internée à Shanghai. Il s'agit d'ailleurs plutôt de dortoirs de fortune mis en place dans une ancienne caserne japonaise. Son mari est suspecté de crimes de guerre et a été envoyé dans un autre camp, où il n'y a que d'anciens soldats et des hommes. Bien qu'ils soient en train d'attendre leur procès, ils sont beaucoup mieux nourris que les civils dont Koiwa Teruko fait partie. Son mari profite de la surveillance assez minimale pour venir apporter des rations, qu'elle partage avec les enfants de sa chambrée. La fin de l'histoire de Koiwa mérite d'être citée : elle pense être à jamais séparée de son mari mais, quand arrive enfin son tour d'être rapatriée, elle le voit finalement monter à bord du bateau de rapatriement, déguisé en travailleur chinois. Le chef de la milice à laquelle appartenait le mari de Koiwa et qui est accusée de crimes de guerre a offert de prendre sur lui toute la responsabilité de leurs actions et de laisser ses hommes rentrer au Japon<sup>358</sup>.

---

<sup>357</sup> Kan Kichi 乾キチ, « Shanghai kara hikiage made » 上海から引揚げまで (de Shanghai à mon rapatriement), *Heiwa no Ishizue - Hikiagesha*, vol. 3, 1993, p. 267-269.

<sup>358</sup> « *Enfin, ce fut mon tour d'être rapatriée. Le chef de brigade leur a dit : « je vais prendre la responsabilité de tout. Vous autres, rentrez au Japon avec vos familles ! » Et mon mari, déguisé en travailleur chinois, est monté sur le bateau. J'étais enfin rassurée et soulagée* » 「いよいよ私も引き揚げる順番がきました。主人は、一緒に収容されていた隊長から、「おれが全部責任を負う

Le cas des rapatriés de Chine continentale (hors Mandchourie) est très différent de celui des rapatriés de Mandchourie. Contrairement aux zones sous contrôle soviétique, les rapatriements se font dès le début de manière encadrée et organisée. Certes, les difficultés et les souffrances sont nombreuses, le manque de confort est total et la vie dans les camps de réfugiés s'accompagne de tragédies dues au manque de nourriture et aux maladies qui accompagnent tout grand rassemblement humain. En comparaison, la zone placée sous contrôle chinois connaît malgré tout un sort beaucoup plus clément que celle qui est occupée par les Soviétiques : la grande majorité des ressortissants japonais sont rapatrié à la date de juillet 1946<sup>359</sup>.

*La Chine aux mains des communistes : les négociations pour rapatrier les deniers Japonais qui restent en Chine*

En Chine continentale, hors de Mandchourie, ce sont comme on l'a vu surtout les forces nationalistes qui effectuent les rapatriements. Il ne faut toutefois pas négliger le cas des soldats japonais qui rejoignent l'armée communiste. Entre 1945 et 1948, l'armée communiste tente en effet de se servir elle aussi de soldats japonais pour consolider ses forces. Ces troupes sont particulièrement utiles pour les communistes à cause de leur expertise technique, qui manque souvent aux forces chinoises. Ainsi, lors de la bataille de Tianjin en 1949, la plus

---

から、お前たちは家族と共に引き揚げろ！」と言われて、中国人の人夫に姿をやつして、引揚船に乗ってきました。私はやっと安心し、気持ちも軽くなりました。 Koiwa Teruko 小岩テル子, « Shanhai kara hikiagete » 上海から引き揚げて (rapatriés de Shanghai), *Heiwa no Ishizue - Hikiagesha*, vol. 13, 2003, p. 295.

<sup>359</sup> Kōseishō shakai engokyoku engo 50-nenshi henshū iinkai 厚生省社会援護局援護 50 年史編集委員会, *Engo gojūnen shi* 援護 50 年史 (histoire de 50 ans d'assistance), Tōkyō : Gyōsei ぎょうせい, 1997, p. 14.

grande partie de l'artillerie utilisée par l'armée chinoise est maniée par des anciens soldats japonais<sup>360</sup>. Les Japonais sont bien traités par les communistes, pour qui l'ennemi est la classe dirigeante et non les soldats, qui proviennent des classes prolétaires. Des programmes de rééducation visant à convaincre les soldats japonais de rejoindre les forces communistes proposent aux plus convaincus des futurs postes diplomatiques avec le Japon. Donald Gillin et Charles Etter ne citent pas de chiffre global, mais recensent suffisamment de témoignages indiquant la présence de bataillons japonais au côté des communistes pour qu'il soit impossible de considérer cet apport comme purement anecdotique<sup>361</sup>.

Jusqu'en 1948, les forces communistes participent aux rapatriements depuis Huludao sous l'impulsion de la mission Marshall. En 1948, alors que s'effondre la trêve négociée par cette dernière, l'essentiel du rapatriement de masse a été effectué. Au total, 1,5 million de Japonais ont été rapatriés depuis le sol chinois<sup>362</sup>. Il reste toutefois plusieurs dizaines de milliers de Japonais bloqués en Chine (qui inclut maintenant la Mandchourie) par la victoire des forces communistes et l'absence de relations diplomatiques de la Chine avec les États-Unis et donc le Japon. Le nombre exact est très difficile à connaître et reste sujet à controverse, mais les estimations du ministère de la Santé au 1<sup>er</sup> mai 1950 font état de 53 948 personnes demeurées en Chine, de 158 099 morts et de 26 492 disparus<sup>363</sup>. On connaît en revanche le nombre de Japonais qui rentrent de Chine entre octobre 1949, date de la

---

<sup>360</sup> Gillin, Donald G et Etter, Charles, « Staying on: Japanese Soldiers and Civilians in China, 1945-1949 », *Journal of Asian Studies*, Mai 1983, vol. 43, n° 3, p. 511.

<sup>361</sup> Gillin, Donald G et Etter, Charles, « Staying on: Japanese Soldiers and Civilians in China, 1945-1949 », *Journal of Asian Studies*, Mai 1983, vol. 43, n° 3, p. 511-514.

<sup>362</sup> Si l'on excepte les Japonais rapatriés depuis le port de Huludao, partagé entre le Guomindang et les Communistes entre 1945 et 1948. Il sont en général considérés comme des rapatriés de Mandchourie et ne rentrent pas dans le compte des rapatriements depuis la Chine.

<sup>363</sup> Chiffres tirés de l'enquête du gouvernement japonais citée plus haut, note 300. Voir également Kōsheishō shakai engokyoku engo 50-nenshi henshū iinkai 厚生省社会援護局援護 50 年史編集委員会, *Engo gojūnen shi* 援護 50 年史 (histoire de 50 ans d'assistance), Tōkyō : Gyōsei gyōsei, 1997, p. 77.

proclamation de la République populaire de Chine, et janvier 1989. Il s'agit de 37 539 personnes, réparties sur plusieurs périodes comme suit<sup>364</sup> :

**Les quatre périodes principales des rapatriements depuis la Chine**

	Nombre de rapatriés vers le Japon
1945-1948	1 500 556
1949-1952	1 159
1953-1958	32 557
1959-1972	758

Source : d'après les chiffres du ministère de la Santé (kōseishō), rassemblés en un tableau par Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō, Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 252-253.

Ces chiffres posent la question de savoir pourquoi plus de 30 000 personnes ont été rapatriées durant les cinq années qui se sont écoulées de 1953 à 1958. À cette époque en effet, le Japon et la Chine n'avaient aucune relation diplomatique et ne pouvaient donc pas traiter officiellement ensemble. Ce point sera abordé dans la partie consacrée aux retours tardifs<sup>365</sup>.

<sup>364</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 251

<sup>365</sup> Voir chapitre 4.

## Taiwan : un retour sans encombre ?

La population japonaise de Taïwan, comme celle de Karafuto, était relativement ancienne : le territoire de Taïwan fait partie du Japon depuis 1895, date de la fin de la guerre sino-japonaise. La grande majorité des 350 000 civils estimés par le ministère de la Santé en 1945 vivaient là depuis au moins dix ans et plus de la moitié depuis près de vingt ans. La population de l'île a connu un accroissement considérable pendant la guerre, auquel il faut également ajouter environ 232 000 militaires cantonnés à Taïwan<sup>366</sup>.

### Accroissement de la population japonaise à Taïwan entre 1920 et 1942

	1920	1925	1930	1935	1939	1942
Population japonaise	166 621	189 630	232 999	269 798	323 148	385 000

Source : Naikaku tokeikyoku 内閣統計局, *Nihon teikoku tōkei nenkan* 日本帝國統計年鑑 (statistiques annuelles de l'empire du Japon,) dans Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō, Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 16.

L'autre particularité de cette population était d'être essentiellement urbaine : en 1930, les chiffres montrent que seuls 5 % des Japonais de Taïwan vivaient de l'agriculture et 2 % de la pêche, tandis que 41 % étaient fonctionnaires ou dans les professions libérales, et 20 % dans le commerce. En comparaison, à la même époque en métropole, seuls 6,9 % étaient fonctionnaires ou dans les professions libérales, et 47,7 % agriculteurs<sup>367</sup>.

---

<sup>366</sup> Kōsheishō shakai engokyoku engo 50-nenshi henshū iinkai 厚生省社会援護局援護 50 年史編集委員会, *Engo gojūnen shi* 援護 50 年史 (histoire de 50 ans d'assistance), Tōkyō : Gyōsei ぎょうせい, 1997, pp. 22-23.

<sup>367</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 20-22, , à partir de Naikaku tokeikyoku 内

La population de Taïwan était donc fondamentalement différente de celle de la Mandchourie et ressemblait plutôt par sa composition à celle de la Corée. Il aurait été possible que ces facteurs rendent le rapatriement d'autant plus difficile. Or, malgré le nombre conséquent de Japonais à ramener et une colonisation qui avait connu des passages violents et difficiles<sup>368</sup>, le rapatriement des Japonais de Taïwan s'est déroulé de façon ordonnée et efficace, sans grands débordements, c'est là sa spécificité.

Cette particularité tient à la planification chinoise et américaine mise en place au sujet de Taïwan pendant la guerre. Contrairement aux autres zones, la déportation des Japonais n'y a pas été organisée dans la panique de la fin de la guerre. L'occupation par l'armée nationaliste avait fait l'objet d'une longue négociation pendant toute la durée de la guerre du Pacifique, et lorsque qu'arrive la fin de la guerre, l'arrivée d'officiels chinois encadrés par les Américains a permis que la déportation soit relativement bien organisée et ait pu souvent être définie comme plus « facile » que pour d'autres zones<sup>369</sup> : les récits officiels caractérisent ce rapatriement comme le plus facile d'entre tous<sup>370</sup>, Yasuo Wakatsuki utilisant l'expression « sans encombre dans la plupart des cas » (*ōmune heibyō* おおむね平穩) pour intituler l'une

---

閣統計局, *Nihon teikoku tōkei nenkan* 日本帝國統計年鑑 (statistiques annuelles de l'empire du Japon).

<sup>368</sup> On peut citer comme exemple le plus célèbre de violences pendant la colonisation japonaise, l'incident de Wushe, en japonais *Musha jiken* 霧社事件, la dernière grande révolte menée contre les forces impériales japonaises qui se solde par un massacre de près de 130 Japonais, le 27 octobre 1930, et a été suivi d'une terrible répression du côté japonais. (voir par exemple Nakagawa, Kōichi 中川浩一, Wakamori, Tamio 和歌森民男, (dir.), *Musha jiken Taiwan no takasagozoku hōki* 霧社事件 台湾高砂族の蜂起 (l'incident de Wushe – la rébellion de la tribu des Takasago à Taïwan), Tōkyō : Sanshōdō 三省堂、1980, 274 p.)

<sup>369</sup> Kōsheishō shakai engokyoku engo 50-nenshi henshū iinkai 厚生省社会援護局援護 50 年史編集委員会, *Engo gojūnen shi* 援護 50 年史 (histoire de 50 ans d'assistance), Tōkyō : Gyōsei ぎょうせい, 1997, p. 17, 37.

<sup>370</sup> Kōsheishō shakai engokyoku engo 50-nenshi henshū iinkai 厚生省社会援護局援護 50 年史編集委員会, *Engo gojūnen shi* 援護 50 年史 (histoire de 50 ans d'assistance), Tōkyō : Gyōsei ぎょうせい, 1997, p. 37.

des parties de son chapitre sur Taïwan<sup>371</sup>. Quant à Lori Watt, elle ne consacre qu'une page et demie au cas de Taïwan<sup>372</sup>.

Les associations de rapatriés de Taïwan elles-mêmes considèrent plutôt leur rapatriement comme s'étant déroulé de manière plus « simple » que les autres. Ainsi, la Taïwan kyōkai (台湾協会 association d'entraide de Taïwan) dans l'introduction à son histoire des rapatriements, admet que le rapatriement s'est déroulé « de manière régulière<sup>373</sup> » en comparaison avec les autres cas. C'est en particulier à la Mandchourie, avec les désordres, complications et délais qui ont rendu le retour des civils si difficile, que cet ouvrage fait implicitement référence.

Cependant, les organisations de rapatriés de Taïwan, depuis les années 1990, ont tendance à vouloir renverser cette idée reçue : la plus grande des associations, considérant que leurs difficultés ont été largement minimisées et qu'ils méritent davantage d'attention, a commandité un ouvrage en dix volumes, couvrant en particulier la période d'internement des Japonais dans les camps<sup>374</sup>. Il est certain que les Japonais de Taïwan ont dû faire face à une situation extrêmement difficile et à l'effondrement de leur société et de leur mode de vie. Le gel et la confiscation de ses biens a plongé dans la pauvreté toute une partie de la population autrefois bien lotie, et même à Taïwan, des épisodes de violence sont à déplorer, en particulier

---

<sup>371</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, pp. 88-94.

<sup>372</sup> Watt, Lori, *When Empire Comes Home: Repatriation in Postwar Japan, 1945-1958*, Thèse, Columbia University, 2002 pp. 44-45.

<sup>373</sup> « 台湾はいかには順調に » Taïwan kyōkai 台湾協会, *Taiwan hikiage shi – shōwa nijūnen shūsen kiroku* 台湾引揚史-昭和二十年終戦記録 (histoire des rapatriements de Taïwan – annales de la fin de la guerre en 1945), 1982, cité par Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 88-89.

<sup>374</sup> Watt, Lori, *When Empire Comes Home: Repatriation in Postwar Japan, 1945-1958*, Thèse, Columbia University, 2002 pp. 44-45. La référence de l'ouvrage en question est : Kawara, Tsutomu 河原功, *Taiwan hikiage ryūyō kioku* 台湾引揚・留用記録 (le rapatriement depuis Taïwan – souvenirs des camps), 10 vol. Tokyo : Yumani shobō ゆまに書房, 1997.

concernant d'anciens policiers considérés comme ayant été injustes ou violents<sup>375</sup>. Toutefois, au-delà de la question des souffrances et des pertes bien réelles subies par les rapatriés de Taïwan, ce sursaut mémoriel est certainement à mettre en relation avec la mémorialisation de plus en plus officielle des rapatriés comme victimes de guerre. Le besoin d'identification des rapatriés de Taïwan au groupe plus large des *hikiagesha* fait que leur discours ne peut plus diverger de manière trop claire de celui du reste des rapatriés, dont la figure emblématique reste le douloureux retour des colons de Mandchourie.

### *Un transfert de pouvoir aux enjeux complexes*

Il convient donc d'examiner plus en détail pourquoi dans le cas de Taïwan la déportation de la population japonaise a été plus ordonnée qu'ailleurs. La question de la passation de pouvoir à Taïwan étant complexe, elle avait été longuement préparée pendant la guerre. Qui occuperait le territoire de Taïwan ? Et de façon plus large, à qui reviendrait la souveraineté ? Ces deux problèmes ayant poussé les différentes parties à préparer l'après-guerre de façon détaillée, cela a plus tard simplifié les opérations.

Dès l'été 1942, la Chine nationaliste émet les premiers signes qu'elle va exiger la souveraineté sur Taïwan comme compensation pour sa participation dans la guerre<sup>376</sup>. Bien que les débats à ce sujet soient d'abord limités aux réseaux diplomatiques et tenus secrets, cette idée deviant rapidement monnaie courante dans la presse chinoise. Dès mai 1943, le

---

<sup>375</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 90.

<sup>376</sup> Gordon, Leonard, « American Planning for Taiwan, 1942-1945 », *Pacific Historical Review* n°37, mai 1968, p. 202; United States Department of State, *Foreign relations of the United States, 1942. China*, U.S. Government Printing Office, 1942, pp. 174, 732, 736.



premier journal de Chóngqìng, *Ta Kung Pao* <sup>377</sup>, demande ainsi le retour sans conditions de Taïwan à la Chine et repousse toute éventualité que l'île passe sous un mandat des États-Unis<sup>378</sup>.

En réponse aux pressions exercées par la Chine, les États-Unis lancent immédiatement la création de groupes de travail dans plusieurs agences d'état pour étudier cette question<sup>379</sup>. L'option consistant à laisser Taïwan devenir indépendante à la fin de la guerre avait été évoquée aux États-Unis, mais cette idée est rapidement rejetée, non seulement à cause de l'importance économique que Taïwan pourrait avoir aux mains des alliés des Américains, mais aussi à cause du fait de son extrême importance stratégique, due à sa position géographique<sup>380</sup>. En effet, selon les stratèges américains, si la guerre devait conduire l'armée américaine à traverser le Pacifique en direction de la côte chinoise, Taïwan constituerait naturellement l'objectif intermédiaire le plus important<sup>381</sup>. Il est donc nécessaire que ce soit un allié des États-Unis qui ait le contrôle de cette île.

Franklin D. Roosevelt et Anthony Eden<sup>382</sup> débattent de la possibilité de rendre Taïwan à la Chine une première fois en mars 1943. Leur accord de principe est officialisé lors des

---

<sup>377</sup> 大公報; en pinyin : Dàgōng Bào, journal fondé en 1902 (le plus ancien journal en langue chinoise en Chine).

<sup>378</sup> Gordon, Leonard, « American Planning for Taïwan, 1942-1945 », *Pacific Historical Review* n°37, mai 1968, p. 203.

<sup>379</sup> En juillet et août 1943, des comités chargés des différents pays et régions (*Country and Area Committees* ou CAC) sont établis pour préparer des rapports sur les différentes régions concernées par le conflit, et en septembre un comité pour l'Asie, intitulé « Far East » est créé. Les rapports et études de ces comités sont soumis au comité pour les programmes d'après-guerre, le *Postwar Programs Committee* qui dès le début 1944 est chargé de préparer la fin de la guerre dans les différentes régions (Gordon, Leonard, « American Planning for Taïwan, 1942-1945 », *Pacific Historical Review* n°37, mai 1968, p. 205-206.)

<sup>380</sup> Gordon, Leonard, « American Planning for Taïwan, 1942-1945 », *Pacific Historical Review* n°37, mai 1968, p. 203.

<sup>381</sup> Gordon, Leonard, « American Planning for Taïwan, 1942-1945 », *Pacific Historical Review* n°37, mai 1968, p. 204.

<sup>382</sup> Robert Anthony Eden (1897-1977), alors ministre des affaires étrangères du Royaume-Uni.

entretiens entre Roosevelt, Winston Churchill et Chiang Kai-Shek qui ont lieu pendant la conférence du Caire. Les termes de la déclaration du Caire fixent le sort de Taïwan de façon claire : l'île, qui avait été cédée au Japon en vertu du traité de Shimonoseki après la guerre sino-japonaise de 1894-95, doit être rendue à la République de Chine à l'issue de la guerre<sup>383</sup>. Staline ratifie cette décision un peu plus tard à Téhéran, puis une seconde fois pendant une réunion du Pacific War Council<sup>384</sup> en décembre 1944<sup>385</sup>.

Toutefois, bien que cette décision reste inchangée jusqu'à la fin de la guerre et soit ensuite entérinée officiellement par la déclaration de Potsdam, des hésitations apparaissent au sujet des modalités de transfert de l'autorité, ainsi que sur le moment idéal pour procéder à celui-ci. Certaines propositions recommandent une phase d'occupation par l'armée américaine, voire de souveraineté étendue du Japon pendant une période tampon, anticipant des délais probables avant que la Chine soit en mesure de procéder à la passation de pouvoir<sup>386</sup>.

Dans l'optique d'une occupation américaine d'intérim, les États-Unis se posent la question de savoir ce qu'il faut faire de la population japonaise, en particulier les personnes qui ont occupé des postes administratifs ou judiciaire sous l'autorité japonaise. Le demi-siècle d'occupation de Taïwan par le Japon pose aussi des problèmes légaux et pratiques au sujet du statut juridique et de la nationalité des différents groupes ethniques de l'île. Le comité chargé de préparer une occupation éventuelle de Taïwan par les Américains conclut en

---

<sup>383</sup> Déclaration du Caire, 1943, entre le président des États-Unis, le Premier ministre du Royaume-Uni et le Président chinois : « [i]t is their purpose... that all the territories Japan has stolen from the Chinese, such as Manchuria, Formosa and the Pescadores, shall be restored to the Republic of China. »

<sup>384</sup> Conseil réunissant les représentants des différentes nations alliées participant à la guerre du Pacifique, établi en 1942.

<sup>385</sup> Gordon, Leonard, « American Planning for Taiwan, 1942-1945 », *Pacific Historical Review* n°37, mai 1968, pp. 204-205.

<sup>386</sup> Gordon, Leonard, « American Planning for Taiwan, 1942-1945 », *Pacific Historical Review* n°37, mai 1968, pp. 208-210.

recommandant de ne pas exercer de ségrégation sur les civils japonais ni les déporter, sauf si la sécurité du pays se trouvait engagée par leur présence à Taïwan, c'est-à-dire s'ils étaient considérés comme susceptibles de tenter de renverser le nouveau gouvernement. Plutôt qu'un rapatriement forcé et autoritaire, la solution proposée par les experts consistait à donner aux Japonais la possibilité de décider eux-mêmes de leur retour au Japon, voire de rester à Taïwan en abandonnant leur nationalité japonaise<sup>387</sup>.

En réalité, le retour des personnes n'était pas la principale préoccupation des comités : la question de la redistribution des biens et des propriétés japonaises était bien plus centrale dans leurs débats. D'après les plans préliminaires américains<sup>388</sup>, les biens publics aux mains des Japonais devaient être transférés aux Chinois, ce qui a soulevé ensuite la question de savoir comment définir strictement une entreprise publique. Les commissions américaines recommandaient une définition « stricte » de la propriété publique et « large » de la propriété privée : toute entreprise ou organisation ayant participé à l'effort de guerre ou bien ayant été soutenue à grande échelle par le gouvernement japonais pouvait être considéré comme publique. En revanche, les propriétés considérées privées aux mains des Japonais devaient être protégées<sup>389</sup>. Si le plan des États-Unis avait finalement été appliqué, les biens des Japonais n'auraient donc pas nécessairement dû être confisqués à grande échelle.

Le gouvernement nationaliste chinois, très curieux de savoir en quoi consistaient ces plans des Américains, a demandé une conférence tripartite (avec la Grande-Bretagne et les États-Unis) pour discuter des plans administratifs pour les régions libérées. Cette demande a

---

<sup>387</sup> Rapport du CAC, 22 avril 1944 (Gordon, Leonard, « American Planning for Taïwan, 1942-1945 », *Pacific Historical Review* n°37, mai 1968, p. 215.)

<sup>388</sup> Rapport du CAC, 19 mai 1944 (Gordon, Leonard, « American Planning for Taïwan, 1942-1945 », *Pacific Historical Review* n°37, mai 1968, p. 216.)

<sup>389</sup> Rapport du CAC, 11 mai 1944 (Gordon, Leonard, « American Planning for Taïwan, 1942-1945 », *Pacific Historical Review* n°37, mai 1968, p. 217.)

été rejetée, mais Chiang Kai-Shek a reçu la confirmation que toute occupation américaine, à supposer qu'elle ait lieu, serait de courte durée<sup>390</sup>.

Tous ces plans pour une éventuelle occupation militaire de Taïwan se sont finalement effondrés devant les contingences de la guerre. Depuis le début de la guerre du Pacifique, Taïwan avait semblé être la cible stratégique évidente des Américains pour servir de base à leurs opérations contre les Japonais en Chine et à Okinawa. Or les aléas de la guerre et les décisions prises par le général MacArthur en ont décidé autrement. En mars 1944, MacArthur a reçu l'ordre de préparer simultanément une invasion des Philippines du Sud, la date de débarquement à Luzon étant fixée à février 1945, et un débarquement à Taïwan. MacArthur considérait Luzon comme une cible bien plus importante : il avait encore le souvenir de l'humiliation subie en 1941 et de la promesse faite aux habitants des Philippines qu'il reviendrait les libérer. De plus, il jugeait un débarquement à Taïwan trop risqué pour le moment : la position stratégique qui la rendait précieuse aux yeux des Américains expliquait qu'il s'agissait d'une des pièces maîtresses de la défense japonaise, ses fortifications en rendant la prise difficile. Si, jusqu'à la fin de la guerre, les plans d'invasion de Taïwan n'ont jamais été totalement abandonnés, ils n'ont cessé d'être repoussés au profit d'autres priorités. Les opérations se déplaçant graduellement des Philippines vers Iwo Jima puis Okinawa, il est finalement devenu inutile aux forces alliées de s'attaquer à Taïwan<sup>391</sup>.

### *La reddition des Japonais à Taïwan*

---

<sup>390</sup> Gordon, Leonard, « American Planning for Taiwan, 1942-1945 », *Pacific Historical Review* n°37, mai 1968, pp. 218-219.

<sup>391</sup> Gordon, Leonard, « American Planning for Taiwan, 1942-1945 », *Pacific Historical Review* n°37, mai 1968, pp. 221-225.

L'absence de débarquement allié à Taïwan a rendu la situation assez délicate, puisque les troupes japonaises qui y étaient stationnées n'ont eu personne à qui se rendre dans les jours suivant la défaite. Sur la base du *General Order n°1*, leur démobilisation a été confiée aux troupes de Chine nationaliste. Elles ne disposaient d'aucunes forces sur l'île, mais cette décision était la plus logique, en l'absence d'autres troupes alliées susceptibles de prendre en charge la démobilisation et surtout puisque l'île devait de toute façon revenir finalement aux nationalistes. Le *General Order n°1* ne conférait toutefois pas d'autres pouvoirs aux Chinois que ceux de recevoir la reddition des troupes japonaises et de procéder à leur démobilisation. Aucune instruction n'était donnée concernant les autres dispositions à prendre. Jusqu'à septembre, les rumeurs allaient même bon train selon lesquelles c'était l'armée américaine qui allait occuper la zone<sup>392</sup>.

Les premiers représentants des Alliés à mettre le pied sur l'île ont débarqué le 1<sup>er</sup> septembre 1945 (un contingent de quatre officiers américains et deux membres de la police secrète de Chiang Kai-Shek, le bureau d'enquête et de statistiques (國民政府軍事委員會調查統計局 *guómín zhèngfǔ jūnshì wěiyuánhui diàochá tǒngjì jú*<sup>393</sup>). La tâche consistant à organiser le transfert de troupes chinoises vers l'île et à préparer le désarmement et le rapatriement des Japonais a été confiée au général Albert C. Wedemeyer<sup>394</sup>, qui se trouvait alors à Chungking. Et, dès la mi-octobre, plusieurs divisions ont commencé le débarquement sur l'île.

---

<sup>392</sup> Annonce de l'*Associated Press*, reprise par exemple dans « Japan's troops in China Surrender, Nanking Signing Covers 1.000.000 », *New York Times*, 9 septembre 1945.

<sup>393</sup> Kerr, George H., *Formosa Betrayed*. Boston: Houghton Mifflin, 1965, pp. 67-70.

<sup>394</sup> Albert Coady Wedemeyer (1897-1989), commandant des forces américaines en Chine.

Le groupe chargé de recevoir la reddition des Japonais et de prendre le contrôle de Taïwan est finalement composé principalement de Chinois, accompagnés d'un petit contingent de militaires américains chargés de « conseiller le commandant chinois pendant la période de transition<sup>395</sup>. » Le 25 octobre 1945, le général Andô Rikichi<sup>396</sup>, ancien gouverneur général, remet au général Chen Yi<sup>397</sup> (accompagnée par George Kerr<sup>398</sup>) l'acte de reddition dans la mairie de Taipei<sup>399</sup>. Chen Yi annonce alors officiellement que la Chine nationaliste reprend sa souveraineté sur Taïwan et les îles Pescadores à cette date (ce qui plus tard sera remis en question : le Japon n'a pas encore signé de traité officiel et ne le fera qu'en 1952), puis il informe le gouvernement local que la population (chinoise) de Taïwan ainsi que tout habitant de Taïwan à l'étranger reprend de fait la nationalité chinoise<sup>400</sup>.

### *L'organisation des rapatriements*

Le 30 octobre, l'administration dirigée par Chen ordonne le désarmement et la démobilisation des troupes japonaises. En novembre et décembre, elle entreprend de regrouper les Japonais dans des camps en attendant leur rapatriement. Par conséquent, les rapatriements à partir de Taïwan ne commenceront qu'en début décembre 1945. Dans la

---

<sup>395</sup> « *advise the Chinese commander during the periode of taking over.* » (Gordon, Leonard, « American Planning for Taïwan, 1942-1945 », *Pacific Historical Review* n°37, mai 1968, p. 225)

<sup>396</sup> Andô Rikichi 安藤利吉 (1884-1946), dernier gouverneur-général de Taïwan, du 30 décembre 1944 au 25 octobre 1945.

<sup>397</sup> Chen Yi (1883-1950) (陳儀, en pinyin Chén Yí), gouverneur de Taïwan jusqu'à l'incident du 28 février 1947 (soulèvement contre le gouvernement à Taïwan, sévèrement réprimé et faisant des milliers de morts).

<sup>398</sup> George H. Kerr (1911-1992) ; diplomate, puis enseignant dans les universités de Washington, Berkeley et Stanford, auteur de nombreux livres sur Taïwan et l'histoire d'Okinawa dont un volume cité plus haut : *Formosa Betrayed*, publié en 1965.

<sup>399</sup> Lai, Tse-han (dir.), *A Tragic Beginning: The Taïwan Uprising of February 28, 1947*, Stanford : Stanford University Press, 1991, p. 63.

<sup>400</sup> Cohen, Jerome Alan, « Recognizing China » *Foreign Affairs*, vol. 50, n°1, octobre 1971, pp. 33-34.

partie nord de l'île, l'évacuation se fait à partir de Kiirun\*, tandis que, dans le sud, c'est le port de Takao\* qui sert de point de départ. Une zone particulièrement difficile d'accès située sur la côte est sera évacuée en utilisant des navires qui restent au large des côtes pendant que de petites embarcations vont chercher les passagers à Karenkō\*. Les rapatriés qui se trouvent loin de ces ports sont amenés par trains spéciaux jusqu'aux bateaux de rapatriement<sup>401</sup>.

La période de transition entre la défaite et les rapatriements semble s'être passée sans trop de heurts, à l'exception de quelques incidents de racket et de vol. On note peu d'actes de violence, à part ceux à l'encontre des policiers qui ont été décrits plus haut, mais malgré tout, les Japonais peuvent être victimes d'abus de pouvoir de la part des Taïwanais, jusque dans les trains qui les conduisent aux bateaux de rapatriements. Nakatsu Teigi 仲津定義, institutrice à Taïwan et mère de deux jeunes enfants, écrit :

二歳と三歳の子供を連れていた。列車は、何回も駅でない所で停車した。そのたびに世話役が金を集めに回った。金をつかませぬと運転士が動いてくれないからというのであった。

*J'étais accompagnée de deux enfants de deux et trois ans. Le train s'arrêta de nombreuses fois dans des endroits où il n'y avait aucune gare. À chaque fois, notre responsable passait parmi nous : si nous ne donnions pas notre argent, le conducteur ne voulait pas repartir<sup>402</sup>.*

L'incident que décrit Nakatsu est certainement déplaisant, mais elle ne risque pas sa vie. Si sa description des Taïwanais les montre plutôt hostiles, elle ne parle pas de violences.

---

<sup>401</sup> Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, chapitre VI p. 172.

<sup>402</sup> Nakatsu Teigi 仲津定義 « Hoshi wa nagarete » 星は流れて (les étoiles filent), *Heiwa no Ishizue - Hikiagesha*, vol. 3, 1993, p. 295-297.

On ne trouve pas dans les récits des rapatriés de Taïwan de témoignages de violences commises contre des civils par les Taïwanais. Au contraire, il semble que, dans l'esprit des Japonais, ce sont les soldats chinois qui représentent un danger, non leurs voisins et connaissances taïwanaises. Hatori Tadayuki 羽鳥直之 est élève en première année de collège (*chūgakkō* 中学校) et a donc environ 13 ans au moment de la défaite. Il écrit :

八月十五日の終戦日の後、戦時中に中国本土で日本軍に苦しめられた中国軍隊が台湾に上陸し、日本軍と同様に、台湾在住の日本人婦女や子ども達に乱暴な行為をするとの流言が飛び、私達は困り苦しんでいました。<sup>403</sup>

*Après le jour de la défaite, le 15 août, des rumeurs se sont mis à se répandre au sujet du débarquement des soldats chinois. Elles disaient que les soldats chinois, qui avaient terriblement soufferts en Chine pendant la guerre à cause de l'armée japonaise, allaient faire ce que l'armée japonaise avait fait et violenter les femmes et les enfants qui habitaient à Taïwan. Nous étions morts d'inquiétude.*

Ces peurs ne sont pas fondées car l'armée nationaliste est tenue de respecter les principes pacifistes de Chiang Kai-Shek à l'égard des Japonais qui ont été décrits plus hauts. Cependant, d'après le récit de Hatori, jusqu'au débarquement finalement sans incident des Chinois, les Japonais vivent dans la crainte de ce qui pourrait leur arriver. Une mère donne même à un professeur un couteau pour pouvoir tuer ses enfants et leur éviter des souffrances en cas d'attaque.

Le rapatriement a commencé dès décembre 1945, donc assez rapidement lorsqu'on considère la date de la passation de pouvoirs. Cependant, les progrès ne sont pas très rapides

---

<sup>403</sup>, Hatori Tadayuki 羽鳥直之, « Tainan nihonjin chūgakkō » 台南日本人中学校 (le collège pour Japonais de Tainan), *Heiwa no Ishizue – Hikiagesha*, vol. 3, 1993, p. 274.



au départ. En février 1946, il reste toujours 322 149 Japonais dans ces camps, auxquels il faut ajouter près de 24 000 fonctionnaires japonais de l'administration civile et de la police et des techniciens réquisitionnés par le gouvernement nationaliste chinois<sup>404</sup>. Le programme se trouve encore ralenti par une épidémie particulièrement grave de choléra qui fait rage parmi les rapatriés en provenance de Taïwan et exige l'application d'une quarantaine et d'une campagne de vaccination au port de Kure au Japon en mars 1946<sup>405</sup>. Malgré ce départ assez lent, le 15 avril 1946, le rapatriement de Taïwan est pour l'essentiel terminé, à l'exception des 24 000 réquisitionnés. Ils sont ensuite renvoyés au Japon au compte-gouttes.

Fin 1946, il ne reste plus que 11 000 Japonais à Taïwan. Le rapatriement de ces derniers se fait lentement et nécessite un programme spécial combinant des navires chinois aux navires japonais réquisitionnés par le SCAJAP<sup>406</sup>. Certains fonctionnaires japonais restent en poste jusqu'en 1948, date de l'établissement d'un gouvernement civil fonctionnel à Taïwan ; la même année, les derniers Japonais sont rapatriés depuis Taïwan<sup>407</sup>.

Ce qui frappe le plus dans les récits des rapatriés de Taïwan est qu'ils manifestent souvent une grande nostalgie pour l'île et pour leur vie coloniale. Certains semblent décrire leur départ comme un véritable déchirement :

船は、岸壁を離れた。白いしぶきを思うぞんぶんはねちらしながら、進んでいく。サラバ基隆、生まれて育ってきた基隆、私はデッキの上から見る。緑の山

---

<sup>404</sup> Lai, Tse-han (dir.), *A Tragic Beginning: The Taiwan Uprising of February 28, 1947*, Stanford : Stanford University Press, 1991, p. 63.

<sup>405</sup> SCAPIN 866 *Quarantine and Screening of Formosan repatriates*, 9 mars 1946.

<sup>406</sup> Finalement, le SCAP se chargera à près de 77% du transport de ces techniciens vers le Japon. (Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, chapitre VI p. 173-74.)

<sup>407</sup> Lai, Tse-han (dir.), *A Tragic Beginning: The Taiwan Uprising of February 28, 1947*, Stanford : Stanford University Press, 1991, p. 63-65

に囲まれた港町。懐かしい思い出を、全部胸にたたみこんで、目は、むさぼるようにじっと見つめる。今、私から消え去ろうとしている陸地、山川、海岸、町<sup>408</sup>。

*Le bateau s'éloigna du quai. Nous avançons pendant que l'écume blanche s'éparpillait en gerbes, s'en donnant à cœur-joie. Adieu, Chilung, Chilung où je suis née, où j'ai grandi. Je regardais du haut du pont du navire. Le port, entouré de ses vertes montagnes. Je tenais renfermé en mon sein mes tristes pensées. Mes yeux restaient fixés (sur la ville) comme pris d'un désir féroce. Voilà, cette terre, ces montagnes et ces rivières, cette côte, cette ville, disparaissent maintenant de ma vue.*

Le fait que Taïwan fasse partie du territoire japonais depuis 1895 n'est pas étranger à ce sentiment. Il ne faut pas non plus sous-estimer que, comparés à d'autres sujets coloniaux, en particulier les Coréens, les Taïwanais manifestent finalement peu de rancœur envers les Japonais. Certes, on trouve de nombreux rapports d'hostilité de la part des Taïwanais envers leurs anciens colonisateurs (cela va des quelques rares violences envers des policiers mentionnées plus haut à de simples grimaces d'enfants<sup>409</sup>), mais tous ne sont pas hostiles : certains Taïwanais montrent une grande méfiance pour le nouveau gouvernement chinois et regrettent les Japonais. Pendant l'année 1946, des affiches posées clandestinement apparaissent à Taïwan, représentant un chien, désigné comme le Japon, quittant l'île alors qu'arrive un porc difforme, désigné comme la Chine. L'affiche porte le texte suivant : « Le chien était féroce, mais il protégeait au moins le peuple. Le cochon ne fait que manger et dormir<sup>410</sup>. »

---

<sup>408</sup> Matsuo Emi 松尾恵美, « Saraba kiirun » さらば基隆 (Adieu, Chilung), *Heiwa no Ishizue - Hikiagesha*, vol. 3, 1993, p. 297.

<sup>409</sup> « Ils nous jetaient des cris moqueurs « rentrez vite chez vous ! » et, à bien regarder, les enfants Taïwanais tiraient leur paupière vers le bas en geste de mépris. » 「『早く帰れ』の罵声、見れば台湾人の子供が「アカンペー」をしている。」 Ōtomo Yasuhiro 大友康弘, « Kokyō sōshitsu, soshite » 故郷喪失、そして (j'ai perdu mon pays natal, et puis...), *Heiwa no Ishizue - Hikiagesha*, vol. 3, 1993, p. 286.

<sup>410</sup> Belden, Jack, *China shakes the world*, Monthly Review Press 1949, p. 391, cité par Gillin, Donald G et Etter, Charles, « Staying on: Japanese Soldiers and Civilians in China, 1945-1949 », *Journal of Asian Studies*, mai 1983, vol. 43, n° 3, p. 502.

Les Japonais qui partent ne quittent pas seulement une colonie. Pour nombre d'entre eux, c'est leur pays natal qui disparaît à tout jamais lorsqu'ils montent à bord des navires de rapatriement. La colonisation ayant été aussi longue, cela pourrait être également le cas pour la Corée. Toutefois, comme on va le voir, le contexte beaucoup plus répressif dans lequel elle s'est accomplie explique que les violences à la défaite sont telles que les rapatriés apparaissent plutôt comme soulagés que nostalgiques quand ils quittent le pays.

## **La Corée**

*« Rentrez chez vous à la nage ! »*

N'ayant subi aucun bombardement pendant la guerre, la Corée du Sud ne se trouve pas dans un état particulièrement alarmant au lendemain du 15 août. Au contraire, les institutions et infrastructures fonctionnent, et les Japonais de Corée n'ont pas particulièrement souffert du conflit, en tout cas jusqu'à l'annonce de la défaite. Cependant, dès le lendemain, plusieurs leaders des mouvements de libération coréens prononcent des discours triomphateurs dans Séoul et la population laisse éclater une colère et une animosité jusqu'alors contenues contre l'ancien colonisateur, ce qui se traduit par l'agression de policiers japonais et de Coréens accusés de collaboration, en particuliers ceux liés aux recrutements des « femmes de

réconfort ». Dans les 9 jours qui suivent le 16 août, date du début de ces actions, 164 actes de violence sont répertoriés, dont 6 meurtres<sup>411</sup>.

Le climat devient de plus en plus houleux contre les Japonais : sur certains panneaux brandis dans les manifestations, on peut lire : « Souvenez-vous du tremblement de terre du Kantō<sup>412</sup>. » Des affiches enjoignent les Japonais à rejoindre au plus vite les ports pour « rentrer jusqu'à Hakata à la nage<sup>413</sup> ».

Meshida Fusae 召田房江 témoigne des derniers jours de la guerre à Mokupo\* (Mokpo), ville portuaire à la pointe sud-ouest de la péninsule coréenne. Elle vient alors d'accoucher de son deuxième enfant et craint que son mari ne soit mort : elle a appris le naufrage du navire sur lequel il était engagé pour la marine japonaise. L'annonce de la défaite par l'empereur le 15 août plonge selon elle la ville dans la confusion. De jeunes Coréens crient aux Japonais de rentrer chez eux, les banques sont prises d'assaut et elle apprend que des meurtres ont eu lieu. Elle se retrouve isolée dans le quartier japonais.

---

<sup>411</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 234.

<sup>412</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 231, 233. Le grand séisme du Kantō du 1<sup>er</sup> septembre 1923 a donné lieu à des massacres de Coréens, soupçonnés de tirer parti de la catastrophe pour piller des maisons japonaises, puis d'empoisonner des puits. La police profita également de la confusion pour se débarrasser de certains opposants Japonais. Les chiffres officiels font état de 231 Coréens, 3 Chinois et 56 Japonais tués, mais l'écrivain Yoshino Sakuzō 吉野作造 (1878-1933), qui fait une enquête sur ce massacre, dénombre au moins 2613 victimes. Certaines estimations vont jusqu'à faire état de 6000 victimes, même si le chiffre généralement retenu est autour de 2500. (voir à ce sujet *Ebisu*, n°21, 1999, *Le Japon des séismes*)

<sup>413</sup> Le panneau (en japonais, puisque s'adressant aux Japonais) cité par Wakatsuki dit : « Japonais, c'est à pied que vous allez aller jusqu'à Busan, et à la nage que vous allez rentrer jusqu'à Hakata ! » (「日本人よ、釜山まではあるいて、博多までは泳いで帰れ」). Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 234.

植民地支配下の抑圧に対して、一気の爆発だ。親しく物を売り買いした人間同士だったのに。戦争の怖さを痛感<sup>414</sup>。

*C'était une explosion contre l'oppression du régime colonial. Pourtant, nous étions tous des êtres humains. Nous étions proches d'eux, nous faisons affaire avec eux. J'ai compris combien la guerre était une chose terrifiante.*

Des départs spontanés de Japonais commencent très tôt à bord de petits bateaux de pêche, où le prix des places peut aller pour un adulte de 200 yen à plus de 5 000 selon la destination et le bateau (en sachant que 2 000 à 3 000 yens correspondent au budget mensuel d'une famille moyenne<sup>415</sup>.) Meshida fait partie de ceux qui s'enfuient à bord de navires clandestins. Elle a alors retrouvé son mari, qui a survécu.

危険を感じ、早く木浦から脱出しようと、数日の船探しがようやく百屯の不良貨物船に乗船と決定。この間もデマはデマを生み、街は無秩序となる。木浦を出る九月八日朝、好意で貰った万一の時の劇薬らしきものを便所に捨てた。庭ではあき家になるのを待って奪いあいの大げんか。着のみ着のままで追われる。親子四人揃ってのぶじの乗船はほっとした<sup>416</sup>。

*Sentant le danger, nous avons résolu de quitter Mokupo rapidement. Après avoir cherché un bateau plusieurs jours, nous avons enfin trouvé un mauvais cargo de cent tonnes, et nous avons décidé de le prendre. À cette période (elle parle ici des derniers jours d'août 1945) les rumeurs proliféraient et la ville était dans le chaos complet. Le matin du jour du départ, j'ai jeté dans les toilettes les pilules de poison que j'avais acceptées avec gratitude en cas de nécessité. Dans notre jardin, on se battait pour savoir qui prendrait notre maison quand elle serait vide. Nous avons été chassés, n'emportant que les habits que nous avions sur le dos. Quel soulagement lorsque que nous sommes tous les quatre parvenus sans mal jusqu'au navire.*

---

<sup>414</sup>, Meshida Fusae 召田房江, « Kamotsusen de dasshutsu, kikoku » 貨物船で脱出、帰国 (fuite à bord d'un navire marchand et retour au pays), *Heiwa no Ishizue - Hikiagesha*, vol. 2, 1992, p. 332.

<sup>415</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚げの記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 236.

<sup>416</sup> Meshida Fusae 召田房江, « Kamotsusen de dasshutsu, kikoku » 貨物船で脱出、帰国 (fuite à bord d'un navire marchand et retour au pays), *Heiwa no Ishizue - Hikiagesha*, vol. 2, 1992, p. 333.

Le bateau dans lequel est montée Meshida Fusae compte également plusieurs dizaines de soldats. Ils arrivent quelques jours plus tard à Shimane, ayant essuyé un typhon en chemin. L'expérience vécue par Meshida est loin d'être rare : d'après les estimations, plus de 30 % des Japonais de Corée du Sud qui sont arrivés à Kyūshū sont rentrés par leurs propres moyens, sur des petits cargos, ou même des voiliers de pêche munis de moteurs auxiliaires, entre les derniers jours du mois d'août et le début du mois de septembre<sup>417</sup>.

L'arrivée des Américains le 8 septembre à Pusan\* (Busan) et Jinsen\* (Incheon) change cette situation. Pour eux, cette zone est prioritaire au lendemain de la guerre. Leur but principal est d'abattre l'empire japonais et de réduire le Japon à sa plus simple expression. Par son étendue et son importance, la Corée représente le premier territoire à arracher à ses colonisateurs<sup>418</sup>. Les estimations américaines au moment de la défaite font état de plus de 600 000 japonais en Corée. Puisque « la politique des États-Unis est de rétablir la Corée en tant que pays indépendant, il est nécessaire de libérer la place à un gouvernement démocratique représentant la volonté librement exprimée du peuple coréen, en supprimer le plus rapidement possible l'influence exercée par l'ancienne autorité japonaise, civile et militaire<sup>419</sup> ». Ces impératifs exigent la mise en place rapide du dispositif de rapatriement

---

<sup>417</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 236.

<sup>418</sup> D'après la lettre datée du 15 septembre 1945 envoyée par H. Merrell Benninghoff (Conseiller politique en Corée) au Secrétaire d'état, United States Department of State, dans *Foreign relations of the United States, 1945. The Far East: China*, U.S. Government Printing Office, 1945, p. 1049-1053.

<sup>419</sup> « *In accordance with United States policy for a self-governing Korea, it was necessary to clear the way for a democratic government representative of the freely expressed will of the Korean people, by removing at the earliest date possible the influence exerted by the former Japanese officials, military and civilian.* », Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, chapitre VI, p. 161-2.

depuis et vers la Corée. La présence des forces de la 10<sup>e</sup> armée des États-Unis<sup>420</sup> en Corée, qui prend rapidement contrôle du gouvernement militaire du pays, permet d'agir rapidement<sup>421</sup>.

Or tous ne sont pas prioritaires pour le départ aux yeux des Américains. Un ordre de priorité est donc établi et affiché, correspondant aux populations que l'occupant souhaite voir éliminées le plus vite possible : dans l'ordre, les militaires, les policiers, puis les prêtres des sanctuaires shintō, et enfin les geishas et prostituées (*geisha, jorō* 芸者・女郎). Pour les Américains, il s'agit des groupes qu'ils jugent les dangereux et les plus capables d'influencer les Coréens. Dans le cas des prêtres des sanctuaires shintō, cette préférence est certainement la bienvenue : avant l'arrivée des Américains début septembre environ trente sanctuaires de la péninsule sud-coréenne sont réduits en cendres par des Coréens<sup>422</sup>.

Les capacités de transport sont à hauteur des besoins et ne font qu'augmenter. Grâce au rétablissement d'un service de ferry immédiatement après la défaite et à l'autorisation donnée par le SCAP d'y ajouter des vaisseaux civils à court rayon d'action, dès décembre 1945, une moyenne de 4 000 personnes par jour peut être évacuée. Des apports supplémentaires permettent d'accélérer ponctuellement ce rythme. Ainsi, CINPAC profite du transport des troupes du 24<sup>e</sup> corps d'armée, alors stationné à Okinawa, jusqu'en Corée. Le voyage de retour vers Okinawa des Landing Ship, Tank, au départ prévu à vide, est finalement utilisé pour transporter des Japonais à destination de Kyūshū avant qu'ils rejoignent Okinawa. Cette

---

<sup>420</sup> Commandée par le général John R. Hodge, la 10<sup>e</sup> armée aurait pu participer si cela avait été nécessaire aux débarquements alliés sur les côtes de Kyūshū pour occuper le Japon par la force, mais à la place elle est la première armée alliée à débarquer en Corée du Sud.

<sup>421</sup> Ki-baek Yi, Wagner E.W., Shultz E.J. trad., *A new history of Korea*, Harvard : Harvard University Press, 1984, p. 373-379.

<sup>422</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 237.

mesure, certes ponctuelle, permet toutefois le transport de 20 000 japonais supplémentaires en seulement 4 jours entre le 12 et le 16 octobre 1945<sup>423</sup>.

Pour apprécier à quel point l'opération de rapatriement des Japonais de Corée était essentielle pour le SCAP, il suffit de considérer son extrême efficacité : à la date du 21 novembre 1945, tout le personnel militaire et naval japonais a été évacué, à l'exception de 2 650 personnes qui sont maintenues à leur poste pour encadrer l'évacuation des civils. L'opération de rapatriement des civils de Corée du Sud dure jusqu'en mars 1946<sup>424</sup>. Cependant, tous ne veulent pas partir, ce qui est compréhensible dans le cadre d'une colonisation datant de près de quarante ans et alors que nombre des Japonais de Corée n'ont jamais mis les pieds en métropole et n'envisagent pas de quitter leur pays natal. À partir d'avril 1946, les associations d'entraide font état de véritables « chasses aux Japonais », en particulier dans les villages, de la part d'Américains montés sur des jeeps et chargés de récupérer les derniers réfractaires au rapatriement<sup>425</sup>.

Toutefois, les rapatriements depuis la Corée du Sud ne s'arrêtent pas pour autant : un flot de réfugié en provenance de Corée du Nord, et parfois de Mandchourie, fuyant les Soviétiques, traverse la Corée du Sud en quête de moyen de rentrer au Japon. Les rapatriements des derniers Japonais de Corée du Sud se trouvent mêlés à cet afflux lent mais constant de réfugiés en provenance de l'autre côté du 38<sup>e</sup> parallèle.

---

<sup>423</sup> Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, chapitre VI p. 162.

<sup>424</sup> Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, chapitre VI p. 162.

<sup>425</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚げの記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 241.



### *Le 38<sup>e</sup> parallèle ou la ligne de la mort*

Arrêtée dans son élan par le débarquement américain, l'armée soviétique contrôle la Corée jusqu'à la ligne du 38<sup>e</sup> parallèle, qui forme une frontière techniquement close entre les deux moitiés du pays. La situation géographique est toutefois telle qu'il est impossible aux Soviétiques de surveiller l'ensemble des routes et chemins de montagnes qui permettent de traverser cette limite. Le 38<sup>e</sup> parallèle restera dans les mémoires des rapatriés japonais comme la « ligne de la mort » (*shisen* 死線)<sup>426</sup>.

Les Japonais sont poussés à fuir par la violence avec laquelle ils ont traités par les Soviétiques au nord de la frontière : là aussi, comme en Mandchourie, ce sont les femmes qui subissent les pires sévices. Les Soviétiques fouillent les villes, les campements et abris de fortune où les Japonais se sont rassemblés, demandant des possessions ou des femmes<sup>427</sup>. Tomonaga Takuo 友永卓夫, né en 1936 à Seishin\* (aujourd'hui en Corée du Nord) raconte la venue des soldats soviétiques dans sa ville :

---

<sup>426</sup> Par exemple, parmi les témoignages sur le passage de Corée du nord dans *Heiwa no Ishizue*, le 38<sup>e</sup> parallèle est omniprésent. Sept rapatriés choisissent même d'intituler leur témoignage en référence à cette ligne : Nishi Tetsuo 二司哲夫, « sanjūdosen o koete chinnanpo kara hikiage » 三十八度線を越えて鎮南浦から引揚げ (Rapatrié de Nanpo après avoir traversé le 38<sup>e</sup> parallèle), vol.12 p. 327 ; Katagiri Nobuko 片桐信子, « sanjūdosen o koete » 三十八度線を越えて (traverser le 38<sup>e</sup> parallèle), vol. 15 p. 420 ; Kitamura Akima 北村秋馬, « Sanjūdosen ga mieta ka » 三十八度線が見えたか？ (avez-vous vu le 38<sup>e</sup> parallèle ?), vol. 16 p. 264 ; Kawawada Yasuo 川和田康夫, « Kainei kara sanjūdosen toppa made » 会寧から三十八度線突破まで (de Hoeryong au 38<sup>e</sup> parallèle) ; vol. 16 p. 288 ; Tomonaga Takuo 友永卓夫, « sanjūdosen o koete » 三十八度線を越えて (franchir le 38<sup>e</sup> parallèle), vol. 16 p. 461 ; Ooda Sumie 太田すみ江 « shisen o koete » 死線を越えて (franchir la ligne de la mort), vol. 17 p. 276.

<sup>427</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚げの記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 200-203.

夜になると、敗戦国民となった我々に恐怖が襲ってきた。酒気を帯びて、毛むくじゃらな腕にマンドリンと称する自動小銃を抱えたソ連兵が、集団で「ダワイ！ ダワイ！」と叫びながら町の中を襲っていた。戸外では、ときおり銃声が響いていた<sup>428</sup>。

*Une fois la nuit venue, nous, qui venions devenir des habitant d'un pays vaincu, furent assaillis par la peur. Les soldats soviétiques, ivres, portant contre leurs poitrines hirsutes les armes automatiques qu'ils surnommaient des « mandolines » assaillaient la ville en masse, criant « dawai ! dawai ! »<sup>429</sup>. On entendait parfois des coups de feu résonner dehors.*

Quelque temps après, raconte Tomonaga, la violence monte encore, les soldats venant agresser les Japonais en plein jour :

そのうちに、夜ばかりか白昼堂々と「シギ、ダワイ！（時計を出せ）」とか「マダム、ダワイ！」とか叫んで侵入し始めた。物盗りだけではなく、女性を求めるようになってきた。女性がトイレで襲われたとか、戸外に出た途端に拉致されたとか、不穏な話が頻発し始めた。女の人は鍋墨で顔を汚すぐらいでは危険なので、黒髪を切って丸坊主にし、だぶだぶの男物の服を着て男装する娘たちが増えてきた<sup>430</sup>。

*Finalement, ils se sont mis à venir non plus la nuit, mais en plein jour, criant « jiki dawai » (donnez-nous vos montres) et « madamu dawai »<sup>431</sup>. Ils ne voulaient plus seulement voler des objets : c'était maintenant des femmes qu'ils demandaient. Les femmes se faisaient agresser dans les toilettes et aborder de manière vulgaire quand elles sortaient. Ne faire que se salir le visage avec de la suie était trop dangereux. Un nombre grandissant de femmes se coupaient les cheveux à ras ou bien s'habillaient en garçon avec des habits d'hommes trop larges pour elle.*

---

<sup>428</sup> Tomonaga Takuo 友永倬夫, « sanjūdo sen o koete » 三十八度線を越えて (franchir le 38e parallèle), *Heiwa no Ishizue – Hikiagesha*, vol. 17, 2007, p. 467.

<sup>429</sup> « donnez, donnez ! » Donner en russe se dit давать.

<sup>430</sup> Tomonaga Takuo 友永倬夫, « sanjūdo sen o koete » 三十八度線を越えて (franchir le 38e parallèle), *Heiwa no Ishizue – Hikiagesha*, vol. 17, 2007, p. 467.

<sup>431</sup> « Donnez-nous les femmes ». L'expression est tellement répandue à l'époque et tellement fréquente dans les récits de rapatriés que l'auteur du témoignage ne traduit pas, tandis qu'il a traduit le terme russe « jiki » juste avant.

Par conséquent, c'est très tôt, dès septembre 1945, que les premiers Japonais passent la frontière en quête de moyens de transport. Ainsi, du 15 septembre 1945 au 21 mars 1946, 42 500 personnes en provenance du nord du 38<sup>e</sup> parallèle sont rapatriées au Japon, en même temps que des Japonais de Corée du Sud. Ce rythme ne fait que s'accélérer avec l'accumulation le long de la frontière des populations japonaises non plus seulement de Corée du Sud, mais aussi de Mandchourie. Du 21 mai au 30 juin 1946, les chiffres montrent une accélération rapide, près de 10 000 Japonais par semaine entrant en Corée du Sud en provenance de Mandchourie, de Sibérie ou de Corée du Nord. Ce chiffre atteint son maximum en août 1946, allant jusqu'à 1 500 par jour<sup>432</sup>.

Le passage est cependant loin d'être facile pour les fuyards traversant les montagnes à pied, tombant parfois mort d'inanition, de fatigue et de froid dans les cols gelés<sup>433</sup>. Peu à peu, il s'organise, avec l'apparition de passeurs professionnels coréens qui guident les Japonais jusqu'à la zone sud. Ōda Sumie 太田すみ江 raconte ainsi son expérience de la traversée du 38<sup>e</sup> parallèle, avec l'aide d'un guide coréen :

知らないグループの人の後ろについて歩いていた。私がついていったグループは、[...]お金を使って案内人を雇い、今夜中に三十八度線を越えようとしているようだった。ところが案内人は命が惜しいのであろう。グループの人のことを考えず、どんどん先に行ってしまう。(...)少し下ると大きな川が流れていた。案内人は「この川が三十八度線だから早く渡るように。真ん中から南側はいいが、北側

---

<sup>432</sup> Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, chapitre VI p. 162.

<sup>433</sup> Voir par exemple Fujiwara, Tei 藤原てい, Fujiwara, Tei 藤原てい, *Nagareru hoshi wa ikiteiru* 流れる星は生きている (les étoiles filantes sont vivantes), Tōkyō : Chūōkōronsha, 中央公論社 collection Chūkō bunko 中公文庫, 1976 (14e réimpression, 2010), p. 236-245, chapitre intitulé « sanjūdosen o toppatsu suru » 三十度線を突発する (traverser le 38<sup>e</sup> parallèle.) Fujiwara fuit avec tout un groupe de Japonais. Emportée par le groupe, elle n'a aucune maîtrise de ses mouvements, mais suit avec difficulté, tour à tour encourageant, grondant, et traînant ses enfants qui ont du mal à la suivre. De l'autre côté de la frontière, ils rencontrent une jeep américaine et sont dirigés vers un camp.

に行けばソ連兵に撃たれてしまうから！」と言いつつ姿を消してしまった。夜はまだ明けきれず、薄暗かった。川の幅は二十メートルくらいあったように記憶している。渡り始めた人の中には、子供を肩車にしている男の人もいたが、川はかなり深く流れも速かった。私たちは女性ばかり四、五人のグループだった。(…)お互いがしっかり手をつなぎ横一列になって、やっとの思いで対岸にたどり着いた<sup>434</sup>。

*Je suis retrouvée à marcher derrière un groupe de gens que je ne connaissais pas. [...] Ils avaient payé de l'argent pour engager un guide, et étaient en train d'essayer de traverser le 38<sup>e</sup> parallèle de nuit. [...] Un peu plus bas coulait une rivière assez large. Le guide nous a dit « Ici, c'est le 38<sup>e</sup> parallèle. Donc il faut que vous vous dépêchiez. À partir du milieu de la rivière, vers la rive sud, ça va, mais sur la rive nord vous risquez de vous faire tirer dessus par les soldats soviétiques. » Puis il a disparu. Il faisait encore nuit, mais l'obscurité n'était pas profonde. Je me souviens que la rivière faisait 10 mètres de large. Parmi les gens qui traversait, il y avait des hommes portant des enfants sur leurs épaules, mais la rivière était tout de même assez profonde, et il y avait un courant rapide. Nous étions quatre ou cinq femmes. [...] Nous avons traversé en nous tenant la main, en ligne, et nous étions bien soulagées quand nous sommes arrivées sur la rive.*

Une fois dans le sud, les Japonais sont pris en charge par les organisations qui montent des camps de fortune. Les réfugiés tombent de fatigue et d'inanition, et, ayant été transportés de camps en camps, sont souvent porteurs de maladies infectieuses typiques de ce type d'environnement, comme le typhus ou le choléra. En réponse au grave risque sanitaire entraîné par cette situation, des camps de regroupements officiels sont créés par l'armée américaine, où les réfugiés sont examinés médicalement, vaccinés contre la variole, le typhus et le choléra, et sont soumis à des pulvérisations de DDT<sup>435</sup>.

Les rapatriements depuis la Corée sont interrompus par quelques incidents au cours de l'année 1946 : en janvier 1946, une grève générale menace de bloquer tous les

---

<sup>434</sup>Ooda Sumie, 太田 すみ江, « Shisen o koete » 死線を越えて (franchir la ligne de la mort), *Heiwa no Ishizue - Hikiagesha*, vol. 17, 2007, p. 289-290.

<sup>435</sup> Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, chapitre VI p. 162.

rapatriements pendant quatre jours, mais sera finalement évitée, puis, du 26 juin au 10 août 1946, des graves inondations interrompent les opérations. Enfin, du 10 août à la mi-décembre 1946, tous les réfugiés venant de Corée du Nord sont soumis à une quarantaine à cause d'une épidémie de choléra, ce qui ralentit sensiblement les opérations. Malgré tout, au 31 décembre 1946, plus de 592 000 Japonais ont été rapatriés depuis la Corée du Sud<sup>436</sup>.

### **La multiplicité des expériences**

Les cinq exemples présentés ici sont remarquables par leurs différences. À la défaite, les objectifs de l'URSS, de la Chine nationaliste, de la Chine communiste et des États-Unis n'étaient pas les mêmes, il est donc logique que cela influé sur les rapatriements. Les États-Unis avaient pour objectif de réduire la menace que posait le Japon en limitant son influence dans les pays voisins : c'est cet objectif, tout autant que les arguments humanitaires, qui explique l'extrême efficacité du processus engagé en Corée du Sud pour ramener la population japonaise au Japon. Il ne faut pas oublier qu'au même moment, le SCAP opérait un rapatriement inverse de Coréens vers la péninsule. À la fin de décembre 1946, 930 000 Coréens habitant au Japon ont été rapatriés vers la Corée<sup>437</sup>. Ce rapatriement inverse s'inscrit dans la même logique qui consistait à effacer les effets de plus de quarante ans d'impérialisme japonais en remettant les peuples à la place « naturelle » selon les États-Unis.

---

<sup>436</sup> Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, chapitre VI p. 162.

<sup>437</sup> Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, chapitre VI p. 165.

Ce n'est pas la même logique qui animait l'URSS lors de l'occupation de la Mandchourie, de la Corée du Nord, de Sakhaline et des îles Kouriles. Dans le contexte de l'antagonisme grandissant entre URSS et États-Unis, l'objectif de l'Armée rouge semble avoir été de prendre à tout prix le contrôle du plus grand territoire possible dans les quelques derniers jours de la guerre. L'acquisition de biens, d'experts et de main-d'œuvre semble avoir été centrale dans leur démarche. Les rapatriements ne constituaient pas une priorité et n'ont été mis en place qu'au terme d'âpres négociations. Le rapatriement des civils n'en est cependant pas la meilleure illustration, comme on va le voir au chapitre suivant, qui portait sur les négociations entre le SCAP et le représentant soviétique au sujet des internés japonais en Sibérie.

En Chine, les nationalistes et les communistes, engagés dans la guerre civile, ont vu dans l'armée japonaise une réserve d'hommes et de matériel qu'ils ne pouvaient négliger, et les deux camps en ont fait une utilisation systématique. L'entente momentanée orchestrée par Marshall entre les deux parties autour du retour des Japonais a permis de rapatrier plus d'un million de personnes de Mandchourie, mais c'est probablement là l'un des seuls succès de cette mission.

Au sein d'une même zone d'occupation, le contexte très différent dans lequel se trouvait la population, qu'elle soit civile ou militaire, a aussi rendu les expériences des rapatriements très dissemblables. Les civils japonais en Chine continentale, pour la plupart arrivés pendant la guerre, étaient en situation plus instable et précaire que ceux qui sont installés à Taïwan depuis des décennies. Après la défaite, leur retour a été plus difficile. En Mandchourie et dans les territoires de Karafuto et de Chishima, les Japonais ont subi les violences de l'Armée rouge. En Mandchourie, les populations, au départ plus vulnérables, ont aussi dû composer avec une population locale souvent hostile cherchant à reprendre ses biens

(les « bandits » chinois). La topographie a également rendu la fuite de Mandchourie beaucoup plus longue et difficile que depuis les îles situées au nord du Japon. Ce sont les colons situés près de la frontière russe qui en ont payé le prix, comme en atteste le fort taux de mortalité dans cette population.

Même lorsque deux contextes présentent des similarités apparentes, l'expérience de la défaite et des rapatriements a pu être diamétralement opposée. L'île de Taïwan et la péninsule coréenne étaient toutes les deux des colonies anciennes du Japon, mais le contexte dans lequel s'était opérée la colonisation a influé sur la réaction des populations locales quand est venu le jour de la défaite de l'occupant. Ainsi a-t-on vu en Corée des manifestations de colère et de violences inconnues à Taïwan.

Malgré la présence d'un plan global orchestré par le SCAP pour unifier les efforts de toutes les armées d'occupation, les rapatriements ont été vécus de façon contrastée. Toutefois, les rapatriés seront rassemblés lors de leur arrivée au Japon dans une catégorie unique, celle de *hikiagesha*. Cette étiquette et la nécessité de se fédérer pour obtenir aides et compensations tendront à effacer les différences profondes entre les différents rapatriements. En fin de compte, c'est l'image de la Mandchourie qui servira de raccourci pour l'expérience de l'ensemble des rapatriements et c'est elle qui sera le principal objet de mémoire tant populaire qu'officielle.

?





**Tableaux récapitulatifs : Les rapatriements depuis les différentes zones, 1945 à 1989**

**Tableau récapitulatif du nombre de rapatriés par zone géographique, nombre total**

	Nombre total de Japonais rapatriés depuis la défaite au 1 <sup>er</sup> janvier 1989	Nombre total des civils rapatriés au 1 <sup>er</sup> janvier 1990	Nombre total estimé de militaires rapatriés
URSS	472 942	19 155	453 787
Chishima et Karafuto	293 491	277 485	16 006
Mandchourie	1 045 525	1 003 609	41 916
Dairen	225 954	215 037	10 917
Chine	1 538 095	493 635	1 044 460
Hong Kong	19 347	5 062	14 285
Corée du Nord	322 585	297 194	25 391
Corée du Sud	597 318	416 109	181 209
Taïwan	479 544	322 156	157 388
Îles proches du Japon	62 389	2 382	60 007
Okinawa	69 416	12 052	57 364
Territoires Hollandais	15 593	1 464	14 129
Territoires Français	32 303	3 593	28 710
Îles du Pacifique	130 968	27 506	103 462
Philippines	133 123	24 211	108 912
Asie du Sud-Est	711 507	56 177	655 330
Hawaii	3 659	310	3 349
Australie	138 843	8 445	130 398
Nouvelle-Zélande	797	406	391
<b>Total</b>	6 293 399	3 185 988	3 107 411

**Tableau récapitulatif du nombre de rapatriés par zone géographique, par décennie**

	<b>1945-1950</b>	<b>1951-1960</b>	<b>1961-1970</b>	<b>1971-1980</b>	<b>1981-1989</b>
<b>URSS</b>	470 356	2 580	3	3	0
<b>Chishima et Karafuto</b>	292 590	769	122	10	
<b>Mandchourie</b>	1 045 525				
<b>Dairen</b>	225 954				
<b>Chine</b>	1 501 409	32 914	639	1 174	1 959
<b>Hong Kong</b>	19 228	119			
<b>Corée du Nord</b>	322 548	37			
<b>Corée du Sud</b>	595 645	781	651	240	1
<b>Taïwan</b>	479 422	121	1		
<b>Îles proches du Japon</b>	62 389				
<b>Okinawa</b>	69 411	5			
<b>Territoires Hollandais</b>	15 590	3			
<b>Territoires Français</b>	32 089	209	5		
<b>Îles du Pacifique</b>	130 909	58		1	
<b>Philippines</b>	132 928	194		1	
<b>Asie du Sud-Est</b>	710 826	680		1	
<b>Hawaïi</b>	3 600	59			
<b>Australie</b>	138 692	151			
<b>Nouvelle-Zélande</b>	797				
<b>Total</b>	6 249 908	38 680	1 421	1 430	1 960

Source : d'après le tableau récapitulatif établi par Wakatsuki Yasuo, dans Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, Sengo hikiage no kiroku 戦後引揚げの記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 252-253. Les chiffres proviennent du Bureau pour

l'aide au rapatriement du Ministère de la santé (*Kōseishō engokyoku* 厚生省援護局) et ne concernent que les rapatriés ayant effectué les formalités d'entrée au Japon dans un centre de rapatriement.

Notes : Le chiffre de militaires rapatriés a été obtenu en soustrayant le nombre de civils (obtenu en 1990) effectivement rapatriés du nombre total de rapatriés obtenu en 1989. Les zones géographiques choisies l'ont été pour unifier dans la mesure du possible les différentes statistiques, qui n'utilisent pas toujours les mêmes divisions.

## Chapitre 3

### Les Japonais internés en Sibérie

Les années d'après la fin de la Seconde Guerre mondiale sont marquées par le début de la guerre froide et de la constitution des blocs, qui domineront la politique internationale jusqu'à la fin de l'URSS. Si on cite toujours l'occupation de l'Allemagne et des pays de l'Est par l'armée rouge comme exemple de lieu où cette opposition grandissante se cristallise, on oublie souvent le versant asiatique : les conflits entre l'URSS et les Alliés au sujet des rapatriements des Japonais, et surtout des prisonniers de guerre transférés en Sibérie et internés pendant de longues années. L'intérêt porté à cette question dans la presse américaine de l'époque montre bien l'importance de ce conflit dans la conscience collective : le *New York Times* consacre ainsi plusieurs longs articles aux négociations pour le rapatriement des prisonniers durant les années 1946 à 1950<sup>438</sup>.

En effet, l'action des Soviétiques est en contradiction directe avec l'article 9 de la déclaration de Postdam, qui stipulait que les soldats japonais devaient être rapidement démobilisés et rendus à une vie active. Cependant, dans les premières années suivant la

---

<sup>438</sup> Pour ne citer que les articles relativement longs pour l'année 1946 : « Soviet questioned over repatriation; Tokyo Council Hears Atcheson Bring Charge of Violation of Potsdam Declaration », *New York Times*, 27 juin 1946 ; « Russia to return Japanese troops », *New York Times*, 27 septembre 1946, « Soviet again snags Japanese return; they have a yen for their favorites in Tokyo », *New York Times*, 21 novembre 1946 ; « Russia Signs Pact on Japanese Repatriation; Agrees to Return 50,000 Captives a Month, » *New York Times*, 20 décembre 1946.

défaite, cette contradiction ne peut à elle seule expliquer pourquoi cette question devient si importante, au point de dominer entièrement les relations entre l'URSS et le Japon occupé. Le Royaume-Uni avait aussi fait usage de prisonniers de guerre, sans provoquer la même réaction. Il existe toutefois plusieurs différences : contrairement au Royaume-Uni, l'URSS ne fournit aux autres Alliés aucune information sur les prisonniers, ni sur les conditions dans lesquelles ils sont détenus, ni même sur l'endroit où ils le sont. De plus, alors que les Britanniques rapatrient les derniers prisonniers de guerre japonais en automne 1947, à cette époque, l'URSS en a rapatrié à peine plus de 200 000 sur un total estimé entre 500 000 et 700 000, et ce, malgré ses promesses.

### **Prisonniers de guerre ou internés ?**

Avant d'aborder la question des Japonais qui ont été envoyés dans les camps de Sibérie, il est nécessaire de clarifier brièvement un point terminologique : le terme pour les Japonais capturés par les Soviétiques et internés en Sibérie doit-il être « prisonnier de guerre » ou « interné » ?

En effet, les différentes conventions de Genève proposent des définitions assez strictes de ce qu'est un prisonnier de guerre, en particulier quant à la durée maximale de leur détention. La convention de Genève du 27 juillet 1929 relative au traitement des prisonniers de guerre (dont ni l'URSS ni le Japon ne sont signataires) précise qu'il est certes possible pour les États de déplacer des prisonniers de guerre et de les interner dans des lieux éloignés<sup>439</sup>,

---

<sup>439</sup> *Convention relative au traitement des prisonniers de guerre*, Genève, 27 juillet 1929, Article 7 : « Dans le plus bref délai possible après leur capture, les prisonniers de guerre seront évacués sur des dépôts situés dans une région assez éloignée de la zone de combat pour qu'ils se trouvent hors de danger. [...] » ;

mais elle prévoit que, dès la cessation des hostilités, ils doivent être immédiatement rapatriés<sup>440</sup>. Ces dispositions et ces définitions sont reprises dans la convention de Genève de 1949.

Une autre objection à l'utilisation de l'expression « prisonniers de guerre » concerne la présence de civils parmi eux. Ces derniers ne sauraient être considérés comme des prisonniers de guerre légitimes, quelle que soit la durée de leur emprisonnement. En effet, la convention de Genève du 12 août 1949 définit les civils comme des personnes protégées<sup>441</sup>. Leur internement et leur déplacement vers d'autres territoires sont interdits sauf dans des cas où leur présence met en danger la sécurité de l'État concerné<sup>442</sup>.

L'argument contre l'utilisation du terme « prisonniers de guerre » pour désigner les Japonais emprisonnés en Sibérie est donc double : d'une part, les internés restent trop longtemps emprisonnés après la guerre pour constituer des prisonniers de guerre selon les

---

Article 9 : « Les prisonniers de guerre pourront être internés dans une ville, forteresse ou localité quelconque, avec l'obligation de ne pas s'en éloigner au-delà de certaines limites déterminées. Ils pourront également être internés dans des camps clôturés [...] »

<sup>440</sup> Article 75 : « Lorsque les belligérants concluront une convention d'armistice, ils devront, en principe, y faire figurer des stipulations concernant le rapatriement des prisonniers de guerre. Si des stipulations à cet égard n'ont pas pu être insérées dans cette convention, les belligérants se mettront néanmoins, le plus tôt possible, en rapport à cet effet. Dans tous les cas, le rapatriement des prisonniers s'effectuera dans le plus bref délai après la conclusion de la paix. [...] ». L'article 20 de l'annexe à la Convention de la Haye de 1907 stipulait la même chose : « Article 20 : Après la conclusion de la paix, le rapatriement des prisonniers de guerre s'effectuera dans le plus bref délai possible ». (Convention (IV) concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre et son Annexe: Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, La Haye, 18 octobre 1907)

<sup>441</sup> Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre du 12 août 1949, Article 4 : « Sont protégées par la Convention les personnes qui, à un moment quelconque et de quelque manière que ce soit, se trouvent, en cas de conflit ou d'occupation, au pouvoir d'une Partie au conflit ou d'une Puissance occupante dont elles ne sont pas ressortissantes. »

<sup>442</sup> Article 42 : « L'internement ou la mise en résidence forcée des personnes protégées ne pourra être ordonné que si la sécurité de la Puissance au pouvoir de laquelle ces personnes se trouvent le rend absolument nécessaire. [...] » et article 49 : « Les transferts forcés, en masse ou individuels, ainsi que les déportations de personnes protégées hors du territoire occupé dans le territoire de la Puissance occupante ou dans celui de tout autre état, occupé ou non, sont interdits, quel qu'en soit le motif. [...] »

dispositions des conventions de 1929 et 1949, et d'autre part une partie d'entre eux sont des civils.

Puisque le cas des Japonais déportés en URSS ne suit pas les définitions des conventions internationales, les associations de rapatriés et de familles de soldats internés refusent l'utilisation du terme « prisonnier de guerre » (en japonais, *horyo* 捕虜<sup>443</sup>). C'est le mot « personne internée » (*yokuryūsha* 抑留者) qui est le plus souvent utilisé. Le mot *yokuryū* 抑留 est ici une traduction du mot français « interner », dans le sens d'« enfermer quelqu'un dans un lieu », provenant directement des traductions des textes des conventions de Genève<sup>444</sup>. L'État japonais utilise également ce dernier terme dans les documents officiels, plutôt que de parler de prisonniers de guerre<sup>445</sup>.

Nous suivrons ici cet usage autant que possible pour rester proche de la nomenclature la plus fréquente au Japon. Le terme « interné » sera donc utilisé sauf quand il est nécessaire de citer des documents où les Japonais sont spécifiquement désignés comme des prisonniers de guerre (comme c'est le cas dans les documents officiels de l'URSS).

---

<sup>443</sup> Ōta masatoshi 太田正利, « Sengo kyōsei yokuryū to kokusai hō » 戦後強制抑留と国際法 (l'internement forcé d'après-guerre et la loi internationale), Sengo kyōsei yokuryū shi hen san iinkai 戦後強制抑留史編纂委員会 (comité pour la compilation d'une histoire des internements d'après-guerre en Sibérie), dir., *Sengo kyōsei yokuryū shi* 戦後強制抑留史 (Histoire des internements d'après-guerre en Sibérie), Tōkyō : Heiwa kinen jigyo tokubetsu kikin 平和祈念事業特別基金 (fondation spéciale pour la paix et la consolation), vol. 6, 2005, p. 218-220. Ci après, cette série est désignée sous le nom *Sengo kyōsei yokuryū shi*.

<sup>444444</sup> Kasatonova, Elena L., Hisai Hisaya 白井久也 (trad), *Kantōgun-hei wa naze shiberia ni yokuryū sareta ka* 関東軍兵はなぜシベリアに抑留されたか (Pourquoi l'armée du Kwantung fut-elle internée en Sibérie), Tōkyō : Shakai hyōronsha 社会評論社, 2004, p. 45.

<sup>445</sup> Voir par exemple parmi les exemples les plus récents d'utilisation du terme *yokuryūsha* dans les documents du gouvernement japonais : la loi sur l'aide aux personnes internées de force après la guerre, passée le 18 juin 2010 *Sengo kyōsei yokuryūsha ni kakaru mondai ni kan suru tokubetsu sochihō* 戦後強制抑留者に係る問題に関する特別措置法 (loi au sujet du problème des personnes internées de force après la guerre), ou la liste officielle des morts en Sibérie publiée sur le site officiel du ministère de la santé, qui s'intitule « kyū-sorenbō oyobi mongoru yokuryū chū shibōsha meibo » 旧ソ連邦及びモンゴル抑留中死亡者名簿.

<http://www.mhlw.go.jp/topics/bukyoku/syakai/soren/index.html>.



## 500 000 prisonniers de guerre : le décret n° 9898cc

Quand l'URSS déclare la guerre au Japon, ce qui reste de l'armée du Kwantung est incapable de se défendre contre l'assaut de l'Armée rouge et se replie, selon le plan énoncé au chapitre précédent, autour de la frontière coréenne et de la péninsule du Kwantung. Dès qu'il a connaissance de la reddition et entend le discours de l'empereur annonçant la défaite le 15 août 1945, le quartier général de l'armée du Kwantung, au terme de nombreuses discussions, ordonne à toutes les unités de cesser le feu à 10 heures 00 le jour suivant, soit le 16 août, et de se rendre aux forces soviétiques. Cet ordre n'est pas sans provoquer une certaine confusion parmi les hommes, à qui on avait jusque alors enjoint de se battre jusqu'à la mort, mais il est malgré tout suivi : les soldats japonais déposent les armes<sup>446</sup>.

Cependant, les Soviétiques n'acceptent pas le cessez-le-feu et continuent le combat, provoquant de sanglants affrontements. Le lieutenant-général Antonov<sup>447</sup>, l'un des chefs d'état-major de l'armée soviétique, annonce : « La réponse du Japon n'est qu'une déclaration. L'attaque des troupes soviétiques en Asie de l'Est doit continuer<sup>448</sup>. » Cette décision intervient après la discussion entre William Harriman<sup>449</sup> et Viatcheslav Molotov<sup>450</sup> au sujet de l'occupation du Japon. Au cours de cette entrevue, Molotov demande à Harriman, ambassadeur américain à Moscou, que l'occupation du Japon ait lieu de manière conjointe

---

<sup>446</sup> Horiguchi, Takuya, « Nihongun kōfuku no jōkyō » 日本軍降伏の状況 (les circonstances de la capitulation de l'armée japonaise), *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 1, 2005, p. 184, 187-188.

<sup>447</sup> Aleksei Innokentievitch Antonov (Russian: Алексéй Иннокéнтъевич Антóнов), (1896-1962).

<sup>448</sup> « 日本の回答はステートメントである。極東におけるソ連軍の攻撃は継続しなければならない », cité en japonais dans Horiguchi, Takuya, « Nihongun kōfuku no jōkyō » 日本軍降伏の状況 (les circonstances de la capitulation de l'armée japonaise), *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 1, 2005, p. 185.

<sup>449</sup> William Averell Harriman (1891-1986), ambassadeur des États-Unis en URSS de 1943 à 1946.

<sup>450</sup> Viatcheslav Mikhaïlovitch Molotov (Вячеслав Михайлович Молотов) (1890-1986), ministre des affaires étrangères sous Staline de 1939 à 1949.

entre les États-Unis et l'URSS, avec deux commandants suprêmes. Cette demande est refusée par Harriman, MacArthur ayant déjà été désigné comme seul commandant des forces d'occupation au Japon<sup>451</sup>. La décision des Soviétiques de continuer les combats est donc certainement motivée par le désir d'affirmer au maximum leur puissance en Asie avant la fin de la guerre, en occupant Sakhaline, les îles Kouriles, la Mandchourie et la Corée du Nord.

Les combats continuent durant la journée du 16. Le 17, après des demandes répétées de la part de l'état-major de l'armée du Kwantung, une conférence est organisée à Zharikovo<sup>452</sup> entre le maréchal Vasilevsky<sup>453</sup>, commandant en chef des forces soviétiques en Extrême-Orient, et cinq représentants de l'armée du Kwantung, dont le chef d'état-major Hata Hikosaburō 秦彦三郎<sup>454</sup> et le consul général de Harbin, Miyagawa Kimio 宮川 船夫, ainsi que d'autres membres de l'état-major. L'armée du Kwantung reçoit alors les instructions des Soviétiques concernant leur reddition, ainsi qu'une liste de zones où les soldats japonais doivent se regrouper<sup>455</sup>. Lors de ces négociations, les Soviétiques ne mentionnent pas la possibilité d'envoyer en URSS les soldats japonais faits prisonniers de guerre.

---

<sup>451</sup> Schaller, Michael, *The American Occupation of Japan : The Origins of the Cold War in Asia*, London : Oxford University press, 1985, (368 pages) p. 18-19.

<sup>452</sup> Zharikovo (Жариково), village russe au nord du fleuve Amour, approximativement 500 km au nord de Harbin.

<sup>453</sup> Alexandre Mikhaïlovitch Vassilievski (Александр Михайлович Василевский) (1895-1977), commandant en chef des forces Soviétiques en Extrême-Orient et responsable de l'invasion soviétique de la Mandchourie.

<sup>454</sup> Hata Hikosaburō 秦彦三郎 (1890-1959), l'un des chefs de l'état-major de l'armée du Kwantung.

<sup>455</sup> En tout, 45 lieux sont indiqués comme lieux de rassemblements de l'armée du Kwantung. Les différents lieux de rassemblement sont les suivants, par zone. Pour simplifier, ici seuls les noms modernes et les caractères japonais sont donnés. Est de la Mandchourie : Lagu (拉古), Mudanjiang (牡丹江市), Hailin (海林), Dongjingcheng (東京城), Langang (蘭崗), Yehe (掖河), Dunhua (敦化), Jincang (金蒼), Yanji (延吉), Cando (間島), et Jiamusi (佳木斯). Nord de la Mandchourie : Sunwu (孫吳), Beian (北安), Harbin (哈爾濱 ou ハルビン), Suihua (綏化), Nenjiang (嫩江), Qiqihaer (齊齊哈爾), Bo Ke Tu (博克圖), Hailaer (海拉爾). Sud et centre de la Mandchourie : Jilin (吉林), Xinjing (Shinkyō, 新京), Gongzhuling (公主嶺), Siping (四平), Fengtian (奉天), Anshan (鞍山), Haicheng (海城), Jinzhou (錦州), et Changde (承德). Corée du Nord : Sanheli (三合里), Qiuyi (秋乙), Meileidong (彌勒洞), Gumaoshan (古茂山), Xuande (宣德), Fuping (富坪), Wulaoli (五老里), et Xingnan (港南). Sakhaline et Kouriles : Korsakov (大泊), Yuzhno-Sakhalinsk (豊原), Poronaïsk (敷香), Paramushir (幌筵島), Shumushu (占守),

C'est le décret n° 9898cc du comité d'État de défense de l'URSS, intitulé « Au sujet de la réception, de l'hébergement et du travail des prisonniers de guerre japonais »<sup>456</sup> qui, pour la première fois, indique l'intention des Soviétiques d'utiliser les prisonniers japonais pour servir de main d'œuvre. Le document, signé par Staline lui-même, prévoit que 500 000 soient envoyés dans des camps de travail et met en place toutes les dispositions nécessaires en termes de transport, d'hébergement et de surveillance que cette décision implique. Le décret est mis en application le 23 août, soit à peine une semaine après que les représentants soviétiques et japonais se sont mis d'accord à Zharikovo, et contredit les dispositions prises à cette occasion<sup>457</sup>. Il est classifié « top secret » et n'est pas transmis à l'État japonais, qui n'est donc pas informé du revirement qu'il implique.

Le décret n°9898cc illustre-t-il réellement un revirement de la part du gouvernement soviétique ? Aucune source portant sur l'élaboration de ce décret n'ayant été rendue publique, il est difficile de savoir à quel moment ce plan a été réellement élaboré. On peut considérer deux possibilités. Premièrement, on pourrait penser que ce plan faisait partie d'une politique longuement mûrie et préparée bien avant la défaite, mais qui n'a pas été communiquée aux Japonais lors des négociations à Zhakarivo. Il est possible que le maréchal Vasilevsky n'ait d'ailleurs pas eu connaissance du plan mis en place par le décret n°9898cc. Deuxièmement, les autorités soviétiques ont pu décider après les négociations de Zhakarivo de déporter des prisonniers de guerre japonais, sans en avoir eu l'intention au préalable. Ils y

---

Matua (松輪), Urup (得撫), Shikotan (色丹), and Etorofu (択捉). (Horiguchi, Takuya, « Nihongun kōfuku no jōkyō » 日本軍降伏の状況 (les circonstances de la capitulation de l'armée japonaise), *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 1, 2005, p. 184, p. 188.)

<sup>456</sup> « Au sujet de la réception, de l'hébergement et du travail des prisonniers de guerre japonais » (О приеме, размещении, трудовом использовании военнопленных японской армии) Reproduit en anglais sur <http://www.heiwa.go.jp/en/pdf/10/appendix.pdf>

<sup>457</sup> Horiguchi, Takuya, « Nihongun kōfuku no jōkyō » 日本軍降伏の状況 (les circonstances de la capitulation de l'armée japonaise), *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 1, 2005, p. 191.

auraient alors été poussés par la portion congrue laissée à l'URSS dans l'occupation du Japon et par la nécessité de rentabiliser leur investissement dans la guerre.

Ce point reste discutable puisqu'aucun document ne permet jusqu'ici d'infirmier absolument l'une ou l'autre des possibilités. Hata Ikuhiko 秦郁彦<sup>458</sup>, dans un ouvrage portant sur les prisonniers de guerre japonais au cours de l'histoire<sup>459</sup>, conclut toutefois que le niveau de préparation requis par le transfert de 500 000 prisonniers a dû obligatoirement nécessiter une organisation préalable qui n'a pas pu prendre moins d'un mois. Lorsqu'on considère que l'entrée en guerre de l'URSS contre le Japon date du 8 août, la reddition japonaise du 14 et l'ordre n°9898 du 23, il semble plus probable que la possibilité de transporter des prisonniers de guerre japonais était présente dans les esprits au moment même où les Soviétiques ont pris la décision d'entrer en guerre contre le Japon<sup>460</sup>.

---

<sup>458</sup> Hata Ikuhiko 秦郁彦 (1932 - ) est un célèbre historien militaire japonais. Il a enseigné entre autres à Princeton, à l'université de Chiba, et à Nihon Daigaku. Il a été critiqué notamment pour avoir présenté des chiffres « minimalistes » du nombre de morts pendant le massacre de Nankin (Hata Ikuhiko 秦郁彦, *Nankin jiken. « Gyakusatsu » no kōzō* 南京事件「虐殺」の構造 (L'affaire de Nankin. Structure d'un « massacre »), Tōkyō : Chūō kōron-sha 中央公論社, 1986,) ainsi que pour avoir écrit que le cas des femmes de réconfort employées par l'armée japonaise était loin d'avoir été exceptionnel (Hata Ikuhiko 秦郁彦, *Ianfu to senjō no sei* 慰安婦と戦場の性 (Les Ianfu et la sexualité sur les champs de bataille) Tōkyō : Shinchōsen-sho 新潮選書, 1999). Sur ces sujets, bien qu'on ne puisse pas le considérer comme un révisionniste, c'est tout du moins un minimaliste, qui a tendance à relativiser les crimes de guerre du Japon.

<sup>459</sup> Hata, Ikuhiko 秦郁彦, *Nihonjin horyo: hakusuki-no-e kara shiberia yokuryū made* 日本人捕虜-白村江からシベリア抑留まで (les prisonniers de guerre japonais : de la bataille de Hakusuki-no-e aux internements en Sibérie), Tōkyō : Hara Shobō 原書房, 1998, Volume II, 600p.

<sup>460</sup> Hata, Ikuhiko 秦郁彦, *Nihonjin horyo: hakusuki-no-e kara shiberia yokuryū made* 日本人捕虜-白村江からシベリア抑留まで (les prisonniers de guerre japonais : de la bataille de Hakusuki-no-e aux internements en Sibérie), Tōkyō : Hara Shobō 原書房, 1998, Volume II, p. 403-404.

## Les camps de travail

Les Japonais faits prisonniers ont été répartis dans des camps situés dans des régions très variées. La majeure partie d'entre eux a été internée en Mandchourie, en Sibérie et dans l'est de la Russie. Alors que les prisonniers de guerre allemands étaient en général envoyés dans des camps en Europe et en Sibérie de l'Ouest, les Japonais l'ont plutôt été dans les camps de Sibérie de l'Est, afin de réduire la durée de leur déplacement (certains ont bien été emmenés jusque dans les camps de l'ouest de la Russie, mais ils sont restés peu nombreux<sup>461</sup>).

Ils ont été répartis comme suit : 150 000 internés dans les camps chargés de la construction de la ligne Baïkal-Amour magistrale<sup>462</sup>, 75 000 dans les camps du kraï du Primorié (Приморский Край), 50 000 dans la région d'Irkoutsk (Иркутск), 50 000 dans la république du Kazakhstan, 40 000 dans l'oblast de Tchita (Читинская область), et 65 000 dans le kraï de Khabarovsk (Хабáровский край). C'est également dans la ville de Khabarovsk qu'ont été jugés en 1949 les criminels de guerre japonais capturés par les Soviétiques, en particulier les membres de l'unité 731, unité de recherche sur les armes chimiques et bactériologiques ayant effectué des expérimentations humaines<sup>463</sup>.

L'URSS n'ayant fourni alors aucune information jugée crédible par les Japonais, les informations principales au sujet de ces camps proviennent de témoignages d'internés rapatriés à partir de décembre 1946, qui ont ensuite été recueillis et analysés par le ministère

---

<sup>461</sup> Abe, Gunji 安部軍治, «Shiberia no shūyōjo no jikkyō » シベリアの収容所の実況 (la véritable situation dans les camps d'internements en Sibérie », *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 2, 2005, p. 157-8.

<sup>462</sup> ligne de chemin de fer traversant la Sibérie et l'Extrême-Orient russe, en russe Байкало-Амурская магистраль.

<sup>463</sup> Itō, Tsutomu 伊藤努, « Yokuryūsha no hikiage » 抑留者の引揚げ (le rapatriement des prisonniers), dans *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 5, 2005, p. 97.

des Affaires étrangères (*Gaimushō* 外務省<sup>464</sup>). Les rapatriés de Sibérie ont en effet dû remplir au port où ils arrivaient (en général pour la Sibérie, il s'agit de Maizuru 舞鶴<sup>465</sup>) des formulaires d'enquête, ce qui pouvait prendre plusieurs heures. On leur demandait entre autres d'établir des listes de noms des internés encore sur place, une estimation du nombre de Japonais morts dans les camps qu'ils avaient visités et des plans et descriptions des installations. C'est à partir de ces témoignages que l'État japonais a tenté d'estimer le nombre total d'internés ainsi que le nombre de morts dans les camps.

Ces documents restent primordiaux pour la recherche sur les internés, mais un autre est venu plus récemment compléter ces informations. En effet, aux estimations japonaises, il faut ajouter le rapport publié par le gouvernement russe en 2000, intitulé *Prisonniers de guerre de l'URSS : 1939-1956*, qui donne pour la première fois les chiffres officiels du côté soviétique. Ce

---

<sup>464</sup> Les informations recueillies par le ministère des affaires étrangères d'après les témoignages des rapatriés donnèrent naissance à trois groupes d'archives :

« Soren chiku hōjin hikiage kakuchi jōkyō/soren hondo no bu : shūyōjo bunpu gaikyō » ソ連地区邦人引揚各地状況・ソ連本土の部・収容所分布概況 (situation des différents endroits d'où ont été rapatriés des Japonais depuis l'URSS - section territoires de l'URSS : vue d'ensemble de la distribution des camps », compilé de 1947 à 1949 ;

« Soren chiku hōjin hikiage kakuchi jōkyō/soren hondo no bu : chōsho hōjin yokuryū jijō gaiyō » ソ連地区邦人引揚各地状況・ソ連本土の部・調書邦人抑留事情概要 (situation des différents endroits d'où ont été rapatriés des Japonais depuis l'URSS - section territoires de l'URSS : vue d'ensemble de la situation des japonais dans les camps », 1952 ;

et les cartes et plans compilés dans « Soren ni okeru nihonjin shūyōjo ichi gairyaku-zu » ソ連における日本人収容所位置概略図 (cartes schématiques des lieux d'internements des Japonais en URSS), rassemblées de 1947 à 1955.

Ces différents rapports sont au ministère des affaires étrangères japonaises. Nous nous appuyons ici sur les citations qu'en fait Abe, Gunji 安部軍治, « shiberia no shūyōjo no jikkō » シベリアの収容所の実況 (la véritable situation dans les camps d'internements en Sibérie », *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 2, 2005, p. 157-249.

<sup>465</sup> La ville de Maizuru est privilégiée pour ces rapatriements à cause de sa position géographique : elle est située au nord de la région de la préfecture de Kyōto, à 850 km environ par mer du port de Nakhodka d'où partent les navires de rapatriement.

texte important a été traduit en japonais par le ministère des Affaires étrangères immédiatement après sa publication en russe<sup>466</sup>.

Les chiffres publiés par le ministère japonais de la Santé estiment le nombre de camps d'internement et de prisons contenant des Japonais entre 1 200 et 1 300<sup>467</sup>. Ils ne correspondent pas à ceux qu'on trouve dans les documents soviétiques. En effet, les travaux s'appuyant sur les chiffres tirés du rapport publié par la Russie font état d'un nombre total de 217 camps divisés en 2 112 camps secondaires, 392 bataillons de travail et 178 hôpitaux spéciaux liés aux camps<sup>468</sup>. Cette divergence tient à un problème de nomenclature des camps de travail en URSS : chaque camp est divisé en plusieurs sections, « camps secondaires » ou « sous-camp ». Or, dans les témoignages des rapatriés, qui sont nécessairement imprécis, ces camps secondaires sont souvent considérés comme à part entière, ce qui donne un nombre total bien supérieur à celui qui est indiqué dans les sources soviétiques<sup>469</sup>. Dans les paragraphes suivants, il faut donc prendre le terme de « camps » avec prudence, puisqu'il s'agit d'informations provenant des témoignages de rapatriés : quand ils parlent de « camps », ils désignent en réalité des camps secondaires rattachés à une même entité officielle.

---

<sup>466</sup> *POW in the USSR 1939–1956 : Documents and Materials* (Военнопленные в СССР. 1939–1956: Документы и материалы), Moscou : Logos Publishers, 2000, 1118 p.

<sup>467</sup> Kōsheishō shakai engokyoku engo 50-nenshi henshū iinkai 厚生省社会援護局援護 50 年史編集委員会, *Engo gojūnen shi* 援護 50 年史 (histoire de 50 ans d'assistance), Tōkyō : Gyōsei ぎょうせい, 1997, p. 133.

<sup>468</sup> Arkhangelskii, V A, Takizawa, Ichiro 瀧澤一郎 (trad), *Prince Konoe satsujin jiken* プリンス近衛殺人事件, Tokyo: Shinchosha, 2000, p. 179, cité par Abe, Gunji 安部軍治, «shiberia no shūyōjo no jikkyō » シベリアの収容所の実況 (la véritable situation dans les camps d'internements en Sibérie », *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 2, 2005, p. 158, et par Kasatonova, Elena L., Hisai Hisaya 白井久也 (trad), *Kantōgun-hei wa naze shiberia ni yokuryū sareta ka* 関東軍兵はなぜシベリアに抑留されたか (Pourquoi l'armée du Kwantung fut-elle internée en Sibérie), Tōkyō : Shakai hyōronsha 社会評論社, 2004, p. 49

<sup>469</sup> Abe, Gunji 安部軍治, «shiberia no shūyōjo no jikkyō » シベリアの収容所の実況 (la véritable situation dans les camps d'internements en Sibérie », *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 2, 2005, p. 158.

La taille des camps est variable, mais un cas typique est composé d'une dizaine de bâtiments qui rassemblent quelques centaines ou milliers de prisonniers au total<sup>470</sup>. Ils se divisent en trois types : les camps ordinaires, les camps de bataillons de travail et les prisons. La proportion des Japonais est variable. Dans la région de l'Est, sept des camps ne contiennent que des Japonais ; dans 105 camps, les Japonais sont mélangés avec des captifs d'autres nationalités ; dans 220 d'entre eux, les Japonais sont en minorité <sup>471</sup>.

### **Le problème des chiffres : le nombre d'internés**

Ni le nombre exact de Japonais capturés par les Soviétique ni celui des morts dans les camps n'ont été publiés par l'URSS. À cela vient s'ajouter le fait qu'il n'existe pas non plus de chiffres précis sur les effectifs de l'armée du Kwantung au moment de la défaite du côté japonais : le nombre le plus souvent mentionné est, rappelons-le, un total de 883 000 hommes, dont 713 000 Japonais<sup>472</sup>. Aucune statistique officielle ne précise non plus le nombre total de civils capturés par les Soviétiques.

Le document publié en 2000 par le gouvernement russe mentionné plus haut fait état de 499 807 internés en 1946 et 454 693 en 1947<sup>473</sup>. Toutefois, en s'appuyant sur les chiffres

---

<sup>470</sup> Abe, Gunji 安部軍治, «shiberia no shūyōjo no jikkyō » シベリアの収容所の実況 (la véritable situation dans les camps d'internements en Sibérie », *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 2, 2005, p. 158.

<sup>471</sup> Abe, Gunji 安部軍治, «shiberia no shūyōjo no jikkyō » シベリアの収容所の実況 (la véritable situation dans les camps d'internements en Sibérie », *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 2, 2005, p. 173-175.

<sup>472</sup> Glantz, David, *August Storm: The Soviet 1945 Strategic Offensive in Manchuria*, Leavenworth Papers No. 7. Fort Leavenworth, Kansas: Combat Studies Institute, U.S. Army Command and General Staff College, 1983, p. 28.

<sup>473</sup> *POW in the USSR 1939–1956 : Documents and Materials* (Военнопленные в СССР. 1939–1956: Документы и материалы ), Moscou : Logos Publishers, 2000, cité par Abe, Gunji 安部軍治, «shiberia



du ministère des Affaires étrangères, on peut arriver à un total bien supérieur. Les calculs effectués par Abe Gunji le montrent.

Gunji Abe s'appuie sur la première estimation du ministère des Affaires étrangère (à partir des témoignages des rapatriés) du nombre total restant d'internés, qui date de décembre 1947 : un total de 410 698 hommes, auxquels il faut ajouter 73 747 morts<sup>474</sup>. Or les rapatriements ont commencé à partir en décembre 1946 et, à la fin de l'année 1947, 208 375 Japonais ont été rapatriés (ce chiffre, contrairement aux autres, est fiable, puisque ces rapatriés sont passés par le centre de rapatriement de Maizuru où ils ont été recensés.) Abe additionne le nombre d'internés rapatriés jusqu'en décembre 1947 à l'estimation du ministère et arrive à un total de 705 200 personnes. Il estime toutefois qu'il faut également ajouter à ce chiffre 70 000 Japonais qui auraient pu se trouver dans des camps et sur lesquels le gouvernement japonais n'a aucune information. Il parvient ainsi à un nombre total d'internés de 775 200 personnes<sup>475</sup>.

Cette estimation est l'une des plus hautes qui ait été proposée dans l'historiographie, mais juste après la guerre, le SCAP estimait le chiffre de soldats Japonais capturés ou disparus

---

no shūyōjo no jikkyō » シベリアの収容所の実況 (la véritable situation dans les camps d'internements en Sibérie », *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 2, 2005, p. 180.

<sup>474</sup> Gaimushō 外務省 (ministère des affaires étrangères), « Soren chiku hōjin hikiage kakuchi jōkyō/ Soren Hondo no Bu » ソ連地区邦人引揚各地状況・ソ連本土の部 (situation des différents endroits d'où ont été rapatriés des Japonais depuis l'URSS - section territoires de l'URSS), 1947, conservé au Gaimushō gaikōshiryōkan 外務省外交史料館 (ministère des affaires étrangères, centre de documentation sur l'histoire de la politique étrangère), cité par Abe, Gunji 安部軍治, « shiberia no shūyōjo no jikkyō » シベリアの収容所の実況 (la véritable situation dans les camps d'internements en Sibérie », *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 2, 2005, p. 180-186.

<sup>475</sup> Abe, Gunji 安部軍治, « shiberia no shūyōjo no jikkyō » シベリアの収容所の実況 (la véritable situation dans les camps d'internements en Sibérie », *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 2, 2005, p. 180-186. Sur ce dernier point, le manque d'information pourrait provenir également du fait qu'il n'y avait en réalité aucun Japonais dans ces camps, donc ce chiffre est assez discutable.

en Mandchourie à plus de 700 000<sup>476</sup>. Cela n'en reste pas moins un chiffre fort critiquable : la liste des non-rapatriés obtenue en 1947 provient des témoignages donnés par les rapatriés et est donc imprécise. Il est très possible qu'une partie des personnes censées se trouver encore en Sibérie aient en réalité déjà été rapatriées pendant l'année 1947. Additionner un chiffre tiré de sources aussi peu précises au nombre de rapatriés rentrés au Japon, lequel est un chiffre exact, ne peut permettre d'obtenir un résultat très fiable.

Les sources russes donnent, quant à elles, des estimations beaucoup plus basses, aux alentours de 550 000 prisonniers. Rappelons que le chiffre total communiqué en 1945 par le Sovinform est de 594 000 prisonniers de guerre, dont 70 880 ont été relâchés, ce qui donnerait un total de 523 120 Japonais susceptibles d'avoir été envoyés dans les camps<sup>477</sup>. Certaines sources russes permettent toutefois d'obtenir des estimations un peu plus élevées. L'archiviste militaire russe Vladimir Galitsky, à partir de sources militaires soviétiques, estime le nombre de prisonniers de guerre en août 1945 à 639 335. Selon lui, 546 086 personnes ont ensuite été internées dans les camps, où les pertes se sont élevées à 62 068 morts<sup>478</sup>. Les chiffres de Galitsky sont représentatifs de ceux proposés dans l'historiographie russe telle qu'elle est décrite par Elena Kasatonova : même si les historiens russes présentent souvent

---

<sup>476</sup> Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, chapitre VI, note 66.

<sup>477</sup> Kasatonova, Elena L., Hisai Hisaya 白井久也 (trad), *Kantōgun-hei wa naze shiberia ni yokuryū sareta ka 関東軍兵はなぜシベリアに抑留されたか* (Pourquoi l'armée du Kwantung fut-elle internée en Sibérie), Tōkyō : Shakai hyōronsha 社会評論社, 2004, p. 46.

<sup>478</sup> Vladimir Galitski, dans (titre de l'article inconnu), *Voenno-istoričeskij žurna* Военно-исторический журнал (journal d'histoire militaire), 1999 n° 4, p 69. (référence en japonais uniquement, référence russe manquante), cité par Kasatonova, Elena L., Hisai Hisaya 白井久也 (trad), *Kantōgun-hei wa naze shiberia ni yokuryū sareta ka 関東軍兵はなぜシベリアに抑留されたか* (Pourquoi l'armée du Kwantung fut-elle internée en Sibérie), Tōkyō : Shakai hyōronsha 社会評論社, 2004, p. 47.

des chiffres qui diffèrent de quelques milliers, la moyenne se situe autour de 550 000 prisonniers et ne dépasse pas 600 000<sup>479</sup>.

C'est le nombre de morts en Sibérie qui suscite les plus grandes divergences, surtout lorsqu'on compare les travaux japonais, russes et américains. Si Galitsky, cité plus haut, avance un nombre de morts de 62 068, le ministère de la Santé japonais l'estime *a posteriori* à 185 000<sup>480</sup>. On trouve des estimations encore plus importantes : William Nimmo suggère 347 000 militaires et civils japonais morts ou disparus après avoir été fait prisonniers par l'URSS : 199 000 en Mandchourie pendant le voyage vers l'URSS, 36 000 en Corée du Nord, 9 000 à Sakhaline et 103 000 en URSS même<sup>481</sup>.

En réalité, dans ces camps de travail aux conditions extrêmement difficiles, les morts n'étaient pas toujours enregistrées. Si elles l'étaient, la nationalité et le nom de la victime n'étaient pas toujours indiqués<sup>482</sup>. C'est cette grande variabilité qui permet d'expliquer comment il est possible d'avancer des chiffres aussi différents. La question des morts en Mandchourie est également cruciale : celles qui sont intervenues dans les derniers jours de la guerre n'ont été comptabilisées avec précision ni par les Soviétiques ni par les Japonais.

Les chiffres évoqués ici sont donc tous sujets à caution. Les estimations japonaises les plus hautes, qui sont tirées des témoignages des rapatriés, semblent assez incertaines vu le manque de précision de ceux-ci. Ils ne permettent même pas d'évaluer correctement le

---

<sup>479</sup> Kasatonova, Elena L., Hisai Hisaya 白井久也 (trad), *Kantōgun-hei wa naze shiberia ni yokuryū sareta ka* 関東軍兵はなぜシベリアに抑留されたか (Pourquoi l'armée du Kwantung fut-elle internée en Sibérie), Tōkyō : Shakai hyōronsha 社会評論社, 2004, p. 47.

<sup>480</sup> Kōseishō Engokyoku 厚生省援護局, *Hikiage to engo 30 nen no ayumi* 引揚と援護三十年の歩み (30 ans d'aide aux rapatriés), Tōkyō : Kōseishō, 1977, p. 197.

<sup>481</sup> Nimmo, William F., *Behind a Curtain of Silence : Japanese in Soviet Custody, 1945-1956*, Westport : Greenwood Press, Contributions in military studies vol. 78, 1988, p. 116-118.

<sup>482</sup> Kasatonova, Elena L., Hisai Hisaya 白井久也 (trad), *Kantōgun-hei wa naze shiberia ni yokuryū sareta ka* 関東軍兵はなぜシベリアに抑留されたか (Pourquoi l'armée du Kwantung fut-elle internée en Sibérie), Tōkyō : Shakai hyōronsha 社会評論社, 2004, p. 48

nombre de camps concernés, comme nous l'avons vu plus tôt. De son côté, le chiffre officiel issu des documents soviétiques publiés par le gouvernement russe semble à l'inverse représenter le plus faible connu.

Il faut encore ajouter une autre inconnue : la proportion de civils parmi les prisonniers. Il s'agissait en majeure partie de policiers, mais également d'administrateurs, et d'employés de grandes entreprises semi-gouvernementales comme le chemin de fer de Mandchourie. Ils ne semblent pas avoir été séparés des autres prisonniers. Les chiffres recueillis par le ministère de la Santé font état de 38 991 rapatriés civils ayant été internés dans les camps. Ce n'est pas négligeable puisque cela représenterait 6,5 % du total des internés<sup>483</sup> (en prenant une estimation assez haute du nombre total d'internés effectivement arrivés en URSS, soit 600 000). Il ne s'agit que du nombre de civils effectivement rapatriés. Le nombre de morts parmi les civils n'est pas connu avec précision, quant à lui. Il est donc impossible de savoir exactement combien ont été capturés en 1945.

Dans les camps de travail, la population japonaise était exclusivement masculine. On trouvait cependant parfois des femmes qui travaillaient avec les prisonniers, et ce, malgré la difficulté physique du travail demandé : c'étaient pour la plus grande majorité d'entre elles des femmes russes<sup>484</sup>. Certains récits évoquent des relations, voire des mariages entre

---

<sup>483</sup> Abe, Gunji 安部軍治, « shiberia no shūyōjo no jikkyō » シベリアの収容所の実況 (la véritable situation dans les camps d'internements en Sibérie), *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 2, 2005, p. 189-190.

<sup>484</sup> Asato Nobuo 吾郷信夫, « akumu no shiberia o nikunde » 悪夢のシベリアを偲んで (ma haine pour la Sibérie cauchemardesque), Heiwa kinen jigyo tokubetsu kikin 平和祈念事業特別基金 (fondation spéciale pour la paix et la consolation), dir., « Shiberia kyōsei yokuryūsha ga kataritsugu rōku » シベリア強制抑留者が語り継ぐ労苦 (Récits de leurs peines transmis par les internés de Sibérie), *Heiwa no Ishizue* 平和の礎 (La pierre de fondation de la paix), Tōkyō : Heiwa kinen jigyo tokubetsu kikin 平和祈念事業特別基金 (fondation spéciale pour la paix et la consolation), vol. 3, 1993, p. 191. Ci-après, cette série sera désignée par le nom *Heiwa no ishizue - Shiberia*.

prisonniers japonais et femmes russes. Dans certains cas, elles ont pu rentrer au Japon avec leur mari<sup>485</sup>.

### Les conditions d'internement des prisonniers japonais

Le plus grand danger pour les internés était le froid intense régnant dans ces régions situées non loin du cercle polaire. Takase Junkichi 高瀬潤吉 raconte ainsi que dans la région de Verkh-Narym (Верх-Нарым) dans l'oblast de Tchita, où il est employé à abattre des arbres, la neige commence à tomber début septembre. La température tombe à -15°C en octobre. De novembre à mars, elle atteint souvent les -40C, voire les -60C. Ce n'est qu'en dessous de -60C que le travail est interrompu<sup>486</sup>. L'effet sur le corps d'un tel froid est difficile à imaginer. Saitō Misao 斎藤操, interné à Norilsk (Норильск) près du cercle polaire, décrit ainsi son expérience :

だいたい氷点下四〇度くらいになると、大気中の湿度が凍って微粒氷粉状になり、あたり一面に靄もやがかかったようになる。[...]氷点下五二度では意識しなかった苦痛が起こる。[...]冷たいものを食べ過ぎたときのように、口中の上顎部が冷えて痛くなり、脳の内部が異様に圧迫される悪寒と同時に耳鳴りがしてくる<sup>487</sup>。

*Quand la température descend au-dessous de - 40°C, la vapeur d'eau contenue dans l'air gèle, et forme une poussière très fine de cristaux suspendus, et ressemble à un*

---

<sup>485</sup> Orii Mitsu 折居ミツ, « watashi no ayunda michi » 私の歩んだ道 (mon chemin », *Heiwa no Ishizue - Hikiagesha*, vol. 9, 1999, p. 239.

<sup>486</sup> Takase Junkichi 高瀬潤吉, « shiberia yokuryū » シベリア抑留 (mon internement en Sibérie), *Heiwa no ishizue - Shiberia*, vol. 10, 2000, p. 493.

<sup>487</sup> « ») Misao Saitō 斎藤操 "Enisei wo sakanoboru: naririsuku yokuryū ki, sho," エニセイを遡るナリリスク抑留記・抄 (chronique de la remontée de l'énisseï et de l'internement à Norilsk), dans Umemura Seimei 梅村清明, *Horyo taiken ki* 捕虜体験記 (chronique de l'expérience des prisonniers de guerre), vol. 4, p. 332- 333, cité par Abe, Gunji 安部軍治, «shiberia no shūyōjo no jikkyō » シベリアの収容所の実況 (la véritable situation dans les camps d'internements en Sibérie », *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 2, 2005, p. 195.

*brouillard qui recouvre toute la région [...]. Un jour, quand la température a atteint – 52°C, j’ai ressenti une douleur dont je n’avais jamais pris conscience auparavant. [...] Ma mâchoire supérieure, l’intérieur de ma bouche, étaient glacés et douloureux, et je ressentais un froid profond et une pression étrange autour de mon cerveau.*

D’autres racontent que des stalactites se formaient sur leur barbe et que l’urine gelait avant même de toucher le sol<sup>488</sup>. Ces conditions étaient non seulement extrêmement dangereuses pour des prisonniers dont l’équipement contre le froid était bien souvent insuffisant, mais elles rendaient le travail encore plus difficile : par des températures de -25°C à -30°C, le sol pouvait être gelé sur plus d’un mètre de profondeur, rendant toute excavation impossible<sup>489</sup>.

Le danger représenté par ces températures extrêmes était exacerbé par les conditions en général précaires qui prévalaient dans les camps. Pourtant, d’après l’ordre daté du 21 novembre 1945 signé par le colonel-général Kruglov<sup>490</sup> (commissaire du peuple aux affaires intérieures) et adressé aux commissaires du peuple responsables des différents camps, les conditions de vie des internés japonais devaient être correctes en termes de nourriture, de logement et de quantité de travail. Elles devaient aussi prendre en compte la venue rapide de l’hiver. En particulier, des abris corrects devaient être construits rapidement pour protéger les

---

<sup>488</sup> « Quand arriva novembre, la Sibérie était déjà couverte de neige. Il faisait -20°C, -30°C, et nos pieds et nos mains gelaient malgré les habits contre le froid, à tel point qu’il devenait difficile de tenir une hache. Notre haleine gelait, et devenait blanche, des stalactites de glace se formaient sur nos moustaches. Même l’urine gelait. » 「十一月となり、シベリアは最早雪の原である。零下二十度となり、三十度となり、防寒被服をつけても手足が凍え、斧さえ握り締めるのが困難であった。吹く息も白く凍り、鼻髪につららが下がり、小便まで凍ってきた。」 Migita Takeshi 右田武, « shisen o koete » 死線を越えて (franchir la ligne de la mort), *Heiwa no ishizue – Shiberia*, vol. 1, 1991, p. 269.

<sup>489</sup> Takahashi Kichirō 高橋吉郎, « kichō na taiken shiberia yokuryū » 貴重な体験シベリア抑留 (une expérience précieuse - l’internement en Sibérie), *Heiwa no ishizue – Shiberia*, vol. 10, 2000, p. 184.

<sup>490</sup> Sergei Nikiforovich Kruglov (Сергей Никифорович Круглов) (1907 - 1977) est nommé commissaire du peuple aux affaires intérieures (c’est-à-dire chef du NKVD) en 1945. Il deviendra ministre des affaires intérieures lors de la transition au régime ministériel en 1946.

détenus des conditions climatiques<sup>491</sup>. Or ces ordres ont été loin d'être appliqués. Gunji Abe cite un rapport du général Petrov (Петров), à Kruglov, indiquant que le nombre de baraquements capables de recevoir des prisonniers ne couvrait que 15 à 20 % des besoins dans l'Extrême-Orient russe. Sur la côte est et dans l'oblast de Tchita, les camps ne disposaient même pas de logements pour 15 % des prisonniers : dans la province de Khabarovsk, où 132 000 prisonniers ont dû être logés, il n'existait des bâtiments que pour quelques dizaines d'entre eux. Ce n'étaient pas seulement les logements qui faisaient défaut : dans le camp secondaire n°503 de la région de Kemerovo (Кемерово), alors que 12 630 prisonniers étaient attendus, le camp ne disposait que de 3 190 matelas, 6 000 à 7 000 couvertures, 2 092 paires de bottes de neige et 4 766 manteaux, alors que la température en hiver dans la région de Kemerovo atteint souvent les -20°C en dessous de zéro<sup>492</sup>.

Les statistiques compilées en 1948 par le ministère des Affaires étrangères japonais à partir des témoignages des rapatriés décrivent la nature des bâtiments : il s'agissait pour près des deux tiers de structures en bois, mais une petite proportion des lieux recensés étaient composés de groupes de tentes de toile<sup>493</sup>. Bien entendu, de simples tentes ne peuvent offrir un abri correct en Sibérie : d'après Amatani Konokichi 天谷小之吉, interné dans le camp n°19

---

<sup>491</sup> Abe, Gunji 安部軍治, «shiberia no shūyōjo no jikkō » シベリアの収容所の実況 (la véritable situation dans les camps d'internements en Sibérie », *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 2, 2005, p. 199-200.

<sup>492</sup> Военнопленные в СССР 1939-1956, Москва, Логос, 2000, p. 231-232, cité par Abe, Gunji 安部軍治, «shiberia no shūyōjo no jikkō » シベリアの収容所の実況 (la véritable situation dans les camps d'internements en Sibérie », dans *Sengo kyōsei yokuryū shi hen san iinkai* 戦後強制抑留史編纂委員会 (comité pour la compilation d'une histoire des internements d'après-guerre en Sibérie), dir., *Sengo kyōsei yokuryū shi* 戦後強制抑留史 (Histoire des internements d'après-guerre en Sibérie), Tōkyō : Heiwa kinen jigō tokubetsu kikin 平和祈念事業特別基金 (fondation spéciale pour la paix et la consolation), vol. 2, 2005, p. 201-202 et note 25.

<sup>493</sup> Parmi les 625 camps recensés dans ce document, 394 (63 %) sont composés de bâtiments en bois, 38 (6 %) de bâtiments en brique ou en béton, 35 (5,8 %) sont composées d'abri semi-enterrés avec une partie supérieure faite de rondins de bois, et 27 (4,3 %) sont uniquement composés de tentes (les camps restant sont de structure autres ou non identifiées). Cité par Abe, Gunji 安部軍治, «shiberia no shūyōjo no jikkō » シベリアの収容所の実況 (la véritable situation dans les camps d'internements en Sibérie », *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 2, 2005, p. 202-203.

à Raïtchikhinsk (Райчихинск), dans l'oblast d'Amour, la tente simple qui leur avait été donnée était en permanence secouée par le vent et l'intérieur était si froid que des stalactites de plus d'un mètre de long se formaient aux quatre coins<sup>494</sup>. Dans d'autres endroits, même les tentes étaient un luxe. Au camp de Khorol (Хороль), dans le kraï du Primorié, les prisonniers construisaient eux-mêmes des abris en utilisant les saules qui poussaient à proximité. Ils fabriquaient des abris de fortune semi-souterrains, capables chacun de faire tenir une douzaine de personnes et vivaient dans ces conditions jusqu'à l'arrivée de l'hiver<sup>495</sup>.

L'espace disponible pour dormir était toujours exigu, même dans les camps les mieux lotis : la moyenne recensée par le ministère des Affaires étrangères est de 1,3 m<sup>2</sup> par personne, soit à peine un espace suffisant pour s'allonger. En général, les lits étaient superposés, mais l'espace entre les couchettes était très réduit<sup>496</sup>.

De plus, les prisonniers étaient soumis à une discipline sévère et devaient en toute occasion obéir aux autorités du camp ainsi qu'aux gardes<sup>497</sup>. Ils étaient surveillés en permanence et enfermés derrière des murs de rondins et des barrières de fil barbelé

---

<sup>494</sup> Amatani Konokichi 天谷小之吉, « watashi no seishun – shiberia ga nikui » 私の青春・シベリアが憎い (ma jeunesse, ma haine de la Sibérie), *Heiwa no ishizue – Shiberia*, vol. 5, 1995, p. 139.

<sup>495</sup> Tōkichi Shizuo 藤吉静男, « watashi no furyo ki » 私の俘虜記 (chroniques de ma captivité), *Heiwa no ishizue – Shiberia*, vol. 2, 1992, p. 38.

<sup>496</sup> Abe, Gunji 安部軍治, « shiberia no shūyōjo no jikkyō » シベリアの収容所の実況 (la véritable situation dans les camps d'internements en Sibérie), *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 2, 2005, p. 215-216.

<sup>497</sup> « Décision n°.001067 du NKVD (USSR) à propos des instructions au sujet de l'équipement et du traitement des prisonniers dans les camps du NKVD » (Приказ НКВД СССР №001067 с Объявлением Инструкций о Порядке Содержания и Учета Военнопленных в Лагерьях НКВД) datant du 7 août 1941, cité dans Abe, Gunji 安部軍治, « shiberia no shūyōjo no jikkyō » シベリアの収容所の実況 (la véritable situation dans les camps d'internements en Sibérie), *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 2, 2005, p. 219-220.



surmontées de miradors<sup>498</sup>. Certains camps étaient également entourés de clôtures électrifiées et éclairés par des projecteurs<sup>499</sup>.

Si la vie dans les camps était dangereuse, le transfert entre deux camps l'était encore plus : les prisonniers étaient parfois forcés de marcher des centaines de kilomètres. Hayashi Kōichi 林興一 est tout d'abord emmené en train au camp d'Oulan-Oude (Улан-Удэ), en Bouriatie. Une fois les prisonniers arrivés, cinq cents d'entre eux sont réquisitionnés pour abattre des arbres dans une autre région. On leur donne l'ordre de marcher jusqu'au lieu qu'ils doivent défricher, situé à plus de cinq cents kilomètres. Les prisonniers marchent pendant seize jours, franchissant une moyenne de quarante kilomètres par jour. Deux hommes tentent de s'enfuir pendant la marche, mais sont ramenés. On leur ordonne de creuser leur propre tombe avant de les fusiller. Une fois arrivé à la forêt dont ils doivent abattre les arbres, les Japonais reçoivent la consigne de faire abattre 4,5 m<sup>3</sup> de bois par personne et par jour, mais cet objectif augmente rapidement jusqu'à 6,5 m<sup>3</sup> par jour, rythme impossible à suivre alors que la température descend jusqu'à -53°C. La situation dans le camp où se trouve Hayashi empire rapidement :

栄養失調という病気を聞いたのもこの頃である。夕べ故郷を偲んで話題に花を咲かせた戦友が朝には骸となり、朝一、二人は他界した。あるいは栄養失調なるがゆえに機敏に避けることが出来ず、木材の下敷きになって果てる者もあり、誠に残念至極であった。(…)虫けら以下である、虫けらとて与えられた命を自由に

---

<sup>498</sup> Tōjō Heihachirō 條平八郎, « ikiume no kei » 生き埋めの刑 (condamné à être enterré vivant), *Heiwa no ishizue – Shiberia*, vol. 2, 1992, p. 166.

<sup>499</sup> Nagata Isao 長田伊三男, « shiberia yokuryūki » シベリア抑留記 (chroniques de mon internement en Sibérie), *Heiwa no ishizue – Shiberia*, vol. 10, 2000, p. 238 ; Abe, Gunji 安部軍治, « shiberia no shūyōjo no jikkō » シベリアの収容所の実況 (la véritable situation dans les camps d'internements en Sibérie), *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 2, 2005, p. 223-225.

愉しんで終わって逝くのに。どこまで、いつまで、神よ教え賜え、極北のオーロラに祈った<sup>500</sup>.

*C'est alors que j'ai entendu parler d'une maladie qui s'appelait la malnutrition. Nos camarades qui parlaient avec animation de leurs souvenirs de leurs pays natals le soir étaient retrouvés morts le matin. Chaque matin, un ou deux quittaient notre monde. Ou alors, ils se faisaient écraser par les arbres, à cause de la faim et parce qu'ils n'arrivaient pas à trouver un moyen de s'enfuir. C'était vraiment désolant. [...] Nous étions plus bas que des insectes : un insecte au moins peut profiter en liberté de la vie qu'il a reçue jusqu'à sa mort. Je priais en direction de l'aurore boréale : cela va durer jusqu'à où ? Jusqu'à quand ? Mon Dieu, dites-le moi, je vous en supplie.*

Les Japonais détenus en Sibérie étaient dans une situation désastreuse, mais ils étaient aussi entièrement coupés du reste du Japon, qui ignorait tout de leur situation. L'URSS ne donnait aucune information sur le sort des prisonniers de guerre et, puisque le décret n° 9898cc était tenu secret, le Japon n'a au départ même pas eu la certitude que les prisonniers de guerre avaient effectivement été envoyés en URSS. Dans ces circonstances, il était vain de tenter de négocier avec l'URSS, qui refusait déjà de rapatrier les civils depuis la Mandchourie. Ce n'est que quand le Japon est parvenu à recevoir des informations fiables que le processus de négociation à propos des rapatriements a pu commencer.

### **La mise en place des rapatriements au niveau des gouvernements japonais et soviétique**

C'est pendant l'année 1946 que les premières informations au sujet des prisonniers de Sibérie ont commencé à arriver au Japon. Il s'agissait au départ de quelques témoignages qui

---

<sup>500</sup> Hayashi Kōichi 林興一, « shiberia yokuryūki » シベリア抑留記 (chroniques de mon internement en Sibérie), *Heiwa no ishizue – Shiberia*, vol. 10, 2000, p. 110-111.

provenaient de prisonniers ayant réussi à s'échapper en chemin vers les camps ou hors des camps eux-mêmes<sup>501</sup>. Une source d'informations plus fiable a aussi permis au gouvernement japonais de mieux comprendre la situation de ses soldats : l'ambassadeur Satō Naotake 佐藤尚武<sup>502</sup>, qui avait été envoyé à Moscou en 1942 et avait été interné après le début de la guerre entre l'URSS et le Japon. Satō rentre avec ses collaborateurs en mai 1946. Il voyage en train depuis Moscou et traverse donc la Sibérie. Dans toutes les gares où son train s'arrête, il voit des prisonniers japonais. Autour de Vladivostok, il est témoin de mouvements de groupes très nombreux de Japonais gardés par des soldats soviétiques<sup>503</sup>. Pour le gouvernement japonais, voilà qui révèle le sort des plus de 700 000 membres de l'armée du Kwantung faits prisonniers de guerre.

Le 11 août 1946, armé de ces nouvelles informations, il réitère une nouvelle fois sa demande d'assistance au SCAP pour mettre en route le rapatriement depuis l'URSS. Le SCAP, jusque alors, n'avait pas réussi à faire avancer les négociations avec le représentant soviétique au Japon, le lieutenant-général Kuzma Derevyanko, qui n'était pas habilité par son gouvernement à négocier le retour des prisonniers de guerre en URSS. Son mandat ne lui permettait de gérer que le retour des civils restés en Mandchourie. Ce n'est qu'en septembre 1946 que Derevyanko obtient l'autorisation de traiter de la question des prisonniers de guerre avec le SCAP. Par conséquent, c'est plus d'un an et trois mois après la fin de la guerre, soit le 19 décembre 1946, que le premier accord au sujet des rapatriements est officiellement signé<sup>504</sup>. D'après lui, l'URSS doit tenir le rythme de 50 000 rappatriés par mois, grâce, si

---

<sup>501</sup> Itō, Tsutomu 伊藤努, « Yokuryūsha no hikiage » 抑留者の引揚げ (le rapatriement des prisonniers), *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 5, 2005, p. 99.

<sup>502</sup> Satō Naotake 佐藤尚武, (1882-1971), ambassadeur du Japon en URSS de 1942 à 1945.

<sup>503</sup> Itō, Tsutomu 伊藤努, « Yokuryūsha no hikiage » 抑留者の引揚げ (le rapatriement des prisonniers), *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 5, 2005, p. 100, voir aussi note 9.

<sup>504</sup> Itō, Tsutomu 伊藤努, « Yokuryūsha no hikiage » 抑留者の引揚げ (le rapatriement des prisonniers), *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 5, 2005, p. 99-101.

nécessaire, à des apports en moyens de transports de la part du SCAP. Ce chiffre n'est pas celui qu'espéraient les Japonais et le SCAP : lors des discussions de cet accord, principalement entre le lieutenant-général Muller et Derevyanko, le SCAP avait proposé 360 000 par mois, mais l'URSS a obtenu de réduire ce chiffre à 50 000 personnes par mois<sup>505</sup>.

Les deux premiers navires de rapatriement arrivent au port de Maizuru (qui, du fait de sa position géographique, sera le port privilégié pour les retours depuis l'URSS) peu après le début des négociations et avant même la signature du traité officiel, le 8 décembre 1946. 5 000 Japonais sont rapatriés à cette occasion. Ces premiers rapatriés sont suivis de 5 009 autres en janvier 1947, mais les Soviétiques ferment immédiatement le port de Nakhodka (Находка) après ce début prometteur, au prétexte que le port est pris dans la glace<sup>506</sup>.

Le mouvement de rapatriement reprend en avril, mais n'atteint jamais les 50 000 prévus par l'accord de décembre 1946. En réponse, pendant l'une des sessions de l'Allied Council, le SCAP propose le 29 octobre 1947 de fournir les navires nécessaires pour transporter 150 000 personnes par mois<sup>507</sup>. Du côté japonais, le gouvernement ne reste pas passif, même s'il ne peut pas traiter directement de la question avec les Soviétiques. Hitotsumatsu Sadayoshi 一松定吉<sup>508</sup>, alors ministre de la santé, annonce ainsi à la Diète que, puisque la plus grande part des rapatriements de civils est terminée, le dispositif mis en place permettrait d'accueillir au minimum 160 000 compatriotes (同胞) par mois. Même s'il n'est pas explicite sur la question, il s'agit de renforcer la proposition du SCAP afin de montrer que le rythme proposé pourrait

---

<sup>505</sup> Kōsheishō shakai engokyoku engo 50-nenshi henshū iinkai 厚生省社会援護局援護 50 年史編集委員会, *Engo gojūnen shi* 援護 50 年史 (histoire de 50 ans d'assistance), Tōkyō : Gyōsei ぎょうせい, 1997, p. 493-494.

<sup>506</sup> Itō, Tsutomu 伊藤努, « Yokuryūsha no hikiage » 抑留者の引揚げ (le rapatriement des prisonniers), *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 5, 2005, p. 102-103.

<sup>507</sup> Itō, Tsutomu 伊藤努, « Yokuryūsha no hikiage » 抑留者の引揚げ (le rapatriement des prisonniers), *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 5, 2005, p. 104-107.

<sup>508</sup> Hitotsumatsu Sadayoshi 一松定吉 (1875-1973), ministre de la santé de 1947 à 1948.

être tenu. La même réunion rappelle que, pendant le mois de juin 1946, plus de 600 000 rapatriés ont d'ailleurs pu être accueillis au Japon<sup>509</sup>. Les nouvelles demandes n'aboutissent pas plus que les précédentes : l'URSS annonce que les rapatriements sont de nouveau suspendus pour des raisons climatiques, le 2 décembre 1947. Par rapport à l'année précédente, les rapatriements s'arrêtent un mois plus tôt et reprennent plus tard, en mai 1948. Résultat : le nombre de rapatriés en 1948 est inférieur à celui de 1947. Alors que, cette année-là, 175 000 prisonniers avaient été rapatriés d'URSS, l'année suivante, le chiffre ne s'élève qu'à 166 000 rapatriés au total<sup>510</sup>. Le décret négocié par le SCAP prévoyait 600 000 retours par an. Si cet objectif avait été tenu, les camps auraient été vides dès le printemps 1948.

Pour le gouvernement japonais ainsi que pour le SCAP, le refus des Soviétiques de faire le nécessaire est inacceptable. Le communiqué de presse du SCAP datant du 8 septembre 1948 est clair sur le sujet :

*Malgré les efforts constants et persistants du SCAP pour effectuer le rapatriement des Japonais depuis l'URSS et les zones contrôlées par l'URSS, toutes les demandes ont été jusqu'ici sans effet. [...] Le nombre de rapatriés relâchés depuis l'URSS et les régions sous contrôle soviétique n'a jamais atteint depuis mai 1947 le nombre de 50 000 par mois. Le mois d'août 1948 marque le 15<sup>e</sup> mois consécutif où l'URSS n'est pas arrivé à atteindre ce chiffre. [...] Des informations supplémentaires fiables montrent que les quelques 500 000 Japonais sous contrôle soviétique vivent dans des conditions proches de l'esclavage. [...]*

---

<sup>509</sup> Séance de la diète n°001 du 29 novembre 1947, réunion du comité spécial chargé des rapatriements d'outre-mer (*Kaigai dōhō hikiage ni kan suru tokubetsu iinkai* 海外同胞引揚げに関する 特別委員会) n°15,

(<http://kokkai.ndl.go.jp/SENTAKU/syuguin/001/1208/00111291208015a.html>)

<sup>510</sup> Itō, Tsutomu 伊藤努, « Yokuryūsha no hikiage » 抑留者の引揚げ (le rapatriement des prisonniers), dans *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 5, 2005, p. 105-106.

*L'offre faite par le SCAP de rapatrier les Japonais détenus par les Soviétiques à un rythme de 160 000 par mois est toujours valable, mais cette offre est restée sans réponse*<sup>511</sup>.

Pour le SCAP, la responsabilité des délais se trouve entièrement du côté soviétique. La propagande soviétique offre diverses explications plus ou moins crédibles pour expliquer ces délais. La raison invoquée auprès du SCAP est celle des mauvaises conditions climatiques qui ne permettent pas aux navires de quitter Nakhodka. Toutefois, un communiqué de Radio-Moscou en mai 1948, transmis à l'intention de l'opinion internationale, offre une autre explication : l'URSS agit en réalité pour des raisons purement humanitaires. En effet, les prisonniers de guerre japonais seraient confrontés, s'ils rentraient, à de graves problèmes de chômage et de logement, et c'est pour cette raison que l'URSS les accueille sur son sol, et ce, malgré le coût que cela représente<sup>512</sup>. Ce n'est là bien sûr que pure propagande. Au-delà de ces justifications spécieuses, il est cependant clair qu'il doit exister une raison bien plus profonde à la lenteur des rapatriements.

---

<sup>511</sup> Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, chapitre VI, p. 184-185.

<sup>512</sup> Radio-Moscou : « *Même si les prisonniers japonais étaient rapatriés, ils se trouveraient face au problème de chômage et de plus auraient des difficultés à trouver un logement. L'URSS dépense des sommes énormes pour entretenir les prisonniers japonais.* » 「日本人捕虜は送還されても、失業問題に直面し、かつ住居にも困るだろう。ソ連は日本の捕虜を養うために巨額の出費をしている。」, dans Gaimushō 外務省 (ministère des affaires étrangères), « Soren chiku hōjin hikiage kakuchi jōkyō/soren hondo no bu : chōsho hōjin yokuryū jijō gaiyō » ソ連地区邦人引揚各地状況・ソ連本土の部・調書邦人抑留事情概要 (situation des différents endroits d'où ont été rapatriés des Japonais depuis l'URSS - section territoires de l'URSS : vue d'ensemble de la situation des japonais dans les camps », 1952, cité par Abe, Gunji 安部軍治, « shiberia no shūyōjo no jikkyō » シベリアの収容所の実況 (la véritable situation dans les camps d'internements en Sibérie », *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 2, 2005, p. 96.

D'après l'historien russe Viktor Karpov<sup>513</sup>, elle n'aurait pas l'effet d'une volonté politique en haut lieu. Parmi les éléments qui soutiennent cette hypothèse, il cite un décret du conseil des ministres de l'URSS tenu secret mais signé par Staline. Le décret du conseil des ministres de l'URSS, n° 2235-921 (secret) : au sujet des rapatriements des prisonniers de guerre et des civils japonais date du 4 octobre 1946. Il définit le retour des internés japonais comme une priorité, ce qui montrerait que l'URSS n'était pas opposée aux rapatriements pour des raisons purement politiques<sup>514</sup>.

Karpov suppose donc que le retard pris par les rapatriements des camps soviétique tenait à l'effet conjoint des besoins économiques de l'URSS et d'un manque d'organisation. Selon son analyse, pendant la première phase des rapatriements (c'est-à-dire pendant l'hiver 1946), l'économie de l'Est soviétique était entièrement dépendante du travail forcé des Japonais. Par conséquent, les rapatriements ne pouvaient alors être envisagés<sup>515</sup>.

Toutefois, au vu des chiffres, l'utilité réelle du travail accompli par les Japonais en 1946 est discutable. Les bénéfices économiques dus au travail forcé ne sont guère probants. Dans les documents administratifs, les revenus des camps sont présentés séparément de leurs coûts. Il est donc facile d'en surestimer les gains, alors même que les camps en procuraient rarement. Elena Kasatonova note ainsi qu'en avril 1946, l'argent tiré par l'État soviétique du travail forcé était au total de 343 millions de roubles (tous camps compris), alors que les coûts

---

<sup>513</sup> Karpov, Victor (Карпов Биктор), Nagase Ryōji 長勢了治 (trad.), *Sutarin no Horyotachi -Siberia Yokuryu* シベリア抑留スタリンの捕虜たち (Les prisonniers de Staline – les internements de Sibérie), Sapporo : Hokkaidō Shinbunsha 北海道新聞社, 2001, p. 244-245.

<sup>514</sup> « Décret du conseil des ministres de l'URSS, No. 2235-921 (Secret): au sujet des rapatriements des prisonniers de guerre et des civils japonais » (Постановления Совета Министров Союза ССР No2235-921с: о репатриации японских военнопленных и гражданских лиц приказываю)”daté du 4 octobre 1946, voir <http://army.armor.kiev.ua/hist/dolgplen.shtml>

<sup>515</sup> Karpov, Victor (Карпов Биктор), Nagase Ryōji 長勢了治 (trad.), *Sutarin no Horyotachi -Siberia Yokuryu* シベリア抑留スタリンの捕虜たち (Les prisonniers de Staline – les internements de Sibérie), Sapporo : Hokkaidō Shinbunsha 北海道新聞社, 2001, p. 244-245.

d'installation et de gestion des camps se montaient à 376 millions de roubles : bilan globalement négatif. De plus, en roubles produits par jour et par personne, les internés japonais n'étaient pas très productifs comparés aux autres prisonniers de guerre : les chiffres montrent qu'au 1 septembre 1946, le revenu obtenu d'un prisonnier de guerre allemand était de 13 roubles 56 kopeks, alors que les internés japonais ne produisaient que 10 roubles 90 kopeks par jour et par personne<sup>516</sup>. Cette mauvaise rentabilité ne s'explique pas par une quantité de travail inférieure de la part des prisonniers japonais : elle est due aux conditions difficiles en vigueur dans l'Extrême-Orient russe et au manque de ressources qui ralentissaient la productivité. Les internés japonais étaient envoyés dans des régions où les camps n'existaient pas encore ou étaient insuffisants, où les infrastructures étaient mauvaises et donc où la mise en route des camps de travail était plus difficile qu'en Russie de l'Ouest<sup>517</sup>.

Au vu des mauvais résultats des camps en 1946, il semble donc difficile de penser que l'argument économique suffise à expliquer le calendrier du rapatriement des Japonais. Il faut noter que c'est au contraire après la phase de mise en place en 1945 et 1946 que les camps sont devenus peu à peu rentables. En 1949, ils produisaient globalement 108 % de la somme nécessaire pour les faire fonctionner et dégageaient donc un profit<sup>518</sup>. Or les Japonais avaient alors été rapatriés pour la plupart.

---

<sup>516</sup> Kasatonova, Elena L., Hisai, Hisaya 白井久也 (trad), *Kantōgun-hei wa naze shiberia ni yokuryū sareta ka* 関東軍兵はなぜシベリアに抑留されたか (Pourquoi l'armée du Kwantung fut-elle internée en Sibérie), Tōkyō : Shakai hyōronsha 社会評論社, 2004, p. 55-56.

<sup>517</sup> Kasatonova, Elena L., Hisai, Hisaya 白井久也 (trad), *Kantōgun-hei wa naze shiberia ni yokuryū sareta ka* 関東軍兵はなぜシベリアに抑留されたか (Pourquoi l'armée du Kwantung fut-elle internée en Sibérie), Tōkyō : Shakai hyōronsha 社会評論社, 2004, p. 56.

<sup>518</sup> Kasatonova, Elena L., Hisai, Hisaya 白井久也 (trad), *Kantōgun-hei wa naze shiberia ni yokuryū sareta ka* 関東軍兵はなぜシベリアに抑留されたか (Pourquoi l'armée du Kwantung fut-elle internée en Sibérie), Tōkyō : Shakai hyōronsha 社会評論社, 2004, p. 55-56.



Karpov avance une autre explication : le manque d'organisation et la difficulté inhérente au transport de centaines de milliers d'individus en Sibérie. En 1947 et 1948, les besoins économiques de l'URSS sont selon lui moins aigus. C'est alors que le rapatriement des Japonais est mis en place. Cependant, le manque d'organisation ralentit le mouvement. L'entité centrale censée gérer le retour des Japonais est le bureau plénipotentiaire aux rapatriements attaché au conseil des ministres<sup>519</sup>, mais il faut lui ajouter les différents ministères associés (des Affaires intérieures, des Armées, de la Construction, des Affaires étrangères), ainsi que les différentes autorités locales des régions où se trouvent les camps. Le manque de coordination entre ces instances multiples expliquerait pourquoi les objectifs promis au SCAP n'ont jamais été atteints<sup>520</sup>.

L'élément idéologique doit également être pris en compte. Les camps ne sont pas seulement des lieux de travail, ce sont aussi des lieux d'instructions pour les prisonniers, qui sont ensuite supposés ramener au Japon les idéaux communistes. Ce sera l'un des facteurs essentiels dans la sélection des internés qui vont être rapatriés<sup>521</sup>.

### **Damoi : la promesse du retour**

Les retours, lorsqu'ils commencent, étaient une source d'espoir immense pour les prisonniers qui voyaient enfin une possibilité de sortir de l'enfer sibérien. Cet espoir était

---

<sup>519</sup> Bureau plénipotentiaire aux rapatriements attaché au conseil des ministres de l'URSS (Управление уполномоченного совнаркома СССР-Совета министров СССР по делам репатриации,) créé le 23 octobre 1944.

<sup>520</sup> Karpov, Victor (Карпов Биктор), Nagase Ryōji 長勢了治 (trad.), *Sutarin no Horyotachi -Siberia Yokuryu シベリア抑留スタリンの捕虜たち* (Les prisonniers de Staline – les internements de Sibérie), Sapporo : Hokkaidō Shinbunsha 北海道新聞社, 2001, p. 244-245.

<sup>521</sup> voir infra

également utile aux gardiens des camps, et les promesses de rapatriement étaient utilisées par leurs geôliers comme moyen de motivation et de contrôle. D'après les récits des Japonais internés en Sibérie, la perspective de pouvoir rentrer au Japon leur était sans cesse évoquée par les officiels des camps. Le mot utilisé pour désigner le retour, *домой* ou « rentrer chez soi », que les Japonais transcrivent par *domoi* ドモイ ou *damoi* ダモイ<sup>522</sup> selon les auteurs, constituait à la fois symbole d'espoir et de déception pour les prisonniers. Ainsi, dans de nombreux camps, une cérémonie spéciale était organisée chaque fois que des *damoi*, comme les prisonniers les appelaient, avaient lieu : tous les Japonais présents dans le camp devaient préparer leur paquetage et se présenter aux autorités, comme s'ils devaient tous rentrer immédiatement. Toutefois, seuls certains étaient appelés pour recevoir leurs autorisations de départ. L'effet de ce type de mise en scène était cruel : pendant quelques instants, tous les prisonniers se mettaient à espérer un départ imminent, mais la grande majorité sortait déçue de la scène. Ce n'était certainement pas anodin : cette cérémonie visait à le présenter le retour comme une possibilité toujours présente à condition qu'ils coopèrent avec les autorités pour être les prochains à être appelés<sup>523</sup>.

Nombre d'internés ont rapporté qu'on leur faisait comprendre tout d'abord que ceux qui accomplissaient du bon travail (les « bons travailleurs », en russe хорошо работа, en transcription japonaise *harashora bōtā* ハラショラボーター) seraient rapatriés plus vite que les autres<sup>524</sup>. En réalité, ces discours étaient principalement destinés à encourager les Japonais

---

<sup>522</sup> Des deux, c'est la transcription « damoi » qui est la plus fréquente. Un roman policier publié en 2006 qui touche au thème des rapatriés de Sibérie (et qui se passe en partie à Maizuru) s'appelle par exemple *Tōkyō damoi* (Kaburagi Ren 鋼木蓮, *Tōkyō Damoi* 東京ダモイ (Tokyo damoi), Tōkyō : Kōdansha 講談社, 2006, 334 p.) Le roman a gagné le prix Edogawa ranpo (江戸川乱歩賞 Edogawa Rampo Shō) en 2006.

<sup>523</sup> Itō, Tsutomu 伊藤努, « Yokuryūsha no hikiage » 抑留者の引揚げ (le rapatriement des prisonniers), *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 5, 2005, p. 114-116.

<sup>524</sup> Itō, Tsutomu 伊藤努, « Yokuryūsha no hikiage » 抑留者の引揚げ (le rapatriement des prisonniers), *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 5, 2005, 107.

à être le plus efficace possible. Ce n'étaient pas les meilleurs travailleurs qui étaient rapatriés en premier, mais les plus faibles et les moins à même de travailler, puisqu'ils étaient les moins rentables pour les camps. Déjà, lors de la mise en place du décret n°9898cc à partir du 23 août 1945, plus de 45 000 prisonniers avaient été immédiatement relâchés parce qu'ils étaient trop faibles ou trop malades pour pouvoir travailler. Le décret 9898cc stipulait en effet que les 500 000 prisonniers capturés devaient être capables de travailler efficacement. Dans les camps, suivant la même logique, les plus malades sont rentrés en priorité pendant la première phase de décembre 1946 à juin 1947<sup>525</sup>.

Certains étaient éliminés d'office du processus de rapatriement. Le décret du conseil des ministres de l'URSS, n° 2235-921 (secret) : au sujet des rapatriements des prisonniers de guerre et des civils japonais du 4 octobre 1946 cité plus haut prévoyait l'établissement d'un plan de rapatriement des prisonniers et indiquait l'ordre de priorité ainsi que les catégories exclues. C'est le général Yuriï Gorykov <sup>526</sup>, à la tête du bureau plénipotentiaire aux rapatriements attaché au cabinet du conseil, qui a rédigé ce plan. Certaines catégories ne pouvaient bénéficier des rapatriements : 1) les espions et agents de renseignements japonais, 2) les saboteurs, terroristes, membres de groupes subversifs, 3) tous les membres de l'unité 731<sup>527</sup>, 4) les autres criminels de guerre, surtout ceux accusés d'actions militaires contre

---

<sup>525</sup> Itō, Tsutomu 伊藤努, « Yokuryūsha no hikiage » 抑留者の引揚げ (le rapatriement des prisonniers), *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 5, 2005, p. 110.

<sup>526</sup> Yuriï Gorykov, en russe Юрий Горьков.

<sup>527</sup> Responsables de l'arme biologique japonaise et accusés de crimes de guerre. Ils sont détenus dans le camp carcéral de Khabarovsk.

l'URSS à Changkufeng<sup>528</sup> (1938) et Nomonhan<sup>529</sup> (1939), 5) les membres de la Kyōwakai<sup>530</sup> 協和会, 6) les membres de mouvements de résistance ou de rébellion dans les camps, 7) les cadres des organisations gouvernementales en Mandchourie et les fonctionnaires gouvernementaux. Au-delà de ces catégories spécifiques, le document excluait également toute personne condamnée pour crime commis dans les camps<sup>531</sup>.

Pour les internés ordinaires, qui ne relevaient pas de ces catégories, le retour restait une possibilité objet de rumeurs visant à les motiver et à les manipuler. Tous cependant ne croyaient pas aux promesses de leurs geôliers. L'un d'entre eux, Ōmuro Kiyoshi 大室清, a bien décrit la lassitude qui pouvait survenir après trop de promesses non tenues :

「東京ダモイ」は何度聞かされたか。「スコーラダモイ(近々帰す)」は馬鹿にして働かせる切り札だが、「またか」と本気にしなくなっていた。でも「生きてさえいれば、この生地獄より脱出することもある」と希望を捨てずに励み合った。<sup>532</sup>

*Combien de fois est-ce que nous avons entendu « Tokyo damoi<sup>533</sup> » ? « Skoro damoi<sup>534</sup> » était leur carte maîtresse pour se fiche de nous et nous faire travailler, si bien qu'au bout d'un moment, on se disait simplement : « Quoi, encore ça ? » Mais nous nous*

---

<sup>528</sup> Aussi appelé bataille du lac Khassan, du 29 juillet au 11 août 1938 (voir pour une synthèse Coox, Alvin D.,

« The Lake Khasan affair of 1938: Overview and lessons », *Soviet Studies* Vol. 25 n°1, 1973, p. 51-65)

<sup>529</sup> En français, bataille de Halhin Gol, conflit frontalier entre l'URSS et le Japon alors que la guerre n'est pas déclarée, de mai à septembre 1939 (voir Drea, Edward J., *Nomonhan : Japanese-Soviet tactical combats*, Leavenworth Papers No. 2, Fort Leavenworth, Kansas: Combat Studies Institute, U.S. Army Command and General Staff College, 1981, 114 p.)

<sup>530</sup> Kyōwakai 協和会, en français Association Concordia. Ce parti politique, supposément centré autour de l'idée de l'union des de Mandchourie et du panasiatisme est la base politique pour le gouvernement civil de l'état fantoche du Mandchoukouo. Elle est considérée comme fasciste par les Soviétiques.

<sup>531</sup> Karpov, Victor (Карпов Биктор), Nagase Ryōji 長勢了治 (trad.), *Sutarin no Horyotachi -Siberia Yokuryu シベリア抑留スタリンの捕虜たち* (Les prisonniers de Staline – les internements de Sibérie), Sapporo : Hokkaidō Shinbunsha 北海道新聞社, 2001, p. 292-294 ; cité par Ito p. 522

<sup>532</sup> Ōmuro Kiyoshi 大室清, *Senkokumin no tsugunai 戦国民の償い* (l'expiation du peuple d'un pays combattant), *Heiwa no ishizue – Shiberia*, vol. 9, 1999, p. 66.

<sup>533</sup> Тóкио Домой, « vous rentrez à Tokyo ».

<sup>534</sup> Скоро Домой, « vous rentrez tout de suite ».

*encourageons les uns les autres à ne pas perdre espoir : tant que nous restions en vie, il y aurait bien une façon de se sortir de cet enfer.*

Un facteur était toutefois susceptible d'accélérer le retour des Japonais : leur éducation au communisme. Ceux qui donnaient l'impression d'accepter la propagande étaient plus à même de partir ; inversement, toute rébellion idéologique de la part des internés pouvait retarder leur départ, et même dans certains cas de annuler totalement des rapatriements déjà annoncés. Les agents du Guépéou veillaient à l'idéologie exprimée par les prisonniers, aidés par certains prisonniers japonais qu'on appelait des « Aktiv » (Актив, transcrit en japonais par *akuchibu* アクチブ), c'est-à-dire des activistes communistes auxquels leur position conférait un rang particulier parmi les prisonniers<sup>535</sup>. Dans le camp où est retenu Majima Tōsaku 真島 藤作, par exemple, l'un des Japonais a obtenu un rang de chef grâce à son activisme procommuniste et n'a plus à travailler en dehors du camp. Dans ce camp, quatre ou cinq *khorosho rabota* ont été désignés pour le retour. Littéralement, ce terme désigne des « bons travailleurs » ; en réalité, il s'agit d'internés qui ont réussi à convaincre les autorités soviétiques qu'ils sont convaincus de la suprématie du communisme. Majima rapporte que, sûrs de leur départ, ils se laissent aller à faire des remarques désobligeantes au sujet de Staline et du régime. Ils sont immédiatement arrêtés par des agents du Guépéou, qui sont partout dans les camps, et leur rapatriement est annulé. Quelqu'un doit donc être sélectionné pour partir à leur place :

---

<sup>535</sup> Nimmo, William F., *Behind a Curtain of Silence : Japanese in Soviet Custody, 1945-1956*, Westport : Greenwood Press, Contributions in military studies vol. 78, 1988, p.66.

さて、そこで今度は、反動分子と烙印を押された人達にかわって誰を帰すことになるのか、このような大惨事があった後だけに、この選抜は誰になるのか、非常に注目され、その価値が数倍にはね上がってしまった。そうした時に前述の委員長、私の一票で決まった彼の威厳ある第一声、鶴の一声はイの一番に「次の帰還者は同志 M!」と宣言された。その外二人くらいであった。彼は私にかつての恩返しのためで帰還者の筆頭に指名したのであった<sup>536</sup>.

*Alors qui allait rentrer à Tōkyō à la place de ceux qu'on avait déclaré être des dissidents ? Étant donné ce qu'il venait de se passer, la sélection des rapatriés devenait une affaire encore plus importante. Tout le monde voulait savoir qui serait choisi. Le retour avait pris encore plus de prix. C'est alors que ce chef a dignement décrété d'autorité que « le prochain à rentrer serait M », c'est-à-dire moi. C'était parce que j'avais voté pour lui et que mon vote l'avait mis à son rang actuel. À part moi, il y en avait deux autres. Il m'avait désigné comme chef du groupe, afin de rembourser la dette qu'il avait envers moi.*

L'historien russe Sergei I. Kuznetsov résume ainsi les principes de sélection des internés : « Les conditions nécessaires pour rapatrier un prisonnier japonais étaient tout d'abord sa condition physique, s'il était malade ou faible, et ensuite le niveau de connaissance idéologique qu'il avait atteint, et s'il était prêt à coopérer avec les autorités des camps<sup>537</sup>. » Les deux facteurs sont donc à considérer conjointement : d'une part, les moins utiles partaient afin d'optimiser le fonctionnement des camps, et de l'autre, les mieux endoctrinés étaient renvoyés au Japon pour y transmettre l'idéologie communiste. C'est pour cette raison que l'éducation des Japonais au communisme était l'une des préoccupations principale des Soviétiques. Plus les Japonais manifestaient leur adhésion à l'idéologie communiste, plus ils avaient de pouvoir dans les camps et de chances de rentrer.

---

<sup>536</sup> Majima Tōsaku 真島藤作, « Kaisen yori fukuin made no ki » 開戦より復員までの記 (chronique du début de la guerre à la démobilisation), *Heiwa no ishizue – Shiberia*, vol. 9, 1999, p.112-113.

<sup>537</sup> Kuznetsov, Sergei I Кузнецов, Сергей И., (岡田安彦 Okada Yasuhiko, trad.), *Shiberia no Nihonjin Horyotachi roshiagawa kara mita laaderi no kyo to jitsu* シベリアの日本人捕虜たち-ロシア側から見た「ラーゲリ」の虚と実 (les prisonniers de guerre japonais en Sibérie – vérités et mensonge sur les camps vus du côté russe), Tōkyō : Shūeisha 集英社, 1999, p. 206, cité par Ito , p. 513.

## L'éducation marxiste

L'éducation au communisme était planifiée avec soin pour produire le maximum d'effet sur les prisonniers. Il ne s'agissait pas d'assener brutalement les principes soviétiques aux Japonais, qui risqueraient d'y être hostile, mais de les préparer graduellement à accepter l'enseignement communiste. D'après William F. Nimmo, auteur de l'un des premiers livres sur les internés japonais de Sibérie parus en langue occidentale<sup>538</sup>, le programme d'éducation marxiste a compté quatre phases distinctes de 1945 à 1949.

La première a commencé dès l'arrivée des Japonais dans les camps. Elle consistait à annihiler l'attachement des prisonniers à l'empereur et à faire disparaître par le travail les différences entre les officiers et leurs hommes. Pendant cette phase, les conditions pouvaient être très dures et le travail épuisant, puisqu'il s'agissait de faire sentir aux prisonniers où leur régime les avait menés. L'un des internés de Sibérie, Morikama Matsuō 盛川松雄, raconte la façon dont cette propagande pouvait être efficace :

その間に収容所では民主化運動と称して共産党の教育が始まったわけです。私ども若かったので、まず第一に上級幹部あるいは古兵に対する反感というような形までたきつけたような格好で、一番先に乗り出したのは私たち初年兵クラスだったと思いますけれども。まず朱に交われば赤くなるで一番染まりやすい私ども、若い者は一生懸命やったと思います<sup>539</sup>。

---

<sup>538</sup> Nimmo, William F., *Behind a Curtain of Silence : Japanese in Soviet Custody, 1945-1956*, Westport : Greenwood Press, Contributions in military studies vol. 78, 1988, 149 p.

<sup>539</sup> Morikama Matsuō 盛川松雄, « tankō ni akekureta yokuryū no omoide » 炭坑に明け暮れた抑留の思い出 (mes souvenirs d'un internement passés dans une mine de charbon), vol. 3, 1993, p. 318.

*C'est à cette époque que commença notre éducation au communisme, qui se cachait sous le nom de mouvement pour la démocratisation. Nous étions jeunes, donc on commença par aviver en nous un sentiment de révolte envers les soldats des rangs les plus élevés et les vétérans. C'étaient les nouvelles recrues comme nous qui étaient les premiers à s'y mettre. Ils faisaient tout pour avoir les jeunes, qui étaient les plus faciles à convertir, dans l'idée que les autres seraient eux aussi convertis par contamination.*

Une fois brisé l'attachement aux anciennes valeurs, l'éducation dans les camps visait à séduire les internés. Durant cette deuxième phase, les officiels des camps tentaient de promouvoir un sentiment de gratitude vis-à-vis de l'URSS et une image positive du régime en offrant un certain confort matériel. D'ailleurs, les prisonniers ont eux-mêmes noté une nette amélioration de leur traitement à partir de janvier 1947. Une fois qu'ils ont intégré cette image positive, les autorités ont lancé la troisième phase, qui consistait à instiller la méfiance envers le gouvernement du Japon et surtout l'occupant. L'occupation du Japon par le SCAP était alors présentée comme une manœuvre impérialiste de la part des Américains visant à transformer le Japon en colonie facilement exploitable. On expliquait alors aux prisonniers que la seule issue pour le Japon était une alliance avec l'URSS qui favoriserait une reconstruction démocratique du pays et permettrait d'en finir avec l'influence américaine<sup>540</sup>.

Enfin, la quatrième et dernière phase s'appuyait sur les prisonniers convertis à ce qu'on appelait alors le « socialisme scientifique » (c'est-à-dire les principes marxistes-léninistes restés en vogue en URSS jusque dans les années 1960). Ces *akuchibu*, étaient les principaux moteurs de l'éducation politique des prisonniers au cours de cette dernière phase, la plus militante. Le communisme était présenté comme la voie qui pouvait sauver le Japon du joug américain et les internés étaient investis d'une mission de prosélytisme une fois qu'ils seraient

---

<sup>540</sup> Nimmo, William F., *Behind a Curtain of Silence : Japanese in Soviet Custody, 1945-1956*, Westport : Greenwood Press, Contributions in military studies vol. 78, 1988, p. 65.



de retour au Japon. Ce sont ceux qui ont été convaincus alors qui formeront les « rapatriés rouges » dont il sera question plus loin. L'efficacité de cette éducation n'est pas à sous-estimer, même si les mémoires des rapatriés présentent souvent l'éducation dans les camps avec beaucoup de cynisme. Certains internés rapatriés seront si convaincus qu'ils seront accusés d'avoir été victimes de lavage de cerveau une fois de retour au Japon<sup>541</sup>.

Toute éducation nécessite une organisation et du matériel d'étude. C'est en grande partie à travers le journal en langue japonaise qui circulait dans les camps, le *Nihon shinbun* (日本新聞, « le journal du Japon ») que passait l'instruction politique des prisonniers japonais<sup>542</sup>. Ce journal a commencé à être publié dès l'automne 1945 à Khabarovsk, d'abord deux fois, puis trois fois par mois. Sa taille est aussi passée de deux à quatre pages par numéro. Son rédacteur-en-chef, le lieutenant-colonel Ivan Kovalenko<sup>543</sup>, avait étudié à la faculté des langues orientales de Moscou et était donc capable de rédiger lui-même des articles en japonais, même s'il était entouré également de prisonniers réquisitionnés. Dans les faits, c'étaient des Japonais qui écrivaient la majorité des articles sous sa supervision et qui se chargeaient de l'impression. Ce journal a été publié pendant quatre ans, jusqu'en novembre 1949, soit plus de 650 numéros. Selon les informations inscrites sur la première page du journal, le tirage atteignait officiellement 500 000 exemplaires, mais ce chiffre semble élevé par rapport aux témoignages des rapatriés, qui parlent d'un exemplaire pour plusieurs prisonniers. Il semble plus plausible que le véritable tirage se situait autour 100 000

---

<sup>541</sup> Nimmo, William F., *Behind a Curtain of Silence : Japanese in Soviet Custody, 1945-1956*, Westport : Greenwood Press, Contributions in military studies vol. 78, 1988, p. 65-66.

<sup>542</sup> voir Ochiai, Harurō, 落合東朗, *Shiberia no « nihon shinbun » : raageri no seishun* シベリアの「日本新聞」 : ラーゲリの青春 (Le « nihon shinbun » de Sibérie : la jeunesse des camps), Tōkyō : Ronsōsha 論創社, 1995, 255 p.

<sup>543</sup> Ivan Kovalenko, en russe Иван Коваленко.

exemplaires. Il était en tout cas présent dans tous les camps où étaient internés des Japonais<sup>544</sup>.

Il présentait surtout des actualités, adaptées de la radio japonaise et des articles rédigés par le TASS<sup>545</sup> et orientés politiquement par la propagande procommuniste. Malgré ce biais évident, il était malgré tout très lu par les Japonais qui n'avaient pas d'autres sources d'information sur le Japon et très peu de matériel de lecture. La façon dont le journal a été utilisé suit de près les quatre phases d'endoctrinement décrites plus haut, en particulier les phases 2, 3 et 4. Dès 1946, des clubs de lectures ont été organisés pour étudier les articles que contient le journal. Pour inciter les internés à y participer, ceux qui étaient présents aux cercles de lecture étaient récompensés, souvent par du papier à cigarettes, ce qui représentait un gain de confort non négligeable et s'inscrivait dans la ligne visant à promouvoir la mansuétude de l'URSS. Le journal avait alors un ton relativement neutre<sup>546</sup>.

Après 1947, il a adopté une ligne éditoriale plus militante, mettant en avant la nécessité de « démocratiser » le Japon une fois de retour au pays. Puis, au cours de l'année 1948, ont commencé à paraître des articles formulant des critiques violentes contre l'action américaine au Japon<sup>547</sup>. C'était la faute des Américains si l'état du Japon était catastrophique. L'un des internés, Nara Katsumasa 奈良勝正, qui était employé à construire la ligne de chemin de fer Baïkal-Amour, écrit :

---

<sup>544</sup> Itō, Tsutomu 伊藤努, « Yokuryūsha no hikiage » 抑留者の引揚げ (le rapatriement des prisonniers), *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 5, 2005, p. 118-121.

<sup>545</sup> L'Agence télégraphique de l'Union soviétique ou TASS (Телеграфное агентство Советского Союза при кабинете министров СССР, ТАСС), agence de presse de l'URSS.

<sup>546</sup> Nimmo, William F., *Behind a Curtain of Silence : Japanese in Soviet Custody, 1945-1956*, Westport : Greenwood Press, Contributions in military studies vol. 78, 1988, p. 67.

<sup>547</sup> Itō, Tsutomu 伊藤努, « Yokuryūsha no hikiage » 抑留者の引揚げ (le rapatriement des prisonniers), *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 5, 2005, p. 118-121.

祖国の状況は全くわからない。共党発行の日本新聞では、現在日本では失業者が街にふれ、ボタン大の菓子が一個十円で食糧難が続いてると報道していた<sup>548</sup>。

*On ne savait pas du tout dans quel état se trouvait le Japon. D'après le Nihon Shinbun, qui était publié par le parti communiste, des chômeurs erraient dans les villes du Japon actuel. Le journal annonçait également que la crise de la nourriture était telle qu'un gâteau de la taille d'un bouton valait dix yen la pièce.*

À partir de l'été 1947, le message est petit à petit devenu encore plus direct. Les articles évoquant la nécessité de démocratiser le Japon ont été remplacés par des appels à la révolution communiste. Au mot « démocratisation » (*minshūka* 民主化), jusqu'alors omniprésent, s'est substitué le terme « communisme » (*kyōsan* 共産), et le journal a commencé à faire directement référence au Parti communiste japonais, légalisé au Japon depuis l'occupation américaine<sup>549</sup>.

Toujours d'après William F. Nimmo, une fois que les prisonniers ont compris que le fait d'accepter les principes du communiste était l'une des principales conditions pouvant favoriser leur retour au Japon, nombre d'entre eux se sont empressés de se convertir. On pourrait imaginer que la majorité d'entre eux ont fait ce choix. En réalité, la haine que les prisonniers éprouvaient pour l'URSS à cause des conditions dans lesquelles ils vivaient a empêché la conversion du plus grand nombre d'entre eux, la grande majorité s'est contentée de faire semblant. Nimmo estime la proportion des prisonniers sincèrement convaincus à

---

<sup>548</sup> Nara Katsumasa 奈良勝正, « yokuryū seikatsu kaiko » 抑留生活回顧 (souvenirs de la vie d'interné), *Heiwa no ishizue – Shiberia*, vol. 3, 1993, p. 87.

<sup>549</sup> Nimmo, William F., *Behind a Curtain of Silence : Japanese in Soviet Custody, 1945-1956*, Westport : Greenwood Press, Contributions in military studies vol. 78, 1988, p. 67, Itō, Tsutomu 伊藤努, « Yokuryūsha no hikiage » 抑留者の引揚げ (le rapatriement des prisonniers), *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 5, 2005, p. 118-121.

20 % : ce sont eux qui seront à l'origine des manifestations prosoviétiques qui auront lieu lors de leur retour au Japon. C'étaient les hommes jeunes et issus de familles très défavorisées au Japon qui formaient les *akuchibu* les plus convaincus. Ils participaient activement aux meetings et étaient même parfois envoyés dans des centres d'éducation politique pour parfaire leur éducation<sup>550</sup>. Le témoignage d'Aoki Akira 青木明, interné dans la région de Khabarovsk, permet de rendre compte de la nature des cours qui y étaient dispensés. Chef de son bataillon de travail, il est envoyé dans l'une de ces écoles pour approfondir sa connaissance de l'idéologie communiste :

大隊長になってまもなく(...)ハバロフスクの政治学校へ勉強に行くよう指示を受け、政治将校のストリツ中尉と二人でハバロフスク市へ行きました。学校では、日本新聞の編集者や論説委員等が講師で、毎日共産党誌やレーニン闘争等の本を教科書に特訓が始まりました。分厚い六百頁もあるかと思われる共産党の歴史の本を暗記するのだと言う。共産社会主義の理論を教わるのは全く大変な勉強です。何よりも先ず日本人収容所幹部の洗脳ということだなと理解し、三カ月ほどで第三分所にカムバック<sup>551</sup>。

*Dès que je suis devenu chef de bataillon, [...] j'ai reçu l'ordre de me rendre à l'école politique de Khabarovsk. Je suis parti vers la ville, accompagné par le lieutenant Stoltz<sup>552</sup>. À l'école, c'étaient les rédacteurs et des éditorialistes du Nihon Shinbun qui donnaient les cours. Nous avons commencé à étudier de façon intensive, utilisant comme livres de classe les magazines du parti communiste ainsi que des livres sur les combats de Lénine. On m'a dit qu'il fallait apprendre par cœur un livre sur l'histoire du parti communiste, un livre énorme qui faisait quelque chose comme six cents pages. Les principes du socialisme-communisme étaient absolument terribles à apprendre. J'ai tout de suite compris qu'il s'agissait d'un lavage de cerveau à l'intention des cadres japonais des camps. Je suis rentré à la branche n°3 après trois mois.*

---

<sup>550</sup> Nimmo, William F., *Behind a Curtain of Silence : Japanese in Soviet Custody, 1945-1956*, Westport : Greenwood Press, Contributions in military studies vol. 78, 1988, p. 66-68.

<sup>551</sup> Aoki Akira 青木明 « Yokuryū seikatsu o kaerimite » 抑留生活をかえりみて (réflexions sur mon internement), *Heiwa no ishizue – Shiberia*, vol. 10, 2000, p. 601

<sup>552</sup> Le nom du lieutenant est donné uniquement en japonais, transcrit *sutoritsu* (ストリツ.)

L'éducation au communisme, omniprésente, continuait même pendant les derniers moments que les internés passent sur le territoire soviétique : leur dernière étape en URSS, le port de Nakhodka, était aussi le lieu d'un dernier endoctrinement intensif. Les prisonniers devaient participer à des lectures en groupes du *Nihon shinbun*, placarder des slogans, chanter des chants communistes et prendre part à toutes les activités de groupe. Jusqu'au dernier moment, on leur rappelait leur mission : importer le communisme au Japon<sup>553</sup>.

### **Les « rapatriés rouges » : violences à bord des navires et manifestations au port de Maizuru**

Lors des premiers voyages de rapatriement en 1947 et 1948, la grande majorité des rapatriés n'étaient pas des communistes convaincus. Au contraire, en 1947, les seuls incidents violents à noter à bord des navires étaient des actes de vengeance isolés contre des prisonniers procommunistes accusés d'avoir opprimé leurs camarades dans les camps. La vengeance des anticomunistes contre les *akuchibu* pouvait parfois être sévère : en 1948, le ministère de la Santé a reçu des rapports faisant état d'actes de violences et de véritables passages à tabac à bord des bateaux de rapatriement dirigés contre les « traîtres », c'est-à-dire les prosoviétiques<sup>554</sup>.

Ces incidents étaient loin d'être rares. Début juillet 1948, un rapatrié s'échappe d'un navire avant d'arriver au port pour éviter les représailles ; le 18 juillet, un tribunal populaire se forme à bord du *Shinano-maru* 信濃丸 pour juger des *akuchibu* ; le 12 août, une cérémonie

---

<sup>553</sup> Itō, Tsutomu 伊藤努, « Yokuryūsha no hikiage » 抑留者の引揚げ (le rapatriement des prisonniers), *Sengo kyōsei yokuryū shi*, 133-136.

<sup>554</sup> Itō, Tsutomu 伊藤努, « Yokuryūsha no hikiage » 抑留者の引揚げ (le rapatriement des prisonniers), *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 5, 2005, p. 135-137.

pro-impériale est organisée par certains rapatriés à bord du *Enshō-maru* 明優丸 : tous doivent saluer l'empereur, s'incliner en direction du palais impérial, et chanter l'hymne national. Ces manifestations étaient parfois violentes et ceux qui protestaient pouvaient recevoir des coups, mais elles n'étaient pas meurtrières. Pour toute l'année 1948, on ne dénombre que 5 morts à bord des bateaux partis de Nakhodka à destination de Maizuru, sur un total de 169 601 passagers. En comparaison, quand les navires transportant les civils de Mandchourie en provenance de Huludao sont arrivés en 1946, sur 111 481 passagers débarquant à Maizuru, on a dénombré 52 morts à bord (ainsi d'ailleurs que quelques naissances<sup>555</sup>). Les quelques morts parmi les rapatriés des camps soviétiques en 1948 n'étaient donc pas remarquables et s'expliquent assez facilement par des décès naturels dus aux conditions dans les camps<sup>556</sup>.

La situation change de façon radicale en 1949. Il y a toujours des violences et des incidents à bord des navires, mais cette fois, ce ne sont pas les anti- mais les procommunistes qui agissent. La cible de ces actes est également différente. Les conflits entre rapatriés deviennent moins nombreux et sont remplacés par un mouvement de nature politique, qui s'exprime principalement par le placardage d'affiches et les slogans. Lorsque ces manifestations dégénèrent, l'agressivité est dirigée non pas vers les rapatriés « réactionnaires », mais vers les membres d'équipage et les employés des agences de rapatriement. Onda Shigetaka, l'auteur d'une des premières histoires des prisonniers de guerre japonais en Sibérie, rapporte un procès populaire particulièrement violent qui s'est déroulé à bord du *Shinyō-maru* 信洋丸, arrivé à Maizuru le 25 juillet 1949. Le capitaine est

---

<sup>555</sup> Statistiques de tous les navires de rapatriements, tirés de Ville de Maizuru 舞鶴市, *Hikiage minato maizuru no kiroku – kaigai hikiage jonjū shūnen kinenshi* 引揚港舞鶴の記録—海外引揚四十周年記念誌 (Annales du port de rapatriement de Maizuru – commémoration de quarante ans de rapatriements d'outre-mer), Maizuru : Maizurushi 舞鶴市, 1990, et mis en forme de tableau sur <http://w01.tp1.jp/~a021223941/hikiagmemory2.html>

<sup>556</sup> Itō, Tsutomu 伊藤努, « Yokuryūsha no hikiage » 抑留者の引揚げ (le rapatriement des prisonniers), *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 5, 2005, p. 135-137.

accusé de mal nourrir les rapatriés, des charançons ayant été trouvés dans les rations. Le procès ressemble aux procès publics qui pouvaient avoir lieu dans les camps : les passagers hurlent leurs accusations et le capitaine ne peut que s'incliner de nombreuses fois en s'excusant de la situation. Lorsqu'il raconte la scène aux autorités à Maizuru, il en tremble physiquement tant l'incident a été violent psychologiquement<sup>557</sup>.

Sur les 44 voyages qui ont eu lieu entre Nakhodka et Maizuru en 1949, 33 ont été l'occasion de manifestations procommunistes. Dans certains cas, même arrivés au port, les rapatriés ont refusé de quitter le navire et de coopérer avec les autorités de rapatriements. Ces dernières étaient également la cible de plaintes concernant les conditions d'hébergement ainsi que les repas. Les préoccupations des rapatriés pouvaient aussi être plus élevées : certains soumettaient des listes de demandes politiques au gouvernement par l'intermédiaire des bureaux de rapatriement<sup>558</sup>.

Ces manifestations ne se limitaient pas aux navires : à bord des trains de rapatriements, les rapatriés organisaient des chœurs de chants prolétaires et se livraient à des manifestations sur le quai des gares<sup>559</sup>. La plus célèbre a réuni plusieurs milliers de personnes devant la gare de Kyoto le 4 juillet 1949. Un groupe de rapatriés de Sibérie, arrivé le 30 juin 1949 à Maizuru à bord de l'*Eitoku-maru* 永徳, a été accueilli à Kyōto par des membres du Parti communiste japonais, qui les ont encouragés à manifester. Au total, 1 800 rapatriés et 1 000 membres du Parti communiste ont participé à la manifestation, qui est devenue violente : les communistes

---

<sup>557</sup> Onda, Shigetaka 御田重宝, *Shiberia yokuryū* シベリア抑留, Tōkyō : Kōdansha 講談社, 1986, p. 276-278.

<sup>558</sup> Kōsheishō shakai engokyoku engo 50-nenshi henshū iinkai 厚生省社会援護局援護 50 年史編集委員会, *Engo gojūnen shi* 援護 50 年史 (histoire de 50 ans d'assistance), Tōkyō : Gyōsei ぎょうせい, 1997, p. 141.

<sup>559</sup> Itō, Tsutomu 伊藤努, « Yokuryūsha no hikiage » 抑留者の引揚げ (le rapatriement des prisonniers), *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 5, 2005, p. 137-140.

empêchaient ceux qui le souhaitent de reprendre les trains en direction d'Ōsaka et de Tōkyō<sup>560</sup>. Cette affaire a eu une répercussion très négative dans les médias et a contribué à la création d'une distinction entre les différents « types » de rapatriés : les rapatriés ordinaires, qui essayaient avec l'aide du gouvernement de retrouver une vie normale, et les « rapatriés rouges » (*akai hikiagesha* 赤い引揚者), ceux qui créaient des problèmes et refusaient l'aide qui leur était proposée<sup>561</sup>.

Les journaux de l'époque reflètent ce rejet complet de l'attitude belliqueuse des rapatriés activistes. Certains éditoriaux invitent les rapatriés à reconsidérer leur position et à manifester plus de reconnaissance<sup>562</sup>. Des articles décrivent les scènes qui se produisent lorsque les trains de rapatriés arrivent à Tōkyō :

引揚者達もほとんど全員が都や知友の出迎えを黙殺赤旗組の熱狂敵な歓迎にインターナショナルの歌をうたい、赤旗を打ち振つてこの歓迎にこたえるなど、これまでの引揚列車に見られぬ異風景を展開した<sup>563</sup>.

*Les rapatriés ont totalement ignoré les saluts de leurs connaissances et des officiels de la mairie. À la place, ils se sont tournés vers les groupes aux drapeaux rouges [les membres du Parti communiste japonais] qui étaient venus les accueillir chaleureusement. Ils ont chanté l'Internationale et agité leurs propres drapeaux rouges en réponse. C'était un spectacle étrange qu'on n'avait encore vu dans aucun des trains de rapatriés.*

---

<sup>560</sup> Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, chapitre VI, note 70.

<sup>561</sup> Watt, Lori, *When empire comes home: repatriation and reintegration in postwar Japan*, Cambridge, Massachusetts : Harvard East Asian Monographs, 2009, p. 133-135.

<sup>562</sup> voir par exemple l'article « soren hikiagesha no kōdō » ソ連引揚者の行動 (les actions des rapatriés de l'URSS) , *Nihon keizai shinbun* 日本経済新聞, 7 juillet 1949.

<sup>563</sup> *Tōkyō nichichi shinbun* 東京日日新聞, 3 juillet 1949.



L'*Asahi shinbun* 朝日新聞, décrivant la même scène quelques jours plus tard, ajoute :

家族に囲まれて泣き出すもの、すがりつく家族に“同志が行く、離せ”と呼んでふり拂おうとする<sup>564</sup>.

*Certains, entourés de leurs familles, se mettaient à pleurer, et repoussaient les membres de leur famille qui s'accrochaient à eux, criant : « Mes camarades partent, laissez-moi partir ! »*

Le *Yomiuri shinbun* 読売新聞 (édition de Maizuru) décrit la situation au centre de rapatriement : les rapatriés refusent de remplir leurs papiers et empêchent médecins et infirmières du centre d'accéder aux malades figurant parmi eux<sup>565</sup>. Le *Nippon Times*, journal en anglais publié au Japon depuis 1897, n'est pas en reste : l'éditorial du 5 août 1949 au sujet des rapatriés de Sibérie s'intitule : « Des hommes ou des bêtes ? » L'article qui accompagne ce titre a une teneur fortement anticommuniste :

*Où est leur individualité ? Où sont leurs sentiments pour leur famille et leur foyer ? Où sont leurs sentiments pour leur pays natal ? Où est leur respect pour la loi et l'ordre ? Peut-être ne faudrait-il pas juger les rapatriés trop sévèrement, car ils sont le produit de l'endoctrinement communiste. Ce sont ceux qui ont été si bien endoctrinés que les Soviétiques ont autorisé leur retour. Ce sont des communistes*<sup>566</sup>.

---

<sup>564</sup> *Asahi shinbun* 朝日新聞, 6 juillet 1949.

<sup>565</sup> *Yomiuri shinbun*, édition de Maizuru 読売新聞舞鶴発, 3 août 1949.

<sup>566</sup> “Where is their individuality? Where is their feeling for family and home? Where is their sentiment for their native land? Where is their respect for law and order? Perhaps the repatriates themselves should not be judged too severely for they are the product of communist training. They are the ones so well indoctrinated that the Soviets allowed their return. They are Communists.” « Men or beasts ? », *Nippon Times*, 5 août 1949.

Les actes des rapatriés communistes posent un tel problème qu'il faut légiférer : la loi pour le maintien de l'ordre parmi les rapatriés est ainsi promulguée<sup>567</sup>. Elle oblige tous les rapatriés à obéir aux capitaines des navires de rapatriement et au personnel des bureaux de rapatriements, et elle interdit le transport de drapeaux et de bannières. Les peines encourues vont jusqu'à une amende de dix mille yen ou un an de prison<sup>568</sup>.

### **Les chiffres annoncés par l'URSS en 1949, la fin des rapatriements**

L'annonce que les rapatriements approchent de leur fin, datée du 20 mai 1949, ne se fait ni par les canaux diplomatiques ni par l'intervention du représentant soviétique de l'Allied Council au SCAP. Elle est faite par l'agence de presse soviétique, le TASS, qui informe le gouvernement japonais que le rapatriement depuis l'URSS est terminé. D'après le communiqué, il ne reste plus dans les camps que 95 000 prisonniers qui seront rapatriés avant l'automne 1950 et 9 954 prisonniers de guerre attendant d'être jugés. Le 21 avril 1950, le TASS publie une nouvelle annonce, selon laquelle les rapatriements sont terminés avant même la date qui avait été annoncée. Il ne reste plus d'après cette déclaration que 2 467 personnes, principalement des criminels de guerre. Les totaux annoncés sont les suivants :

---

<sup>567</sup> « loi pour le maintien de l'ordre parmi les rapatriés » (*hikiagesha no chitsujo iji ni kan suru hōrei*, 引揚者の秩序維持に関する法令, 1949 n°300. Annulée en 1952 par la loi n° 120 rectifiant une grande partie du dispositif légal sur les rapatriés, en ligne sur [http://www.shugiin.go.jp/itdb\\_housei.nsf/html/houritsu/01319520428120.htm](http://www.shugiin.go.jp/itdb_housei.nsf/html/houritsu/01319520428120.htm).

<sup>568</sup> Itō, Tsutomu 伊藤努, « Yokuryūsha no hikiage » 抑留者の引揚げ (le rapatriement des prisonniers), *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 5, 2005, p. 140.

**Total des Japonais rapatriés d'URSS selon l'annonce du TASS du 21 avril 1950**

Nombre de prisonniers de guerre rapatriés depuis l'URSS depuis 1945		510 409
Nombre de prisonniers de guerre immédiatement relâchés en Mandchourie		70 880
Prisonniers non rapatriés		
Incarcérés ou en cours de procès	1 487	
Malades	9	
Prisonniers qui vont être remis au gouvernement chinois	971	
Total		2 467
Nombre total de prisonniers de guerre japonais		583 756

Source : annonce du TASS du 21 avril 1950, citée par Itō, Tsutomu 伊藤努, « Yokuryūsha no hikiage » 抑留者の引揚げ (le rapatriement des prisonniers), dans *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 5, 2005, p. 557.

Ces chiffres posent un grave problème. D'après le gouvernement japonais, ce sont près de 850 000 soldats<sup>569</sup> qui avaient été démobilisés en Mandchourie. Même en comptant quelques dizaines de milliers de morts dans les combats après le cessez-le-feu officiel, le chiffre avancé par les Soviétiques est donc largement insuffisant. Les chiffres soviétiques ne correspondent pas non plus au nombre officiel de rapatriés : de mai 1946 à décembre 1949, le ministère de la Santé comptabilise 42 759 rapatriés de moins que l'annonce du TASS<sup>570</sup>. Enfin, d'après les chiffres ci-dessus, aucun Japonais n'est mort dans les camps : le nombre total de prisonniers correspond parfaitement au nombre de Japonais à rapatrier moins les quelques criminels de guerre. Or tous les rapports de rapatriés font état de décès dans les camps, et il est de toute façon statistiquement impossible qu'il n'y en ait eu absolument aucun en plus de quatre années sur plus de cinq cent mille hommes. D'après les estimations du

<sup>569</sup> C'est le chiffre qui est cité à dans les documents officiels demandant des informations supplémentaires à l'URSS, mais pour obtenir un effectif de 850 000 hommes, il faut également considérer les soldats Chinois et Coréens qui faisaient partie de l'armée. Le Japon ne négocie que pour les soldats de nationalité japonaise.

<sup>570</sup> Kōsheishō shakai engokyoku engo 50-nenshi henshū iinkai 厚生省社会援護局援護 50 年史編集委員会, *Engo gojūnen shi* 援護 50 年史 (histoire de 50 ans d'assistance), Tōkyō : Gyōsei ぎょうせい, 1997, p. 144-148.

gouvernement japonais et du SCAP, fin 1948, il reste donc 408 743 prisonniers en URSS, et non les 95 000 annoncés par le TASS en mai 1949<sup>571</sup>.

Naturellement, les réactions à cette annonce sont violentes parmi les associations de rapatriés, qui viennent réclamer plus d'informations au bureau du représentant soviétique Kuzma Derevyenko, situé dans le quartier de Mamiana 狸穴 à Tōkyō. Ils n'obtiennent aucune réponse. Un sit-in est organisé devant le bureau du représentant soviétique par les associations de familles d'internés le 22 décembre 1949, rassemblant plus de quatre cents personnes, toujours sans résultat. Le gouvernement japonais vient également demander des explications : en novembre 1949, des parlementaires, membres du comité spécial chargés des rapatriements d'outre-mer (*Kaigai dōhō hikiage ni kan suru tokubetsu iinkai* 海外同胞引揚に関する特別委員会) exigent d'être reçus par le représentant soviétique pour évoquer la question du nombre de morts. Eux-aussi sont refoulés sans avoir pu parler à Derevyanko<sup>572</sup>.

Devant cet état de fait, le SCAP ne reste pas inactif. Dès avril 1949, William J. Sebald <sup>573</sup>, le chef de la section diplomatique du SCAP, envoie une lettre officielle au représentant soviétique, qui est reproduite dans le *Pacific Stars and Stripes*<sup>574</sup>. Selon lui, « plus de quatre cent mille Japonais sont encore détenus en Sibérie ou dans les territoires sous contrôle soviétique ». Il demande donc une action immédiate de la part des Soviétiques à ce sujet<sup>575</sup>.

---

<sup>571</sup> GHQ/SCAP, FEC, *Status of Repatriation Report*, 31 décembre 1948.

<sup>572</sup> Itō, Tsutomu 伊藤努, « Yokuryūsha no hikiage » 抑留者の引揚げ (le rapatriement des prisonniers), *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 5, 2005, p. 159-160.

<sup>573</sup> William J Sebald, (1901 – 1980), plus tard ambassadeur des États-Unis en Birmanie puis en Australie. (voir US department of State, Office of the historian, *William Joseph Sebald (1901-1980)* <http://history.state.gov/departments/history/people/sebald-william-joseph> ). Dans les documents japonais qui donnent son nom en anglais, son nom est souvent orthographié Sebald ou Ziebold.

<sup>574</sup> *Pacific Stars & Stripes* (26 avril 1949)

<sup>575</sup> Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, chapitre VI, p 186.

MacArthur donne l'ordre à Sebald, qui est également président de l'Allied Council for Japan, de reprendre les discussions au sujet des rapatriements avec les Soviétiques au sein du conseil. L'Allied Council, qui ne s'était plus réuni depuis le début de l'année 1949, se réunit donc pour la cent deuxième fois le 21 décembre 1949. Dès le début de la réunion, Derevyanko demande que la question des rapatriements soit supprimée de l'agenda. Devant le refus de Sebald, la délégation soviétique quitte la pièce, refusant toute discussion<sup>576</sup>. Sebald lit alors un communiqué où il précise les craintes du gouvernement japonais et du SCAP :

*Pendant les quelques dernières années, le SCAP n'a eu cesse de demander des informations correctes sur le nombre des prisonniers de guerre et des disparus, mais nous n'avons pas reçu jusqu'à présent la moindre réponse. Il y a une grande divergence entre le nombre de personnes annoncées par l'URSS et le nombre calculé par le Japon, une différence qui s'élève à plus de 374 000 personnes. Nous estimons que la majorité des prisonniers qui composent ce chiffre sont déjà morts. [...] Les autorités des camps soviétiques seront accusées par le monde entier d'avoir autorisé des conditions de vie et des mauvais traitements qui ont mené à la mort de centaines de milliers de soldats et de civils japonais<sup>577</sup>.*

Pour le SCAP et le gouvernement japonais, la conclusion est donc amère : si l'URSS refuse de rapatrier ces centaines de milliers d'hommes, c'est qu'ils sont déjà morts.

### **Un cas très particulier**

---

<sup>576</sup> Itō, Tsutomu 伊藤努, « Yokuryūsha no hikiage » 抑留者の引揚げ (le rapatriement des prisonniers), *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 5, 2005, p. 155-156.

<sup>577</sup> cité par Nimmo, William F., *Behind a Curtain of Silence : Japanese in Soviet Custody, 1945-1956*, Westport : Greenwood Press, Contributions in military studies vol. 78, 1988, p. 91-93.

Le cas des rapatriés de Sibérie est tout à fait particulier. Parmi les soldats, ce sont les seuls à avoir été rangés sous le terme *hikiagesha*, les autres étant en général simplement désignés par celui de *fuku.in hei* 復員兵, soldats démobilisés. C'est la lenteur de leur retour associée à l'attente des familles qui ont rendu ce cas si particulier.

Leur image, au départ très positive, a aussi commencé à se ternir avec l'arrivée des premiers « rapatriés rouges ». En conséquence, les rapatriés de Sibérie n'ont formé que très tardivement des associations destinées à faire valoir leurs droits. Jusqu'aux années 1980, ils se contenteront des dispositions prises pour tous les anciens soldats japonais et pour les autres rapatriés. En tant que groupe, ceux qui ne resteront pas communistes se fondront dans la masse des *hikiagesha* pour éviter d'encourir des critiques, sans faire valoir leur spécificité. L'Association nationale des internés de force (全国強制抑留者協会 Zenkoku kyōsei yokuryūsha kyōkai,) créée en 1977 n'a jamais réussi à obtenir de la part du gouvernement japonais de réparations pour les dommages subis. En 2000, des représentants des soldats japonais internés en Sibérie lançaient toujours une demande à la commission des droits de l'homme des Nations unies pour demander au gouvernement japonais des mesures compensatoires, le tenant comme responsable des événements<sup>578</sup>.

---

<sup>578</sup> Committee on economic, social and cultural rights report on the twenty-second, twenty-third and twenty-fourth sessions (25 april-12 may 2000, 14 august-1 september 2000, 13 november-1 december 2000), Economic and social council official records, 2001, supplement no. 2. <http://www.un.org/documents/ecosoc/docs/2001/e2001-22.pdf>



## Chapitre 4

### Les rapatriements tardifs : le retour des derniers internés en URSS et des Japonais restés en Chine

Les années 1950 marquent un tournant dans l'histoire de l'après-guerre. Avec la fin de l'occupation américaine en 1952, le gouvernement japonais reprend son indépendance. Il devient alors possible d'espérer une transition vers un après-guerre qui permettrait de clore enfin les pages douloureuses de la guerre. Or cet après-guerre tarde à se manifester. S'il est aisé de définir à quelle date il débute (la défaite de 1945), cette notion constitue un « point d'ancrage à durée indéterminée<sup>579</sup> » en ce qu'il est difficile de définir une date butoir pour le terme de cette période. Le cas des rapatriés en particulier montre bien que, même dans les années 1950, on n'en a pas fini avec la guerre : comment l'oublier quand des Japonais sont encore perdus sur le continent asiatique et toujours incapables de rentrer au pays ?

Toutefois, l'attitude du gouvernement japonais en ce qui concerne les rapatriés à cette époque vise à refermer le chapitre des rapatriements, afin que ce problème ne fasse plus obstacle à la transition du Japon vers un « après-après-guerre » libéré des reliquats du conflit. Pour ce faire, il faut tout d'abord identifier le nombre de personnes concernées, puis par tous les moyens possible, faire que ces personnes puissent rentrer au Japon. De façon très concrète, le problème qui se pose au gouvernement japonais à cet égard peut donc se

---

<sup>579</sup> Seizelet, Eric, « L'après-guerre comme paradigme politique », dans Michael Lucken, Anne Bayard-Sakai, Emmanuel Lozerand (éd.), *Le Japon après la guerre*, Paris : Philippe Picquier, 2007, pp. 19-46, p. 22.



résumer à une question de chiffres : le nombre de personnes qui restent à rapatrier doit atteindre zéro le plus rapidement possible. Or le Japon s'heurte ici à deux problèmes : d'une part, ces chiffres sont difficiles à obtenir et incertains, et de l'autre, le pays n'a guère les moyens d'identifier et de faire rentrer ses ressortissants que la guerre a dispersés.

Les rapatriements qui ont été négociés par les Alliés depuis la fin de la guerre sont terminés. Les plus tardifs, depuis la Chine et l'URSS, ont pris fin pour la Chine en 1948, quand la trêve négociée par Marshall entre communistes et nationalistes s'est effondrée, et, en URSS, le 21 avril 1950 avec l'annonce du TASS selon laquelle il ne reste plus aucun Japonais susceptible d'être rapatrié depuis son territoire. Le gouvernement japonais sait cependant qu'un grand nombre demeurent bloqués à l'étranger. En effet, le recensement de 1950 a donné à l'État l'occasion d'établir le total des personnes qui ne sont pas rentrées (incluant celles qui sont mortes depuis la défaite) : le chiffre s'élève à près de 370 000. Parmi eux, au moins 80 000 sont encore en vie d'après les informations du gouvernement.

Or, après la signature du Traité de San Francisco, le Japon n'étant plus un pays occupé, il est habilité à gérer lui-même ses relations diplomatiques. Après 1951, les rapatriements sont donc entièrement de son ressort et il n'a plus l'obligation de passer par les États-Unis pour négocier avec les autres puissances. Toutefois, les deux pays concernés, l'URSS et la Chine, sont hors de portée des processus habituels de négociation puisque le Japon n'entretient alors aucune relation diplomatique avec eux. Suivant sur ce point les États-Unis, il n'a pas reconnu la République populaire de Chine, ce qui interdit tout contact diplomatique direct. Quant aux Soviétiques, qui n'ont pas signé le traité de San Francisco, l'état de guerre perdure avec eux, ce qui explique l'absence de relations diplomatiques ordinaires.

Pour ces raisons, dans le cas soviétique comme dans le cas chinois, c'est en passant tout d'abord par des voies détournées et des organismes non gouvernementaux comme la Croix-Rouge que les Japonais parviendront à mettre en place une deuxième vague de rapatriements, qui permettra le retour de 30 000 Japonais depuis la Chine et de 3 000 depuis l'URSS (Sakhaline et Kouriles comprises) durant la période allant de 1953 à 1959.

Le nombre de Japonais qui rentrent au Japon pendant cette phase reste faible comparé au nombre de personnes rapatriées sous l'occupation américaine : il s'agit de moins de 0,6 % du chiffre total des rapatriés. Paradoxalement, le retour de ces quelques 33 000 Japonais a pourtant une importance capitale pour les relations du Japon avec ses pays voisins. En particulier, quand l'URSS initie des négociations pour la régularisation des relations diplomatiques avec le Japon du gouvernement Hatoyama, c'est entre autres autour de la question des internés Japonais que s'articulent les négociations.

Cette deuxième phase de rapatriement s'arrête en 1956 pour les retours depuis l'URSS (sauf dans le cas des rapatriements depuis Sakhaline, qui ont lieu de 1956 à 1959) et en 1958 pour les retours depuis la Chine. Après 1959, le Japon ne possède plus de pistes permettant d'espérer d'autres retours. Devant cette situation, le gouvernement japonais met alors en place une loi qui a pour effet de minimiser le nombre de personnes qui n'ont pas encore été rapatriées. Sous l'effet de cette législation et des autres dispositions juridiques qui y sont attachées, près de 30 000 Japonais sont déclarés morts, et ce, malgré l'existence de preuves montrant que nombre d'entre eux sont encore vivants.

Pour autant, la question des Japonais qui ne sont pas rentrés ne peut être occultée si facilement : elle resurgit après la reprise des relations diplomatiques avec la Chine en 1972, sous l'influence de groupes de familles qui poussent l'État à reprendre des recherches pour

retrouver les « orphelins » abandonnés en Mandchourie au moment de la défaite. Des voyages organisés par l'état permettent à plusieurs milliers de Japonais vivant en Chine de rentrer au Japon dans les années 1980 et une partie d'entre eux obtient même la nationalité japonaise.

La question des rapatriements, sous l'impulsion des « orphelins », revient alors sur le devant de la scène pendant les années 2000. En 2002, un procès très médiatisé intenté à l'État par ces Japonais revenus de Chine ramène une nouvelle fois dans l'actualité la question des Japonais qui se trouvaient à l'étranger au moment de la défaite. Il s'est soldé par un abandon des poursuites en 2007, en échange d'un nouvel ensemble d'aides financières, sans que le gouvernement accepte de reconnaître officiellement sa responsabilité envers cette population qui n'a pu rentrer au Japon que plus de quarante ans après la défaite.

#### Le recensement de 1950 et l'appel du gouvernement japonais aux Nations unies

Afin de pouvoir formuler de nouvelles demandes de rapatriement, le gouvernement doit tout d'abord obtenir des chiffres plus précis sur le nombre de Japonais qui ne sont pas encore rentrés au Japon. La catégorie des « non-rentrés » (*mikikansha* 未帰還者), créée pour rendre compte de cette réalité, ne recouvre pas seulement ceux qui sont toujours vivants en 1950, mais aussi ceux qui pour diverses raisons n'ont pas encore été rapatriés : les Japonais morts à

l'étranger sont ainsi considérés comme faisant partie des *mikikansha* dans les documents datant du début des années 1950<sup>580</sup>.

Le problème que posent les *mikikansha* est double. Il n'est seulement logistique, mais aussi idéologique. L'existence de personnes encore vivantes qui demandent l'aide du gouvernement pour rentrer au Japon fait obstacle à la fin de la guerre elle-même. Il faut donc trouver un moyen de régler ce problème, et cela nécessite en premier lieu de dénombrer les disparus et les oubliés. Par ailleurs, la seule réponse possible aux déclarations de l'URSS selon lesquelles il ne reste plus de Japonais sur le territoire soviétique consiste à lui opposer des chiffres aussi précis que possible afin de prouver le contraire. C'est pour ces raisons qu'il devient nécessaire pour le gouvernement japonais d'obtenir des chiffres fiables et exacts. Or cette tâche est totalement impossible à accomplir : on ne peut prétendre comptabiliser de manière précise les populations lors de la défaite. Même les chiffres de l'armée sont flous pour ses propres soldats. Quant aux populations civiles, leur fuite erratique, surtout en Mandchourie, rend leur dénombrement encore plus problématique.

Voilà pourquoi, plutôt que de tenter d'estimer les effectifs sur place directement, le gouvernement choisit comme solution de demander aux familles au Japon d'indiquer tout membre de leur famille qui n'est pas rentré au Japon depuis la fin de la guerre. Cette tâche est simplifiée par le fait que l'année 1950 est l'occasion d'un recensement de population au Japon, qui est prévu pour commencer en octobre 1950, soit six mois après l'annonce du TASS signifiant au Japon l'arrêt des rapatriements depuis l'URSS. L'échéance du recensement arrive

---

<sup>580</sup> Ce terme administratif n'est pas un mot courant en japonais, qui se traduit en anglais dans les documents officiels par « *unrepatriated persons* » (*Official Gazette. English edition*, numéro 47, 30 mai 1946, Tôkyô : Government printing bureau.). Bien que ce terme inclut au départ toutes les personnes non rentrées (dont les disparus et les morts,) il sera surtout utilisé pour faire référence aux personnes encore vivantes.

donc au moment même où, face au mutisme des autorités soviétiques au sujet des divergences de statistiques entre le Japon et l'URSS, la question des personnes non rentrées atteint son paroxysme<sup>581</sup>. En conséquence, l'obtention d'informations au sujet de ces personnes devient l'un des objectifs principaux recherché par le recensement national. Bien qu'il existe un véritable risque qu'une même personne soit déclarée comme manquante par plusieurs familles ou qu'une famille déclare comme manquante une personne qui est en réalité rentrée, le gouvernement espère qu'en demandant directement aux familles, il pourra obtenir une estimation assez fine du nombre de Japonais qui ne sont pas rentrés<sup>582</sup>. Malgré ces problèmes de méthode, ayant obtenu un grand nombre de réponses à cette question, il rend public le total de 340 585<sup>583</sup>, réparti comme suit :

**Résultats de l'enquête sur les « personnes non-rentrées » (*mikikansha*) lors du recensement de 1950**

Territoire concerné	Nombre de survivants	Nombre de morts	Nombre de personnes au sort inconnu	Total
URSS et Mongolie	17 841	42 390	0	60 231
Mandchourie et péninsule du Kwantung (Liaodong)	53 948	158 099	26 492	238 539
Corée du Nord	3 303	27 728	1 431	32 462
Sakhaline du Sud (ex-Karafuto), Îles Kouriles (ex-Chishima) et autres territoires du Nord	2 545	5 934	874	9 353
Total	77 637	234 151	28 797	340 585

Note : le nombre de survivants est sujet à caution. Il s'agit en effet de toute personne pour qui des informations indiquant qu'ils étaient encore vivants ont été obtenues après la défaite. Ces personnes ne sont pas nécessairement encore en vie en 1950. Les personnes dont le sort est indiqué comme inconnu sont des personnes dont la présence dans ces territoires avant la défaite a été vérifiée mais pour lesquels

<sup>581</sup> Voir le chapitre précédent.

<sup>582</sup> Hirano, Kōji 平野宏治, « Mikikansha no mondai » 未帰還者の問題 (Le problème de ceux qui ne sont pas revenus), *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 4, 2005, p. 182.

<sup>583</sup> Hirano, Kōji 平野宏治, « Mikikansha no mondai » 未帰還者の問題 (Le problème de ceux qui ne sont pas revenus), *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 4, 2005, p. 186.

aucune information n'est parvenue depuis.

Source : Rapport du recensement de 1950 envoyé au ministère des Affaires étrangères, archives diplomatiques du ministère des Affaires étrangères 外務省外交史料館所蔵 (référence K'7-1-2/14-1), tableau reproduit dans Hirano, Kōji 平野滋治, « Mikikansha no mondai » 未帰還者の問題 (Le problème de ceux qui ne sont pas revenus), *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 4, 2005, p. 186.

Malgré l'apparente précision du processus qui passe par la création de listes de noms permettant de recouper les informations et de supprimer les doublons autant que possible, il s'agit là d'un minimum plutôt que d'un chiffre exact. En effet, le processus d'interrogation exclut naturellement ceux qui n'ont pas de famille au Japon et qui n'apparaissent donc pas sur les formulaires. Ceux-ci, toutefois, sont moins problématiques, car ce sont les familles des *mikikansha* qui font pression sur le gouvernement. Ceux qui n'en ont pas n'ont pas de porte-paroles aussi efficaces que ces associations. Ils sont donc plus faciles à ignorer.

De plus, si le nombre de personnes manquantes est établi, les informations ne permettent pas d'affirmer qu'elles sont encore vivantes en 1950, en particulier dans le cas des internés dans les camps de Sibérie. Il ne faut en aucun cas considérer que cette liste indique les personnes qui restent à rapatrier. 234 151 des 304 585 *mikikansha* qui y figurent sont indiqués comme morts, ce qui signifie que les familles ont eu connaissance d'éléments probants à cet effet. Seuls 106 434 peuvent être considérés comme des personnes encore à rapatrier.

Toutefois, lorsque Yoshida Shigeru 吉田茂<sup>584</sup>, alors ministre des Affaires étrangères, lance le 19 juin 1951 une plainte auprès des Nations unies au sujet des prisonniers de guerre toujours internés en URSS, c'est un autre chiffre qu'il met en avant dans sa lettre au président de l'assemblée générale. Ce chiffre, 369 000 Japonais non rentrés, est plus élevé, et le nombre

---

<sup>584</sup> Yoshida Shigeru 吉田茂, 1978-1967. En 1951, il est dans son 5<sup>e</sup> et dernier mandat en tant que ministre des Affaires étrangères.

de personnes dont on peut déduire qu'ils sont déjà morts n'est pas mentionné. En effet, ce chiffre est tiré de sources de nature très différente. Il ne s'agit pas là du résultat d'une enquête, mais d'un calcul assez flou réalisé à partir des estimations des populations vivant à l'étranger avant la défaite et des statistiques recueillies lors des rapatriements. Dans ces conditions, le résultat est assez problématique. Les chiffres présentés dans le tableau suivant sont ceux qui ont servi au calcul, il est évident qu'il s'agit de valeurs approximatives :

**Nombres de Japonais rapatriés et non-rapatriés, chiffres présentés à l'ONU le 19 juin 1951**

Territoire concerné	À la fin de la guerre	Personnes rapatriées	Personnes non rentrées
URSS et Mongolie	0	470 000	-
Mandchourie et péninsule du Kwantung (Liaodong)	1 945 000	1 271 000	-
Corée du Nord	410 000	323 000	-
Sakhaline du Sud (ex-Karafuto), Îles Kouriles (ex-Chishima) et autres territoires du Nord	371 000	293 000	-
Total	2 726 000	2 357 000	369 000

Note : Il est impossible de déduire de ces chiffres le nombre de personnes non-rentrées pour chaque territoire. En effet, les transferts de personnes entre les territoires ont été nombreux et les rapatriés sont souvent rentrés à partir de territoires qui n'étaient pas ceux où ils se trouvaient à la fin de la guerre.

Source : « Yoshida gaimu daijin hatsu kokusai rengō sōkaigichō ate » 「吉田外務大臣発国際連合総会議長宛」, Lettre du ministre des Affaires étrangères Yoshida au président de l'assemblée générale des Nations unies datée du 19 juin 1951, archives diplomatiques du ministère des Affaires étrangères 外務省外交史料館所蔵 (référence K'7-1-2/14-1), cité par Hirano, Kōji 平野 宏治, « Mikikansha no mondai » 未帰還者の問題 (Le problème de ceux qui ne sont pas revenus), *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 4, 2005, p. 186.

Même si ce nouveau chiffre reste dans un ordre de grandeur comparable aux 340 585 obtenus grâce au recensement, la différence (près de 30 000) n'est pas négligeable. De plus, le fait que le décès de la plus grande partie de cette population est connu n'est pas mentionné : vivants et morts sont englobés, comme pour plus accabler de reproches l'URSS.

Il faut aussi noter que la façon dont ces chiffres sont présentés suit une orientation particulière : les différents territoires choisis désignent implicitement l'URSS (qui occupait

toutes ces régions après la guerre) comme responsable des Japonais manquants. Pour l'essentiel, les civils et surtout les femmes et les enfants qui se trouvaient en Mandchourie à la défaite, demeurent dans les mêmes zones géographiques, mais désormais sous l'autorité de la Chine. Or les chiffres présentés à l'ONU ne le font pas apparaître explicitement : dans la lettre de Yoshida, la question des Japonais restés en Chine n'est pas évoquée et seuls les termes de « Mandchourie » et « Liaodong », qui font référence aux zones qui étaient sous contrôle soviétique immédiatement à la fin de la guerre, sont utilisés. Cette orientation est délibérée et s'explique par le contexte de cette lettre, qui est une plainte adressée spécifiquement à l'encontre l'URSS. Cela n'en reste pas moins une manière éminemment critiquable de présenter l'affaire, qui occulte la question des Japonais en Chine au profit des demandes du Japon face à l'URSS. Du reste, les chiffres précédents, obtenus par recensement, étaient également classés selon les mêmes régions géographiques.

Il est donc certain que ces deux estimations sont erronées, la première parce qu'elle omet toute personne n'ayant pas de famille au Japon, la seconde parce que le chiffre de 369 000 dépend de l'estimation du nombre total de personnes présentes dans les différentes régions au lendemain de la guerre et pour lesquelles les sources sont imprécises et souvent contradictoires. Toutefois, des deux estimations, c'est le dernier chiffre, souvent arrondi à 370 000, qui reste cité par les documents officiels du ministère de la Santé, en particulier *Hikiage to engo sanjūnen no ayumi* <sup>585</sup> en 1977 et *Gojūnen no ayumi* <sup>586</sup> en 1997. La valeur relative des deux estimations est discutable, mais le fait que le chiffre de 369 000 ait été

---

<sup>585</sup> Kōseishō Engokyoku 厚生省援護局, *Hikiage to engo sanjūnen nen no ayumi* 引揚と援護三十年の歩み (30 ans d'aide aux rapatriés), Tōkyō : Kōseishō, 1977, p.183.

<sup>586</sup> Kōseishō shakai engokyoku engo 50-nenshi henshū iinkai 厚生省社会援護局援護 50 年史編集委員会, *Engo gojūnen shi* 援護 50 年史 (histoire de 50 ans d'assistance), Tōkyō : Gyōsei ぎょうせい, 1997, p. 458.



présenté officiellement par le gouvernement japonais explique certainement pourquoi la seconde estimation, ayant acquis une légitimité à travers le texte de Yoshida, est la plus citée.

### Le traité de San Francisco : le Japon gère seul les rapatriements

Quel que soit le chiffre avancé, la demande adressée à l'Organisation des Nations unies par Yoshida Shigeru reste sans réponse, l'URSS faisant partie des membres permanents du Conseil de sécurité depuis sa création et disposant par conséquent d'un droit de veto absolu. Il est donc impossible que la demande du gouvernement japonais dépasse le cadre de l'assemblée générale, comme l'atteste l'absence de toute résolution du Conseil de sécurité prise à cet effet, qu'elle soit positive ou négative<sup>587</sup>. La plainte du Japon aux Nations unies, même si elle a une importance symbolique profonde, n'apporte aucun résultat concret.

Il s'agit pourtant d'un signe que le pays reprend la main sur la question des rapatriements, qui ne sera désormais plus traitée par l'intermédiaire des États-Unis. Un changement important intervient en ce sens l'année suivante. La mise en application du traité de San Francisco le 28 avril 1952<sup>588</sup> rend en effet caduques les plans du SCAP au sujet des rapatriements : la SCAPIN 927 *Repatriation*, du 7 mai 1946, qui avec ses nombreux amendements formait la base des opérations du SCAP sur cette question n'a plus raison

---

<sup>587</sup> voir la liste des résolutions du Conseil de sécurité pour 1951, site officiel du Conseil de sécurité des Nations Unies, <http://www.un.org/fr/sc/documents/resolutions/1951.shtml>

<sup>588</sup> Le Traité de San Francisco, ou Traité de paix avec le Japon, mettant officiellement fin à la guerre et donc à la période d'occupation, est signé le 8 septembre 1951 mais n'entre officiellement en vigueur que le 28 avril 1952 quand tous les pays signataires l'ont ratifié. (Focsaneanu, Lazar, « Les Traités de paix du Japon », *Annuaire français de droit international*, volume 6, numéro 6, 1960, p. 296.)

d'être<sup>589</sup>. Le gouvernement japonais la remplace par un nouveau document, promulgué à la Diète quelques semaines auparavant, qui définit le cadre des opérations de rapatriements. Ce texte, intitulé « Au sujet des rapatriements de Japonais depuis l'étranger » (*Kaigai hōjin no hikiage ni kan suru ken* 海外邦人の引揚に関する件) n'est pas une loi, mais un décret du cabinet, datée du 18 mars 1952. Comme le montre son premier article, le gouvernement japonais reprend alors officiellement le contrôle des opérations de rapatriement :

従来海外邦人（もとの軍人、軍属であつた朝鮮人、台湾人及び琉球出身者を含む）の引揚については、連合国軍最高司令官の日本政府宛覚書「引揚に関する基本的指令」に基づいて処理せられてきたところであるが、この指令は、平和条約の発効に伴い失効することとなるので、政府は、これらの引揚者に関し、従前の例にならい、左の要領により、その輸送、受入援護等の取扱いについて万全を期することとする<sup>590</sup>.

*Les rapatriements de Japonais encore à l'étranger (catégorie qui comprend également les Coréens, les Taïwanais et les habitants des Ryūkyū qui faisaient partie de l'armée où qui y étaient associés), qui jusqu'alors étaient gérées par le texte « directive au sujet des rapatriements<sup>591</sup> » adressée par le SCAP au gouvernement japonais. Puisque ce texte perd effet après la mise en œuvre du traité de paix, les rapatriements seront à l'avenir pris en charge par le gouvernement japonais, suivant les exemples précédents, et avec les dispositions de transport, d'accueil et d'aide indiquées ci-dessous.*

---

<sup>589</sup> La première SCAPIN à traiter des rapatriements de façon globale est la SCAPIN 822 « repatriation » du 16 mars 1946, mais elle est rapidement remplacée par la SCAPIN 927, plus complète, qui restera en place jusqu'à la fin de l'occupation. La SCAPIN 927 connaîtra 17 amendements (sans compter les ajouts ponctuels, qui sont comptabilisés comme des SCAPIN individuelles.)

<sup>590</sup> Décision du cabinet : « Au sujet des rapatriements de Japonais depuis l'étranger » (*Kaigai hōjin no hikiage ni kan suru ken* 海外邦人の引揚に関する件), 18 mars 1952, tiré de Kyū-maizuru chihō hikiage engokyoku 旧舞鶴地方引揚援護局 (Ancien centre pour l'aide aux rapatriement de la région de Maizuru), (dir.), *Maizuru chihō hikiage engokyoku shi* 舞鶴地方引揚援護局史 (Histoire du centre pour l'aide aux rapatriement de la région de Maizuru), Tōkyō : Kōseishō engokyoku 厚生省引揚援護局, 1961, p. 290-291. Texte de loi également disponible en ligne sur :

<http://rnavi.ndl.go.jp/politics/entry/bib01119.php>

<sup>591</sup> il s'agit de la SCAPIN 927 citée plus haut.

Les dispositions prévues par cette loi ne diffèrent pas sensiblement de ce qui avait été mis en place sous le gouvernement d'occupation. Le ministère des Transports (運輸省 *Unyūshō*) doit contrôler les navires eux-mêmes, celui des Affaires étrangères doit gérer les négociations et l'embarquement des rapatriés, tandis que le ministère de la Santé a à s'occuper des conditions à bord des navires ainsi que de l'accueil des rapatriés. Les rapatriements sont gratuits pour les rapatriés et leur hébergement et leur nourriture sont pris en charge. Dans le cas des Coréens, des Taïwanais ou des habitants des Ryūkyū, la loi prévoit également un transport gratuit jusqu'à leur destination finale, s'il ne s'agit pas du Japon.

#### La deuxième phase des rapatriements depuis la Chine : l'appel de la Croix-Rouge

En 1950, il reste encore en Chine, d'après les chiffres obtenus grâce au recensement de 1950, un nombre estimé de 53 948 Japonaise toujours en vie et qui, pour la plupart se trouvaient en Mandchourie à la fin de la guerre<sup>592</sup>. En dehors de la Mandchourie, les ressortissants japonais en Chine ont en effet été pour la plus grande majorité rapatriés dans les années 1940 sous l'autorité des nationalistes épaulés par les Américains. Toutefois, les personnes qui n'avaient pu l'être de Dairen ou de Huludao avant la victoire des forces communistes se sont de fait retrouvées prises en Mandchourie, et l'absence de relations diplomatiques entre la République populaire de Chine et le Japon (et à plus forte raison les États-Unis) à partir de 1949 a rendu toute négociation pour leur retour impossible, en tout cas

---

<sup>592</sup> Chiffres tirés de l'enquête du gouvernement japonais faite à l'occasion du recensement de la population du Japon en octobre 1950 et dont les résultats sont publiés le 1<sup>e</sup> mai 1951 citée dans *Kōsheishō shakai engokyoku engo 50-nenshi henshū iinkai* 厚生省社会援護局援護 50 年史編集委員会, *Engo gojūnen shi* 援護 50 年史 (histoire de 50 ans d'assistance), Tōkyō : Gyōsei ぎょうせい, 1997, p. 77.

par les canaux officiels gouvernementaux. 30 000 Japonais rentreront pourtant dans les années 1950, mais leur retour ne s'effectuera pas par la voie diplomatique, mais grâce des organisations internationales non gouvernementales, en particulier la Croix-Rouge.

C'est par une rencontre fortuite, celle de la représentante de la Croix-Rouge chinoise Lǐ Dé quán 李德全<sup>593</sup> et de son homologue japonais Shimazu Takatsuku 島津忠承<sup>594</sup>, lors du congrès international de la Croix-Rouge à Monte-Carlo pendant l'été 1950, que commence la deuxième phase de rapatriements depuis la Chine. Les deux représentants sont assis à la même table, et entament une discussion au sujet du Japon et de la Chine<sup>595</sup>. Shimazu expose à Lǐ le cas des Japonais restés en Chine et lui demande son aide pour les faire rentrer le plus rapidement possible. Lǐ Dé quán accepte, et une fois de retour en Chine, mène campagne pour obtenir une action du gouvernement à leur sujet. Elle parvient à faire diffuser le 1<sup>er</sup> décembre 1952 dans toute la Chine une annonce à la radio nationale qui appelle tous les Japonais vivant en Chine et souhaitant rentrer dans leur pays à se faire connaître des autorités<sup>596</sup>.

Le Japon ne pouvant répondre par les canaux diplomatiques à ces avances, ce seront trois organisations non gouvernementales qui se chargeront de négocier avec le côté chinois : la Croix-Rouge japonaise (Nihon sekijū sha 日本赤十字社), l'Association pour l'amitié sino-japonaise (Nicchū yūkō kyōkai 日中友好協会) et le Groupe de liaison pour la paix (Nihon

---

<sup>593</sup> Lǐ Dé quán 李德全 (1896-1972), nommée à la tête de la croix-rouge chinoise en 1949.

<sup>594</sup> Shimazu Takatsuku 島津忠承 (1903-1990), nommé à la tête de la croix-rouge japonaise en 1946.

<sup>595</sup> Wang, Weibin 王偉彬, « Zaichūgoku nihonjin no hikiage ni kan suru ikkōsatsu » 在中国日本人の引き揚げに関する一考察 (réflexions sur les rapatriements des Japonais depuis la Chine), *Shūdōhōgaku* 修道法学, n°27(2), 2005, p. 159.

<sup>596</sup> On peut trouver les transcriptions des lettres et des notes de tous les participants du côté japonais jusqu'aux premiers retours dans Ootani Ikuhei 大谷育平, *Hikiage kōshōroku : sengo chūgoku ni nokosareta nihonjin sanmannin o sokoku e* 引揚交渉録 戦後、中国に残された日本人三万人を祖国へ (Annales des négociations du rapatriement : trente mille Japonais laissés en Chine ramenés dans leur pays natal), Tōkyō : Hakutei-sha 白帝社, 2012, 312 p.

heiwa renrakukai 日本平和連絡会)<sup>597</sup>. Des représentants des trois associations japonaises se rendent à Pékin et commencent les négociations le 2 février 1953<sup>598</sup>. Le 5 mars 1953, un accord est signé. Coïncidence, cette date est aussi celle de la mort de Joseph Staline, qui permettra à la Croix- Rouge japonaise de rouvrir les négociations avec l'URSS quelques semaines plus tard. Les ports de Tianjin, Qinhuangdao et Shanghai sont désignés pour les rapatriements et les autorités chinoises demandent aux représentants des organisations concernées d'y faire envoyer des navires de rapatriement le plus rapidement possible<sup>599</sup>.

Toutefois, il est légalement impossible au Japon d'organiser un rapatriement qui ne soit pas géré par le ministère des Affaires étrangères : la décision du cabinet du 18 mars 1952 indiquait que ce dernier devait avoir toute autorité sur les rapatriements. Une nouvelle décision du cabinet est donc présentée à la Diète le 25 février 1953, « au sujet des retours depuis le territoire chinois » (*chūgoku chiiki kara no kikan ni kan suru ken* 中共地域からの帰還に関する件<sup>600</sup>.) La situation est délicate à gérer : si le titre de la décision inclut les mots « territoire chinois » et non le nom du pays, c'est pour éviter toute mention de la République

---

<sup>597</sup> Wang, Weibin 王偉彬, « Zaichūgoku nihonjin no hikiage ni kan suru ikkōsatsu » 在中国日本人の引き揚げに関する一考察 (réflexions sur les rapatriements des Japonais depuis la Chine), *Shūdōhōgaku* 修道法学, n°27(2), 2005, p. 159-160.

<sup>598</sup> Ootani Ikuhei 大谷育平, *Hikiage kōshōroku : sengo chūgoku ni nokosareta nihonjin sanmannin o sokoku e* 引揚交渉録 戦後、中国に残された日本人三万人を祖国へ (Annales des négociations du rapatriement : trente mille Japonais laissés en Chine ramenés dans leur pays natal), Tōkyō : Hakutei-sha 白帝社, 2012, p. 125.

<sup>599</sup> Ryōneishō korotō-shi seifu shinbun benkōshitsu 遼寧省葫蘆島市政府新聞弁公室 (bureau de communication de la ville de Huludao, province du Liaodong) et Ryōneishō shakaika gakuin 遼寧省社会科学院 (Académie des sciences sociales de la région de Liaodong), (dir.), *Korotō hyaku man nihon kyoryūmin no daisōkan* 葫蘆島百万日本居留民の大送還 (le grand rapatriement d'un million de Japonais depuis Huludao), Beijing : China Intercontinental Press (五洲伝播出版社), 2005 p. 132.

<sup>600</sup> Décision du cabinet, « au sujet des retours depuis le territoire chinois » (*chūgoku chiiki kara no kikan ni kan suru ken* 中共地域からの帰還に関する件, 25 février 1953, tiré de Kyū-maizuru chihō hikiage engokyoku 旧舞鶴地方引揚援護局 (Ancien centre pour l'aide aux rapatriement de la région de Maizuru), (dir.), *Maizuru chihō hikiage engokyoku shi* 舞鶴地方引揚援護局史 (Histoire du centre pour l'aide aux rapatriement de la région de Maizuru), Tōkyō : Kōseishō engokyoku 厚生省引揚援護局, 1961, p. 290-291. Texte de loi également disponible en ligne sur :

<http://rnavi.ndl.go.jp/politics/entry/bib01153.php>

populaire de Chine, dont le Japon ne doit en aucun cas reconnaître officiellement l'existence. De même, le texte est très circonspect quant aux termes qu'il utilise : le cas présent des retours depuis la Chine présentant « des aspects particuliers qui doivent être pris en compte, [le rapatriement s'effectuera selon les dispositions suivantes] malgré la décision du cabinet prise précédemment<sup>601</sup> ». Il s'agit en réalité de donner autorité à l'entité effectuant les transports de gérer l'organisation des voyages à la place du ministère des Affaires étrangères. Les frais de transport et l'accueil des rapatriés restent toutefois couverts par le ministère de la Santé.

Ces dispositions permettent donc aux trois associations d'organiser elles-mêmes la mise en œuvre des rapatriements avec l'aide de la Croix-Rouge chinoise. De fait, le premier bateau quitte la Chine pour Maizuru<sup>602</sup> le 23 mars 1953, avec 3 963 Japonais à bord. L'opération est d'une grande efficacité, puisqu'en seulement sept mois, de mars à octobre 1953, 26 026 Japonais rentrent au Japon<sup>603</sup>.

C'est à cette date que les rapatriements s'interrompent. Les autorités chinoises considèrent en effet que, d'après leurs statistiques, tous les Japonais restant en Chine sont effectivement rentrés. Ainsi, en 1954, le Premier ministre chinois Zhou Enlai se félicite du succès de cette opération : « L'année dernière, la majorité d'entre eux [les Japonais] ont été rapatriés. [...] C'est là la graine d'où naîtra notre amitié<sup>604</sup>. »

---

<sup>601</sup> その特殊な事態にかんがみ、前記閣議決定にかかわらず。

<sup>602</sup> Seuls deux centres de rapatriements continuent à être opérationnels après 1950 : celui de Yokohama (横浜引揚援護局, fermé en juillet 1955) et celui de Maizuru, qui restera opérationnel jusqu'au 11 juillet 1958. (舞鶴引揚記念館 Maizuru hikiage kinen kan, musée pour la paix des rapatriements de Maizuru)

<sup>603</sup> Wang Weibin 王偉彬, « Zaichūgoku nihonjin no hikiage ni kan suru ikkōsatsu » 在中国日本人の引き揚げに関する一考察 (réflexions sur les rapatriements des Japonais depuis la Chine), *Shūdōhōgaku* 修道法学, n°27(2), 2005, p. 157-174.

<sup>604</sup> « 去年大多数人都被送回国了..... 這是我們友好的种子。 », Ryōneishō korotō-shi seifu shinbun benkōshitsu 遼寧省葫蘆島市政府新聞弁公室 (bureau de communication de la ville de Huludao, province du Liaodong) et Ryōneishō shakaika gakuin 遼寧省社会科学院 (Académie des sciences

Toutefois, pour les associations japonaises, il resterait encore au moins 15 000 personnes sur le sol chinois (voir les estimations du ministère de la Santé, plus haut). Elles réclament donc la reprise des recherches et une série de négociations supplémentaires s'engage pour organiser des enquêtes visant à localiser les Japonais restant en Chine et ayant besoin d'être rapatriés ainsi que des départs supplémentaires. Entre 1953 et 1958, ce sont ainsi plus de 12 000 personnes de plus qui seront rapatriées depuis la République populaire de Chine<sup>605</sup>.

En 1958, ces rapatriements s'arrêtent de nouveau brusquement, après un incident *a priori* sans rapport le sujet. Le 2 mai 1958, à Nagasaki, pendant une exposition de produits venus de Chine populaire, un homme arrache l'un des drapeaux chinois décorant le stand<sup>606</sup>. Il est arrêté, mais il est presque immédiatement libéré : pour les autorités, il n'a pas commis de délit. En effet, s'il est effectivement interdit de porter atteinte à un drapeau national, le drapeau rouge aux cinq étoiles n'est pas considéré comme tel, puisque le Japon ne reconnaît pas la République populaire de Chine en tant que pays indépendant. Porter atteinte à son drapeau n'est donc pas passible de poursuites. En réponse, le 11 mai, la Chine coupe tous liens culturels avec le Japon. Les rapatriements déjà prévus peuvent malgré tout avoir lieu, mais le bateau de rapatriement qui arrive au port de Maizuru le 13 juillet 1958 est le dernier<sup>607</sup>.

---

sociales de la région de Liaodong), (dir.), *Korotō hyaku man nihon kyoryūmin no daisōkan* 胡芦島百万日本居留民の大送還 (le grand rapatriement d'un million de Japonais depuis Huludao), Beijing : China Intercontinental Press (五洲伝播出版社), 2005, p. 132.

<sup>605</sup> Kōseishō Engokyoku 厚生省援護局, *Hikiage to engo 30 nen no ayumi* 引揚と援護三十年の歩み (30 ans d'aide aux rapatriés), Tōkyō : Kōseishō, 1977, p. 109-114.

<sup>606</sup> Cet incident est connu sous le nom de « l'incident du drapeau de Nagasaki » (*Nagasaki kokki jiken* 長崎国旗事件).

<sup>607</sup> Wang Weibin 王偉彬, « Zaichūgoku nihonjin no hikiage ni kan suru ikkōsatsu » 在中国日本人の引き揚げに関する一考察 (réflexions sur les rapatriements des Japonais depuis la Chine), *Shūdōhōgaku* 修道法学, n°27(2), 2005, p. 167-168.

On est en droit de se demander pour quelle raison la Chine a accepté dans les années 1950 de procéder au rapatriement de ces dizaines de milliers de Japonais. L'argument humanitaire était certainement primordial dans l'esprit de la Croix-Rouge chinoise, mais ce n'est peut-être pas la seule motivation. En effet, il apparaît que la participation du gouvernement chinois à ces opérations était plus importante et surtout plus autoritaire qu'on pourrait l'imaginer pour une opération de secours humanitaire. Certes, la grande majorité des Japonais rapatriés en 1952 l'ont été de façon volontaire : ayant entendu les annonces faites dans les media chinois, ce sont eux qui se sont fait connaître aux autorités et qui ont demandé à rentrer au Japon. Certains éléments conduisent toutefois à nuancer cette vision positive du mouvement. Robert Efird<sup>608</sup> cite l'entretien qu'il a conduit avec Ikeda Sumie 池田澄江<sup>609</sup>, qui vivait à l'époque en Chine avec sa mère adoptive chinoise, et dont l'expérience laisse transparaître une autre face de cette opération d'identification : alors qu'elle a 8 ans, soit précisément en 1952, des officiers du Bureau de sécurité public (en chinois 公安局 Gōng'ānjú) font irruption chez elle et font pression sur sa mère adoptive pour que l'enfant rentre au Japon. La mère adoptive d'Ikeda tente bien de la faire passer pour sa fille biologique, mais les officiers refusent de la croire. La fillette, entendant que sa mère est malmenée de l'autre côté de la porte, vient la défendre et force finalement les officiers du Bureau de sécurité à partir<sup>610</sup>. Cet incident laisse transparaître une réelle volonté du gouvernement chinois de rapatrier les

---

<sup>608</sup> Efird, Robert, *Japan's war orphans and new oversea Chinese: history, identification and (multi)ethnicity*, Thèse, University of Washington, 2004, p. 73-95.

<sup>609</sup> Ikeda Sumie 池田澄江, 1944 -, fait partie des « orphelins » restés en Chine. Elle est identifiée comme Japonaise et officiellement rapatriée en 1982. Active dans les associations d'entraide sino-japonaises traitant de la question des retours depuis la Chine, elle est entre autre secrétaire de la Société d'amitié sino-japonaise (Nichichū yūkō no kai 日中友好の会) depuis 2008. Elle est également connue sous le nom de Jo Mei (lecture japonaise de son nom chinois, 徐明 Xu Ming) et de Imamura Akiko 今村明子 (le nom japonais qu'elle choisit lors de son arrivée au Japon en 1982, avant sa rencontre en 1994 avec une femme s'avérant être sa sœur biologique qui lui apprend son nom de naissance.)

<sup>610</sup> Efird, Robert, *Japan's war orphans and new oversea Chinese: history, identification and (multi)ethnicity*, Thèse, University of Washington, 2004, p. 76-77.



Japonais, même si eux-mêmes ne déclarent pas vouloir rentrer. Le Bureau de sécurité public est chargé plus particulièrement du contrôle de l'immigration et des populations étrangères en Chine : il s'agissait peut-être d'une volonté de faire disparaître un élément étranger au sein du peuple chinois, mais il est également possible que le gouvernement chinois ait œuvré en faveur du rapatriement du plus grand nombre possible de Japonais parce qu'il en espérait un avantage politique sur le plan international.

En effet, on peut estimer que cette opération représentait un important moyen pour la part de la Chine de garder des liens avec le Japon, de même que pour l'URSS, qui placera la question des derniers rapatriements de Sibérie au cœur des négociations visant à obtenir un traité de paix avec le Japon. À travers des organisations non officielles, les autorités chinoises espéraient sans doute faire pression sur le gouvernement japonais. La déclaration de Zhou Enlai en 1954, citée plus haut, soulignait en effet l'importance des rapatriements pour l'amitié sino-japonaise. La réaction de la Chine face à l'incident diplomatique de Nagasaki était alors logique : l'arrêt des rapatriements est venu sanctionner l'État japonais qui n'avait pas jugé nécessaire de faire respecter le drapeau chinois<sup>611</sup>.

Même si cet incident a mis un terme aux rapatriements depuis la Chine, 34 424 Japonais ont malgré tout été rapatriés entre 1952 et 1958, pendant les 21 voyages qui ont pu avoir lieu<sup>612</sup>. Le mouvement ne s'arrête pas entièrement en 1958. De 1958 à 1972, date de la reprise des relations diplomatiques avec la Chine, quelques Japonais sont rentrés de Chine, mais le

---

<sup>611</sup> L'importance des rapatriements dans les relations sino-japonaises des années 1950 a été soulignée dans plusieurs ouvrages. Voir par exemple Seraphim, Franziska, *War Memory and Social Politics in Japan, 1945-2005*, Harvard : Harvard University Asia Center, 2006, 141-144 ; et Watt, Lori, *When Empire Comes Home: Repatriation in Postwar Japan, 1945-1958*, Thèse, Columbia University, 2002 p. 56.

<sup>612</sup> Wang Weibin 王偉彬, « Zaichūgoku nihonjin no hikiage ni kan suru ikkōsatsu » 在中国日本人の引き揚げに関する一考察 (réflexions sur les rapatriements des Japonais depuis la Chine), *Shūdōhōgaku* 修道法学, n°27(2), 2005, p. 168.

chiffre est resté très faible, ne dépassant pas une moyenne d'environ 70 personnes par an et ceux qui sont rentrés l'ont fait par leurs propres moyens<sup>613</sup>.

À la fin des années 1950, selon les chiffres du gouvernement japonais, près de 3 000 Japonais se trouvaient encore en Chine. C'est presque exactement le nombre de personnes qui demanderont la nationalité japonaise dans les années 1980. En effet, s'il n'y aura plus de retour de groupe durant les années 1960 et 1970, les années 1980 verront le début du retour des femmes et des « orphelins » restés en Chine, les *zanryû koji* et *zanryû fujin*, à partir de 1981. Mais ceux-ci ne dépasseront jamais quelques centaines par an : l'époque des rapatriements de masse est révolue.

#### La mort de Staline et la reprise des rapatriements depuis l'URSS

Les chiffres concernant les Japonais en URSS sont d'autant plus incertains que depuis 1950 l'Union soviétique prétend qu'il n'y en a plus un seul qui soit captif sur son sol, à part quelques condamnés pour crimes de guerre. Les estimations obtenues par le gouvernement japonais font au contraire état de près de 10 000 Japonais encore en vie en URSS, mais quand, au terme de longues négociations, les Japonais parviendront à partir de 1953 à faire reprendre le processus, seuls un peu plus de 1 200 parviendront à retrouver leur pays natal. Très faible comparé aux rapatriements effectués à la même période depuis la Chine, ce chiffre ne doit

---

<sup>613</sup> Statistiques du ministère de la Santé (kōseishō), rassemblés en un tableau par Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 252-253.

pas faire oublier que le sort des Japonais restant en URSS a été crucial au sein des négociations entre le Japon et l'URSS à cette époque.

D'un point de vue logistique, cette deuxième phase des rapatriements depuis l'URSS a été très comparable à ce qui s'est passé en Chine : la Croix-Rouge a été chargée des négociations et est parvenue à obtenir les premiers retours. Cependant, les années 1950 ont marqué également la reprise des relations diplomatiques avec l'URSS et, dans ce contexte, les rapatriements ont été instrumentalisés par cette dernière, qui souhaitait signer un traité avec le Japon selon ses propres termes. Lors des négociations pour le rétablissement des relations diplomatiques, le règlement de la question des Territoires du Nord réclamés par l'URSS sera placé comme condition du rapatriement des derniers Japonais présents dans les camps de Sibérie. Les rapatriements depuis l'URSS pendant les années 1950 se font donc en deux phases : de 1953 à 1954 par des moyens non diplomatiques, puis de 1955 à 1960 à travers les canaux diplomatiques.

La première de ces deux phases commence avec la mort de Staline, le 5 mars 1953. Cet événement est le signe d'un changement dans les relations internationales de l'URSS, qui permet un dégel du problème des internés, jusque alors laissé en suspens depuis l'annonce du TASS le 21 avril 1950<sup>614</sup>. Le contexte géopolitique y est également favorable : la guerre de Corée arrive à son terme en juillet de la même année, tandis que les conflits en Indochine cessent un an plus tard, en juillet 1954, avec la signature de l'accord sur la cessation des hostilités au Vietnam lors de la conférence de Genève pour l'Indochine. Le sommet de Genève entre les États-Unis, le Royaume-Uni, l'URSS et la France en juillet 1955 marque le début d'une brève phase de détente dans les relations entre le bloc soviétique et les puissances

---

<sup>614</sup> Voir 1.3 a les japonais internés en Sibérie : Les chiffres annoncés par l'URSS en 1949 – la fin des rapatriements

occidentales qui tiendra jusqu'à la crise du canal de Suez en octobre 1956<sup>615</sup>. Les années 1953-1956 offrent ainsi un climat favorable à la flexibilité dans les négociations.

Il n'est donc pas étonnant qu'un changement de position au sujet des internés japonais soit visible immédiatement après la mort de Staline<sup>616</sup>. Le 27 mars 1953, un peu plus de vingt jours après la mort du dirigeant soviétique, les noms de 216 Japonais sont inclus parmi ceux des prisonniers qui doivent bénéficier d'une amnistie de la part du *præsidium* du Soviet suprême. Ce premier pas est immédiatement suivi d'un nouveau geste en faveur des prisonniers japonais : le 15 avril 1953, le comité central du Parti communiste de l'Union soviétique vote en faveur du rapatriement de 564 Japonais (dont 374 prisonniers.) Le 18 décembre 1953, ces deux décisions ponctuelles sont entérinées par un texte d'ordre général, intitulé « Du rapatriement des prisonniers de guerre et des ressortissants japonais »<sup>617</sup>.

Ces rapatriements ne peuvent toutefois pas être encadrés du côté japonais par le ministère des Affaires étrangères, ainsi que le prévoyait la loi du 18 mars 1952 : comme dans le cas des rapatriements effectués depuis la Chine, en l'absence de relations diplomatiques entre le Japon et l'URSS, il n'a aucune juridiction. Une nouvelle décision du cabinet est donc présentée à la Diète, le 20 novembre 1953, « au sujet des retours depuis les territoires soviétiques » (*soren chiiku kara no kikan ni kan suru ken* ソ連地域からの帰還に関する件) pour définir les modalités de ces retours : c'est encore une fois la Croix-Rouge japonaise qui

---

<sup>615</sup> Nakayama, Takeshi 中山隆志, « Chōki no kyōsei yokuryūsha kikan » 長期の強制抑留者帰還 (Les retours tardifs des internés), *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 2, 2005, p. 100.

<sup>616</sup> Karpov, Victor (Карпов Биктор), Nagase Ryōji 長勢了治 (trad.), *Sutarin no Horyotachi -Siberia Yokuryū* スタリンの捕虜たち・シベリア抑留 (Les prisonniers de Staline – les internements de Sibérie), Sapporo : Hokkaidō Shinbunsha 北海道新聞社, 2001, 380 p.

<sup>617</sup> Karpov, Victor (Карпов Биктор), Nagase Ryōji 長勢了治 (trad.), .), *Sutarin no Horyotachi -Siberia Yokuryū* スタリンの捕虜たち・シベリア抑留 (Les prisonniers de Staline – les internements de Sibérie), Sapporo : Hokkaidō Shinbunsha 北海道新聞社, 2001, 380 p.

doit se charger des négociations avec son homologue soviétique<sup>618</sup>. Au terme des discussions, elle parvient à ce qu'augmente le nombre de Japonais susceptibles d'être rapatriés : finalement, deux voyages de rapatriement seront organisés et ce sont 1 221 personnes, et non les 780 originellement prévues, qui seront rapatriées<sup>619</sup>.

Du côté japonais, tous les moyens prévus par la loi du 18 mars 1952 sont mis à la disposition de la Croix-Rouge, qui peut se servir des navires réquisitionnés par le ministère des Transports pour les rapatriements. Grâce à ce dispositif, le navire *Kōan-maru* 興安丸<sup>620</sup> entre au port de Maizuru, le 1 décembre 1953, avec à son bord 798 Japonais, puis effectue un autre voyage depuis l'URSS le 20 mars 1954, en ramenant cette fois 419. Le mouvement se tarit ensuite jusqu'en 1955<sup>621</sup>.

---

<sup>618</sup> « Au sujet des retours depuis les zones soviétiques » (ソ連地域からの帰還に関する件 *soren chiiku kara no kikan ni kan suru ken*), 20 novembre 1953, cité dans Kyū-maizuru chihō hikiage engokyoku 旧舞鶴地方引揚援護局 (Ancien centre pour l'aide aux rapatriement de la région de Maizuru), (dir.), *Maizuru chihō hikiage engokyoku shi* 舞鶴地方引揚援護局史 (Histoire du centre pour l'aide aux rapatriement de la région de Maizuru), Tōkyō : Kōseishō engokyoku 厚生省引揚援護局, 1961, p. 292, texte en ligne sur <http://rnavi.ndl.go.jp/politics/entry/bib01168.php>

<sup>619</sup> Statistiques de tous les navires de rapatriements, tirés de Ville de Maizuru 舞鶴市, *Hikiage minato maizuru no kiroku – kaigai hikiage jonjū shūnen kinenshi* 引揚港舞鶴の記録—海外引揚四十周年記念誌 (Annales du port de rapatriement de Maizuru – commémoration de quarante ans de rapatriements d'outre-mer), Maizuru : Maizurushi 舞鶴市, 1990, et mis en forme de tableau sur <http://w01.tp1.jp/~a021223941/hikiagmemory2.html>

<sup>620</sup> Le *Kōan-maru* 興安丸, ancien navire mixte de transport de personnes et de marchandises construit en 1937, a effectué un tiers des voyages vers Maizuru de 1953 à 1958 (18 voyages sur 53). Alors que de nombreux navires ont participé à la première phase des rapatriements, pendant la deuxième phase, quelques navires suffisent aux rapatriements depuis la Chine et l'URSS. Mis à part le *Kōan-maru*, les plus utilisés sont le *Shirayama-maru* 白山丸 et le *Takasago-maru* 高砂丸, celui-là même qui avait été le premier navire à ramener des Japonais au Japon le 25 septembre 1945, en provenance de Micronésie. (舞鶴引揚記念館 Maizuru hikiage kinen kan, musée pour la paix des rapatriements de Maizuru, site officiel sur [http://www.maizuru-bunkajigyoudan.or.jp/hikiage\\_homepage/next.html](http://www.maizuru-bunkajigyoudan.or.jp/hikiage_homepage/next.html) )

<sup>621</sup> Statistiques de tous les navires de rapatriements, tirés de Ville de Maizuru 舞鶴市, *Hikiage minato maizuru no kiroku – kaigai hikiage jonjū shūnen kinenshi* 引揚港舞鶴の記録—海外引揚四十周年記念誌 (Annales du port de rapatriement de Maizuru – commémoration de quarante ans de rapatriements d'outre-mer), Maizuru : Maizurushi 舞鶴市, 1990, et mis en forme de tableau sur <http://w01.tp1.jp/~a021223941/hikiagmemory2.html>

*La normalisation des relations diplomatiques avec l'URSS : les derniers internés au cœur des débats*

Jusqu'en 1955, malgré le changement d'attitude soviétique après la mort de Staline, les rapatriements ont été opérés par des organismes non gouvernementaux, par d'autres vecteurs que les relations diplomatiques officielles, puisque le Japon ne peut officiellement traiter directement avec l'URSS. Toutefois, l'URSS a dans les années 1950 pour objectif de normaliser entièrement ses relations tant diplomatiques que commerciales avec le Japon, comme l'atteste la déclaration commune concernant les relations avec le Japon signée à Pékin le 12 octobre 1954 entre l'Union des Républiques socialistes soviétiques et la République populaire de Chine, selon laquelle l'URSS et la République populaire de Chine sont « partisans du développement de relations commerciales étendues avec le Japon, à des conditions mutuellement avantageuses, ainsi que de l'établissement de liens culturels étroits avec ce pays. Ils déclarent également qu'ils sont prêts à prendre des mesures pour renouer des relations normales avec le Japon<sup>622</sup> ». Cela pose une nouvelle fois la question des Japonais se trouvant encore en URSS, qui devient donc un enjeu central des négociations.

---

<sup>622</sup> « Les Gouvernements de l'Union soviétique et de la République populaire de Chine fondent leur politique à l'égard du Japon sur le principe de la coexistence pacifique des États, quelle que soit leur structure sociale, convaincus que ce principe correspond aux intérêts vitaux de tous les peuples. Ils sont partisans du développement de relations commerciales étendues avec le Japon, à des conditions mutuellement avantageuses, ainsi que de l'établissement de liens culturels étroits avec ce pays. Ils déclarent également qu'ils sont prêts à prendre des mesures pour renouer des relations normales avec le Japon, qu'ils appuieront entièrement le désir du Japon d'établir avec l'URSS et la République populaire de Chine des relations politiques et économiques, de même que toute mesure qu'il pourrait prendre afin d'établir les conditions nécessaires à son développement dans la paix et l'indépendance. » Déclaration commune concernant les relations avec le Japon, signée par A.I Mikoyan (Анастас Иванович Микоян, 1895-1978, alors vice-premier ministre de l'URSS), et Zhou Enlai (周恩来, 1898-1976, alors Premier

La signature de la déclaration commune russo-chinoise ne faisait qu'indiquer une intention positive de la part de l'URSS, mais cette intention est rapidement suivie d'avancées concrètes. Alors que le Japon n'a pas encore signifié officiellement son intention de traiter de quelque façon que ce soit avec l'URSS, cette dernière donne bientôt les premiers signes officiels qu'il est prêt à entamer le processus de normalisation des relations diplomatiques. Cette normalisation passe nécessairement par la négociation d'un traité de paix entre l'URSS et le Japon, l'URSS n'étant pas signataire du traité de San Francisco.

Les premières avancées de l'URSS sont provoquées par la nomination du nouveau Premier ministre japonais Hatoyama Ichirō 鳩山一郎<sup>623</sup>, connu pour être opposé à l'hégémonie américaine et donc prêt à négocier avec l'URSS. Peu après la formation du nouveau gouvernement japonais, le 10 décembre 1954, Andrei Domnitskii (Андрей Домницкий), du bureau représentant l'URSS à Tōkyō, remet au domicile même de Hatoyama une note intitulée « Déclaration du gouvernement de l'URSS au sujet de la normalisation des relations diplomatiques entre le Japon et l'URSS » : elle suggère que des négociations à ce sujet pourraient être accueillies favorablement par l'URSS dès le 25 janvier 1955<sup>624</sup>. Le 16 février 1955, l'administration Hatoyama décide d'accepter cette offre et donne une réponse officielle positive à la lettre de Domnitskii. Les négociations entre les deux parties commencent le 7 juin 1955 à Londres, avec comme envoyés plénipotentiaires Matsumoto

---

ministre et ministre des Affaires étrangères) le 12 octobre 1954. Tiré de Nations unies, dir., *Recueil des Traités – Traités et accords internationaux enregistrés ou classés et inscrits au répertoire au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies*, volume 226 (I. n°3103-3126), Genève : Nations Unies, 1956, p. 69-79.

<sup>623</sup> Hatoyama Ichirō 鳩山一郎, 1883-1959, premier président du Parti libéral démocrate (PLD, en japonais 自由民主党, Jiyūminshutō), trois fois premier ministre lors de trois gouvernements successifs de 1954 à 1956.

<sup>624</sup> Wada, Haruki, « Economic Co-operation in Place of Historical Remorse: Japanese Post-war Settlements with China, Russia and Korea in the Context of the Cold War », dans Banno, Junji (dir.), *The Political Economy of Japanese Society: Volume 2: Internationalization and Domestic Issues*, London : Oxford University Press, 1998, p. 121-122.

Shun.ichi 松本俊一<sup>625</sup> du côté japonais et Yakov Malik<sup>626</sup> (Яков Малик) du côté soviétique<sup>627</sup>.

Deux questions jouent rapidement un rôle central dans les négociations : celle des Territoires du Nord et celle des internés japonais en URSS. La première concerne l'appartenance de certaines îles proches des Kouriles<sup>628</sup>. Elle est primordiale pour le côté soviétique, qui considère qu'un traité de paix réglant cette question doit impérativement être signé avant que toute autre soit abordée. Le Japon, toutefois, souhaiterait donner la primeur à la question des internés de Sibérie, considérée comme un problème humanitaire. Il refuse donc d'entamer les négociations sur les Territoires du Nord avant que ce problème ne soit réglé<sup>629</sup>.

En réponse, le 5 septembre, la délégation soviétique remet à la délégation japonaise deux listes, qui seront par la suite communément appelées les « listes Malik » (*mariku meibo* マリク名簿) et sur lesquelles apparaissent un total de 1 365 noms de Japonais vivant en URSS. Il s'agit en réalité de la « liste des prisonniers de guerre japonais condamnés en URSS »

---

<sup>625</sup> Matsumoto Shun.ichi 松本俊一, 1897-1987, diplomate japonais.

<sup>626</sup> Yakov Alexandrovich Malik (Яков Александрович Малик), 1906-1980, ambassadeur de l'URSS aux Nations Unies de 1948 à 1952 et de 1968 à 1972.

<sup>627</sup> Nakayama, Takeshi 中山隆志, « Chōki no kyōsei yokuryūsha kikan » 長期の強制抑留者帰還 (Les retours tardifs des internés), *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 2, 2005, p. 100-101.

<sup>628</sup> Le Japon abandonne tous droits sur l'archipel des îles Kouriles lors de la signature du traité de San Francisco. Cependant, certaines îles, dont les quatre principales sont Iturup ou Etorofu (択捉島 Etorofu-tō), Kunashir ou Kunashiri (国後島 Kunashiri-tō), Habomai (歯舞諸島 Habomai-tō) et Shitokan (色丹島 Shitokan-tō) ont un statut débattu. En 1951, ces deux dernières sont définies par le Département d'État Américain comme ne faisant pas partie des Kouriles mais comme étant liées à l'île de Hokkaidō, et donc partie légitime du Japon. L'URSS n'ayant pas ratifié le traité de San Francisco, il ne reconnaît pas cette légitimité. Cette question n'est toujours pas entièrement réglée. Pour des travaux récents sur les problèmes territoriaux modernes du Japon, voir par exemple Pelletier, Philippe, « Frictions frontalières en Japonésie », *L'Information géographique*, mars 2011, Vol. 75, pp. 69-87, ou Li, Jin-Mieung, « La question territoriale dans les relations internationales en Asie du Nord-Est », *Hérodote*, février 2001, n°141, pp. 98-114.

<sup>629</sup> Nakayama, Takeshi 中山隆志, « Chōki no kyōsei yokuryūsha kikan » 長期の強制抑留者帰還 (Les retours tardifs des internés), *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 2, 2005, p. 101.



(*zai soren kiketsu nihonjin gunjin furyo meibo* 在ソ連既決日本人軍人俘虜名簿), comprenant 1 011 noms, et de la « liste de civils ayant la nationalité japonaise en URSS » (*zai soren minkanjin-chū nihonseki jinmeibo* 在ソ連民間人中日本籍人名簿), contenant 354 noms. Cette dernière liste est particulièrement importante, l'URSS n'ayant auparavant jamais admis avoir interné des civils. Toutefois, d'après les Soviétiques, les individus mentionnés sur ces listes sont tous des criminels de guerre condamnés en URSS : ils ne peuvent être libérés que moyennant une amnistie décidée par le Soviet suprême. Or une telle décision n'est envisageable que si le Japon acceptait de ratifier un traité de paix avec l'URSS, ce qui impliquerait en retour de résoudre le problème des Territoires du Nord.

Les négociations étant entrées dans une impasse, elles sont interrompues le 30 septembre sans que les deux parties arrivent à un accord ni sur l'un ni sur l'autre de ces points<sup>630</sup>. Deux voyages de rapatriements ont toutefois lieu, le 2 septembre et le 11 décembre 1955, ramenant au Japon respectivement 34 et 42 Japonais dont les noms figuraient sur les listes<sup>631</sup>.

En réponse à la publication des listes Malik, les Japonais renvoient aux Soviétiques leurs propres listes. Il s'agit cette fois de versions amendées de celles qui avaient été élaborées en 1950 grâce au recensement, mais elles ne contiennent que les noms des personnes supposées encore vivantes en 1955. La première liste que les Soviétiques reçoivent donc immédiatement après l'arrêt des négociations à Londres ne comporte que 385 noms, mais, quelques mois plus

---

<sup>630</sup> Nakayama, Takeshi 中山隆志, « Chōki no kyōsei yokuryūsha kikan » 長期の強制抑留者帰還 (Les retours tardifs des internés), *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 2, 2005, p. 101.

<sup>631</sup> Statistiques de tous les navires de rapatriements, tirés de Ville de Maizuru 舞鶴市, *Hikiage minato maizuru no kiroku – kaigai hikiage jonjū shūnen kinenshi* 引揚港舞鶴の記録—海外引揚四十周年記念誌 (Annales du port de rapatriement de Maizuru – commémoration de quarante ans de rapatriements d'outre-mer), Maizuru : Maizurushi 舞鶴市, 1990, et mis en forme de tableau sur <http://w01.tp1.jp/~a021223941/hikiagmemory2.html>

tard, le gouvernement japonais fait préparer une deuxième liste, qui porte 10 792 noms de plus. Elle sera remise à la délégation soviétique à Londres, le 31 janvier 1956, après la reprise des négociations. Cependant, les négociations de janvier 1956 se soldent de nouveau par un échec. La question des rapatriements reste en suspens, Malik refusant toujours qu'elle soit traitée indépendamment des questions territoriales liées au traité de paix<sup>632</sup>.

Au Japon, les réactions provoquées par le refus soviétique de libérer les prisonniers sont exacerbées par la publication dans les médias d'articles autour de ce qui sera appelé l'incident de Khabarovsk (*habarofusuku jiken* ハバロフスク事件). Il s'agit d'un soulèvement parmi les internés japonais du camp de Khabarovsk qui a été rendu public au Japon grâce aux témoignages d'un petit groupe de dix-sept rapatriés japonais rentré à Maizuru le 6 mars 1956<sup>633</sup>. Réclamant d'être rapatriés au Japon, les détenus ont organisé une grève accompagnée d'actes de sabotages, qui a été sévèrement réprimée par les autorités soviétiques<sup>634</sup>. Les rapatriés rapportent à l'État japonais la situation critique dans laquelle ils se trouvent depuis leur révolte. Le 13 mars à Londres, Matsumoto demande à Malik que des mesures soient prises pour améliorer le sort des internés à Khabarovsk, qui ont commencé une grève de la faim en réponse à la répression de leur mouvement de protestation. En mai

---

<sup>632</sup> Nakayama, Takeshi 中山隆志, « Chōki no kyōsei yokuryūsha kikan » 長期の強制抑留者帰還 (Les retours tardifs des internés), *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 2, 2005, p. 101.

<sup>633</sup> Statistiques de tous les navires de rapatriements, tirés de Ville de Maizuru 舞鶴市, *Hikiage minato maizuru no kiroku – kaigai hikiage jonjū shūnen kinenshi* 引揚港舞鶴の記録—海外引揚四十周年記念誌 (Annales du port de rapatriement de Maizuru – commémoration de quarante ans de rapatriements d'outre-mer), Maizuru : Maizurushi 舞鶴市, 1990, et mis en forme de tableau sur <http://w01.tp1.jp/~a021223941/hikiagmemory2.html>

<sup>634</sup> Hasegawa Uichi 長谷川宇一 « Habarofusuku no dōhō wa naze tachiagatta ka » ハバロフスクの同胞は何故起ち上つたか (Pourquoi nos compatriotes se sont-ils soulevés à Khabarovsk ?), *Nihon oyobi nihonjin* 日本及日本人 vol. 7 n°5, 20-30, mai 1956, p. 20-30.

et en octobre, des colis envoyés par l'intermédiaire de la Croix-Rouge parviennent aux internés, dont l'état de santé est considéré comme préoccupant<sup>635</sup>.

Cette affaire très médiatisée galvanise les associations de familles œuvrant pour les rapatriements. Le 30 mars 1956, elles organisent un rassemblement général dans le but d'assurer le retour de tous les internés depuis l'URSS : la mobilisation générale des familles d'internés de tout le Japon pour les rapatriements depuis l'URSS (*soren hikiage kantetsu zenkoku rusu kazoku sōkokki taikai* ソ連引揚貫徹全国留守家族総決起大会), dans l'auditorium du quartier général de la Croix-Rouge (*Nihon sekijūji-sha honsha* 日本赤十字社本社), à Tōkyō. Parmi les orateurs figure Shibata Takeshi 柴田武, leader du groupe de rapatriés revenu de Nakhodka le 6 mars, qui avait aidé à rendre public l'incident de Khabarovsk. Devant le refus des Soviétiques de traiter de la question humanitaire des Japonais internés avant que le traité de paix soit ratifié, les membres des associations de familles décident de concentrer leurs efforts sur la signature du traité de paix et de la normalisation des relations diplomatique<sup>636</sup>. Une délégation envoyée par le comité rencontre Hatoyama, qui signifie son accord avec cette position, déclarant à cette occasion que le cabinet Hatoyama dût-il en tomber en conséquence, le problème des internés, qui est une question d'ordre humanitaire, doit impérativement être réglé<sup>637</sup>.

---

<sup>635</sup> Nakayama, Takeshi 中山隆志, « Chōki no kyōsei yokuryūsha kikan » 長期の強制抑留者帰還 (Les retours tardifs des internés), *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 2, 2005, p. 102-103.

<sup>636</sup> La veille même de cette assemblée, lors d'une réunion du cabinet à la Diète, la question de savoir quelle entité, du ministère de la Santé assisté de la Croix-Rouge ou du ministère des Affaires étrangères devraient gérer les retours s'était encore posée. Il n'est donc pas nécessairement évident la voie diplomatique ait été la seule option, mais c'est celle qui est finalement retenue. (Discussion pendant la 20<sup>e</sup> Réunion du cabinet 24<sup>e</sup> session de la Diète du 29 mars 1956. <http://kokkai.ndl.go.jp/SENTAKU/sangiin/024/0388/02403290388020a.html> )

<sup>637</sup> 「たとえ鳩山内閣がつぶれようとも、私はこの人道問題たる抑留者問題だけは解決したい」. Cité par Nakayama, Takeshi 中山隆志, « Chōki no kyōsei yokuryūsha kikan » 長期の強制抑留者帰還 (Les retours tardifs des internés), *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 2, 2005, p. 103.

Il semble au départ que la signature du traité de paix doive se faire rapidement : après la signature d'un premier accord, la convention du 14 mai 1956 sur la pêche dans le nord-ouest du Pacifique<sup>638</sup>, Shigemitsu Mamoru 重光葵<sup>639</sup>, ministre des Affaires étrangères, est censé se rendre à Moscou pour conclure les accords de normalisation, mais la crise du canal de Suez repousse les négociations. Devant l'absence de progrès, le 1 septembre 1956, les familles d'internés organisent un sit-in dans un village de tente érigé pour l'occasion à Chidorigafuchi 千鳥ヶ淵, quartier de Tōkyō situé au nord du palais impérial<sup>640</sup>. Ils y mettent sur pied un nouveau regroupement d'associations, le « quartier général pour des mesures d'urgence en faveur d'une assistance immédiate à nos compatriotes en URSS » (*Zaiso dōhō sokuji kyūshutsu kinkyū taisaku honbu* 在ソ同胞即時救出緊急対策本部) et organisent un nouveau rassemblement général (le Rassemblement de toutes les familles des internés pour une assistance immédiate à nos compatriotes en URSS, *Zaiso dōhō sokuji kyūshutsu rusu kazoku kekki taikai* 在ソ同胞即時救出留守家族決起大会). Cette fois, les résultats de leur action ne se font pas attendre : à peu près un mois plus tard, Hatoyama lui-même part pour Moscou afin de négocier un traité<sup>641</sup>.

---

<sup>638</sup> Focsaneanu, Lazar, « Les Traités de paix du Japon », *Annuaire français de droit international*, volume 6, numéro 6, 1960, p. 290.

<sup>639</sup> Shigemitsu Mamoru 重光葵 1887-1957, ministre des affaires étrangères des trois Cabinets formés par Hatoyama entre 1954 et 1956.

<sup>640</sup> Chidorigafuchi était alors un parc, mais il abrite depuis le 28 mars 1959 le cimetière national de Chidorigafuchi (千鳥ヶ淵戦没者墓苑 Chidorigafuchi senbotsusha boen,) où se trouvent rassemblés les soldats inconnus japonais tombés au combat, ainsi que des civils morts pendant la seconde guerre mondiale et dont les restes n'ont pas pu être identifiés. Au dernier recensement en mai 2012, les ossuaires contenaient les restes de 356 632 personnes. (site officiel du cimetière, <http://www.env.go.jp/garden/chidorigafuchi/>)

<sup>641</sup> Nakayama, Takeshi 中山隆志, « Chōki no kyōsei yokuryūsha kikan » 長期の強制抑留者帰還 (Les retours tardifs des internés), *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 2, 2005, p. 103.

*La déclaration commune de 1956 entre le Japon et l'URSS et les derniers rapatriements depuis l'URSS*

Le 2 octobre, une décision du conseil du cabinet confirme le départ de Hatoyama pour Moscou. La délégation quitte le Japon dans les plus brefs délais, le 7 octobre. À Moscou, les négociations ont lieu entre Hatoyama et Nikolaï Boulganine<sup>642</sup> (Николай Булганин), et les deux parties parviennent rapidement à conclure un accord : la déclaration commune entre l'Union des Républiques socialistes soviétiques et le Japon, signée à Moscou le 19 octobre 1956. Elle rétablit officiellement les relations diplomatiques entre les deux pays et formalise leur intention de conclure un traité de paix, qui ne sera en réalité jamais signé. Le cinquième point de la déclaration commune traite de la question des internés restés en URSS :

5. ソヴェト社会主義共和国連邦において有罪の判決を受けたすべての日本人は、この共同宣言の効力発生とともに釈放され、日本国へ送還されるものとする。また、ソヴェト社会主義共和国連邦は、日本国の要請に基づいて、消息不明の日本人について引き続き調査を行うものとする<sup>643</sup>。

*5. Tous les ressortissants japonais qui ont fait l'objet d'une condamnation dans l'Union des républiques socialistes soviétiques seront libérés et rapatriés au Japon dès l'entrée en vigueur de la présente Déclaration commune. Quant aux Japonais dont le sort est inconnu, l'URSS, à la demande du Japon, poursuivra ses efforts pour déterminer leur sort.*

---

<sup>642</sup> Nikolaï Aleksandrovitch Boulganine (Николай Александрович Булганин), 1895-1975, président du Conseil de ministres de l'URSS de 1955 à 1958.

<sup>643</sup> Déclaration commune entre l'Union des républiques socialistes soviétiques et le Japon, signée à Moscou le 19 octobre 1956 (traité n° 3768), en japonais ソヴェト社会主義共和国連邦と日本国の共同宣言 (sovieto shakai shugi kyōwa kokurenpo to nihon koku no kyōdōsengen), tirée de Nations unies, dir., *Recueil des Traités – Traités et accords internationaux enregistrés ou classés et inscrits au répertoire au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies*, volume 263 (I. Nos. 3764-3784), Genève : Nations Unies, 1957, p. 107.

La déclaration prend effet le 12 décembre et le onzième voyage de retour depuis la reprise des rapatriements est organisé immédiatement : le *Kōan-maru*, avec à son bord 1 025 Japonais, part le 23 décembre de Nakhodka pour arriver à Maizuru le 26 décembre. Ce sera le dernier voyage de rapatriement organisé par le Japon et l'URSS depuis le territoire soviétique, excepté les quelques retours depuis Sakhaline mentionnés plus bas<sup>644</sup>.

En tout, du 30 août 1955 au 23 décembre 1956, 1 370 internés sont rapatriés grâce aux négociations de normalisation des relations diplomatiques. 1 308 d'entre eux sont des personnes mentionnées sur les listes Malik (998 ex-soldats et 310 civils) et 62 personnes étaient mentionnées sur les listes du côté japonais. 51 personnes mentionnées sur les listes Malik ne rentrent pas. La mort de 8 d'entre eux est avérée et 21 n'ont pu prouver leur nationalité japonaise. Quant aux autres, ils sont considérés comme disparus. Les listes japonaises indiquaient un bien plus grand nombre de personnes, mais on ne peut retrouver leur trace. Dans le *Livre bleu sur la diplomatie* publié en 1957 par le ministère japonais des Affaires étrangères, où ces chiffres sont publiés, il est fait état de nouvelles négociations avec l'URSS en vue d'effectuer nouvelles enquêtes qui permettraient de retrouver les personnes dont le sort n'est pas encore avéré<sup>645</sup>, mais ces recherches s'avèrent vaines : seuls 8 Japonais rentrent de Sibérie après 1956. Le dernier rentre en 1976. Un nombre plus important sont rapatriés depuis Sakhaline : de 1957 à 1959, 766 personnes rentrent au Japon<sup>646</sup>. Les 11 000

---

<sup>644</sup> Nakayama, Takeshi 中山隆志, « Chōki no kyōsei yokuryūsha kikan » 長期の強制抑留者帰還 (Les retours tardifs des internés), *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 2, 2005, p. 104-105.

<sup>645</sup> Gaimushō 外務省 (dir.), *Waga gaikō no kinkyō* わが外交の近況 (L'état récent de nos relations diplomatiques), section 6 « Senpansha no shakuhō to yokuryū hōjin sōkan ni kan suru doryoku » 戦犯者の釈放と抑留邦人送還に関する努力 (Les efforts pour la libération des criminels de guerre et le retour des Japonais internés), septembre 1957, disponible en ligne sur <http://www.mofa.go.jp/mofaj/gaiko/bluebook/1957/s32-contents.htm>.

<sup>646</sup> Statistiques du ministère de la Santé (kōseishō), rassemblés en un tableau par Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚げの記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 252-253.

personnes dont les noms avaient été cités sur les listes du gouvernement japonais ne rentreront donc jamais au Japon, et aucune information supplémentaire à leur sujet ne parviendra jamais à l'État japonais.

Les derniers retours marquent donc également l'extinction des espoirs des familles qui espéraient encore le retour d'un fils, d'un mari ou d'un père. Le 26 décembre 1956, le jour même de l'arrivée du *Kōan-maru* portant à son bord les derniers rapatriés depuis les camps d'URSS, une cérémonie en l'honneur des âmes des personnes mortes en URSS (*zaigo bukkōsha irei sai* 在ソ物故者慰霊祭) est organisée au centre de rapatriement de Maizuru par deux des associations nationales de familles d'internés, le Mouvement pour secourir les compatriotes restés à l'étranger (Kaigai dōhō kyūshutsu kokumin undō sōhonbu 海外同胞救出国民運動総本部) et l'Association pour le rapatriement rapide des compatriotes depuis l'URSS (Zaigo dōhō kikan sokushin kai 在ソ同胞帰還促進会). Il s'agit d'une cérémonie imposante, présidée par l'abbé en chef du Higashi Honganji 東本願寺, l'un des plus importants temples bouddhistes de Kyōto. À la fin de la cérémonie, le général de l'armée de terre Ushiroku Jun 後宮淳<sup>647</sup> annonce officiellement la dissolution de l'escadron de soldats restant en URSS. Avec cette cérémonie se terminent officiellement onze années d'incertitudes depuis la guerre : toute personne non rentrée est à partir de ce moment considérée comme faisant partie de la masse des morts dans les camps, dont le nombre total ne sera jamais précisé<sup>648</sup>.

---

<sup>647</sup> Ushiroku Jun 後宮淳 (1884-1973), général de l'armée de terre, commandant de la 3<sup>e</sup> armée japonais à la défaite et auteur d'une contre-attaque sur Mukden après l'attaque soviétique, au mépris des ordres de repli. (Glantz, David M., *The Soviet Strategic Offensive in Manchuria, 1945: August Storm*, Volume 7 of Cass Series on Soviet (Russian) Military Experience, New York : Routledge, 1983, 2003, p. 69.)

<sup>648</sup> Nakayama, Takeshi 中山隆志, « Chōki no kyōsei yokuryūsha kikan » 長期の強制抑留者帰還 (Les retours tardifs des internés), *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 2, 2005, p.105.

## La fin des rapatriements au Japon : un problème réglé ?

À partir de la fin des années 1950, il apparaît clairement aux autorités japonaises que les rapatriements depuis la Chine et l'URSS sont arrivés à leur terme et que d'autres retours ne seront plus possibles. Devant l'incapacité à agir, le discours officiel sur les rapatriements<sup>649</sup> devient alors un discours de clôture. Les rapatriements appartiennent dorénavant au passé, ce qu'illustre parfaitement la cérémonie à la mémoire des morts organisée à Maizuru après le dernier voyage de rapatriement depuis l'URSS. Et pourtant, il reste bel et bien des Japonais à l'étranger. Il ne s'agit plus de ceux qui avaient été envoyés dans les camps de Sibérie, mais majoritairement des jeunes femmes et des enfants qui avaient été laissés sur place en Chine et en Mandchourie et qui n'ont pas été rapatriés au début des années 1950. Simplement, comme la question est désormais impossible à résoudre, il convient de l'occulter autant que possible.

L'un des exemples les plus frappants des mesures que prendra le gouvernement japonais pour escamoter cette question à la fin des années 1950 est la baisse artificielle du nombre de personnes non rentrées entre la fin des années 1950 et le début des années 1960. Au premier abord, si on regarde les chiffres, il semble qu'un grand progrès ait été fait à la fin des années 1950. Dans l'une des histoires officielles du rapatriement produites par le ministère de la Santé, *Hikiage to engo sanjūnen nen no ayumi*<sup>650</sup> publiée en 1977, on peut ainsi lire que, alors qu'en 1959, le nombre de personnes non rapatriées était de 31 132, ce

---

<sup>649</sup> Tel qu'il est visible entre autres dans les histoires du rapatriement publiées par le gouvernement japonais. (Voir [infra](#))

<sup>650</sup> Kōseishō Engokkyoku 厚生省援護局, *Hikiage to engo sanjūnen nen no ayumi* 引揚と援護三十年の歩み (30 ans d'aide aux rapatriés), Tōkyō : Kōseishō, 1977.



chiffre a été réduit à 6 145 personnes en 1963, ce qui est infime comparé aux six millions et demi de personnes qui ont été rapatriées. Le ministère de la Santé laisse donc entendre qu'un réel succès a été obtenu dans la recherche et le rapatriement des *mikikansha*<sup>651</sup>. Or le nombre effectif de personnes rapatriées entre 1959 et 1963 ne reflète pas un tel résultat remarquable. La fin des rapatriements officiels depuis l'URSS en 1956 et depuis la Chine en 1958 a en effet entraîné une baisse radicale du nombre annuel de rapatriés, qui stagne autour d'une moyenne de 100 personnes par an à cette époque.

#### Récapitulatif du nombre total de Japonais rapatriés jusqu'à 1963

Nom	To tal de 1945 à 1950	To tal de 1950 à 1958	59	60	61	62	63	To tal de 1959 à 1963
bre de personnes rapatriées (toutes régions confondues)	6 249 908	35 679	14 6	14 5	77	14 7	11 2	62 7

Source: d'après les chiffres du ministère de la Santé (kōseishō), rassemblés en un tableau par Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō, Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 252-253.

Si le nombre de Japonais non rapatriés a baissé entre 1959 et 1963, ce n'est pas grâce à de nouveaux rapatriements, mais en vertu d'une loi votée en 1959, la Loi de mesure spéciales

<sup>651</sup> Kōseishō Engokyoku 厚生省援護局, *Hikiage to engo sanjūnen nen no ayumi* 引揚と援護三十年の歩み (30 ans d'aide aux rapatriés), Tōkyō : Kōseishō, 1977, p. 233. Ce passage a été également relevé par Watt dans Watt, Lori, *When empire comes home: repatriation and reintegration in postwar Japan*, Cambridge, Massachusetts : Harvard East Asian Monographs, 2009, p. 184.

au sujet des personnes non rentrées<sup>652</sup> (*mikikansha ni kan suru tokubetsu sochihō* 未帰還者に関する特別措置法). Elle a pour but d'offrir des « mesures spéciales » aux familles des personnes non rentrées (*mikikansha*) pour qui il a été impossible de déterminer si elles sont encore en vie. Il s'agit en fait de permettre aux familles, en échange d'une somme importante d'argent, de consentir au fait que les personnes non rentrées soient déclarées décédées. La loi propose en effet d'appliquer l'article 30 du code civil (*minbō dai sanjū jō* 民法「第三十条」) qui décrète qu'en cas de guerre, une absence d'un an après la fin des hostilités suffit pour déclarer disparue la personne. Jusqu'alors, elle n'avait pas été appliquée, puisque les personnes n'étaient pas considérées comme telles, mais comme en attente de rapatriement.

Voilà qui résoud le problème posé par le nombre de personnes encore non rapatriées en les faisant simplement disparaître des listes. En effet, à la fin des années 1950, le terme *mikikansha* ou personnes non rentrées ne désigne plus officiellement que les personnes considérées comme encore vivantes : celles qui déclarées mortes du fait de cette loi ne font plus partie des personnes à rapatrier, et il n'est plus nécessaire de les rechercher.

Certes, l'accord de la famille « survivante » est obligatoire pour que cette déclaration prenne effet, mais comme ce consentement donne lieu au paiement d'une aide de 30 000 yens pour les cérémonies funéraires et de 3 000 yens de compensation pour la famille, un grand nombre accepte de renoncer à toute recherche future. En 1959, 13 600 personnes sont officiellement déclarées décédées par leur famille et leur livret de famille (*koseki* 戸籍) est détruit<sup>653</sup>. **Il s'agit bien de cela ?**

---

<sup>652</sup> « Loi de mesure speciale au sujet des personnes non rentrées » 未帰還者に関する特別措置法 *mikikansha ni kan suru tokubetsu sochihō*), loi n°7 du 3 mars 1959 <http://law.e-gov.go.jp/htmldata/S34/S34HO007.html>

<sup>653</sup> Fujinuma Toshiko 藤沼敏子, « Nenpyō : chūgoku kikōsha mondai no rekishi to engo seisaku no tenkai », 年表・中国帰国者問題の歴史と援護政策の展開, *Chūgoku kikōkusha teichaku sokushin*

Une autre décision vient s'ajouter à cette loi et contribuer encore à faire baisser artificiellement le nombre de personnes qui ne sont pas rentrées. Le 27 octobre 1962, une **décision prise au sein des affaires courantes Est-ce le bon terme ?** à la Diète, « au sujet de l'aide au rapatriement pour les personnes qui ont été reconnues comme ayant par leur propre volonté décidé de ne pas rentrer au Japon » (*jiko no ishi ni ri kikan shinai to nintei sareta mono ni tai suru hikiage engo no tori atsukai ni tsuite* 自己の意志により帰還しないと認定された者に対する引揚援護の取り扱いについて, 27 octobre 1962, affaire courantes, n°605), confirme l'élimination du nombre des *mikikansha* les femmes âgées de plus de 13 ans au moment de la défaite, puisque leur âge implique qu'elles avaient la capacité de prendre la décision de rester en Chine<sup>654</sup>. Dès la défaite, elles avaient été considérées comme ayant implicitement renoncé à leur nationalité japonaise : ces femmes, appelées collectivement les *zanryû fujin* (残留婦人, femmes restées sur place), sont celles qui sont restées en Chine en tant qu'épouses ou compagnes de Chinois. Toutefois, si elles avaient fait ce choix, c'est bien souvent parce que la défaite et la désorganisation qui s'est ensuivie leur avait rendu le retour impossible. Nombre d'entre elles avaient trouvé refuge dans des familles chinoises et s'étaient

---

*sentâ kiyô* 中国帰国者定着促進センター紀要 (bulletin du centre pour l'aide à l'installation au Japon pour les personnes rapatriées de Chine), n°6 (1998), p. 254-255.

Le Kikokusha sentâ, de son nom complet « centre pour l'aide à l'installation au Japon pour les personnes rapatriées de Chine » (中国帰国者定着促進センター *chûgoku kikokusha teichaku sokushin sentâ*), est un centre créé par le ministère de la Santé japonais en 1984 et qui opère sous sa supervision. Cette entité publie régulièrement des ensembles de statistiques au sujet de cette population sur son site, <http://www.kikokusha-center.or.jp/>; On y trouve également un ensemble de documentation, qui inclut aussi bien des articles de recherche académique que des conseils pratiques au Japonais rentrés de Chine. Ils traitent également des cas des Japonais rentrés de Sakhaline, anciennement Karafuto, qui sont bien moins nombreux. (voir Chan, Yeeshan, *Japanese from China: the zanryû hōjin and their lives in two countries*, Thèse, University of Hong Kong, 2007, p. 8.

<sup>654</sup> Fujinuma Toshiko 藤沼敏子, « Nenpyō : chûgoku kikokusha mondai no rekishi to engo seisaku no tenkai, » 年表・中国帰国者問題の歴史と援護政策の展開, *Chûgoku kikokusha teichaku sokushin sentâ kiyô* 中国帰国者定着促進センター紀要 (bulletin du centre pour l'aide à l'installation au Japon pour les personnes rapatriées de Chine), n°6 (1998), p. 254-255.

mariées avec un homme chinois<sup>655</sup>. Il est difficile dans ces circonstances de parler d'un réel choix, même si leur cas est différent de celui des enfants confiés aux familles chinoises, connus sous le nom de *zanryū koji* (残留孤児, orphelins<sup>656</sup> restés sur place.) Toutefois, la distinction entre les deux catégories a disparu pendant les années 1990, quand le gouvernement a commencé à substituer le terme « compatriotes restés sur place » (*zanryū hōjin* 残留邦人) à ces deux catégories.

En tout, ce sont 25 830 Japonais qui ont été effacés des registres par ces dispositions<sup>657</sup>. La baisse du nombre de Japonais non rentrés entre 1959 et 1963 est donc bien artificielle. La question des rapatriements devait être close, d'autant plus que l'État ne disposait plus de pistes permettant de reprendre les rapatriements : la situation tant avec la Chine qu'avec l'URSS était arrivée à une impasse.

Cet état de fait a toutefois changé en 1972, lorsque le Japon a repris ses relations diplomatiques avec la Chine. Or, à ce moment, la machine à rapatriements était arrêtée depuis longtemps, et c'est avec une grande inertie, et poussé par les organisations non gouvernementales d'entraide, que le gouvernement japonais a repris les recherches en Chine.

---

<sup>655</sup> Ward, Rowena, « Japanese government policy and the reality of the lives of the *zanryū fujin* », *PORTAL Journal of Multidisciplinary International Studies*, vol. 3, n° 2, juillet 2006, p. 4.

<sup>656</sup> Le terme *koji* 孤児, « orphelin » est problématique ici, puisque dans de nombreux cas les enfants ont été confié à des familles chinoises alors qu'au moins un des parents était encore vivant. Ce point est soulevé en particulier par Ward dans Ward, Rowena, "Japaneseness, multiple exile and the Japanese citizens abandoned in China", *Japanese studies*, vol. 26, n°2, 2006, pp. 139-151. D'autre part, ce mot implique qu'il s'agit d'enfants, or au moment où ce terme est le plus utilisé, à partir des années 1980 et des premiers retours, même les plus jeunes d'entre eux ne peuvent être considérés comme tel. Mais ce terme, qui infantilise les Japonais rentrant de Chine, est cohérent avec la perception initiale de ces populations comme pitoyables et vulnérables.

<sup>657</sup> « *kīwādo* » キーワード, *Asahi shinbun* 朝日新聞, édition du soir, 18 avril 2012.

*La réouverture des blessures : le retour des enfants et des femmes restés en Chine, de 1972 à 1999*

1972, année de la visite de Richard Nixon en République populaire, marque la fin de vingt-cinq ans de séparation totale entre la Chine et les États-Unis. La même année, le Japon régularise également ses relations diplomatiques avec la Chine. Le 29 septembre 1972, le Premier ministre japonais Tanaka Kakuei 田中角栄<sup>658</sup> rencontre Mao Zedong à Pékin. Les deux pays signent la déclaration commune sino-japonaise, dans laquelle le Japon reconnaît le gouvernement chinois et les deux pays mettent fin à l'« état anormal » qui existait entre le Japon et Chine depuis la fin de la guerre<sup>659</sup>.

La reprise des relations diplomatiques ouvre une nouvelle possibilité de négociations avec la Chine au sujet des Japonais restant sur le continent mais, contrairement à la régularisation des relations avec l'URSS pour laquelle les rapatriements avaient occupé une place centrale dans les négociations, ils ne sont même pas évoqués dans la déclaration commune de 1972. Cependant, en 1974, la question des Japonais restés en Chine revient sur le devant de la scène, portée par les médias. En effet, en août 1974, un groupe de volontaires japonais, la Société Tendre la main pour l'amitié nippon-chinoise (Nicchū yūkō te o tsunagu kai 日中友好手をつなぐ会<sup>660</sup>) envoie au journal *Asahi* une collection de lettres et de photographies qui proviennent de Japonais recherchant les membres de leurs famille en

---

<sup>658</sup> Tanaka Kakuei 田中角栄, 1918-1993, premier ministre du Japon de juillet 1972 à décembre 1974.

<sup>659</sup> Focsaneanu Lazar, « Le Traité de paix et d'amitié entre la République populaire de Chine et le Japon (Pékin, 12 août 1978) », *Annuaire français de droit international*, volume 24, 1978, p. 99-100.

<sup>660</sup> Créée en juin 1973. (Chūgoku kikokusha mondai dōyūkai 中国帰国者問題同友会, « nikushin shagashi » 肉親探し, document publié par le Chūgoku kikokusha teichaku sokushin sentā 中国帰国者定着促進センター (centre pour l'aide à l'installation au Japon pour les personnes rapatriées de Chine), en ligne sur <http://www.kikokusha-center.or.jp/resource/ioriya-notes/mondaishi/zenshi.htm>.)

Chine, ainsi que d'orphelins japonais en Chine cherchant leur famille au Japon<sup>661</sup>. Le journal publie ces lettres et ces photographies en grand format, dans le cadre d'une série qui porte le nom d'« Annales des personnes séparées » (*Ikiwakareta mono no kiroku* 生き別れた者の記録.) Elle provoque la sympathie et l'intérêt du public, redonnant une nouvelle impulsion aux recherches. Poussé par les associations, le ministère de la Santé lance une première enquête en 1975<sup>662</sup>, qui permet d'identifier 108 Japonais parmi les quelques 4 400 personnes demandant à être reconnus<sup>663</sup>. À part ces enquêtes, le gouvernement reste relativement inactif, préférant laisser l'initiative aux mouvements privés non gouvernementaux<sup>664</sup>.

À partir de 1980, l'intérêt suscité par ces recherches et les efforts des journalistes et des activistes le forcent toutefois. En 1981, le gouvernement japonais lance la première des visites destinées à permettre aux orphelins de retrouver leurs familles au Japon (*hōnichi nikushin sagashi chōsa* 訪日肉親探し調査<sup>665</sup>). De 1981 à 1999, 2 115 d'entre eux participent aux séjours organisés par le ministère de la Santé, qui prend en charge leur transport vers le Japon et leur hébergement, et qui les aide à retrouver des membres de leur famille afin de prouver leur identité. Au départ, c'est un simple test de groupe sanguin qui doit permettre de prouver ou d'infirmer la parenté mais, au cours des années 1990, des tests ADN sont utilisés

---

<sup>661</sup> « Ikiwakareta mono no kiroku » 生き別れた者の記録, Asahi Shinbun 朝日新聞, édition réduite, volume d'août 1974, p. 443. Voir également Efird, Robert, *Japan's war orphans and new overseas Chinese: history, identification and (multi)ethnicity*, Thèse, University of Washington, p. 21.

<sup>662</sup> Enquête pour vérifier l'identité des orphelins japonais 日本人孤児の身元調査 *nihonjin koji no mimoto chōsa*. Il y en aura en tout 13, de 1945 à 1986.

<sup>663</sup> Ces enquêtes sont annoncées dans les media. Voir en particulier Asahi Shinbun 朝日新聞, édition réduite, volume de septembre 1974, p. 727, et volume de mars 1975, p. 398.

<sup>664</sup> Efird, Robert, *Japan's war orphans and new overseas Chinese: history, identification and (multi)ethnicity*, Thèse, University of Washington, p. 22.

<sup>665</sup> Efird, Robert, *Japan's war orphans and new overseas Chinese: history, identification and (multi)ethnicity*, Thèse, University of Washington, p. 21-24.

afin d'obtenir plus de précision. Au terme des séjours de groupe, 672 (31,8 %) personnes sont identifiées positivement et obtiennent la nationalité japonaise<sup>666</sup>.

Le chiffre total des *zanryū hōjin* vivant aujourd'hui au Japon est légèrement plus élevé, car il faut également prendre en compte les personnes n'ayant pas participé aux séjours, mais s'étant présentées d'elles-mêmes aux autorités. Au total, au 28 février 2013, les statistiques du ministère de la Santé font état de 2818 personnes s'étant déclarées comme orphelins japonais, parmi lesquels 1 284 ont pu prouver leur identité<sup>667</sup> (soit un taux de confirmation total de 45,6 %.) En comptant leurs familles, qui obtiennent également le droit de séjourner au Japon de manière définitive, près de 20 000 personnes vivent aujourd'hui au Japon grâce à ces programmes. On leur rattache en général le groupe des Japonais revenus tardivement (fin des années 1950) de Sakhaline (anciennement Karafuto), qui sont assez peu nombreux<sup>668</sup>, mais qui bénéficient des mêmes structures d'aide que les orphelins de Chine

Toutefois, le processus est loin d'être aisé. Dès le début des visites organisées par l'État, il est prévu que les résidents chinois qui prétendent être des « enfants » japonais laissés en Chine doivent prouver leur identité de façon concrète afin de pouvoir obtenir la nationalité japonaise. Cette identification suppose qu'ils trouvent des membres de leur famille qui soient encore vivants, qu'ils attestent par différents tests biologiques qu'il existe un lien de parenté ou bien qu'ils retrouvent leur registre familial. **Registre est bizarre, il ne s'agit pas plutôt de livret ?** Or, comme ces derniers ont été effacés en vertu de la loi de 1959 sur les

---

<sup>666</sup> Ward, Rowena, "Japaneseness, multiple exile and the Japanese citizens abandoned in China", *Japanese studies*, vol. 26, n°2, 2006, p. 142.

<sup>667</sup> Statistiques du ministère de la Santé pour l'année 2012, <http://www.mhlw.go.jp/bunya/engo/seido02/toukei.html> (site consulté le 30 mars 2013.)

<sup>668</sup> Ils sont 263 à avoir obtenu le droit de séjourner indéfiniment au Japon. Seuls 29 personnes ont obtenu la nationalité japonaise. Selon les recherches du Kikokusha sentā, il resterait à Karafuto (sic) 412 personnes de nationalité japonaise, qui ne souhaitent pas habiter au Japon. (Statistiques du Kikokusha sentā 帰国者センター au 31 mars 2012, disponibles en ligne sur [http://www.kikokusha-center.or.jp/kikokusha/tohkei/k\\_ichiran.htm](http://www.kikokusha-center.or.jp/kikokusha/tohkei/k_ichiran.htm) (site consulté pour la dernière fois le 30 mars 2013))

personnes non rentrées, il est impossible pour nombre des visiteurs de prouver leur identité, même en présence d'autres preuves physiques telles que des lettres, des objets ou des documents laissés par leurs parents japonais<sup>669</sup>. En même temps, la probabilité de retrouver un membre de leur famille au Japon s'amenuise au fil du temps : les générations antérieures à la guerre n'ont souvent pas connaissance du fait qu'ils ont un oncle ou une tante qui est resté en Mandchourie. C'est pour cela que le taux de confirmation de la nationalité des *zanryū hōjin* tend à baisser fortement au cours des années 1980 et 1990.

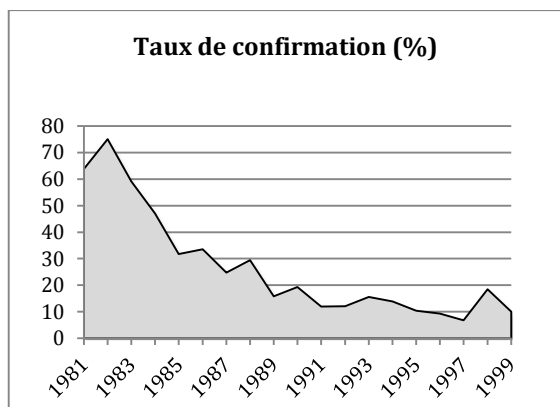
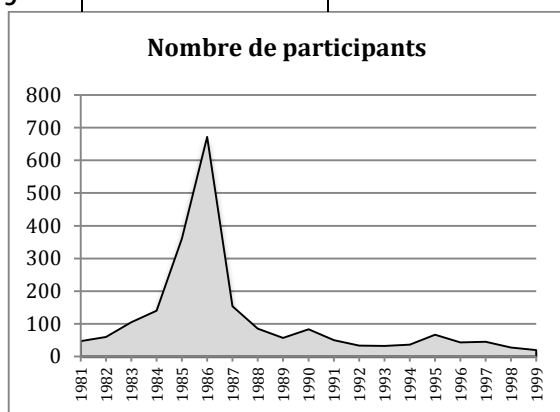
**Taux de confirmation de la nationalité des *zanryū hōjin***

	Nombre d' « orphelins » participants aux voyages vers le Japon	Taux de confirmation de leur nationalité japonaise
1981	47	63.8 %
1982	60	75.0 %
1983	105	59.1 %
1984	140	47.1 %
1985	360	31.7 %
1986	672	33.6 %
1987	154	24.7 %
1988	85	29.4 %
1989	57	15.8 %
1990	83	19.3 %
1991	50	12.0 %

<sup>669</sup> Ce type d'objet ne fait pas office de preuves suffisantes pour prouver la nationalité. Efind, Robert, « Japan's "War orphans": identification and State Responsibility, » *Journal of Japanese Studies*, vol. 34, n° 2, 2008, p. 373-375.



199 2	33	12.1 %
199 3	32	15.6 %
199 4	36	13.9 %
199 5	67	10.4 %
199 6	43	9.3 %
199 7	45	6.8 %
199 8	27	18.5 %
199 9	20	10.0 %



Source : Statistiques du Kikokusha sentā 帰国者センター au 31 mars 2012, disponibles en ligne sur [http://www.kikokusha-center.or.jp/kikokusha/tohkei/k\\_ichiran.htm](http://www.kikokusha-center.or.jp/kikokusha/tohkei/k_ichiran.htm), site consulté pour la dernière fois le 30 mars 2013.

*Une page impossible à tourner : le procès intenté par l'État par les zanryū hōjin dans les années 2000*

Même une fois rentrés au Japon, les *zanryū hōjin* ont continué à représenter une force d'opposition au discours que le Japon a commencé à instaurer avec la loi sur les rapatriés de 1957 et la loi de 1959 sur les Japonais non rentrés. Les rapatriements étaient présentés comme terminés et le gouvernement japonais comme exempt de toute responsabilité à l'égard des rapatriés et des Japonais restés à l'étranger. Le procès des *zanryū hōjin* qui ont commencé en 2002 ont rouvert la question de la responsabilité de l'État face aux Japonais qui étaient à l'étranger et ont provoqué un regain d'intérêt pour les questions liées aux retours de guerre, comme l'atteste la recrudescence d'articles, de romans, de livres d'histoire, de recueils de témoignages et autres productions à teneur journalistique qui ont été publiées à ce sujet dans les années 2000 à 2010.

C'est en 2002, près de soixante ans après la défaite, que 637 « orphelins » intentent un ensemble de plusieurs procès aux gouvernements locaux (responsables de l'aide aux *zanryū hōjin*), connu sous le terme général de « procès pour les compatriotes restés en Chine » (*chūgoku zanryū hōjin soshō* 中国残留邦人訴訟). Il s'agit de l'une des plus grandes demandes de compensations adressées à l'État, en termes de nombre de plaignants et de sommes réclamées<sup>670</sup>. Au-delà des demandes financières, les *zanryū hōjin* exigent que l'État reconnaisse qu'ils ont été abandonnés en connaissance de cause en Chine<sup>671</sup>.

---

<sup>670</sup> Efind, Robert, « Japan's "War orphans": identification and State Responsibility, » *Journal of Japanese Studies*, vol. 34, n° 2, 2008, p. 364.

<sup>671</sup> Les demandes principales sont résumées ainsi dans les documents du procès : « 1. que le gouvernement a abandonné les personnes qui étaient en Chine après la guerre ; 2. Que le gouvernement a, en faisant passer une loi en 1959 déclarant les orphelins morts à la guerre, signé leur arrêt de mort d'un point de vue légal, alors qu'il avait la confirmation qu'ils étaient encore en vie ; 3. Les mesures d'aide offertes aux « orphelins » après leur retour sont par conséquent insuffisantes. » 「(1) 政府が戦後に中国にいた住民らを「棄民」したこと、(2) 孤児らの存在を認識していたにもかかわらず、1959 年に「戦時死亡宣告」制度によって、孤児らに「法的死亡宣告」をしたこと、(3) 帰国後も孤児らに生活支援対策を十分に果たしてこなかったこと。」 Texte reproduit dans *Hōgakukan* 法学館, Law Journal (bulletin électronique), 26 juin 2003, disponible en ligne sur [http://www.jicl.jp/now/saiban/backnumber/china\\_1.html](http://www.jicl.jp/now/saiban/backnumber/china_1.html).

Le premier de ces procès à arriver à sa conclusion, à Ōsaka en juillet 2006, se termine de façon négative pour les orphelins. La décision du juge est que les orphelins n'ont pas le droit à d'autres aides que les Japonais ayant vécu pendant la guerre, tous étant des victimes à titre égal. Or en décembre 2006, le procès de Kobe se solde par la décision inverse : le juge reconnaît cette fois que, si les souffrances des orphelins ont effectivement au départ été provoquées par la guerre, le gouvernement est responsable de n'avoir pas agi en faveur de leur retour dès la reprise des relations diplomatiques avec la Chine en 1972. Il ne leur accorde toutefois pas les 600 000 yens par personne demandés, le délai de prescription étant atteint depuis longtemps<sup>672</sup>.

Cette victoire ponctuelle (les quinze autres procès se sont soldés par des échecs pour les plaignants) semble toutefois engendrer une réponse politique importante : un mois après le verdict de Kobe, en janvier 2007, le Premier ministre Abe Shinzō 安倍晋三<sup>673</sup> rencontre un groupe de *zanryū hōjin* et leurs représentants. Que quels que soient les résultats des autres procès, il leur assure qu'il demandera au ministère de la Santé et du Travail d'augmenter les aides qu'ils reçoivent. Après cette rencontre, dans une remarque au comité du budget à la Diète, il annonce que les orphelins doivent pouvoir vivre au Japon avec dignité et de manière à ne pas regretter leur retour<sup>674</sup>. Toutefois, malgré ces déclarations, le nouveau plan d'assistance proposé pour l'été 2007 ne diffère pas sensiblement des mesures déjà en place,

---

<sup>672</sup> Efird, Robert, « Japan's "War orphans": identification and State Responsibility, » *Journal of Japanese Studies*, vol. 34, n° 2, 2008, p. 384-385.

<sup>673</sup> Abe Shinzō 安倍晋三, 1954- , premier ministre de septembre 2006 à septembre 2007 et depuis décembre 2012.

<sup>674</sup> Remarques d'Abe Shinzō au comité du budget, 1<sup>er</sup> février 2007 : « *il faut poursuivre notre examen [de cette question], afin qu'ils puissent penser qu'ils ont bien fait de rentrer au Japon, et qu'ils puissent vivre avec dignité en tant que Japonais* » 「...日本に帰ってきてよかったな、こう思っていただけのように、また、日本人として尊厳を持てる生活という観点からも、検討を進めてまいります。」, texte complet de la réunion disponible en ligne sur <http://kokkai.ndl.go.jp/SENTAKU/syugiin/166/0018/16602010018002a.html>.

ce qui provoque des protestations de la part des associations. En échange d'un nouvel ensemble de mesures d'assistance, les *zanryū hōjin* acceptent cependant d'abandonner leurs procès à la fin 2007<sup>675</sup>.

En 2008, un nouvel ensemble de dispositions a effectivement été mis en place pour les *zanryū hōjin* (sous le nom global *chūgoku zanryū hōjin nado ni taisuru aratana shiensaku* 中国残留邦人等に対する新たな支援策,) : la pension de retraite et la pension aux personnes âgées à laquelle ces personnes ont droit sont augmentées ; on prévoit la mise en place de structures d'accueil financées par l'État pour leur éducation et leur meilleure intégration dans la société japonaise<sup>676</sup>. Les *zanryū hōjin* reçoivent désormais l'intégralité de la pension due aux personnes âgées, comme s'ils avaient cotisés pendant toute leur vie et indépendamment des autres aides auxquelles ils peuvent prétendre. Cette décision double presque le montant des aides qui leur sont octroyées, puisque ce qu'ils recevaient jusque alors était censé compenser l'absence de pension de vieillesse complète<sup>677</sup>. Le ministère de la Santé organise des conférences publiques dans les régions les plus concernées<sup>678</sup> dans le but d'informer le

---

<sup>675</sup> Efind, Robert, « Japan's "War orphans": identification and State Responsibility, » *Journal of Japanese Studies*, vol. 34, n° 2, 2008, p. 384-385.

<sup>676</sup> Ces mesures sont explicitées dans un grand nombre de documents à l'usage des *zanryū koji*, distribués aux intéressés par les organismes publics principalement locaux et par les associations. Les nouvelles dispositions au sujet des pensions aux personnes âgées sont par exemple expliquées dans un fascicule du Ministère de la Santé et du travail 厚生労働省, *Eijū kikoku shita chūgoku zanryū hōjin, karafuto zanryū hōjin no mina sama e – mangaku no rōrei kiso nenkin o jukyū sarete imasu ka* 永住帰国した中国残留邦人、樺太残留邦人のみなさまへ～満額の老齢基礎年金を受給されていますか～ (Aux Japonais restés en Chine ou à Karafuto ayant obtenu la résidence permanente au Japon : recevez-vous l'intégralité de votre pension aux personnes âgées ?) (<http://www.mhlw.go.jp/bunya/engo/dl/zanryukoji12-01.pdf>)

<sup>677</sup> Pour quelqu'un habitant dans le centre de Tōkyō, l'aide passe de 80 000 à plus de 150 000 yen par mois. (voir Ministère de la Santé et du travail 厚生労働省, *Mangaku no rōrei kiso nenkin nado no shikyū o hokan suru seikatsu shien* 満額の老齢基礎年金等の支給を補完する生活支援 (aides supplémentaires venant s'ajouter aux pensions telles que la pension aux personnes âgées.) <http://www.mhlw.go.jp/bunya/engo/seido02/pdf/seikatsushien01.pdf>)

<sup>678</sup> Les régions où se trouvent les populations de *zanryū koji*. Il s'agit d'abord de Nagano, Fukuoka, et Tōkyō (où l'état organise un symposium public sur les *zanryū koji* en 2007), puis des régions d'Ōsaka, (où le même symposium a lieu en 2008,) Aichi (en 2009) et Hiroshima (lieu du dernier symposium, en

public, pour combattre la discrimination contre les *zanryū hōjin*, qui ont souvent du mal à être reconnus en tant que Japonais à part entière. (C'est souvent leur mauvaise maîtrise de la langue japonaise qui est citée comme source de ces discriminations<sup>679</sup>, d'où la mise en place de structures d'enseignement de la langue.)

Ces nouvelles aides, pour bénéfiques qu'elles soient à cette population qui est souvent très démunie, étant incapable de travailler au Japon, ne font que pallier les problèmes superficiels. En particulier, les nouvelles mesures ne répondent pas à l'un des points principaux du procès, la demande de reconnaissance par l'État du fait que les *zanryū hōjin* ont été abandonnés sciemment par le gouvernement et déclarés morts alors qu'il existait de nombreuses preuves du contraire. En acceptant l'aide, certes providentielle, que leur offrait l'État, les *zanryū hōjin* ont également abandonné l'espoir que leurs actions puissent conduire le gouvernement japonais à formuler des excuses officielles au sujet de la façon dont ils ont été traités.

Le problème des *zanryū hōjin* n'est donc toujours pas résolu. Alors que les autres victimes de la guerre commencent à disparaître sous l'effet du vieillissement, les enfants abandonnés en Mandchourie comptent parmi les plus jeunes personnes qui ont souffert de la guerre au Japon. Il reste un nombre non négligeable de personnes dont la nationalité n'a pu être établie. L'une des associations d'aide aux *zanryū hōjin* a publié en 1998 un volume où sont rassemblées près de cent lettres choisies parmi plus de deux mille et qui proviennent de

---

2010.) Source : Ministère de la Santé, informations au sujet des nouvelles dispositions pour les Japonais rentrés de Chine,

<http://www.mhlw.go.jp/seisakunitsuite/bunya/hokabunya/senbotsusha/seido02/index.html>

<sup>679</sup> Chan, Yeeshan, *Japanese from China: the zanryū hōjin and their lives in two countries*, Thèse, University of Hong Kong, 2007, p. 9.

personnes demandant la nationalité japonaise<sup>680</sup>. Leur identité est si difficile à établir qu'ils n'ont parfois pas pu participer aux visites d'identification. On peut par exemple citer l'exemple d'un enfant qui a été retrouvé sur une route par des Chinois en août 1945, âgé de 4 à 5 mois, sans le moindre signe distinctif permettant de connaître son nom ou de prouver sa nationalité. Il a été recueilli par une famille sans enfants. Le seul élément permettant de supposer qu'il pouvait être japonais est le fait qu'il a été abandonné sur une route, ses parents devaient sans doute être en train de fuir. D'autres cas sont encore plus étonnants, comme celui d'une enfant de 9 ans qui faisait partie, avec sa mère et son frère, d'un groupe de colons japonais fuyant la Mandchourie à pied. Lors de cette fuite, après avoir passé la nuit dans les bois, les enfants se réveillent seuls : le groupe a vraisemblablement abandonné tous les enfants de moins d'un certain âge afin de fuir plus facilement, sans leur laisser d'éléments permettant de prouver leurs noms ou leur nationalité<sup>681</sup>. Voilà qui est représentatif de l'histoire des personnes dépourvues de moyens d'identifier leur famille au Japon<sup>682</sup>. Hormis quelques souvenirs personnels très flous, aucun éléments concrets ne leur permettait de lancer une quelconque recherche au Japon. Du reste, ils n'ont souvent même pas pu obtenir l'autorisation de s'y rendre pour ce faire.

---

<sup>680</sup> Sugawara, Kōsuke 菅原幸助, and 神奈川中国帰国者福祉援護協会 Kanagawa shūgoku kikokusha fukushi engo kyōkai, *Nihon no kokuseki o kudasai* 日本の国籍をください (Donnez-nous la nationalité japonaise), Tōkyō : San'ichi shobō, 1998, 273 p.

<sup>681</sup> Sugawara, Kōsuke 菅原幸助, and 神奈川中国帰国者福祉援護協会 Kanagawa shūgoku kikokusha fukushi engo kyōkai, *Nihon no kokuseki o kudasai* 日本の国籍をください (Donnez-nous la nationalité japonaise, s'il vous plait), Tōkyō : San'ichi shobō, 1998, p. 63.

<sup>682</sup> Sugawara, Kōsuke 菅原幸助, and 神奈川中国帰国者福祉援護協会 Kanagawa shūgoku kikokusha fukushi engo kyōkai, *Nihon no kokuseki o kudasai* 日本の国籍をください (Donnez-nous la nationalité japonaise, s'il vous plait), Tōkyō : San'ichi shobō, 1998, p. 14.

## Un rapatriement sans fin

Quand se terminent les rapatriements ? À la fin de l'occupation, quand après les retours organisés par le SCAP, 90 % des Japonais à l'étranger ont été rapatriés ? Dans les années 1950, après la deuxième série de retours depuis l'URSS et la Chine ? Dans les années 1980, au moment où reviennent les « orphelins » restés en Chine depuis la défaite ? C'est là un problème insoluble pour le gouvernement japonais. Une fois tous les vivants rapatriés, qu'en sera-t-il des morts ? Les ossements eux-aussi ont fait l'objet de campagnes de rapatriements et ont aussi été la cause de conflits et de discussions sans fin avec l'URSS et la Chine, qui ont longtemps refusé aux Japonais de venir récupérer les restes des morts<sup>683</sup>.

Parmi toutes les problématiques de l'après-guerre, le rapatriement est peut-être celle qui illustre le mieux le conflit entre la volonté politique d'en finir avec la guerre, de dépasser cet épisode et la réalité, les traces du conflit étant si profondes et si prégnantes qu'il est impossible de tourner la page. Chaque *zanryū koji* revenant au Japon, chaque demande de compensation en est une preuve renouvelée.

Dès lors, le rapatriement est une plaie mal cicatrisée, qui reste toujours à vif. Comment expliquer autrement que les rapatriés se considèrent aujourd'hui encore comme un groupe à part, possédant une identité propre ?

Or cette identité n'est pas née organiquement. Comme nous l'avons vu précédemment, rien ne prédisposait ces personnes issues d'horizons totalement divers à faire partie d'un même groupe. Pour comprendre les mécanismes qui ont réuni ces destins en une seule identité, il faut considérer non plus les modalités du rapatriement lui-même, mais celles du

---

<sup>683</sup> Lucken, Michael, *Les Japonais et la guerre, 1937-1952*, Paris :Fayard, 2013, p.269.

retour au Japon. Plus que les épreuves subies sur la route, ce sont en effet les difficultés rencontrées une fois rentrés au pays qui ont transformé les rapatriés en groupe uni.



## Chapitre 5

### Le retour des rapatriés et la création de l'identité du *hikiagesha*

Les premiers lieux où se forme l'identité des rapatriés sont les centres d'aide situés dans les ports et les bureaux chargés du traitement administratif des arrivants, véritables centres de production du *hikiagesha*. Le passage obligé par cette machine administrative est une expérience commune et formatée qui transforme un sujet colonial en cette nouvelle entité qu'est le rapatrié. Une fois créé comme tel, ce rapatrié est ensuite intégré au sein de la société d'après-guerre. Or, par un effet pervers, ce sont justement les mécanismes mis en place pour réintégrer ce groupe qui contribuent du fait de leurs dysfonctionnements à sa marginalisation sociale. En réponse, les rapatriés vont devenir extrêmement revendicateurs avant d'accepter, au terme de longs débats avec l'État, de laisser une part de leur particularité de côté afin d'obtenir des avantages matériels.

#### **L'accueil des rapatriés : les centres d'aide**

Les tout premiers retours, en particulier depuis la Corée jusqu'à Kyūshū, sont spontanés et interviennent dès la seconde quinzaine d'août 1945. Fuyant l'hostilité antijaponaise en Corée, les arrivants rentrent clandestinement et aucune structure n'est prévue pour les

accueillir. À bord de petits navires marchands, de bateaux de pêche et même de barques à voiles, ils débarquent au Japon dans la désorganisation la plus totale, avec pour seule ressource les quelques biens qu'ils ont pu emporter avec eux. Certains ont malgré tout effectué des démarches officielles de retour, mais celles-ci n'ont rien de systématique : ceux qui l'ont fait se sont présentés spontanément aux autorités qui, dans le chaos de la défaite, ne pouvaient mettre en place de contrôle efficace. Ce flux qui ne représentait au départ un mince filet va se transformer en une véritable marée humaine. Grâce aux demandes répétées du gouvernement japonais, le SCAP, début septembre 1945, comprend qu'il est nécessaire d'organiser des structures d'accueil.

#### *La mise en place de centres d'accueil*

Très tôt, à partir du 18 septembre, des bureaux temporaires sont donc mis en place dans les ports principaux du Japon pour accueillir les nouveaux arrivants et surtout pour contrôler ce qu'ils ramènent : l'un des objectifs des Alliés est d'éviter le pillage des anciennes colonies japonaises en empêchant les rapatriés de trop rapporter ce qu'ils possédaient. Ces premiers centres prennent le nom de bureaux des affaires civiles des rapatriés (*hikiage minji sho* 引揚民事所<sup>684</sup>) et ne sont pas encore reliés à un dispositif global : la première SCAPIN donnant des instructions spécifiques au gouvernement japonais sur l'ensemble des opérations de rapatriement, la SCAPIN 89 *Repatriation of Japanese Nationals*, n'est remise au gouvernement japonais que quelques jours plus tard, le 2 octobre 1945. Le dispositif n'est au départ ni

---

<sup>684</sup> Toyama-ken minseibu shakai fukushi-ka 富山県民生部社会福祉課(dir.), *Toyama-ken senshū shori shi* 富山県終戦処理史, (histoires des dispositions prises dans le département de Toyama pour la fin de la guerre,) Département de Toyama 富山県, 1975, p. 406.

cohérent ni organisé, mais il faut bien réagir à l'« urgence sanitaire et humanitaire » qui se profile<sup>685</sup>. Ces premiers bureaux ne font guère que remettre des papiers et effectuer un contrôle de douane. Les rapatriés se logent où ils peuvent et campent souvent dans des installations de fortune.

Les bureaux temporaires ne suffisant pas à l'immense tâche qui se dessine, le 28 septembre, en prévision de la mise en application proche de la SCAPIN 89, le SCAP envoie au gouvernement japonais la SCAPIN 70. Elle donne l'instruction d'établir des centres d'accueil dans certains des plus grands ports du Japon, ceux qui sont dans un état suffisant pour pouvoir être rapidement utilisés. Au nord, ce sont Hakodate 函館 à Hokkaidō et Niigata 新潟, sur la côte nord-ouest de l'île principale, qui serviront de porte d'entrée. Sur la côte sud-est, des centres sont créés à Tōkyō (en réalité, ce sera à Yokohama que la plupart des rapatriés débarqueront), Uraga 浦賀, Kōbe et Osaka. Au nord de Kyōto, un centre est ouvert à Maizuru 舞鶴, le port ayant le meilleur accès sur la mer du Japon. À l'ouest, plusieurs centres sont ouverts dans la baie d'Hiroshima (Kure 呉市, Ujina 宇品 et Ōtake 大竹市), à Shimonoseki 下関, à la pointe sud-ouest de l'île principale, et à Senzaki 仙崎, au nord du département de Yamaguchi. À Kyūshū, les centres principaux sont Hakata 博多 au nord, Sasebo 佐世保 près de Nagasaki et Kagoshima 鹿児島 au sud de l'île<sup>686</sup>. Les chiffres suivants donnent une idée de l'importance relative de ces centres, ainsi que de leur durée d'utilisation.

---

<sup>685</sup> SCAPIN 89, *Repatriation of Japanese Nationals*, 2 octobre 1945.

<sup>686</sup> SCAPIN 70, *Rad Designating Certain Ports and Their Facilities to be Prepared for Use*, 28 Septembre 1945 ; Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, p. 123.

**Tableau des différents centres de rapatriement, par nombre de rapatriés**

Nom du centre et département dont il fait partie	Date de création	Date de fermeture	Nombre de rapatriés (Japonais civils et militaires)	Nombre de déportés (non-Japonais rapatriés dans leurs pays et habitants d'Okinawa)	Durée d'utilisation
Hakata 博多 (Fukuoka)	24/11/1945	1/5/1947	1 392 429	505 496	1 an et 6 mois
Sasebo 佐世保 (Nagasaki)	24/11/1945	5/5/1950	1 391 646	193 981	4 ans et 6 mois
Maizuru 舞鶴 (Kyōto)	24/11/1945	15/11/1958	664 531	32 997	13 ans
Uraga 浦賀 (Kanagawa)	24/11/1945	1/5/1947	520 000 *	12 000 *	1 an et 5 mois
Senzaki 仙崎 (Yamaguchi)	24/11/1945	16/12/1946	413 961	339 548	1 an
Ōtake 大竹 (Hiroshima)	14/12/1945	21/2/1947	410 783	1 127	1 an et 2 mois
Kagoshima 鹿児島 (Kagoshima)	24/11/1945	1/2/1947	360 924	54 773	1 an et 2 mois
Hakodate 函館 (Hokkaidō)	24/11/1945	1/1/1950	311 452		4 ans et 1 mois
Nagoya 名古屋 (Aichi)	26/3/1946	1/2/1947	259 598	28 241	10 mois
Tanabe 田辺 (Wakayama)	21/2/1946	1/10/1946	220 332	0	7 mois
Ujina 宇品 (Hiroshima)	24/11/1945	31/12/1947	169 026	41 075	2 ans et 1 mois
Yokohama 横浜 (Kanagawa)	24/11/1945 1/5/1947	14/12/1945 11/7/1955	1 971	-	9 ans et 7 mois
Shimonoseki 下関 (Yamaguchi)	24/11/1945	1/10/1946	0	0	10 mois
Karatsu 唐津 (Saga)	21/2/1946	1/10/1946	0	0	7 mois
Kure 呉 (Hiroshima)	24/11/1945	14/12/1945	-	-	1 mois
Moji 門司 (Fukuoka)	24/11/1945	23/1/1946	-	-	2 mois
Tobata 戸畑 (Fukuoka)	23/1/1946	1/10/1946	-	-	8 mois
Beppu 別府 (Ōita)	21/2/1946	26/3/1946	-	-	1 mois

\* Il n'existe pas de chiffres plus précis pour ce centre.

Les centres de Shimonoseki et de Karatsu n'ont finalement pas servi.

Les centres pour lesquels aucun chiffre n'est indiqué sont ceux qui n'ont pas servi ou bien dont les opérations ont été incorporées à celles d'autres camps, d'où l'absence de statistiques spécifiques.

Le port de Hiroshima ayant été rendu inutilisable par l'emploi de la bombe atomique, c'est à Ōtake, Kure et sur l'île d'Ujina que débarquèrent les passagers des navires pour la baie de Hiroshima.

Sources : Hakodate.shi shihensan shitsu 函館市史編さん室 (dir.), *Hakodate.shi shi. Tsūsetsu* 函館市史通説 (Histoire de la ville de Hakodate) Hakodate : Hakodate.shi 函館市 (Ville de Hakodate), 2002, vol. 4, p. 99-101 ; Kōseishō shakai engokyoku engo 50-nenshi henshū iinkai 厚生省社会援護局援護 50 年史編集委員会, *Engo gojūnen shi* 援護 50 年史 (histoire de cinquante ans d'assistance), Tōkyō, Gyōsei ぎょうせい, 1997, p. 147-158 ; Maizuru hikiage kinenkan kōshiki web saito 舞鶴引揚記念館 公式 web サイト (site du musée commémoratif du rapatriement de Maizuru), tableau des centres de rapatriements, en ligne [http://m-hikiage-museum.jp/contents/?page\\_id=112](http://m-hikiage-museum.jp/contents/?page_id=112) (consulté pour la dernière fois le 4 novembre 2013) ; « Daizukai Ajia – taiheiyō sensō kaigai kara no hikiage » 【大図解】アジア・太平洋戦争 海外からの引き揚げ (grand tableau explicatif – guerre d'Asie et du Pacifique : les rapatriements depuis l'étranger). *Tōkyō shinbun* 東京新聞, 17 novembre 2007, n°799.

Les centres les plus importants en termes de flux sont ceux de Hakata, avec 1 392 429 rapatriés entrant au Japon et 505 496 non-Japonais rapatriés vers leurs pays ou vers Okinawa<sup>687</sup>, et Sasebo, avec 1 391 646 rapatriés entrant au Japon et 193 981 en sortant. Près de la moitié des rapatriés sont passés par l'un ou l'autre.

C'est toutefois un autre centre, celui de Maizuru, qui restera gravé dans la mémoire collective, malgré le nombre plus faible de personnes qui y sont passées : 664 531 rapatriés vers le Japon et 32 997 vers d'autres pays (principalement la Corée) ou vers Okinawa. La cristallisation de la mémoire autour de Maizuru est due au fait que c'est le centre qui a fonctionné le plus longtemps, à savoir jusqu'en 1958. Dans la mémoire populaire, c'est le lieu qui reste le plus associé aux rapatriements, en particulier au rapatriement des soldats, puisque les internés en Sibérie passaient par là en revenant d'URSS. Alors que les rapatriements avaient cessés depuis longtemps dans les autres régions, les journaux signalaient chaque nouvelle arrivée de navire transportant des prisonniers des camps soviétiques à Maizuru. Cette ville est également célébrée par la plus connue des chansons au sujet du rapatriement, *Ganpeki no haha* 岸壁の母 (La mère sur la jetée)<sup>688</sup>, qui fait allusion à la jetée du port de Maizuru, où une mère vient attendre chaque jour qu'on lui rende son fils, interné en URSS :

港 の 名 前 は 舞 鶴 な の に  
なぜ飛んで来てくれんのじゃ

---

<sup>687</sup> Okinawa ne fait pas d'après les termes de la déclaration de Potsdam partie du Japon après la défaite. Les ressortissants des îles Ryūkyū peuvent donc bénéficier d'un rapatriement gratuit vers leur terre d'origine, au même titre que les Chinois et Coréens habitant au Japon.

<sup>688</sup> « Ganpeki no haha » 岸壁の母 (la mère sur la jetée), parole de Fujita Masato 藤田まさと, musique de Hirakawa Namiryū 平川浪竜, enregistrée pour la première fois en 1954 dans une version chantée par Kikuchi Akiko 菊池章子 chez テイチクエンタテインメント Teichiku Entertainment.

Le nom du port est Maizuru [la grue qui danse]  
Alors pourquoi ne voles-tu pas jusqu'à moi ?

La ville de Maizuru accueille aujourd'hui un musée commémoratif du rapatriement et une partie de la collection est candidate depuis 2012 pour faire partie du programme « Mémoire du Monde » de l'UNESCO pour la protection du patrimoine documentaire. On y trouve également un parc dédié à la mémoire du rapatriement et abritant de nombreuses statues et stèles commémoratives<sup>689</sup>. Une stèle double en pierre noire, ouverte comme un livre et de faible hauteur, a été érigée en 1978. Elle porte le texte de deux des chansons populaires les plus associées au retour des prisonniers : à gauche un passage de *Ganpeki no haha* et à droite un extrait de *Ikoku no oka* (Les collines d'un pays étranger)<sup>690</sup>.

La plupart des centres ne sont toutefois restés ouverts que quelques années, ce qui ne les a pas empêchés de traiter un nombre impressionnant de rapatriés. C'était la clé de voûte du système de rapatriement, celle qui a permis de canaliser, de comptabiliser, de traiter, puis d'envoyer vers le reste du Japon la marée humaine qui déferlait dans les ports. Ce n'étaient pas seulement des portes d'entrée, c'étaient des lieux où le sort entier des rapatriés se jouait, puisque c'était là qu'ils obtenaient l'accès aux structures mises en place pour les aider, accès conditionné entre autres par la possession de la carte officielle de rapatriement. Il s'agissait

---

<sup>689</sup> Musée commémoratif du rapatriement de Maizuru, (Maizuru hikiage kinenkan 舞鶴引揚記念館), parc, cérémonies, créé en 1988 à Maizuru dans le département de Kyōto ; Parc commémoratif du rapatriement de la ville de Maizuru (Maizuru hikiage kinen kōen 舞鶴市引揚記念公園), créé en 1970. Le musée est situé près de l'endroit où était placé l'ancien port, et une reproduction du débarcadère d'où les soldats descendaient a été construite non loin.

<sup>690</sup> « Ikoku no oka » 異国の丘 est une chanson dont les paroles ont été écrites par Masuda Koji 増田幸治 et Saeki Takao 佐伯孝夫 Yoshida Tadashi, sortie pour la première fois en 1948 chez Victor Entertainment, et qui décrit les sentiments d'un interné en Sibérie attendant son retour au Japon. Ces deux chansons sont restées des grands standards de la chanson populaire japonaise de style traditionnel et sont encore souvent chantées aujourd'hui.



aussi de lieux d'assistance, puisque que les rapatriés y étaient nourris, soignés et abrités pendant quelque temps.

### *Des centres aux multiples fonctions*

Les « centres d'aide aux rapatriés », (Hikiage engo-kyoku 引揚援護局) selon leur nom officiel, ont été intégrés au sein de la bureaucratie japonaise dans un premier temps en tant que branches externes du bureau des affaires sociales (Shakai-kyoku 社会局) qui faisait partie du ministère de l'Intérieur<sup>691</sup>. Lorsque ce dernier a été dissout par les autorités d'occupation, dès mars 1946, c'est le ministère de la Santé qui a pris en charge les rapatriés. Au vu de l'important dispositif médical qu'il devenait nécessaire de mettre en place, cette affectation semble logique. Le 13 mars 1946, une nouvelle entité a été créée en tant que branche externe du ministère de la Santé, l'Institut pour l'aide aux rapatriés (引揚援護院 Hikiage engo.in.) À partir de cette date, c'est le ministère de la Santé qui est resté l'autorité centrale gérant les rapatriements et la réinsertion des rapatriés<sup>692</sup>.

Le plan préparé par le SCAP redéfinissait également le rôle que devaient jouer ces centres : il ne s'agissait plus seulement de bureaux où effectuer les formalités d'entrée au pays, mais de la pièce maîtresse du processus d'aide aux rapatriés. C'est là que leur transition

---

<sup>691</sup> Fujinuma Toshiko 藤沼敏子, « Nenpyō : chūgoku kikōsha mondai no rekishi to engo seisaku no tenkai, » 年表・中国帰国者問題の歴史と援護政策の展開, *Chūgoku kikōsha teichaku sokushin sentā kiyō* 中国帰国者定着促進センター紀要 (bulletin du centre pour l'aide à l'installation au Japon pour les personnes rapatriées de Chine), n°6 (1998), p. 250.

<sup>692</sup> Il existe aussi une branche chargée des rapatriements au sein du bureau gouvernemental pour la démobilisation, le fukuinchō 復員庁, qui s'appelle le Hikiage engo chō 引揚援護庁.

vers une nouvelle vie au Japon devait être préparée de la façon la plus efficace possible, afin que le flux grandissant de réfugiés puisse être géré.

Dans les centres d'aide aux rapatriés, chaque arrivant devait être soumis à des examens médicaux physiques et à des procédures de quarantaine si nécessaire pour éviter la propagation de maladies contagieuses. Par mesure prophylactique, les rapatriés étaient vaccinés contre la variole, le choléra et le typhus; ils étaient aussi soumis à des pulvérisations de DDT.

Au-delà des examens médicaux, les centres devaient également veiller à repérer les criminels de guerre dont les noms figuraient sur les listes du SCAP, ainsi qu'à inspecter les bagages et les personnes pour éviter toute contrebande, en particulier de valeurs mobilières (actions ou bons du trésor) et de métaux précieux. Une fois ces inspections terminées, le centre avait également pour fonction de distribuer de la nourriture et des vêtements, et de coordonner les trains et les navires qui devaient ramener les rapatriés chez eux gratuitement<sup>693</sup>. C'était également là que se trouvaient les bureaux de démobilisation chargés de gérer les personnels militaires d'outremer et d'organiser leur retour dans leur région d'origine<sup>694</sup>.

La démobilisation des troupes en provenance de l'extérieur du Japon était liée au dispositif d'aide aux rapatriés et donc aux centres de rapatriement. En effet, les ministères de l'Armée et de la Marine, à qui avait été confiée la gestion de la démobilisation des troupes

---

<sup>693</sup> Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, p. 152.

<sup>694</sup> Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, p. 126.

présentes dans l'archipel, ont été dissouts par le SCAP le 30 novembre 1945<sup>695</sup>, une fois libérés de leurs obligations militaires 262 000 membres de l'Armée de terre et 291 537 membres de la Marine en poste à l'intérieur des quatre îles principales. Les quelque 3 450 000 militaires d'outremer devaient donc être gérés par deux nouveaux ministères, le premier ministère de la Démobilisation (Dai.ichi fukuin-shō 第一復員省,) anciennement ministère de l'Armée et chargé de la démobilisation de ce corps d'armée, et le second ministère de la Démobilisation (Dai.ni fukuin-shō 第二復員省,) chargé de la Marine. Contrairement aux ministères de l'Armée et de la Marine, ces nouveaux organismes avaient à leur tête des dirigeants civils, même s'ils restaient principalement composés d'officiers démobilisés. Shidehara Kijūrō <sup>696</sup>, alors également Premier ministre, coiffait les deux entités.

Dans les centres de rapatriement, des bureaux chargés de la procédure de démobilisation ont été mis en place. C'est là que les soldats rapatriés recevaient leurs papiers officiels de démobilisation. En même temps, on recueillait leurs témoignages au sujet des personnes disparues et on rassemblait les urnes funéraires<sup>697</sup> et les effets personnels des

---

<sup>695</sup> SCAPIN 137, *Demobilisation Japanese Armed Forces*, 14 octobre 1945.

<sup>696</sup> Shidehara Kijūrō 幣原喜重郎 (1872-1951) ministre des Affaires étrangères de 1924 à 1927 et de 1929 à 1931 et pacifiste, qui met en place une politique anti-interventionniste en Chine et une coopération avec les Etats-Unis appelée « diplomatie Shidehara .» Brièvement Premier ministre par interim avant la guerre, après la tentative d'assassinat du Premier ministre Hamaguchi Osachi 濱口雄幸 (1870-1931), il est le deuxième Premier ministre après la défaite, d'octobre 1945 à mai 1946, ainsi que président du parti du progrès (日本進歩党 Nihon shinpo-tō).

<sup>697</sup> Les soldats doivent rapporter avec eux les restes de leurs camarades tombés au combat sous forme d'ossements après incinération partielle. Souvent, par manque de place, ce n'est qu'un seul os, ou quelques cheveux, qui sont rapportés. Ces restes sont placés dans des boîtes en bois blanc appelées *shiraki no hako* 白木の箱 pour les renvoyer à leur famille. Parmi les rapatriés civils, on retrouve également cet emploi de boîtes funéraires après un décès pendant la fuite, lorsqu'il est impossible de procéder aux cérémonies nécessaires ou de transporter le corps. Une des photos les plus célèbres du rapatriement, prise par Iiyama Tatsuo 飯山達雄 (1904-1993) au camp de réfugiés pour orphelins de Mukden, montre une petite fille de neuf ans déguisée en garçon portant autour de son cou les restes de sa mère dans une telle boîte (Iiyama Tatsuo 飯山達雄 (photographies et texte), *Chiisana hikiagesha* 小さな引揚者 (Les petits rapatriés), Tōkyō : Sōdo bunka 草土文化, 1999 (édition originale 1985), page hors-texte). Dans le même ouvrage, Yamada Mitsuko 山田美津子, la jeune fille en question, raconte qu'elle est partie juste après la défaite avec sa famille d'Agochi en Corée (aujourd'hui en Corée du Nord.) Au cours de leur fuite à travers la Mandchourie, elle perd un premier frère, âgé de deux ans, sa belle-

morts qu'ils avaient pu ramener, afin de les envoyer si possible aux familles des défunts. Les soldats démobilisés obtenaient également la solde qui leur restait à percevoir, ainsi qu'une aide financière<sup>698</sup>. Cette organisation était également appuyée par des bureaux locaux d'assistance, situés dans les anciens bâtiments des états-majors des régiments, qui tenaient lieu de réseau d'accompagnement du personnel démobilisé<sup>699</sup>. Après 1947, le dispositif de démobilisation a été considérablement réduit et également placé sous la tutelle du ministère de la Santé<sup>700</sup>, puisque les seuls soldats qui n'avaient pas officiellement été démobilisés étaient les internés de Sibérie.

### *Des lieux chargés d'émotion*

Les centres d'aide aux rapatriés n'étaient pas seulement des lieux administratifs. Ils avaient pour les rapatriés une forte charge émotionnelle : enfin en sécurité, c'est là qu'ils réalisaient qu'ils rentraient dans un Japon détruit qui ne ressemblait en rien à celui qu'ils avaient quitté. Le choc du retour était particulièrement fort pour les soldats qui reviennent de Chine, où l'armée japonaise victorieuse, vivant dans des conditions particulièrement protégées, était loin d'imaginer l'état de dévastation dans lequel se trouvait le Japon.

C'est certainement dans les centres de rapatriement d'Ōtake et de Kure, situés de part et d'autre de la baie d'Hiroshima, que le traumatisme a dû être le plus grand : Kure avait été

---

mère et sa demi-sœur, puis son père et enfin son deuxième frère, âgé de six ans. Seule survivante de tout le groupe, elle est ensuite transportée jusqu'à Mukden, d'où elle est rapatriée au Japon. Elle y retrouve sa sœur aînée, qui n'était pas venue en Corée avec le reste de la famille. Cela ne faisait qu'un an que la famille de Yamada avait quitté le Japon. (*ibid*, p. 50-53.)

<sup>698</sup> SCAPIN 1843, *Demob. Machinery, Reorg of.*, 19 janvier 1948.

<sup>699</sup> Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, p. 126.

<sup>700</sup> SCAPIN 1791, *Demob Machinery, Reorg of.*, 4 octobre 1947.

le port de départ de la plupart des soldats partis pour le sud. C'étaient les forces d'occupations australiennes qui supervisaient ce centre de rapatriement. L'histoire officielle du régiment stationné à Ōtake décrit l'attitude des soldats japonais : à bord du navire, ils semblaient plutôt confiants et sûrs d'eux-mêmes; certains étaient même parfois arrogants. Or leur attitude a changé en entrant dans la baie d'Hiroshima et en découvrant la ville réduite en cendres. Ce n'est qu'à ce moment qu'ils ont pris conscience de la réalité de la défaite<sup>701</sup>.

Quant aux rapatriés civils, l'arrivée au Japon marquait pour eux la fin d'un voyage souvent long et difficile. Les photos d'Iiyama Tatsuo montrant l'arrivée au Japon d'un bateau de rapatriement parti de Huludao (Korotō) traduisent l'émotion ressentie par les rapatriés au moment où, penchés au-dessus du bastingage du navire, ils apercevaient pour la première fois la terre japonaise,. L'atmosphère semble recueillie, presque religieuse, quand on la compare avec la série de photographies montrant les rapatriés au moment où ils descendaient enfin du navire : presque tous souriaient largement et semblaient presque dévaler la passerelle qui les menait à la terre japonaise en courant<sup>702</sup>. Même s'il est certain que le SCAP n'aurait pas publié des clichés en doute le succès de l'opération les photos prises par les forces d'occupations américaines montrent également le large sourire des rapatriés enfin rentrés<sup>703</sup>,. Si les photos prises directement par le SCAP doivent donc être considérées avec une grande

---

<sup>701</sup> Wood, J., « The Forgotten Force: The Australian Military Contribution to the Occupation of Japan 1945-1952 », *Journal of the Royal United Services Institute of Australia*, 23, December 2001, version en ligne sur [http://www.awm.gov.au/atwar/BCOF\\_history.pdf](http://www.awm.gov.au/atwar/BCOF_history.pdf) (site consulté le 17 août 2013,) p. 25.

<sup>702</sup> Iiyama Tatsuo 飯山達雄 (photographies et texte), *Chiisana hikiagesha* 小さな引揚者 (Les petits rapatriés), Tōkyō : Sōdo bunka 草土文化, 1999 (édition originale 1985), p. 48-49 et 60-63.

<sup>703</sup> Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement : MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC. : GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, p. 160, illustration numéro 51. La photo, accompagnée de la légende « Displaced citizens are processed at Hakata Reception Center, » montre une foule surtout composée de femmes et d'enfants avançant le long d'un grand bâtiment ressemblant à un entrepôt. Au centre une femme assez jeune, avec un léger sourire, tient à la main un jeune enfant, et derrière elle, une autre femme tient un tout petit enfant dans les bras et baisse la tête en souriant largement. Toutes les mères et leurs enfants ont l'air sain et heureux et semblent jeter un regard curieux et amusé au photographe.

prudence, on ne peut pas avoir les mêmes réserves pour celles qu'a prises Iiyama Tatsuo. Lui cherche au contraire à illustrer la souffrance des rapatriés, dans le but de décider les autorités à agir.

Ses photos représentent souvent des enfants dont il cherche à faire sentir la vulnérabilité et l'innocence, d'où le titre de son livre: *Les Petits Rapatriés*. Il cadre par exemple des orphelins du centre de réfugiés de Mukden dans un état de dénutrition extrême, dormant à même le sol, vêtus de loques<sup>704</sup>. Iiyama avait des raisons profondes de chercher à exprimer la vérité sans fard. Lui-même rapatrié de Nouvelle-Guinée, il s'est rendu au port de Hakata pour y chercher sa femme qui n'était pas encore rentrée de Corée. En vain. Là, devant ce qu'on lui racontait de l'horreur de la situation des civils en Mandchourie, il a décidé de se rendre clandestinement en Mandchourie au mois de juillet 1946. Il a visité le port de Korotō et les camps de réfugiés de Mukden, où il a ressenti un choc face au dénuement des civils, en particulier des enfants, et l'urgence du drame humanitaire qui était en train de se jouer. Lorsqu'il est rentré fin 1946 au Japon, il a remis ses photos à l'Association d'aide au rapatriement des compatriotes à l'étranger (Zaigai dōhō hikiage engo kai 在外同胞引揚援護会) en leur demandant de les transmettre au SCAP afin qu'on intensifie les efforts accomplis pour rapatrier les Japonais pris au piège sur le continent<sup>705</sup>. Il est donc certain que ses clichés ne cherchaient nullement à édulcorer la réalité. De ses images transparaissent la fatigue, le

---

<sup>704</sup> Iiyama Tatsuo 飯山達雄 (photographies et texte), *Chiisana hikiagesha* 小さな引揚者 (Les petits rapatriés), Tōkyō : Sōdo bunka 草土文化, 1999 (édition originale 1985), p. 12-21, en particulier la photographie p. 12-13 montrant un enfant semblant avoir trois ou quatre ans, nu, émacié et au ventre distendu, la tête entourée d'un bandage, et une petite fille du même âge, d'une grande maigreur, vêtue d'une fine robe tombant en lambeaux. Il écrit en commentaire que ces enfants ne sont plus que « de la peau et des os » (骨と皮だけになってしまった).

<sup>705</sup> Iiyama Tatsuo 飯山達雄 (photographies et texte), *Chiisana hikiagesha* 小さな引揚者 (Les petits rapatriés), Tōkyō : Sōdo bunka 草土文化, 1999 (édition originale 1985), p. 94-102.

dénuement, sauf au moment du retour sur le sol japonais, lorsqu' apparaissent enfin des sourires.

Les témoignages corroborent le fait que, malgré les examens et les difficultés administratives, l'arrivée dans les centres de rapatriement est vécue comme un soulagement. Celui de Murakami Akira 村上明, rapatrié de Dairen alors qu'il était encore adolescent, est typique de l'atmosphère étrange, mélange de libération et d'ennui, dans laquelle sont plongés les rapatriés au terme de leur voyage :

上陸して栈橋を渡ると、隊列を組んだまま先頭から順番に白い粉（これがD D Tでした）を頭からふり掛けられ、お互いに笑い合いました。係員に声を掛けられても抵抗感が全くなくて、素直に指示に従っていました。団体行動は何をするにも時間がかかり、ただただ我慢の明け暮れでした。[...] 大人たちは、書類を作ったり会議を開いたり、忙しそうにしていました。我々は、手持ち無沙汰でぶらぶらして過ごしました。

*Une fois descendus, nous avons traversé la jetée. Nous nous sommes mis en file indienne, et là, on nous a saupoudrés d'une poudre blanche (c'était du DDT) dans l'ordre, en commençant par le bout de la file. Tout le monde se souriait. Même quand les responsables nous appelaient, nous ne ressentions aucun sentiment de résistance, mais suivions docilement les instructions. Cela prend du temps pour obtenir qu'un groupe agisse collectivement, mais la patience de tous était sans fin. [...] Les adultes remplissaient des papiers ou organisaient des réunions, et ils semblaient très occupés. Nous autres [les enfants], nous traînions sans but, en nous ennuyant ferme* <sup>706</sup>.

Même si les rapatriés sont traités d'une manière assez mécanique par l'administration, qui doit gérer un grand nombre de personnes en transit, le personnel administratif n'est

---

<sup>706</sup> Murakami Akira 村上明, « Ryūgū ni kaetta hikiagesha » 竜宮に還った引揚者 (le rapatrié rentré au pays des merveilles), *Heiwa no Ishizue - Hikiagesha*, vol. 19, 2010, p. 52. Le titre du témoignage de Murakami, traduit ici par « pays des merveilles » fait allusion au palais du dragon, un palais sous-marin magique empli de trésors, issu d'un conte populaire japonais.

jamais décrit comme hostile. Les employés tentent souvent de rendre les lieux aussi accueillants que peuvent l'être de simples bâtiments en bois sans la moindre fioriture – ainsi, une photographie du centre d'Ōtake prise en juin 1946 par les forces d'occupation américaines montre une inscription figurant sur le portique d'entrée accueillant les arrivants : « Merci de votre dur travail » (*gokurō sama deshita* 御苦労様でした)<sup>707</sup>.

Toutefois, la gratitude apparente manifestée par ce signe est à relativiser. En effet, l'idée selon laquelle les rapatriés auraient servis la métropole s'oppose à la conception selon laquelle les Japonais partis à l'étranger l'auraient fait certes en accord avec les politiques nationales, mais surtout dans le but de s'enrichir eux-mêmes, leur présence dans des régions comme la Mandchourie ayant contribué à déclencher la guerre. Ce point sera étudié en détail plus loin. Il n'en reste pas moins que, dans les centres de rapatriement, cette interprétation négative du rôle des rapatriés n'était guère présente. À leur arrivée, les rapatriés civils étaient traités, en tout cas dans le discours utilisé à leur égard, comme des personnes méritantes qu'on remerciait. C'est le contraste entre cet accueil chaleureux et la froideur rencontrée ensuite de la part des habitants de métropole qui sera difficile à accepter pour les rapatriés.

#### *Porter secours aux démunis : l'aide dans les camps*

Les centres de rapatriement offrent aussi aux rapatriés une aide matérielle et concrète. La première nécessité est de leur offrir un toit pour leur premier jour au Japon. Les arrivants

---

<sup>707</sup> Handō Kazutoshi 半藤一利, *Haisenkokū nippon no kiroku : beikoku kokuritsu kōbun shokan shozai shashinshū* 敗戦国ニッポンの記録: 米国国立公文書館所蔵写真集 (Annales du Japon, pays vaincu, collections de photos des archives nationales américaines), Volume 1, Tōkyō : ākaibusu アーカイブス, 2007 p. 63.



sont en général logés dans d'anciennes casernes désaffectées près des ports, parfois dans des écoles ou autres bâtiments publics si les casernes ne sont plus utilisables. Les lieux sont spartiates : une photographie montre ainsi des bâtiment en bois nu, très simple, ne contenant que des couchettes en bois. Toutefois, les camps peuvent inclure un certain confort, en particulier des bains chauds, plaisir que les rapatriés n'ont souvent pas pu connaître depuis longtemps<sup>708</sup>. Officiellement, il est interdit de rester dans les centres plus de vingt-quatre heures, limite qui a été imposée par le SCAP pour faciliter l'expédition des rapatriés vers leurs points d'attache, mais, grâce à de nombreuses dispenses pour permettre aux arrivants de terminer les formalités administratives et médicales, le séjour moyen est plus proche de trois ou quatre jours<sup>709</sup>.

Dans son œuvre monumentale sur le Japon de la défaite, John Dower évoque ces centres de rapatriement. Il les décrit comme « donnant une impression saisissante de chaos et de démoralisation<sup>710</sup> », des lieux sinistres où sont entassés des rapatriés dénutris, mourant parfois de faim et dont les corps sont laissés sur place parfois plusieurs jours. Cette description correspond certainement à certains moments qui ont succédé immédiatement à la défaite, quand il était impossible de gérer le nombre d'entrants et que les centres de rapatriement devaient également servir à regrouper les Coréens cherchant à rentrer en Corée et les habitants d'Okinawa. Cette description terrible est toutefois à relativiser. Pendant leur séjour, les rapatriés sont nourris gratuitement. Devant l'état souvent pitoyable de dénutrition de certains, les autorités augmentent la ration que les rapatriés peuvent recevoir dans ces

---

<sup>708</sup> Iiyama Tatsuo 飯山達雄 (photographies et texte), *Chiisana hikiagesha* 小さな引揚者 (Les petits rapatriés), Tōkyō : Sōdo bunka 草土文化, 1999 (édition originale 1985), p. 76.

<sup>709</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 261.

<sup>710</sup> Dower, John W, *Embracing Defeat – Japan in the wake of World War II*, New York: W.W. Norton & Company / The New Press, 1999, p. 55.

centres par rapport à celles qui sont prévues pour la population générale. Si la population reçoit 310 grammes de riz par personne et par jour<sup>711</sup> (cette ration sera augmentée à 330 grammes, avant que le rationnement soit aboli), les rapatriés en obtiennent 400. Des distributions de vêtements pour les plus démunis sont également mises en place : d'anciens uniformes de l'armée confisqués par les forces d'occupation sont remis aux hommes comme aux femmes, mesure extrêmement généreuse quand on pense aux difficultés rencontrées pour se procurer du textile dans l'après-guerre.

Si la situation dans les camps était parfois critique, cela doit se comprendre dans le contexte général de la défaite, et il faut comparer ces conditions à celles dans lesquelles vivaient la population des villes dévastées par les bombes. La relative largesse avec laquelle les rapatriés étaient traités peut même surprendre. Cette population était certes démunie, mais la famine faisait alors rage dans la plupart des villes du Japon. Le pays était en effet dépendant des denrées alimentaires provenant de son empire, en particulier de la Mandchourie, et, même en son sein, la destruction massive des infrastructures ne permettait plus d'acheminer la nourriture des campagnes vers la ville<sup>712</sup>. Il est certain que cette aide était due au fait que le SCAP considérait les rapatriés comme une priorité toute particulière : dans les rapports hebdomadaires de la section de santé publique du SCAP intitulés *Public Health and Welfare. Conditions in Japan*, une section spéciale est systématiquement consacrée au progrès des rapatriements et à la santé des rapatriés, considérée comme une priorité à part

---

<sup>711</sup> La ration alimentaire moyenne au Japon en automne 1945 était à peine suffisante pour survivre. Elle a été estimée à 700 kilocalories, soit près d'un tiers de la quantité de calorie moyenne nécessaire à un adulte en bonne santé. Voir par exemple Robert Harvey, *American Shogun: General MacArthur, Emperor Hirohito and the Drama of Modern Japan*, New York : Overlook Press, 2007, p. 331.

<sup>712</sup> Dower, John W, *Embracing Defeat – Japan in the wake of World War II*, New York: W.W. Norton & Company / The New Press, 1999, p. 90.

entière<sup>713</sup>. La population japonaise dans son ensemble était à la charge du gouvernement japonais, mais les rapatriés se trouvaient sous la protection du SCAP, puisque les occupants avaient accepté d'aider au moins à leur transport. D'où les privilèges relatifs qui leur étaient accordés par rapport aux autres civils victimes de la guerre.

L'aide aux rapatriés était loin de s'arrêter là. Alors qu'il était extrêmement difficile et coûteux de voyager dans le Japon dévasté d'après la défaite, leurs frais de voyage étaient payés jusqu'à leur point d'arrivée. Ils recevaient également une petite somme d'argent pour subvenir aux besoins du trajet, qui s'élevait à 100 yens par personne ou à 300 yens au maximum pour un foyer, et ce, alors qu'ils étaient nourris gratuitement dans les gares. Ils avaient également droit à la priorité dans les trains et, sur les lignes principales, des trains spéciaux leur étaient entièrement réservés<sup>714</sup>.

#### *La prophylaxie des maladies contagieuses*

La population qui arrivait dans les centres de rapatriement n'était pas seulement une population démunie, c'était également une population malade, qui avait besoin d'une aide sanitaire parfois urgente et qui pouvait être porteuse de maladies contagieuses. La malnutrition et les conditions difficiles traversées avaient pu provoquer des lésions : des engelures, ou des blessures aux pieds dues à une marche sans relâche. Les rapatriés avaient

---

<sup>713</sup> Ces rapports ont été rendus disponibles en ligne grâce à une bourse du ministère de l'Éducation, de la Culture, des Sports, des Sciences et de la Technologie (文部科学省, Monbu kagaku shō) à l'adresse <http://www.rekishow.org/GHQ-PHW/material.html>. Ils sont disponibles pour toutes les semaines ou presque d'octobre 1945 à décembre 1949 et constituent une source précieuse sur la santé publique au Japon pendant cette période.

<sup>714</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 261.

souvent pu être exposés aux maladies typiques des camps de réfugiés, qui prolifèrent quand la densité de population est très forte alors que l'hygiène est insuffisante, comme le typhus ou la dysenterie. De plus, certains venaient de régions tropicales où certaines maladies contagieuses pouvaient être endémiques. Parmi celles-ci, le SCAP surveillait tout particulièrement la malaria (paludisme), la maladie de Hansen (lèpre), la tuberculose, l'anthrax infectieux ou la variole. Si les maladies dont souffraient les rapatriés étaient l'objet d'un contrôle rigoureux, c'est non seulement parce qu'elles nécessitaient un traitement, mais aussi parce qu'il pouvait s'agir d'affections dont il fallait protéger la population de la métropole. Il est difficile d'estimer la proportion totale des rapatriés malades, mais les chiffres du ministère de la Santé indiquent combien ont dû être l'objet de soins médicaux : environ 10 % souffraient d'une pathologie (y compris la malnutrition) qui exigeait des traitements dans les centres. Entre 1945 et 1950, 180 000 personnes ont été hospitalisées ou placées dans des sanatoriums. Les chiffres indiquent également que 3 980 de ces malades sont décédées au cours de leur traitement<sup>715</sup>.

La maladie qui provoquait la plus grande inquiétude était le choléra. Extrêmement contagieuse, surtout dans des conditions où l'eau est facilement contaminée par les déjections, souvent mortelle par déshydratation, elle existait en effet de manière endémique dans de nombreux pays d'Asie. La crainte qu'une épidémie soudaine puisse ravager la population japonaise déjà affaiblie justifiait donc une vigilance toute particulière. Il ne faut pas oublier que les Japonais, comme les Américains d'ailleurs, avaient encore présent à l'esprit le souvenir de l'épidémie de grippe de 1918, dite grippe espagnole, qui avait fait des dizaines

---

<sup>715</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 261.

de millions de morts. Au XIX<sup>e</sup> siècle également, des épidémies dévastatrices de choléra s'étaient déclarées à six reprises.

Dès octobre 1945, le SCAP a donc commencé à prévoir un plan de quarantaine pouvant être mis en place en cas de cas avérés de choléra <sup>716</sup>. Au départ, il ne s'agissait que de cas isolés, mais le dispositif envisagé a dû être mis en œuvre en mai 1946 devant le port d'Uraga. Le nombre de bateaux mis en quarantaine était sans précédent : entre quinze et vingt (le nombre de navires a varié au cours de la période, les passagers étant transférés d'un navire à l'autre) ont été immobilisés dans la baie d'Uraga et placés sous surveillance médicale. À leur bord, 54 998 rapatriés, en provenance de Canton, et entre 12 000 et 15 000 Japonais en provenance de Haiphong en Indochine. Un navire hôpital de 1 500 lits a été affecté à la flotte<sup>717</sup>. Lentement, les autorités sont parvenues à vider les navires et, fin mai, les dernières quarantaines étaient en instance d'être levées. En tout, 478 personnes à bord des navires ont été victimes de l'épidémie et 70 sont mortes malgré les soins<sup>718</sup>. Ces mesures ont été efficaces : aucun cas de choléra n'a été détecté dans le port d'Uraga.

De la même façon, la prévention du typhus exanthématique, par pulvérisation de DDT éliminant le parasite agent de transmission de la maladie, a été prévue dès le premier des rapports de santé publique du SCAP<sup>719</sup>. Le caractère contagieux de cette affection, aussi appelée typhus des camps, est exacerbé par l'entassement et une mauvaise hygiène. D'où le

---

<sup>716</sup> General headquarters Supreme commander for the allied powers Public Health and Welfare Section, *Summary report public health and welfare Condition in japan*, section 1 preventative medicine, 22 octobre 1945, p. 8.

<sup>717</sup> General headquarters Supreme commander for the allied powers Public Health and Welfare Section, *Summary report public health and welfare Condition in japan*, section 1 preventative medicine, période du 28 avril au 4 mai 1946, pp. 31, 34.

<sup>718</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 261.

<sup>719</sup> General headquarters Supreme commander for the allied powers Public Health and Welfare Section, *Summary report public health and welfare Condition in japan*, section 1 preventative medicine, 22 octobre 1945, p. 8.

fait qu'elle est endémique dans les zones de guerre, lorsque des populations doivent être déplacées. Pour que la prophylaxie soit efficace, il fallait agir avant que les rapatriés entrent en contact avec d'autres Japonais. On les rassemblait, on les organisait en longues rangées et on les aspergeait d'une poudre blanche dont certains ne comprenaient pas tout de suite la nature. Étrange accueil pour ceux qui traversé de terribles épreuves pour arriver jusque-là, même si, pour beaucoup d'entre eux, ce n'étaient pas la première fois qu'on leur infligeait ce genre de traitement : par exemple, les centres de réfugiés de Séoul pratiquaient également ces pulvérisations<sup>720</sup>. Les ordres du SCAP fixaient en effet très tôt (septembre 1945) les procédures d'application du produit en six pulvérisations distinctes, y compris à l'intérieur des habits au cou et à la taille<sup>721</sup>. Si l'opération prenait l'allure d'une étrange chaîne de production, le DDT semble avoir été supporté sans protester par les rapatriés, malgré les irritations cutanées et oculaires que ce produit peut provoquer et le côté mécanique et déshumanisant de son application. Les témoignages ou les photographies, laissent surtout transparaître un sentiment d'amusement devant cet étrange manège.

Jusqu'où cet apparent sentiment d'indifférence à la pulvérisation de DDT était-il partagé ? Il est certain que, même si les rapatriés n'en parlaient pas ou ne le laissaient pas voir, la procédure pouvait vécue comme une humiliation. Igarashi Yoshikuni explique ainsi dans son livre sur le corps japonais comme lieu de mémoire de la guerre dans l'après-guerre

---

<sup>720</sup> Voir Asano Toyomi 浅野豊美, Aketagawa Tōru 明田川融 (dirs.), *Kokyō e : Teikoku no kaitai – beigun ga mita nihonjin to chōsenjin no hikiage* 故郷へ 帝国の解体・米軍が見た日本人と朝鮮人の引揚げ (Vers le pays natal : le démantèlement de l'empire – le rapatriement des Japonais et des Coréens vu par l'armée américaine), Tōkyō : Higashi shuppan, 2005, p. 26-27. La photo représente des soldats américains pulvérisant du DDT dans les habits de deux hommes souriants. Les autres personnes faisant la queue regardent l'opération avec curiosité et amusement. Il faut toutefois noter qu'il aurait peut-être été difficile de manifester de la colère ou de la désapprobation devant les forces d'occupation.

<sup>721</sup> « Report of AFPAC Headquarters of USA Typhus Commission », p. 8, cité par Aldous, Christopher « Typhus in Occupied Japan (1945-1946): An Epidemiological Study », *Japanese Studies*, 26:3, 2006, p. 330.

au Japon que le DDT était une « preuve matérielle de l'humiliation du Japon<sup>722</sup> ». D'après Christopher Aldous, la pulvérisation de DDT soulignait la supériorité technologique et scientifique de l'occupant sur le peuple japonais. La poudre blanche purifiait des corps sales, malades et impropres à rentrer en l'état au Japon. En effet, ces pulvérisations soulignaient le fait que les rapatriés, éléments étrangers, pouvaient être porteurs d'agents pathogènes pour la population de la métropole<sup>723</sup>. Les journaux et même certains documents du SCAP ont du reste adopté cette même rhétorique de la contamination à l'encontre des Coréens. Lorsqu'un grand nombre, après avoir été rapatriés en Corée, ont décidé de retourner au Japon en 1946, ils ont également été accusés d'être porteurs de maladies, en particulier le choléra et le typhus, comme les rapatriés japonais<sup>724</sup>. Or, comme le montre l'article de Christopher Aldous sur l'épidémiologie du typhus au Japon entre 1945 et 1946, la réalité était tout autre : le typhus était depuis longtemps endémique au Japon et c'est plutôt dans la population de métropole et dans les villes que le risque de transmission était élevé<sup>725</sup>. On serait donc ici en présence d'une crainte irrationnelle face à la contamination par des éléments extérieurs.

#### *Les traitements subis par les femmes et le cas des avortements*

Les femmes ont eu droit un traitement particulier, dont l'un des aspects, tenu secret, a provoqué une polémique lorsqu'un journaliste l'a décrit dans les années 1970. Des

---

<sup>722</sup> « DDT sprayed in the ruins of Japanese cities was material proof of Japan's humiliation », Igarashi Yoshikuni, *Bodies of Memory: Narratives of War in Postwar Japanese Culture, 1945-1970*, Princeton : Princeton University Press, 2000, p. 67.

<sup>723</sup> Aldous, Christopher(2006) « Typhus in Occupied Japan (1945-1946): An Epidemiological Study », *Japanese Studies*, 26:3, 2000, pp. 317-333 , p. 330.

<sup>724</sup> Aldous, Christopher(2006) « Typhus in Occupied Japan (1945-1946): An Epidemiological Study », *Japanese Studies*, 26:3, 2000, pp. 317-333 , p. 331.

<sup>725</sup> Aldous, Christopher(2006) « Typhus in Occupied Japan (1945-1946): An Epidemiological Study », *Japanese Studies*, 26:3, 2000, pp. 317-333 .

avortements ont en effet été pratiqués sur des femmes revenues enceintes de Mandchourie et de Corée, à une époque où cette pratique était illégale et sur une base semi-volontaire. On ne trouve nulle trace de cette affaire dans les documents officiels. L'ouvrage récapitulatif publié par le ministère de la Santé, *Hikiage to engo 30 nen no ayumi*, qui résume le processus du rapatriement et l'aide au rapatriés sur une période de trente ans, fait bien état de traitements spéciaux pour les femmes, mais ceux-ci sont tout à fait différents. Officiellement, une aide médicale particulière était offerte à toutes les femmes de plus de 15 ans, qui pouvaient bénéficier de consultations dans des lieux spécifiques d'assistance et de conseil (*fujin kyūen sodan-jo* 婦人救援相談). Là, après leur visite médicale générale, elles étaient reçues par des médecins gynécologues, pour un dépistage ou un traitement de maladies gynécologiques ou sexuellement transmissibles. Le texte indique que ces consultations avaient lieu sur une base totalement volontaire. Selon les cas, les femmes pouvaient se voir proposer des traitements et, dans certains cas, elles étaient envoyées dans des centres de soin généraux comme des hôpitaux ou des sanatoriums<sup>726</sup>.

Au cours des années 1970, s'appuyant sur les témoignages de médecins et d'infirmières, le travail d'investigation du journaliste Kamitsubo Takashi 上坪隆<sup>727</sup> a rendu publique une réalité tout autre. Ce qu'il avance est très difficile à prouver, à cause du manque de documentation, mais frappant par ses implications. Dès septembre 1945, le ministère de la Santé aurait dépêché des gynécologues de Kyūshū dans les ports afin de prévenir l'entrée de maladies vénériennes au Japon par l'intermédiaire des femmes ayant subi des viols pendant les rapatriements. C'est la fréquence des viols perpétrés par l'Armée rouge en Mandchourie

---

<sup>726</sup> Kōseishō Engokyoku 厚生省援護局, *Hikiage to engo 30 nen no ayumi* 引揚と援護三十年の歩み (30 ans d'aide aux rapatriés), Tōkyō : Kōseishō, 1977, p. 95.

<sup>727</sup> Kamitsubo Takashi 上坪隆 (1935-1997,) producteur de nombreux documentaires télévisés sur le rapatriement, qu'il a lui-même vécu.



et en Corée du Nord qui aurait motivé cette décision. Toute femme âgée de 10 à 70 ans en provenance de Corée du Nord ou de Mandchourie devait être soumise à des examens spéciaux et, si on lui découvrait une maladie vénérienne ou une grossesse, un traitement ou un avortement lui était conseillé, parfois imposé et même pratiqué sous prétexte d'une opération dont on ne lui indiquait pas la raison. Cela revenait à supposer que toutes les grossesses visibles chez ces rapatriées étaient nécessairement le résultat de viols ou, en tout cas, que le risque était trop important pour ne pas exiger ce geste<sup>728</sup>.

Il faut noter que l'avortement était alors illégal au Japon. Cette mesure nataliste limitait sévèrement les cas où les médecins avaient le droit d'interrompre les grossesses avait été votée en 1940 sous le nom de loi eugénique pour le peuple (*kokumin yūsei hō* 国民優生法). Ce n'est qu'en 1948, avec la loi de protection eugénique (*yūsei engo hō* 優生保護法), que les avortements pour raison médicale sont de nouveau autorisés<sup>729</sup>.

Vérifier que cette politique d'avortements forcés a bel et bien été pratiquée est rendu difficile par l'absence totale de dossiers ou de traces écrites. Non seulement elle n'a pas fait l'objet de documents publics, mais ces malades étaient traitées sans le moindre dossier, ordonnance ou document pouvant attester les opérations subies. Les seules sources sont

---

<sup>728</sup> Kamitsubo, Takashi 上坪隆, *Mizuko no uta: dokyumento hikiage koji to onnatachi* 水子の譜：ドキュメント引揚虎子と女たち (Le chant des enfants avortés : regard documentaire sur les femmes et les orphelins rapatriés), Tōkyō : Shakaishisōsha, 1993 ; Kamitsubo, Takashi 上坪隆, *Mizuko no uta: hikiage koji to okasareta onnatachi no kiroku Shōwa shi no kiroku* 水子の譜：引揚虎子と犯された女たちの記録 昭和史の記録 (Le chant des enfants avortés : histoire des enfants rapatriés et des femmes violées – archives de l'histoire de Shōwa.) Tōkyō : Gendai shi shuppankai, 1979 ; Takeda, Shigetaro 武田繁太郎, *Chinmoku no 40 nen : hikiage josei kyōsei chūzetsu no kiroku* 沈黙の四十年：引き揚げ女性強制中絶の記録 (un silence de 40 ans : l'avortement forcé sur les femmes rapatriées), Tōkyō : Chūō kōronsha, 1985.

<sup>729</sup> Les avortements pour raison médicale en cas de danger de mort pour la mère avaient été autorisés en 1923, mais rendus presque impossibles par la loi de 1940. Shimane Kiyoshi 廣嶋清志, « Gendai nihon jinkō seisaku shi shōron » 「現代日本人口政策史小論」 (Au sujet de histoire des politiques modernes des politiques de population du Japon), *Jinkō mondai kenyū* 『人口問題研究』 (Recherche sur les problèmes de population), Congrès japonais de biologie 日本生物学会, octobre 1981, p. 61-77.

donc les témoignages des infirmières et des médecins. Cependant, la portée de cette politique dépasse celle de l'acte médical accompli. Il s'agit d'une violence faite au corps de la femme pour des raisons qui sont plus complexes qu'elles n'apparaissent au premier abord.

En effet, cet acte pose plusieurs questions, en particulier parce qu'il repose sur certains présupposés qui méritent qu'on s'y arrête. Le premier est que, tous les hommes japonais de ces régions étant dans l'armée, aucune grossesse ne pouvait être le fait d'un rapport consenti. Or ce fait est très discutable : il revient à nier toute possibilité de relation consentie avec un homme d'autre nationalité qui n'aurait pas été mobilisé, ainsi que celle que des hommes japonais en âge de procréer aient pu ne pas être mobilisés. Plus encore, cette politique supposait qu'il était naturel que, si la grossesse était consécutive à un viol, la femme souhaite se débarrasser du fœtus. Il est bien sûr fort possible que nombre de femmes ayant subi un viol préfèrent cette solution, mais on ne peut ignorer le libre arbitre de la personne concernée. Selon cette politique, la décision de ce qui devait être fait à son corps et au fœtus qu'elle portait en elle ne relevait pas d'elle, mais incombait à l'appréciation du médecin qui se chargeait d'elle.

De plus, même si on admet cette façon de procéder, la restriction à certaines zones géographiques est étrange : elle revenait à supposer que les femmes n'étaient été en situation d'être violées que dans les régions envahies par l'Armée rouge. Certes, il est avéré que des Soviétiques ont commis un grand nombre de viols en Europe de l'Est et en Allemagne contre des Allemandes et en Manchourie contre des Japonaises<sup>730</sup>. Cependant, la possibilité que des membres d'une autre armée aient pu commettre le même type de crimes et surtout que des

---

<sup>730</sup> Voir par exemple Atina Grossmann, « A Question of Silence: The Rape of German Women by Occupation Soldiers », *October*, vol. 72, Berlin 1945: War and Rape "Liberators Take Liberties", 1995, pp. 42-63; ou Hsu-Ming Teo « The continuum of sexual violence in occupied Germany, 1945-49 », *Women's History Review*, Vol. 5, Iss. 2, 1996, pp. 191-218.

femmes aient pu être violées par des soldats américains était implicitement niée par le fait de restreindre cette politique aux femmes venant de Mandchourie et de Corée du Nord, au lieu de l'étendre au sud, occupé par les Américains. Et pourtant, à Okinawa, des soldats américains ont bel et bien un très grand nombre de viols sur des femmes et des jeunes filles<sup>731</sup>.

En réalité, ce que montre cette politique d'avortement, c'est que ce type de grossesse était traité exactement de la même façon qu'une maladie vénérienne. Il ne s'agissait pas d'une grossesse pouvant amener la vie, mais apportant un élément pathogène, externe et donc dangereux non seulement pour la femme elle-même, mais pour tout le pays. Ces opérations permettaient d'effacer une partie des signes visibles de l'outrage fait à la femme (la présence d'un enfant de sang mêlé, par exemple) tout en protégeant la société d'un élément exogène... supposé communiste qui plus est.

#### *Un lieu clé dans la création de l'identité des rapatriés*

Ces points de passage obligés ont joué un rôle central dans la création de l'identité des rapatriés : c'était le premier endroit où ils étaient accueillis après avoir enfin réussi à rentrer au Japon, mais c'était aussi pour beaucoup d'entre eux le premier lieu où ils prenaient conscience du statut nouveau qui les distinguait des autres Japonais, ceux de la métropole. Même si dans l'euphorie du retour, les mesures médicales, les quarantaines, la cérémonie de la pulvérisation de DDT ne semblent pas avoir marqué les rapatriés – en tout cas dans leurs écrits, peu en parlent de façon négative –, elles marquaient de façon claire qu'ils formaient une population contaminée, puisqu'il était nécessaire de les « purifier » avant de les autoriser

---

<sup>731</sup> Schrijvers, Peter, *The GI war against Japan : American soldiers in Asia and the Pacific during World War II*, New York : New York University Press, 2002, p. 212.

à revenir sur le sol japonais. Non seulement ce groupe était distinct des Japonais de métropole, mais il pouvait être dangereux et nécessitait donc un « traitement » particulier. C'est dans les centres de rapatriement qu'un nom est mis pour la première fois sur ce groupe particulier : les *hikiagesha*.

C'est là en effet que la plupart des arrivants ont entendu ce terme pour la première fois. Jusqu'à leur arrivée dans les centres d'aide, ils avaient vu ce mot être utilisé uniquement pour désigner le processus dans son ensemble (*hikiage* 引揚, rapatriement) ou bien les navires (*hikiagesen* 引揚船, navire de rapatriement), mais cette fois, ils reçoivent une carte où est indiqué ce substantif se terminant en *-sha* (者), suffixe qui indique une personne.

La carte de rapatrié (*hikiagesha kaado* 引揚者カード) qui leur est remise à leur arrivée comporte leur nom et leur âge<sup>732</sup>. Elle indique leur port de provenance et le nom du navire de rapatriement, les dates de départ et d'arrivée du voyage et surtout l'adresse de destination (*teichakuchi jūsho* 定着地住所). Dûment tamponnée par les autorités du centre, elle doit ensuite être montrée pour avoir accès au transport gratuit à l'intérieur du Japon sur les trains spéciaux pour rapatriés ou dans les trains ordinaires dans lesquels ils peuvent voyager gratuitement.

---

<sup>732</sup> Plusieurs exemples de cartes de rapatriés sont présentés dans les musées commémoratifs du rapatriement. Les exemplaires cités ici sont la carte de rapatrié militaire exposée au Heiwa kinen shiryōkan 平和記念資料館, donnée par Musashihara Isao 武蔵原功, datée du 26 août 1946, et la carte de rapatrié civil détenue par la bibliothèque et centre d'information du département de Nara, Nara-ken ritsu tosho jōhōka 奈良県立図書情報館 (bibliothèque et centre d'information du département de Nara), collection « La vie quotidienne des Japonais pendant la guerre et sous l'occupation » (*senjika no kokumin seikatsu – senryōka no seikatsu* 戦時下の国民生活 占領下の生活,) reproduit en ligne sur <http://www.library.pref.nara.jp/%5Csentai/gallery004/gallery004013.html> (dernière consultation 29 octobre 2013.)



## **Trouver sa place au sein des ruines : la réintégration des rapatriés dans le Japon vaincu**

Le passage dans les centres de rapatriement a eu un effet étonnant sur ces personnes venues d'horizons si divers et dont l'expérience du rapatriement a été si différente : les spécificités ont été effacées par le traitement normalisateur auquel ils ont eu droit. Tous, en tout cas tous ceux qui sont passé par le processus de rapatriement et d'enregistrement dans les centres, ont vu leurs biens réduits au strict minimum : ce qu'ils portaient, 1 000 yen, aucun objet de valeur. Tous ont subi les mêmes traitements, ont eu droit aux mêmes rations, aux mêmes vêtements, ont été abrités dans des conditions similaires. L'ampleur du processus impliquait en effet une standardisation extrême pour qu'on puisse traiter le plus grand nombre de cas aussi vite que possible et le fait que les instructions émanaient du SCAP les rendaient encore plus indiscutables pour les exécutants.

Par conséquent, une fois reçue leur carte de rapatrié, les nouveaux arrivants se sont tous retrouvés dans une situation comparable, avec les mêmes droits. Ils formaient un groupe distinct des Japonais de métropole, mais uniforme : tous étaient désormais des *hikiagesha*, quelle que fût leur origine. Et ils allaient devoir repartir de zéro ou de presque rien. Rares étaient ceux qui ont pu compter sur une aide de leur famille : la situation économique dans laquelle elle se trouvait ne le permettait souvent pas. C'est donc une nouvelle classe sociale qui s'est ainsi formée, qui aura ensuite des besoins et des revendications spécifiques, et qui s'organisera de manière durable, puisque les associations de rapatriés et d'anciens prisonniers en URSS restent vivaces encore aujourd'hui.

[Remarque personnelle qui est aussi une sorte de question : pardon, mais j'ai tout de même un peu de mal à croire que le nivellement ait bien été aussi radical. D'après les données

et les discours officiels, certes, ou selon les associations de défense des plus démunis. Mais *quid* des civils les plus riches ? Il est difficile de penser que dans les derniers temps de la guerre, alors que la situation empirait, nombre d'entre eux n'aient pas pris leurs précautions, viré de l'argent dans des pays neutres par exemple. Sinon, cela reviendrait à dire qu'aucun colon ou autre n'a tiré un quelconque bénéfice de son séjour outremer... ce qui représenterait sans doute un cas unique dans l'histoire ! Est-ce qu'il n'y aurait pas aussi une occultation de ce point. De la part des autorités – ce qui se comprend dans le contexte d'alors – et aussi des rapatriés eux-mêmes, qu'ils aient ou non tirés un bénéfice ? La question mériterait d'être creusée. De même d'ailleurs pour les grandes entreprises privées qui travaillaient à l'étranger en bénéficiant de conditions favorables dues à la colonisation ou à l'occupation.]

*Le voyage en train, première impression des Japonais de métropole*

Les centres de rapatriés sont une forme d'asile providentiel pour les rapatriés déroutés qui viennent de rentrer au Japon, surtout pour ceux qui ont traversé de terribles épreuves pour arriver jusque-là. Or ce refuge n'a qu'un temps, et il faut le quitter pour tenter de trouver un véritable point de chute : normalement, on ne peut rester dans le centre plus de vingt-quatre heures, même si cette règle n'est pas toujours appliquée. Le système est fait pour que ces personnes soient rapidement réparties dans tout le Japon : il est évident que les villes portuaires où elles ont débarqué ne peuvent absorber une population de plusieurs millions d'individus, qui plus est démunis et sans travail. Les centres leur distribuent donc des billets de train pour qu'ils puissent rentrer rapidement. Le ministère de la Santé affrète même des trains spéciaux à l'usage des rapatriés pour accélérer leurs déplacements.

C'est en sortant des centres d'aide pour monter dans un train que les rapatriés se retrouvent pour la première fois en contact direct avec des Japonais de métropole autres que ceux qui étaient là pour les accueillir. Or ce n'est pas sans une certaine appréhension qu'ils envisagent cette rencontre. Pour certains et surtout pour les enfants, c'est la première fois qu'ils rencontrent des *naichijin* (内地人), des habitants du Japon « de l'intérieur », autrement dit des métropolitains.

Pour la population de métropole, de son côté, ces nouveaux arrivants ne sont pas forcément toujours les bienvenus, quelle que soit l'attitude officielle exprimée à leur égard. Au contraire, il semble que pour beaucoup, les droits spécifiques dont bénéficient les rapatriés sont indus et qu'ils ne méritent pas spécialement le traitement spécifique dont ils font l'objet. Les Japonais de métropole, en effet, ont souffert de la guerre et des bombardements, souvent beaucoup plus que les habitants des colonies, et tentent de survivre au milieu des ruines du Japon et dans des situations de misère profonde. Les rapatriés, qui ont sans doute traversé de graves épreuves, mais ont droit à des rations supérieures, à des vêtements et à des trains spéciaux, peuvent exaspérer les métropolitains. Il est difficile de déceler ce type de sentiment dans la presse de l'immédiat après-guerre, même dans le courrier des lecteurs. Du reste, ce genre de sentiment négatif vis-à-vis de l'une des plus importantes directives du SCAP n'aurait pu passer le régime de censure qui sévissait alors, mais les souvenirs des rapatriés, eux, évoquent des scènes où transparaît l'agressivité à laquelle ils ont dû faire face.

Ōtomo Yasuhiro 大友康弘, rapatrié de Taïwan en mars 1946, raconte une scène tout à fait remarquable qui se passe dans un train spécialement réservé aux rapatriés :



浦賀の駅を出た引揚げ専用列車に、まもなく、気負い立った他の乗客たちが窓を乗り越えてなだれ込んで来た。おびえて泣く子供の声に、ある引揚げ者が言った。「自分たちは船旅で疲れているんだ」すると、魚臭のにじむカゴを背負った男が言った。「俺たちは毎こうして立っているんだ」。誰も何も言わなかった。その沈黙の中に、私は明日からの生活を思い浮かべていた。<sup>733</sup>.

*Quelques instants après que le train réservé aux rapatriés ait quitté Uraga, d'autres passagers assez excités sont entrés dans le train, passant par les fenêtres. Les enfants, qui avaient peur, s'étaient mis à pleurer, et donc l'un des rapatriés dit : « Nous sommes fatigués, nous avons fait un long voyage en bateau. » Alors un homme qui portait un cageot d'où sortait une forte odeur de poisson dit : « Nous restons tous ici. » Personne n'a plus rien dit. Dans ce silence, je pensais à ce qu'allait être mon existence à partir du lendemain.*

Les rapatriés ne savent pas tous dans quelles conditions la métropole a survécu à la guerre. Dans la misère et le désespoir de la défaite, il est facile de comprendre que l'égoïsme devienne une manière de se protéger. L'une des rapatriées, qui raconte ses souvenirs dans *Heiwa no Ishizue*, Ōya Hiromi 大屋博美, analyse l'attitude des Japonais de métropole de la façon suivante. Elle conçoit qu'ils ont souffert terriblement de la guerre, mais elle ne comprend pas le manque d'empathie dont ils font preuve envers d'autres victimes qui eux aussi ont dû faire face à des situations déchirantes. Pour tenter d'expliquer pourquoi ils se montrent si froids, elle cite un livre de l'économiste Sumiya Mikio 隅谷三喜<sup>734</sup>, tiré d'une série publiée par *Chūō kōron* et qui s'intitule *L'Épreuve de l'empire du grand Japon*<sup>735</sup>. D'après elle, ce livre présente les Japonais, comme un peuple généreux qui s'entraide dans la difficulté. Or cela ne s'étend pas aux personnes qui ne font pas partie du groupe : les « autres » (*tanin* 他人.) Son constat amer est donc que, pour les habitants de la métropole, elle ne fait pas partie

---

<sup>733</sup> Ōtomo Yasuhiro 大友康弘, « Furusato sōshitsu, soshite » 故郷喪失、そして (j'ai perdu mon pays natal, et puis...), *Heiwa no Ishizue - Hikiagesha*, vol. 3, 1993, p. 286-287.

<sup>734</sup> Sumiya Mikio 隅谷三喜男 (1916-2003.)

<sup>735</sup> Sumiya Mikio 隅谷三喜男, *Dainihon teikoku no kunren* 大日本帝国の試煉 (L'épreuve de l'empire du grand Japon), série histoire du Japon n°22 日本の歴史〈22〉, Tōkyō : Chūō kōron sha 中央公論社, 1984, 545 p.

du groupe, elle est « autre », ce qu'elle comprend dès la seconde où elle sort du centre de rapatriement et entre en contact avec des métropolitains<sup>736</sup>.

Dans *Les Etoiles filantes sont vivantes*, Fujiwara Tei décrit une scène poignante : l'un des premiers contacts du personnage principal de cette œuvre semi-autobiographique avec un homme de métropole en dehors du centre de Hakata. À bord du train de rapatriés à Okayama, il est interrogé par un homme qui est monté dans le train et qui veut lui demander quelque chose :

「女はひどい目にあったんですってね」いやな眼つきでさぐるように私の顔を  
ぞを見る。この男の聞きたがっていることはよく分かった。<sup>737</sup>

*« On dit que les femmes ont été affreusement traitées, pas vrai ? » Il me dévisagea  
avec un regard désagréable, comme s'il cherchait quelque chose dans mon visage. Je  
comprendais bien ce qu'il voulait me demander.*

L'homme veut savoir si elle a été victime de sévices en Mandchourie. Elle n'a pas été violée et ne répond pas à la question. Le regard inquisiteur de l'homme exprime parfaitement le doute que suscitent les femmes qui rentrent de Mandchourie et leur stigmatisation. Avoir été violée et avoir survécu signifie ne plus pouvoir se marier et ne plus être considérée comme une femme respectable. Surtout, c'est dès son arrivée que l'héroïne est confrontée à une

---

<sup>736</sup> Ōya Hiromi 大屋博美, « Watashi ni totte no senzen – sengo » 私にとっての戦前・戦後 (ce qu'a été l'avant-guerre et l'après-guerre pour moi), *Heiwa no Ishizue - Hikiagesha*, vol. 9, 1999, p. 303.

<sup>737</sup> Fujiwara, Tei 藤原てい, *Nagareru hoshi wa ikiteiru* 流れる星は生きている (les étoiles filantes sont vivantes), première édition Tōkyō : Hibiya shuppansha 日比谷出版社, 1949, réédition Tōkyō : Seishun shuppansha 青春出版社, 1971, réédition en livre de poche Tōkyō : Chūōkōronsha, 中央公論 社 collection Chūkō bunko 中公文庫, 1976. p. 306.

terrible: désormais, elle est considérée comme potentiellement souillée par son expérience tragique.

Pour les rapatriés, même le retour au Japon implique une terrible insécurité. Ils sont pauvres, ils sont souvent affaiblis physiquement, la population de métropole ne semble pas vouloir d'eux. Où alors peuvent-ils s'installer pour tenter de reconstruire leur vie réduite en miettes par les aléas de la guerre ?

*Rentrer, mais où ?*

Les rapatriés doivent en fait retrouver leur place, c'est-à-dire revenir dans la région qu'ils ont quittée, parmi les gens qu'ils ont laissés derrière eux. C'est donc normalement leurs familles qui doivent fournir des logements et de l'aide aux rapatriés. En tout cas, c'est ce qu'il apparaît lorsqu'on étudie les plans mis en place, qui consistent à envoyer les rapatriés vers les régions où ils doivent encore avoir de la famille, le plus rapidement possible.

Même si les rapatriés les retrouvent, leurs familles restées sur place n'ont-elles non plus pas été épargnées par la guerre. Elles ont pu être victimes de bombardements, perdre des hommes à la guerre, ou simplement se retrouver ruinées par les événements, voire dispersées à tout vent. L'histoire de Katō Shizue, née à Hsinchu à Taiwan, est exemplaire, parce qu'il s'agit d'un cas plutôt favorable, où la famille rapatriée parvient à retrouver des membres de la famille, tant du côté du père que de la mère. La mère est certaine que sa famille pourra les aider et les accueillir, mais la situation ne tourne pas en sa faveur.

父母の故里、静岡県沼津で、鹿児島を後に、長い長い旅でした。(…) 私たち六人の引揚げ者は、わずかな荷物を持って、あちらの親戚、こちらの親戚とたずね歩く姿は、まったくジプシーのようで、私達は、招かれざる客であったのでしよう。たしかに母方や父方の多くの親戚には、六人の新参者が同居できない理由は、高等女学校を卒業し、軍飛行場に二か年勤務した私は理解できました。しかし、内地人の親切さを信じていた母は心の底から寂しさを口にしていました。その母の心を慰めることもできず、母に永遠の別れを告げたのが悲しいのです。<sup>738</sup>

*Pour rejoindre la ville natale de mes parents, Numazu dans le département de Shizuoka, il a fallu encore un long voyage depuis Kagoshima [...]. Notre groupe de six rapatriés, portant nos maigres bagages, allions de maison de parents en maison de parents, en ayant l'air de bohémiens. Nous étions des invités bien malvenus. Certainement je pouvais comprenais, moi qui avait avoir quitté mon lycée pour filles dû travailler deux ans dans une usine d'aviation militaire, la raison pour laquelle, il était impossible pour nos nombreux parents que ce soit du côté de ma mère ou de mon père d'accueillir chez eux six nouveaux arrivants. Mais ma mère, qui croyait en la gentillesse des gens de métropole, en conçut une profonde tristesse. C'est un chagrin terrible pour moi de n'avoir pas pu consoler ma mère de cette douleur avant de devoir m'en séparer à jamais.*

La mère de Katō meurt quelques mois plus tard, d'épuisement et de malnutrition, ayant toujours donné à ses enfants la plus grande partie de ses maigres rations. La famille finit par se fixer à Tōkyō. C'est un cas tout à fait courant parmi les parcours des rapatriés. Leur famille n'a pas les moyens d'accueillir des personnes supplémentaires ou bien elle reste introuvable ou encore a elle-même perdu son logement et ne peut aider qui que ce soit. Les chiffres montrent d'ailleurs que, parmi les rapatriés, peu sont finalement retournés dans le département d'où leur famille était originaire et que beaucoup d'entre eux semblent au contraire avoir évité les régions rurales dont ils provenaient pourtant.

---

<sup>738</sup> Katō Shizue 加藤シズエ, « Taiwan kara shizuoka, tōkyō de no shinseikatsu 台湾から静岡、東京での新生活 (De Taiwan à Shizuoka, et une nouvelle vie à Tōkyō), *Heiwa no Ishizue – Hikiagesha*, vol. 2, 1992, p. 383-384.

On peut obtenir une estimation du nombre de rapatriés qui sont revenus dans la région dont eux ou leur famille étaient originaires grâce au tableau suivant. Il est tiré des statistiques établies par le ministère des Finances au moment de la collecte d'informations pour la loi de compensation de 1967. Recensant les rapatriés par région, il précise aussi la proportion que ce chiffre représente par rapport au nombre de rapatriés se disant originaire de la région.

**Nombre de rapatriés civils par région (pour les dix régions où le nombre de rapatriés est le plus élevé)**

Nom du département	Nombre de régions	Proportion du total des rapatriés (pouvant recevoir l'aide gouvernementale)	Proportion de rapatriés vivant dans le département par rapport au nombre de rapatriés originaires du département
Kanagawa	54 601	3,1 %	199,9 %
Ōsaka	78 811	4,4 %	140,4 %
Tōkyō	142 503	8,0 %	138,6 %
Hyōgo	55 395	3,1 %	87,1 %
Fukuoka	132 259	7,3 %	73,6 %
Hokkaidō	169 698	9,5 %	53,2 %
Hiroshima	56 341	3,2 %	50,2 %
Nagasaki	56 582	3,2 %	50,1 %
Kumamoto	72 593	4,1 %	45,2 %
Kagoshima	68 627	3,8 %	40,7 %

Source : ministère des Finances Ōkurashō 大蔵省, Statistiques obtenues au moment de la collecte d'information pour la loi de compensation de 1967, *Hikiagesha tokubetsu kōfukkin shikyū jimu shori jisseki hyō* 引揚者特別交付金支給事務処理実績表 (tableau des résultats des documents reçus pour l'aide spéciale aux rapatriés), 1972, cité par Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō, Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 270.

On voit bien que les régions de Kanagawa, d'Ōsaka et de Tōkyō ont accueilli beaucoup plus de rapatriés que ceux qui les avaient quittées. Si on prend l'exemple de Kanagawa, près de 27 000 personnes se disaient originaires de la région, mais ce sont plus de 54 000 rapatriés qui ont fini par s'y fixer.

Ces chiffres sont loin d'être étonnants. Il est certain qu'en l'absence de famille chez qui se loger ou d'incitation gouvernementale particulière (comme dans le cas de Hokkaidō, décrit plus loin), les rapatriés n'avaient aucune raison de revenir dans une région rurale ou pauvre que leur famille avait quittée précisément à cause des difficultés économiques qu'elle connaissait. C'est ce qui explique que plus de 8 % de tous les rapatriés civils pouvant prétendre en 1967 à l'aide gouvernementale se sont installés dans la région de Tōkyō, plus riche en emplois et en logements.

Cependant, l'impact de la présence des rapatriés sur la région où ils se sont implantés est loin d'être proportionnelle au nombre de rapatriés. En 1970, la population de la ville de Tōkyō est estimée à 11 408 071<sup>739</sup>, ce qui signifie que les rapatriés ne représentaient que 1,2 % du total. En revanche, dans d'autres régions moins peuplées, les rapatriés ont pu représenter un pourcentage considérable, jusqu'à plus de 10 % :

**Proportion de rapatriés par rapport aux habitants originaux (pour les départements où le chiffre est au-dessus de 5%)**

Département	Pourcentage
Ōita	11,3 %
Kagoshima	10,9 %
Kumamoto	10,3 %
Hokkaidō	9,1 %
Nagasaki	8,5 %
Yamaguchi	8,0 %
Saga	7,9 %
Fukuoka	6,5 %
Hiroshima	5,9 %
Kagawa	5,8 %
Miyazaki	5,6 %
Shimane	5,3 %
Tottori	5,2 %
Kōchi	5,0 %

Nombre de rapatriés par zone : établi le 31 décembre 1972 à partir de statistiques recueillies entre 1967 et 1972 ; nombre de résidents originaux : 1<sup>er</sup> novembre 1945.

Source : ministère des Finances Ōkurashō 大蔵省, Statistiques obtenues au moment de la collecte d'information pour la loi de compensation de 1967, Hikiagesha tokubetsu kōfukkin shikyū jimu shori jisseki hyō 引揚者特別交付金支給事務処理実績表 (tableau des résultats des documents reçus pour l'aide spéciale aux rapatriés), 1972, cité par Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo*

*hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō, Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 27.

<sup>739</sup> Ville de Tōkyō, *Suikai jinkō shiryō dai 65 gō* 推計人口資料第 65 号 (documents sur l'estimation de la population, n°65), tableau additionnel 1, mars 2013), tableau additionnel 1, population par région, p. 182, en ligne sur <http://www.toukei.metro.Tōkyō.jp/dyosoku/dy13rf0009.pdf> (dernier accès 15 septembre 2013).

Les trois premiers de ces départements, Ōita, Kagoshima, et Kumamoto, font partie de l'île de Kyūshū, où se trouvaient les centres de rapatriements de Hakata, de Sasebo et de Kagoshima. À eux trois, ces centres ont servi à rapatrier 3 144 999 civils et militaires. Même s'ils étaient vivement incités à se rendre dans leur région d'origine, ces chiffres montrent que beaucoup sont simplement restés dans la région où ils avaient débarqués. Les zones concernées seront donc profondément marquées d'un point de vue démographique par le retour des Japonais d'outre-mer.

Une autre a joué un rôle particulièrement important dans l'accueil des rapatriés et des démobilisés après la Seconde Guerre mondiale : l'île de Hokkaidō, tout au nord. C'est bien sûr là que sont rentrés les habitants japonais des anciennes régions de Karafuto et de Chishima (le sud de l'île de Sakhaline et l'archipel des Kouriles.) Leur arrivée a provoqué une hausse visible de la population de l'île : en 1946, on dénombrait à Hokkaidō 255 367 personnes de plus lors du précédent recensement, en 1935. 188 413 d'entre eux étaient des rapatriés. Des aides spéciales étaient d'ailleurs proposées à ceux qui choisissaient de s'installer là, pour encourager des rapatriés d'autres régions à s'installer dans cette région froide et dépeuplée<sup>740</sup>.

Quel que soit le lieu où ils se fixaient, les rapatriés ont dû se concentrer sur la reconstruction de leurs existences. Ceux qui revenaient des colonies, en particulier, ont dû se réadapter à un nouvel environnement, dans un pays qui n'était plus celui d'avant-guerre. Ils

---

<sup>740</sup> Imura, Shinobu 飯村しのぶ, « Sengo chokugo no hokkaidō ni okeru chingin – katei shūnyū suijun » 終戦直後の北海道における賃金・家計収入水準 (les salaires et les revenus des foyers à Hokkaido juste après la guerre,) *Nihon kaseigaku kaishi* 日本家政学会誌, Shadan hōjin nihon kasei gakkai 団法人日本家政学会, Avril 2004, vol. 55, n° 4, p. 287.

n'avaient plus ni travail, ni argent, ni biens. Il leur fallait donc tourner la page de l'épisode colonial et repartir de zéro.

*Repartir de zéro : la situation financière des rapatriés*

Les rapatriés, lorsqu'ils arrivent au Japon, ont tout perdu. Ceux qui n'ont pas de famille ou de biens au pays doivent repartir de rien, avec ce qu'ils ont sur le dos et les quelques sous qu'ils ont pu rapporter. Car non seulement ils ont perdu les terres, bâtiments, commerces et autres biens immobiliers qui représentaient pour nombre d'entre eux une fortune familiale accumulée depuis le début de la colonisation, mais ils n'ont pu emporter aucune valeur. Les sévères restrictions imposées par le SCAP dictent de ne ramener ni objets précieux ni somme d'argent conséquente<sup>741</sup>. La limite généralement appliquée<sup>742</sup> est de 1 000 yens pour les civils, 200 pour les soldats et 500 pour les officiers : des sommes extrêmement faibles, qui ne leur permettent pas de survivre longtemps par leurs propres moyens une fois rentrés au Japon<sup>743</sup>.

Certes, quelques aides financières sont mises en place pour les aider. Un subside de plus de 500 yens sera accordé aux plus pauvres d'entre eux en 1947 et elle passera en 1948 à 1 000 yens. Ils sont de plus habilités à recevoir certains prêts spéciaux allant de 30 000 à 50 000 yens,

---

<sup>741</sup> Il s'agit de la SCAPIN 67, *Funds that may be brought into Japan by repatriated Japanese*, du 27 septembre 1945, qui reste en application pendant toute la durée de l'occupation.

<sup>742</sup> Il semble qu'au tout début, des chiffres différents aient été annoncés par les soldats américains, surtout en Corée. Dès la publication de la SCAPIN 67, tous les centres de rapatriements appliquent les limites ci-dessus.

<sup>743</sup> Voir par exemple une réaffirmation de la politique à cet égard dans la presse en 1946, qui qualifie ces sommes de « *trifling amounts* », « sommes insignifiantes ». (Burton Crane, « Russia signs pact on Japanese repatriation ; agrees to return 50,000 Captives a Month », *New York Times*, 20 décembre 1946.). 1000 yen représentaient en 1945 le budget moyen d'une famille pour un mois. En effectuant une conversion de ces sommes grâce au calculateur indexé d'inflation du Bureau of Labor aux États-Unis ([http://www.bls.gov/data/inflation\\_calculator.htm](http://www.bls.gov/data/inflation_calculator.htm)), on peut obtenir un ordre d'idée de ce que ces sommes représenteraient en dollars de 2013 : 238 dollars de 2013 pour les civils, 119 pour les officiers et 48 pour les soldats.



dans le cadre d'un fond de réinsertion (*saisei shikin* 再生資金) proposé par la NLFC (National Life Finance Corporation ou Kokumin kinyu kōko 国民金融公庫, organisation gouvernementale qui existe toujours aujourd'hui et finance de très petites sociétés ne pouvant être soutenues par les banques <sup>744</sup>.) Ils sont également la cible de plusieurs campagnes d'aide sociale spécifiquement destinées à la collecte de fonds d'assistance, dont les plus célèbres sont, en 1948 et 1949, les deux semaines de manifestations à l'échelle nationale connues sous le nom de « Mouvements pour l'amour » (*Ai no undō* 愛の運). Durant ces manifestations, qui ont surtout lieu dans les ports de rapatriement et dans les grandes villes, des groupes de rapatriés, de familles de prisonniers en Sibérie et de volontaires de différentes associations comme la Croix-Rouge organisent des activités comme des concerts d'orchestres ou de chorales dans le but de sensibiliser le grand public à la situation des rapatriés<sup>745</sup>.

Cependant ces quelques aides ne peuvent cacher le fait que les rapatriés, au moment où ils rentrent au Japon, sont ruinés. Or il s'agit d'une population jeune, essentiellement composée de jeunes couples et d'enfants. 1,3 million de rapatriés sont âgés de moins de 20 ans à la défaite, ce qui signifie qu'une grande partie d'entre eux est encore en âge scolaire. Cette répartition des âges est la conséquence directe des politiques d'émigration du gouvernement, en particulier en Mandchourie. Le foyer modèle était un jeune couple, avec plusieurs enfants. (Le Bureau général des pionniers, le Kaitaku sōkyoku 開拓総局, prévoyait

---

<sup>744</sup> Kōseishō Engokyoku 厚生省援護局, *Hikiage to engo 30 nen no ayumi* 引揚と援護三十年の歩み (30 ans d'aide aux rapatriés), Tōkyō : Kōseishō, 1977, p. 138-141.

<sup>745</sup> Hakodate.shi shihensan shitsu 函館市史編さん室 (dir.), *Hakodate-shi shi, Tsūsetsu* 函館市史通説 (Histoire de la ville de Hakodate – courant,) Hakodate : Ville de Hakodate, 2002, vol. 7 tableau 1.

une moyenne de cinq personnes par famille dont trois enfants<sup>746</sup>.) Il est donc essentiel que les adultes en âge de travailler puissent retrouver rapidement un emploi et surtout un logement.

**Répartition des rapatriés par âge à la défaite**

Catégorie	Nombre de rapatriés	Distribution des rapatriés par âge
19 ans et moins	1 306 298	41,8 %
20 – 24 ans	297 961	9,5 %
25 – 34 ans	722 079	23,1 %
35 – 49 ans	576 326	18,5 %
50 ans et plus	220 169	7,1 %
Total	3 122 833	100 %

Tiré de 「引揚者特別交付金支給事務処理実績表」, Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō, Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 273.

*Retrouver un emploi dans une économie en miettes*

Or, dans le Japon d'après la défaite, ce n'est guère aisé. L'économie est en miette, réduite selon les Alliés à moins d'un tiers de ce qu'étaient ses capacités pendant la guerre et les usines sont détruites. Le seul secteur qui montre un peu de dynamisme en cette période de restriction et de rationnement est le marché noir. Juste après la guerre, on est encore bien loin de la forte croissance des années 1950, qui sera stimulée par la guerre de Corée et la nécessité pour les Américains de faire du pays un partenaire commercial. Pour l'instant, on en reste à l'objectif de la guerre pour les Alliés : écraser le Japon, et il est atteint. Fin 1945, le nombre de personnes sans emploi au Japon s'élève à 13 millions environ, sur une main

<sup>746</sup> Young, Louise, *Japan's Total Empire: Manchuria and the Culture of Wartime Imperialism*, Berkeley : University of California Press, 1999, p. 395.

d'œuvre totale qui, en 1935, date du dernier recensement, avait été estimée à 32 millions (pour une population totale de 73 millions de personnes<sup>747</sup>.) Dans ce contexte, les rapatriés se retrouvent contraints d'accepter n'importe quel travail, même si celui-ci ne correspond pas à celui qu'ils accomplissaient avant la défaite.

**Comparaison de l'emploi des rapatriés avant et après la défaite (enquête dans le département de Gunma, 1950)**

	Chemin de fer national	Chemin de fer privé	Médecine	Travailleur indépendant	Société privée	Enseignement	Fonction publique	Commerce	Industrie	Agriculture et forêts	Autre	Total
Sociétés privées	7	5	0	5	52	7	5	36	5	87	64	153
Chemin de fer sud- mandchourien	3	9	2	4	8		9	8	3	6	87	22
Fonction publique	0	0	0	7	9	1	05	5	9	1	36	13
Agriculture	1	1	0	2	6		9	6	2	10	47	134
Enseignement						41	8			2	9	01
Commerce		1		2	9			3		3	11	50
Industrie	1			4	6		1	1	4	2	3	92
Autres	4	9	2	3	99	6	45	49	06	04	11	816
Total	9	2	2	80	18	09	59	25	24	265	118	981

Morie Osamu 森枝修, *Gunma-ken kaigai hikiage shi : kaigai hikiagesha no shuki – jūsho roku* 群馬県海外引揚誌: 海外引揚者の手記・住所録 (Le rapatriement d'outre-mer dans le département de Gunma – notes des rapatriés et liste de leurs lieux d'habitation), Maebashi, 群馬県引揚者連合会 1966, tableau récapitulatif compilé par Kobayashi Hideo 小林秀夫, *Nihon kigyō no ajia tenkai – ajia tsūka kiki no rekishiteki haikai* 日本企業のアジア展開—アジア通貨危機の歴史

<sup>747</sup> Seiyama Takuro, « Radical interpretation of policies », dans Morris-Suzuki, Tessa, Seiyama Takuro (dirs.), *Japanese Capitalism Since 1945: Critical Perspectives*, Armonk : M.E. Sharpe, 1989, p. 37.

的背景 (Le développement des entreprises japonaises en Asie – l'arrière-plan de la crise monétaire en Asie), Tōkyō : Nihon keizai hyōron sha 日本経済評論社, 2000, p. 39, 277 p.

Ce changement de métier imposé par la défaite est particulièrement sensible pour les très nombreux employés du Chemin de fer sud-mandchourien, à qui on avait pourtant promis des places dans les sociétés ferroviaires domestiques à leur retour. Les chiffres détaillés obtenus par le département de Gunma sur l'emploi de certains rapatriés permettent d'évaluer avec une plus grande précision cette situation. Parmi tous les rapatriés de cette enquête s'étant installés à Gunma, 8,7 % travaillaient pour le Chemin de fer sud-mandchourien, alors que 1,9 % seulement travaillent pour les chemins de fer après la défaite. Autrement dit, sur 522 employés de la Mantetsu, seuls 33 ont trouvé une place dans les chemins de fer domestique. 59 ont toutefois trouvé un emploi dans la fonction publique (le Chemin de fer de Mandchourie était une entreprise semi-publique) et 9 dans les chemins de fer privés. Les autres ex-employés du chemin de fer se sont reconvertis, entre autres pour 78 d'entre eux comme employés d'une entreprise et pour 86 dans l'agriculture. Alors que cette entreprise était l'une des plus prestigieuses de l'avant-guerre, c'est donc une proportion non négligeable (17 %) de ses salariés qui se retrouve à travailler la terre.

Cette réorientation forcée ne se limite pas au Chemin de fer sud-mandchourien. Le secteur agricole connaît le même type de bouleversement. Certes, on dénombre 1 134 agriculteurs avant la défaite et 1 265 à Gunma en 1966. Le nombre total semble à première vue relativement stable. En réalité, moins de la moitié des personnes (510) qui étaient agriculteurs outremer le restent une fois rentrés. C'est donc un véritable chamboulement du destin de chacun auquel on assiste. Au total, peu exode rapatriés font après-guerre le travail qu'ils accomplissaient avant-guerre. Et ce glissement tend en général à aller dans le sens d'un appauvrissement.

Le type d'emploi qui leur est accessible est en effet souvent peu qualifié et peu rémunéré. Certains profitent du départ des Coréens et des Chinois qui avaient été recrutés parfois de force pour travailler dans les mines du Japon pour devenir mineur, travail difficile et éreintant. Beaucoup gagnent leur vie de façon plus ou moins officielle comme colporteurs ou bien ouvrent de petites échoppes. D'autres n'ont d'autre choix que de travailler à la journée sur des chantiers. Même si la situation s'arrange petit à petit, la compétition avec la population plus jeune issue de l'après-guerre explique le peu de chance de succès qu'ont les rapatriés. Globalement, ils sont sous-employés et sous-payés par rapport au reste de la population<sup>748</sup>. À Hokkaidō par exemple, leur situation précaire les conduit même à risquer leur vie pour pouvoir survivre. C'est le cas des pêcheurs rentrés au Japon depuis l'ancien département de Chishima qui sont régulièrement arrêtés par les Soviétiques dans la mer d'Okhotsk. Vivant malgré les aides sous le seuil de pauvreté, ne pouvant trouver d'emploi ailleurs, ces hommes doivent se contenter d'exploiter les eaux poissonneuses des îles Kouriles, qui sont pourtant interdites aux Japonais et où patrouillent les navires soviétiques<sup>749</sup>.

L'agriculteur semble le secteur qui conviendrait le mieux aux anciens colons. Après tout, c'était pour défricher la Mandchourie que beaucoup d'entre eux étaient partis. De plus, après-guerre, un grand programme de défrichage des terres est mis en place dans le nord : 210 000 familles ont pu être placées sur des terres agricoles grâce à ce programme connu généralement sous le nom de *sengo taisaku* 戦後開拓 (défrichage d'après-guerre.) Toutefois, les rapatriés ne sont pas forcément les mieux servis. Un article de *Chūō kōron* évoque ce

---

<sup>748</sup> Kōseirōdō-shō kōhō shitsu hen 厚生労働省広報室 (bureau des relations publiques du ministère ministère de la Santé, du Travail et des Affaires sociales), « Saikin no hikiage shūshoku no jissō » 最近の引揚者就職の実相 (situation réelle de l'emploi des rapatriés récemment), *Rōdō jikan* 労働時間 (rapport sur les durées de travail) vol. 2 (n°11), 1949, p. 18-19.

<sup>749</sup> Miyoshi Akira 三吉明, « Hoppōryōdo hikiagesha engo no shiteki kōsatsu » 北方領土引揚者援護の史的考察 (Étude historique sur l'aide aux rapatriés dans les territoires du Nord), *Hokusei ronshū* 北星論集 n°6, Sapporo : Hokusei Gakuen University, 1969, pp. 54-58.

problème et avance les chiffres suivants : en 1947, 14 000 familles, parmi les colons envoyés pour cultiver la terre en Mandchourie (*kaitakusha* 開拓者), avaient pu trouver de nouvelles terres grâce à ce programme, mais 14 000 autres se trouvaient encore sur les listes d'attente. De plus, 4 000 foyers d'agriculteurs venus de l'ancienne région de Karafuto attendaient encore des terres<sup>750</sup>.

Obtenir des terres n'est pas non plus une garantie de succès. Contrairement aux riches terres de Mandchourie, celles qui sont laissées aux rapatriés ne sont pas très fertiles. Elles se trouvent dans le nord, surtout à Hokkaidō. Elles requièrent des techniques particulières de culture et d'élevage. Or les meilleures terres ne sont pas données aux meilleurs agriculteurs : la répartition s'effectue selon l'ordre d'arrivée et non d'après les capacités. Des soldats ou des civils qui n'avaient aucune expérience reçoivent ainsi les meilleures parcelles parce qu'ils sont les premiers à rentrer. Les colons de Mandchourie, qui ne peuvent commencer à rentrer qu'avec l'ouverture de Huludao en 1946, ne reçoivent que des terres de moindre qualité. C'est eux qui sont repoussés jusqu'à la plaine de Nemuro 根室 par exemple, à la pointe est de l'île d'Hokkaidō, région pauvre, venteuse et infertile, jusqu'alors inexploitée<sup>751</sup>.

Les chiffres concernant cette région montrent que les difficultés ne sont pas seulement dues au climat ardu et à la géographie montagneuse. Les rapatriés sont plus pauvres que les autres, et de façon visible : une enquête de 1957 indique que le taux de personnes bénéficiant d'une aide sociale (*seikatsu hoken* 生活保護) à Hokkaidō dans son ensemble est de 1,79 %,

---

<sup>750</sup> « ruo : hikiage wa kita keredo » ルポ・引揚は来たけれど... (j'ai été rapatrié, mais...), *Chūō kōron* 中央公論, février 1946, pp. 29-35 ; Watt, Lori, *When Empire Comes Home: Repatriation in Postwar Japan, 1945-1958*, Thèse, Columbia University, 2002, p. 121-122.

<sup>751</sup> Watt, Lori, *When Empire Comes Home: Repatriation in Postwar Japan, 1945-1958*, Thèse, Columbia University, 2002, p. 122.

alors que, pour la population totale du Japon, il est de 1,76 %. À Hokkaidō, 2,5 % des rapatriés et 3,2 % des anciens internés en URSS reçoivent ce revenu minimum<sup>752</sup>.

Les rapatriés sont donc parmi ceux qui ont le plus de mal à retrouver du travail après la guerre. Or travailler n'est pas seulement une question de survie, mais également de statut. C'est ainsi que, dans le quartier d'Izumi 和泉町, à Tōkyō, des rapatriés ouvrent en 1946 un magasin qu'ils appellent « marché de la renaissance des rapatriés » (*hikiagesha saisei maaketto* 引揚者再生マーケット) où les rapatriés peuvent vendre des denrées. Le but n'est pas seulement lucratif : il s'agit dans l'esprit des fondateurs de redorer l'image des rapatriés dans la population de Tōkyō, en les montrant comme d'honnêtes travailleurs, de façon à faciliter leur réinsertion dans la société. Car, pour les habitants de Tōkyō, cette population en marge, pauvre est soupçonnée d'être malhonnête. Le sentiment de marginalisation est encore renforcé par le fait que les rapatriés habitent ensemble, dans des dortoirs et des habitations conçus spécifiquement pour eux<sup>753</sup>.

#### *Les habitations pour rapatriés : une réintégration en marge*

---

<sup>752</sup> Miyoshi Akira 三吉明, « Hoppōryōdo hikiagesha engo no shiteki kōsatsu » 北方領土引揚者援護の史的考察 (Étude historique sur l'aide aux rapatriés dans les territoires du Nord), 北星論集 *Hokusei ronshū* 北星論集 n°6, Sapporo : Hokusei Gakuen University, 1969 p. 57.

<sup>753</sup> Echizen Akihito 越前彰仁, « Sengo hikiagesha no machi – Izumi-chō no keikaku to mujun » 戦後引揚者の町ー和泉町の計画と矛盾ー (Un quartier de rapatriés après-guerre - les plan pour le quartier d'Izumi et leurs contradictions), *Hōsei daigaku daigakuin dezain kōgaku kenkyū-ka kiyō* 法政大学大学院デザイン工学研究科紀要 Vol.2, mars 2013, p. 4.

Article disponible en ligne sur

[http://repo.lib.hosei.ac.jp/bitstream/10114/8529/1/12\\_k\\_m\\_Echizen.pdf](http://repo.lib.hosei.ac.jp/bitstream/10114/8529/1/12_k_m_Echizen.pdf) (dernier accès 12 janvier 2014.)

L'afflux de population créé par l'arrivée des Japonais d'outre-mer ne pose pas seulement le problème du travail. Il faut aussi trouver un moyen de loger les nouveaux arrivants. Or les logements sont très rares dans l'immédiat après-guerre et les bombardements ont déjà forcé un grand nombre de personnes à dormir dans les rues. Début 1946, le SCAP estime que 65 % des habitations de la ville de Tōkyō ont été détruites. À Osaka et Nagoya, les deuxième et troisième plus grandes villes du pays, mes chiffres s'élèvent à 57 et 89 %. De plus, dans les régions les plus touchées, comme celle de Tōkyō, un nombre conséquent de bâtiments encore occupés vont devoir être détruits à cause des dommages qu'ils ont subis. Les bombardements américains, qui visaient d'abord les zones où se trouvaient les usines, avaient de ce fait concentré les destructions sur les quartiers populaires, épargnant les demeures des plus riches et créant une immense population de sans-abri démunis<sup>754</sup>.

Le ministère de la Santé met donc très rapidement en place une structure d'accueil qui dirige les rapatriés vers d'anciennes installations militaires ainsi que des structures industrielles désaffectées. Ceux qui ont le droit d'y loger sont au départ ceux qui n'ont pas de famille au Japon et donc aucun moyen de trouver un autre lieu où se loger (*enko kankei no nai hito* 縁故関係のない人, des personnes sans relations <sup>755</sup>). Cependant, le nombre de personnes n'ayant nulle part où aller est beaucoup plus élevé que prévu. En 1946, à Tōkyō, le nombre total de rapatriés est estimé à 320 000 personnes, et Presque personne n'a pu retrouver un logement familial, étant donné l'étendue des destructions. Puisque la grande

---

<sup>754</sup> Kōseishō shakai engokyoku engo 50-nenshi henshū iinkai 厚生省社会援護局援護 50 年史編集委員会, *Engo gojūnen shi* 援護 50 年史 (histoire de 50 ans d'assistance), Tōkyō : Gyōsei ぎょうせい, 1997, p. 59 ; Dower, John W, *Embracing Defeat – Japan in the wake of World War II*, New York: W.W. Norton & Company / The New Press, 1999, p. 46.

<sup>755</sup> Kōseishō shakai engokyoku engo 50-nenshi henshū iinkai 厚生省社会援護局援護 50 年史編集委員会, *Engo gojūnen shi* 援護 50 年史 (histoire de 50 ans d'assistance), Tōkyō : Gyōsei ぎょうせい, 1997, p. 59 ; Dower, John W, *Embracing Defeat – Japan in the wake of World War II*, New York: W.W. Norton & Company / The New Press, 1999, p. 160.



ville reste synonyme de travail et de logement, c'est là aussi qu'échouent souvent les personnes qui n'ont pu retrouver leur famille dans les campagnes avoisinantes. Face à ces centaines de milliers de rapatriés, la ville de Tōkyō ne dispose que de peu de place. Les logements prévus dans des anciennes casernes ou les usines ne permettent d'abriter que 13 000 personnes. On assiste alors à un foisonnement de solutions de fortune, chez les rapatriés comme chez les personnes ayant perdu leur maison dans les bombardements. (Les rapatriés toutefois ont tendance à rester entre eux, et ne se mêlent pas à la population bombardée, certainement par peur d'être rejetés). On construit des bâtisses ou des cabanes avec les débris laissés par les bombardements, on recycle des véhicules hors d'usage, en particulier des bus ou des camions modifiés pour pouvoir servir d'abri à des familles entières. Dans le quartier d'Izumi, dans l'arrondissement de Chiyoda à Tōkyō, la surface moyenne disponible pour une famille de rapatriés est en 1947 comprise entre 1,5 kens sur 3 à 1,5 ken sur 4,5 kens (le ken 間 est une unité de mesure japonaise équivalente à environs 1,8 m). Les rapatriés doivent donc vivre dans une surface d'un peu moins de 12,3 m<sup>2</sup>, souvent délimitée de façon grossière avec des tissus. Grâce à l'aide d'un comité spécial pour le logement, cette surface moyenne passera ensuite dans cet arrondissement à 20,6 m<sup>2</sup>, mais y vivront en moyenne cinq à six personnes, ne disposant chacune que de 1,5 m<sup>2</sup> ou 1,2 m<sup>2</sup>. Il est difficile d'imaginer ce qu'étaient les conditions de vie dans ces espaces réduits, sans le moindre confort ni la moindre intimité, alors qu'en Mandchourie par exemple, certains pouvaient disposer d'une grande ferme et de terres à perte de vue<sup>756</sup>.

---

<sup>756</sup> Akihito Echizen 越前彰仁. (2013). Sengo hikiagesha no machi – Izumi-chō no keikaku to mujun 戦後引揚者の町—和泉町の計画と矛盾— (Un quartier de rapatriés après-guerre - les plans pour le quartier d'Izumi et leurs contradictions), *Hōsei daigaku daigakuin dezain kōgaku kenkyū-ka kiyō* 法政大学大学院デザイン工学研究科紀要 Vol.2, mars 2013 p. 3-4.

Article disponible en ligne sur

[http://repo.lib.hosei.ac.jp/bitstream/10114/8529/1/12\\_k\\_m\\_Echizen.pdf](http://repo.lib.hosei.ac.jp/bitstream/10114/8529/1/12_k_m_Echizen.pdf) (dernier accès 12 janvier 2014.)

Les logements ouverts par l'État aux rapatriés (en général désignés par l'appellation *hikiage ryō* 引揚寮, dortoirs pour rapatriés) ne sont pas censés être permanents. À leur arrivée, les rapatriés sont dirigés vers des dortoirs qui ont pour vocation de servir de lieu de transit pour leur permettre de s'organiser. Ils ont le droit d'y rester au départ dix jours afin de pouvoir contacter leur famille ou de trouver un travail leur permettant de se loger de façon indépendante. Or cet espoir est vain. De plus, vu le manque de travail dans le Japon de l'immédiat après-guerre, espérer qu'ils puissent subvenir à leurs besoins et acquérir ou louer des logements facilement est illusoire. La limite des dix jours n'est donc pas appliquée, les rapatriés suppliant les responsables de les laisser rester plus longtemps. Certains y resteront des années.

Pour mieux saisir la situation dans laquelle se retrouvent les rapatriés dans ces dortoirs qui deviennent bien vite leurs logements permanents, il convient de lire un article publié en 1949 dans *Chūō kōron* et intitulé : « J'ai été rapatrié, mais...<sup>757</sup> » (*hikiage wa kita keredo* 引揚は来たけれど...). Voici dans quelles conditions déplorables les rapatriés sont supposés vivre dans les *hikiage ryō*. Ils sont souvent entassés dans de grandes pièces qui servaient anciennement d'entrepôts ou d'ateliers et qui ne sont pas équipées pour tenir lieu de dortoir. Trop grandes et trop hautes de plafond, ces pièces sont froides et inhospitalières, et les rapatriés doivent entasser leur maigres biens autour d'eux pour se construire un espace privé. On ne leur remet que très peu de matériel pour pouvoir dormir, souvent des paillasses de fortune et de minces couvertures. Ils n'ont pas le droit de recevoir des rations, puisqu'en échange d'un toit, ils doivent prendre eux-mêmes en charge leur nourriture. Or il est impossible de garder des provisions en sécurité. Malgré tout, la place dans les *ryō* est chère :

---

<sup>757</sup> « ruo : hikiage wa kita keredo » ルポ・引揚は来たけれど... (J'ai été rapatrié, mais...), *Chūō kōron* 中央公論, février 1946, pp. 29-35.

les responsables doivent parfois forcer à quitter les lieux ceux qui se trouvent là depuis le plus longtemps, surtout si ce sont des hommes seuls, pour faire de la place pour les nouveaux arrivants. Ceux qui sont expulsés n'ont alors d'autre choix que de rejoindre les individus sans occupation (*furōsha* 不労者) qui errent dans les parcs. Celui d'Ueno, en particulier, est ainsi devenu un véritable bidonville où tentent de survivre des milliers de personnes sans ressources<sup>758</sup>.

Cette situation est catastrophique, car les personnes habitant dans ces dortoirs sont totalement incapables d'aller chercher du travail ou d'améliorer leur situation. La crainte des vols ou d'être mis dehors empêche même certains de quitter leur domicile à aucun moment. Les *ryō* sont en train de créer une population qui n'a aucune chance de se réinsérer socialement. À partir de 1948, le gouvernement commence donc la construction de bâtiments nouveaux pour accueillir les rapatriés de manière plus permanente<sup>759</sup>. Dans ces logements, qui portent le nom d'habitations pour rapatriés (*hikiage jūtaku* 引揚住宅) et non plus de dortoirs, les rapatriés sont souvent rassemblés par région de provenance<sup>760</sup>.

La construction d'habitations permanentes pour les rapatriés est providentielle pour ceux qui se trouvent encore dans les *ryō* ou, pis, sont sans-abri. Il est même possible d'obtenir une maison individuelle : de 1949 à 1952, le gouvernement couvre 50 % à 80 % du prix de la construction de nouvelles habitations individuelles pour les rapatriés ayant une famille. Il est toutefois nécessaire que la famille fournisse un certain apport, qui peut être lié à un prêt du

---

<sup>758</sup> Dower, John W, *Embracing Defeat – Japan in the wake of World War II*, New York: W.W. Norton & Company / The New Press, 1999, p. 50.

<sup>759</sup> Kōseishō hikiage engo in 厚生省引揚援護院 (Ministère de la santé, bureau pour l'assistance aux rapatriés), éd., *Zoku zoku hikiage engo no kiroku 続々・引揚援護の記録* (annales de l'assistance aux rapatriés, troisième partie), 1963, réédition Kuresu shuppan クレス出版, Tōkyō : 2000, p. 32.

<sup>760</sup> Kōseishō Engokyoku 厚生省援護局, *Hikiage to engo 30 nen no ayumi* 引揚と援護三十年の歩み (30 ans d'aide aux rapatriés), Tōkyō : Kōseishō, 1977, p. 122.

gouvernement, et elle est ensuite locataire. Pour les rapatriés seuls, le gouvernement subventionne la construction d'immeubles collectifs où ils peuvent devenir locataires<sup>761</sup>. Ce sont des immeubles de petite taille qui ressemblent beaucoup par leur organisation aux *danchi* (団地), groupes d'immeubles collectifs construits par l'État et loués à bas prix, qui les remplaceront d'ailleurs parfois dans les années 1950. Après 1952, il devient même possible aux rapatriés d'acheter leur logement à des conditions très favorables, si leurs finances le leur permettent<sup>762</sup>. Quoi qu'il en soit, seuls les plus chanceux peuvent accéder aux logements permanents pour rapatriés, même en tant que locataires.

On trouve dans les règlements de ces ensembles d'habitation des indices montrant combien il pouvait être difficile d'accéder à ces logements subventionnés. En 1951, par exemple, des ensembles d'habitations collectives sont construits à Tōkyō pour transférer des rapatriés vivant toujours dans les dortoirs. Or, pour y accéder, ils doivent avoir un travail et être capables de payer l'eau, le gaz et l'électricité, ainsi qu'un loyer<sup>763</sup>. À Ōsaka, les habitants des logements pour rapatriés doivent non seulement avoir trouvé un emploi, mais leur foyer doit être composé d'au moins trois personnes : les célibataires et les couples sans enfants ne peuvent y habiter<sup>764</sup>.

---

<sup>761</sup> Kōseishō hikiage engo in 厚生省引揚援護院 (Ministère de la santé, bureau pour l'assistance aux rapatriés), éd., *Zoku zoku hikiage engo no kiroku 続々・引揚援護の記録* (annales de l'assistance aux rapatriés, troisième partie), 1963, réédition Kuresu shuppan クレス出版, Tōkyō : 2000, p. 32.

<sup>762</sup> Watt, Lori, *When Empire Comes Home: Repatriation in Postwar Japan, 1945-1958*, Thèse, Columbia University, 2002, p. 109.

<sup>763</sup> Tōkyō-to hikiagesha jūtaku jōrei 東京都引揚者住宅条例 (Règlement des habitations pour rapatriés de la ville de Tōkyō), 1 avril 1951. (document disponible en ligne, [http://www.reiki.metro.Tōkyō.jp/reiki\\_honbun/g1011403001.html](http://www.reiki.metro.Tōkyō.jp/reiki_honbun/g1011403001.html) consulté pour la dernière fois le 31/01/2014)

<sup>764</sup> Ōsaka-fu hikiagesha jūtaku shiyō kisoku 大阪府引揚者住宅使用規則 (Règlement des habitations à l'usage des rapatriés de la ville d'Ōsaka), 1950. (document disponible en ligne, [http://www.pref.osaka.jp/houbun/reiki/reiki\\_honbun/ak20108581.html](http://www.pref.osaka.jp/houbun/reiki/reiki_honbun/ak20108581.html) consulté pour la dernière fois le 31/01/2014)

Tous les rapatriés ne peuvent donc pas accéder à ces logements, de sorte que ce sont ceux dont la situation est la plus difficile qui se trouvent souvent sans toit. Bien qu'il existe un grand nombre d'aides gouvernementales possibles, les règlements sont très compliqués et souvent contradictoires, et il est facile de perdre le droit au logement pour des raisons qui sont parfois assez complexes.

Dans l'article de *Chūō Kōron* cité plus haut, on trouve le cas d'un jeune rapatrié de Sibérie qui, ayant décroché une offre de travail grâce à laquelle il pourrait trouver un logement, décide de ne pas donner suite, de peur de perdre sa place dans son *ryō*. Il craint surtout de passer son tour sur les listes d'attente lui permettant par la suite d'obtenir un logement permanent si jamais cette offre d'emploi ne se concrétisait pas. Or, de toute façon, le fait de refuser cette offre de travail lui fait perdre l'aide à laquelle il avait droit jusque alors et il même son tour sur les listes pour un logement permanent. Il se retrouve donc à la rue, sans travail, n'étant plus éligible pour les aides aux rapatriés<sup>765</sup>. Ce n'est pas un cas isolé : en 1950, une enquête de l'agence d'aide aux rapatriés dénombre 618 915 personnes sans domicile (dont des personnes vivant dans des dortoirs)<sup>766</sup>.

Car il existe encore des *ryō* dans les années 1950, alors qu'ils n'étaient supposés ne durer que quelques années. En 1955, plus de 10 000 personnes y habitent encore dans la région de Tōkyō. 71 *ryō* sont encore utilisés, principalement dans la banlieue ouest. Les conditions de vie y sont déplorables : ce sont des structures qui n'étaient au départ pas prévues pour loger qui que ce soit et qui ont été modifiées rapidement pour permettre d'abriter des personnes

---

<sup>765</sup> « rupo : hikiage wa kita keredo » ルポ・引揚は来たけれど... *Chūō kōron* 中央公論, février 1946, pp. 29-35 ; Watt, Lori, *When Empire Comes Home: Repatriation in Postwar Japan, 1945-1958*, Thèse, Columbia University, 2002, p. 111.

<sup>766</sup> Watt, Lori, *When Empire Comes Home: Repatriation in Postwar Japan, 1945-1958*, Thèse, Columbia University, 2002, p. 114.

dans l'urgence, mais elles n'ont pas disparu, faute de place dans les habitations permanentes pour rapatriés. Une pétition au gouvernement japonais déposée le 12 mai 1955 donne une idée de ce que sont devenues en dix ans ces habitations de fortune :

現在雨はもり、床は落ち、倒壊寸前にある寮もあり、電線は裸となり出火のおそれも多く、非常階段は有事の際人命の保証ができず、下水道は不完全ないし皆無でどろ沼となり、悪臭ひどく、伝染病発生の原因となつている。いずれも緊急整備を要する惨状である。<sup>767</sup>

*En ce moment, il existe des ryō qui sont sur le point de tomber en ruine, où la pluie s'infiltré et les plancher s'effondrent. Les lignes électriques étant dénudées, il y a un grave risque d'incendie, et les escaliers de secours ne permettent pas de garantir les vies humaines en cas d'urgence. Les évacuations sont soit incomplètes, soit inexistantes, et deviennent des marécages boueux, qui ont une odeur épouvantable et qui deviennent des sources d'infection. Tous sont dans un état dramatique qui demande des mesures d'entretien d'urgence.*

Les conditions dans les habitations de rapatriés ne sont souvent pas non plus parfaites. Ces bâtiments ont été construits rapidement ou bien il s'agit de constructions dont la reconversion a été effectuée dans l'urgence. C'étaient des maisons très modestes, souvent un mélange de planche de bois et de parpaings, et pourtant certaines sont encore debout aujourd'hui, offrant une trace émouvante de ces bouleversements historiques. Ainsi, en mai 2013, de nombreux journaux japonais ont relaté la fermeture d'un ensemble de maisons pour rapatriés dans l'est de la ville de Kaizuka 貝塚 dans la région d'Ōsaka. Vingt personnes, pour

---

<sup>767</sup> Hikiage ryō hoshū ni kan shitsumon chūisho 引揚寮補修に関する質問主意書 (question à la diète au sujet de l'entretien des dortoirs pour rapatriés) présentée à la Diète le 12 mai 1955, adressée à 益谷 秀次 Masutani Shūji. Masutani Shūji (1888-1973) est en 1955 président de la Chambre des représentants. (document disponible en ligne, [http://www.shugiin.go.jp/itdb\\_shitsumona.nsf/html/shitsumon/a022005.htm](http://www.shugiin.go.jp/itdb_shitsumona.nsf/html/shitsumon/a022005.htm) (consulté pour la dernière fois le 31/01/2014))

la plus part des rapatriées âgées de 80 à 99 ans, habitaient alors encore dans les quatorze qui restaient parmi un ensemble de vingt petites maisons individuelles construites en 1951. Leurs murs en bois étaient rapiécés de planches plus récentes et les toits de tôle soutenus par des poutres ajoutées au fil du temps, mais l'organisation intérieure restait la même : une pièce de six tatamis (9 m<sup>2</sup>), une pièce de trois tatamis (5 m<sup>2</sup>), une petite cuisine, une salle de bain et des toilettes, le tout pour un loyer mensuel de 360 yens, soit moins de 3 euros. Plus de 79 000 logements de ce type ont été construits au début des années 1950. 1 935 ont été construites à Ōsaka, dont les 14 de Kaizuka sont les derniers exemples en existence.

Si ces maisons n'avaient rien de luxueux, c'étaient des logements tout à fait acceptables qui offraient un cadre de vie correct et dont le loyer resté inchangé depuis la construction est aujourd'hui devenu dérisoire. Les derniers habitants refusent d'ailleurs de quitter les maisons où ils ont passé plus de soixante ans de leur vie. L'une des rapatriées qui habite encore là, Murasaki Setsuko 村崎節子, née en 1932, avait été rapatriée de Harbin à 14 ans, avec les sept personnes de sa famille. Ses parents étaient de Kagoshima, mais il était impossible de trouver du travail dans la région. C'est finalement à Kaizuka que le père a réussi à trouver un emploi d'ouvrier d'usine, et toute la famille s'est installée dans les logements nouvellement construits pour les rapatriés. Au début, ils n'avaient ni l'eau ni l'électricité. Elle aurait pu quitter sa maison depuis longtemps pour vivre avec ses fils, mais elle ne l'a pas fait. Dans ce quartier où tous sont des rapatriés et se connaissent depuis longtemps, les liens entre voisins, dit-elle, sont plus forts que ceux du sang<sup>768</sup>.

---

<sup>768</sup> « chiku rokujū nen hikiagesha jūtaku ni nijūnin » 築60年「引揚者住宅」に20人 (20 habitants dans des maisons pour rapatriés construites il y a 60 ans), *Asahi Shinbun*, 10 mai 2013 ; « jūnin saikōrei kyūjūkyū sai, heibon nenrei sichijūyo nen – Kinki yuuitsu nokoru hikiagesha jūtaku ni semaru 'tachnuki' » 住人最高齢99歳、平均年齢は74歳...近畿で唯一残る引揚者住宅に迫る「立ち退き」 (La plus vieille habitante a 99 ans, l'âge moyen est de 74 ans – L'expulsion approche pour les habitants des dernières habitations pour rapatriés du Kinki), *Sankei News West*, 16 mai 2013 ; « hikiagesha jūtaku,

Aujourd'hui encore, les bâtiments municipaux réservés à certaines populations spécifiques incluent les rapatriés parmi les personnes pouvant en bénéficier. À Mutsu, un programme de logement social propose des maisons de 32 à 51 m<sup>2</sup> pour un loyer mensuel compris entre 2 000 et 15 000 yens : y ont droit les personnes âgées de 65 ans et plus, les handicapés moteurs et mentaux, les personnes recevant le revenu minimum social, les victimes de violences conjugales, les invalides de guerre, les victimes des bombardements atomiques, les personnes atteintes de la maladie de Hansen (lèpre) et les rapatriés<sup>769</sup>. Ce statut figure donc bien toujours au cœur même des règlements publics.

Toutefois, si les associations de défense des rapatriés ont réussi à le faire inscrire dans la loi leur statut et à faire reconnaître leurs droits à des compensations particulières, ils n'obtiendront pas la reconnaissance par l'État du fait qu'ils ont été dépossédés. Ils seront assimilés à une autre catégorie de plaignants, les victimes de la guerre, alors qu'eux se considèrent plutôt comme victimes de l'impérialisme japonais.

---

haishi hōken... jūmin, Ōsaka-fu sonzoku chinjō » 引揚者住宅、廃止方針...住民、大阪府に存続陳情 (abolition des habitations pour rapatriés – les habitants pétitionnent pour une prolongation), *Yomiuri Shinbun*, 17 mai 2013.

<sup>769</sup> Voir par exemple, Mutsu.shi むつ市 Ville de Mutsu), *Shiei jūtaku nyūkoshā boshū no o-shirase* 市営住宅入居者募集のお知らせ (information sur l'accès aux logements municipaux) , conditions d'éligibilité, novembre 2013, en ligne <http://www.city.mutsu.lg.jp/news/index.cfm/detail.1.29265.html> (dernière consultation 8 janvier 2014.). Toutes les villes appliquent à peu près les mêmes catégories qui sont dictées par une politique nationale.



## Les *hikiagesha* en tant que groupe revendicatif

### *Les associations de rapatriés au Japon*

Les rapatriés ont commencé à s'organiser alors qu'ils se trouvaient encore à l'étranger pour former d'abord des regroupements de personnes unies par le désir commun de rentrer le plus rapidement possible. Ils n'avaient pas encore conscience d'être des « rapatriés » ni même d'appartenir à un groupe distinct des Japonais de métropole. Il s'agissait surtout de suppléer le manque d'organisation laissé par la défaite.

La première de ces associations a été créée au lendemain de la défaite, le 16 août 1945, à Séoul, dans le but d'assurer la sécurité des Japonais devant rentrer au Japon<sup>770</sup>. L'annonce à la radio de cette création a encouragé la naissance de multiples groupes d'entraide locaux qui ont fini par s'unir pour former une entité plus ou moins lâche portant le nom global de Nihonjin Sewakai 日本人世話会 (Association d'entraide des Japonais<sup>771</sup>). Cette association jouait un rôle d'information et de soutien aux réfugiés, mais son rôle restait limité : une fois les Japonais sortis du territoire coréen, l'association ne pouvait plus les aider.

Comme on l'a vu, les Japonais rentrés au pays se sont heurtés de nouveau à toute une série de difficultés logistiques, bureaucratiques et matérielles, de sorte qu'ils ont été

---

<sup>770</sup> Sun, Jae-won, « The Reverse Impact of Colonialism: Repatriation and Resettlement of Japanese Entrepreneurs after the Second World War », dans Kimura, Kenji; Uchida, Jun, et Jae-won Sun, *Japanese Settler Colonialism and Capitalism in Japan: Advancing into Korea, Settling Down, and returning to Japan, 1905-1950*, Edwin. O. Reischauer Institute of Japanese Studies, Occasional Papers in Japanese Studies, n° 2002-03, Cambridge : Harvard University Press, juin 2002, p. 25.

<sup>771</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku 戦後引揚の記録* (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 238.

nombreux à se fédérer. Pour ce faire, un grand nombre d'associations sont rapidement apparues, comme le montre le tableau suivant qui dénombre celles qui étaient suffisamment importantes pour être déclarées entre 1945 et 1949.

Date de création	Nom de l'association		
30 août 1945	Association de soutien aux personnes liées au Mandchoukouo	満州国関係帰国者援護会	manshūkoku kankei kikoku-sha engo-
1 décembre 1946	Association de soutien aux employés du chemin de fer du continent	大陸鉄道従事員援護会	Tairiku tetsudō jūjiin engo kai
6 août 1946	Association d'aide sociale de la Chine du centre	華中厚生協会	Kachū kōsei kyōkai
30 août 1946	Association d'aide sociale des Ryūkyū	球陽民生協会	Kyūyō minsei kyōkai
21 janvier 1947	Association mutualiste pour les personnes liées à la Birmanie	ビルマ関係者互助会	Biruma kankeisha kojokai
10 mars 1947	Association d'aide aux compatriotes	同胞更生会	Dōhō kōsei kai
30 mars 1947	Association d'aide aux rapatriés employés dans le secteur de l'électricité	引揚電気従業員更生会	Hikiage denki jūgyōin kōseikai
19 avril 1947	Association d'aide aux rapatriés employés dans les affaires maritimes	引揚海事関係者更生会	Hikiage kaiji kankeisha kōseikai
14 mai 1947	Association d'assistance mutuelle pour la Chine	華交互助会	Ka kōgojo kai
9 avril 1948	Association d'aide aux employés de la fonction publique rapatriés de Taiwan	台湾引揚者官公史吏更生協会	Taiwan hikiagesha kankō chūri kōsei kyōkai
23 septembre 1949	Fédération nationale de Karafuto	全国樺太聯盟	Zen koku karafuto renmei
27 septembre 1949	Association de Taiwan	台湾協会	Taiwan kyōkai

Shibata, Yoshimasa 柴田善雅, « hikiagesha keizai dantai no katsudō to zaigai zaisan hoshō shori » 引揚者経済団体の活動と在外財産補償処理 (l'activité des organisations de rapatriés à but économique et le règlement de la question de la compensation pour les biens restés à l'étranger), dans Kobayashi, Hideo 小林英夫, Shibata, Yoshimasa 柴田善雅, Yoshida, Sennosuke 吉田千之輔, Sengo ajia ni okeru nihonjin dantai – hikiage kara kigyō shinshutsu made 戦後アジアにおける日本人団体-引揚げから企業進出まで (les associations de Japonais dans l'Asie d'après-guerre - des rapatriements à l'expansion économique), Tōkyō, Yumani shobō ゆまに書房, 2008, p. 133.

Ce que montre cette prolifération, c'est d'une part le très grand besoin qu'éprouvaient les rapatriés de se rassembler et de l'autre la nature régionale et spécifique de ces associations. Elles réunissaient des groupes de personnes ayant partagé un destin commun dans les colonies et qui tentaient de reproduire la structure sociale disparue avec la défaite. Les personnes provenant de la même région d'outre-mer s'y retrouvaient, et il faudra attendre juin 1946 pour que la première fédération d'associations apparaisse. Il est logique que les rapatriés se soient organisés autour de ces différentes lignes : ceux qui avaient le même emploi et venaient de la même zone avaient souvent été rapatriés en même temps, étaient arrivés dans les mêmes ports; ils étaient donc confrontés à des problèmes similaires. De plus, certaines étaient créées sur une ligne politique, comme c'est le cas pour beaucoup de rapatriés de la région de Karafuto qui ont choisi comme l'un des buts de leur association de combattre le communisme dans la région du Tōhoku<sup>772</sup>.

Ces groupes morcelés n'avaient pas beaucoup de visibilité, et surtout ils étaient par nature inextricablement liés aux territoires d'outre-mer, ce qui les rendait vulnérables : leurs fonds et leur mode de fonctionnement étaient fondés sur une structure qui n'existait plus. Pour prendre un exemple concret du préjudice que cela pouvait susciter, le 19 novembre 1945, le SCAP a saisi plus de 300 millions de yens de capitaux appartenant à la Fondation d'aide aux personnes liées au Mandchoukouo (Manshūkoku kankei kikoku-sha engo-kai 満州国関係帰国者援護会) puisque cet argent provenait des différentes entreprises de Mandchourie et ne pouvait donc être ramené au Japon<sup>773</sup>.

---

<sup>772</sup> Warner, F.W., « Repatriate Organizations in Japan » (Associations de rapatriés au Japon), *Pacific Affairs*, Vol. 22, no. 3 (sep. 1949), p. 274.

<sup>773</sup> Fujinuma Toshiko 藤沼敏子, « Nenpyō : chūgoku kikokusha mondai no rekishi to engo seisaku no tenkai », 年表・中国帰国者問題の歴史と援護政策の展開, *Chūgoku kikokusha teichaku sokushin sentā kiyō* 中国帰国者定着促進センター紀要 (bulletin du centre pour l'aide à l'installation au Japon pour les personnes rapatriées de Chine), n°6 (1998), p. 250.

Parallèlement, sont également apparues en très grand nombre des associations de familles de prisonniers en URSS ou de prisonniers rapatriés. On peut les diviser en deux types : celles qui œuvraient pour le retour des prisonniers, dont des associations beaucoup plus grandes, comme la Croix-Rouge japonaise, et celles qui ont été créées dans un but d'entraide et de soutien entre familles de prisonniers, puis entre prisonniers rapatriés eux-mêmes. En tout, on dénombre plus de soixante-dix organisations de ce type, en général organisées par les rapatriés selon les régions ou les camps où ils avaient été internés. Pourtant, les soldats rapatriés de Sibérie resteront très discrets dans leurs demandes par rapport au rapatriés civils<sup>774</sup>.

Morcelées, manquant de moyens, de visibilité et d'appui politique, ces associations n'étaient guère efficace. Il était donc nécessaire qu'elles se fédèrent afin de pouvoir mieux faire entendre leurs revendications. C'est ce qui a mené en juin 1946 (août 1946 selon les sources) à la création de la Fédération des associations de rapatriés (*Hikiagesha dantai zenkoku rengōkai* 引揚者団体全国連合会)<sup>775</sup>. Cela a permis de rassembler toutes les informations recueillies par les centaines d'associations locales et régionales, ainsi que d'organe de promotion de la cause des rapatriés et d'interlocuteur avec le gouvernement pour

---

<sup>774</sup> Nakamura Shin.ichirō 中村信一郎, « hikiage sokushin to undō » 引揚げ促進と運動 (l'accélération des rapatriements et l'activisme), dans *Sengo kyōsei yokuryū shi hen san iinkai* 戦後強制抑留史編纂委員会 (comité pour la compilation d'une histoire des internements d'après-guerre en Sibérie), dir., *Sengo kyōsei yokuryū shi* 戦後強制抑留史 (Histoire des internements d'après-guerre en Sibérie), Tōkyō : Heiwa kinen jigyo tokubetsu kikin 平和祈念事業特別基金 (fondation spéciale pour la paix et la consolation), vol. 5, 2005, p. 301-331, p. 315.

<sup>775</sup> La date du 12 juin 1946 est celle notée dans *Kōseishō hikiage engo in* 厚生省引揚援護院 (Ministère de la santé, bureau pour l'assistance aux rapatriés), éd., *Hikiage engo no kiroku* 引揚援護の記録 (annales de l'assistance aux rapatriés), 1950, p. 101-102, ainsi que sur le site [www.heiwakinen.jp](http://www.heiwakinen.jp), mais c'est la date du 12 août 1948 qui est notée dans *Kōseishō Engokyoku* 厚生省援護局, *Hikiage to engo 30 nen no ayumi* 引揚と援護三十年の歩み (30 ans d'aide aux rapatriés), Tōkyō : Kōseishō, 1977, p. 687. Il est possible que l'association n'ait pas été formellement reconnue dès le début.

toutes les négociations au sujet des aides financières et des mesures de réinsertion<sup>776777</sup>. Il s'agissait d'une fédération d'associations et non d'une association elle-même : elle reposait sur les réunions mensuelles des dirigeants des associations, qui restaient toutes actives..

*Les biens restés à l'étranger, les demandes de compensation et la définition légale des rapatriés*

Les associations de rapatriés se sont rapidement concentrées sur un unique problème, le plus important pour leurs membres : celui des biens restés à l'étranger, c'est-à-dire les terrains, les maisons, les possessions qu'ils avaient dû laisser derrière eux lorsqu'ils avaient quitté les colonies. Les rapatriés demandaient à être dédommagés pour ces pertes, et c'est ce qui sera au cœur de la question des rapatriés dans l'après-guerre.

Le problème était d'une grande ampleur. D'ailleurs, parmi les questions liées aux rapatriements d'après-guerre au Japon, c'est celle des demandes de dédommagement qui a retenu le plus l'attention des historiens de l'après-guerre. Les demandes des rapatriés représentent en effet un exemple idéal d'action menée par des groupes d'intérêt spécifiques lié à la guerre et ayant obtenu d'une certaine façon satisfaction. C'est pourquoi il a fait l'objet de plusieurs études, notamment en langue anglaise. Parmi ces travaux, on peut citer ceux de

---

<sup>776</sup> Watt, Lori, *When Empire Comes Home: Repatriation in Postwar Japan, 1945-1958*, Thèse, Columbia University, 2002, p. 134.

<sup>777</sup> L'équivalent de cette fédération pour les internés, l'Association nationale des internés de force (全国強制抑留者協会 Zenkoku kyōsei yokuryūsha kyōkai) sera par contre créée beaucoup plus tard, en 1977, les internés mettant beaucoup plus de temps à se fédérer pour agir sur le gouvernement, et n'aura une action politique qu'à partir de 1983.

John Campbell en 1977<sup>778</sup>, qui traitait du mécanisme des négociations entre les associations privées et la sphère politique, ainsi que l'étude de James Orr<sup>779</sup> dans le cadre de son livre sur la question de la victime de guerre au Japon. Orr se sert du cas des rapatriés pour illustrer le fait que, dans l'après-guerre, le discours dominant tendra vers celui de la victimisation, c'est-à-dire vers l'idée que le peuple japonais dans son ensemble doit être considéré plus comme victime que comme acteur de la guerre.

Ce qui était en jeu au cours des négociations des rapatriés avec l'État, c'était la définition légale des rapatriés, ainsi que la question de savoir si ces biens avaient été perdus par la faute du gouvernement japonais, s'ils pouvaient être récupérés ou si les rapatriés devaient recevoir dédommagement. Or, dans ce débat, on va passer de la question des dédommagements économiques à celle d'une forme de compensation spirituelle : l'argent donné ne visait pas à compenser des biens perdus (simple restitution d'un bien saisi ou détruit) mais des souffrances subies. Ce combat a donc marqué une transition importante dans la perception des rapatriés, qui sont devenus de simples victimes de la guerre.

Au départ censée répondre aux demandes des associations de rapatriés réclamant une compensation pour les biens qu'ils avaient été forcés d'abandonner au moment du retour, la législation en faveur des rapatriés a fini par forger une nouvelle définition à la fois des rapatriés et des devoirs de l'État envers eux. Or, bien qu'admise par les rapatriés eux-mêmes, cette définition était réductrice, puisque leur statut se retrouvait confondu avec celui des victimes de guerre civiles « ordinaires ». Ce qui était au départ une dette que l'État devait

---

<sup>778</sup> Campbell, John Creighton, « Compensation for Repatriates: a Case Study of Interest-Group Politics and Party-Government Negotiations in Japan », dans Pempel, T.J. (dir.), *Policymaking in Contemporary Japan*, Ithaca : Cornell University Press, 1977 (345 p.), pp. 103-142.

<sup>779</sup> Orr, James, *The victim as hero : ideologies of peace and national identity in postwar Japan*, Honolulu : University of Hawaii Press, 2001, chapitre 6 « compensating victims : the politics of victimhood », p. 156-169.

assumer envers ses sujets coloniaux spoliés s'est ainsi transformé en offre de compensation pour des dommages subis pendant la guerre. Comme James Orr l'a montré de façon fort convaincante, ce glissement a fait que les *hikiagesha* n'étaient plus des plaignants demandant un remboursement, mais devenaient des victimes obtenant une somme en guise de condoléance ou de consolation grâce à la générosité de leur État.

Dès le départ, les rapatriés ont considéré que leurs pertes n'étaient que temporaires. D'ailleurs, dès 1945, un programme commun mis en place par le gouvernement japonais et par le SCAP leur offrait la possibilité d'enregistrer tous les biens abandonnés à l'étranger ou confisqués à la douane : pour les rapatriés, il s'agissait d'un signe qu'il existerait bien plus tard un mécanisme pour compenser leurs pertes, à hauteur de la valeur des biens perdus<sup>780</sup>. Ils étaient loin de penser que cette affaire, qui deviendra la « question des biens perdus à l'étranger » (*kaigai zaisan mondai* 海外財産問題), allait susciter d'innombrables débats et ne serait pas réglée avant plus de vingt ans.

#### *Les premières actions des associations civiles*

Les associations de rapatriés n'ont pas perdu de temps pour tenter de faire valoir leurs droits. Le 7 août 1946, l'Association d'entraides aux compatriotes rapatriés de Corée (Chōsen hikiage dōhō sewa kai 朝鮮引揚同胞世話会), héritière de l'association d'entraide des Japonais de Corée créée à Séoul le 16 août 1945, présente la première pétition au sujet des biens perdus à l'étranger à la Diète et au gouvernement. Cette pétition est écrite par Hozumi

---

<sup>780</sup> Orr, James, *The victim as hero : ideologies of peace and national identity in postwar Japan*, Honolulu : University of Hawaii Press, 2001, p. 162-163.

Shinrokurō 穂積真六郎<sup>781</sup>, le président de l'association, ainsi que le vice-président de la Fédération des associations de rapatriés. Selon cette pétition, les pertes des *hikiagesha* sont de nature différente de celles subies par les autres victimes de la guerre, surtout les victimes des bombardements. Dès le début, les rapatriés tentent de faire valoir la nature exceptionnelle de leurs pertes, qui couvrent non seulement leurs biens matériels, mais leurs économies, leurs moyens de subsistance, leur façon de vivre<sup>782</sup>.

La réponse ne se fait pas attendre : fin septembre, le Premier ministre Yoshida Shigeru propose une forme d'indemnisation visant à regrouper les aides au sein d'une institution qui investirait dans des projets industriels. Il note à cette occasion que la paupérisation des rapatriés est un facteur important de troubles sociaux et qu'il est donc important d'agir rapidement. En octobre 1946, le ministre des Finances Ishibashi Tanzan<sup>783</sup> propose l'abandon temporaire des discussions sur les biens à l'étranger, en échange d'un paiement d'urgence de 15 000 yens à chaque famille. Le plan est rendu public après une manifestation des rapatriés fin novembre et est finalement voté le 6 décembre. Toutefois, le SCAP pose son veto à cette mesure, jugée trop coûteuse<sup>784</sup>.

À partir de 1947, cette question devient l'un des points cruciaux des débats politiques pour les élections à la Diète. Non parce que les représentants eux-mêmes la jugeaient cruciales, mais parce que les rapatriés formaient un électorat nombreux qu'il était difficile

---

<sup>781</sup> Hozumi Shinrokurō 穂積真六郎 (1889-1970) avait travaillé au bureau pour la production au sein du gouvernement général de Corée à partir de 1932, puis est nommé à la tête de la Chambre de commerce de Corée en 1942. Il devient représentant à la Chambre des représentants en 1947.

<sup>782</sup> Orr, James, *The victim as hero : ideologies of peace and national identity in postwar Japan*, Honolulu : University of Hawaii Press, 2001, p. 163.

<sup>783</sup> Ishibashi Tanzan 石橋湛山, (1884 – 1973,) qui sera brièvement premier ministre de décembre 1956 à février 1957.

<sup>784</sup> Orr, James, *The victim as hero : ideologies of peace and national identity in postwar Japan*, Honolulu : University of Hawaii Press, 2001, p. 157-158.



d'ignorer. En 1947, ils étaient déjà plus de 5,8 millions, en comptant à la fois les civils et les militaires (dont, parmi eux, environ 1 040 000 revenus de Mandchourie, 915 000 de Corée et 478 000 de Taïwan<sup>785</sup>). Dans certaines régions, comme les départements d'Ōita, de Kagoshima, et de Kumamoto, les rapatriés représentaient plus de 10 % de la population locale<sup>786</sup>. La question des biens restés à l'étranger est donc devenue un argument de campagne utile pour les hommes politiques promettant une solution rapide.

Or, malgré les discours de campagne, une fois élus, les parlementaires se sont montrés bien moins actifs que les rapatriés ne l'espéraient. Les cabinets ministériels successifs n'ont présenté aucune mesure concrète pour dédommager les rapatriés, au motif qu'il était impossible d'agir en l'absence de directives du SCAP sur le sujet. Hozumi Shinrokurō, le président de la principale association d'entraide des rapatriés de Corée, s'est adressé directement à l'administration Katayama<sup>787</sup> en 1947 pour lui intimer de traiter la question rapidement, mais le gouvernement s'est défaussé sur les Alliés et, malgré un lobbying intense de la part de la Fédération des associations de rapatriés, aucune décision n'a été prise avant la signature du traité de San Francisco, malgré des polémiques incessantes<sup>788</sup>. Des commissions générales sur la question des rapatriés ont été créées au sein du gouvernement et du parlement. Du côté du SCAP, la seule information donnée publiquement a été la

---

<sup>785</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 252-253.

<sup>786</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 272, tableau 17.

<sup>787</sup> Katayama Tetsu 片山哲, (1887 –1978,) premier ministre du 24 mai 1947 au 10 mars 1948. C'est le premier socialiste à être premier ministre au Japon.

<sup>788</sup> Orr, James, *The victim as hero : ideologies of peace and national identity in postwar Japan*, Honolulu : University of Hawaii Press, 2001, p. 157-158.

déclaration de John Foster Dulles<sup>789</sup> annonçant que les propriétés confisquées pourraient être utilisées pour indemniser les pertes des Alliés durant l'occupation japonaise<sup>790</sup>.

Le gouvernement a cependant cherché à répondre aux demandes des associations de rapatriés. L'une des manifestations visibles de cette volonté a été l'organisation du 17 au 23 avril 1948 du mouvement caritatif Mouvement pour l'amour (愛の運動 Ai no undō) soutenu par les services du ministère de la Santé chargés de l'aide aux rapatriés, qui s'est accompagné d'une aide publique de plus de trois millions de yens<sup>791</sup>. Cependant, aucun progrès substantiel n'a pu intervenir avant la fin de l'occupation.

#### *Les négociations d'après la signature du traité de San Francisco : la loi de 1957*

Dès la signature du traité de San Francisco, les rapatriés sont revenus à la charge en faisant pression sur le gouvernement et sur les différents partis politiques pour qu'ils se penchent de nouveau sur la question des biens restés à l'étranger. En réponse, l'État a créé une première commission d'enquête en novembre 1953 pour examiner spécifiquement les demandes des rapatriés. En juillet 1954, cette commission a pris le nom officiel de Conseil

---

<sup>789</sup> John Foster Dulles (1888 – 1959,) secrétaire d'État de 1953 à 1959, sous le président républicain Dwight D. Eisenhower.

<sup>790</sup> Cité par Orr, James, *The victim as hero : ideologies of peace and national identity in postwar Japan*, Honolulu : University of Hawaii Press, 2001, p. 158.

<sup>791</sup> Kōseishō hikiage engo in 厚生省引揚援護院 (Ministère de la santé, bureau pour l'assistance aux rapatriés), éd., *Hikiage engo no kiroku* 引揚援護の記録 (annales de l'assistance aux rapatriés), 1950, p. 90 ; document 45, pp. 106-108.

consultatif pour la question des biens restés à l'étranger (*Kaigai kaisan mondai shingikai* 海外財産問題審議会)<sup>792</sup>.

Le Conseil est parvenu à prendre une décision en décembre 1956, mais ce n'est pas celle qu'espéraient les rapatriés. En effet, ses membres ont annoncé que la question des compensations n'étaient pas de la juridiction du Japon, puisqu'il était impossible de faire valoir de quelque façon que ce soit des biens se trouvant dans les anciennes colonies japonaises. En effet, selon le traité de San Francisco, le Japon avait renoncé en effet officiellement toute demande de dédommagement pour des biens restés sur place, en tout cas dans les pays signataires. Ils étaient laissés aux puissances alliées qui avaient juridiction sur le territoire où elles se trouvaient<sup>793</sup>. En clair, le Japon n'avait plus aucun droit sur ces biens et donc la signature du traité signifiait pour les rapatriés la perte définitive de leurs biens.

Toutefois, une grave complication se présentait : ni la Chine nationaliste ni la République populaire de Chine n'avaient été invitées à se joindre aux discussions, par suite du désaccord entre les États-Unis et le Royaume-Uni quant à savoir laquelle devait y participer ; bien sûr aussi, la Corée, toujours en guerre, n'était pas signataire du traité de San Francisco. Quant à

---

<sup>792</sup> Orr, James, *The victim as hero : ideologies of peace and national identity in postwar Japan*, Honolulu : University of Hawaii Press, 2001, p. 159-160.

<sup>793</sup> Traité de San Francisco, chapitre V, Article 14, II : 2. : « (I) Sous réserve des dispositions du sous-paragraphe (II) ci-dessous, chacune des Puissances Alliées aura le droit de saisir, conserver, liquider ou utiliser de toute autre façon tous biens, droits et intérêts (a) du Japon et des ressortissants japonais, (b) des personnes agissant aux lieu et place ou pour le compte du Japon ou de ressortissants japonais, et (c) d'organismes appartenant au Japon ou à ses ressortissants ou contrôlés par eux, qui, lors de l'entrée en vigueur initiale du présent Traité, se trouvaient sous la juridiction de ladite Puissance Alliée. Les biens, droits et intérêts mentionnés dans le présent sous-paragraphe comprendront les biens, droits et intérêts actuellement bloqués par les autorités des Puissances Alliées chargées de la gestion des biens ennemis, ou dévolus auxdites autorités, ou se trouvant en leur possession ou sous leur contrôle, et qui appartenaient à l'une des personnes physiques ou à l'un des organismes mentionnés en (a), (b) ou (c) ci-dessus, ou étaient détenus ou administrés pour leur compte à l'époque où lesdits avoirs sont tombés sous le contrôle desdites autorités. » Nations-Unies, dir., Recueil des Traités – Traités et accords internationaux enregistrés ou classés et inscrits au répertoire au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, volume 136 (I. n°3103-3126), Genève : Nations Unies, 1952, p. 63 (411 p.)

l'URSS, son délégué Andreï Gromyko<sup>794</sup> (Андрей Громык) avait annoncé dès septembre 1951 que l'URSS considérait ce traité comme une couverture pour permettre aux États-Unis de garder une base en Asie et que la façon dont était traitée la Chine était injuste<sup>795</sup>. C'est pourquoi, malgré le fait que certaines revendications soviétiques, en particulier au sujet des Territoires du Nord, étaient satisfaites dans le traité de San Francisco, l'URSS avait refusé finalement de le signer. La Chine nationaliste, elle, avait signé un accord séparé avec le Japon, le traité de Taipei, qui réglait les questions liées à Taïwan (il ne sera pas reconnu par la République populaire de Chine). Or 95 % des biens japonais à l'étrangers se trouvaient en République populaire de Chine (surtout dans l'ancienne Mandchourie) et en Corée, pays non signataires. Voilà qui compliquait la situation. Dès lors, le Conseil consultatif a jugé qu'aucune issue ne pouvait être trouvée pour ces territoires et que, dans ces conditions, il était impossible de statuer sur le statut des biens restés à l'étranger<sup>796</sup>.

Il a toutefois proposé un pis-aller, une compensation pour dommages subis, ou *solatium* en termes juridiques (*mimaikin* 見舞金), et non le remboursement des sommes perdues. Cette mesure a pris la forme d'une aide sociale et a fait l'objet d'une loi votée à la Diète le 17 mai 1957, sous le nom de « Loi sur le paiement d'une subvention pour les rapatriés » (*Hikiagesha kyūfukin nado shikyū hō* 引揚者給付金等支給法)<sup>797</sup> Or, puisqu'il s'agissait d'une aide sociale, elle était plafonnée : seuls ceux qui disposaient d'un revenu annuel de moins de

---

<sup>794</sup> Andreï Andreïevitch Gromyko (Андрей Андреевич Громыко), 1909-1989, homme politique et diplomate soviétique, ministre des Affaires étrangères de l'Union soviétique de 1957 à 1985, et président du praesidium du Soviet suprême de 1985 à 1988.

<sup>795</sup> « Text of Gromyko's Statement on the Peace Treaty », *New York Times*, page 26, 9 septembre 1951.

<sup>796</sup> Orr, James, *The victim as hero : ideologies of peace and national identity in postwar Japan*, Honolulu : University of Hawaii Press, 2001, p. 159-160.

<sup>797</sup> «Loi sur le paiement d'une subvention pour les rapatriés » (引揚者給付金等支給法 *hikiagesha kyūfukin nado shikyū hō*), 17 mai 1957 n°109, texte complet disponible en ligne sur <http://law.e-gov.go.jp/htmldata/S32/S32HO109.html> (dernier accès 13 juin 2013)

88 200 yens pouvaient y prétendre. En 1957, elle a concerné 3,17 millions de bénéficiaires<sup>798</sup>, qui ont reçu une somme comprise entre 7 000 et 28 000 yens, selon leur âge au moment de la défaite<sup>799</sup>. Cela représentait une enveloppe totale de plus de 50 milliards de yens, soit 1,5 % environ du budget national du Japon en 1957<sup>800</sup>. Même si ces sommes étaient élevées et ont été versées à une grande partie des rapatriés, il s'agissait là d'une mesure sociale destinée à aider un groupe défavorisé, et non de la reconnaissance par l'État japonais d'une quelconque dette envers les anciens colons ni d'un remboursement proportionnel aux sommes perdues.

La loi a également eu un autre effet : elle donnait pour la première fois une définition officielle du mot *hikiagesha*, qu'on peut résumer ainsi<sup>801</sup> :

Toute personne dont la résidence principale (*seikatsu no honkyo* 生活の本拠) se trouvait en dehors du territoire japonais proprement dit (*honbō igai no chiiki*, 本邦以外の地域, également plus loin dans le texte *gaichi* 外地, territoires extérieurs) pendant plus de six mois avant la défaite, et qui ont été contraint de rentrer au Japon en abandonnant leurs possessions.

C'est cette définition qui perdurera par la suite et qui est encore utilisée aujourd'hui. Il peut paraître anecdotique de citer ce point juridique, mais il a son importance par les catégories qui sont exclues. En effet, seuls les civils étaient concernés, puisqu'il fallait résider

---

<sup>798</sup> Campbell, John Creighton, « Compensation for Repatriates: a Case Study of Interest-Group Politics and Party-Government Negotiations in Japan », dans Pempel, T.J. (dir.), *Policymaking in Contemporary Japan*, Ithaca : Cornell University Press, 1977, p. 102, 125.

<sup>799</sup> 58 000 yen pour les personnes âgées de plus de 50 ans à la défaite, 20 000 pour ceux dont l'âge est compris entre 35 et 50 ans, 15 000 yen pour ceux dont l'âge est compris entre 18 et 35 ans, et 7 000 yen pour toute personne âgée de moins de 18 ans à la défaite.

<sup>800</sup> Orr, James, *The victim as hero : ideologies of peace and national identity in postwar Japan*, Honolulu : University of Hawaii Press, 2001, p. 161, note 100.

<sup>801</sup> « Loi sur le paiement d'une subvention pour les rapatriés » (*hikiagesha kyūfukin nado shikyū hō* 引揚者給付金等支給法), 17 mai 1957 n°109, article 2.

à l'étranger. Les personnes travaillant de manière épisodique à l'étranger mais qui se seraient retrouvées prises par la défaite étaient également laissées de côté. En revanche, aucune distinction n'était faite selon les circonstances du retour ou bien les zones d'origine : les rapatriés en provenance de Taïwan, qui étaient rentrés plus facilement que ceux de Mandchourie, ne devaient pas être moins indemnisés, alors que la loi prétendait compenser les souffrances subies. Le rapatriement était pris dans son ensemble : il n'y avait plus de variation ou de degrés dans les dommages subis. Officiellement, aucune distinction ne devait être faite au sein du groupe : les rapatriés étaient bel et bien devenus un groupe unique.

#### *La loi de 1967 sur les mesures d'aides aux rapatriés civils*

La loi de 1957 ne répond pas aux demandes de la Fédération des associations de rapatriés : cette aide sociale, d'un montant identique pour tous quel qu'ait été l'étendue de leurs pertes, n'avait aucun rapport avec le remboursement exigé par les rapatriés. Une nouvelle campagne de pression s'imposait donc. Et cette fois, la Fédération des associations de rapatriés a placé au cœur des débats la question de la responsabilité de l'État japonais. D'après elle, c'était du fait des politiques néfastes suivies par le gouvernement que les futurs *hikiagesha* s'étaient retrouvés en danger et, une fois la situation devenue critique, ce même État les avait abandonnés à leur sort sans tenter de les protéger. Comme l'écrit Orr, « la teneur de ces nouvelles demandes était que le gouvernement japonais était *moralement responsable* des pertes des rapatriés (et leur devait une compensation de près de 1 100 milliards de

yens)<sup>802</sup> ». L'accusation était grave. Elle allait aussi à l'encontre de l'idée généralement admise que le gouvernement d'après-guerre ne pouvait être tenu pour responsable des actions passées du gouvernement militariste de l'époque la guerre. Par conséquent, la première réponse du gouvernement, en mars 1963, a consisté à publier une déclaration affirmant que la loi de 1957 avait déjà répondu à toutes les demandes des rapatriés et que toute poursuite supplémentaire serait inutile. Cependant, au terme d'un lobbying intense, tant sur le Parti libéral démocrate que sur le Premier ministre Ikeda Hayato 池田 勇人<sup>803</sup>, un troisième Conseil consultatif a commencé ses travaux en 1964 pour examiner encore une fois la question<sup>804</sup>.

Lorsqu'il a rendu ses conclusions en novembre 1966, il annihilé tout espoir de réponse directe à la question de la responsabilité de l'État. Une nouvelle fois, le Conseil a statué que des compensations supplémentaires n'avaient pas de fondement juridique en vertu de la reddition inconditionnelle du Japon. Toutefois, il a concédé, vu la nature exceptionnelle des pertes subies, qu'il était possible d'envisager une loi qui ne serait pas simplement d'aide sociale mais s'appliquerait à toutes les personnes définies comme *hikiagesha*, quels que soient leurs revenus. Alors que la Fédération des associations de rapatriés exigeait que l'État admette que les rapatriés avaient souffert par suite des politiques délétères suivies pendant la guerre, le jugement du conseil stipulait que ce n'était ont souffert non à cause de l'État, mais à son service, ce qui revenait à affirmer « *que les rapatriés devaient faire partie du groupe privilégié incluant les vétérans et les autres personnes déjà indemnisées pour les services*

---

<sup>802</sup> « the purport of this new claim was that the Japanese state was morally responsible for repatriate losses (and owed compensation of nearly 1.1 trillion yen) », Orr, James, *The victim as hero : ideologies of peace and national identity in postwar Japan*, Honolulu : University of Hawaii Press, 2001, p. 162, souligné par l'auteur.

<sup>803</sup> Ikeda Hayato, 池田 勇人 (1899-1965), premier ministre de juillet 1960 à novembre 1964.

<sup>804</sup> Orr, James, *The victim as hero : ideologies of peace and national identity in postwar Japan*, Honolulu : University of Hawaii Press, 2001, p. 162-163

qu'elles avaient rendus pendant la guerre<sup>805</sup> ». Au lieu d'admettre que l'État d'après-guerre pouvait être tenu pour responsable juridiquement des politiques suivies pendant la guerre, l'accent était mis sur les aspects émotionnels, sur les souffrances subies, comme pour les veuves de guerre<sup>806</sup> : l'État n'a pas l'obligation d'indemniser les rapatriés mais, par compassion pour leurs souffrances, il leur proposait une compensation, pour des raisons morales et non juridiques. Orr voit dans ce schéma le remplacement de la question de la responsabilité par une rhétorique de la victime, l'État n'étant pas responsable de ce qu'une « clique militariste » avait pu faire subir au peuple.

Les décisions du conseil ont donné lieu à la promulgation le 1<sup>er</sup> août 1967 d'une nouvelle loi, également appelée « Loi sur le paiement d'une subvention pour les rapatriés » (*Hikiagesha kyūfukin nado shikyū hō* 引揚者給付金等支給法)<sup>807</sup>, qui remplaçait la précédente. Elle redéfinissait quels rapatriés avaient le droit de réclamer cette aide et supprimait tout plafonnement financier : ce n'était plus en tant que membres d'une classe défavorisée que les rapatriés recevaient de l'aide, mais en tant que victimes de la guerre. Cette décision effaçait leur spécificité : « Rangés avec les autres victimes de la guerre, les rapatriés ont été "domestiqués" et, du moins dans le domaine officiel, ils ne se placent plus comme étant en contradiction avec les Japonais "ordinaires" <sup>808</sup>. »

---

<sup>805</sup> « *fundamentally an assertion that repatriates should be part of the favoured group that included the veterans and others that were already being compensated for wartime service* », Orr, James, *The victim as hero : ideologies of peace and national identity in postwar Japan*, Honolulu : University of Hawaii Press, 2001, p. 163.

<sup>806</sup> Également analysé par Orr, James, *The victim as hero : ideologies of peace and national identity in postwar Japan*, Honolulu : University of Hawaii Press, 2001, p. 140

<sup>807</sup> « Loi sur le paiement d'une subvention spéciale pour les rapatriés (*hikiagesha nado ni tai suru tokubetsu kōfukin no shikyū ni kan suru hōritsu* 引揚者等に対する特別交付金の支給に関する法律) (昭和 42 年 8 月 1 日法律第 114 号) », 1 août 1967, loi n°114, texte complet disponible en ligne sur <http://law.e-gov.go.jp/htmldata/S42/S42HO114.html>

<sup>808</sup> Watt, Lori, *When Empire Comes Home : Repatriation and Reintegration in Postwar Japan*, (Harvard East Asian Monographs n°317) Cambridge MA : Harvard University Press, 2009, p. 178.



En d'autres termes, au terme d'un processus de négociation complexe, les rapatriés, en acceptant la loi de 1967, ont rejoint le consensus et ont été réintégrés dans le discours le plus acceptable sur la guerre, celui qui présentait les Japonais comme les victimes d'une classe militariste disparue avec la défaite. Paradoxalement, les demandes des rapatriés, qui allaient à l'encontre de ce discours en soutenant que les biens qu'ils avaient perdus l'avaient été à cause de l'action des gouvernements non seulement de la guerre mais aussi d'après-guerre et qui ne demandaient pas la reconnaissance de leurs souffrance mais celle du fait qu'ils avaient été spoliés de leurs biens, a conduit à accepter une solution qui effaçait leur spécificité et les replaçait dans la masse.

Lorsque les *hikiagesha* sont rentrés au Japon, il est certain que leur statut était marginal. Leurs demandes d'indemnisation se heurtaient à l'hostilité d'une population meurtrie qui ne considérait pas leurs pertes comme exceptionnelles et qui contestait leur statut de groupe ayant droit à une attention et à une assistance particulières. Ils étaient accusés d'avoir vécu une guerre « plus facile » que les Japonais de métropole ; on doutait même de leur « japonité ». On les soupçonnait d'être physiquement contagieux, de véhiculer des maladies exotiques, comme le paludisme (malaria) ou le « typhus mandchou », variété supposée plus virulente que celle qui sévissait au Japon et qui risquait de donner lieu à une épidémie à grand échelle. Un article du journal *Asahi* expliquait ainsi que les rapatriés, immunisés par leur séjour en Mandchourie, n'en souffraient pas, alors que la population de métropole ne supporterait pas ces microbes exotiques. (Il est ici tentant de voir dans cette réaction un rejet des éléments étrangers « contaminants », les rapatriés, dans une société « pure » et donc fragile, les Japonais de métropole<sup>809</sup>.) Les femmes violées par des soldats soviétiques, quant à elles,

---

<sup>809</sup> Analysé en détail par Watt, Lori, *When Empire Comes Home : Repatriation and Reintegration in Postwar Japan*, (Harvard East Asian Monographs n°317) Cambridge MA : Harvard University Press, 2009, p. 78.

étaient porteuses d'un tel stigmate que toute jeune revenue de Mandchourie était être considérée comme impossible à marier. Le risque de contamination que représentaient alors les rapatriés pouvait également être d'ordre spirituel, en particulier dans le cas des internés de Sibérie, accusés d'avoir été endoctrinés par leurs geôliers et porteurs d'un agent pathogène cette fois idéologique.

Dès lors, leur réintégration au sein du récit dominant sur la guerre ne s'est pas effectuée naturellement, mais sous l'effet de négociations et de dialogues entre les rapatriés et l'État, ainsi qu'entre le discours mémoriel propre à chaque rapatrié et le discours mémoriel officiel, ce qui a mené à la création d'un récit des rapatriements qui soit « acceptable » et conforme à la mémoire partagée de la guerre telle qu'elle s'est cristallisée pendant l'après-guerre.

Toutefois, leur identité unique imposée de l'extérieur s'est vue renforcée par les rapatriés eux-mêmes pour une raison pratique : leur besoin de se regrouper de manière organisée et centralisée afin d'obtenir des informations, de faire valoir leurs droits et d'obtenir des aides et des compensations. Les associations et groupes de soutien, créés par nécessité, se concentraient d'ailleurs au départ sur des questions pratiques : le logement, l'emploi, l'information et l'obtention de ressources de première nécessité, avant de cristalliser leur action autour des demandes de compensations.

Ce groupe dont l'identité venait à peine d'être forgée s'est trouvé confronté à deux discours possibles, impliquant deux images possibles pour la société qui les accueillait. Le point de vue officiel, en particulier juste après la défaite, était largement favorable et accueillant, et les médias en particulier présentaient les retours comme des occasions joyeuses de retrouvailles. En décembre 1948 et avril 1949, cette bienveillance a été exprimée directement par l'État à travers des cérémonies publiques organisées par l'agence

gouvernementale responsable des rapatriés, le *Hikiage engo kyoku* : le but de ces deux compagnes de soutien, *Ai no undo*, était de susciter la sympathie du public et de promouvoir la réintégration des rapatriés dans la société. Les journaux et les médias véhiculaient (surtout immédiatement après la défaite) un message positif : les mots *okaerinasai* (« bienvenue », littéralement : « vous voilà rentrés chez vous ») et *gokurōsama* (« merci de la peine que vous avez prise »), que l'on retrouve à la fois dans les articles de ce type et dans les chansons populaires de l'époque traduisent cette volonté d'exprimer une proximité avec les rapatriés et de les accueillir de nouveau au sein de la famille symbolique.

Toutefois, cette vue positive s'accompagnait d'une autre perception du sens du terme *hikiagesha*, beaucoup plus négative. Les rapatriés, par leur nature même, étaient inextricablement liés à l'empire, à la colonisation et à la guerre d'agression. Ainsi, ils pouvaient être perçus non pas comme des victimes de la guerre, mais comme des incitateurs ou des agresseurs qui par leur simple existence avaient contribué à mener le Japon à la guerre ou qui avaient collaboré avec le régime militaire en choisissant de partir coloniser les terres vierges de Mandchourie, par exemple. Watt cite ainsi le récit d'un rapatrié rapportant dans un journal les propos de membres hostiles de la communauté : « N'est-il pas vrai que vous étiez tous complices de ceux qui ont provoqué la guerre ? Si vous n'étiez pas partis aux colonies, il n'y aurait pas eu de guerre <sup>810</sup>. » Grâce à la réintégration du discours des rapatriés au sein du discours dominant sur la guerre, et à travers les processus de mémorialisation, cette perception négative a été graduellement remplacée par une perception positive. Dans le même temps, la perception interne que les rapatriés avaient d'eux-mêmes et les récits qu'ils faisaient de leur expérience ont eu tendance à se conformer à cette image plus acceptable

---

<sup>810</sup> Cité par Watt, Lori, *When Empire Comes Home : Repatriation and Reintegration in Postwar Japan*, (Harvard East Asian Monographs n°317) Cambridge MA : Harvard University Press, 2009, p. 86.

socialement. Romans populaires, films, séries télévisées continuent à perpétuer dans l'inconscient populaire une représentation des rapatriés centrée sur la souffrance et sur le retour. Pour l'État, cela permet de prouver que l'aide offerte est suffisante, que les épreuves traversées ont été palliées par les diverses aides, que tout a été fait pour retrouver le dernier rapatrié. Pour les rapatriés eux-mêmes, il faut répondre à l'accusation que les coloniaux ont connu une guerre plus facile, voire qu'ils en sont d'une certaine façon responsable, et se réintégrer harmonieusement dans le groupe plus large des victimes de la guerre, en rejetant toute responsabilité sur le gouvernement militariste. Ainsi sont-ils des survivants d'une situation atroce, qui appelle la compassion, et non plus un groupe revendicatif et donc créateur d'antagonisme.

## **Chapitre 6**

### **La constitution d'un récit communautaire unifié**

L'identité de rapatrié, construite dans la négociation avec l'État et avec le peuple du Japon métropolitain, s'est constituée autour de besoins et de demandes qui ont renforcé l'uniformité du groupe concerné, gommant les différences profondes entre les individus. De la même façon que les associations de rapatriés qui réunissaient des parcours communs et

des origines similaires pour former des groupes homogènes se sont fondus par nécessité dans une fédération unique uniformisant leurs différences, le récit communautaire du rapatriement tend à se simplifier autour de certains *topoi* communs, voire à présenter l'un des parcours possibles, celui des colons de Mandchourie, comme un raccourci de toute l'expérience des rapatriés.

La mémoire officielle : les ouvrages historiques produits par l'état et la production d'un récit mémoriel unifié

L'évolution de l'identité problématique des rapatriés vers une mémoire acceptable dans le Japon d'après-guerre est le fruit de plusieurs processus, dont certains sont internes, trouvant leur origine au sein même de la communauté des rapatriés, tandis que d'autres sont le résultat d'un dialogue avec des forces extérieures, en particulier l'État et le message qu'il voulait véhiculer. Les histoires et annales produites par l'État ont joué un rôle significatif à cet égard.

La mémoire se distingue naturellement de l'histoire, et surtout de l'histoire scientifique, par sa nature épistémologique même. Déjà Maurice Halbwachs opposait ce qui était du domaine de la mémoire, c'est-à-dire ce qui était concret, vécu et aussi mystique et affectif, à ce qui était du domaine de l'histoire, c'est-à-dire de l'analyse, de la critique et du conceptuel. L'histoire nationale est à tort confondue avec la mémoire à cause du rôle de moule mémoriel qu'elle possède. En effet, l'histoire savante est l'un des lieux qui définit la mémoire. Les livres

d'histoire constituent les « bréviaires pédagogiques de la mémoire<sup>811</sup> » en ce qu'ils créent et prescrivent le contour et le contenu de la mémoire. Un livre d'histoire peut être un lieu de création de mémoire tout autant qu'un musée ou un monument aux morts, et le contenu de la production historiographique peut modeler jusqu'au récit interne des personnes qui ont vécu l'histoire. Ce peut être délibéré, les histoires officielles produites par l'État au sujet des rapatriés en sont un exemple. S'ils ne sont guère critiquables d'un point de vue factuel, ils manifestent une volonté de pousser la mémoire dans un sens, de la conduire vers une conclusion qui n'est pas la seule possible. Ils définissent ainsi une ligne générale pour les récits de rapatriés à laquelle la mémoire communautaire finit par adhérer inconsciemment, poussée qu'elle est par le même désir de représenter le rapatriement en des termes consensuels s'inscrivant dans le discours dominant de l'après-guerre.

La nature même des centres de rapatriement en faisait des lieux idéaux de création d'archives propices à la production historiographique. Les centres servaient entre autres à la collecte d'informations (surtout statistiques) sur les rapatriés, sur leur situation et sur l'aide qui leur était apportée<sup>812</sup>. Toute aide publique suppose en effet une comptabilité précise, donc des archives et des documents. Toutefois, l'existence même d'archives ne débouche pas nécessairement sur une production historiographique. Pourtant, la nécessité de ce travail s'est fait sentir très tôt. Le besoin de raconter, de coucher sur le papier ce qui était en train de se passer était visible parmi les fonctionnaires des camps. Certes, il fallait documenter le rapatriement pour préciser les besoins en aide publique des rapatriés, prévoir les futures demandes de compensation et planifier les plans à grande échelle de construction et de

---

<sup>811</sup> Nora, Pierre, *Les lieux de mémoire*, Paris : Quarto-Gallimard, 1984-1992, « Entre mémoire et histoire : la problématique des lieux », vol. I « La République », p. xxvii.

<sup>812</sup> Abe, Yasunari 阿部安成 et Katō, Kiyofumi 加藤聖文, « “Hikiage” toiu rekishi no toikata » 「引揚げ」という歴史の問い方(上) (comment réexaminer les “rapatriements” dans l'histoire), *Hikone ronsō* 彦根論叢, Shiga University, 2004, n° 348, p. 150.

relocalisation, mais beaucoup avaient aussi la conscience, alors même qu'ils accomplissaient ce travail administratif, qu'ils produisaient des sources historiques.

### *Les premières annales du rapatriement*

Explicitement, de nombreux fonctionnaires établissaient déjà une documentation sur les rapatriements alors même qu'ils étaient en cours. On peut par exemple citer un exemple tiré de *Chōsen shūsen no kiroku*<sup>813</sup> (La fin de la guerre en Corée), texte où est décrit le rapatriement à partir de la Corée du Sud, rédigé par Morita Yoshio 森田芳<sup>814</sup> en 1967. C'est au départ Hozumi Shinrokurō<sup>815</sup>, qui est alors le président de la *Keijō Nihonjin Seiwakai* 京城日本人世話会 (l'association d'entraide des Japonais de Séoul, créée juste avant la défaite), qui lui demande en novembre 1945 de commencer à préserver autant de documents qu'il est possible sur les rapatriés quittant le camp de réfugié de Séoul, pour qu'un jour, il soit possible de faire l'histoire des rapatriés de Corée<sup>816</sup>.

Que le but soit expressément historiographique ou bien qu'il s'agisse simplement du résidu d'une administration efficace, une documentation méticuleuse se met en tout cas en

---

<sup>813</sup> Morita, Yoshio 森田芳夫. *Chōsen shūsen no kiroku: Bei-so ryōgun no shinchū to Nihonjin no hikiage* 朝鮮終戦の記録：米ソ両軍の進駐と日本人の引揚げ (La fin de la guerre en Corée : l'occupation américaine et soviétique et le rapatriement des Japonais). Tōkyō : Gannandō shiten, 1967, 1038 p.

<sup>814</sup> Morita Yoshio 森田芳<sup>814</sup>(1910-1992). Après avoir étudié l'histoire de Corée à l'université impériale de Séoul (*Keijō teikoku daigaku* 京城帝国大学), il entre dans l'administration coloniale où il travaille toujours au moment de la défaite. Après la guerre, il entre au ministère des affaires étrangères, où il travaille à la normalisation des relations entre la Corée et le Japon, puis à sa retraite enseigne à l'université féminine Sungshin à Séoul (ソウルの誠信女子大).

<sup>815</sup> Hozumi était alors président de la compagnie d'électricité de Keijō. Il sera plus tard président de la Fédération nationale des rapatriés (voir chapitre 5).

<sup>816</sup> Morita, Yoshio 森田芳夫. *Chōsen shūsen no kiroku: Bei-so ryōgun no shinchū to Nihonjin no hikiage* 朝鮮終戦の記録：米ソ両軍の進駐と日本人の引揚げ (La fin de la guerre en Corée : l'occupation américaine et soviétique et le rapatriement des Japonais). Tōkyō : Gannandō shiten, 1967, vol 1, p. 1035.

place, tant au niveau local que départemental et national, et les premiers ouvrages à volonté historiographique émergeant de ces archives sont très rapidement rédigés. Plus que de livres d'histoire scientifique, il s'agit de recueils de statistiques et de faits, accompagnés toutefois souvent d'analyse. Les premiers ouvrages à faire l'histoire des rapatriements sont ceux produits par les différents centres de rapatriement régionaux (*chihō hikiage engokyoku* 地方引揚援護局), émanant tous du ministère de la Santé (*kōseishō* 厚生省) et de son bureau d'aide aux rapatriés. La plupart des centres rédigent des ouvrages de ce genre à leur fermeture, pour servir de trace de leur fonctionnement et de leur opération (les documents originaux sont alors détruits, une fois les dossiers des rapatriés transférés au ministère de la Santé). Des histoires de centres de rapatriement sont ainsi publiées pour les plus précoces en 1947, soit deux ans après la fin de la guerre. Ils sont essentiellement descriptifs, formés de listes de navires, de nombres de passagers, de relevés des ressources dépensées et de descriptions des protocoles suivis. Il faudra attendre les histoires nationales du rapatriement pour que ces données soient accompagnées d'une contextualisation plus étoffée.

### *L'historiographie locale et nationale*

Ces histoires des centres sont ensuite complétées par la publication d'histoires régionales (par départements) traitant de la fin de la guerre, qui décrivent les rapatriements ou bien les mesures de réintégration des rapatriés au sein de la région. La plupart paraissent assez tôt (dès 1959), même s'il existe des contre-exemples : les ouvrages décrivant la fin de la guerre à Ishikawa et Nagano sont plus tardifs, et donc de nature très différentes. Là où les histoires départementales plus précoces tendent à être très factuels, la production de ces deux départements est d'une nature totalement différente. Elle offre au lecteur, au-delà des



données brutes, des compilations d'histoires personnelles des colons venus de ces préfectures. Ainsi, l'ouvrage sur les rapatriements produit par la préfecture d'Ishikawa (1982) est composé pour la moitié de récits et de souvenirs personnels. Ce contenu atypique s'explique la date et le contexte de leur rédaction : au cours des années 1980, la réflexion sur les rapatriés est déjà engagée et la question de l'empire et des colons est revenue sur le devant de la scène avec le retour extrêmement médiatisé des femmes et des « orphelins » restés en Chine.

À ces différents ouvrages d'histoire locale, il faut ajouter les synthèses de très grande ampleur publiées par le ministère de la Santé. En 1947, le Kōseishō publie *Hikiage engo no kiroku* 引揚援護の記録 (annales de l'assistance aux rapatriés), qui aura deux suites apportant différents compléments d'information sur les derniers rapatriés, en 1950 et en 1963. Ces ouvrages se veulent cette fois synthétiques dans leur approche, mais surtout à portée éducative. Dans les premières pages de *Hikiage engo no kiroku*, un tableau intitulé « Au sujet du rapatriement : explication<sup>817</sup> » synthétise très brièvement et très clairement les points principaux : ce qu'est le rapatriement, combien de Japonais se trouvaient à l'étranger, combien sont rentrés, combien sont morts à la guerre, combien de non-Japonais ont été rapatriés à partir du Japon, quelles entités gouvernementales étaient responsables, etc. Ces trois pages résument toutes les questions qui seront abordées dans le livre. Le but pédagogique est donc clairement exprimé dans sa présentation même, tout comme son souci de lisibilité, le contenu du livre lui-même étant par ailleurs dense et relativement aride.

---

<sup>817</sup> Kōseishō hikiage engo in 厚生省引揚援護院 (Ministère de la santé, bureau pour l'assistance aux rapatriés), éd., *Hikiage engo no kiroku* 引揚援護の記録 (annales de l'assistance aux rapatriés), 1950, 「序引揚について (解説)」 p.12-14

Quel est le message qui est ici transmis ? Quel est le sens que cet ouvrage veut donner au rapatriement ? C'est ce que tente d'exprimer Saitō Sōichi 齊藤惣, alors directeur du Bureau d'aide aux rapatriés, dans la préface à ce volume écrite en mars 1950 :

「引揚」は研究すればするほど困難な問題が包含されている。将来のため、その概括した事実だけでも記載しておくことは、それだけ重要である。本書は小さい記録であるが、その中にはきわめて複雑な問題が提示されている。いかなることが、いかなる場合、いかなる意味でなされたかを考え合せ、問題の示唆をその記録の間に見出していきたい。「引揚援護の記録」は、その意味で単なる引揚のしょうかいではない。ここには新日本建設の指標です<sup>818</sup>。

Plus on étudie le rapatriement, plus cette question semble renfermer de problèmes difficiles. Il est important, pour le futur, de ne serait-ce que mettre simplement sur papier un résumé de ce qui s'est passé. Ce livre n'est qu'un petit compte-rendu, mais on y trouve malgré tout présentés des questions extrêmement complexes. Je voudrais que le lecteur puisse en déceler la nature lorsqu'il prendra en considération ce qui a été accompli, dans quelles circonstances, et le sens qu'il faut y apporter. En ce sens, *Hikiage engo no kiroku* n'est pas simplement une présentation du rapatriement. C'est un indicateur pour la construction d'un nouveau Japon.

Le rapatriement est un symbole de l'émergence d'un nouveau pays. Les problèmes auxquels Saitō fait allusion ici sont la difficulté de gérer une telle situation dans l'incertitude de l'occupation et la nécessité que le Japon se reconstruise. Il faut souligner que le volume est publié en 1950, soit pendant la période d'occupation, pendant laquelle les publications se soumettent à une forte autocensure. Il est alors difficile de critiquer directement les actions du SCAP ou même d'émettre des réserves à leur égard <sup>819</sup>.

---

<sup>818</sup> Kōseishō hikiage engo in 厚生省引揚援護院 (Ministère de la santé, bureau pour l'assistance aux rapatriés), éd., *Hikiage engo no kiroku* 引揚援護の記録 (annales de l'assistance aux rapatriés), 1950, p. 2.

<sup>819</sup> L'organisme de censure créé par le SCAP, le Civil Censorship Detachment (CCD) au sein de la Civil Information Section en 1945, interdisait toute mention de la censure afin de ne pas affaiblir l'image de démocratisation que voulait propager le SCAP, et n'avait pas émis de directives officielles claires. Par conséquent, en l'absence d'information précise sur la censure, les auteurs et éditeurs pratiquaient une

Le volume fait d'ailleurs plus état des actions du *Engokyoku* que de celles du SCAP. Le message de ce livre, c'est que la réussite du rapatriement montre que le Japon est prêt à se reconstruire et à dépasser la guerre. C'est ce que les autres volumes tenteront également d'exprimer, mettant toujours en avant la fin prochaine des rapatriements, alors que, comme on l'a vu plus haut, ils ne seront jamais terminés.

Plus le temps passe, plus l'aspect extérieur des livres lui-même renforce cette idée que le temps est à la commémoration et non plus à l'action. *Hikiage to engo sanjûnen no ayumi* 引揚と援護三十年の歩み (Trente ans d'assistance aux rapatriés) est publié en 1977, alors que les familles d'enfants restés en Chine se battent pour organiser leur retour. Or ce livre devient un véritable objet commémoratif : un format plus grand, une édition plus belle, de nombreuses photos en font un objet très différent même du premier *Hikiage engo no kiroku* : il s'agit célébrer une réussite, placée au passé.

À voir ce foisonnement d'ouvrages sortis juste après la défaite au sujet des rapatriements, on pourrait conclure à une historiographie très précoce de la question, alors que la question coloniale en France n'a véritablement commencé à être traitée que dans les années 1990. Toutefois, les ouvrages indiqués plus haut, même s'ils constituent des sources intéressantes et même si certains présentent une forme d'analyse, ne doivent pas être pris pour des ouvrages historiques au sens universitaire du terme. Il existe, il est vrai, un certain nombre d'articles d'analyse rédigés très rapidement après la défaite, mais ils traitent de sujets

---

autocensure préemptive de peur de voir leurs ouvrages interdits sans explication. Voir Rubin, Jay ; « From wholesomeness to Decadence : the Censorship of literature under the Allied Occupation » (De la salubrité à la décadence : la censure de la littérature sous l'occupation alliée) ; *Journal of Japanese studies* vol. 11, n°1 (hiver 1985); The Society of Japanese Studies ; 1985 ; p.97.

très précis ou de questions techniques<sup>820</sup>. Il faudra attendre 1991 pour que le premier ouvrage monographique<sup>821</sup> au sujet du rapatriement soit rédigé par un historien, Wakatsuki Yasuo<sup>822</sup>.

Le tableau suivant, simplifié, donne une idée de la répartition temporelle des principales synthèses et annales portant sur les rapatriements. Nombre de ces textes (surtout ceux produits par les centres de rapatriements) comportent dans leur titre le terme *shi* 史, « histoire », bien qu'il s'agisse, ainsi que nous l'avons noté précédemment, plutôt de recueils

---

<sup>820</sup> Au sujet de la situation sanitaire des rapatriés, on trouve dès 1949 des articles universitaires récapitulatifs, tels que Takamiya, Atsushi 高宮篤, « Hikiagesha jōshi i sokutei seiseki ni tsuite » 引揚者上肘囲測定成績について (au sujet des résultats de la mesure des membres supérieurs des rapatriés), *Minzoku eisei* 民族衛生, 1949, vol. 16 n° 4, pp. 102-104 ; au sujet de leur situation financière et sociale, Miyoshi, Akira 三吉明, « Hinkon kaisō toshite no hikiagesha no engo ni tsuite » 貧困階層としての引揚者の援護について (à propos de l'assistance aux rapatriés en tant que classe en dessous du seuil de pauvreté), *Meiji gakuin ronsō* 明治学院論叢, Février 1959, vol. 52, n° 1 ; et au sujet des diverses associations de rapatriés, dès le début des années 50, Hozumi, Shinrokurō 穂積真六郎, « Hikiagesha tokubetsu iinkai no katsudō jōkyō – chōsen hikiagesha taikai ni tsuite » 引揚者特別委員会の活動状況 --朝鮮引揚者大会において (l'état des activités des associations de rapatriés : au sujet du congrès des rapatriés de Corée), *Chōsen kenkyū* 朝鮮研究, Chōsen kenkyūjo 朝鮮研究所, Avril 1950, pp. 35-39.

<sup>821</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚の記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991.

<sup>822</sup> Wakatsuki Yasuo, né en 1924 à Qintao en Chine, est un historien de l'immigration japonaise. Dans la première partie de sa vie, il travaille pour la banque coopérative Norinchukin (*nōrin chūto kinko* 農林中央金庫), puis à l'agence gouvernementale indépendante coordonnant l'aide publique au développement au Japon, la *nihon kaigai kyōkai rengō kai* 日本海外協会連合会 (connue aujourd'hui sous le nom de *dokuritsu kōsei kokusai kyōryōku kikō* 独立行政法人国際協力機構 ou Japan International Cooperation Agency, JICA.) Il enseigne ensuite à l'université de Tamagawa (玉川大学) puis en tant que chargé de cours à l'université de Tōkyō. À part son travail sur les rapatriements, on peut citer parmi ses publications : *Imin* 移民 (l'immigration), Kōbundō, 弘文堂, 1966 ; *Hainichi no rekishi* 排日の歴史 (histoire du mouvement anti-japonais), Chūto kōron sha 中央公論社, 1972 ; *Kaigai ijū seisaku shiron* 海外移住政策史論 (traité sur les politiques d'émigration outre-mer), ouvrage collectif, Fukumura shuppan 福村出版, 1975 ; *Shiberia horyo shūyōjo* シベリア捕虜収容所 (les centres d'internement en Sibérie), 2 vol., Saimaru shuppan サイマル出版, 1979, réédité en 1999 par Akashi shoten 明石書店 ; *Haten tojōkoku e no ijū no kenkyū* 発展途上国への移住の研究 (recherche sur l'immigration vers les pays en voie de développement), Tamagawa Daigaku 玉川大学出版部, 1987 ; *Kankoku – chōsen to nihonjin* 韓国・朝鮮と日本人 (la Corée et les Japonais), traduit en coréen, Hara shobō 原書房, 1989 ; *Nippon nanmin rettō* ニッポン難民列島 (le Japon, archipel de réfugiés), Bungeishunbunsha 文芸春秋社, 1994 ; *Nihon no sensō sekinin* 日本の戦争責任 (la responsabilité du Japon face à la guerre), 2 vol., traduit en chinois et en coréen, Hara shobō 原書房, 1995, réédité en 2000 par Shōgakukan 小学館 ; *Gaimushō ga keshita nihonjin* 外務省が消した日本人 (les Japonais effacés par le ministère des affaires étrangères), Mainichi shinbunsha 毎日新聞社, 2001 ; *'Zaichū nisei' ga mita nichū sensō* 「在中二世」が見た日中戦争 (la guerre sino-japonaise vue par les Japonais de deuxième génération en Chine, Fuyō shobō shuppan 芙蓉書房出版 ; 2002.

de statistiques sur l'assistance offerte aux rapatriés que d'histoire telle qu'on l'entend scientifiquement.

	Synthèses officielles (Ministère de la Santé)	Histoires publiées par les centres de rapatriement	Histoires régionales de la fin de la guerre traitant des rapatriements	Histoires par zones de provenance des rapatriés	Ouvrages de synthèse
		Senzaki – 1946 Shimozeki – 1946 Karatsu – 1946 Tanabe – 1946 Ujina – 1947 Nagoya – 1947 Kagoshima – 1947 Hakata – 1947 Sasebo (vol.1) – 1949			
1945 – 1950	- Ministère de la santé, <i>Hikiage engo no kiroku</i> (annales de l'assistance aux rapatriés) 1947 - Bureau de l'assistance aux rapatriés, <i>Hikiage keneki</i> (rapport sanitaire sur les rapatriés), vol. 1, 1947. - Bureau de l'assistance aux rapatriés, <i>Hikiage keneki</i> (rapport sanitaire sur les rapatriés), vol. 2, 1948.				
	- Ministère de la santé, <i>Zoku hikiage engo no kiroku</i> (annales de l'assistance aux rapatriés, 2) 1950 - Bureau de l'assistance aux rapatriés, <i>Hikiage keneki</i> (rapport sanitaire sur les rapatriés), vol. 3, 1952.	Hakodate – 1950 Sasebo (vol.2) – 1951			
1950 – 1960			Tokushima – 1959 Shizuoka – 1959		
	- Ministère de la santé, <i>Zoku zoku hikiage engo no kiroku</i> (annales de l'assistance aux rapatriés, 3) 1963	Maizuru – 1961	(Shiga – 1961) Kyôto – 1962 Yamanashi – 1963 Fukushima – 1965 Gunma – 1966	Manmô (Manchourie/Mongolie) – 1962 Îles du Pacifique 1 – 1965 Îles du Pacifique 2 – 1966 Chôsen (Corée) – 1967	
1960 – 1970					
	(Ministère de la santé, <i>Hikiage to sengo 30 nen no ayumi (30 ans d'assistance aux rapatriés) 1977)</i>		Iwate – 1972 (Niigata – 1972) Ibaraki – 1972 Niigata – 1972 Toyama – 1975 (Nagasaki – 1976) (Ishikawa – 1982)* (Nagano – 1983)*	Karafuto (Sakhaline) – 1973 Chôsen (Corée) 2 (trois volumes) – 1979- 1980 Taiwan 1 – 1982 Taiwan 2 – 1986 Ryūkyū – 1986	
1970 – 1980					
1980 – 1990					

			Wakatsuki Yasuo, <i>Sengo hikiage no kiroku</i> (histoire des rapatriements d'après guerre) 1991 (édition augmentée 1995)
1990		* ces deux	
– 2000		recueils sont des histoires spécifiques des colons issus de ces préfectures et non des recueils généraux sur la fin de la guerre.	Haruta Tetsukichi, <i>Nihon no kaigai shokuminchi no shūen</i> , (la fin des colonies japonaises) 1991
		Employés de la Mantestu – 1996 Dairen – 1999	
			Oohama Tetsuya, <i>Rekishi to shite no hikiage taiken</i> (l'expérience des rapatriement comme histoire), 2003
2000			
– 2010			

Source : Abe, Katō 2004a et 2004b. Les ouvrage entre parenthèses en italiques ne sont pas cités dans cet article d'Abe et Katō. Voir références complètes en annexe.

Ce qu'il faut retenir de cette production officielle, c'est que, malgré leur apparence objective et statistique, ils révèlent une « tendance à placer le récit au passé<sup>823</sup> », comme le note Lori Watt. Pris dans leur ensemble, ces récits officiels cherchent à clore la question des rapatriements autant que possible. Certes, il est impossible d'ignorer lorsqu'on écrit sur le rapatriement dans les années 1950 que celui-ci n'est pas encore terminé, mais, si on trouve nombre de références, surtout dans les préfaces, au travail qui reste encore à accomplir, au fait que le but n'est pas encore atteint et ne le sera que lorsque le dernier Japonais sera rentré au Japon, les textes dans son ensemble contredisent d'une certaine façon cette préoccupation, puisqu'ils ne présentent principalement que des résultats positifs. Pour prendre un exemple concret, la synthèse publiée par le ministère de la Santé en 1963 commence par souligner que « le rapatriement, l'une des choses qu'il a fallu régler à la fin de la guerre, n'est pas encore arrivé à son terme. Qu'une seule personne manque et, pour sa famille restée au Japon, tout manque. Même si peu de gens sont concernés, ce n'est pas un problème négligeable<sup>824</sup> ». Si ce passage semble reconnaître que le rapatriement n'est pas terminé, il sous-entend que le nombre des manquants reste très faible. Le chapitre sur les « non-rapatriés » renforce cette idée dès son début. C'est justement là que le chiffre de 6 145 Japonais non rapatriés, extrêmement discutable et problématique<sup>825</sup>, est avancé pour la première fois.

---

<sup>823</sup> « reveal an impulse to put the story in the past tense », Watt, Lori, *When empire comes home: repatriation and reintegration in postwar Japan*, Cambridge, Massachusetts : Harvard East Asian Monographs, 2009, p. 179, voir également pp. 178-182.

<sup>824</sup> 「終戦処理の一環としての「引揚」は、いまだ未完結である。一人の肉身の未帰還は、留守家族にとってすべてであつて、たとい数は小さくても、その問題は、決して小さな問題でない。」 *Kōseishō hikiage engo in 厚生省引揚援護院* (Ministère de la santé, bureau pour l'assistance aux rapatriés), éd., *Zoku zoku hikiage engo no kiroku 続々・引揚援護の記録* (annales de l'assistance aux rapatriés, troisième partie), 1963, réédition Kuresu shuppan クレス出版, Tōkyō : 2000, 「序」 (préambule), p. 1.

<sup>825</sup> Ce chiffre s'explique grâce à la loi de 1959 *mikikansha ni kan suru tokubetsu sochihō* 未帰還者に関する特別措置法, déclarant d'office le décès de plus de 13 600 Japonais portés disparus en Chine.



Le message officiel est donc que le problème des Japonais encore non rapatriés reste peu important, comparé à l'immense réussite de l'opération prise dans son ensemble. La question des Japonais demeurés en Chine, en particulier, sera minimisée par ces ouvrages officiels, en tout cas jusqu'au début des années 1980 et des premiers retours de *zanryū koji* (après cette date, les documents officiels insistent au contraire sur leur retour, perçu comme un succès)<sup>826</sup>. Dans *Hikiage engo sanjūnen no ayumi*<sup>827</sup>, pourtant publié en 1977, le ministère de la Santé met toujours en avant, comme l'histoire datant de 1963, le fait que le nombre de personnes à rapatrier a baissé de manière spectaculaire de 1959 à 1963, preuve selon le texte de l'efficacité des mesures prises par le gouvernement pour récupérer les derniers retardataires<sup>828</sup>. Or on sait que ces chiffres sont précisément l'effet de la loi sur les Japonais non rentrés, déclarant morts toute une partie de la population restée en Chine, et non d'un réel progrès. En 1977, il était pourtant difficile d'ignorer ce fait : c'est justement à ce moment que les associations de familles d'enfants restés en Chine luttent pour organiser des visites au Japon pour réunir les familles. C'est toutefois une version lénifiante et trompeuse des faits qui est présentée dans *Hikiage engo sanjūnen no ayumi*.

Ce discours s'accompagne d'un commentaire plus général sur la guerre, qui consiste à insister sur le contraste entre la brutalité de la période concernée et la prospérité à laquelle est parvenu le Japon depuis la défaite. Le contexte plus large, le passé colonial du Japon, n'apparaît qu'en filigrane. La prédominance des histoires municipales et régionales, en effet, fait que le discours se concentre sur une région du Japon et sur les effets de la guerre et de

---

<sup>826</sup> Voir les statistiques sur les rapatriements, site du Ministère de la Santé

<sup>827</sup> Kōseishō engokyoku 厚生省援護局 (Ministère de la santé, bureau d'aide), éd., *Hikiage to engo 30 nen no ayumi* 引揚と援護三十年の歩み (30 ans d'assistance aux rapatriés), Kōseishō 厚生省, 1977.

<sup>828</sup> Kōseishō engokyoku 厚生省援護局 (Ministère de la santé, bureau d'aide), éd., *Hikiage to engo 30 nen no ayumi* 引揚と援護三十年の歩み (30 ans d'assistance aux rapatriés), Kōseishō 厚生省, 1977, p. 233.

l'empire sur les habitants de celle-ci et non sur les pays victimes. Les rapatriés représente plutôt des personnes prises dans le tumulte d'une guerre qui leur est extérieure que les acteurs (aussi innocents qu'ils puissent l'être) d'un mouvement d'agression. La guerre en tant qu'entité, et non le Japon lui-même, porte la responsabilité des souffrances subies par ses ressortissants. La plupart des introductions aux histoires des rapatriements font allusion à l'amélioration de la situation au Japon depuis la guerre<sup>829</sup>, au contraste entre la période chaotique du rapatriement et le calme relatif auquel le Japon est parvenu. Parmi les expressions souvent utilisées, on retrouve souvent en particulier *heiwa no kuni* 平和の国 (le pays de la paix), qui dissocie le Japon d'après-guerre de celui de la guerre<sup>830</sup>. Il s'agit en effet de renforcer le mythe d'une rupture absolue entre les deux périodes. Cela conduit à séparer le rapatrié entre deux éléments distincts, le sujet colonial d'une part et la victime de la guerre de l'autre, comme si ils étaient irréconciliables.

Ce biais se reflète à des endroits où on l'attend le moins, c'est-à-dire à travers des éléments qui se veulent purement objectifs, incontestables : les statistiques. Leur organisation est révélatrice d'une zone d'ombre ou d'un point aveugle dans la vision du passé des rapatriés. Si les documents ne mentionnent que rarement la période d'avant-guerre ou l'activité coloniale hors métropole, les statistiques indiquent presque toujours la préfecture d'origine (en métropole) du rapatrié, et ce, même quand le rapatrié est né dans les colonies.

---

<sup>829</sup> Dont dans le premier volume publié par le ministère de la santé en 1950, *Kōseishō hikiage engo in* 厚生省引揚援護院 (Ministère de la santé, bureau pour l'assistance aux rapatriés), éd., *Hikiage engo no kiroku* 引揚援護の記録 (annales de l'assistance aux rapatriés, troisième partie), 1950, 「序」, p.1.

<sup>830</sup> Toyama ken kōsei bu shakai fukushi ka hen 富山県厚生部社会福祉課編 (département d'aide sociale, section de la santé, département de Toyama), éd., *Toyama ken shūsen shori shi* 富山県終戦処理史 (histoires des dispositions prises par le département de Toyama à la fin de la guerre), Toyama ken 富山県, 1975, 「序」 ; Morie Osamu 森枝修, éd., *Gunma ken kaigai hikiage shi* 群馬県海外引揚誌, Gunma ken kaigai hikiage shi hensan iinkai 群馬県海外引揚誌編纂委員会, 1966, 「序」, également cité par Watt, Lori, *When empire comes home: repatriation and reintegration in postwar Japan*, Cambridge, Massachusetts : Harvard East Asian Monographs, 2009, p. 179.

Cela s'explique bien évidemment par la volonté des autorités de ramener si possible les rapatriés près de leur proches dans l'espoir qu'ils soient recueillis par leur famille, pour limiter leur dépendance vis-à-vis de l'aide de l'État, mais cela a aussi l'effet curieux de transformer leur déplacement en un transfert entre deux départements, occultant l'épisode outre-mer. Il est ici intéressant de noter que Wakatsuki<sup>831</sup>, dans son ouvrage sur les rapatriements, reprend ce type de statistiques, qu'il tire dans son cas de l'enquête menée en 1972 au sujet des compensations à verser aux rapatriés<sup>832</sup>. Le rapatrié n'est plus « étranger » puisqu'il a bien un département d'origine au Japon même<sup>833</sup>. On peut donc le remettre à sa place, place qui est au Japon et non dans les anciens territoires d'outre-mer.

**Les rapatriés civils, par province d'origine (*honseki* 本籍) (au 31 décembre 1972)**

---

<sup>831</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚げの記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, 1995.

<sup>832</sup> *Hikiagesha tokubetsu kōfukin shikyū jimu shori jimushori jisseki hyō* 引揚者特別交付金支給事務処理実績表 (tableau des résultats de l'enquête au sujet de la subvention spéciale pour les rapatriés), Kōseishō 厚生省, 1972

<sup>833</sup> Ce type de statistique se retrouve dans l'étude que fait Wakatsuki des rapatriements. Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚げの記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 270, 272.

nt	Départeme	Nombr	nt	Départeme	Nombr	nt	Départeme	total	Nombre
	Hokkaidō	319 03		Fukui	29 108		Yamaguchi		109 840
	Aomori	46 925		Yamanashi	25 879		Tokushima		28 755
	Iwate	31 383		Nagano	82 632		Kanagawa		50 851
	Miyazaki	66 085		Gifu	40 072		Ehime		65 995
	Akita	51 559		Shizuoka	56 860		Kōchi		39 184
	Yamagata	59 571		Aichi	53 208		Fukuoka		178 350
	Fukushima	71 314		Mie	31 506		Saga		94 304
	Ibaraki	40 145		Shiga	28 256		Nagasaki		112 867
	Tochigi	30 530		Kyōto	36 750		Kumamoto		160 322
	Gunma	29 070		Ōsaka	56 140		Ōita		89 734
	Saitama	22 520		Hyōgo	63 591		Miyazaki		51 144
	Chiba	26 585		Nara	15 701		Kagoshima		168 671
	Tōkyō	102 81		Wakayama	32 469		Okinawa		85 061
	Kanagawa	27 319		Tottori	29 754		Autres *		102
	Niigata	72 002		Shimane	46 835				
	Toyama	41 593		Okayama	70 613		<b>total</b>	7	3 123 90
	Ishikawa	38 566		Hiroshima	112				
				330					

Ces départements sont les 47 départements constituant le Japon de métropole tel qu'il existe aujourd'hui. Noter la présence du département d'Okinawa, occupé par les États-Unis jusqu'au 15 mai 1972, et l'absence des entités administratives du Japon d'outre-mer, que ce soient les *shū* 州 et *chō* 廳 de Taiwan, ou les *dō* 道 de Corée. Même la préfecture de Karafuto (Karafuto-chō 樺太廳), pourtant officiellement intégrée à la métropole de 1943 à 1945, n'est pas mentionnée dans la liste. Source : Wakatsuki, p. 270.

Une autre caractéristique de ces ouvrages est d'effacer les différences entre rapatriés en utilisant de manière systématique des termes généraux, tels que *hikiagesha* ou *dōhō*. Les rapatriés sont considérés comme un groupe homogène, au sein duquel tous les individus sont égaux face à un processus égalitaire s'appliquant de la même façon à toutes les catégories. Toutefois, si on examine les rapatriements du personnel des administrations et des bureaucrates, il apparaît que les situations étaient loin d'être aussi égalitaires. Les ordres de priorité qui avaient été établis en particulier en Mandchourie ont donné lieu à de profonds sentiments de ressentiment. De manière plus générale, et dans toutes les zones géographiques, « ceux qui sont partis et qui sont retournés au Japon dans des circonstances rendues plus faciles par leur situation officielle ou sociale, comme ce fut le cas pour les administrateurs coloniaux, les employés des entreprises semi-gouvernementales et leurs

familles eurent souvent un rapatriement plus aisé<sup>834</sup> ». Ainsi, les employés de sociétés dont le siège se trouvait en métropole pouvaient recevoir une aide considérable, tant pour le rapatriement lui-même qu’une fois rentrés au Japon, où ils retrouvaient leurs postes et recevaient même parfois des dédommagements de la part de leur entreprise, comme ce fut le cas pour une partie des employés de la Mantetsu (Chemin de fer de Mandchourie du Sud). Même sans évoquer les paysans, pour qui la perte de leur terre représentait un dommage irréversible, un commerçant ou un petit industriel indépendant ne pouvait pas compter sur une telle aide<sup>835</sup>. Or la différence entre les statuts sociaux n’apparaît pas dans les ouvrages émis sous l’autorité de l’État. Les statistiques officielles ne prenant pas en compte ces différences, il est ensuite naturel que dans leur dialogue avec l’État, les rapatriés aient eux aussi préféré se considérer comme un groupe uniforme du point de vue social, en particulier comme un groupe défavorisé, voire démuné. Or s’il est difficile de nier que pour beaucoup de rapatriés le retour au Japon s’est accompagné de la perte de tous leurs biens, cette vision réductrice gomme toute différence de niveau social et du même coup permet de ne pas se pencher sur le cas plus problématique des plus fortunés, qui eux ont profité de l’interlude impérialiste pour s’enrichir de manière durable.

Ces histoires du rapatriement restent également silencieuses sur les sujets qui pourraient offrir une vision beaucoup plus nuancée ou critique de la façon dont s’est déroulé le rapatriement. La période qui s’est écoulée entre la fin de la guerre et le début des rapatriements, par exemple, n’est pas rappelée. En particulier, aucune mention n’est faite des

---

<sup>834</sup> “people who left and returned to Japan under officially or socially condoned circumstances, such as colonial administrators; employees of semi-governmental companies, and their families, usually had an easier time reintegrating.” Watt, Lori, *When empire comes home: repatriation and reintegration in postwar Japan*, Cambridge, Massachusetts : Harvard East Asian Monographs, 2009, p. 59.

<sup>835</sup> Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku 戦後引揚げの記録* (Archives du rapatriement d’après-guerre), Tōkyō : Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, p. 269.

directives officielles qui recommandaient aux sujets japonais de rester sur place et de protéger les possessions japonaises en Mandchourie. Or cette directive, donnée comme cela est décrit dans le premier chapitre au moment où l'armée, elle, est déjà en train de se retirer, a eu pour effet de retarder la fuite des civils, les laissant à la merci à la fois de l'armée soviétique et des intempéries de l'hiver. Le rapatriement des civils de Mandchourie n'a pu commencer qu'en 1946, provoquant des pertes considérables dans la population japonaise. Ce retard a motivé un ressentiment profond dans la communauté des rapatriés, marquée par cette notion de « peuple abandonné » (*kimin* 棄民) qui, fréquente dans les récits personnels de rapatriés<sup>836</sup>, mais pas dans l'historiographie émise par l'État. Cette absence s'explique par la nécessité de passer sous silence la responsabilité de l'armée du Kwantung et de ses dirigeants dans le destin des civils en Mandchourie. La trahison vis-à-vis des civils opérée par l'État ne pouvait en effet s'intégrer au sein du discours conciliateur officiel, discours de clôture et d'apaisement. C'est la guerre qui était responsable, la guerre prise dans son sens le plus large, sans que des responsabilités personnelles ou nationales soit engagées.

D'autres points sensibles sont escamotés. La question des avortements pratiqués sur des femmes rapatriées, évoqués au sujet des mesures médicales intervenant au moment de leur retour au Japon, est elle aussi occultée, même dans les volumes les plus récents publiés

---

<sup>836</sup> Par exemple dans Gotō Kurando 後藤蔵人, *Manshū : shura no mure : manmō kaitakudan nanmin no kiroku* 満州—修羅の群れ : 満蒙開拓団難民の記録 (Mandchourie, combats sans nombre : histoires des réfugiés d'un groupe de colons de Mandchourie), série sensō no shōgen 戦争の証言 (témoignages de la guerre) n°10, Tōkyō: Taihei Shuppansha 太平出版社, 1978, pp. 30-33, 108 -110, 157-158. Le terme est devenu courant à la fin des années 1980, popularisé par le livre de Mitome Tadao 三留理男, photographe de renom (1938- .) Mitome Tadao 三留理男, *Manshū kimin : kojitachi no 'sengo' imada owarazu* 満州棄民 : 孤児たちの"戦後"いまだ終らず (les abandonnés de Mandchourie : l'après-guerre inachevé des orphelins), Tōkyō : Tōkyō shoseki 東京書籍, 1988, 266 p.

après la révélation dans la presse de ces pratiques. En revanche, il est fait mention d'examens spéciaux pour les femmes, mais leur but et leur nature ne sont pas spécifiés<sup>837</sup>.

Le récit qui est présenté dans cette historiographie produite par l'État, malgré son apparente objectivité, est orienté. C'est bien sûr perceptible dans toute tentative pour écrire l'histoire, mais la congruence entre l'intérêt de l'État et le récit produit est telle ici qu'elle ne peut être considérée comme fortuite. Ce récit accorde un rôle central à l'aide apportée par l'État japonais, aux réussites du processus. Les difficultés rencontrées par les rapatriés sont évoquées quand il est possible de leur opposer une mesure palliative ou en tout cas une volonté de réparation : l'état de malnutrition des Japonais à peine rentrés n'est ainsi décrit que pour qu'on lui oppose immédiatement les mesures spéciales prises pour renforcer les rations des rapatriés ; la pauvreté qu'ils ont connue une fois rentrés au pays est évoquée en même temps que la loi leur offrant une aide<sup>838</sup>. C'est donc bien un discours de clôture, des textes plus commémoratifs qu'historiques, qui cherchent à répondre à des doutes et à des interrogations plutôt que de mettre l'accent sur les ruptures et les points douloureux. De plus en plus grands et de mieux en mieux illustrés, les récits du rapatriement sont devenus des beaux livres, destinés à célébrer un souvenir.

---

<sup>837</sup> Voir par exemple le passage au sujet de l'aide aux rapatriés après leur arrivée au Japon dans Kōseishō Engokyoku 厚生省援護局, *Hikiage to engo sanjūnen no ayumi* 引揚と援護三十年の歩み (30 ans d'aide aux rapatriés), Tōkyō : Kōseishō, 1977, p. 127-135. Mariko Tamanoi avait également relevé cette absence dans l'historiographie publiée par l'état dans Tamanoi, Mariko, *Memory Maps: the State and Manchuria in Postwar Japan*, Honolulu : University of Hawai'i Press, 2009, p. 64.

<sup>838</sup> Kōseishō Engokyoku 厚生省援護局, *Hikiage to engo sanjūnen no ayumi* 引揚と援護三十年の歩み (30 ans d'aide aux rapatriés), Tōkyō : Kōseishō, 1977, p. 144,

## **Les lieux de mémoire officiels : les musées commémoratifs**

L'effort de commémoration du rapatriement ne s'est pas limité à la production d'annales et de livres d'histoire. La réécriture de la mémoire des rapatriés dans le but de l'inclure dans un discours officiel est particulièrement visible dans des lieux bien réels : les expositions et les musées consacrés aux objets et documents des rapatriements. Là, la puissance d'évocation peut en effet dépasser celle d'un volume relié, grâce au sentiment d'immédiateté créé par la rencontre avec des photos et des objets, plus aisés à appréhender que des chiffres ou des textes. Or, si les musées commémoratifs sont pour cette raison les lieux privilégiés de la formation de la mémoire collective <sup>839</sup>, ils peuvent également devenir des lieux de distorsion ou de manipulation de la mémoire. Par leur nature officielle (souvent, ils sont soutenus par des programmes de l'État), ils semblent nimbés d'autorité et, parce qu'on peut y voir des objets concrets, témoignages incontestables du passé, ils donnent au public une impression d'objectivité, les objets faisant office de preuve de ce qui est avancé. Ce ne sont cependant toujours que les véhicules d'un discours, d'un récit transmis à la fois par la mise en scène, les objets présentés, les plaquettes explicatives et la scénographie elle-même. Dès lors, quand la mémoire individuelle est problématique ou complexe, ces lieux peuvent être ceux d'une « homogénéisation » de la mémoire qui efface toute spécificité n'entrant pas dans le discours dominant.

---

<sup>839</sup> Nora, Pierre, *Les lieux de mémoire*, Paris : Quarto-Gallimard, 1984-1992, « Entre mémoire et histoire : la problématique des lieux », vol. I « La République », p. XXXIX.



Il existe au Japon plusieurs musées consacrés au moins partiellement au rapatriement d'après-guerre. Le premier à avoir été créé est le Musée du rapatriement de Maizuru (Maizuru hikiage kinenkan 舞鶴引揚記念館), situé à proximité de l'ancien port où ont débarqué la plupart des soldats rapatriés des camps soviétiques. Inauguré en 1985 avec l'aide des autorités locales<sup>840</sup>, il ne mentionne que peu les rapatriés civils. Grâce à des photos, parfois reproduites en grand format sur des panneaux, mais aussi à des objets personnels donnés par des rapatriés ou à des maquettes de navire, le visiteur peut avoir une idée des conditions dans lesquelles les Japonais ont été internés en Sibérie, puis rapatriés au Japon. Ce musée a déjà été l'objet d'une étude en 2008<sup>841</sup>.

Si le musée de Maizuru fonctionne depuis près de trente ans, le plus récent des espaces consacrés à l'exposition de documents sur le rapatriement a ouvert le 23 novembre 2011<sup>842</sup>. Il s'agit d'une exposition permanente située dans la ville de Fukuoka et intitulée « Hakata, port de rapatriement de la ville de Fukuoka : souffrances et prière pour la paix » (*Fukuoka-shi Hikiagekô -hakata – kunan to heiwa e no neigai* 福岡市「引揚港・博多」～苦難と平和へ

---

<sup>840</sup> Le musée du rapatriement de Maizuru est soutenu par la ville de Maizuru et par l'Amicale de Maizuru et nationale pour le souvenir du rapatriement, 引揚を記念する舞鶴全国友の会 Hikiage o kinen suru maizuru zenkoku tomo no kai. (Site du musée du rapatriement de Maizuru, [http://www.maizuru-bunkaijigyoudan.or.jp/hikiage\\_homepage/next.html](http://www.maizuru-bunkaijigyoudan.or.jp/hikiage_homepage/next.html), date de la dernière visite 17 mars 2014)

<sup>841</sup> Hirano Tatsushi, Saaler Sven et Säbel Stefan, « Recent developments in the representation of national memory and local identities - the politics of memory in Tsushima, Matsuyama, Maizuru », *Contemporary Japan*, Japanstudien n°20 (Regionalentwicklung und regionale Disparitäten), 2008, pp. 247-277.

<sup>842</sup> Hikiage-kô – hakata o kangaere tsudoi 引揚げ港・博多を考える集い (Rassemblement pour une réflexion sur Hakata, port de rapatriement), *Hikiage-kô-Hakata-kô* 引揚げ港・博多港, circulaire d'information de l'association, n°59, 1<sup>er</sup> février 2012, disponible en ligne sur <http://hakata-hikiage-repatriation.org/japanese/archive/2012/no59.pdf> (dernière visite 17 juin 2014.)

の願い〜). Elle est hébergée dans un bâtiment appartenant à la mairie et dédié aux différentes mesures pour le bien public prises par la ville : le Fukufuku Plaza (Fukufuku puraza ふくふくプラザ, de son nom complet Fukuoka-shi shimin fukushi puraza 福岡市市民福祉プラザ), loin de la mer et du port où arrivaient les navire en provenance de Corée. Dans un espace assez exigu sont exposés une centaine objets et de documents d'archive, entourés de nombreux écrans qui présentent diverses images d'archives. Là encore, c'est une association pour le souvenir des rapatriés, en association avec la ville de Fukuoka, qui est à l'origine de cette exposition permanente, après une longue campagne commencée en 1992 <sup>843</sup>.

Toutefois, le plus intéressant des espaces consacrés aux rapatriements est le Musée et centre de documentation pour la paix et le recueillement (Heiwa kinen tenji shiryō kan, ci-après Heiwa kinen kan 平和祈念展示資料館)<sup>844</sup>. En effet, non seulement il est situé au cœur de Shinjuku, juste en face de la mairie de Tōkyō, mais c'est également le seul musée national sur le rapatriement : il est contrôlé directement par le ministère des Affaires intérieures et des Communications (Sōmu-shō 総務省, littéralement « ministère des Affaires générales »)<sup>845</sup>.

---

<sup>843</sup> La ville avait déjà érigé en 1996, une tour commémorative près du quai central du port de Hakata. (Hikiage-kō – hakata o kangaere tsudoi 引揚げ港・博多を考える集い (Rassemblement pour une réflexion sur Hakata, port de rapatriement), *Hikiage-kō-Hakata-kō* 引揚げ港・博多港, circulaire d'information de l'association, n°1, 6 juillet 1992 <http://hakata-hikiage-repatriation.org/japanese/archive/1992/No.1.pdf>, n° 30, 15 mai 1996 <http://hakata-hikiage-repatriation.org/japanese/archive/1996/No.30.pdf>)

<sup>844</sup> Le nom du musée n'a pas changé lorsqu'il a été placé sous le contrôle direct de l'état, mais la traduction de son nom en anglais a été modifiée, de « Exhibition and Reference Library for Peace and Consolation » à « Memorial Museum for Soldiers, Detainees in Siberia, and Postwar Repatriates. » Le nouveau nom, plus explicite et aussi plus descriptif, supprime la notion de prière pour la paix contenue dans le titre japonais.

<sup>845</sup> Le musée était au départ contrôlé par une fondation spéciale sous contrôle de l'Etat, la Dokuritsu gyōseihōjin heiwa kinen tokubetsu kikin 独立行政法人平和祈念事業特別基金 fondée en 1988. Cette association est dissoute le 1 avril 2013, et le musée placé sous le contrôle direct du ministère des Affaires intérieures et des Communications. Voir site du ministère des Affaires intérieures et des Communications, « kyū dokuritsu gyōseihōjin heiwa kinen ktokubetsu kikin ni tsuite » 旧独立行政法人平和祈念事業特別基金について (Au sujet de l'ancienne fondation indépendante pour la paix et le recueillement), [http://www.soumu.go.jp/main\\_sosiki/daijinkanbou/t\\_kikin/](http://www.soumu.go.jp/main_sosiki/daijinkanbou/t_kikin/), dernière visite 16 mai 2014.

C'est donc celui qui est le plus à même de présenter une vue du rapatriement en accord avec le discours officiel de l'État. Il mérite donc une analyse plus poussée.

Dès le départ composé d'une exposition permanente et d'une salle permettant des projections d'images et des conférences, ce musée a été ouvert en novembre 2000, dans un petit bâtiment semi-temporaire à Shinjuku. Il a été déplacé en novembre 2007 au quarante-huitième étage d'une tour, le building Sumitomo (*Sumitomo biru* 住友ビル), afin qu'on puisse y adjoindre un centre de documentation<sup>846</sup>. Ce n'est pas à proprement parler un musée du rapatriement, plutôt des souffrances de la guerre, et les deux tiers sont consacrés aux rapatriés civils et aux soldats internés en Sibérie. Avec deux autres musées à Tōkyō, le Shōwakan 昭和館, ouvert en 1999, et le Shōkeikan しょうけい館, ouvert en 2006<sup>847</sup>, le Heiwa kinen-kan fait partie d'un groupe de musées extrêmement récents consacrés à la mémoire de l'époque Shōwa au Japon et en particulier de l'expérience de la guerre, de l'occupation et de la reconstruction. Les trois musées sont désormais placés sous le contrôle direct de ministères et sont tous situés au centre de Tōkyō. Tous présentent le même point de vue : le regard est porté sur la souffrance vécue par les Japonais, souffrance provoquée par « la guerre » et prise comme un absolu et hors de tout contexte. Les blessures, les maladies, les bombardements, les rapatriements apparaissent tous comme des conséquences de la violence inhérente à la guerre en tant que telle, mais les raisons qui ont plongé le Japon dans

---

<sup>846</sup> Doku ritsu gyōsei hōjin heiwa kinen jigyō tokubetsu kikin 独立行政法人 平和 祈念事業特別基金, brochure datant de janvier 2008 page 1.

<sup>847</sup> Le Shōwakan (昭和館 littéralement musée Shōwa, nom officiel en anglais National Showa memorial museum) a été ouvert en 1999. Il se présente comme un « établissement national dont l'objectif est de collecter, préserver et présenter au public des données historiques et des archives au sujet des difficultés de la vie des citoyens, en particulier les familles des soldats morts au combat, pendant et après la Seconde Guerre mondiale. » Le Shōkeikan, (しょうけい館, littéralement musée de la transmission) créé en 2006, rassemble des objets et des archives sur « les souffrances des soldats malades et blessés pendant la guerre et leurs familles. » Pour plus de détails, voir les sites officiels : <http://www.showakan.go.jp/> et <http://www.shokeikan.go.jp/index.html>.

ce processus ou la responsabilité des victimes dans le conflit ne sont pas examinées. Il ne faut pas en conclure que ces musées font l'apologie de la guerre : au contraire, leur description de la période est extrêmement sombre. Toutefois, aucun coupable n'est désigné, que ce soit l'ennemi, qui n'est jamais représenté, ou le Japon lui-même.

### *Exposer la souffrance : soldats, internés et rapatriés*

Le musée de Shinjuku se divise en plusieurs parties : une exposition permanente d'objets d'époque et de documents d'archive (ordres de mobilisation, objets personnels de soldats ou de rapatriés), un espace où il est possible d'écouter des témoignages et de toucher des reproductions d'uniformes et d'objets, une petite salle de documentation et un espace permettant d'organiser des projections de films ou de petites conférences.

La partie où le récit des souffrances de guerre est présenté de la façon la plus cohérente vient en premier. Aux vitrines contenant les objets et documents d'archive s'ajoutent plusieurs grands panneaux explicatifs, des écrans, et surtout, pour chacune des trois sections de l'exposition, des dioramas reproduisant des scènes jugées clés, avec des mannequins grandeur nature. Ces dioramas sont au cœur de ce que propose le musée : tenter de transmettre une expérience vécue où la souffrance est centrale. C'est parfaitement explicite dans la présentation du musée, puisque le site officiel utilise le terme « trois douleurs » ou « trois épreuves » (*mittsu no kurō* 三つの労苦) pour présenter les sections :

平和祈念展示資料館は、戦争が終わってからでも労苦(苦しくつらい)体験をされた、兵士、戦後強制抑留者、海外からの引揚者の三つの労苦を扱う施設です<sup>848</sup>.

*Le Musée et centre de documentation pour la paix et le recueillement a été établi pour traiter des trois épreuves qu'ont vécu même après la guerre soldats, prisonniers internés après la guerre, et rapatriés d'outremer, épreuves faites de douleur et de peine.*

Alors que le contenu de l'exposition elle-même n'a que très peu changé, le nom d'une des trois sections a évolué. Au moment de la création du musée, le premier segment, qui présente la mobilisation des soldats et la séparation d'avec les proches, avec en diorama montrant un train de mobilisés au moment où il quitte sa gare, s'intitulait « Section des anciens combattants ne recevant pas de pension » (*onkyū shikkaku-sha koonaa* 恩給失格者コーナー)<sup>849</sup>. Il s'agissait de dénoncer le fait que les soldats mobilisés pendant la guerre n'ayant pas servi assez longtemps dans l'armée pour recevoir la pension due aux anciens soldats n'étaient pas, selon la fondation qui へいわへえ était à l'époque au rênes du musée, indemnisés autant qu'ils auraient dû l'être<sup>850</sup>. À partir de 2013, quand la direction du musée est passée de la fondation au ministère des Affaires intérieures et des Communications, la première section a pris le nom de « Section des soldats » (*heishi koonaa* 兵士コーナー) et la notion de reproche adressé à l'État au sujet du problème des pensions est passée au second

---

<sup>848</sup> Voir la présentation du musée sur le site internet, <http://www.heiwakinen.jp/about/index.html>. (dernière visite mars 2014.)

<sup>849</sup> Doku ritsu gyōsei hōjin heiwa kinen jigō tokubetsu kikin 独立行政法人 平和 祈念事業特別基金, *Heiwa kinen tenji shiryō kan*, Tōkyō : Doku ritsu gyōsei hōjin heiwa kinen jigō tokubetsu kikin 独立行政法人 平和 祈念事業特別基金, janvier 2008.

<sup>850</sup> il faut avoir servi plus de 13 ans pour un officier et plus de 12 pour un simple soldat pour toucher une pension complète, ce qui disqualifie automatiquement les anciens combattants ne faisant pas partie de l'armée de métier, même si pour le calcul de la pension chaque mois passé sur le front compte triple. Il faut toutefois noter que les anciens combattants touchent également des primes en cas de blessure ou de maladie pendant leur service. Cette pension est aussi versée aux familles en cas de décès du soldat sur le champ de bataille. Pour plus de détail, voir la page du ministère des Affaires intérieures et des Communications, [http://www.soumu.go.jp/main\\_sosiki/onkyu\\_toukatsu/onkyu.htm](http://www.soumu.go.jp/main_sosiki/onkyu_toukatsu/onkyu.htm) (dernière visite 2 avril 2014.).

plan (la brochure mentionne simplement qu'il existe des soldats qui n'ont pas droit à une pension complète).

La première section comporte :

列車で故郷を出発する兵士の様子を再現した体感展示のほか、軍服や日誌、郵便物など、軍での生活の様子がわかる資料を展示しています。

*Un diorama reproduisant l'expérience des soldats envoyés au front par train, ainsi que des uniformes, des journaux intimes, des lettres, des cartes postales, et d'autres objets permettant de comprendre la vie dans l'armée.*

Le visiteur se dirige ensuite vers la deuxième section, celle des internés en URSS, où il se trouve face à un autre diorama :

過酷な労働や貧しい食事に耐えたラーゲリ（強制収容所）での生活の様子を再現した体感展示のほか、想像を絶する厳しい寒さの日々を描いた絵画や手作りの食器などを展示しています。

*Un diorama reproduisant les conditions de vies dans un camp soviétique, où les internés devaient supporter le travail forcé, le froid, et la famine ; des objets façonnés à la main dans du bois, et bien d'autre choses.*

Enfin, il arrive à la dernière section, celles des rapatriés civils d'outre mer. Là, il se trouve encore face à un diorama, mais aussi à des objets plus divers :

引揚船の模型や引揚証明書、引揚げ時の子どもたちの様子を撮影した貴重な写真などを展示しているほか、引揚船の中の様子を再現した体感展示を観ることができます。

*Des maquettes de navires de rapatriement, des cartes de rapatriés, des photos rares montrant des enfants rapatriés, ainsi qu'un diorama reproduisant l'intérieur d'un des navire<sup>851</sup>.*

### *Une guerre sans responsabilité et sans ennemis*

Dans sa structure, le récit que présente le musée est anhistorique, malgré l'omniprésence de chronologies. Il n'est pas intégré dans un processus de réflexion sur la guerre. On voit la guerre s'intensifier et s'étendre au fil du temps sur les cartes et les panneaux explicatifs, mais ce processus semble organique, naturel. Le cours de la guerre semble détaché de tout processus de décision.

L'ordre des séquences place la captivité des soldats en URSS entre le départ au front et le retour des civils, mais l'ordre des événements n'est pas ce qui doit ici être transmis. Que ce soient des uniformes déchirés par les balles ou une petite robe d'enfant fabriquée avec le linge d'un bébé mort pendant la fuite d'une famille de Japonais à travers la Mandchourie et la Corée du Nord, les objets sont choisis pour leur contenu émotionnel. On voit un drapeau où mille personnes ont inscrit à l'encre le caractère « force » (*chikara* 力) pour illustrer le soutien de la population au moment du départ des soldats ou encore, pour évoquer les conditions de détentions en URSS, un manteau fourré dont les manches font défaut car elles ont été échangées contre un quignon de pain.

Le musée évite également toute mention des responsabilités dans la guerre, et même des crimes de guerre du Japon. La chronologie fournie en 2008 et en 2014 à l'entrée du musée

---

<sup>851</sup>. Ministère des Affaires intérieures et des communications, brochure non datée, disponible en mars 2014 sur le site et en ligne sur <http://www.heiwakinen.jp/goriyou/pamphlet.html> (dernière visite 2 avril 2014.)

dans une brochure d'une dizaine de pages en couleur<sup>852</sup> montre dans quel contexte la guerre doit ici être prise : détachée de toute notion de responsabilité et de toute prise en considération de l'adversaire. Ainsi, à la date du 13 décembre 1937 est simplement accolée la mention « prise de Nankin » (*Nankin senryō* 南京占領) sans aucune mention du massacre qui l'a accompagnée<sup>853</sup>. La brochure ne prend pas non plus position pour la guerre : au contraire, le ton est résolument pacifiste, tout en se voulant parfaitement neutre. Comme les omissions citées plus haut le démontrent bien assez, cette neutralité cache en réalité une occultation des conséquences de la guerre dans les autres pays<sup>854</sup>.

Ce faisant, ce musée présente une image bénigne du rapatrié. C'est avant tout l'une des nombreuses victimes de la guerre, et donc, encore une fois, ce n'est que cet aspect des anciens colons qui est présenté. Ce n'est pas la seule simplification, d'ailleurs : si on en croit l'exposition, les rapatriés sont tous des femmes ou des enfants rentrés de Mandchourie. Ce sont eux qui occupent la place centrale dans le récit que le *Heiwa kinen kan* fait du rapatriement, les hommes étant principalement assimilés à l'emprisonnement en Sibérie. En atteste le diorama représentant l'intérieur d'un navire de rapatriement, où on voit deux mères

---

<sup>852</sup> Tous les documents sont distribués gratuitement sur place. L'entrée du musée est également gratuite. On peut trouver tous ces documents en ligne dans leur version la plus récente sur le site du musée. La chronologie n'a pas changé depuis la version de 2008.

<sup>853</sup> L'incident de Mandchourie n'est pas mentionné, la date de septembre 1931 étant simplement donnée comme début des « problèmes en Mandchourie » 満州事変 (p. 3), et au 8 décembre 1941 (7 en Amérique), la mention accolée est « déclaration de guerre contre les États-Unis et le Royaume-Uni (attaque de Pearl Harbor, débarquement sur la péninsule malaisienne) » 米英両国に宣戦布告 (ハワイ真珠湾攻撃、マレー半島上陸. Aucune mention n'est faite du fait que l'attaque de Pearl Harbor a eu lieu avant la déclaration de guerre, fait qui est systématiquement indiqué dans les documents de ce type aux États-Unis.

<sup>854</sup> Le musée n'est pas non plus particulièrement réceptif aux éléments extérieurs au Japon quand ils risquent de troubler le message présenté. Le musée a certes une plaquette en anglais pour les visiteurs étrangers, mais ceux-ci sont rares (l'auteur n'en a personnellement observé qu'une poignée en plusieurs dizaines de visites.) Pendant les conférences, les organisateurs préfèrent ne pas confronter le témoin chargé de faire son exposé avec des personnes non japonaises, même lorsque l'orateur lui-même exprime le désir de parler avec des étrangers venus l'entendre. (conférence du 1<sup>er</sup> février 2011 à 11h, M. Suzuki Tadasuke 鈴木忠典, ancien soldats rapatrié des îles du Pacifique.)



nourrissant des enfants et une femme très jeune, seule, tenant dans ses bras une urne funéraire entourée d'un tissu blanc. La plupart des objets exposés sont liés aux rapatriés provenant de Mandchourie et, bien que d'autres zones géographiques soient mentionnées dans les textes explicatifs, la Mandchourie reste toujours l'exemple principal. Il n'est donc pas surprenant que l'affiche publicitaire du musée montre une femme en habit de paysanne, marchant avec ses enfants sur une plaine, avec derrière elle un ciel rouge rappelant l'image courante du soleil rouge dans le nord du continent chinois. Dans le musée, une petite statuette en bronze représente une scène du même genre – une femme lourdement chargée marche avec des enfants – posée sur une carte qui représente encore une fois la Mandchourie.

Le récit présenté par ce musée est donc doublement consensuel : non seulement il ne remet pas en question la responsabilité des rapatriés, mais il confirme les stéréotypes en vigueur. Il simplifie le discours jusqu'à le réduire à une image simple et forte symboliquement : la mère rentrant à pied, traînant ses enfants, figure de souffrance, de résilience, victime absolue de l'horreur de la guerre.

Les annales du rapatriement et les musées structurent la mémoire. La mémoire collective des rapatriements au Japon, mais aussi la mémoire des rapatriés eux-mêmes, qui sont impliqués dans leur propre mémorialisation. Le récit officiel qui est présenté dans ces lieux est le résultat d'une collaboration entre l'État et les rapatriés, compromis qui peut parfois se faire au détriment des revendications, comme dans le cas des soldats ne recevant pas de pension, présenté de façon centrale quand le Heiwa kinen kan était sous le contrôle de la Fondation pour la paix et qui passe au second plan dès que le musée est directement dirigé par le ministère des Affaires internes.

Les récits et témoignages publiés par les rapatriés pourraient s'affranchir de cette nécessité de composer avec le discours officiel et présenter un point de vue moins consensuel. Or l'étude de ces témoignages montre que, pour la grande majorité d'entre eux, ce n'est pas le cas. La mémoire des rapatriés, formatée par des forces externes quand elle s'exprime dans des musées ou des annales, l'est aussi lorsque les rapatriés usent leurs propres mots pour décrire leur expérience.

### **Le formatage de la mémoire dans les témoignages du rapatriement**

#### *Les rapatriés : auteurs, sujets et objets de littérature*

Qu'est-ce que la littérature du rapatriement ? La question mérite d'être posée, car la réponse n'est pas aussi évidente qu'on pourrait le croire. Les rapatriements ont donné naissance à plusieurs types distincts d'écrits : une littérature autobiographique composée de récits et de souvenirs de rapatriés, qui se veut factuelle et fidèle, mais qui peut parfois comporter des éléments romancés ; une littérature de fiction, écrite par des rapatriés et traitant du rapatriement sur un mode romanesque, le protagoniste étant clairement distinct de l'auteur, que l'œuvre reprenne ou non des éléments ou des thèmes venant de l'expérience personnelle ; et enfin une littérature produite par des auteurs n'ayant pas vécu le rapatriement, mais qui peuvent s'appuyer sur des documents, des faits réels ou des récits de rapatriés.

Ces catégories sont loin d'être imperméables, en particulier en ce qui concerne la distinction entre fiction et histoire. *Les étoiles filantes sont vivantes* de Fujiwara Tei<sup>855</sup> est écrit à la première personne ; le personnage et narrateur porte son nom et le récit suit le fil des péripéties de son retour au Japon, mais certains des personnages sont fictifs ou sont des amalgames de plusieurs personnes ayant existé. *Daichi no ko*<sup>856</sup>, écrit par Yamasaki Toyoko, qui a passé la guerre à Ōsaka et n'a jamais vécu le moindre rapatriement, est un récit entièrement fictif, mais l'auteur s'est fondé sur plus de trois cents entretiens pour bâtir son intrigue, qui s'appuie sur de nombreux éléments historiques. Pour plus de véracité, elle s'est aidée de livres publiés par des rapatriés à un tel degré qu'elle a été accusée de plagiat. Les œuvres d'Abe Kōbō relèvent du surréalisme, et pourtant, elles sont considérées comme les romans ayant le mieux décrit l'expérience des rapatriés.

Le critère le plus pertinent concernant les récits des rapatriements ne doit donc pas être le caractère fictif ou réel du récit. Il semble plus utile de se fonder sur le but de l'œuvre, sur son ambition, sur la façon dont elle doit être reçue. Dans l'analyse littéraire japonaise, on distingue deux types distincts parmi la production sur le rapatriement<sup>857</sup> : en premier, des récits autobiographiques, souvent à la première personne, qui ne prétendent pas avoir une valeur littéraire en tant que telle, des témoignages le plus souvent publiés à compte d'auteur et qui n'ont que peu de succès de librairie ; en second, des œuvres littéraires qui traitent de

---

<sup>855</sup> Fujiwara, Tei 藤原てい, *Nagareru hoshi wa ikiteiru* 流れる星は生きている (les étoiles filantes sont vivantes), Tōkyō : Chūōkōronsha, Tōkyō : Chūōkōronsha, 中央公論社 collection Chūkō bunko 中公文庫, 1976 ( 14e réimpression, 2010).

<sup>856</sup> Yamasaki Toyoko 山崎豊子. *Daichi no ko* 大地の子, 4 volumes, Tokyo : Bungei shunjū 文芸春秋, 1994.

<sup>857</sup> Narita Ryūichi 成田龍一, « 'Hikiage' ni kan suru joshō » 「引揚げ」に関する予定序章 (Prologue à la question des rapatriements), *Shisō* 思想, n°955, 2003, pp. 149-174.; Narita Ryūichi 成田龍一, '*Sensō taiken' no sengoshi* 「戦争体験」の戦後史 (L'après guerre de l'expérience de guerre), Tōkyō: Iwanami shoten, 2010, 256 p. ; Tamanoi, Mariko Asano, « Knowledge, Power and Racial Classification: the "Japanese" in "Manchuria" », *The Journal of Asian Studies*, 59:2, 2000, pp. 248-276 ; Tamanoi, Mariko, *Memory Maps: the State and Manchuria in Postwar Japan*, Honolulu : University of Hawai'i Press, 2009.

thèmes liés au rapatriement, que leur auteur soit lui-même un rapatrié ou non. La critique littéraire japonaise utilise deux mots différents pour distinguer ces deux genres : *hikiagemono* (引揚げもの « chose du rapatriement ») pour les écrits autobiographiques à valeur de témoignage et *hikiagebungaku* (引揚文学, littérature du rapatriement) pour les œuvres purement littéraires, qu'elles s'appuient ou non sur l'expérience personnelle de l'auteur<sup>858</sup>.

Il existe bien sûr une perméabilité entre les deux catégories : ce qui est *hikiagemono* peut aussi être *hikiagebungaku* : autrement dit, un témoignage autobiographique peut être perçu comme une œuvre littéraire et devenir un véritable succès de librairie. Le texte qui a le mieux réussi à s'affranchir de cette distinction est celui qui est à la fois le premier et le plus important des *hikiagemono* : le best-seller de Fujiwara Tei, dont la valeur littéraire transcendent le genre. Cependant, son thème place l'œuvre de Fujiwara dans la première catégorie, celle des *hikiagemono*. Uniformément, les textes autobiographiques de ce premier type sont des récits de souffrance, où sont mises en avant les difficultés du rapatriement et les épreuves traversées. On ne voit d'ailleurs pas, jusque dans les années 1980 et 1990, de témoignages racontant le retour plus facile depuis Taïwan ou certaines régions de Chine continentale : le récit du rapatriement est par nature un récit de l'adversité et, dans ce contexte, il est difficile à une expérience moins douloureuse ou plus ambiguë de pouvoir trouver sa place. Les textes littéraire de type *hikiagebungaku*, par opposition, sont souvent contestataires : on peut y trouver des récits de souffrance, mais les thèmes principaux sont souvent le colonialisme, le rapport à la nation ou la culpabilité nationale et personnelle.

Ce sont les témoignages de rapatriés (*hikiagemono*) qui permettent le plus finement d'appréhender l'état de la mémoire. Or il est possible de déterminer certaines caractéristiques

---

<sup>858</sup> Tamanoi, Mariko, *Memory Maps: the State and Manchuria in Postwar Japan*, Honolulu : University of Hawai'i Press, 2009, chapitre 2, pp. 53-84.

communes à ces textes. On ne peut affirmer bien sûr que ces caractéristiques s'appliquent à tous les *hikiagemono* : la production est si vaste que les contre-exemples sont nombreux. Cependant, il est difficile de trouver des œuvres de ce type qui ne possèdent aucune de ces spécificités. la règle est au contraire une uniformité totale du genre qui rend la lecture de ces témoignages assez monotone. On retrouve les mêmes types de personnages, les mêmes péripéties et la même lecture des événements. Les modes de l'écriture et même la temporalité dans laquelle elle s'inscrit sont souvent identiques d'un auteur à un autre.

#### La temporalité de l'écriture des témoignages

Si le plus célèbre des témoignages du rapatriement, *Les étoiles filantes sont vivantes*, est sorti en 1949, juste après que Fujiwara est rentrée au Japon, les *hikiagemono* ont été principalement écrit pendant les années 1970 et 1980. Or ces années correspondent à un regard sur la guerre qui est bien particulier. En effet, la façon dont elle a été traitée dans les textes a évolué au cours de l'après-guerre. Narita Ryūichi<sup>859</sup> divise ainsi en trois phases distinctes la production littéraire sur la guerre après la défaite, phases qui correspondent à trois étapes analytiques différentes<sup>860</sup>.

La première, de 1945 à 1965, est celle de la guerre en tant qu'expérience physique (*taiken* 体験). C'est la phase où le discours se situe au moment même de l'action : aucune

---

<sup>859</sup> Narita Ryūichi 成田龍一, '*Sensō taiken' no sengoshi* 「戦争体験」の戦後史 (L'après guerre de l'expérience de guerre), Tōkyō: Iwanami shoten, 2010, p.5.

<sup>860</sup> Narita identifie aussi une autre période d'écriture, qui ici n'est pas pertinente : la guerre comme « situation » (*jōkyō* 状況,) de 1931 à 1945.

analyse n'est possible ni même souhaitée dans cette forme ; il s'agit seulement de restitution (supposée parfaitement fidèle) d'une expérience vécue. Les écrits sont rares pendant cette période, car la parole n'est pas aisément libérée. L'expérience n'est pas encore passée et il est difficile de prendre le moindre recul.

La deuxième phase identifiée par Narita est celle de la guerre en tant que témoignage (*shōgen* 証言.) Elle s'étend de 1965 aux années 1990, c'est-à-dire longtemps après la fin des rapatriements. C'est de loin la période la plus prolifique en ce qui concerne la production de témoignages par les rapatriés. Cette phase est celle où on observe la première réémergence de l'empire japonais dans la conscience collective : il devient possible d'évoquer pour la première fois ce sujet jusque alors tabou<sup>861</sup>. En effet, l'État japonais a normalisé en 1965 ses relations avec la Corée et en 1972 avec la Chine. Cela libère la parole en ce qui concerne la période d'avant-guerre et surtout l'impérialisme japonais, qu'on peut enfin considérer comme proprement clos. Une autre raison permet d'expliquer pourquoi il est possible aux rapatriés d'écrire pendant cette période : matériellement, cette phase correspond à la stabilisation du statut des *hikiagesha* grâce aux différentes lois sociales pour les rapatriés, donc pour beaucoup à la sortie de la pauvreté.

La troisième phase, qui commence après 1990, est celle de la guerre en tant que mémoire (*ki.oku* 記憶). Le point de vue du locuteur est forcément plus éloigné et il peut prendre la mesure de ses expériences d'une façon qui aurait été impossible au sortir de la guerre. En ce qui concerne la publication de témoignages, la production la plus remarquable de cette période est la série de volumes de *Heiwa no Ishizue* <sup>862</sup>, recueil monumental en vingt

---

<sup>861</sup> Park Yi-jin « The Postwar Experience of Repatriates: The Crack in Postwar Japan's Reconstruction » *Sungkyun Journal of East Asian Studies* Vol.14 No.1, p.47.

<sup>862</sup> Heiwa kinen jigyo tokubetsu kikin 平和祈念事業特別基金 (fondation spéciale pour la paix et la consolation), dir., « Kaigai hikiagesha ga kataritsugu rôku » 海外引揚者が語り継ぐ労苦 (Récits de

volumes de plus de huit mille pages au total, renfermant huit cent quarante écrits de rapatriés. Ce texte s'affranchit de nombreuses conventions du *hikiagemono* en ne se limitant pas à la période du rapatriement proprement dite, mais en traitant également la période coloniale et postcoloniale. Les rapatriés racontent pour la plupart leur vie de leur enfance à leur réinsertion au Japon. Ces textes offrent donc une perspective historique un peu différente, qui laisse une place au souvenir de l'impérialisme.

Le genre du *hikiagemono* continue d'être vivace : on en publie toujours dans des maisons d'éditions majeures, un exemple parmi les plus récents étant *Souvenirs tragiques de Dairen* (*dairen de no kanashii omoide* 大連での悲しい思い出), publié chez Nihon bungei-sha 日本文芸社 en 2014<sup>863</sup>. Il semble même, depuis le début des années 2010, que le nombre de textes publiés sur le rapatriement augmente, portés par le regain d'intérêt pour la période de la guerre qui est visible dans les médias.

C'est la production des deux premières périodes, c'est-à-dire de la fin de la guerre au début des années 1980, qui a été la plus déterminante dans la formation de la mémoire collective du rapatriement. La plupart des auteurs ont attendu plusieurs dizaines d'années pour écrire, en particulier durant le foisonnement des années 1970 que mentionne Narita. Pourtant, malgré la distance temporelle, les auteurs ne font pas appel à des sources historiques ou savantes, qu'elles soient primaires ou secondaires. La seule référence invoquée est celle des écrits d'autres rapatriés (en particulier le livre de Fujiwara). Ce genre

---

leurs peines transmis par les rapatriés d'outre mer), *Heiwa no Ishizue* 平和の礎 (La pierre de fondation de la paix), Tōkyō : Heiwa kinen jigyo tokubetsu kikin 平和祈念事業特別基金 (fondation spéciale pour la paix et la consolation), 20 volumes, 1991-2010, 8 238 p.

<sup>863</sup> Suzuki Sumi, 鈴木スミ, *Dairen de no kanashii omoide* 大連での悲しい思い出, Tōkyō : Bungeisha 文芸社, 2014, 111 pages. Il s'agit des textes de souvenirs laissés par Suzuki Sumi, 鈴木スミ (1915-1988), une femme japonaise née et élevée à Dairen. Pendant l'invasion soviétique, Suzuki reçoit une balle dans le dos et en restera paralysée. Le livre couvre sa vie à Dairen et son retour au Japon. Le livre s'accompagne de textes de sa fille cadette Kuniko 邦子 présentant les documents laissés par sa mère.

éminemment personnel repose sur le souvenir et sur le témoignage direct ; il prétend retransmettre sans filtre une expérience vécue. L’auteur se replace dans le contexte de l’époque et n’évoque que les sentiments qu’il pouvait alors ressentir. Son regard reste fixé dans le présent de la défaite, ce qui interdit toute réflexion ou réinterprétation *a posteriori*.

*Ceux qui écrivent et ceux qui n’écrivent pas : le silence volontaire des témoins*

L’uniformité vient également de la nature des auteurs, souvent très semblable : ce ne sont pas des auteurs professionnels – en général, c’est le premier texte qu’ils essayent de publier – et, très souvent, ce sont des femmes. Il existe moins de témoignages d’hommes que de femmes et, pour la plus grande part, il s’agit d’hommes qui n’étaient pas adultes au moment du rapatriement<sup>864</sup>. Certes, cette particularité est née d’une contingence historique inévitable : les hommes ont souvent été mobilisés et, dans ce cas, s’ils ont écrit leur expérience de la défaite, ils l’ont fait dans une modalité différente, celle du soldat vaincu ou de la captivité. Il y a pourtant eu des hommes adultes qui ont été rapatriés en même temps que les femmes, parce qu’ils étaient trop âgés ou infirmes pour être mobilisés ou bien parce qu’ils occupaient des postes clés. S’ils n’ont pas pu écrire leurs souvenirs aussi facilement que les femmes et les enfants qu’ils accompagnaient, c’est certainement parce qu’ils pensent porter une lourde responsabilité : celle de ne pas avoir pu protéger les plus faibles qui se trouvaient pourtant sous leur protection.

En effet, le thème central de ces récits est la souffrance, la difficulté du rapatriement, les épreuves traversées. La mort, la maladie, la faim y jouent un rôle important. On ne voit

---

<sup>864</sup> Tamanoi, Mariko, *Memory Maps: the State and Manchuria in Postwar Japan*, Honolulu : University of Hawai’i Press, 2009, p. 54.



d'ailleurs pas, jusque dans les années 1980 et 1990, de récits racontant le retour plus facile depuis Taïwan ou certaines régions de Chine continentale. Le récit du rapatriement est par nature un récit de l'adversité. Dans ce contexte, il est donc difficile à une autre expérience plus facile ou plus ambiguë de pouvoir trouver sa place. La culpabilité a ainsi fait naître un mutisme durable : même dans les années 1990, dans une grande collection de souvenirs comme *Heiwa no Ishizue*, très peu d'hommes adultes ou grands adolescents au moment du rapatriement ont choisi de s'exprimer<sup>865</sup>.

Ce ne sont pas les seuls à ne pas avoir écrit : comme le note Tamanoi Mariko<sup>866</sup>, des catégories entières de rapatriés n'ont pas transmis leurs souvenirs. La première est celles des femmes ayant subi des viols de la part de soldats soviétiques. D'après Tamanoi, aucune victime de viol n'a raconté son expérience dans des mémoires. Pourtant, il existe peu de récits qui ne mentionnent pas les viols perpétrés sur les femmes japonaises et la violence des Soviétiques à leur rencontre, mais l'auteur n'est jamais directement impliqué. Selon son sexe, ces questions sont d'ailleurs traitées différemment. Les femmes expliquent comment elles ont pu protéger leur honneur au péril de leur vie, grâce à des subterfuges ou simplement à de la chance. Ce faisant, elles se lavent de tout doute pouvant persister sur leur vertu, puisqu'en tant que rapatriées de Mandchourie, elles risquent par défaut d'être soupçonnées d'avoir été « salies » par l'ennemi. Lorsqu'un homme décrit un viol, en revanche, ce n'est jamais directement. On peut trouver des descriptions de victimes dans un camp ou dans un hôpital,

---

<sup>865</sup> Bien entendu, les rapatriés s'exprimant dans les années 1990 ne peuvent être que ceux qui étaient relativement jeunes au moment de la guerre, puisqu'il n'est guère envisageable que les personnes âgées de plus de 45 ou 50 ans au moment de la défaite puissent témoigner cinquante ans plus tard.

<sup>866</sup> Tamanoi, Mariko, *Memory Maps: the State and Manchuria in Postwar Japan*, Honolulu : University of Hawai'i Press, 2009, chapitre 2, p. 64, 68, 72-73, 79.

mais on ne trouve jamais de situation où l'auteur, impuissant, assiste au viol de femmes, alors que ce genre de situation est par ailleurs souvent décrit.

Hommes comme femmes parlent de « professionnelles » qui se seraient dévouées pour sauver les femmes honnêtes en offrant leur corps aux Russes. Cela ressemble étrangement au cas des femmes japonaises engagées dans un organisme créé immédiatement après la défaite, l'Association pour les loisirs et l'amusement (Tokushu ian shisetsu kyōkai 特殊慰安施設協会), afin de protéger la population des viols que ne manqueraient pas de commettre les soldats américains sur le territoire japonais. Pour ce faire, elles se prostituaient à l'occupant, leur corps servant de bouclier protégeant la vertu des autres <sup>867</sup>. Aucune de ces « professionnelles » des colonies n'a laissé de témoignage. Il se peut qu'elles n'aient d'ailleurs pas existé ou qu'elles aient été très peu nombreuses. Si c'est une fiction, elle est utile. Elle peut permettre de croire qu'une femme rapatriée n'a pas été forcément « souillée » par un soldat soviétique et donc de lui donner une chance de se réintégrer socialement, ce qui explique pourquoi tant de récits en font mention.

Une autre catégorie qui garde très souvent le silence est celle des parents ayant donné – parfois même vendu – leurs enfants à une famille chinoise. Ceux qui ont confié leurs enfants espéraient pouvoir les retrouver très rapidement. Il s'agissait de sauver au moins la vie de ceux-ci et non d'abandonner pour toujours leurs responsabilités de parents. Or, au moment où ils écrivent, dans les années 1960 et 1970, les rapatriés savent qu'il a été impossible de récupérer la plupart de ces enfants laissés en Mandchourie. Ils ne peuvent donc écrire, tant le

---

<sup>867</sup> Comme on le sait, l'armée japonaise organisait pendant la guerre des stations de réconfort pour soldats, où travaillaient des « femmes de réconfort » (*i.an fu* 慰安婦.) Ces très jeunes femmes étaient issues en général des colonies, surtout de Corée, et souvent arrachées de force à leurs familles et contraintes de se prostituer pour le bien-être des soldats japonais. Plutôt que de prostituées, il faudrait d'ailleurs à leur sujet parler d'esclaves sexuelles.

poids de la culpabilité est lourd. Dans les *hikiagemono*, on peut parfois voir d'autres personnages que le narrateur/auteur abandonner ses enfants, mais les auteurs ne s'autorisent pas à montrer ce geste sans indiquer qu'il est éminemment répréhensible. Ils appliquent là une morale d'après-guerre à un geste qui ne peut se comprendre que dans le contexte de l'époque.

Il est parfaitement compréhensible qu'il existe un silence volontaire de la part de certains témoins. Un témoignage ne peut être entièrement libre, puisque les enjeux sont toujours présents pour l'auteur. Tant qu'il est en vie, sa responsabilité peut être engagée et son honneur entaché par son récit. Ce qu'il n'est pas facile de mesurer, c'est combien les auteurs qui ont écrit leurs témoignages ont pu tricher afin d'éviter les critiques. Des événements par trop indicibles ont pu être déplacés sur une tierce personne, comme pour s'en protéger, ou des pans entiers de l'histoire effacés. Le résultat est que les auteurs des *hikiagemono* se ressemblent beaucoup : victimes ballottées par le destin, ils parviennent toutefois à éviter les pires indignités.

#### *La mémoire formatée : une structure commune*

Les *hikiagemono* se ressemblent également par leur structure narrative, qui est souvent si similaire de texte en texte qu'ils semblent issus d'un même moule. Cette similitude est parfaitement visible dans les bornes que l'auteur place à son récit : les limites en sont clairement définies, en tout cas jusque dans les années 1990.

Les auteurs ont largement tendance à commencer leur récit au moment précis où ils apprennent l'invasion soviétique de la Mandchourie, beaucoup plus rarement par l'annonce

de la capitulation du Japon (symbolisée, en général, par le célèbre discours radiophonique de l'empereur du 15 août 1945) pour les quelques livres qui ne se passent pas en Mandchourie ou en Corée<sup>868</sup>. Ils le clôturent au moment de leur arrivée dans les ports d'embarquement pour le Japon ou bien lorsqu'ils foulent la terre du Japon dans les ports d'entrée, plus rarement un peu plus tard, quand ils retrouvent leur famille restée en métropole<sup>869</sup>. Cette délimitation temporelle efface tout ce qui touche à la question de la colonisation ou de leur accueil au Japon, les deux points les plus problématiques et pour lesquels subsistent encore des tensions. Les récits ne mentionnent qu'à peine la vie dans les colonies avant la défaite, les relations avec Chinois ou Coréens, les conditions avantageuses dont jouissaient les sujets japonais dans ces territoires.

Fujiwara Tei<sup>870</sup> commence *Les étoiles filantes sont vivantes* sans même mentionner l'invasion soviétique :

---

<sup>868</sup> Par exemple dans l'ensemble de témoignages présentés dans Association de Taiwan (Taiwan kyōkai 台湾協会), dir., *Taiwan hikiage-shi – shōwa nijūnen shūsen kiroku* 台湾引揚史—昭和二十年終戦記録 (Histoire du rapatriement depuis Taiwan et de la fin de la guerre en 1945), Tōkyō : Taiwan kyōkai 台湾協会, 1982, 430 p.

<sup>869</sup> analysé également par Tamanoi, Mariko, *Memory Maps: the State and Manchuria in Postwar Japan*, Honolulu : University of Hawai'i Press, 2009 p. 58

<sup>870</sup> Fujiwara Tei 藤原てい est née in 1918 in Nagano. Elle épouse Fujiwara Hiroto 藤原寛人 (1912-1980), neveu d'un des plus grands météorologues du Japon, Fujiwara Sakuhei 藤原咲平 (1884-1950,) et part avec lui pour la Mandchourie en 1943. Hiroto est employé par l'agence météorologique de l'armée du Kwantung à Shinkyō. Après l'invasion soviétique, Tei doit fuir seule avec ses trois enfants. Arrivée en Corée, elle se retrouve bloquée au Nord du 38<sup>ème</sup> parallèle et ce n'est qu'au terme de grandes difficultés qu'elle arrive à rejoindre le Sud, puis le Japon. Hiroto, qui était supposé la rejoindre rapidement, est fait prisonnier par les Soviétiques, et la famille n'est finalement réunie qu'en 1946 au Japon. Son premier livre, *Les étoiles filantes sont vivantes*, est publié en 1949 et connaît immédiatement un immense succès.

Hiroto lui aussi est devenu écrivain, sous le nom de Nitta Jirō 新田次郎. Il a écrit principalement des romans autour du thème de l'alpinisme, et n'a écrit qu'un seul texte qui mentionne le rapatriement. D'après Tei, c'est parce qu'il a été piqué par le succès de *Les étoiles filantes sont vivantes* qu'il se lance dans l'écriture : il ne veut pas être « le mari d'un écrivain de best-seller ». (Fujiwara Tei 藤原てい, « Bestuto seraa sakka o tsuma ni moteba ..... » ベストセラー作家を妻に持てば..... (si j'ai pour femme un auteur de best-seller, alors...), dans *Tabiji* 旅路 (voyage), Tōkyō : Chūōkōronsha, Tōkyō : Chūōkōronsha, 中央公論社 collection Chūkō bunko 中公文庫, 1986, 2009, pp.195-199, première édition Tōkyō : Yomiuri shinbun-sha 読売新聞社 1981.)

昭和二十年八月九日の夜十時半頃、はげしく私の官舎の入口をたたく音が聞こえた。子供たちは寝ていた。私たちは昨夜遅かったから今夜は早く寝ようかといっているところであった。

「藤原さん、藤原さん、観象台のものです。」

若い人の声であった。夫と二人でドアを開けると木銃を持った二人の男が立っていた。

「あ、藤原さんですが、すぐ役所へ来て下さい。」

「一体何ですか」

夫が問い返した。

「何だか分かりませんが、全員を非常召集しているのです。ではお願いします。」

二人の青年は非常に忙しそうに次の住宅をめざして出かけていた。ドアを閉めると同時に私は軽い目眩いがした。私は夫を一人でこの夜の闇の中に出してやれないようなきがした。(…)

今夜は私の家だけでなくどここの家でも大変なことが起こっているに違いない。その窓にうつる影はなぜか非常にあわただしく動いた。私はこうしてはいられないとせかれる思い出非常持出しのトランクを開けた。冬支度を主とした子供のもの大人のものがきちんと整理してあった。非常食料について私は考えた。若干の砂糖、乾パン、缶詰、それらのものはすでにトランクに入っていた。もしこれから新京を離れ遠く出るようになったならば、一体、このほかになにを持ち出したらよいであろうか。そう思うと無闇に心がせくだけで私は何を取り揃えてよいのか分からなくなってしまった。八畳の部屋に吊った蚊帳の中にいっぱいになって寝ている子供たちの顔を見ると、とてもこの家を離れて遠くには行けそうに思えなかった。正広が六歳、正彦が三歳、そして咲子は生れてまだやっと一ヶ月になったばかりであった。[...]

夫が帰って来た。蒼白な顔を極度に緊張させて私の前に立った夫は別人のようにいった。

「一時半までに新京駅へ集合するのだ」

「えッ、新京駅ですって！」

「新京から逃げるのだ」

「どうして？」<sup>871</sup>

---

Deux de leurs enfants sont également devenus des écrivains, en particulier son fils Fujiwara Masahiko 藤原正彦 (1943-), mathématicien et auteur d'un texte extrêmement controversé, *La dignité d'une nation* (*Kokka no Hinkaku* 国家の品格, Tōkyō: Shinchōsha 新潮社, 2005, 191 p.) Ce livre, le deuxième livre le plus vendu au Japon en 2006, est un essai nationaliste, où l'auteur déplore entre autre la mondialisation et l'influence délétère des États-Unis sur la culture japonaise. À partir de 2006, les réimpressions de *Les étoiles filantes sont vivantes* sont accompagnées d'un bandeau signé de Fujiwara Masahiko portant la mention : 「私の原点はここにある 私の書けない原点である」 : « *voici quel est mon point de départ, voici ce que je ne peux pas écrire.* » Le nationalisme dont fait preuve Masahiko est un produit des épreuves qu'il a parcouru avec sa mère. En écrivant ces phrases, il confirme bien le contenu éminemment pro-japonais du livre de sa mère.

<sup>871</sup> Fujiwara, Tei 藤原てい, *Nagareru hoshi wa ikiteiru* 流れる星は生きている (les étoiles filantes sont vivantes), Tōkyō : Chūōkōronsha, Tōkyō : Chūōkōronsha, 中央公論社 collection Chūkō bunko 中公文庫, 1976 (14e réimpression, 2010), p. 11-14.

*Vers 10 heures et demie, le soir du 9 août 1945, j'entendis frapper violement à la porte de notre résidence. Les enfants dormaient. Nous nous étions couchés tard la veille, alors nous étions en train de nous préparer pour nous mettre au lit tôt ce soir-là.*

*« Monsieur Fujiwara, monsieur Fujiwara, c'est l'observatoire météorologique ! », dit une voix d'homme jeune.*

*Avec mon mari, nous allâmes ouvrir la porte. Deux hommes se tenaient là, portant des fusils d'entraînement en bois.*

*« Ah, monsieur Fujiwara... Il faut que vous alliez tout de suite au bureau de l'administration. »*

*« Qu'est-ce que c'est que tout ça ? », répliqua mon mari.*

*« Je ne sais pas ce qui se passe, mais tout le monde doit se réunir d'urgence. Nous comptons sur vous ! »*

*Les deux jeunes gens se dirigèrent d'un air extrêmement affairé vers la maison suivante. Au moment de fermer la porte, j'eus un léger vertige. Je n'avais pas envie de laisser mon mari partir seul dans l'obscurité de la nuit. [...]*

*Il était en train de se passer quelque chose de grave, non seulement chez moi mais dans toutes les maisons. Cela ne faisait aucun doute. Je voyais des ombres s'agiter dans tous les sens par la fenêtre. Je ne savais pas pourquoi. Je me dis que je ne pouvais pas rester ainsi sans rien faire, et je pris la malle où étaient nos affaires en cas d'urgence. Il y avait beaucoup de choses, surtout des affaires d'hiver, pour les adultes comme pour les enfants, et tout était bien rangé. Je réfléchis aux rations de survie. Il y avait déjà dans la malle un peu de sucre, des biscuits secs et des boîtes de conserve. Si jamais nous devons quitter Shinkyō, que faudrait-il de plus ? En me posant cette question, je m'agitais sans but, sans savoir quoi prendre. Sous la moustiquaire suspendue dans cette pièce de huit tatamis, les enfants dormaient le ventre plein. En regardant leur visage, je n'arrivais pas à me dire que nous allions devoir partir et laisser cette maison. Masahiro avait 6 ans, Masahiko en avait 3, et cela ne faisait qu'un mois que Sakiko était née. [...]*

*Mon mari revint. Sa pâleur m'angoissait. On aurait dit un autre homme.*

*« Nous devons nous rassembler à la gare de Shinkyō avant 1 heure et demi. »*

*« Quoi ? À la gare de Shinkyō ? »*

*« Nous allons fuir. »*

*« Mais pourquoi ? »*

Le mari de Fujiwara lui explique que Shinkyō est évacuée en commençant par les familles de l'armée du Kwantung. Comme il est météorologue attaché à l'armée, sa famille peut également monter dans les premiers trains. Il les rejoindra plus tard.

Dans tout ce passage, Fujiwara évite toute mention de l'ennemi soviétique ou même de la guerre. Ce qui s'abat sur la famille au soir du 9 août ressemble plutôt à une catastrophe

naturelle qu'à une défaite ou une invasion. Il faut fuir comme devant un feu de forêt ou une inondation dont la présence serait si évidente qu'elle ne mérite pas d'être mentionnée. Bien sûr, à cette date, les habitants de Shinkyō savaient déjà que l'armée soviétique avait franchi la frontière : il est donc logique et réaliste que les personnages ne répètent pas cette information. Surtout, ce n'est pas nécessaire : ce n'est pas l'histoire d'une famille combattant l'Armée rouge, mais une histoire de survie en milieu hostile au milieu d'autres Japonais qui tenteront de lui voler ses ressources et qui lui refuseront parfois de l'aide. Ce sont eux qui seront ses ennemis, plutôt que les Soviétiques, qui resteront sur les marges comme une menace sourde, ou les Chinois et les Coréens qui se montreront tour à tour hostiles ou au contraire bienveillant.

Un autre *hikiagemono* assez typique, *Manshū : shura no mure* de Gotō Kurando<sup>872</sup>, commence de manière similaire : un dialogue avec sa femme qui lui annonce que des policiers « mandchous<sup>873</sup> » sont passés lui donner la nouvelle. Il ne veut pas y croire, mais des éclairs zèbrent le ciel : ce sont des bombardements au loin.

妻は細い声でつぶやいた。「満人警官がいつてきたことは、やっぱりほんとうのようですね」。わたしは自分の家に入った。安らかに眠っている二人の子どもをはさんで妻と横になった。[...] 死闘が始まっているとはとても思えなかった<sup>874</sup>。

---

<sup>872</sup> Gotō Kurando 後藤蔵人, *Manshū : shura no mure :manmō kaitakudan nanmin no kiroku* 満州—修羅の群れ：満蒙開拓団難民の記録 (Mandchourie, combats sans nombre : histoires des réfugiés d'un groupe de colons de Mandchourie), série sensō no shōgen 戦争の証言 (témoignages de la guerre) n°10, Tōkyō: Taihei Shuppansha 太平出版社, 1978, 258 pages.

<sup>873</sup> En réalité, ce terme *mannin* 満人, qui dans son sens strict signifie Mandchou est utilisé à l'époque pour désigner tout autochtone vivant en Mandchourie, qu'ils soient Chinois ou Mandchous.

<sup>874</sup> Gotō Kurando 後藤蔵人, *Manshū : shura no mure :manmō kaitakudan nanmin no kiroku* 満州—修羅の群れ：満蒙開拓団難民の記録 (Mandchourie, combats sans nombre : histoires des réfugiés d'un groupe de colons de Mandchourie), série sensō no shōgen 戦争の証言 (témoignages de la guerre) n°10, Tōkyō: Taihei Shuppansha 太平出版社, 1978, p. 40.

*« On dirait que ce que les policiers mandchous étaient venus nous dire était vrai, après tout, » me murmura ma femme d'un filet de voix. Je rentrai dans ma maison. Je m'allongeai avec ma femme, de chaque côté de nos deux enfants qui dormaient paisiblement. [...] Je ne pouvais pas m'imaginer qu'un combat à mort pour notre survie allait bientôt commencer.*

Gotō est surpris, horrifié par la catastrophe qui lui tombe dessus. C'est pourtant un personnage important, presque un notable, puisqu'il est le maître d'école de son village de Sihetun (四合屯, en lecture japonaise Shigōton). On pourrait donc imaginer qu'il soit bien informé. Or son passé est à peine mentionné. Il ne décrit pas sa vie avant la défaite, ni le rôle qu'il jouait dans le village avant qu'il soit dissout. L'action commence au moment où l'URSS envahit la Mandchourie, mais encore une fois, l'auteur ne s'appesantit pas sur les raisons qui rendent la fuite nécessaire. Les Soviétiques sont là encore extérieurs au récit : ils représentent une force lointaine qu'il faut éviter à tout prix, mais ce ne sont pas eux qui provoquent directement les tragédies dont la famille est victime. Les antagonistes sont, en tout cas au début du livre, les Chinois qui, apprenant la défaite, viennent dans le village pour le reprendre des mains des Japonais. Le récit est une longue litanie des souffrances et difficultés rencontrées, qui culminent par la mort de sa fille de rougeole aggravée par la malnutrition, mais ce n'est que très rarement qu'ils rencontrent directement l'ennemi. Gotō clôt son récit au moment où il voit enfin le navire qui va le ramener au Japon : contrairement à Fujiwara, il ne traite pas du retour au Japon. Son récit ne dure que le temps de sa fuite.

Cette façon de commencer le récit, si elle est courante, n'est bien sûr pas systématique.

*Hitosuji ni hoshi wa nagarete* (Un cortège d'étoiles filantes), de Yasui Tomoko<sup>875</sup> (le titre fait

---

<sup>875</sup> Yasui, Tomoko 安居倭子, *Hitosuji Ni Hoshi Wa Nagarete: Manshū Hikiage--Haha No Shuki* ひとすじに星は流れて: 満州引揚げ--母の手記, série sensō no shōgen 戦争の証言 (témoignages de la guerre) n°8, Tōkyō: Taihei Shuppansha 太平出版社, 1972, 224 pages.



bien sûr référence à *Les étoiles filantes sont vivantes*, de Fujiwara Tei), publié en 1972, commence au contraire par un cadrage historique précis :

「昭和二〇（一九四五）年八月八日、この日はわたしたち在満日本人にとって運命の日でした。

この日の夜、ソ連軍はいっせいに国境を突破して「満州国」（中国東北部）に侵入してきました。

無敵最強を誇っていた日本軍は、ひと支えもできず、数日のうちに全満州はソ連軍の支配下にはいりました。

八月一五日、日本の無条件降伏とともに、「満州国」は永遠に地上からその姿を消し、「国」を失った在満日本人の悲劇が始まりました。

夫はすでに五月一七日、現地召集されたまま消息を絶っていました。

三〇歳のわたしは、長女玲子（八歳）、次女紀子（五歳）、三女祐子（一歳）の幼い四人の子らをかかえて、動乱の広野になげだされました。

流亡一年、わたしたちはいくどか死地にさまよいましたか、そのたびに多くの人たちの暖かい同情と庇護を受けて、ようやく全員無事、なつかしい故国に帰りつくことができました。

おもえば昭和七（一九三二）年「五族協和の王道楽土を築く」という美名のもとに「満州国」がつくられ、多くの日本人がそれぞれ夢や野心を抱いて、かの地に渡りました。すべての日本人は、程度の差や現われ方のちがいはあっても、だれもが自分たちを一段と優れた民族であるかのように思いあがり、中国人の上に君臨して横暴をきわめていたことは否定できません<sup>876</sup>。

*Le 8 août de la vingtième année de l'ère Shōwa (1945<sup>877</sup>) fut un jour fatidique pour nous autres Japonais de Mandchourie.*

*Cette nuit-là, l'armée soviétique traversa d'un seul coup la frontière, envahissant le Mandchoukouo [nord ouest de la Chine]<sup>878</sup>.*

*L'armée du Japon, qui s'enorgueillissait d'être invincible et toute puissante, laissa en quelques jours la Mandchourie tomber aux mains des envahisseurs sans avoir pu leur opposer le moindre obstacle.*

*Le 15 août, avec la capitulation inconditionnelle du Japon, le Mandchoukouo disparut à tout jamais de la surface de la Terre, et alors commença la tragédie des Japonais de Mandchourie, qui venaient de perdre ce qui avait été leur pays.*

*Mon mari avait été appelé au front le 17 mai, et je n'avais plus aucune nouvelle.*

*J'avais 30 ans, ma plus grande fille, Reiko, en avait 8, ma deuxième, Noriko, 5, et Yūko, la troisième, 1. Nous n'étions que quatre enfants, jetés dans la tourmente.*

*C'est en Shōwa 7 [1932] que de nombreux Japonais pleins de rêves et d'ambition étaient arrivés sur cette terre, encouragés par de beaux slogans comme « cinq races*

<sup>876</sup> Yasui, Tomoko 安居侑子, *Hitosuji Ni Hoshi Wa Nagarete: Manshū Hikiage--Haha No Shuki* ひとすじに星は流れて: 満州引揚げ--母の手記, série sensō no shōgen 戦争の証言 (témoignages de la guerre) n°8, Tōkyō: Taihei Shuppansha 太平出版社, 1972, p.15-16.

<sup>877</sup> L'auteur utilise les deux calendriers, comme pour être sûre d'être parfaitement comprise.

<sup>878</sup> C'est l'auteur qui prend ces précautions oratoires. Alors que Fujiwara Tei utilise uniquement les termes datant de l'époque coloniale, Yasui Tomoko essaye autant que possible d'utiliser des termes modernes. C'est là aussi une tentative de placer son récit dans son contexte historique, en choisissant pour l'écrire une posture post-coloniale.

*réunies sous un gouvernement parfait. » Tous les Japonais, quels que que soient leur niveau ou leur apparence, se considéraient comme faisant partie d'un peuple supérieur surpassant tous les autres, et on ne peut pas nier qu'ils régnaient avec un despotisme extrême sur les Chinois.*

Yasui Tomoko ici prend le contre-pied des conventions du genre. Au contraire des deux autres auteurs cités précédemment, elle n'hésite pas à évoquer la responsabilité des Japonais et les effets de l'impérialisme. Alors que *Nagareru hoshi wa ikiteiru* de Fujiwara est un best-seller et que *Manshū-shūra no mure* de Gotō reste encore souvent cité, *Hitosuji ni hoshi wa nagarete* est absolument inconnu et n'a eu aucune influence, peut-être justement parce qu'il s'éloigne trop des canons du genre, surtout en reconnaissant que les Japonais ont pu se comporter de manière abusive avec les habitants des régions où ils s'implantaient. Ce regard critique sur l'impérialisme japonais est très rare chez les auteurs de *hikiagemono*.

#### *Les anciens maîtres aux prises avec leurs ex-sujets coloniaux*

Les témoins rapportent tous l'inversion brutale des rapports des Japonais avec les peuples locaux la défaite du Japon. Face à ce changement, les auteurs se placent en victimes : d'un seul coup, ils se retrouvent dans une position de faiblesse face à ceux dont ils étaient les maîtres.

L'une des réactions possibles face à cette « rébellion » des (anciens) inférieurs consiste à les considérer comme illégitimes, par exemple en les traitants de « bandits » (en japonais *dohi* 土匪, rebelles locaux). Ce terme est souvent utilisé en Chine et en Mandchourie, alors qu'en fait de bandits, il ne s'agit bien souvent que d'anciens paysans chinois ou mandchous

venant reprendre les fermes qui leurs appartenaient avant la colonisation japonaise<sup>879</sup>. En en faisant des brigands, les auteurs légitiment par opposition leur propre occupation de la terre et refusent de reconnaître le droit des habitants antérieurs.

Ce qualificatif est aussi souvent appliqué aux soldats de l'armée communiste en Chine. Pourtant, juste après la défaite, les communistes sont souvent perçus de manière positive par les Japonais : ce sont ceux qui rétablissent l'ordre en empêchant la mise à sac des colonies par les fermiers dits « mandchous. » Cependant, lorsque les communistes saisissent les biens des Japonais ou enrôlent de force des soldats dans leur armée, ils passent du statut de protecteur à celui d'agresseur. Ils tombent alors également dans la catégorie des « brigands », d'autant que, sous le régime impérialiste japonais, les résistants communistes étaient déjà qualifiés de « brigands communistes » (*kyōhi* 共匪, ou *kyōsanhi* 共產匪)<sup>880</sup>.

Certains rapatriés sont moins catégoriques en ce qui concerne les anciens colonisés cherchant à reprendre leur bien. Gotō Kurando les considère comme légitimes. Il propose à l'assemblée de son village de tout leur laisser et de partir en sous-vêtements pour montrer qu'il n'y a plus rien à leur prendre. Personne, écrit-il, n'a été attaqué lorsqu'ils ont ainsi quitté le village à moitié nus. Il note en particulier que les femmes n'ont pas été violées, alors que les Japonais étaient souvent violents avec les femmes chinoises<sup>881</sup>.

---

<sup>879</sup> Tamanoi, Mariko, *Memory Maps: the State and Manchuria in Postwar Japan*, Honolulu : University of Hawai'i Press, 2009 p. 63 ; Mutō Tomio 武藤富男, *Watashi to manshūkoku* 私と満州国 (Le Mandchoukouo et moi) Tōkyō : Bungei shunjū 文藝春秋, 1988, p. 151.

<sup>880</sup> Voir par exemple *Manshūkoku gunseibu gunji chōsabu* 満洲国軍政部軍事調査部編, dirs, *Manshū kyōsan-hi no kenkyū* 満洲共產匪の研究 (recherches au sujet des bandits communistes), Tōkyō : Kyōkutō kenkyū-sho shuppankai 極東研究所出版会, deux volumes, 1969, (édition originale 1936).

<sup>881</sup> Gotō Kurando 後藤蔵人, *Manshū : shura no mure :manmō kaitakudan nanmin no kiroku* 満州—修羅の群れ : 満蒙開拓団難民の記録 (Mandchourie, combats sans nombre : histoires des réfugiés d'un groupe de colons de Mandchourie), série sensō no shōgen 戦争の証言 (témoignages de la guerre) n°10, Tōkyō: Taihei Shuppansha 太平出版社, 1978, p. 115.

Il ne s'agit pas seulement de rendre les terres et les biens. L'ancien colonisateur vaincu ne doit pas laisser transparaître le moindre sentiment de supériorité, sous peine de s'attirer les foudres des anciens colonisés. Au contraire, c'est au tour des Japonais de se montrer humbles et serviles. Yasui Tomoko note que les autorités lui donnent explicitement le conseil de se comporter très prudemment :

独立の喜びに興奮した朝鮮人は、いつわれわれをおそってくるかもしれない気がして、(...)疎開本部の緊張は非常なものでした。本部からは、  
「いついかなるときも、朝鮮人をおこらせてはならない。下手にでよ、下手にでよ」  
と、繰り返し命令がだされました<sup>882</sup>.

*Ceux qui dirigeaient l'évacuation des Japonais [...] étaient extrêmement inquiets, car il leur semblait que les Coréens, fous de joie d'être indépendants, pourraient venir nous attaquer. Ils nous répétaient sans cesse « Quoi qu'il arrive, il ne faut pas fâcher les Coréens. Montrez vous humbles, montrez-vous humbles ! »*

Fujiwara Tei, elle, fait le voyage de Shinkyō à la frontière coréenne en train et n'est confrontée avec des anciens sujets coloniaux qu'une fois arrivée en Corée. Elle écrit :

私たちは日本人と呼ばれた。当たり前のことであるからだれも腹に立てるものはいなかった。それなのに、私たちが、朝鮮人というと、彼等は非常に腹を立てた。それで、彼等の感情を刺激しないためにも、わたしたちはこちらの人と呼ぶことにきめていた。でもうっかりすると、すぐ、朝鮮人と口から出てしまう<sup>883</sup>.

---

<sup>882</sup> Yasui, Tomoko 安居侑子, *Hitosuji Ni Hoshi Wa Nagarete: Manshū Hikiage--Haha No Shuki* ひとすじに星は流れて: 満州引揚げ--母の手記, série sensō no shōgen 戦争の証言 (témoignages de la guerre) n°8, Tōkyō: Taihei Shuppansha 太平出版社, 1972, p. 53.

<sup>883</sup> Fujiwara, Tei 藤原てい, *Nagareru hoshi wa ikiteiru* 流れる星は生きている (les étoiles filantes sont vivantes), Tōkyō : Chūōkōronsha, Tōkyō : Chūōkōronsha, 中央公論社 collection Chūkō bunko 中公文庫, 1976 (14e réimpression, 2010), p. 60.

*Nous nous désignons nous-mêmes par le terme « les Japonais ». C'était une simple évidence, et personne ne s'en trouvait offensé. Mais lorsque nous disions « les Coréens », ceux-ci se fâchaient terriblement. Et donc, afin de ne pas les blesser, nous avons décidé de les appeler « les gens d'ici ». Mais à la moindre seconde d'inattention, cela sortait tout seul.*

Les Coréens refusent le mot « Coréen », en japonais *chōsenjin* 朝鮮人, à cause de ses implications coloniales. Ce n'est pas un terme qui était utilisé par les Coréens eux-mêmes, mais une dénomination exogène de l'administration coloniale, qui servait donc pour imposer la domination japonaise. Il a souvent pris dans la bouche des Japonais une valeur péjorative, et c'est pour cette raison qu'il pose ici problème<sup>884</sup>. Or Fujiwara semble ne pas comprendre pourquoi les Coréens se sentent offensés d'être appelés ainsi. Puisqu'elle se refuse tout regard critique sur la période coloniale, elle ne peut analyser les raisons de l'animosité des Coréens, qui lui semblent d'une sensibilité si extrême qu'elle en devient presque ridicule. Toutefois, elle aussi se plie aux demandes des anciens colonisés, puisque ce sont les nouveaux maîtres. Le caractère absurde – pour elle – de leurs demandes rend son acquiescement d'autant plus servile.

Courber ainsi l'échine devant un peuple anciennement colonisé prend une forte valeur symbolique. On ne voit pas les protagonistes se montrer brutaux ou autoritaires avec les Chinois ou les Coréens : les récits les décrivent uniquement en position inférieure, en victime. Tout fonctionne comme si, étant à leur tour devenu les victimes de ceux qu'ils oppressaient naguère, les Japonais se voyaient exonérés des péchés de l'impérialisme et oubliaient qu'ils avaient un jour pu eux-mêmes être les bourreaux.

---

<sup>884</sup> Henry H. Em, « Minjok as a Modern and Democratic Construct: Sin Ch'aeho's Historiography » dans Robinson, Michael Edson et Shin, Gi-Wook *Colonial Modernity in Korea*, Harvard East Asian monographs, vol 184 Harvard-Hallym series on Korean studies, Harvard University Asia Center, 2001, p. 353.

Dans les témoignages, les rapatriés se présentent surtout des survivants qui ont été capables de surmonter des épreuves terribles. Ces autobiographies étant toujours des récits de combat contre l'adversité, ce qui caractérise le narrateur/auteur, c'est un profond désir de survivre à tout prix. Pour ce faire, les rapatriés sont forcés de se transformer. Ils doivent devenir plus durs, ne pas plier devant les difficultés<sup>885</sup>. Fujiwara Tei parle de « son âme devenue masculine » (私の男性化して来た心)<sup>886</sup> : elle ne peut rester femme dans les moments les plus difficiles, car il lui faut la force d'un homme. Pendant une longue marche de nuit dans la montagne vers le trente-huitième parallèle, elle observe aussi ce changement de

---

<sup>885</sup> Parfois, les transformations que subissent les rapatriés peuvent être beaucoup moins dramatiques. Il peut même s'agir de transformations positives : recevoir, par exemple, un pouvoir de voyant. Dans les camps, les réfugiés occupent souvent des professions temporaires, pour améliorer leur vie quotidienne. Si la plupart de ces professions sont très ordinaires (vendeur, prêteur sur gages...), il existe une option plus originale : devenir *kokkuri-san* (狐狗狸さん) c'est-à-dire médium, ou devin (le terme vient d'un type de divination à partir d'une planchette où figurent des caractères, sur le même principe que le Ouija occidental). Yasui Tomoko devient *kokkuri-san*, et aide à plusieurs reprises ses compagnons par ses prédictions. Nombre d'autres récits mentionnent ces devins. On leur demande de lever l'incertitude qui pèse sur les réfugiés : comment se porte un mari, un frère, que se passe-t-il au Japon, comment et surtout quand pourront-ils rentrer. C'est une autre expression de l'acharnement des rapatriés : reprendre, de façon symbolique, un contrôle sur un destin qui les écrase.

(Yasui, Tomoko 安居侑子, *Hitosuji Ni Hoshi Wa Nagarete: Manshū Hikiage--Haha No Shuki* ひとすじに星は流れて : 満州引揚げ--母の手記, série sensō no shōgen 戦争の証言 (témoignages de la guerre) n°8, Tōkyō : Taihei Shuppansha 太平出版社, 1972, p. 54, 178; 179 ; Sōka gakkai seinenbu hansen shuppan linkai 創価学会青年部反戦出版委員会編創価学会青年部, *Shisen kara no tōhikō : Shiberia, chūgoku tairiku hikiage kiroku* 死線からの逃避行 : シベリア・中国大陸引揚げ記録 (Déchapper de la ligne de la mort : les rapatriements de Sibérie et du continent chinois), Tōkyō : Daisan Bunmeisha 第三文明社, 1981, p. 52.)

<sup>886</sup> Fujiwara, Tei 藤原てい, *Nagareru hoshi wa ikiteiru* 流れる星は生きている (les étoiles filantes sont vivantes), Tōkyō : Chūōkōronsha, Tōkyō : Chūōkōronsha, 中央公論社 collection Chūkō bunko 中公文庫, 1976 (14e réimpression, 2010), p. 203.

genre chez l'une de ses compagnes, qui au départ était une femme douce parlant de façon très féminine.

「見ろ！正彦ちゃんは黙って歩いているじゃあないか！」  
崎山さんも男の言葉を使っていた<sup>887</sup>.

*Même Miyayama parlait comme un homme : « Regarde ! Masahiko, lui, il marche en silence ! »*

Ce durcissement étant nécessaire à la survie, Fujiwara s'interdit toute forme de sensiblerie, sinon de sentiment. Par exemple, quand elle s'adresse à une femme qui vient de perdre son enfant et qui s'est effondrée, mettant tout le groupe en danger, elle lui dit :

「死んだ子供なんかどうにもならないじゃないの、あきらめなさい、  
しっかりしなけりゃあなたも死んでしまうよ」  
わたしは犬の子でも死んだように冷たくその女に言ってやった<sup>888</sup>.

*« Tu n'y peux plus rien, il est mort, ton enfant ! Arrête ça ! Si tu ne te reprends pas, toi aussi tu vas mourir ! », lui dis-je d'un ton froid, comme si ce n'était qu'un petit chiot qui venait de mourir.*

---

<sup>887</sup> Fujiwara, Tei 藤原てい, *Nagareru hoshi wa ikiteiru* 流れる星は生きている (les étoiles filantes sont vivantes), Tōkyō : Chūōkōronsha, Tōkyō : Chūōkōronsha, 中央公論社 collection Chūkō bunko 中公文庫, 1976 (14e réimpression, 2010), p. 234.

<sup>888</sup> Fujiwara, Tei 藤原てい, *Nagareru hoshi wa ikiteiru* 流れる星は生きている (les étoiles filantes sont vivantes), Tōkyō : Chūōkōronsha, Tōkyō : Chūōkōronsha, 中央公論社 collection Chūkō bunko 中公文庫, 1976 (14e réimpression, 2010), p. 205-206.

Cependant, elle raconte cet épisode avec une grande lucidité et porte un regard profondément critique sur le monstre qu'elle est malgré elle devenue. Du reste, elle n'est pas la seule à avoir subi cette transformation de sorte qu'elle devient elle aussi la cible de la cruauté et de l'insensibilité des autres. Plus loin dans le texte, elle reçoit après de longs mois sans nouvelles une précieuse lettre, qu'elle lit en pleurant. Or les lettres sont des objets dangereux : si des soldats soviétiques trouvent des Japonais en possession de courrier, ils peuvent accuser le groupe entier d'espionnage. Un Japonais s'adresse à Fujiwara :

「おい、そこの女の人、なぜ早く手紙を破らないのか、きみのような女がいるから日本は負けたんだぞ、なにをぐずぐずしているんだ、早く捨てないか、それでも日本人の女か」<sup>889</sup>.

*« Hé, toi, la femme là-bas, pourquoi n'est-tu pas en train de déchirer cette lettre ? C'est à cause de femmes comme toi que le Japon a perdu la guerre ! Mais qu'est ce que tu fiches à trainer comme ça ? Tu vas la jeter tout de suite ! Et ça se dit japonaise... »*

Cette dureté et cet égoïsme ne sont pourtant pas l'objet de trop fortes critiques de la part des auteurs. Au contraire, ceux-ci expliquent souvent que ce sont des conséquences inévitables des situations où les protagonistes se trouvent. Yasui Tomoko, par exemple, témoigne une profonde compassion envers ces travers humains. Elle est au chevet de son amie K., qui est en train de mourir de typhus. Malgré les risques de contagion, K. supplie Tomoko de rester à ses côtés. K. ne veut surtout pas rester seule et Oto et N., les voisins, refusent catégoriquement de s'occuper d'elle.

---

<sup>889</sup> Fujiwara, Tei 藤原てい, *Nagareru hoshi wa ikiteiru* 流れる星は生きている (les étoiles filantes sont vivantes), Tōkyō : Chūōkōronsha, Tōkyō : Chūōkōronsha, 中央公論社 collection Chūkō bunko 中公文庫, 1976 (14e réimpression, 2010), p. 196.



音さんと同居の N さんは、チフスを恐れて近ようともしません。この人たちの薄情さが恨めしくなりません。音さんはわたしに子どもがあることを心配されてか、帰れ帰れといわれ、子どものない K さんに付き添ってほしいと、しきりに訴えられました。

しかし、「日本まで帰るまでは、絶対に死んではならない」。これがわたしたちの最大の祈りであり願いであれば、N さんや K さんを、だれが責めることができます。これが当然の人情といわなければなりません<sup>890</sup>。

*Oto vivait avec N. qui avait peur du typhus et ne voulait même pas s'approcher [de K]. Mais je ne ressentais pas de haine devant sa froideur ou celle des autres. Oto s'inquiétait, parce que j'avais des enfants, et me disait « rentre chez toi ! rentre chez toi ! » Il me suppliait incessamment d'abandonner K., qui n'avait pas d'enfant.*

*« Je ne mourrai jamais avant d'être rentrée. » Voilà ce que je souhaitais de tout mon cœur, ma prière la plus chère. Alors comment aurais-je pu, comment quiconque aurait-il pu condamner N. ou K. ? Ce n'est que la nature humaine.*

Chacun voulant survivre, ces volontés en concurrence les unes contre les autres pour de maigres ressources peuvent mener au conflit ou à une brisure dans le groupe. C'est à ce propos qu'on peut souvent lire les passages les plus noirs dans les récits de rapatriés. Le groupe ne parvient plus à fonctionner et la solidarité s'effondre totalement, pour laisser place au chacun-pour-soi. La société qui s'était reformée un temps dans l'adversité a perdu son utilité protectrice, il n'existe plus de consensus quant à la meilleure conduite à tenir pour subsister. Dans le livre de Fujiwara, cette situation se reproduit à plusieurs reprises, mais la scène de ce genre la plus mémorable est la scission du groupe dont elle fait partie : les rescapés de l'observatoire météorologique où travaillait son mari. Une partie du groupe, dont Fujiwara, veut rester dans la ville de Corée du Nord où ils sont installés, tandis que l'autre veut tenter de rejoindre le Sud.

---

<sup>890</sup> Yasui, Tomoko 安居倭子, *Hitosuji Ni Hoshi Wa Nagarete: Manshū Hikiage--Haha No Shuki* ひとすじに星は流れて：満州引揚げ--母の手記, série sensō no shōgen 戦争の証言 (témoignages de la guerre) n°8, Tōkyō: Taihei Shuppansha 太平出版社, 1972, p.48.

一年間助けたり助けられたりして苦勞をともにして来た私たちの勸象台疎団体は、目の前で二つに分裂して涙もなく、挨拶もなく、出て行くものはことさらにつんとして、送るものは出来るだけ非難と侮蔑の目をもって送ってやった<sup>891</sup>.

*Le petit groupe de rescapés de l'observatoire météorologique était en train de se séparer en deux sous mes yeux. Et pourtant, pendant un an nous avons traversé toutes les difficultés ensembles, nous nous étions entraïdés. Sans une larme, sans la moindre formule de politesse, ceux qui partaient nous quittaient hautains, ceux qui restaient les regardaient partir avec des regards de reproche et de mépris.*

Les anciens alliés sont devenus des ennemis et les compatriotes sont désormais des étrangers. Les rapatriés sont transformés par leur expérience, et c'est changés qu'ils rentreront au Japon. Toutefois, cette transformation n'est pas entièrement négative. Les témoignages peuvent présenter la dureté du comportement des rapatriés pendant leur retour tout en l'excusant par les circonstances. Dans le Japon de l'occupation, aux prises avec la famine et la pauvreté, tous les Japonais doivent à des degrés divers affronter en effet les mêmes questions morales et souvent faire passer la survie avant l'humanité<sup>892</sup>. Une expression d'après-guerre caractérise cet esprit : une « mentalité de rapatriés » (*hikiagesha seishin* 引揚げ者精神), c'est-à-dire un acharnement, une ténacité profonde à laquelle sont

---

<sup>891</sup> Fujiwara, Tei 藤原てい, *Nagareru hoshi wa ikiteiru* 流れる星は生きている (les étoiles filantes sont vivantes), Tōkyō : Chūōkōronsha, Tōkyō : Chūōkōronsha, 中央公論社 collection Chūkō bunko 中公文庫, 1976 (14e réimpression, 2010), p. 189.

<sup>892</sup> Le traitement des enfants des rues orphelins ou séparés de leurs parents au Japon après la défaite est un exemple de cette dureté qui caractérise une partie du comportement du peuple japonais juste après la défaite. En février 1948, il y a toujours 123 510 enfants seuls sans-abri dans les rues du Japon. Même à l'époque, des auteurs japonais s'interrogent sur le manque de compassion dont on fait preuve à leur égard. Dower, John W, *Embracing Defeat – Japan in the wake of World War II*, New York: W.W. Norton & Company / The New Press, 1999, p. 62.

associées des valeurs positives comme le courage et la débrouillardise, mais aussi l'égoïsme nécessaire pour se préserver<sup>893</sup>.

### *La littérature du rapatriement en opposition avec les témoignages*

Les *hikiagemono* ont tendance à présenter une lecture unique des rapatriements, lecture qui tend à faire entrer les rapatriés dans un cadre acceptable compatible avec le discours d'après-guerre sur le colonialisme et sur la guerre. Ils ne contiennent donc pas d'accusation contre l'impérialisme, qui est occulté, et tendent à renforcer l'appartenance des rapatriés au groupe plus large des Japonais. Pourtant, une autre lecture de la même expérience est possible, qui serait en totale dissonance avec le discours officiel de l'immédiat l'après-guerre. Ce n'est pas dans les *hikiagemono* ou témoignages qu'il faut la chercher, mais dans la littérature sur le rapatriement, la *hikiagebungaku*.

Nombre d'auteurs de premier rang se sont penchés sur la question des rapatriements. Il serait difficile de dresser un panorama complet de la production proprement littéraire sur la question, mais il existe un consensus assez bien défini sur la question de savoir qui sont les auteurs incontournables du rapatriement. Quatre noms reviennent toujours chaque fois que

---

<sup>893</sup> Tamanoi, Mariko, *Memory Maps: the State and Manchuria in Postwar Japan*, Honolulu : University of Hawai'i Press, 2009 p. 80.

ce type de littérature est évoqué<sup>894</sup> : Gomikawa Junpei<sup>895</sup>, Miki Taku<sup>896</sup>, Murakami Haruki<sup>897</sup> et surtout Abe Kōbō<sup>898</sup>. Il serait bien sûr possible d'en évoquer d'autres, tant le thème est courant dans l'après-guerre, mais on peut à partir de ces quatre exemples incontestables

---

<sup>894</sup> C'est ceux indiqués par Mariko tamanoi, citée plus haut, mais aussi par beaucoup d'autres : Park Yu-ha 朴裕河, « hikiage bungaku ni mimi o katamukeru » 引揚文学に耳を傾ける (tendre l'oreille vers la littérature du rapatriement,) *Ritsumei-kan gengo bunka kenkyū* 立命館言語文化研究 vol.24 n°4, 2013, pp. 115-136 ; Park Yu-ha 朴裕河, « hikiage bungaku-ron yosetsu : hikiagebungaku no wasuremono » 引揚文学論序説-戦後文学のわすれもの (prélude à la question de la littérature du rapatriement : les oubliés de la littérature d'après-guerre), *Nihon gakuhō* 日本學報, n°81, 2012, pp. 211-131 ; Abe, Yasunari 阿部安成 Katō, Kiyofumi 加藤聖文. "Hikiage" toiu rekishi no toikata 「引揚げ」という歴史の問い方(下)(comment réexaminer les "rapatriements" dans l'histoire II)., *Hikone ronsō* 彦根論争 n° 349, 2004 pp. 51-68 ; Honda, Yasuharu 本田靖春. "Nihon no 'Kamyū' tachi: 'hikiage taiken' kara sakkatachi wa umareta" 日本の「カミュ」たち：「引揚げ体験」から作家たちは生まれた (les Camus japonais : les écrivains nés de l'expérience du rapatriement.) *Shokun* 諸君 7 (1979,) pp. 198-225; Takahashi Saburō 高橋三郎. « *Senki mono* » o yomu : *sensō taiken to sengo nihon shakai* 「戦記もの」を読む：戦争体験と戦後日本社会 (lire les « récits de guerre » : l'expérience de la guerre et le Japon d'après-guerre.) Kyōto : Academia shuppankai アカデミア出版会, 1988, 211 p.

<sup>895</sup> Gomikawa Junpei 五味川純平 (1916–1995) est surtout connu pour son roman *La condition de l'homme* (人間の条件 *Ningen no Jōken*) décrit plus loin, qui reste un best-seller. Il a reçu le prix Kikuchi Kan (菊池寛賞 Kikuchi Kan shō) en 1978 pour l'ensemble de son oeuvre. Né en Mandchourie, il devient soldats, est capturé par l'armée rouge. Après quelques années dans un camp de travail soviétiques, il est rapatrié en 1948.

<sup>896</sup> Miki Taku 三木卓 (1935-), de son vrai nom Tomita Miki 富田三樹, est né à Tōkyō et a grandi au Mandchoukouo. Il rentre au Japon en 1946, mais son expérience du rapatriement est terriblement douloureuse : il perd ses grands-parents qui meurent tous deux en chemin. Diplômé en 1959 de littérature russe de l'université Waseda, il publie le recueil de poésie *Tōkyō gozen sanji* (3 AM à Tōkyō, 1966), le récit fantastique pour enfant *Horobita kuni no tabi* (« Voyages dans un pays ruiné », 1969) et *Hogeki no ato de* (« Après le bombardement », 1973), qui contient le récit « Hiwa » (鶺鴒, pinson), prix Akutagawa en 1973. En 2007, il est nommé à l'Académie japonaise des arts (日本芸術院会 *Nihon geijutsu inkai*.)

<sup>897</sup> Murakami Haruki (村上春樹 (1949 -). Jouissant d'une reconnaissance internationale éblouissante, il récemment été pressenti comme candidat pour le prix Nobel de littérature.

<sup>898</sup> Abe Kōbō 安部公房, pseudonyme de Abe Kimifusa 安部公房 (mêmes caractères avec une lecture différente), 1924-1993, est né à Tōkyō mais a passé son enfance en Mandchourie. Souvent comparé à Kafka pour son utilisation du surréalisme, il a gagné un grand nombre de prix, dont le Prix Akutagawa en 1951 pour son premier roman, *Les murs* (壁 *Kabe*) et le Prix du meilleur livre étranger en France en 1962 pour *La Femme des Sables* (Suna no onna 砂の女.)

Abe est l'un des plus grands auteurs de l'après-guerre, et l'appareil critique sur son œuvre est extrêmement fourni. Pour une liste récente, voir Brock, Julie, « Bio -bibliographie d'Abe Kōbō », 京都工芸繊維大学 *Bulletin of Kyōtō institute of technology*, vol. 3, juillet 2009 (pp. 69-108), p. 102-108. En Français, on peut citer tout le travail de Julie Broc, mais aussi Bret, Corinne, « Abe Kōbō - Une maladie nommée santé », *L'autre Journal*, propos recueillis par Corinne Bret, trad. M. Tahashi et C. Bret, Paris, 1986, « La dernière disquette d'Abe Kōbō », *Libération*, Propos recueillis par Corinne Bret, Paris, 1985 ; Sieffert, René, « Le nouveau printemps de la littérature japonaise », *Réalités*, Paris, janvier 1965 ; Tessier, Max - « Abe Kōbō », *Littérature et cinéma*, Paris, éd. Centre Beaubourg, 1987.

dégager certaines caractéristiques qui différencient la littérature proprement dite des témoignages.

À part Murakami, né en 1949, tous ces auteurs ont vécu le rapatriement sous une forme ou sous une autre et ont produit des œuvres qui traitent explicitement du retour de Mandchourie. Murakami, lui, a utilisé la période coloniale en Mandchourie dans plusieurs de ses œuvres, en particulier l'une des plus connues, *Chronique de l'oiseau à ressort*<sup>899</sup> (1994-1995). La caractéristique principale de ces auteurs lorsqu'ils évoquent le rapatriement est leur lecture extrêmement critique de l'impérialisme japonais et de la responsabilité du Japon dans la guerre. Le rapatriement, qui ne constitue en général qu'une petite portion de l'histoire, sert surtout de décor permettant à l'auteur de montrer la futilité, la brutalité et l'injustice de l'entreprise coloniale.

*La Condition de l'homme*<sup>900</sup> de Gomikawa Junpei est une œuvre monumentale, principalement connue en dehors du Japon grâce au film du même nom qu'en a tiré le célèbre réalisateur Kobayashi Masaki<sup>901</sup>. Le protagoniste, Kaji 梶, est un pacifiste et un socialiste convaincu, opprimé par le régime japonais, puis par les envahisseurs soviétiques. Parti au Mandchoukouo, Kaji doit diriger un groupe d'ouvriers chinois, travailleurs forcés dans une

---

<sup>899</sup> Murakami Haruki 村上春樹, *Nejimakidakidori kuronikuru* ねじまき鳥クロニクル (*Chroniques de l'oiseau à ressort*), Tōkyō : Shinshōsha 新潮社, en trois volumes : vol. 1 1994, 308 p. ; vol. 2 1994 308 p., et Vol. 3 1995 492 p. Traduit en français par Atlan, Corrine et Chesneau, Karine, Paris : Seuil, 2001, 741 p.

<sup>900</sup> Gomikawa Junpei 五味川純平, *Ningen no jōken* 人間の條件 (La condition de l'homme,) Tōkyō San.ichi shobō 三一新書房, six volumes, 1956 – 58, nouvelle édition 1974. La première partie a récemment été rééditée sous le nom *Ningen no jōken I* 人間の條件・上, collection Iwanami gendai bunko, Tōkyō : Iwanamishoten 岩波書店, 2005, 584 p.

<sup>901</sup> Kobayashi Masaki 小林正樹 (1916 - 1996) a d'ailleurs lui aussi vécu en Mandchourie. Mobilisé début 1942, il passe deux ans en Mandchourie avant d'être envoyé à Okinawa, où il est fait prisonnier par les Américains et interné jusqu'à la fin de la guerre. Il a aussi réalisé en 1953 un film adapté d'une pièce d'Abe Kōbō, *Une pièce aux murs épais* (壁あつき部屋 Kabe atsuki heya) sur les crimes de guerre du Japon, qui n'est sorti qu'en 1956. Le film de *La condition de l'homme*, sorti entre 1959 et 1961, est presque grandiose à la photographie superbe. Divisé en trois parties qui durent chacune plus de trois heures, il a connu un très grand succès et est toujours très favorablement considéré par la critique.

mine japonaise. Torturé par ses idéaux humanistes, il devient une force de contestation dans le camp et s'oppose aux autorités japonaises. Parce qu'il a protégé des travailleurs chinois d'une punition injuste, ses supérieurs lui suppriment son exemption de mobilisation : ils veulent se débarrasser de lui en l'envoyant au combat. Au moment de la chute de l'armée du Kwantung, Kaji est capturé par les Soviétiques. La violence dont il est alors victime renvoie à celle perpétrée contre les Chinois dans la première partie, selon une dialectique oppresseur/oppresé qui forme le thème principal de l'œuvre. Le livre se termine alors que Kaji, qui s'est enfui du camp soviétique, traverse la Chine pendant un hiver glacial, rejeté par les Chinois pour qui il n'est plus qu'un « diable de Japonais ». Cet ouvrage est une critique acerbe du régime impérialiste, dans lequel l'homme perd jusqu'à la condition qui fait de lui un être humain.

La même critique sous-tend *Voyage dans un pays dévasté*<sup>902</sup> de Miki Taku. Il s'agit toutefois d'une œuvre d'une tout autre nature : c'est un roman d'apprentissage, destiné aux enfants, donc volontairement écrit de façon assez simple. Le livre se veut didactique : l'auteur veut faire sentir à son jeune lectorat toute l'horreur de cette période. Les personnages sont manichéens et le propos manque de nuances. C'est une accusation sans appel contre le Japon de l'époque de la guerre. Le héros, qui porte le même nom que l'auteur, est un jeune homme un peu perdu, qui vient d'échouer à l'examen d'entrée à l'université en 1969. Par magie, il se retrouve transporté dans la Mandchourie de la fin de la guerre et doit trouver un moyen d'en rentrer. Chemin faisant, il est témoin de la discrimination dont font preuve les Japonais envers les autres peuples et de la violence de la colonisation. Miki décrit le Mandchoukouo comme

---

<sup>902</sup> Miki Taku 三木卓, *Horobita kuni no tabi ほろびた国の旅* (voyage dans un pays dévasté), Tōkyō : Kōdansha 講談社, 2009, 230 p. (première édition 1969)

une société profondément malade, meurtrie par les divisions imposées par l'impérialisme brutal du Japon.

Bien que *La Chronique de l'oiseau à ressort* de Murakami Haruki ne diffère pas fondamentalement de ses romans précédents (dits « romans américains »), il y explore un nouvel aspect, plus sombre, de la société japonaise. C'est le premier de ses romans à s'inscrire explicitement dans l'histoire du Japon<sup>903</sup>. Deux des personnages ont vécu la période de la guerre et reviennent de Mandchourie. Akasaka Nutmeg 赤坂ナツメグ, voisine énigmatique du narrateur, lui raconte le massacre des animaux du zoo de Shinkyō par des soldats japonais. Puisqu'ils ne peuvent plus être nourris, les animaux doivent être détruits, ce qui est fait avec maladresse et désarroi par les soldats japonais qui ont l'ordre d'économiser autant que possible leurs balles. Ce massacre est un symbole de la futilité de l'entreprise japonaise en Mandchourie : finalement, tout se termine de façon sordide et sanglante. Nutmeg est reliée par son expérience de la guerre à un autre personnage, le lieutenant Mamiya 間宮中尉, qui est lui aussi un rescapé de Mandchourie. Il est resté à jamais traumatisé par les atrocités qu'il a vu commettre lors des campagnes japonaises contre l'URSS à la fin des années 1930, en particulier lors de la bataille de Nomonhan. Le petit groupe de soldats dont il faisait partie a été massacré par des soldats soviétiques. Mamiya a échappé à la mort, mais il est perdu sans le moindre repère au nord de la Mandchourie et il erre, pour enfin trouver refuge au fond d'un puits asséché, comme le narrateur le fera à plusieurs reprises au cours du roman.

---

<sup>903</sup> Fisher, Susan, « An Allegory of Return: Murakami Haruki's *The Wind-up Bird Chronicle* », *Comparative Literature Studies*, 2000, vol. 37, n°2, p. 155.

L'œuvre la plus remarquable de la littérature du rapatriement est certainement *Les bêtes sauvages filent vers leur pays natal* d'Abe Kōbō. Bien qu'il s'agisse d'un roman mineur de cet auteur, par ses thèmes et ses interrogations, c'est l'une des représentations les plus complexes et les plus abouties du rapatriement d'un sujet japonais né aux colonies.

Abe Kōbō est souvent comparé à Camus, à qui il ressemble à la fois par son parcours personnel (Abe est lui aussi un rapatrié, même s'il n'est pas comme Camus né dans une colonie) et par ses procédés narratifs. C'est d'ailleurs une influence qu'il a maintes fois revendiquée<sup>904</sup>. Comme Camus, Abe s'engage politiquement. C'est en 1957, alors qu'il est un membre actif du Parti communiste et déjà extrêmement reconnu comme auteur (prix Akutagawa en 1951) qu'il publie *Les bêtes sauvages filent vers leur pays natal*<sup>905</sup>. C'est une œuvre particulière dans la production d'Abe : elle repose sur des éléments essentiellement autobiographiques, ce qui est très rare, et bien qu'il inclue les éléments surréalistes qui sont la marque de son travail, il s'affranchit de certaines des conventions qu'il utilise souvent (en particulier, le héros a un nom). Abe s'appuie sur son expérience personnelle de la défaite, même si la trame du roman diffère de sa propre vie<sup>906</sup>.

---

<sup>904</sup> Honda, Yasuharu 本田靖春, « Nihon no 'Kamyu' tachi: 'hikiage taiken' kara sakkatachi wa umareta » 日本の「カミュ」たち：「引揚げ体験」から作家たちは生まれた (les Camus japonais : les écrivains nés de l'expérience du rapatriement), *Shokun* 諸君, n°7, 1979, pp. 198-225.

<sup>905</sup> *Kemonotachi wa kokyō wo mezasu* けものたちは故郷をめざす (Les bêtes sauvages filent vers leur pays natal). Le texte est d'abord publié dans la revue *Gunzō*, 群像, volumes 12, n°1-4, pp. 14-44, 53-82, 97-130, 140-169, puis édité en volume unique, Tōkyō : Kōdansha 講談社、1957, 250 p ; en poche Tōkyō : Shinchōsha 新潮社, 1970, 249 p.

<sup>906</sup> Abe est parti très jeune avec ses parents à Mukden où il a passé la plus grande partie de son enfance. Il rentre en métropole en 1941, pour faire ses études, et entre à la faculté de médecine de l'Université Impériale de Tōkyō en 1943. Il décide fin 1944 de rentrer avec un ami à Mukden en passant par la Corée (voir la pièce *Seifuku* 制服 (Uniformes) 1954, autre œuvre autobiographique), en toute illégalité, et avec de faux papiers. Il voit la ville tomber lors de l'invasion soviétique d'août 1945 (il a 21 ans), et vivra lui-même la pauvreté et la faim de la déroute. Il embarque sur un navire de rapatriement en septembre



Le héros, Hisaki Kyūzō 久木久三, Japonais né et élevé en Mandchourie, cherche après la défaite à regagner un Japon qu'il n'a jamais connu. Le roman est construit autour de la quête de l'identité, liée inextricablement à ce Japon dont Kyūzō possède une image floue : c'est une vision imaginaire qu'il a construite à partir d'images de cerisiers en fleur, de vues du mont Fuji et de l'idée qu'on lui a transmise d'un peuple idéal et industriel. En réalité, en inventant lui-même de toute pièce son pays natal, Kyūzō a construit son identité sur des sables mouvants, et c'est ce qui le conduira à perdre même son identité.

L'intrigue suit le voyage de Kyūzō, qui tente de rentrer au Japon deux ans après la fin de la guerre. Il traverse les plaines de Mandchourie avec un trafiquant de drogue chinois, Kō 高, compagnon de voyage qui deviendra un élément central. Kō n'a pas de pays : il se situe dans les marges, dans un vide liminal entre les nations, un espace que représente également la plaine infinie que les deux hommes doivent traverser. C'est un lieu sans définition, sans limites claires, où Kō est dans son élément, mais où Kyūzō souffre. Finalement, ce dernier parvient presque à son but : il embarque pour le Japon sur un bateau appartenant à des contrebandiers et se trouve juste au large des côtes japonaise. Mais les contrebandiers refusent de le laisser débarquer. Il restera à jamais enfermé dans un interstice entre les nations, tout près d'un Japon qu'il ne pourra jamais toucher du doigt :

ちくしょう、まるで同じところをぐるぐるまわっているみたいだな・・・・・・・・・・いくら行っても、一步も荒野から抜けだせない・・・・・・・・・・もしかすると、日本なんてどこにもないのかもしれないな・・・・・・・・・・おれが歩くと、荒野も一緒に歩きだす。日本はどんどん逃げていってしまうのだ・・・・・・・・・・[...]

「アー、アー、アー。」と高が馬鹿のようにだらしく笑いだし た・・・・・・・・・・そうだな、もしかすると、おれははじめから道をまちがえていたのかもしれないな・・・・・・・・・・「戦争だぞ、アー、アー、戦争だぞ、アー。私は主席大統領なんだぞ、アー。」・・・・・・・・・・きっとおれは、出発したときから、反対にむかつ

---

1946, puis arrive au Japon à Sasebo après avoir subi une longue quarantaine due à une épidémie de choléra sur son navire.

て歩きだしてしまっていたのだろう・・・たぶんそのせいで、まだこんなふうにして、荒野の中を迷いつづけていなければならないのだ・・・

だが突然、彼はこぶしを振りかざし、そのベンガラ色の鉄肌を打ちはじめ・・・けものになって、吠えながら、手の皮がむけて血がにじむのにもかまわずに、根かぎり打ちすえる<sup>907</sup>。

*Et merde, c'est comme si je tournais en rond, toujours au même endroit... où que j'aïlle, je ne peux pas faire un pas hors de ce désert... si ça ce trouve, il n'y a même pas de Japon... lorsque je marche, la plaine avance en même temps que moi... le Japon s'éloigne au fur et à mesure... [...]*

*« Ah, ah, ah », riait Kō d'un air sordide, comme un imbécile. ... En fait, si ça ce trouve, je me trompe de chemin depuis le début... « C'est ça la guerre, ah, ah, c'est ça la guerre, ah ! »... Je suis sûr, je vais dans la mauvaise direction depuis mon départ... c'est sûrement pour ça que je me retrouve à errer comme ça...*

*Mais d'un seul coup, il brandit le poing, et se mit à frapper la plaque en métal rouge... devenu une bête, hurlant à la mort, il frappa, frappa de toutes ses forces, insensible au sang qui recouvrait la peau de ses mains.*

Le Japon lui-même a disparu dans la tourmente, comme si, pour Kyūzō, il ne s'était jamais agi que d'une illusion qu'il s'était créée pour s'en faire une identité. Perdu entre deux territoires, il n'est ni japonais ni chinois, mais un simple animal blessé qui cherche à rentrer chez lui.

Cette lecture des problématiques du rapatriement est riche de sens. Les rapatriés sont tous confrontés à ce problème d'identité, *a fortiori* ceux qui sont nés et ont été élevés dans les colonies. Le Japon où ils « rentrent », certains pour la première fois, n'est-il pas aussi illusoire que celui de Kyūzō ? Pourtant, la question de la perte de l'identité est absente des témoignages écrits par les rapatriés. Peut-être justement parce que leur réintégration a été difficile et qu'ils ont été la cible de discriminations, ils ne mettent pas en doute leur identité dans leurs écrits, mais se définissent clairement comme Japonais.

---

<sup>907</sup> *Abekōbō zenshū* 安部公房全集 6 1956.3-1957.1, (Œuvres complètes d'Abe Kōbō, volume 6, mars 1956 à janvier 1957,) Tōkyō : Shinchōsha 新潮社, 1998, p. 451, (481 p.)



Les étoiles filantes sont vivantes : *un récit normatif* ?

C'est donc une vision particulièrement consensuelle du rapatriement qu'on peut lire dans les témoignages, et ce, dès la publication de l'œuvre de Fujiwara Tei. On ne doit d'ailleurs pas sous-estimer son influence sur les témoignages qui ont suivi ou sur la formation de la mémoire des rapatriés. Son succès en a fait un modèle pour les autres auteurs de *hikiagemono*, à tel point que ce le livre semble être une matrice qui a formaté Ceux qui ont suivi. Pourtant, la réalité est peut-être autre : ce ne sont pas les autres récits qui se plient au moule de celui de Fujiwara, mais *Les étoiles filantes sont vivantes* qui se plie si bien aux exigences de l'après-guerre qu'il entre parfaitement dans les cadres du discours officiel.

Le succès immédiat du livre de Fujiwara Tei lors de sa parution s'explique par le fait que le rapatrié y est présenté sous son jour le plus acceptable. La faim, la maladie, la détention dans les camps de réfugiés y fonctionnent comme des écrans qui occultent la mémoire de l'impérialisme et la conscience de l'agression commise contre les colonies. Récit de pure souffrance, il ne suppose aucune culpabilité de la part du protagoniste. La noirceur cache en réalité une note triomphale : le personnage principal réussit à survivre aux difficultés, elle se bat contre les éléments et surtout les autres Japonais, qui sont finalement ses principaux ennemis. Elle réussit à ramener ses enfants au Japon en vie, grâce à ses qualités de courage, de persévérance, mais aussi à sa dureté. Elle est forte, individualiste, à la limite de l'égoïsme, prête à tout pour sa survie et celle de ses enfants. Victime, innocent, trompé par l'État, mais survivant malgré tout, le rapatrié dont elle dresse le portrait n'est ainsi pas si différent des Japonais de métropole. Bien des Japonais peuvent s'y reconnaître dans les années difficiles

d'après la défaite, mêmes s'ils n'ont pas traversé les mêmes péripéties. Ils en ont subi d'autres, comme les bombardements, la conscription ou la famine. Réduit à sa plus simple expression, c'est fondamentalement un drame humain universel qui est mis en scène, celui d'une femme cherchant à protéger ses enfants. Le contexte historique n'est qu'un arrière plan.

Il ne s'agit pas ici de douter de l'authenticité des souvenirs de Fujiwara ni de prétendre qu'elle déforme volontairement son récit pour le rendre plus acceptable. Il faut accepter son récit tel quel, comme la façon dont elle a vécu le rapatriement et en tout cas dont elle l'a pensé. Comme l'indique Philippe Lejeune dans *Le Pacte autobiographique*, la véracité de l'autobiographie ne signifie pas une fidélité absolue au modèle, c'est-à-dire au réel auquel le récit prétend ressembler : « Le fait que nous jugions que la ressemblance n'est pas obtenue est accessoire à partir du moment où nous sommes sûrs qu'elle a été visée<sup>908</sup> », écrit-il. La lecture que Fujiwara fait de ses expériences est certainement faussée, mais elle est sincère. Le contexte de l'écriture est là aussi essentiel. L'autobiographie a cela de particulier que le sujet et l'auteur sont identiques, mais sont séparés par le temps : ce ne sont plus la même personne. Il est vrai que Fujiwara, contrairement à beaucoup d'autre rapatriés, écrit très rapidement après son retour au Japon, mais elle n'est déjà plus la réfugiée aux abois qu'elle décrit, elle est rentrée dans la société japonaise, et c'est de ce point de vue qu'elle raconte son expérience. On ne peut donc s'étonner qu'elle écrive ses souvenirs à travers le prisme du discours dominant de son époque, qui escamote la responsabilité coloniale. Le succès de son œuvre est d'ailleurs certainement dû à la justesse et à l'habileté avec laquelle elle applique ce filtre.

---

<sup>908</sup> Lejeune, Philippe, *Le pacte autobiographique, nouvelle édition augmentée*, collection Points : essais Paris : Editions du Seuil, 1975, 1996, 384 p.

La mémoire des *hikiagesha* telle qu'elle existe aujourd'hui est le résultat d'un dialogue entre un discours officiel sur la guerre, resté relativement constant depuis la défaite, et un récit émanant du groupe lui-même, qu'on peut lire dans les témoignages et les textes publiés par les rapatriés. De cette interaction est né un discours relativement consensuel, qui a été entretenu par l'État. La seule zone de friction entre le discours de l'État et celui des rapatriés se situe au niveau des réparations : l'État cherche à clore le problème, à le présenter comme réglé, alors que les rapatriés restent malgré tout un groupe qui a de nombreuses revendications à faire valoir. Lorsque l'État est maître des lieux où se fait la mémoire, il tend à effacer ces problématiques. C'est ce qui s'est passé au *Heiwa kinen kan*, quand la question des pensions des anciens combattants est passée au second plan dans la scénographie de l'exposition.

Les récits produits par les rapatriés se plient souvent aux impératifs du discours dominant. Les questions portant sur la responsabilité de l'État, sur la colonisation et sur l'identité particulière de ceux qui ont vécu dans les colonies sont souvent occultées, laissant la place à des récits remarquablement uniformes, essentiellement faits de péripéties douloureuses et de courage dans l'adversité. Quant aux œuvres littéraires sur le rapatriement, elles ne présentent pas du tout les mêmes thèmes. Au contraire, les péripéties du rapatriement ne sont souvent que l'arrière-plan de récits qui au contraire attaquent le régime colonial et dénoncent les abus dont les Japonais ont été coupables.

Or, cette littérature, pour célèbre qu'elle soit, n'est pas l'interprétation retenue par la mémoire collective japonaise. En 2012, la principale chaîne de télévision japonaise, la NHK, a consacré une série aux rapatriés, intitulée *Kaitakusha tachi*, 開拓者たち (Les pionniers.)

Certes, elle s'attache à décrire les conditions de vie en Mandchourie de manière réaliste : le mari de l'héroïne, par exemple, s'indigne de voir des Chinois être brimés par des Japonais. Malgré tout, c'est l'expérience du retour, où l'héroïne rencontre toutes les difficultés qu'on trouve à foison dans les récits des rapatriés qui domine : le rapatrié comme victime, la souffrance lavant les injustices dont il a pu être coupable pendant la période coloniale.





## Annexe 1

### Principaux décrets et lois au sujet des rapatriés

#### Lois en vigueur :

引揚者等に対する特別交付金の支給に関する法律（昭和 42 年 8 月 1 日法律第 114 号）

Loi sur le paiement d'une subvention spéciale pour les rapatriés (loi numéro 114 du 1<sup>er</sup> août 1967)

未帰還者に関する特別措置法 (昭和 34 年 3 月 3 日法律第 7 号)

Loi sur les mesures spéciales au sujets de personnes non rapatriées (Mo

引揚者給付金等支給法（昭和 32 年 5 月 17 日法律第 109 号）

Loi sur le paiement d'une subvention pour les rapatriés (loi numéro 109 du 17 mai 1957)

#### Décrets en vigueur :

引揚者等に対する特別交付金の支給に関する法律施行令（昭和 42 年 8 月 1 日政令第 226 号）

Décret d'application de la loi sur le paiement d'une subvention spéciale pour les rapatriés (décret numéro 226 du 1<sup>er</sup> août 1967)

引揚者給付金等支給法施行令（昭和 32 年 5 月 28 日政令第 112 号）

Décret d'application loi sur le paiement d'une subvention pour les rapatriés (décret numéro 112 du 28 mai 1957)

#### Décrets ministériels en vigueur :

引揚者の携帯した旧日本銀行券の立証手続に関する省令（昭和 29 年 6 月 10 日大蔵省令第 51 号）

Décret ministériel sur les formalités établissant la validité des anciens billets de banques japonais portés par les rapatriés (décret numéro 51 du 10 juin 1953 du ministère des Finances (Ôkurashô))

引揚者国庫債券の発行交付等に関する省令（昭和 32 年 6 月 12 日大蔵省令第 49 号）

Décret ministériel sur l'émission de bonds du trésor et leur livraison aux rapatriés (décret numéro 49 du 12 juin 1957 du ministère des Finances (Ôkurashô))

引揚者特別交付金国庫債券の担保権の設定に関する省令（昭和 43 年 10 月 1 日大蔵省令第 48 号）

Décret ministériel sur la création de collatéraux pour les bons du trésor pour la subvention spéciale pour les rapatriés (décret numéro 48 du 1<sup>er</sup> octobre 1968 du ministère des Finances (Ôkurashô))

引揚者特別交付金国庫債券の発行交付等に関する省令（昭和 42 年 8 月 16 日大蔵省令第 52 号）

Décret ministériel sur l'émission et la livraison de bons du trésor pour la subvention spéciale pour les rapatriés (décret numéro 52 du 16 aout 1967 du ministère des Finances (Ôkurashô))

引揚者等に対する特別交付金の支給に関する法律施行規則（昭和 42 年 8 月 1 日総理府令第 40 号）

Ordonnance pour l'application de la loi sur le paiement d'une subvention spéciale pour les rapatriés (décret numéro 40 du 1<sup>er</sup> aout 1967 du cabinet du Premier ministre (Sôrifu))

引揚者給付金等支給法施行規則（昭和 32 年 6 月 12 日厚生省令第 25 号）

Ordonnance pour l'application de la loi sur le paiement d'une subvention pour les rapatriés (Décret numéro 25 du 12 juin 1957 du ministère de la Santé (Kôseishô))

## Annexe 2

### Liste des toponymes chinois et coréens cites en japonais

Nom japonais		Transcriptions	Nom moderne courant	Pays (2014)
Anzan	鞍山	Ānshān	Anshan	République populaire de Chine, Liaoning
Chichiharu	齐齐哈尔 哈爾	Qiqihar (mongol) Qíqihǎěr	Qiqihar	République populaire de Chine, Heilongjiang
Dairen	大連	Dàlián	Dalian	République populaire de Chine, Liaoning
Enkichi	延吉	Yánjí	Yanji	République populaire de Chine, Jilin
Fujun	抚顺 順	Fǔshùn	Fushun	République populaire de Chine, Liaoning
Harubin	哈爾濱	Harbin (mandchou) Hā'ěrbīn	Harbin	République populaire de Chine, Heilongjiang
Heijō	平壤	P'yŏngyang ang Pyeongy	Pyongyang	Corée du Nord
Hōsei	方正	Fāngzhèng	Fangzheng	République populaire de Chine, Heilongjiang
Hōten	奉天	Mukden (mandchou)	Shenyang 沈 陽	République populaire de Chine, Liaoning
Insen	仁川	Inch'ŏn Incheon	Incheon	Corée du Sud
Kairin	海林	Hǎilín	Hailin	République populaire de Chine, Heilongjiang
Karen	花蓮	Huālián	Hualien	Taïwan
Kiirun	雞籠	Jīlóng	Keelung	Taïwan
Kinshū	錦州	Jǐnzhōu	Jinzhou	République populaire de Chine, Liaoning
Konshun	琿春	Húncūn	Hunchun	République populaire de Chine, Jilin
Korotō	胡芦 島	Húludǎo	Huludao	République populaire de Chine, Liaoning
Kyūdai	九台	Jiǔtái	Jiutai	République populaire de Chine, Jilin
Mokupo	木浦	Mokp'o Mokpo	Mokpo	Corée du Sud
Pusan	釜山	Pusan Busan	Busan	Corée du Sud
Seishin	清津	Ch'ŏngjīn n Cheongji	Chongjin	Corée du Nord
Shinkyō	新京	Xīnjīng	Changchun 長春	République populaire de Chine, Jilin
Takao	高雄	Gāoxióngshì ng Kaohsiu	Kaohsiung	Taïwan
Tonka	敦化	Dūnhuà	Dunhua	République populaire de Chine, Jilin
Toyohara	豊原		Ioujno-Sakhalinesk Южно-Сахали́нск	Russie, oblast de Sakhaline
Tsūka	通化	Tōnghuà	Tonghua	République populaire de Chine, Jilin

Les transcriptions depuis le chinois suivent le système pinyin. Pour les villes taiwanaises, la transcription officielle est aussi indiquée.

Les transcriptions depuis le coréen sont en système McCune-Reischauer. La transcription révisée est aussi indiquée.

## Bibliographie

### Articles

Abe, Yasunari 阿部安成 et Katō, Kiyofumi 加藤聖文, « “Hikiage” toiu rekishi no toikata » 「引揚げ」という歴史の問い方(上) (Comment réexaminer les « rapatriements » dans l'histoire), *Hikone ronsō* 彦根論叢, Shiga University, 2004, n° 348, p. 129-154.

Abe, Yasunari 阿部安成 et Katō, Kiyofumi 加藤聖文, « “Hikiage” toiu rekishi no toikata » 「引揚げ」という歴史の問い方(下) » (Comment réexaminer les « rapatriements » dans l'histoire), *Hikone ronsō* 彦根論叢, Shiga University, 2004, n° 349, p. 51-68.

Aldous, Christopher « Typhus in Occupied Japan (1945-1946): An Epidemiological Study », *Japanese Studies*, 26,3, 2000, p. 317-333.

Atina Grossmann, « A Question of Silence: The Rape of German Women by Occupation Soldiers », octobre, vol. 72, *Berlin 1945: War and Rape « Liberators Take Liberties »*, printemps 1995, pp. 42-63.

Benett, Martin T., « Postwar Treatment of Japan », *Annals of the American Academy of Political and Social Sciences*, vol. 246, Making the United Nations Work, (juillet 1946), p. 117-124.

Brubaker, Rogers, « Aftermaths of Empire and the Unmixing of Peoples : Historical and Comparative Perspective », *Ethnic and Racial studies*, Routledge, Avril 1995, vol. 18 n° 2, p. 189-218.

Ching, Leo, « Give me Japan and Nothing Else! »: Postcoloniality, identity and the Traces of Colonialism, *South Atlantic Quarterly*, Duke University Press, automne 2000, vol. 99 n° 4, p. 763-788.

Cohen, Jerome Alan, « Recognizing China », *Foreign Affairs*, vol. 50, n°1, octobre 1971, p. 30-43.

Cook, Haruko Taya, et Cook, Theodore F, « A Lost war in Living Memory : Japan's Second World War », *European Review*, 2003, vol. 11, n° 4, p. 573-593.

Coox, Alvin D., « The Lake Khasan affair of 1938 : Overview and lessons », *Soviet Studies* vol. 25 n°1, 1973, p. 51-65

Dubar, Claude, « Polyphonie et métamorphoses de la notion d'identité », *Revue française des Affaires sociales*, n°2, avril-juin 2007, p. 9-25.

Echizen Akihito 越前彰仁, « Sengo hikiagesha no machi – Izumi-chō no keikaku to mujun » 戦後引揚者の町－和泉町の計画と矛盾－ (Un quartier de rapatriés après-guerre - les plan pour le quartier d'Izumi et leurs contradictions), *Hōsei daigaku daigakuin dezain kōgaku kenkyū-ka kiyō* 法政大学大学院デザイン工学研究科紀要 vol. 2, mars 2013, 7 p. ??????

Efird, Robert, « Distant Kin: Japan's "War Orphans" and the Limits of Ethnicity », *Anthropological Quarterly*, vol. 83, n° 4, 2010, p. 805-838.

Efird, Robert, « Japan's "War orphans": Identification and State Responsibility, » *Journal of Japanese Studies*, , vol. 34, n° 2, 2008, p. 363-388.

Fisher, Susan, « An Allegory of Return : Murakami Haruki's *The Wind-up Bird Chronicle* », *Comparative Literature Studies*, 2000, vol. 37, n°2, p. 155-170.

Fisher, Susan, « An Allegory of Return: Murakami Haruki's *The Wind-up Bird Chronicle* », *Comparative Literature Studies*, 2000, vol. 37, n°2, p. 155.

Focsaneanu Lazar, « Le traité de paix et d'amitié entre la République populaire de Chine et le Japon », *Annuaire français de droit international*, volume 24, 1978, p. 189-216.

Focsaneanu, Lazar, « Les traités de paix du Japon », *Annuaire français de droit international*, volume 6, numéro 6, 1960, p. 256-290.

Fujimaki, Keishin 藤巻啓森, « 'Manshū imin' kara 'manshū kimin' e - aomori ken ni okeru 'manshū imin' no haikai » 満州移民" から" 満州棄民" へ--青森県における" 満州移民" の背景 (De l'immigration en Mandchourie aux abandonnés de Mandchourie, le contexte de l'immigration en Mandchourie dans le département d'Aomori) *Aomori ake no hoshi tanki daigaku kenkyū kiyō* 青森明の星短期大学研究紀要 n°29, 2003, p.43-62.

Fujinuma Toshiko 藤沼敏子, « Nenpyō : chūgoku kikosha mondai no rekishi to engo seisaku no tenkai, » 年表・中国帰国者問題の歴史と援護政策の展開, *Chūgoku kikokusha teichaku sokushin sentā kiyō* 中国帰国者定着促進センター紀要 (Bulletin du centre pour l'aide à l'installation au Japon pour les personnes rapatriées de Chine), n°6, 1998, p. 234-278.

Gillin, Donald G et Etter, Charles, « Staying on: Japanese Soldiers and Civilians in China, 1945-1949 », *Journal of Asian Studies*, mai 1983, vol. 43, n° 3, p. 497-518.

Gordon, Leonard, « American Planning for Taiwan, 1942-1945 », *Pacific Historical Review* n°37, mai 1968, p. 201-28.

Guex, Samuel, « Les spécialistes de la Chine et l'armée impériale : le cas de Sasaki Tôichi, *Ebisu*, n°35, 2006, p. 139-145.

Hasegawa Uichi 長谷川宇一 « Habarofusuku no dôhō wa naze tachiagatta ka » ハバロフスクの同胞は何故起ち上つたか (Pourquoi nos compatriotes se sont-ils soulevés à Khabarovsk ?), *Nihon oyobi nihonjin* 日本及日本人 vol. 7 n°5, 20-30, mai 1956, p. 20-30.

Hirano Tatsushi, Saaler Sven et Säbel Stefan, « Recent developments in the representation of national memory and local identities - the politics of memory in Tsushima, Matsuyama, Maizuru », *Contemporary Japan, Japanstudien* n°20 (Regionalentwicklung und regionale Disparitäten), 2008, p. 247-277.

Hōgakukan 法学館, *Law Journal* (bulletin électronique), 26 juin 2003.

Honda, Yasuharu 本田靖春, « Nihon no "Kamyu" tachi: "hikiage taiken" kara sakkatachi wa umareta » 日本の「カミュ」たち：「引揚げ体験」から作家たちは生まれた (Les Camus japonais : les écrivains nés de l'expérience du rapatriement,) *Shokun* 諸君 n°7, 1979, p. 198-225.

Honda, Yasuharu 本田靖春. « Nihon no "Kamyu" tachi: "hikiage taiken" kara sakkatachi wa umareta » 日本の「カミュ」たち：「引揚げ体験」から作家たちは生まれた (Les Camus japonais : les écrivains nés de l'expérience du rapatriement,) *Shokun* 諸君, 7, 1979, p. 198-225.

Hozumi, Shinrokurō 穂積真六郎, Hikiagesha tokubetsu iinkai no katsudō jōkyō – chōsen hikiagesha taikai ni tsuite 引揚者特別委員会の活動状況--朝鮮引揚者大会において (L'état des activités des associations de rapatriés : au sujet du congrès des rapatriés de Corée), *Chōsen kenkyū* 朝鮮研究, *Chōsen kenkyūsho* 朝鮮研究所, avril 1950, p. 35-39.

Hsu, Immanuel C. Y., « Allied Council for Japan », *The Journal of Asian Studies*, vol. 10, n°2, février 1951, p. 173-178.

Hsu-Ming Teo « The Continuum of Sexual Violence in Occupied Germany, 1945-49 », *Women's History Review*, vol. 5, n° 2, 1996, p. 191-218.

Imura, Shinobu 飯村しのぶ, « Sengo chokugo no hokkaidō ni okeru chingin – katei shūnyū sui jun » 終戦直後の北海道における賃金・家計収入水準 (Les salaires et les revenus des foyers à Hokkaido juste après la guerre,) *Nihon kaseigaku kaishi* 日本家政学会誌, *Shadan hōjin nihon kasei gakkai* 社団法人日本家政学会, Avril 2004, vol. 55, n° 4, p. 285-296.

Lavabre, Marie-Claire, « Usages et mésusages de la notion de mémoire », *Critique internationale*, Vol. 7, 2000, p. 48-57.

Levine, Steven I., « A New Look at American Mediation in the Chinese Civil War : The Marshall Mission and Manchuria », *Diplomatic History*, 1979, vol. 3, n°4, p. 349-376.

Li, Jin-Mieung, « La question territoriale dans les relations internationales en Asie du Nord-Est », *Hérodote*, février 2001, n°141, p. 98-114.

May, Ernest R. « 1947-48: When Marshall Kept the U.S. out of War in China. » *Journal of Military History*, n°66, 4, 2002, p. 1001-1010.

Miyoshi Akira 三吉明, « Hoppōryōdo hikiagesha engo no shiteki kōsatsu » 北方領土引揚者援護の史的考察 (Étude historique sur l'aide aux rapatriés dans les territoires du Nord), 北星論集 *Hokusei ronshū* 北星論集 n°6, Sapporo, Hokusei Gakuen University, 1969, p. 49-72.

Morris-Suzuki, Tessa, Invisible Immigrants: Undocumented Migration and Border Controls in early Postwar Japan, *Journal of Japanese Studies*, 2006, vol. 32, n° 1, p. 119-153.

Namigata, Tsuyoshi 波瀾剛, « “Kokyō” o “sōzō” suru “hikiagesha” : Abe Kōbo to shururearizumu » 〈故郷〉を〈創造〉する〈引揚者〉:安部公房とシュルレアリスム (Les rapatriés : créateurs de pays natals – Abe Kōbō et le surréalisme), *Nihongo to nihonbungaku* 日本語と日本文学. Université de Tsukuba mai 2000, p.43-58.

Narita Ryūichi 成田龍一, « “Hikiage” ni kan suru joshō » 「引揚げ」に関する予定序章” (Prologue à la question des rapatriements), *Shisō* 思想, n°955, 2003, pp. 149-174.

Nora, Pierre, « Mémoire collective », in Le Goff, Jacques, Chartier, Roger, et Revel, Jacques (dir.), *La Nouvelle Histoire*, Paris, Les Encyclopédies du savoir moderne, 1978, p. 398-401.

Park Yi-jin « The Postwar Experience of Repatriates: The Crack in Postwar Japan's Reconstruction », *Sungkyun Journal of East Asian Studies* Vol.14, N°1, p. 43-63.

Park Yu-ha 朴裕河, « hikiage bungaku ni mimi o katamukeru » 引揚文学に耳を傾ける (Tendre l'oreille vers la littérature du rapatriement,) *Ritsumei-kan gengo bunka kenkyū* 立命館言語文化研究 vol.24 n°4, 2013, p. 115-136.

Park Yu-ha 朴裕河, « hikiage bungaku-ron yosetsu : hikiagebungaku no wasuremono » 引揚文学論序説-戦後文学のわすれもの (Prélude à la question de



la littérature du rapatriement : les oubliés de la littérature d'après-guerre), *Nihon gakuhō* 日本學報, n°81, 2012, p. 211-131.

Pelletier, Philippe, « Frictions frontalières en Japonésie », *L'Information géographique*, mars 2011, vol. 75, p. 69-87.

Radtke, K.W, « Negotiation Between the PRC and Japan on the Return of Japanese Civilians and the Repatriation of Japanese Prisoners of War », in *The Leyden Studies in Sinology: Papers Presented at the Conference held in Celebration of the Fiftieth Anniversary of the Sinological Institute of Leyden University*, 8-12 décembre 1980, Leyden, Brill, 1981, p. 190-213, Leyden, Brill, 1981 .

Rubin, Jay, « From Wholesomeness to Decadence : the Censorship of Literature Under the Allied Occupation » (De la salubrité à la décadence : la censure de la littérature sous l'occupation alliée), *Journal of Japanese studies*, vol. 11, n°1 (hiver 1985), The Society of Japanese Studies, 1985, p. 71-103.

Shimane Kiyoshi 廣嶋清志, « Gendai nihon jinkō seisaku shi shōron » 「現代日本人口政策史小論」 (Au sujet de histoire des politiques modernes des politiques de population du Japon), *Jinkō mondai ken'yū* 『人口問題研究』 (Recherche sur les problèmes de population), Congrès japonais de biologie 日本生物学会, octobre 1981, p. 61-77.

Shiratori Michihiro, 白取道博, « Manmō kaitaku shōnen gi'yūtai no sōsetsu katei » 「満蒙開拓青少年義勇軍」 の創設過程 (La formation des brigades patriotiques pionnières de Mandchourie) , *Hokkaidō daigaku kyōiku gakubu kiyō* 北海道大學教育學部紀要, n°45, 1985, p. 189-222.

Takamiya, Atsushi 高宮篤, « Hikiagesha jōshi i sokutei seiseki ni tsuite » 引揚者上肘囲測定成績について (Au sujet des résultats de la mesure des membres supérieurs des rapatriés), *Minzoku eisei* 民族衛生, 1949, vol. 16 n° 4, p. 102-104.

Tamanoi, Mariko Asano, « Knowledge, Power and Racial Classification: the "Japanese" in "Manchuria" », *The Journal of Asian Studies*, 59, 2, 2000, p. 248-276.

Tamanoi, Mariko, « Between Colonial Racism and Global Capitalism : Japanese Repatriates From Northeast China Since 1946 », *American Ethnologist*, 2003, vol. 30, n°4, p. 527-539.

Wada, Haruki, « Economic Co-operation in Place of Historical Remorse: Japanese Post-war Settlements with China, Russia and Korea in the Context of the Cold War », in Banno, Junji (dir.), *The Political Economy of Japanese Society: Volume 2: Internationalization and Domestic Issues*, Londres, Oxford University Press, 1998, p. 117-141.

Wang, Weibin 王伟彬, « Zaichūgoku nihonjin no hikiage ni kan suru ikkōsatsu » 在中国日本人の引き揚げに関する一考察 (Enquête sur le rapatriement des Japonais depuis la Chine ), *Shūdōhōgaku* 修道法学, n°2, 2, 2005, p. 157-174.

Ward, Rowena, « Japaneseness, Multiple Exile and the Japanese Citizens Abandoned in China », *Japanese studies*, vol. 26, n°2, 2006, p. 139-151.

Ward, Rowena, « Japanese Government Policy and the Reality of the Lives of the zanryū fujin », *PORTAL Journal of Multidisciplinary International Studies*, vol. 3, n° 2, juillet 2006, p. 1-12.

Warner, F.W., « Repatriate Organizations in Japan » (Associations de rapatriés au Japon ), *Pacific Affairs*, vol. 22, n° 3, sep. 1949, p. 272-276.

Wei, Liang-tsai, « George C. Marshall and American mediation in China », *EurAmerica*, vol. 12, n°4, décembre 1982, p. 53-93.

Wood, J., « The Forgotten Force : The Australian Military Contribution to the Occupation of Japan 1945-1952 », *Journal of the Royal United Services Institute of Australia*, 23, décembre 2001, **68 p. ????**

#### *Chapitres d'ouvrages collectifs*

Campbell, John Creighton, « Compensation for Repatriates : a Case Study of Interest-Group Politics and Party-Government Negotiations in Japan », in Pempel, T.J. (dir.), *Policymaking in Contemporary Japan*, Ithaca : Cornell University Press, 1977, p. 103-142.

Henry H. Em, « Minjok as a Modern and Democratic Construct: Sin Ch'aeho's Historiography », in Robinson, Michael Edson et Shin, Gi-Wook *Colonial Modernity in Korea*, Harvard East Asian Monographs, vol. 184 Harvard-Hallym Series on Korean Studies, Harvard University, Asia Center, 2001, p. 336-362.

Igarashi, Yoshikuni, « Belated Homecomings: Japanese Prisoners of War in Siberia and their Return to Postwar Japan », in Bob Moore et Barbara Hatley-Broad (dir.), *Prisoners of War, Prisoners of Peace: Captivity, Homecoming and Memory in World War II*, New York, Berg, 2005, p. 105-121.

Kanō, Mikiyo 加納美紀代, « Manshū to onnatachi » 満州と女たち (les femmes et la Mandchourie), in Ōe, Shinobu 大江志乃夫 *et al* (dir.), *Bōchō suru teikoku no hitonagare* 膨張する帝国の人流 (Le flot de personnes dans l'empire en expansion), série Iwanami kōza kindai Nihon to shokuminchi 岩波講座近代日本

と植民地 (Cours Iwanami : le Japon moderne et le colonialisme), Tōkyō, Iwanami shoten,, 1993, p. 199-222.

Katō, Yōko 加藤陽子, « Haisha no kikan » 敗者の帰還 (Le retour des vaincus), dans *Sensō no ronri – nichiro sensō kara taiheiyō sensō made 戦争の論理・日露戦争から太平洋戦争まで* (La logique de la guerre : de la guerre russo-japonaise à la guerre du Pacifique), Tōkyō, Keisōshobō 勁草書房, 2005, pp. 203-234. (originellement publié dans *Kokusai seiji 国際政治. Zaidan hōjin gakkaiishi kankō sentaa 財団法人学会誌刊行センター*, 1995, vol. 109, p. 110-125.

Seiyama Takuro, « Radical Interpretation of Policies », in Morris-Suzuki, Tessa, Seiyama Takuro (dir.), *Japanese Capitalism Since 1945: Critical Perspectives*, Armonk, M.E. Sharpe, 1989, p. 28-73.

Shibata, Yoshimasa 柴田善雅, « hikiagesha keizai dantai no katsudō to zaigai zaisan hoshō shori » 引揚者経済団体の活動と在外財産補償処理 (L'activité des organisations de rapatriés à but économique et le règlement de la question de la compensation pour les biens restés à l'étranger), in Kobayashi, Hideo 小林英夫, Shibata, Yoshimasa 柴田善雅, Yoshida, Sennosuke 吉田千之輔, Sengo ajia ni okeru nihonjin dantai – hikiage kara kigyō shinshutsu made 戦後アジアにおける日本人団体-引揚げから企業進出まで (Les associations de Japonais dans l'Asie d'après-guerre : des rapatriements à l'expansion économique), Tōkyō : Yumani shobō ゆまに書房, 2008, p. 133 (pp.131-172).

Sun, Jae-won, « The Reverse Impact of Colonialism: Repatriation and Resettlement of Japanese Entrepreneurs after the Second World War », in Kimura, Kenji; Uchida, Jun, et Jae-won Sun, *Japanese Settler Colonialism and Capitalism in Japan: Advancing into Korea, Settling Down, and returning to Japan, 1905-1950*, Edwin. O. Reischauer Institute of Japanese Studies, Occasional Papers in Japanese Studies, n° 2002-03, Cambridge, Harvard University Press, juin 2002, p. 23-31.

*Monographies, romans, autobiographies*

Abe, Kōbō 阿部公房, *Abe Kōbō zenshū 阿部公房全集* (Abe Kōbō, œuvre complète), 12 volumes, Tokyo, Shinchōsha, 1998.

Asano Toyomi 浅野豊美, Aketagawa Tōru 明田川融 (dir.), *Kokyō e : Teikoku no kaitai – beigun ga mita nihonjin to chōsenjin no hikiage 故郷へ 帝国の解体・米軍が見た日本人と朝鮮人の引揚げ* (Vers le pays natal : le démantèlement de l'empire – le rapatriement des Japonais et des Coréens vu par l'armée américaine), Tōkyō, Higashi shuppan, 2005, 169 p.

Association de Taiwan (Taiwan kyōkai 台湾協会), dir., *Taiwan hikiage-shi – shōwa nijūnen shūsen kiroku* 台湾引揚史－昭和二十年終戦記録 (Histoire du rapatriement depuis Taiwan et de la fin de la guerre en 1945), Tōkyō : Taiwan kyōkai 台湾協会, 1982, 430 p.

Banno, Junji (dir.), *The Political Economy of Japanese Society, Volume 2: Internationalization and Domestic Issues*, Londres, Oxford University Press, 1998, 382 p.

Beasley, William Gerald, *Japanese Imperialism 1894-1945*, Oxford, Clarendon Press, OUP, 1991, 279 p.

Burianek, Irmtraud Eve, *The Chinese Civil War 1945-1949*, GRIN Verlag, 2012, 18 p.

C.R. Newell, *Central Pacific (7 December 1941 - 6 December 1943)*, Center of Military History, 1992, 49 p.

Ching, Leo T.S., *Becoming « Japanese »: Colonial Taiwan and the Politics of Identity Formation*, Berkeley, University of California Press, 2001, 251 p.

Chūgoku hikiage mangaka no kai 中国引揚げ漫画家の会 (dir.), *Boku no Manshū : mangaka tachi no haisen taiken* ボクの満州: 漫画家たちの敗戦体験 (Ma Mandchourie : l'expérience de la défaite des auteurs de manga), Tōkyō, Akishobō 亜紀書房, 1995, 243 p.

Dennis, Peter, *Troubled Days of Peace : Mountbatten and South East Asia Command, 1945-1946*, Manchester, Manchester University Press, 1987, 270 p.

Dower, John W, *Embracing Defeat – Japan in the wake of World War II*, New York, W.W. Norton & Company / The New Press, 1999, 676 p.

Drea, Edward J., *Nomonhan : Japanese-Soviet tactical combats*, Leavenworth Papers n° 2, Fort Leavenworth, Kansas, Combat Studies Institute, U.S. Army Command and General Staff College, 1981, 114 p.

Duara, Prasenjit, *Sovereignty and Authenticity: Manchukuo and the East Asian Modern*, Oxford, Rowman & Littlefield, 2003, 306 p.

Dubar, Claude, *La Crise des identités*, Paris, Presses Universitaires de France, 2010, 239 p. (4e édition corrigée, édition originale 2000.)

Duus, Peter, *The Abacus and the Sword : The Japanese Penetration of Korea, 1895-1910*, Berkeley, University of California Press, 1995, 480 p.

Etō, Jun 江藤 淳 (dir.), *Senryō shiroku* 占領史録 (Documents historiques sur l'occupation), Tōkyō Kōdansha 講談社, 1982, 2 volumes.

Field, Norma, *In the Realm of a Dying Emperor*, New York, Knopf Doubleday, édition originale 1991, réédition 2011, p. 304.

Finn, Richard B., *Winners in Peace : MacArthur, Yoshida, and Postwar Japan*, Berkeley, University of California Press, 1992, 413 p.

Fujita, Shigeru 藤田 繁, *Kusa no hi: Mamō kaitakudan suterareta tami no kiroku* 草の碑・満蒙開拓団・捨てられた民の記録 (Une stèle d'herbe : annales du peuple abandonné des colons de Mandchourie), Kanazawa, Nōto insatsu shuppanbu 能登印刷出版部, 1989, 773 p.

Fujiwara Tei 藤原てい, *Tabiji* 旅路 (voyage), Tōkyō : Chūōkōronsha, Tōkyō : Chūōkōronsha, 中央公論社 collection Chūkō bunko 中公文庫, 1986, 2009, 248 p., première édition Tōkyō, Yomiuri shinbun-sha 読売新聞社 1981.

Fujiwara, Tei 藤原てい, *Nagareru hoshi wa ikiteiru* 流れる星は生きている (Les étoiles filantes sont vivantes), première édition Tōkyō : Hibiya shuppansha 日比谷出版社, 1949, réédition Tōkyō, Seishun shuppansha 青春出版社, 1971, réédition en livre de poche Tōkyō, Chūōkōronsha, collection Chūkō bunkō, 1976 (14<sup>e</sup> réimpression, 2010), 323 p.

Gallicchio, Marc S., *The Cold War Begins in Asia : American East Asian Policy and the Fall of the Japanese Empire*, Contemporary American History Series, New York, Columbia University Press, 1988, 188 p.

Glantz, David M., *August Storm : The Soviet 1945 Strategic Offensive in Manchuria*, Leavenworth Papers, n° 7, Fort Leavenworth, Kansas, Combat Studies Institute, U.S. Army Command and General Staff College, 1983, 2003, 451 p.

Gomikawa Junpei 五味川純平, *Ningen no jōken* 人間の条件 (La condition de l'homme,) Tōkyō San.ichi shobō 三一新書房, six volumes, 1956-1958, nouvelle édition 1974. La première partie a récemment été rééditée sous le nom *Ningen no jōken I* 人間の条件・上, collection Iwanami gendai bunko, Tōkyō, Iwanamishoten 岩波書店, 2005, 584 p.

Gotō Kurando 後藤蔵人, *Manshū : shura no mure :manmō kaitakudan nanmin no kiroku* 満州—修羅の群れ : 満蒙開拓団難民の記録 (Mandchourie, combats sans nombre : histoires des réfugiés d'un groupe de colons de Mandchourie), série sensō no shōgen 戦争の証言 (témoignages de la guerre) n°10, Tōkyō, Taihei Shuppansha 太平出版社, 1978, 258 p.

Hakodate.shi shihensan shitsu 函館市史編さん室 (dir.), Hakodate.shi shi. Tsūsetsu 函館市史通説 (Histoire de la ville de Hakodate – courant,) Hakodate : Hakodate.shi 函館市 (Ville de Hakodate), 2002, vol 4, 924 p.

Halbwachs, Maurice, *La Mémoire collective*, Paris, Albin Michel, 1997, 295 p. (Presses universitaires de France, 1950).

Halbwachs, Maurice, *Les Cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel, 1994, 367 p. (Alcan, 1925).

Handō Kazutoshi 半藤一利, *Haisenkokū nippon no kiroku : beikoku kokuritsu kōbun shokan shozai shashinshū* 敗戦国ニッポンの記録: 米国国立公文書館所蔵写真集 (Annales du Japon, pays vaincu, collections de photos des archives nationales américaines), volume 1, Tōkyō, ākaibusu アーカイブス, 2007, 159 p.

Handō, Kazutoshi 半藤一利, *Soren ga manshū ni shinkō shita natsu* ソ連が満洲に侵攻した夏 (*L'été où l'URSS a envahi la Mandchourie*), Tōkyō : Bungei shunjū 文藝春秋, 1999, Bunshūn bunko 文春文庫, 2002, 374 p.

Hata, Ikuhiko 秦郁彦, *Nihonjin horyo: hakusuki-no-e kara shiberia yokuryū made* 日本人捕虜-白村江からシベリア抑留まで (Les prisonniers de guerre japonais : de la bataille de Hakusuki-no-e aux internements en Sibérie), Tōkyō, Hara Shobō 原書房, 1998, volume 2, 600p.

Ienaga, Saburō 家永三郎, *Taiheiyō sensō* 太平洋戦争, Tōkyō, Iwanami shoten 岩波書店, 1968, 446 p.

Igarashi Yoshikuni, *Bodies of Memory: Narratives of War in Postwar Japanese Culture, 1945-1970*, Princeton, Princeton University Press, 2000, 296 p.

Iiyama Tatsuo 飯山達雄 (photographies et texte), *Chiisana hikiagesha* 小さな引揚者 (Les petits rapatriés), Tōkyō, Sōdo bunka 草土文化, 1999, 104 p., édition originale 1985.

Jones, Francis Clifford, « Chapter XII - Events in Manchuria, 1945-47 », *Manchuria since 1931*, Londres, Oxford University Press, Royal Institute of International Affairs, 1949, 256 p.

Kaburagi, Ren 鏑木蓮, *Tōkyō Damoi* 東京ダモイ (Tōkyō damoi ), Tōkyō, Kōdansha 講談社, 2006, 334 p.

Kamitsubo, Takashi 上坪隆, *Mizuko no uta: dokyumento hikiage koji to onnatachi* 水子の譜 : ドキュメント引揚虎子と女たち (Le chant des enfants avortés : regard documentaire sur les femmes et les orphelins rapatriés), Tōkyō, Shakaishisōsha, 1993, réédition 2005, 239 p.

Kamitsubo, Takashi 上坪隆, Mizuko no uta: hikiage koji to okasareta onnatachi no kiroku Shōwa shi no kiroku 水子の譜：引揚虎子と犯された女たちの記録 昭和史の記録 (Le chant des enfants avortés : histoire des enfants rapatriés et des femmes violées. Archives de l'histoire de Shōwa.) Tōkyō, Gendai shi shuppankai, 1979, 243 p.

Karpov, Victor (Карпов Биктор), Nagase Ryōji 長勢了治 (trad.), Sutarin no Horyotachi -Siberia Yokuryu スタリンの捕虜たち・シベリア抑留 (Les prisonniers de Staline – les internements de Sibérie), Sapporo, Hokkaidō Shinbunsha 北海道新聞社, 2001, 380 p.

Kasatonova, Elena L., Hisai, Hisaya 白井久也 (trad), Kantōgun-hei wa naze shiberia ni yokuryū saretaka 関東軍兵はなぜシベリアに抑留されたか (Pourquoi l'armée du Kwantung fut-elle internée en Sibérie), Tōkyō, Shakai hyōronsha 社会評論社, 2004, 379 p.

Kerr, George H., *Formosa Betrayed*, Boston, Houghton Mifflin, 1965, 413 p.

Ki-baek, Yi, Wagner E.W., Shultz E.J. trad., *A New History of Korea*, Harvard, Harvard University Press, 1984, 474 p.

Kimura, Kenji; Uchida, Jun, et Jae-won Sun, *Japanese Settler Colonialism and Capitalism in Japan: Advancing into Korea, Settling Down, and returning to Japan, 1905-1950*, Edwin. O. Reischauer Institute of Japanese Studies, *Occasional Papers in Japanese Studies*, n° 2002-03, Cambridge, Harvard University Press, juin 2002, 38 p.

Kitano, Kenji 北野憲二, *Manshūkoku teikoku no tsūka ochi* 満州国皇帝の通化落ち (la chute de Tsūka dans l'empire du Mandchoukouo), Shin jinbutsu ōrai sha 新人物往来社, 1992, 250p

Kobayashi Hideo 小林秀夫, *Nihon kigyō no ajia tenkai – ajia tsūka kiki no rekishiteki haikai* 日本企業のアジア展開—アジア通貨危機の歴史的背景 (Le développement des entreprises japonaises en Asie : l'arrière-plan de la crise monétaire en Asie), Tōkyō : Nihon keizai hyōron sha 日本経済評論社, 2000, 277 p.

Kobayashi, Hideo 小林英夫, Shibata, Yoshimasa 柴田善 雅 , Yoshida, Sennosuke 吉田千之輔, *Sengo ajia ni okeru nihonjin dantai – hikiage kara kigyō shinshutsu made* 戦後アジアにおける日本人団体-引揚げから企業進出まで (Les associations de Japonais dans l'Asie d'après-guerre : des rapatriements à l'expansion économique), Tōkyō, Yumani shobō ゆまに書房, 2008, 486 p.

Kuznetsov, Sergei I Кузнецов, Сергей И., (岡田安彦 Okada Yasuhiko, trad.), *Shiberia no Nihonjin Horyotachi roshiagawa kara mita laaderi no kyo to jitsu* シベ

リアの日本人捕虜たち-ロシア側から見た「ラーゲリ」の虚と実 (Les prisonniers de guerre japonais en Sibérie : vérités et mensonge sur les camps vus du côté russe), Tōkyō, Shūeisha 集英社, 1999, 288 p.

Lai, Tse-han (dir.), *A Tragic Beginning : The Taiwan Uprising of February 28, 1947*, Stanford, Stanford University Press, 1991, 273 p.

Le Goff, Jacques et Nora, Pierre (dir.), *Faire de l'histoire*, Paris, Gallimard (Bibliothèque des histoires), 1974, 3 tomes : tome 1 Nouveaux problèmes, tome 2 Nouvelles approches, tome 3 Nouveaux objets, nouvelle édition en un volume 2011, 1008 p.

Lejeune, Philippe, *Le Pacte autobiographique*, nouvelle édition augmentée, collection Points essais, Paris, Le Seuil, 1975, 1996, 384 p.

Lucken, Michael, *Les Japonais et la guerre, 1937-1952*, Paris, Fayard, 2013, 399 p.

Maizuru chihō hikiage engokyoku 舞鶴地方引揚援護局, *Maizuru chihō hikiage engokyoku shi* 舞鶴地方引揚援護局史 (l'histoire du centre d'accueil des rapatriés de la région de Maizuru,) Tokyo, Kōseishō hikiage engokyoku, 1961, 616 p.

Manmō dōhō engokai 満蒙同胞援護会, dir., *Manmō shūsen shi* 満蒙終戦史 (Histoire de la fin de la guerre en Mandchourie et Mongolie), Kawade shobō shinsha 河出書房新社, 1962, 932 p.

Manshū kaitakushi kankō-kai 満洲開拓史刊行会(dir.), *Manshū kaitakushi* 満洲開拓史 (Histoire des colons de Mandchourie), Manshū kaitakushi kankō-kai, Tōkyō, Kaitaku Jikōkai toritsugi 開拓自興会取次, 1966, 911 p.

Manshūkoku gunseibu gunji chōsabu 満洲国軍政部軍事調査部編, dirs, *Manshū kyōsan-hi no kenkyū* 満洲共産匪の研究 (recherches au sujet des bandits communistes), Tōkyō, Kyokutō kenkyū-sho shuppankai 極東研究所出版会, deux volumes, 1969, (édition originale 1936).

Martin, Edwin M., *Allied Occupation of Japan*, Stanford : Stanford University Press, 1948, 155 p.

Maruyama, Kunio 丸山邦雄, *Naze korotō o hiraita ka – zaiman hōjin no hikiage hiroku* なぜコロ島を開いたか—在満邦人の引揚げ秘録 (Pourquoi Korotō (Huludao) a été ouverte : les annales secrètes du rapatriement des Japonais de Mandchourie), Tōkyō, Nagata shobō 永田書房, 1970, 320 p.

Matsusaka, Yoshihisa Tak, *The Making of Japanese Manchuria, 1904-1932*, Harvard, Harvard University Asia Center, 2001, 522 p.



McWilliams, Wayne C., *Homeward Bound: Repatriation of Japanese from Korea, Hong Kong*, Asian Studies Monograph Series, Asian Research Service, 1988, 111 p.

Miki Taku 三木卓, *Horobita kuni no tabi* ほろびた国の旅 (voyage dans un pays dévasté), Tōkyō, Kōdansha 講談社, 2009, 230 p. (première édition 1969)

Mitome Tadao 三留理男, *Manshū kimin : kojitachi no 'sengo' imada owarazu* 満州棄民 : 孤児たちの"戦後"いまだ終らず (les abandonnés de Mandchourie : l'après-guerre inachevé des orphelins), Tōkyō, Tōkyō shoseki 東京書籍, 1988, 266 p.

Molony, Barbara, et Uno, Kathleen, *Gendering Modern Japanese History*, Harvard, Harvard University Press, 2005, 607 p.

Morie Osamu 森枝修, *Gunma-ken kaigai hikiage shi : kaigai hikiagesha no shuki - jūsho roku* 群馬県海外引揚誌 : 海外引揚者の手記・住所録 (Le rapatriement d'outre-mer dans le département de Gunma. Notes des rapatriés et liste de leurs lieux d'habitation), Maebashi 群馬県引揚者連合会, 1966, 449 p.

Morita, Yoshio 森田芳夫. *Chōsen shūsen no kiroku: Bei-so ryōgun no shinchū to Nihonjin no hikiage* 朝鮮終戦の記録 : 米ソ両軍の進駐と日本人の引揚げ (La fin de la guerre en Corée : l'occupation américaine et soviétique et le rapatriement des Japonais). Tōkyō, Gannandō shiten, 1967, 1038 p.

Morris-Suzuki, Tessa, Seiyama Takuro (dirs.), *Japanese Capitalism Since 1945: Critical Perspectives*, Armonk, M.E. Sharpe, 1989, 221 p.

Motojima, Nobu, 本島進, *Manshū hikiage aishi* 満州引揚哀史 (La tragique histoire des rapatriements de Mandchourie), Tōkyō, Keibunsha 慧文社, 2009, 269 p.

Murakami Haruki 村上春樹, *Nejimakidakidori kuronikuru* ねじまき鳥クロニクル (*Chroniques de l'oiseau à ressort*), Tōkyō : Shinshōsha 新潮社, en trois volumes : vol. 1 1994, 308 p. ; vol. 2 1994 308 p., et vol. 3 1995 492 p. Traduit en français par Atlan, Corrine et Chesneau, Karine, Paris, Le Seuil, 2001, 741 p.

Murray, Brian, *Stalin, the Cold War, and the division of China: a multi-archival mystery*, Cold War International History Project n°12, Washington, DC, Woodrow Wilson International Center for Scholars, 1995, 42 p.

Musashi, Masamichi 武蔵正道, *Ajia no akebono - shisen wo koete* アジアの曙—死線を越えて (L'aube de l'Asie : traverser la ligne de la mort), Tōkyō, Jiyūsha 自由社, 2000, 229 p.

Mutō Tomio 武藤富男, *Watashi to manshūkoku* 私と満州国 (Le Mandchoukouo et moi) Tōkyō, Bungei shunjū 文藝春秋, 1988, 469 p.

Nakagawa, Kōichi 中川浩一, Wakamori Tamio 和歌森民男, dir., *Musha jiken taiwan no takasagozoku hōki* 霧社事件 台湾高砂族の蜂起 (L'incident de Wushe – la rébellion de la tribu des Takasago à Taiwan), Tōkyō, Sanshōdō 三省堂、1980, 274 p.

Nakanishi, Rei なかにし礼, Akai Tsuki 赤い月 (La lune rouge), Tōkyō : Shinkō bunkō 新潮文庫, 2001, réédition en deux volumes Tōkyō : Bungei shunjū 文藝春秋, 2006, 349 p. et 382 p.

Narita Ryūichi 成田龍一, *'Sensō taiken' no sengoshi* 「戦争体験」の戦後史 (L'après guerre de l'expérience de guerre), Tōkyō, Iwanami shoten, 2010, 256 p.

Nimmo, William F., *Behind a Curtain of Silence : Japanese in Soviet Custody, 1945-1956*, Westport, Greenwood Press, Contributions in military studies vol. 78, 1988, 149 p.

Noma, Hisashi 野間恒, *Shōsen ga kataru taiheiyō sensō : shōsen mitsui senji senshi* 商船が語る太平洋戦争 商船三井戦時船史 (La guerre du Pacifique racontée par les navires marchands : l'histoire des navire marchands Mitsui pendant la guerre), titre anglais : *Japanese Merchant Ships at War : the Story of Mitsui and O.S.K. Liners Lost During the Pacific War*, imprimé à compte d'auteur, 2002, 608 p.

Nora, Pierre, *Les Lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1984-1992, Quarto, 3 tomes : t. 1 La République (1 vol., 1984), t. 2 La Nation (3 vol., 1986), t. 3 Les France (3 vol., 1992.)

Ochiai, Harurō, 落合東朗, *Shiberia no « nihon shinbun » : raageri no seishun* シベリアの「日本新聞」 : ラーゲリの青春 (Le « nihon shinbun » de Sibérie : la jeunesse des camps), Tōkyō, Ronsōsha 論創社, 1995, 255 p.

Onda, Shigetaka 御田重宝, *Shiberia yokuryū* シベリア抑留, Tōkyō, Kōdansha 講談社, 1986, 310 p.

Ootani Ikuhei 大谷育平, *Hikiage kōshōroku : sengo chūgoku ni nokosareta nihonjin sanmannin o sokoku e* 引揚交渉録 戦後、中国に残された日本人三万人を祖国へ (Annales des négociations du rapatriement : trente mille Japonais laissés en Chine ramenés dans leur pays natal), Tōkyō, Hakutei-sha 白帝社, 2012, 312 p.

Orr, James, *The Victim as Hero : Ideologies of Peace and National Identity in Postwar Japan*, Honolulu, University of Hawaii Press, 2001, 271 p.

Pepper, Suzanne, *Civil War in China: The Political Struggle, 1945-1949*, Berkeley, University of California Press, 1978, 472 p.

Prauser, Steffen et Rees, Arfon, *The Expulsion of « German » Communities from Eastern Europe at the end of the Second World War*, European University Institute, Florence, EUI Working Paper, HEC No. 2004/1, 94 p.

Robert Harvey, *American Shogun: General MacArthur, Emperor Hirohito and the Drama of Modern Japan*, New York, Overlook Press, 2007, 448 p.

Rummel, Rudolph Joseph, *Death by Government*, New-Brunswick, Transaction Publishers, 1997, 497 p.

Russell, Lee E, *The US Marine Corps Since 1945*, Oxford, Osprey, 1983, 64 p.

Ryōneishō korotō-shi seifu shinbun benkōshitsu  
遼寧省葫蘆島市政府新聞弁公室 (bureau de communication de la ville de Huludao, province du Liaodong) et Ryōneishō shakaika gakuin 遼寧省社会科学院 (Académie des sciences sociales de la région de Liaodong), dir., *Korotō hyaku man nihon kyoryūmin no daisōkan* 葫蘆島百万日本居留民の大送還 (le grand rapatriement d'un million de Japonais depuis Huludao), Pékin, China Intercontinental Press (五洲伝播出版社), 2005, 160 p.

Schaller, Michael, *The American Occupation of Japan : The Origins of the Cold War in Asia*, Londres, Oxford University press, 1985, 368 p.

Schrijvers, Peter, *The GI war against Japan : American soldiers in Asia and the Pacific during World War II*, New York, New York University Press, 2002, 320 p.

Seraphim, Franziska, *War Memory and Social Politics in Japan, 1945-2005*, Harvard, Harvard University Asia Center, 2006, 409 p.

Seraphim, Franziska, *War Memory and Social Politics in Japan, 1945-2005*, Harvard, Harvard University Asia Center, 2006, 409 p.

Sōka gakkai seinenbu hansen shuppan linkai 創価学会青年部反戦出版委員会編創価学会青年部, *Shisen kara no tōhikō : Shiberia, chūgoku tairiku hikiage kiroku* 死線からの逃避行 : シベリア・中国大陸引揚げ記録 (Déchapper de la ligne de la mort : les rapatriements de Sibérie et du continent chinois), Tōkyō, Daisan Bunmeisha 第三文明社, 1981, 240 p.

Sugawara, Kōsuke 菅原幸助, Kanagawa shūgoku kikokusha fukushi engo kyōkai 神奈川中国帰国者福祉援護協会, *Nihon no kokuseki o kudasai* 日本の国籍をください (Donnez-nous la nationalité japonaise, s'il vous plait), Tōkyō, San'ichi shobō, 1998, 273 p.

Sumiya Mikio 隅谷三喜男, *Dainihon teikoku no kunren* 大日本帝国の試煉 (L'épreuve de l'empire du grand Japon), série histoire du Japon n°22 日本の歴史 〈22, Tōkyō, Chūō kōron sha 中央公論社, 1984, 545 p.

Suzuki Sumi, 鈴木スミ, *Dairen de no kanashii omoide* 大連での悲しい思い出, Tōkyō, Bungeisha 文芸社, 2014, 111 p.

Takahashi Saburō 高橋三郎. « *Senki mono* » o yomu : *sensō taiken to sengo nihon shakai* 「戦記もの」を読む : 戦争体験と戦後日本社会 (lire les « récits de guerre » : l'expérience de la guerre et le Japon d'après-guerre.) Kyōto, Academia shuppankai アカデミア出版会, 1988, 211 p.

Takahashi, Yukiharu 高橋幸春, *Kibō no imin-shi: manshū e okurareta 'hisabetsu buraku' no kiroku* 絶望の移民史 : 満州へ送られた「被差別部落」の記録 (histoire de l'immigration de l'espoir : annales des burakumin envoyés en Mandchourie), Tōkyō, Mainichi shinbunsha 毎日新聞社, 1995, 237p.

Takeda, Shigetarō 武田繁太郎, *Chinmoku no 40 nen : hikiage josei kyōsei chūzetsu no kiroku* 沈黙の四十年 : 引き揚げ女性強制中絶の記録 (un silence de 40 ans : l'avortement forcé sur les femmes rapatriées), Tōkyō, Chūō kōronsha, 1985, 197 p.

Takeda, Shigetarō 武田繁太郎, *Chinmoku no 40 nen : hikiage josei kyōsei chūzetsu no kiroku* 沈黙の四十年 : 引き揚げ女性強制中絶の記録 (un silence de 40 ans : l'avortement forcé sur les femmes rapatriées), Tōkyō, Chūō kōronsha, 1985, 197 p.

Takemae, Eiji 竹前英治 ; Ricketts, Robert et Swann, Sebastian, trad., *The Allied Occupation of Japan*, New York, Continuum International Publishing Group, 2003, 751 p.

Takemae, Eiji 竹前英治, *GHQ*, Iwanami shoten 岩波書店, Tōkyō, 1983, 214 p.

Tamanoi, Mariko, *Memory Maps: the State and Manchuria in Postwar Japan*, Honolulu, University of Hawai'i Press, 2009, 211 p.

Tanoue, Yōko 田上洋子, *Oya to ko ga kataritsugu manshū no hachi gatsu jūgo nichi – anzan –shōwa seitetsu no kazoku-tachi* 親と子が語り継ぐ満洲の「8月15日」 : 鞍山・昭和製鋼所の家族たち (le 15 août en Mandchourie transmis des parents aux enfants : les familles de Anzan et de l'aciérie Shōwa), Tōkyō, fuyō shobō 芙蓉書房, 2008, 225 p.

Tōgo, Shigenori 東郷茂徳, *Jidai no ichimen – taisen gaikō no shuki* 時代の一面 大戦外交の手記 (Un aspect de l'époque . Notes sur la diplomatie de la seconde

guerre mondiale), Tōkyō, Kaizōsha 改造社, 1952, rééditions Hara shobō, 原書房, 1967, 2005.

Tominaga, Takako 富永孝子, *Dairen : kūhaku no roppyaku nichi –sengo, soko de nani ga okotta ka*, 大連・空白の六百日: 戦後、そこで何が起ったか: 戦後、そこで何が起ったか (Dairen : 600 jours de vide – que s'est-il passé là-bas à la fin de la guerre), Tōkyō, Shinhyōronsha 新評論社, 1986, 523 p.

Towle, Philip, Kosuge, Margaret, et Kibata, Yōichi, *Japanese Prisoners of War*, New York, Continuum International Publishing Group, 2000, 195 pages, édition révisée, 2003, 216 p.

Wakatsuki, Yasuo 若槻泰雄, *Sengo hikiage no kiroku* 戦後引揚げの記録 (Archives du rapatriement d'après-guerre), Tōkyō, Jiji tsūshinsha 時事通信社, 1991, 376 p.

Watanabe, Masako 渡辺雅子 et al, *Manshū bunson imin no shōwa shi : zanryūsha nashi no hikiage ōita ken ōtsuru kaitaku dan* 満洲分村移民の昭和史: 残留者なしの引揚げ大分県大鶴開拓団 (histoire de l'époque de Shōwa des villages entiers de la préfecture d'Ōita déplacés en Mandchourie : le groupe de pionniers de Ōtsuru, préfecture d'Ōita, rapatrié dans son intégralité), Tōkyō, Sairyūsha 彩流社, 2011, 253 p.

Watt, Lori, *When Empire Comes Home : Repatriation and Reintegration in Postwar Japan*, Cambridge, Massachusetts, Harvard East Asian Monographs, 2009, 238 p.

Yamasaki Toyoko 山崎豊子, *Daichi no ko* 大地の子, 4 volumes, Tokyo, Bungei shunjū, 1994.

Yasui, Tomoko 安居侑子, *Hitosuji Ni Hoshi Wa Nagarete: Manshū Hikiage--Haha No Shuki* ひとすじに星は流れて : 満洲引揚げ--母の手記, série sensō no shōgen 戦争の証言 (témoignages de la guerre) n°8, Tōkyō, Taihei Shuppansha 太平出版社, 1972, 224 pages.

Young, Louise, *Japan's Total Empire: Manchuria and the Culture of Wartime Imperialism*, Berkeley, University of California Press, 1999, 500 p.

## Thèses

Chan, Yeeshan, *Japanese from China: the zanryū hōjin and their lives in two countries*, thèse, University of Hong Kong, 2007, 363 p.

Efird, Robert, *Japan's war orphans and new oversea Chinese: history, identification and (multi)ethnicity*, thèse, University of Washington, 2004, 206 p.

Kobayashi, Shinsuke 小林信介, *Manshū imin sōshutsu ni okeru minshū dōin no katei to haikai –saidai sōshutsuken Naganoken o jirei to shite* 満州移民送出における民衆動員の過程と背景～最大送出県・長野県を事例として～ (Contexte et processus de la mobilisation de masse en ce qui concerne l'envoi d'émigrants en Mandchourie : le cas du département ayant envoyé la plus grande population, le département de Nagano), thèse, Université de Kanagawa 金沢大学, 2005, 118 p.

Watt, Lori, *When Empire Comes Home: Repatriation in Postwar Japan, 1945-1958*, thèse, Columbia University, 2002, 276 p.

#### Articles de quotidiens

« Bishop Raymond A. Lane Dead; A Maryknoll Superior General », *The New York Times*, 1974-08-03.

« Men or beasts ? », *Nippon Times*, 5 août 1949.

« soren hikiagesha no kōdō » ソ連引揚者の行動 (Les actions des rapatriés de l'URSS), *Nihon keizai shinbun* 日本経済新聞, 7 juillet 1949.

« Tokkenteki na mantetsu ikidooru hanashi ni kiite » 特権的な満鉄 憤る話を聞いて (La Mantetsu privilégiée – écoutez cette histoire qui provoque la colère), *Asahi shinbun*, 朝日新聞, 22 février 2006.

« chiku rokujū nen hikiagesha jūtaku ni nijūnin » 築60年「引揚者住宅」に20人 (20 habitants dans des maisons pour rapatriés construites il y a 60 ans), *Asahi Shinbun*, 10 mai 2013.

« Daizukai Ajia – taiheiyō sensō kaigai kara no hikiage » 【大図解】アジア・太平洋戦争 海外からの引き揚げ (Grand tableau explicatif – guerre d'Asie et du Pacifique : les rapatriements depuis l'étranger). *Tōkyō shinbun* 東京新聞, (17 novembre 2007,) n°799.

« hikiage fune sanseki kōgeki sare gisei, tsuitō no ensō to uta hirō » 引き揚げ船三隻、攻撃され犠牲・追悼の演奏や歌披露 (Trois navire de rapatriement attaqués, hécatombe – concert et récitation de poèmes en leur mémoire) *Asahi Shinbun* 朝日新聞, 8 août 2010,

« hikiagesha jūtaku, haishi hōken... jūmin, Ōsaka-fu sonzoku chinjō » 引揚者住宅、廃止方針...住民、大阪府に存続陳情 (Abolition des habitations pour rapatriés – les habitants pétitionnent pour une prolongation), *Yomiuri Shinbun*, 17 mai 2013.

« Ikiwakareta mono no kiroku » 生き別れた者の記録, *Asahi Shinbun* 朝日新聞, édition réduite, volume d'août 1974, p. 443.

« Japan's troops in China Surrender, Nanking Signing Covers 1.000.000 », *New York Times*, 9 septembre 1945.

« jūnin saikōrei kyūjūkyū sai, heibon nenrei sichijūyo nen – Kinki yuiitsu nokoru hikiagesha jūtaku ni semaru 'tachnuki' » 住人最高齢99歳、平均年齢は74歳...近畿で唯一残る引揚者住宅に迫る「立ち退き」 (La plus vieille habitante a 99 ans, l'âge moyen est de 74 ans – L'expulsion approche pour les habitants des dernières habitations pour rapatriés du Kinki), *Sankei News West*, 16 mai 2013.

« kīwādo » キーワード, *Asahi shinbun* 朝日新聞, édition du soir, 18 avril 2012.

« rupo : hikiage wa kita keredo » ルポ・引揚は来たけれど... (j'ai été rapatrié, mais...), *Chūō kōron* 中央公論, février 1946, pp. 29-35.

« Text of Gromyko's Statement on the Peace Treaty », *New York Times*, page 26, 9 septembre 1951.

*Asahi shinbun* 朝日新聞, 6 juillet 1949.

*Pacific Stars & Stripes*, April 26, 1949.

*Tōkyō nichichi shinbun* 東京日日新聞, 3 juillet 1949.

Turnbull, Robert, « Few cargo ships left to Japanese » (27 septembre 1947), *New York Times*, disponible sur <http://www.nytimes.com>

*Yomiuru shinbun*, édition de Maizuru, 読売新聞舞鶴発, 3 août 1949.

Publications de la Heiwa kinen jigyo tokubetsu kikin 平和祈念事業特別基金  
(Fondation spéciale pour la paix et la consolation)

Heiwa kinen jigyo tokubetsu kikin 平和祈念事業特別基金 (Fondation spéciale pour la paix et la consolation) ( dir.), « Gunjin gunzoku tanki zaishoku ga kataritsugu rōku », 軍人軍属短期在職者が語り継ぐ労苦 (Récits de leurs peines transmis par les

soldats et les personnes employées par l'armée à titre temporaire), *Heiwa no Ishizue* 平和の礎 (La pierre de fondation de la paix), Tōkyō, Heiwa kinen jigyo tokubetsu kikin 平和祈念事業特別基金 (Fondation spéciale pour la paix et la consolation), 19 volumes, 1991-2009, 9 321 p.

Heiwa kinen jigyo tokubetsu kikin 平和祈念事業特別基金 (Fondation spéciale pour la paix et la consolation) (dir.), « Kaigai hikiagesha ga kataritsugu rōku » 海外引揚者が語り継ぐ労苦 (Récits de leurs peines transmis par les rapatriés d'outre mer), *Heiwa no Ishizue* 平和の礎 (La pierre de fondation de la paix), Tōkyō, Heiwa kinen jigyo tokubetsu kikin 平和祈念事業特別基金 (Fondation spéciale pour la paix et la consolation), 20 volumes, 1991-2010, 8 238 p.

Asano Sada 浅野さだ « Waga ko ni kakinokosu » わが子に書きのこす (Écrits laissés à mes enfants), *Heiwa no ishizue - Hikiagesha*, vol. 3, 1993, 314 p. 263-267.

Hatori Tadayuki 羽鳥直之, « Tainan nihonjin chūgakkō » 台南日本人中学校 (Le collège pour Japonais de Tainan), *Heiwa no ishizue - Hikiagesha*, vol. 3, 1993, p. 273-276.

Izumi Harutoyo 和泉春豊, « hikiage, mikkōfune » 引揚げ、密航船 (Rapatrié sur un bateau clandestin), *Heiwa no ishizue - Hikiagesha*, vol. 2, 1992, p. 227-229.

Kan Kichi 乾キチ, « Shanhai kara hikiage made » 上海から引揚げまで (De Shanghai à mon rapatriement), *Heiwa no ishizue - Hikiagesha*, vol. 3, 1993, p. 267-269.

Katagiri Nobuko 片桐信子, « sanjūdosen o koete » 三十八度線を越えて (Traverser le 38e parallèle), *Heiwa no ishizue - Hikiagesha*, vol. 15, 2005, p. 420-436.

Katō Shizue 加藤シズエ, « Taiwan kara shizuoka, tōkyō de no shinseikatsu 台湾から静岡、東京での新生活 (De Taiwan à Shizuoka, et une nouvelle vie à Tōkyō), *Heiwa no ishizue - Hikiagesha*, vol. 2, 1992, p. 383-384.

Kawawada Yasuo 川和田康夫, « Kainei kara sanjūdosen toppa made » 会寧から三十八度線突破まで (De Hoeryong au 38e parallèle), *Heiwa no ishizue - Hikiagesha*, vol. 16 p. 288-307.

Kitamura Akima 北村秋馬, « Sanjūdosen ga mieta ka » 三十八度線が見えたか? (Avez-vous vu le 38e parallèle?), *Heiwa no ishizue - Hikiagesha*, vol. 16 p. 264-287.

Koiwa Teruko 小岩テル子, « Shanhai kara hikiagete » 上海から引き揚げて (Rapatriés de Shanghai), *Heiwa no ishizue - Hikiagesha*, vol. 13, 2003, p. 282-298.

Matsuo Emi 松尾恵美, « Saraba kiirun » さらば基隆 (Adieu, Chilung), *Heiwa no ishizue - Hikiagesha*, vol. 3, 1993, p. 297-300.



Meshida Fusae 召田房江, « Kamotsusen de dasshutsu, kikoku » 貨物船で脱出、帰国 (Fuite à bord d'un navire marchand et retour au pays), *Heiwa no ishizue - Hikiagesha*, vol. 2, 1992, 330-333.

Murakami Akira 村上明, « Ryūgū ni kaetta hikiagesha » 竜宮に還った引揚者 (Le rapatrié rentré au pays des merveilles), *Heiwa no ishizue - Hikiagesha*, vol. 19, 2010, p. 42-57.

Nakatani Yutaka 中谷豊, « Kita-karafuto no yokuryū o taete » 北樺太の抑留に耐えて (Supporter l'internement dans le nord de Karafuto), *Heiwa no ishizue - Hikiagesha*, vol. 2, 1992, p. 221-223.

Nakatsu Teigi 仲津定義, « Hoshi wa nagarete » 星は流れて (Les étoiles filent), *Heiwa no ishizue - Hikiagesha*, vol. 3, 1993, p. 295-297.

Nishi Tetsuo 二司哲夫, « sanjūdosen o koete chinnanpo kara hikiage » 三十八度線を越えて鎮南浦から引揚げ (Rapatrié de Nanpo après avoir traversé le 38e parallèle), *Heiwa no ishizue - Hikiagesha*, vol. 12 p. 327-343.

Nishida Takeshi 西田武, « Ashū shirayama kyō kaitakudan – matsuki » 亜州白山郷開拓団・末記 (Récit de la fin du groupe de colons du hameau de Shirayama à Ashū), *Heiwa no ishizue - Hikiagesha*, vol. 9, 1999, p. 136-146.

Ooda Sumie 太田すみ江, « shisen o koete » 死線を越えて (Franchir la ligne de la mort), *Heiwa no ishizue - Hikiagesha*, vol. 17 p. 276-294.

Orii Mitsu 折居ミツ, « watashi no ayunda michi » 私の歩んだ道 (Mon chemin), *Heiwa no ishizue - Hikiagesha*, vol. 9, 1999, p. 230-241.

Ōtomo Yasuhiro 大友康弘, « Kokyō sōshitsu, soshite » 故郷喪失、そして (J'ai perdu mon pays natal, et puis...), *Heiwa no ishizue - Hikiagesha*, vol. 3, 1993, p. 286-88.

Ōya Hiromi 大屋博美, « Watashi ni totte no senzen – sengo » 私にとっての戦前・戦後 (Ce qu'a été l'avant-guerre et l'après-guerre pour moi), *Heiwa no ishizue - Hikiagesha*, vol. 9, 1999, p. 303-313.

Sasaki Kayoko 佐々木嘉代子, « gyorai o uketa Dainishinkō-maru de seikan » 魚雷を受けた第二新興丸で生還 (Rentrée saine et sauve à bord du Dainishinkō-maru (sic), touché par une torpille), *Heiwa no ishizue - Hikiagesha*, vol. 3, 1993, p. 222-224.

Tomonaga Takuo 友永倬夫, « sanjūdosen o koete » 三十八度線を越えて (Franchir le 38e parallèle), *Heiwa no ishizue - Hikiagesha*, vol. 16 p. 461-480.

Heiwa kinen jigyō tokubetsu kikin 平和祈念事業特別基金 (Fondation spéciale pour la paix et la consolation) (dir.), « Shiberia kyōsei yokuryūsha ga kataritsugu rōku » シベリア強制抑留者が語り継ぐ労苦 (Récits de leurs peines transmis par les internés de Sibérie), *Heiwa no Ishizue* 平和の礎 (La pierre de fondation de la paix), Tōkyō : Heiwa kinen jigyō tokubetsu kikin 平和祈念事業特別基金 (Fondation spéciale pour la paix et la consolation), 19 volumes, 1991-2009, 8 319 p.

Amatani Konokichi 天谷小之吉, « watashi no seishun – shiberia ga nikui » 私の青春・シベリアが憎い (Ma jeunesse, ma haine de la Sibérie), *Heiwa no ishizue - Shiberia*, vol. 5, 1995, p. 139.

Aoki Akira 青木明 « Yokuryū seikatsu o kaerimite » 抑留生活をかえりみて (Réflexions sur mon internement), *Heiwa no ishizue - Shiberia*, vol. 10, 2000, p. 601

Asato Nobuo 吾郷信夫, « akumu no shiberia o nikunde » 悪夢のシベリアを偲んで (Ma haine pour la Sibérie cauchemardesque), *Heiwa no ishizue - Shiberia*, vol. 3, 1993, p. 191.

Hayashi Kōichi 林興一, « shiberia yokuryūki » シベリア抑留記 (Chroniques de mon internement en Sibérie), *Heiwa no ishizue - Shiberia*, vol. 10, 2000, p. 110-111.

Majima Tōsaku 真島藤作, « Kaisen yori fukuin made no ki » 開戦より復員までの記 (Chronique du début de la guerre à la démobilisation), *Heiwa no ishizue - Shiberia*, vol. 9, 1999, p.112-113.

Migita Takeshi 右田武, « shisen o koete » 死線を越えて (Franchir la ligne de la mort), *Heiwa no ishizue - Shiberia*, vol. 1, 1991, p. 269.

Morikama Matsuō 盛川松雄, « tankō ni akekureta yokuryū no omoide » 炭坑に明け暮れた抑留の思い出 (Mes souvenirs de jours d'internement passés dans une mine de charbon), *Heiwa no ishizue - Shiberia*, vol. 3, 1993, p. 318.

Nagata Isao 長田伊三男, « shiberia yokuryūki » シベリア抑留記 (Chroniques de mon internement en Sibérie), *Heiwa no ishizue - Shiberia*, vol. 10, 2000, p. 238

Nara Katsumasa 奈良勝正, « yokuryū seikatsu kaiko » 抑留生活回顧 (Souvenirs de la vie d'interné), *Heiwa no ishizue - Shiberia*, vol. 3, 1993, p. 87.

Ōmuro Kiyoshi 大室清, « Senkokumin no tsugunai » 戦国民の償い (L'expiation du peuple d'un pays combattant), *Heiwa no ishizue - Shiberia*, vol. 9, 1999, p. 66.

Takahashi Kichirō 高橋吉郎, « kichō na taiken shiberia yokuryū » 貴重な体験シベリア抑留 (Une expérience précieuse - l'internement en Sibérie), *Heiwa no ishizue - Shiberia*, vol. 10, 2000, p. 184.

Takase Junkichi 高瀬潤吉, « shiberia yokuryū » シベリア抑留 (Internement en Sibérie), *Heiwa no ishizue - Shiberia*, vol. 10, 2000, p. 493.

Tōjō Heihachirō 條平八郎, « ikiume no kei » 生き埋めの刑 (Condamné à être enterré vivant), *Heiwa no ishizue - Shiberia*, vol. 2, 1992, p. 166.

Tōkichi Shizuo 藤吉静男, « watashi no furyo ki » 私の俘虜記 (Chroniques de ma captivité), *Heiwa no ishizue - Shiberia*, vol. 2, 1992, p. 38.

*Sengo kyōsei yokuryū shi hen san iinkai* 戦後強制抑留史編纂委員会 (Comité pour la compilation d'une histoire des internements d'après-guerre en Sibérie), dir., *Sengo kyōsei yokuryū shi* 戦後強制抑留史 (Histoire des internements d'après-guerre en Sibérie), Tōkyō : Heiwa kinen jigyo tokubetsu kikin 平和祈念事業特別基金 (fondation spéciale pour la paix et la consolation), 8 volumes, 2005, 2 601 p.

Abe, Gunji 安部軍治, « shiberia no shūyōjo no jijō » シベリアの収容所の実状 (La véritable situation dans les camps d'internements en Sibérie », *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 3, tome 4, chapitre 2, 2005, p. 157-249.

Hirano, Kōji 平野滋治, « Mikikansha no mondai » 未帰還者の問題 (Le problème de ceux qui ne sont pas revenus), *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 4, tome 5, chapitre 2, 2005, p. 173-261.

Horiguchi, Takuya, « Nihongun kōfuku no jōkyō » 日本軍降伏の状況 (Les circonstances de la capitulation de l'armée japonaise), *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 1, tome 1, chapitre 2, 2005, p. 180-244.

Itō, Tsutomu 伊藤努, « Yokuryūsha no hikiage » 抑留者の引揚げ (Le rapatriement des prisonniers), *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 4 tome 5, chapitre 5, 2005, p. 89-170.

Nakamura Shin.ichirō 中村信一郎, « hikiage sokushin to undō » 引揚げ促進と運動 (L'accélération des rapatriements et l'activisme), *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 5, tome 7 chapitre 5 , 2005, p. 301-331.

Nakayama, Takeshi 中山隆志, « Chōki no kyōsei yokuryūsha kikan » 長期の強制抑留者帰還 (Les retours tardifs des internés), *Sengo kyōsei yokuryū shi*, vol. 2, tome 3, chapitre 5, 2005, p. 99-106.

Ōta masatoshi 太田正利, « Sengo kyōsei yokuryū to kokusai hō » 戦後強制抑留と国際法 (L'internement forcé d'après-guerre et la loi internationale), dans *Sengo kyōsei yokuryū shi hen san iinkai* 戦後強制抑留史編纂委員会 (Comité pour la compilation d'une histoire des internements d'après-guerre en Sibérie), dir., *Sengo kyōsei yokuryū shi* 戦後強制抑留史 (Histoire des internements d'après-guerre en

Sibérie), Tōkyō, Heiwa kinen jigyō tokubetsu kikin 平和祈念事業特別基金 (Fondation spéciale pour la paix et la consolation), vol. 6, 2005, p. 218-220.

### *Musées du rapatriement*

« Hakata, port de rapatriement de la ville de Fukuoka : souffrances et prière pour la paix » (*Fukuoka-shi Hikiagekō -hakata – kunan to heiwa e no neigai* 福岡市「引揚げ港・博多」～苦難と平和への願い～),

Hikiage-kō – hakata o kangaere tsudoï 引揚げ港・博多を考える集い (Rassemblement pour une reflexion sur Hakata, port de rapatriement), Hikiage-kō-Hakata-kō 引揚げ港・博多港, circulaire d'information de l'association, n° 30, 15 mai 1996.

Hikiage-kō – hakata o kangaere tsudoï 引揚げ港・博多を考える集い (Rassemblement pour une reflexion sur Hakata, port de rapatriement), Hikiage-kō-Hakata-kō 引揚げ港・博多港, circulaire d'information de l'association, n°1, 6 juillet 1992.

Hikiage-kō – hakata o kangaere tsudoï 引揚げ港・博多を考える集い (Rassemblement pour une reflexion sur Hakata, port de rapatriement), *Hikiage-kō-Hakata-kō* 引揚げ港・博多港, circulaire d'information de l'association, n°59, 1er février 2012.

Maizuru hikiage kinenkan kōshiki web saito 舞鶴引揚げ記念館 公式 web サイト (Site du musée commémoratif du rapatriement de Maizuru), tableau des centres de rapatriements.

Nara-ken ritsu tosho jōhōka 奈良県立図書情報館 (bibliothèque et centre d'information du département de Nara), collection « senjika no kokumin seikatsu – senryōka no seikatsu » 戦時下の国民生活 占領下の生活 (la vie quotidienne des Japonais pendant la guerre et sous l'occupation).

Site officiel du cimetière national de Chidorigafuchi (千鳥ヶ淵戦没者墓苑 Chidorigafuchi senbotsusha boen).

Sōmu-shō 総務省 (ministère des Affaires intérieures et des Communications), « kyū dokuritsu gyōseihōjin heiwa kinen tokubetsu kikin ni tsuite » 旧独立行政法人平和祈念事業特別基金について (Au sujet de l'ancienne fondation indépendante pour la paix et le recueillement).

舞鶴引揚げ記念館 Maizuru hikiage kinen kan, musée pour la paix des rapatriements de Maizuru.

« Yoshida gaimu daijin hatsu kokusai rengō sōkaigichō ate » 「吉田外務大臣 発国際連合総会議長宛」 (Lettre du ministre des Affaires étrangères Yoshida au Président de l'Assemblée générale des Nations unies) datée du 19 juin 1951, Archives diplomatiques du ministère des Affaires étrangères 外務省外交史料館所蔵 (référence K'7-1-2/14-1).

Chūgoku kikokusha mondai dōyūkai 中国帰国者問題同友会, « nikushin shagashi » 肉親捜し, document publié par le Chūgoku kikokusha teichaku sokushin sentā 中国帰国者定着促進センター (Centre pour l'aide à l'installation au Japon pour les personnes rapatriées de Chine).

Gaimushō 外務省 (dir.), *Waga gaikō no kinkyō* わが外交の近況 (L'état récent de nos relations diplomatiques), section 6 « Senpansha no shakuhō to yokuryū hōjin sōkan ni kan suru doryoku » 戦犯者の釈放と抑留邦人送還に関する努力 (Les efforts pour la libération des criminels de guerre et le retour des Japonais internés), septembre 1957.

Gaimushō 外務省 (dir.), *Waga gaikō no kinkyō* わが外交の近況 (L'état récent de nos relations diplomatiques), section 6 « Senpansha no shakuhō to yokuryū hōjin sōkan ni kan suru doryoku » 戦犯者の釈放と抑留邦人送還に関する努力 (Les efforts pour la libération des criminels de guerre et le retour des Japonais internés), septembre 1957.

Gaimushō 外務省 (dir.), *Nihon gaikō nenpyō narabi ni shyō bunsho 1840-1945* 日本外交年表並主要文書 (Chronologie de la diplomatie du Japon avec les principaux documents): 1840-1945, Tōkyō, Nihon Kokusai Rengō Kyōkai 日本国際連合協会, 1955, volume 1, 812 p.

Kōseirōdō-shō kōhō shitsu hen 厚生労働省広報室 (bureau des relations publiques du ministère de la Santé, du Travail et des Affaires sociales), « Saikin no hikiage shūshoku no jissō » 最近の引揚者就職の実相 (Situation réelle de l'emploi des rapatriés récemment), Rōdō jikan 労働時間 (Rapport sur les durées de travail) vol. 2, n°11, 1949, p. 18-19.

Kōseishō 50 nen shi henshū iinkai 厚生省五十年史編集委員会 (dir.), *Kōseishō gojūnen shi, shiryōhen* 厚生省五十年史、資料編 (50 d'histoire du ministère de la santé, recueil de documents), Tōkyō, Kōseishō 50 nen shi henshū iinkai, 1988, 900 p.

Kōseishō Engokyoku 厚生省援護局, *Hikiage to engo sanjūnen no ayumi* 引揚と援護三十年の歩み (30 ans d'aide aux rapatriés), Tōkyō, Kōseishō, 1977, 790 p.

Kōseishō shakai engokyoku engo 50-nenshi henshū iinkai 厚生省社会援護局援護 50 年史編集委員会, *Engo gojūnen shi* 援護 50 年史 (Histoire de 50 ans d'assistance), Tōkyō : Gyōsei ぎょうせい, 1997, 844 p.

Kyū-maizuru chihō hikiage engokyoku 旧舞鶴地方引揚援護局 (Ancien centre pour l'aide aux rapatriement de la région de Maizuru) (dir.), *Maizuru chihō hikiage engokyoku shi* 舞鶴地方引揚援護局史 (Histoire du centre pour l'aide aux rapatriement de la région de Maizuru), Tōkyō, Kōseishō engokyoku 厚生省引揚援護局, 1961, 616 p.

Ministère de la Santé et du Travail 厚生労働省, *Eijū kikoku shita chūgoku zanryū hōjin, karafuto zanryū hōjin no mina sama e – mangaku no rōrei kiso nenkin o jukyū sarete imasu ka* 永住帰国した中国残留邦人、樺太残留邦人のみなさまへ～満額の老齢基礎年金を受給されていますか～ (Aux Japonais restés en Chine ou à Karafuto ayant obtenu la résidence permanente au Japon : recevez-vous l'intégralité de votre pension aux personnes âgées ?).

Ministère de la Santé et du travail 厚生労働省, *Mangaku no rōrei kiso nenkin nado no shikyū o hokan suru seikatsu shien* 満額の老齢基礎年金等の支給を補完する生活支援 (Aides supplémentaires venant s'ajouter aux pensions telles que la pension aux personnes âgées).

Morie Osamu 森枝修, éd., *Gunma ken kaigai hikiage shi* 群馬県海外引揚誌, Gunma ken kaigai hikiage shi hensan iinkai 群馬県海外引揚誌編纂委員会, 1966.

Mutsu.shi むつ市 Ville de Mutsu), *Shiei jūtaku nyūkoshā boshū no o-shirase* 市営住宅入居者募集のお知らせ (Information sur l'accès aux logements municipaux), conditions d'éligibilité, novembre 2013.

Ōsaka-fu hikiagesha jūtaku shiyō kisoku 大阪府引揚者住宅使用規則 (Règlement des habitations à l'usage des rapatriés de la ville d'Ōsaka), 1950.

Statistiques du Kikokusha sentā 帰国者センター au 31 mars 2012.

Tōkyō.to 東京都 (Ville de Tōkyō), *Suikai jinkō shiryō dai 65 gō* 推計人口資料第 65 号 (Documents sur l'estimation de la population, n°65).

Tōkyō-to hikiagesha jūtaku jōrei 東京都引揚者住宅条例 (Règlement des habitations pour rapatriés de la ville de Tōkyō), 1 avril 1951.

Toyama ken kōsei bu shakai fukushi ka hen 富山県厚生部社会福祉課編 (département d'aide sociale, section de la santé, département de Toyama), éd.,

*Toyama ken shūsen shori shi* 富山県終戦処理史 (histoire des dispositions prises par le département de Toyama à la fin de la guerre), Toyama ken 富山県, 1975.

Ville de Maizuru 舞鶴市, *Hikiage minato maizuru no kiroku – kaigai hikiage jonjū shūnen kinenshi* 引揚港舞鶴の記録—海外引揚四十周年記念誌 (Annales du port de rapatriement de Maizuru – commémoration de quarante ans de rapatriements d'outre-mer), Maizuru : Maizurushi 舞鶴市, 1990, 90 p.

#### *Publications des Nations unies*

Déclaration commune concernant les relations avec le Japon, signée par A.I. Mikoyan (Анастас Иванович Микоян), et Zhou Enlai (周恩来) le 12 octobre 1954, dans Nations unies, dir., *Recueil des traités – Traités et accords internationaux enregistrés ou classés et inscrits au répertoire au secrétariat de l'Organisation des Nations unies*, volume 226 (I. n°3103-3126), Genève, Nations unies, 1956, p. 69-79.

Déclaration commune entre l'Union des républiques socialistes soviétiques et le Japon, , signée à Moscou le 19 octobre 1956 (traité n° 3768), en japonais ソビエト社会主義共和国連邦と日本国の共同宣言 (sovieto shakai shugi kyōwa kokuren-pō to nihon koku no kyōdōsengen), dans Nations unies, dir., *Recueil des traités – Traités et accords internationaux enregistrés ou classés et inscrits au répertoire au secrétariat de l'Organisation des Nations unies*, volume 263 (I. Nos. 3764-3784), Genève, Nations unies, 1957, p. 107.

Liste des résolutions du Conseil de sécurité pour 1951, site officiel du Conseil de sécurité des Nations unies.

Nations unies (dir.), *Recueil des traités – Traités et accords internationaux enregistrés ou classés et inscrits au répertoire au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies*, volume 226 (I. n°3103-3126), Genève, Nations unies, 1956, 388 p.

Nations unies (dir.), *Recueil des traités – Traités et accords internationaux enregistrés ou classés et inscrits au répertoire au secrétariat de l'Organisation des Nations unies*, volume 263 (I. Nos. 3764-3784), Genève, Nations unies, 1957, 429 p.

Traité de San Francisco, Nations unies (dir.), *Recueil des traités – Traités et accords internationaux enregistrés ou classés et inscrits au répertoire au secrétariat de l'Organisation des Nations unies*, volume 136 (I. n°3103-3126), Genève, Nations unies, 1952, p. 63, 411 p.

General Headquarters / Supreme Commander for the Allied Powers Records, *Top Secret Records of Various Sections. Administrative Division : Miscellaneous Information Records, 1946-47, Agreements Reached at Conference on Repatriation, 15 janvier-17 janvier 1946, Tōkyō, Japan Prepared by GHQ/SCAP, (box CHS-1, folder 25), janvier 1946.*

General Headquarters / Supreme Commander for the Allied Powers, *Final Report Progress of Demobilization of the Japanese Armed Forces, 30 décembre 1946, Supreme Command of the Allied Powers, 219 p.*

General Headquarters / Supreme Commander for the Allied Powers, *Public Health and Welfare Weekly Bulletin, 14 octobre 1945 au 1<sup>er</sup> avril 1951.*

General Headquarters/ Supreme Commander for the Allied Powers, Public Health and Welfare Section, *GHQ Public Health and Welfare Weekly Bulletin, 1945-1949*

General Headquarters Supreme Commander for the Allied Powers, Public Health and Welfare Section, *Summary Report on Public Health and Welfare Condition in japan, section 1 preventative medicine, 22 octobre 1945.*

General Headquarters Supreme Commander for the Allied Powers, Public Health and Welfare Section, *Summary Report on Public Health and Welfare Condition in japan, section 1 preventative medicine, période du 28 avril au 4 mai 1946.*

GHQ/SCAP, FEC, *Status of Repatriation Report, 31 décembre 1948.*

SCAPIN 137, *Demobilisation Japanese Armed Forces, 14 octobre 1945.*

SCAPIN 148, *Policies governing repatriation of Japanese nationals in conquered territory, 16 octobre 1945*

SCAPIN 1791, *Demob Machinery, Reorg of., 4 octobre 1947.*

SCAPIN 1843, *Demob. Machinery, Reorg of., 19 janvier 1948.*

SCAPIN 283, *Repatriation, 15 novembre 1945.*

SCAPIN 32, *Japanese nationals and their repatriation from Manchuria and Northern Korea, 17 septembre 1945,*



SCAPIN 68, *Shipping for repatriation of japanese nationals*, 27 septembre 1945.

SCAPIN 70, *Rad Designating Certain Ports and Their Facilities to be Prepared for Use*, 28 Septembre 1945.

SCAPIN 822 AG 370.05 (16 mar46) GC Annex I,5

SCAPIN 865, *Quarantine Procedure for Cholera In Repatriates*, 6 avril 1946.

SCAPIN 89, *Repatriation of Japanese Nationals*, 2 octobre 1945

SCAPIN 907, dans *Official Gazette*, n°211, 11 décembre 1946, Government Printing Bureau.

Supreme Commander for the Allied Powers Directives to the Japanese Government (SCAPINs) (Record Group 331), Kokuritsu kokkai toshokan kensei shiryōshitsu tainichi shirei shū 国立国会図書館憲政資料室対日指令集 (Collection des ordres en rapport avec le Japon, salle de référence sur le gouvernement constitutionnel (Kensei)), bibliothèque nationale de la Diète.

Supreme Commander for the Allied Powers, *Reports of General MacArthur, Volume I Supplement: MacArthur in Japan: the occupation: Military Phase*, Washington, DC., GPO, 1950, réédition Center of Military History, 1994, 297 p.

#### *Publications du gouvernement américain*

U.S. Army, Military Government in Korea, *Repatriation from 25 September 1945 to 31 December 1945*, Rapport, Séoul, US Army Press, 1946, 97 p.

United States Army Forces, Pacific, *Basic outline plan for Blacklist operations to occupy Japan proper and Korea after surrender or collapse*, N 11620-A, Fort Shafter, Hawaii, 1945.

United States Department of State, *Foreign relations of the United States, 1942. China*, U.S. Government Printing Office, 1942, 782 p.

United States Department of State, *Foreign relations of the United States, 1946. The Far East*, U.S. Government Printing Office, 1946, Vol VIII, 1137 p.

United States Department of State, *Foreign relations of the United States, 1946. The Far East: China*, U.S. Government Printing Office, 1946, Vol X, China , 1427 p.

United States Department of State, *Foreign relations of the United States: diplomatic papers 1945. The British Commonwealth, The Far East*, U.S. Government Printing Office, 1945, Vol VI, 1436 p.

United States Department of State, *Occupation of Japan: Policy and Progress*, Honolulu, Hawaii : University Press of the Pacific, 2004, 173 p.

United States Dept. of State, *The China White Paper - august 1949*, Stanford : Stanford University Press, 1967, 1079 p.

United States Joint Chiefs of Staff, *Basic Initial Post Surrender Directive to Supreme Commander for the Allied Powers for the Occupation and Control of Japan*, référence JCS1380/15=SWNCC 52/7, 3 novembre 1945, p. 134-168.

United States Naval Division, *Dictionary of American Naval fighting Ships*, vol. IV (L-M), 1976.

#### *Conventions de Genève*

« Convention (IV) concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre et son Annexe: Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre. La Haye, 18 octobre 1907 », *Deuxième Conférence internationale de la Paix, La Haye 15 juin - 18 octobre 1907, Actes et Documents*, La Haye, 1907, vol. I, p. 626-637.

« Convention relative au traitement des prisonniers de guerre. Genève, 27 juillet 1929 », *Actes de la Conférence diplomatique convoquée par le Conseil fédéral suisse pour la révision de la Convention du 6 juillet 1906 pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les armées en campagne et pour l'élaboration d'une Convention relative au traitement des prisonniers de guerre et réunie à Genève du 1er au 27 juillet 1929*, Genève, 1930, p. 681-724.

#### *Lois et minutes de la Diète*

« Loi pour le maintien de l'ordre parmi les rapatriés » (*hikiagesha no chitsujo iji ni kan suru hōrei*, 引揚者の秩序維持に関する法令, 1949 n°300.

« 1940 loi n° 107 eugénique pour le peuple » (*kokumin yūsei hō* 国民優生法).

« 1948 loi n° 156 de protection eugénique (*yūsei engo hō* 優生保護法).

« Au sujet des rapatriements de Japonais depuis l'étranger » (*Kaigai hōjin no hikiage ni kan suru ken* 海外邦人の引揚に関する件), 18 mars 1952.

« Au sujet des retours depuis les zones soviétiques » (ソ連地域からの帰還に関する件 *soren chiiku kara no kikan ni kan suru ken*), 20 novembre 1953.

« Loi de mesure specials au sujet des personnes non rentrées » 未帰還者に関する特別措置法 *mikikansha ni kan suru tokubetsu sochihō*), loi n°7 du 3 mars 1959.

« Loi sur le paiement d'une subvention spéciale pour les rapatriés (*hikiagesha nado ni tai suru tokubetsu kōfukin no shikyū ni kan suru hōritsu* 引揚者等に対する特別交付金の支給に関する法律) (昭和 42 年 8 月 1 日法律第 114 号) », 1er août 1967, loi n°114.

« Sengo kyōsei yokuryūsha ni kakaru mondai ni kan suru tokubetsu sochihō 戦後強制抑留者に係る問題に関する特別措置法 ( loi au sujet du problème des personnes internées de force après la guerre), 18 juin 2010.

«Loi sur le paiement d'une subvention pour les rapatriés » (引揚者給付金等支給法 *hikiagesha kyūfukin nado shikyū hō*), 17 mai 1957, n°109.

CIRC, « Conventions de Genève du 12 août 1949 ».

*Gaisei butai oyobi kyōryūmin kikan yusō nado ni kan suru jisshiyōryō* 外征部隊及び居留民帰還輸送等に関する実施要領 (Décret d'application au sujet du retour et de transport des troupes japonaises à l'étranger ainsi que des civils y résidant), 7 septembre 1945.

*Gaisei butai oyobi kyōryūmin kikan yusō shori yōryō (an)* 外征部隊及び居留民帰還輸送処理要領 (案) (Principes généraux pour les dispositions au sujet du retour des forces déployées et des résidents à l'étranger - version préliminaire), 3 septembre 1945, , dans *Kōbun ruiju* 公文類聚 (Collection de documents officiels), volume 19, 1945 (昭和二十年), rouleau 65 (code 二 A／十三類／二九四九).

*Hikiage ryō hoshū ni kan shitsumon chūisho* 引揚寮補修に関する質問主意書 (question à la diète au sujet de l'entretien des dortoirs pour rapatriés) présentée à la Diète le 12 mai 1955.

Minutes de la 101<sup>e</sup> séance de la Diète, « dai 101 kai kokkai yosan iinkai daiyon bunkakai dai 1 gō, shūgiin, kokuritsu kokkai toshokan »,第 101 回国会 予算委員会第四分科会 第 1 号”. 衆議院、国立国会図書館 10 mars 1984.

Minutes de la 20<sup>e</sup> réunion du cabinet, 24<sup>e</sup> session de la Diète du 29 mars 1956.

Minutes de la 51<sup>e</sup> scéance de la Diète « Dai 051 kai kokkai – naikaku iinkai  
dai30 gō » 第 0 5 1 回国会 内閣委員会 第 3 0 号, 26 avril 1966.

Constance SERENI

## Rapatriements et rapatriés.

### La formation de l'identité du *hikiagesha*, 1945-1958

#### Résumé

Après la Seconde guerre mondiale, plus de 6,5 million de sujets japonais, dont la moitié était des civils résidant dans les territoires japonais d'outre-mer, ont été rapatriés au Japon. Le Japon n'avait pas prévu l'éventualité d'un rapatriement en cas de défaite, et les Alliés, s'ils avaient planifié le retour des soldats japonais, n'avaient pas préparé le retour des civils. Pourtant, le rapatriement des civils japonais fut, dans sa majeure partie, rapide et efficace. Entre octobre 1945 et décembre 1946, 5,1 million de Japonais purent rejoindre le Japon. Pour d'autres, le processus pu durer jusque la fin des années 1950. Une fois au Japon, les rapatriés, confrontés à un Japon en ruines, se virent imposer une nouvelle identité, celle de *hikiagesha*, personne rapatriée. La mémoire et l'identité des rapatriés, confrontés à l'hostilité et la méfiance de la population de métropole, connurent plusieurs mutations pour finalement se réintégrer au sein du mémoriel discours dominant sur la guerre. Après une analyse des processus de rapatriement, cette thèse se penchera donc sur la formation de l'identité des rapatriés en tant que groupe, leur mémoire, et comment ce groupe au départ marginalisé est parvenu à intégrer son récit mémoriel au sein du discours officiel.

Rapatriements – colonialisme japonais – Mandchourie – Occupation du Japon – Prisonniers de guerre japonais en URSS

#### Résumé en anglais

After the Second World War, Japan saw the return of more than 6.5 million Japanese nationals, of which about half were civilian overseas residents of Japan's colonial empire. Japan had no plan for the evacuation of foreign territories in the event of defeat, and but although provisions had been made by the Allies for the repatriation of the military personnel, the return of civilians was initially outside their scope, and left to the Japanese. The Allies would later assign military transports to help with the task of ferrying millions of men, women and children back to the mainland. However, despite this lack of previous planning, the repatriation of Japanese nationals was fast and efficient: between October 1945 and December 1946; over 5.1 million Japanese were brought back to the mainland. Some, however, had to wait until the second half of the 1950s. Once in Japan, the returnees found that a new identity had been imposed on them, one that stemmed from their shared experience as returnees: that of *hikiagesha*, or repatriates. Joined by their war experiences, they found themselves part of a heterogeneous group with an identity that still awaited definition. The meaning of the memory of their experience was shaped by the very way in

which they defined and re-defined themselves and their experience, as they encountered marginalisation, hostility and distrust as they reintegrated to mainland Japanese society. After analysing the process of repatriation, this thesis will attempt to map out the process by which this initially marginalised group became acceptable, by integrating its narrative within an official discourse.

Repatriations – Japanese colonialism – Manchuria – Occupation of Japan – Japanese internees in USSR -